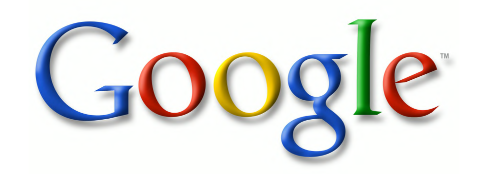
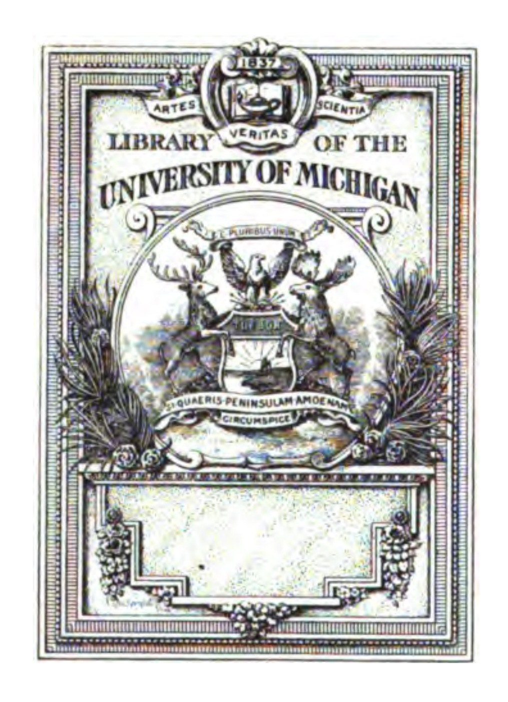
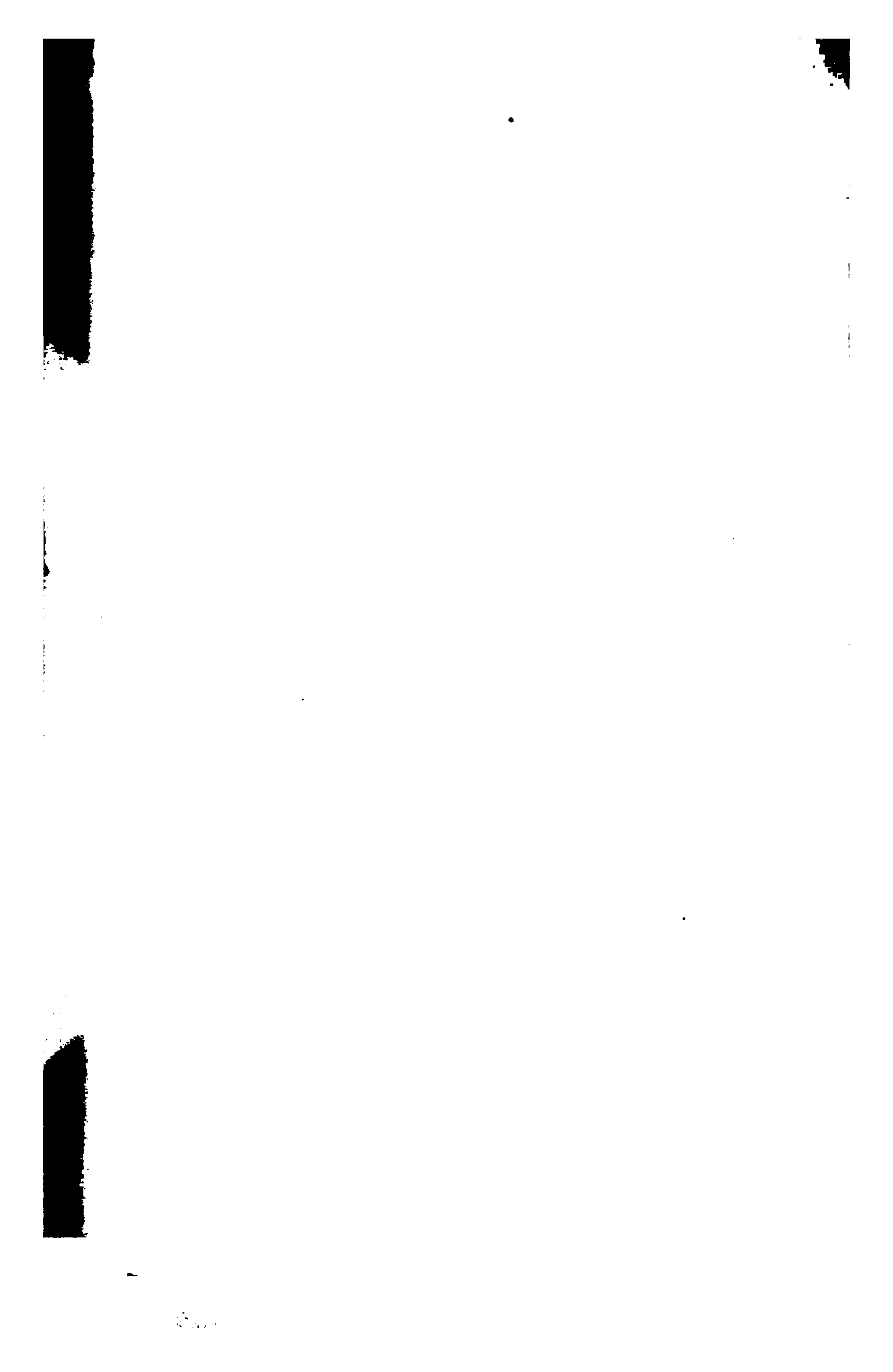
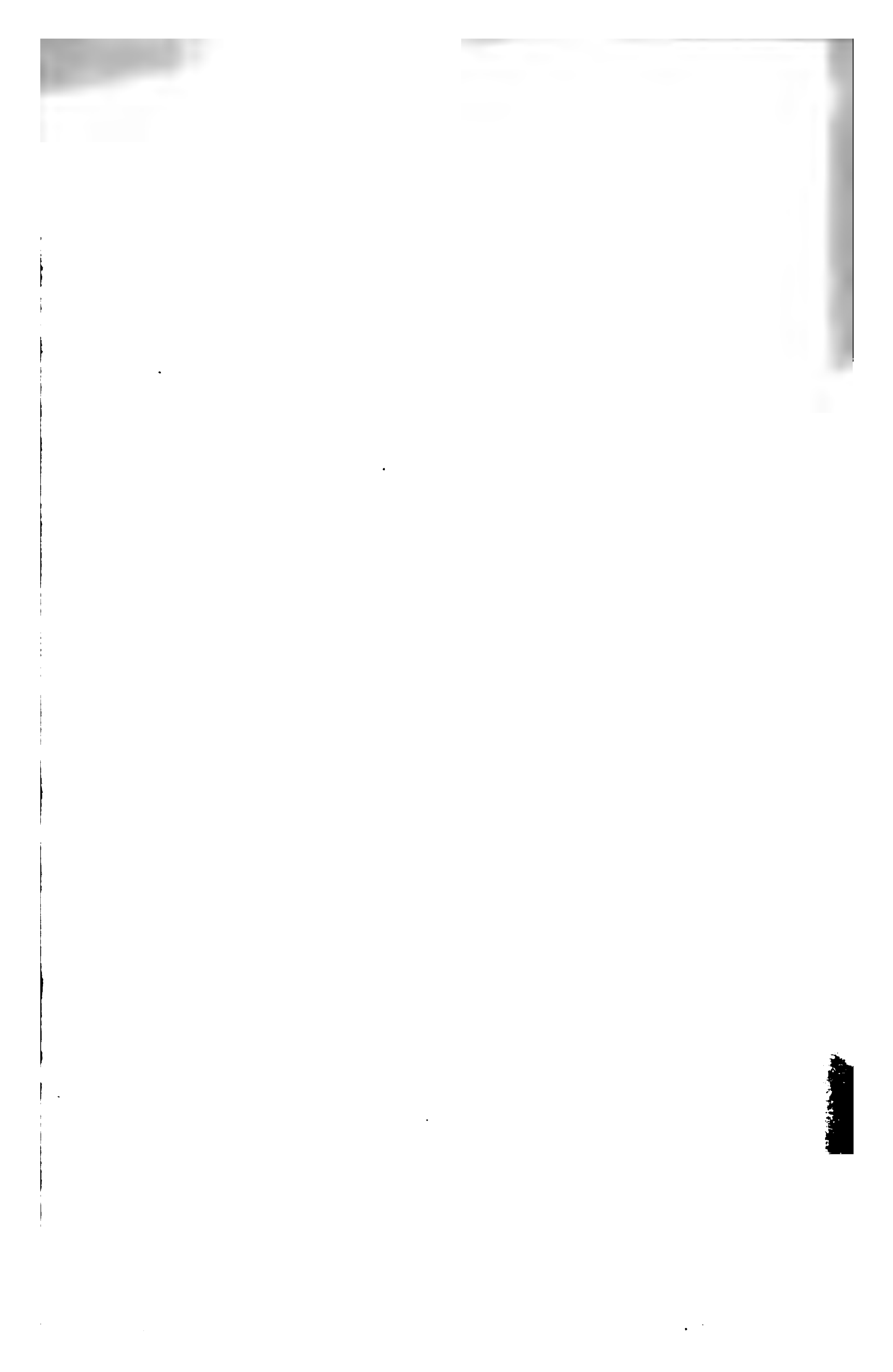
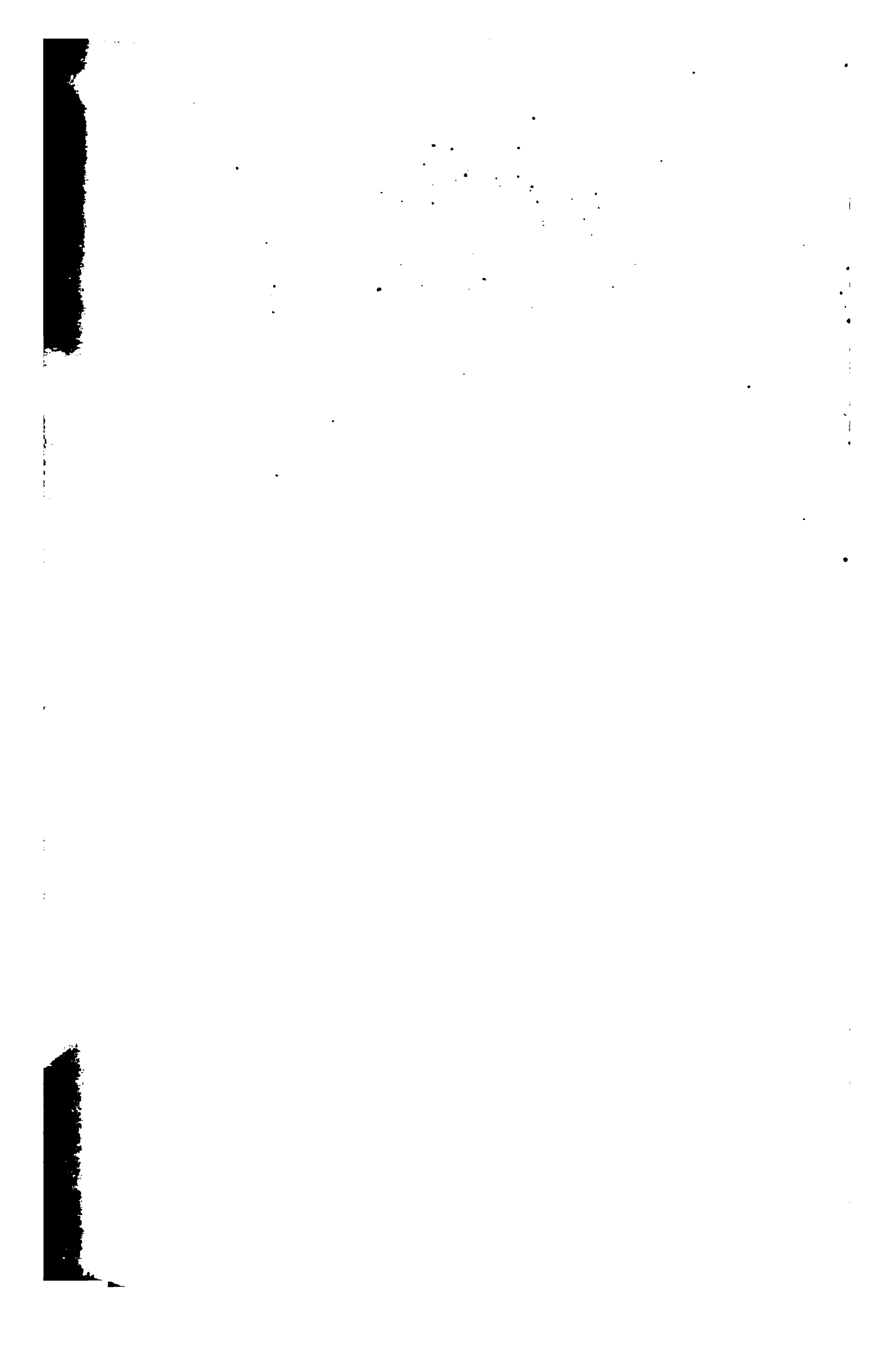



1837
ARTES
VERITAS
SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
E PLURIBUS UNUM
SI QUAERIS PENINSULAM AMOENAM
CIRCUMSPICE







VICTOIRES

CONQUÊTES

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS

DEPUIS 1792

TYPOGRAPHIE DE H. FIRMIN DIDOT AU MESNIL (EURE).

Beauvais de Préau, Charles Théodore

VICTOIRES
CONQUÊTES
DESASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES
DES FRANÇAIS
DEPUIS 1792

NOUVELLE ÉDITION

TOME NEUVIÈME

PARIS
LIBRAIRIE DE FIRMIN DIDOT FRÈRES
Imprimeurs-Libraires de l'Institut
RUE JACOB, 56

1856

VICTOIRES,

CONQUÊTES,

DÉSASTRES, REVERS ET GUERRES CIVILES

DES FRANÇAIS

Depuis 1792.

LIVRE QUATRIÈME.

QUATRIÈME COALITION.

CHAPITRE II.

ANNÉE 1807.

Commencement des hostilités avec la Russie; opérations d'un corps d'armée français en Dalmatie; combat de Castel-Nuovo. Entrée de l'armée russe en Pologne; l'armée française se porte à sa rencontre; les Russes évacuent Varsovie et repassent la Vistule; combats de Czarnowo, de Nasielsk, de Soldau, de Kolosomb, de Pultusk, de Golymin; les deux armées française et russe entrent en quartiers d'hiver; opérations du corps d'armée du prince Jérôme en Silésie; capitulation de Glogau; siége et prise de Breslau, etc. — Suite des opérations militaires en Silésie et dans le nord de l'Allemagne; invasion de la Poméranie suédoise par le maréchal Mortier; les hostilités recommencent en Pologne; combat de Mohrungen; combats de Passenheim, de Bergfried, de Deppen, de Hofe; bataille de Preussisch-Eylau, etc.

1806.

Commencement des hostilités avec la Russie, etc., etc. — Depuis que la cour de Russie avait refusé de ratifier le traité conclu à Paris par son agent M. d'Oubril avec le général

1806. Clarke, plénipotentiaire du gouvernement français[1], on avait dû s'attendre à une rupture complète entre cette puissance et la France. Aussi Napoléon, en armant contre la Prusse, avait-il pris toutes les mesures qui pouvaient le mettre à même de repousser cette autre agression, en même temps que celle de la Prusse, avec laquelle elle paraissait devoir être combinée. L'expérience avait appris à l'empereur des Français que les Russes, conduits par des chefs plus habiles que ceux de la dernière campagne, étaient peut-être les seuls soldats de l'Europe qui pussent prolonger la lutte engagée avec la nouvelle coalition. Prévoyant donc, dès le commencement de cette nouvelle guerre, qu'après avoir d'abord eu affaire aux troupes prussiennes, il lui faudrait, comme en Autriche, combattre une seconde armée russe, Napoléon avait donné à l'armée destinée à opérer en Allemagne une force numérique assez considérable pour faire face à celles qui pourraient être déployées par les souverains alliés. On a vu que la levée de la conscription de 1806 et la mise en activité d'une partie des gardes nationales des frontières de l'empire lui avaient donné la facilité de disposer de toutes les troupes qui se trouvaient dans l'intérieur, ou qu'il aurait fallu laisser pour la garde des places fortes. Par ce moyen, toutes ces vieilles bandes qui avaient vaincu l'Europe, si l'on excepte toutefois les corps qui faisaient partie de l'armée de Naples, et deux divisions employées dans la Dalmatie, étaient réunies autour de l'empereur, ou sur le point de l'être, lorsque la campagne de Prusse avait commencé; mais comme l'occupation de ce pays, après la défaite successive de tous les corps de l'armée prussienne, aurait entraîné la distraction d'une partie de ces mêmes forces, puisqu'il fallait nécessairement rentrer aussitôt en campagne contre une nouvelle armée plus difficile à vaincre que la première, Napoléon se hâta de recruter et de compléter ses cadres avec la conscription de 1806 : celle-ci allait être remplacée dans les dépôts et sur la frontière du Rhin par la levée de 1807, qu'un sénatus-consulte, provoqué par le message impérial dont nous avons parlé à la fin du chapitre pré-

[1] Voyez tome VIII, page 493.

cédent[1], mettait, par anticipation, à la disposition du ministre de la guerre. Ainsi l'empereur des Français, au moment de l'ouverture de la nouvelle campagne contre les Russes, avait encore une force égale à celle qui lui avait servi à détruire, en moins de six semaines, l'armée prussienne.

1806.

En entrant dans la quatrième coalition formée par l'Angleterre, la Suède et la Prusse contre la France, l'empereur Alexandre avait promis que l'armée russe serait en mesure d'agir de concert avec les troupes du roi Frédéric-Guillaume, ou qu'elle arriverait au moins assez à temps pour appuyer leurs premiers efforts; mais dans une contrée aussi vaste que la Russie, où les communications entre les différentes provinces sont longues et difficiles, le rassemblement des troupes ne pouvait pas être aussi prompt qu'on l'avait espéré. Loin d'être prête à entrer en campagne au commencement d'octobre, suivant le plan arrêté, l'armée russe était à peine réunie à la fin de ce même mois, et les premières colonnes ne furent mises en mouvement que vers le milieu de novembre. Ce retard, qui déconcertait singulièrement le plan de la coalition, puisque à cette époque l'armée prussienne n'existait déjà plus, avait une autre cause que celle de la difficulté de porter en temps opportun une armée sur les frontières de la Prusse. La cour de Russie, devenue, comme les autres puissances alliées, l'instrument des vengeances de l'Angleterre, avait souri au projet d'agrandir ses domaines aux dépens du sultan de Constantinople, qui avait eu la témérité de repousser les insinuations des agents anglais et moscovites, d'accueillir avec une honorable distinction l'ambassadeur français Horace Sébastiani, de reconnaître enfin l'empereur Napoléon. Sûr de l'appui de l'Angleterre dans cette entreprise, à laquelle il se proposait de donner toute l'extension possible, l'empereur Alexandre s'était d'abord occupé spécialement de former une armée destinée à envahir le territoire ottoman, et n'avait donné qu'une attention médiocre au rassemblement des troupes qui devaient opérer conjointement avec celles de la coalition en Allemagne. On verra plus tard que le cabinet de Saint-

[1] Ce sénatus-consulte fut rendu, le 4 décembre 1806, sur le rapport du sénateur Lacépède.

1806. Pétersbourg échoua également dans ses projets contre la Porte Ottomane et dans ses mesures tardives contre le redoutable vainqueur des Prussiens.

Dalmatie. D'après les articles 4 et 23 du traité de Presburg, deux commissaires français, les généraux Lauriston et Mathieu Dumas, avaient été envoyés dans les anciens États vénitiens pour prendre possession de la ville de Venise, des provinces d'Istrie, de Dalmatie et des bouches du Cattaro. Mais les Russes, qui occupaient en force Corfou et les autres îles Ioniennes, aidés par les Monténégrins, s'établirent dans le golfe et dans la ville de Cattaro, où la garnison autrichienne les reçut comme alliés, avant l'arrivée des commissaires. Il était évident que l'intention de la Russie n'était point de s'en tenir à cette première infraction des traités, qu'on pouvait justement regarder comme une hostilité manifeste. Aussi vit-on le cabinet de Saint-Pétersbourg, après avoir retiré les troupes russes du Hanovre et de Naples en exécution de la convention d'Austerlitz, chercher à s'emparer des îles ex-vénitiennes sur les côtes de la Dalmatie, et prendre possession, le 10 avril, de celle de Curzola, d'où les troupes russes furent chassées ensuite, le 9 mai, par un détachement français.

A la fin de janvier 1806, le général de division Molitor reçut de Napoléon l'ordre d'aller prendre possession de la Dalmatie avec trois régiments.

Ce général se trouvait alors à Udine, et sa division, qui venait de faire la campagne de 1805 en Italie, était répartie dans le Frioul. Elle se composait des 5e, 23e et 79e régiments de ligne, que le général Molitor réunit aussitôt pour les diriger sur Trieste, où ils arrivèrent du 3 au 4 février. L'empereur français avait sans doute pensé que l'occupation de la Dalmatie s'effectuerait aussi facilement que celle des autres provinces ex-vénitiennes, puisque les troupes mises en marche pour faire un trajet de cent quatre-vingt-dix lieues à travers les montagnes et dans un pays qui leur était inconnu n'avaient avec elles ni état-major, ni commissaire des guerres, employés, payeur, ni argent, ni d'autres munitions de guerre, enfin, que celles qui étaient contenues dans les gibernes des soldats. D'un autre côté, leur passage n'était rien moins

qu'assuré : la communication par mer était interceptée par une escadre russe croisant dans l'Adriatique ; pour arriver par terre, il fallait traverser la Croatie autrichienne, et le traité de Presburg n'avait rien stipulé à cet égard. Le général Molitor crut donc devoir négocier ce passage avec le gouverneur de Fiume ; il ne l'obtint qu'après beaucoup de difficultés et sous des conditions assez embarrassantes. La première était de payer comptant, dans tous les lieux d'étape, les vivres et fournitures de troupes ; la seconde, à laquelle le général français se refusa, était qu'il ne passerait pas d'autres troupes que les trois régiments désignés plus haut. Le général Molitor fit à Trieste un emprunt de cinquante mille francs en son nom ; il précéda la marche de ses régiments, en assurant, par des marchés en argent, toutes les fournitures, tant dans la Croatie, où les dépenses furent acquittées sur-le-champ, que sur tous les points de la Dalmatie où les troupes devaient passer ou stationner, de manière à n'avoir rien à demander aux habitants d'un pays généralement pauvre, dont il importait de gagner la confiance et l'attachement.

Les Français furent en effet reçus partout à bras ouverts, malgré la présence des autorités autrichiennes qui les attendaient, et les préventions peu favorables dont elles auraient voulu faire précéder l'arrivée des troupes d'occupation. Le lieutenant général autrichien baron de Brady, commandant en chef les forces de terre et de mer, et gouverneur général civil et militaire des provinces de Dalmatie et d'Albanie, attendait à Zara le général Molitor. Il y présidait le conseil de gouvernement, où se décidaient les affaires d'administration intérieure. D'après les ordres du prince vice-roi d'Italie, le général Molitor fut investi des mêmes attributions ; il profita du temps que sa division traversait la Croatie pour régler les différents services du militaire et du civil, et pour faire remplir par des nationaux les vacances que laissait dans les tribunaux, les finances et l'administration, le départ des fonctionnaires autrichiens. Il imprima aux affaires une marche plus simple, plus facile, et telle qu'elles ne pussent souffrir des soins qu'il avait à donner presque exclusivement aux opérations militaires. Il prit avec lui un conseiller du gouvernement pour la correspondance civile, et rejoignit la tête des troupes à leur entrée dans la province.

1806.
Dalmatie.

Celles-ci occupèrent successivement les places maritimes, les îles principales et les forts sur la frontière de Bosnie. Les Turcs du littoral ayant montré quelques inquiétudes à l'arrivée des Français, le général Molitor écrivit à leurs pachas, qui lui répondirent amicalement, et il entretint avec eux des relations de bon voisinage.

Malgré la rigueur de la saison et la difficulté des communications, les troupes avaient fait une telle diligence, qu'elles étaient parvenues à l'extrémité méridionale de la Dalmatie, près de la Narenta, du 26 au 28 février, ayant fait cent soixante-dix lieues de France en vingt-huit jours, passant par Trieste, Fiume, Segna, Gospich, Zara, Sebenico et Spalato. Le général Molitor était à peine arrivé à Sebenico, que les soupçons que lui avaient fait naître les difficultés du gouverneur du Fiume sur les intentions du cabinet autrichien se convertirent en probabilités, et bientôt après en certitude.

D'après le traité de Presburg, l'Autriche devait remettre à la France toutes les places de la Dalmatie et des bouches du Cattaro, dans un état de défense convenable, et surtout y laisser les munitions; au lieu de remplir cet article exprès et important, les commandants autrichiens dans toutes les places, îles et forts (Zara excepté), exportèrent et vendirent à vil prix, avant l'arrivée du général Molitor, jusqu'au dernier grain de poudre, en même temps que les Russes, avec lesquels ils paraissaient être d'intelligence, couvraient de leur escadre les parages de la province et menaçaient tous les points accessibles. Les troupes françaises se trouvaient, par le fait, à une distance immense de toute espèce de secours, et attirées, pour ainsi dire, contre la foi des traités, dans un horrible piége. Fort heureusement le général Molitor, à son passage à Trieste, avait eu la précaution d'y faire embarquer secrètement des munitions, qui arrivèrent en temps utile. Il informa le prince vice-roi de toutes ces circonstances par des courriers extraordinaires, et il fit les mêmes communications à l'ambassadeur de Napoléon à Vienne.

Le cabinet de Vienne rejeta tout sur les sous-ordres, et protesta de sa loyauté; mais bientôt après, comme les troupes françaises s'approchaient des États de Raguse, les troupes au-

trichiennes remirent aux Russes les bouches du Cattaro, comme on le sait déjà, et ces derniers en prirent possession aussi tranquillement que si cette forteresse et ses dépendances leur eussent été cédées par un traité authentique.

Toutefois, les officiers du régiment autrichien de Thurn, en garnison à Cattaro, crurent leur honneur compromis par cette violation manifeste d'un traité si récent, et délibérèrent pour s'y opposer. Alors le marquis Ghislieri, commisssaire plénipotentiaire autrichien, qui s'était rendu sur les lieux, employa tous les moyens de persuasion pour les apaiser; il écrivit même à ceux qui pouvaient avoir le plus d'influence, pour les assurer que tout se passait par ordre du gouvernement autrichien. Ces officiers n'en furent que plus indignés; plusieurs d'entre eux donnèrent leur démission, et vinrent communiquer au général Molitor la lettre en original du marquis Ghislieri. A la vue de cette pièce, que le général transmit à l'ambassadeur français à Vienne, le ministère de François II fut très-embarrassé; l'empereur disgrâcia, pour la forme, M. Ghislieri, qui avait eu l'impudence de dire tout haut que cette disgrâce serait une comédie qu'il jouerait avec le ministre comte Stadion. Dans le même temps, la cour de Vienne envoya, également pour la forme, un corps d'armée en Dalmatie, pour reprendre et remettre aux Français les bouches du Cattaro. Ce corps d'armée, commandé par le général de Bellegarde, arriva dans le mois de juin, se confina dans une île de la Dalmatie, et n'en bougea plus.

Le vice-roi d'Italie, à qui le général Molitor rendit compte de sa position, lui prescrivit de s'arrêter devant le territoire de Raguse, de ne commencer aucune hostilité, et d'attendre que les Autrichiens lui remissent les bouches du Cattaro, comme ils s'y étaient engagés par le traité de Presburg. Ce prince fit ensuite passer en Dalmatie un régiment, de l'artillerie, des approvisionnements, de l'argent et une flottille. Ces secours, qui arrivèrent successivement, et non sans rencontrer beaucoup d'obstacles, donnèrent au général Molitor les moyens de mettre en état de défense respectable les places de la Dalmatie et de s'opposer aux entreprises des Russes.

Ceux-ci, dont les vues sur les îles de la mer Ionienne re-

1806.
Dalmatie.

montaient à une époque déjà éloignée, cherchaient à établir des intelligences avec les Grecs et sur le continent de la Dalmatie. Ils avaient depuis quelque temps sous leur protection, et alors pour ainsi dire sous leurs drapeaux, les Monténégrins, peuplade féroce et à demi sauvage, que l'espoir du pillage et la position formidable des montagnes qu'ils habitent appelaient et maintenaient sous les armes, et qui depuis longtemps avaient secoué le joug de la domination ottomane. Ces barbares, de la religion grecque, étaient commandés par leur évêque, homme qui n'était pas sans instruction et sans un certain esprit d'intrigue : il était décoré de plusieurs ordres de Russie, et pensionné par cette puissance, ainsi que plusieurs autres personnages marquants de cette tribu, entre autres un boucher, qui avait un brevet de lieutenant général.

Les intelligences que les Russes tentèrent de pratiquer en Dalmatie échouèrent toutes, grâce à la discipline des troupes françaises et aux mesures que le général Molitor prit pour ménager les habitants, dont l'affection et le dévouement devenaient de jour en jour plus remarquables. L'escadre russe, chargée de troupes de débarquement, n'osant rien hasarder sur les côtes dalmates pour appuyer les intrigues de son gouvernement, dirigea alors ses entreprises sur les îles.

Le 10 avril, un vaisseau de ligne, deux bricks, trois chebecks, une tartane, avec huit bâtiments de transport, attaquèrent l'île de Cursola, où le général Molitor n'avait pu placer que 200 hommes du 81e régiment commandés par le chef de bataillon Dugiet, et des munitions en proportion avec l'approvisionnement général de la provinee. Ce détachement se défendit, pendant trois jours consécutifs, avec une valeur et une constance admirables; et, après avoir repoussé trois fois les troupes de débarquement, fortes de 1,200 hommes, leur en avoir tué le quart, après avoir fait brûler jusqu'à la dernière cartouche, le commandant Dugiet parvint à se retirer la nuit, avec sa petite troupe, dans des barques, et à gagner les côtes de Lezina et de Spalato. L'occupation momentanée de Cursola ne doit être attribuée qu'au manque de munitions, occasionné par la conduite déloyale des Autrichiens.

L'île de Lezina, par sa position, son étendue et son port, est

l'île la plus importante de la Dalmatie; les Russes voulaient s'en emparer à tout prix : elle était gardée par un bataillon du 23e régiment et un détachement du 81e. Le 29 avril, le vaisseau *Asia*, de 74, commandé par le capitaine de vaisseau Bailly, se présenta dans la rade de Lezina avec les deux bricks et les autres bâtiments de guerre et de transport, portant environ 3,000 hommes de débarquement qui avaient servi à l'expédition de Cursola. Le vaisseau russe dirigea d'abord sur la ville le feu de toutes ses batteries; il le continua pendant les deux journées suivantes, et tenta plusieurs débarquements qui furent repoussés. Dans la nuit du 1er au 2 mai, les Russes réussirent à établir une batterie sur l'écueil qui est à l'entrée du port, et, sous la protection de ce feu et de celui des bâtiments de l'escadre, ils mirent à terre 300 hommes d'élite, qui s'avancèrent audacieusement sur la ville; mais, dans le même temps, le capitaine Hudoux, du 23e régiment, officier d'une valeur brillante, sortit à la tête de deux compagnies de grenadiers et de voltigeurs, tourna la colonne ennemie, l'attaqua à la baïonnette, en tua la plus grande partie et fit le reste prisonnier, dont trois officiers; pas un homme ne put regagner les chaloupes. Cet échec irrita au dernier point le capitaine russe, qui redoubla le feu de sa batterie du rocher et de ses bâtiments, pendant les journées des 3, 4, 5 et 6; les Français déployèrent la même fermeté dans leur résistance.

Cependant le général Molitor attendait alors et depuis longtemps, avec une grande impatience, un convoi d'artillerie et de munitions, expédié de Venise par mer, et qui était arrêté par les vents contraires. Ce convoi arriva enfin, et le général le dirigea aussitôt sur le port de Socolitza, situé au revers oriental de l'île de Lezina. Quatre bricks et chebecks ennemis tentèrent de l'intercepter; mais ils furent attaqués et chassés par quatre bâtiments de la flottille italienne envoyée par le vice-roi et que commandait le capitaine de frégate Stalimini.

Bientôt le convoi fut débarqué; deux pièces de canon furent traînées à bras par les habitants, qui gravirent une montagne escarpée. Le 7 au matin, ces deux pièces commencèrent à tirer sur le vaisseau russe, qui n'eut que le temps de couper ses câbles et de prendre le large avec tous les autres bâtiments; une partie

1806. Dalmatie.

des câbles et des embarcations fut abandonnée et resta au pouvoir des Français. La défense de Lezina fut remarquable par la belle contenance et l'intrépidité de la garnison française. Le général Molitor cita particulièrement les capitaines Hudoux et Guyard, le lieutenant Duchesne, le sergent Poislane et le grenadier Charreau. Les habitants de Lezina, leur clergé en tête, malgré le feu de l'ennemi, dirigé spécialement sur leurs maisons, secondèrent généreusement les efforts des troupes, et prouvèrent combien les Français réussissent à se faire aimer, quand, au courage qui leur est naturel, ils allient la bonne discipline et les bons procédés envers leurs hôtes.

Pendant que ces événements se passaient à Lezina, le général Molitor fit faire une diversion sur l'île de Cursola, qui fut reprise sans grands efforts. L'officier russe qui y commandait et quelques soldats furent faits prisonniers.

Malgré les pertes et la retraite de l'escadre russe, le commandant de cette escadre ne pouvait se décider à renoncer à Lezina. Il expédia des ordres à tous les bâtiments de guerre de sa nation répandus dans l'Adriatique, à Corfou, à Cattaro, devant Trieste, de venir le renforcer. Ces ordres, envoyés en double expédition, furent tous interceptés par la flottille italienne et restèrent sans exécution.

Sur ces entrefaites, Napoléon fit ordonner au général Molitor de distraire une partie de ses troupes pour former une colonne de 2,500 hommes dont le général Lauriston vint prendre le commandement et avec laquelle il entra dans les États de Raguse sur la fin du mois de mai. A son arrivée à Raguse, le 26 mai, le général Lauriston ayant eu avis que les Monténégrins s'avançaient en force, secondés par quelques soldats russes, pour s'emparer du vieux Raguse, se hâta d'envoyer, pour occuper ce poste, deux compagnies du 5e régiment de ligne et quatre pièces de canon, sous les ordres du capitaine Serrant. Cet officier prit position au vieux Raguse, le 29 au soir. Il trouva les habitants de cette petite ville dans de grandes alarmes, les Monténégrins n'étant plus qu'à demi-journée et mettant tout à feu et à sang sur leur passage. Le capitaine se mit en mesure de repousser ces barbares. L'avant-garde ennemie, forte de 1,000 hommes, parut le 30, à la

pointe du jour, devant la ville, et attaqua les gardes avancées des Français en poussant des hurlements effroyables. Cette irruption n'intimida point les braves que commandait Serrant : ils reçurent le choc avec calme, et répondirent par un feu bien nourri aux tirailleries de leurs adversaires. Cette fusillade se prolongea jusqu'à neuf heures du matin. Un caporal, voyant le drapeau des Monténégrins à sa portée, s'élança pour l'enlever, et fut tué au moment où il saisissait ce glorieux trophée : les barbares se jetèrent sur son corps et lui coupèrent la tête. A cet instant, les Français, encore plus excités par un pareil acte de férocité, se précipitèrent au pas de charge sur ceux qui le commettaient. Les Monténégrins culbutés furent poursuivis la baïonnette dans les reins jusqu'aux confins de Cattaro. Le chef qui commandait en second les Monténégrins, sous les ordres de l'évêque directeur suprême de cette peuplade sauvage, fut tué dans la mêlée, ainsi que deux ou trois cents des siens. Pendant ce temps, le général Lauriston avait envoyé trois autres compagnies au soutien du capitaine Serrant; mais elles n'arrivèrent qu'après l'action.

Le même jour, quelques frégates russes voulurent attaquer un autre poste, nommé Santa-Croce, qu'elles croyaient sans artillerie; mais le général Lauriston y avait pourvu : il s'y trouvait plus de quarante pièces de gros calibre approvisionnées. Les Russes, à la vue des batteries démasquées, prirent le large. Les habitants du territoire ragusain ne revenaient point de leur étonnement en voyant les Français, le sac sur le dos et pesamment armés, gravir les rochers et les montagnes avec encore plus de vivacité que les gens du pays; ils ne savaient pas, sans doute, que les vainqueurs des Alpes ne pouvaient pas être arrêtés par de pareils obstacles. L'issue du combat soutenu par le capitaine Serrant causa une espèce d'ivresse aux citoyens de Raguse : convaincus du pouvoir et de l'intrépidité des troupes françaises, ils ne redoutèrent plus ni les Russes ni les Monténégrins, leurs sanguinaires et impitoyables voisins[1].

[1] L'empereur promut le capitaine Serrant (depuis maréchal de camp) au grade de chef de bataillon, et lui accorda la décoration de la légion d'honneur, en récompense de sa belle conduite dans l'affaire que nous venons de rapporter.

1806. Dalmatie.

La supériorité du nombre de ses adversaires et les pertes successives qu'essuya la division Lauriston forcèrent ce général à se renfermer tout à fait dans Raguse, non sans combattre encore glorieusement; il y fut aussitôt bloqué par terre et par mer et ensuite assiégé. 3,000 Russes de bonnes troupes, débarqués avec de l'artillerie, formèrent le corps de siége, établirent des batteries sur le mont Saint-Georges qui domine la ville, et la bombardèrent. 10 à 12,000 Monténégrins, formant le corps d'observation et défendant les approches, occupaient une position très-forte en avant du village de Bergate. Depuis le commencement des hostilités ces barbares s'étaient livrés à tous les excès qui les caractérisent, dévastant et incendiant les campagnes des États de Raguse, torturant et massacrant les habitants, coupant les têtes des blessés français qui tombaient en leur pouvoir. Leur évêque s'était proclamé prince de Canali; les Russes lui avaient promis la souveraineté de Raguse, et il avait promis à son tour à ses montagnards les richesses et les têtes des habitants de la ville et de la garnison française. La terreur et le désespoir régnaient parmi les Ragusains; la position du général Lauriston était éminemment critique, et il fallait toute son énergie, toute sa fermeté, pour que sa troupe pût résister à tant d'efforts de tout genre dirigés contre elle.

Cependant Napoléon, informé des premiers détails de cette campagne difficile, et sachant qu'après avoir distrait de son petit corps d'armée les troupes données au général Lauriston, le général Molitor n'était plus en mesure d'aller dégager le premier, donna l'ordre au général Marmont, qui était alors dans le Frioul, de marcher avec son corps d'armée (septième de la grande armée d'Allemagne) au secours de Raguse; mais ce renfort était encore bien éloigné et ne pouvait pas arriver à temps; les Russes pressaient le siége, redoublaient le bombardement, et le général Lauriston allait être réduit à la dernière extrémité.

Le général Molitor était à Zara, à quatre-vingt-cinq lieues de Raguse, lorsqu'il reçut la nouvelle de la détresse où se trouvaient le gouverneur et la garnison de cette place; il ne vit plus dès lors que l'honneur des armes françaises, menacé

d'être compromis, et quoiqu'il n'eût ni ordre, ni assez de monde pour agir, il résolut de tenter, avec les faibles moyens qui lui restaient, de soustraire à la plus affreuse catastrophe la garnison et les malheureux habitants de Raguse. Il ne put réunir que les trois bataillons du 79ᵉ et des détachements de différents corps[1] formant ensemble 1,670 hommes; il les porta d'abord à marches forcées, et en partie par mer, sur Stagno, où ils arrivèrent le 3 juillet, n'ayant d'autres provisions que des cartouches et du biscuit porté à dos de mulet. Cette colonne avait à parcourir des chemins pratiqués dans des rochers à pic d'une difficulté extraordinaire, par une chaleur excessive. Le petit corps autrichien dont nous avons parlé plus haut était alors stationné dans le district de Sabioncello; il pouvait et devait même se réunir aux Français pour marcher à l'ennemi; le général Molitor en fit la proposition au général de Bellegarde, qui l'éluda comme on s'y attendait.

Après avoir fait toutes les dispositions que la prudence lui suggérait pour soutenir la confiance de ses troupes et pour en imposer à l'ennemi sur la réalité de leur force, le général Molitor partit de Stagno le 4, et calcula sa marche de manière à passer de nuit les défilés battus par le canon des croisières russes vers Slano. Afin de mieux tromper encore les regards intéressés sur le nombre de ses soldats, le général français divisa sa petite colonne en avant-garde, corps de bataille, réserve, arrière-garde et flanqueurs; elle paraissait en effet considérable en défilant dans ce pays de montagnes. Elle marcha dans cet ordre toute la journée et une partie de la nuit, et arriva le lendemain 5, vers le soir, dans la rade de Malfi, à une marche de Raguse.

Le général Molitor savait que les Monténégrins n'étaient point à dédaigner comme tirailleurs, au milieu des rochers qui leur étaient familiers et qui bordent toute cette côte, et il résolut de ne faire combattre sa troupe qu'à l'arme blanche. En approchant de Malfi, les Français virent leurs adversaires s'avancer

[1] Deux compagnies de grenadiers et deux de voltigeurs du quatre-vingt-unième régiment, quatre-vingts chasseurs de la légion d'Orient, et deux cents Morlaques venus du canton de Narenta.

1806.
Dalmatie.

vers eux avec une grande résolution. Le général ordonna aussitôt au colonel du 79e régiment, Godard, de les faire attaquer par une de ses compagnies de grenadiers : celle-ci, sans s'étonner du nombre, courut sur les Monténégrins à la baïonnette et les culbuta complétement. Beaucoup furent tués ou jetés à la mer; le reste prit la fuite. Les grenadiers ne perdirent pas un homme dans ce premier engagement qui fut d'un heureux augure pour les opérations du lendemain.

Le 6, après une marche pénible à travers les rochers, la colonne française arriva en présence de l'armée des Monténégrins, forte de 10,000 hommes; elle occupait, en avant de Bergate, une position concentrée et presque inexpugnable : la droite appuyée à l'Adriatique et protégée par les vaisseaux russes; la gauche au canal d'Ombla, couvert de chaloupes canonnières; et le centre défendu en première ligne par un pic très-élevé. Le fort de Zlarine formait une seconde ligne de défense. La quantité de drapeaux de diverses couleurs qui distinguent les bourgades du Monténégro permettait de distinguer parfaitement leur ordre de bataille; leur réserve était placée devant le fort de Zlarine; et le gros de l'armée, au lieu d'occuper le sommet du pic, était rangé en bataille sur six lignes parallèles et sur le revers qui borde la pointe du canal d'Ombla. Le général Molitor se hâta de profiter de ces mauvaises dispositions, et se porta rapidement avec son avant-garde, commandée par le colonel Minal[1], au sommet du pic sans tirer un seul coup de fusil. Maîtres de cette position, les Français tournèrent et abordèrent au pas de charge la droite des Monténégrins. L'attaque fut si impétueuse, que ceux-ci eurent à peine le temps de faire leur première décharge, et se mirent en déroute complète en jetant des cris effroyables. On en tua un grand nombre, et tout ce qui échappa ne dut son salut qu'à la protection des vaisseaux russes. Le général Molitor fit occuper la position du pic, le village de Bergate et le fort de Zlarine, pour assurer sa gauche, et il s'avança, sans s'arrêter, vers le mont Saint-

[1] Cet officier, ex-chef de bataillon dans la garde impériale, venait d'arriver de France pour prendre le commandement du vingt-troisième régiment, alors bloqué dans Raguse.

Georges, qui commande Raguse, et où étaient placées les batteries russes qui bombardaient la ville. Les 3,000 Moscovites formant le corps de siége, rangés en bataille sur la montagne, firent d'abord mine de vouloir marcher en avant; mais, voyant que les Monténégrins, au lieu de se rallier à eux, se dispersaient dans les montagnes, et que l'avant-garde française se présentait en bon ordre, ils se débandèrent, prirent la fuite, et s'embarquèrent sous la protection de leur escadre; ils abandonnèrent ainsi leur camp, leurs bagages et toute leur artillerie de siége. La terreur fut telle parmi les Monténégrins, que tout ce qui restait de cette horde sauvage ne reparut plus; l'escadre russe disparut également. La vivacité de l'attaque des Français leur valut de n'avoir que cinq voltigeurs du 79e régiment de blessés, et un grenadier du 81e mort de soif et de fatigue dans les rochers.

Il était sept heures du soir quand les Français purent apercevoir les clochers de Raguse, dont la garnison et les habitants ignoraient encore ce qui venait de se passer, tant avait été forte la canonnade de terre et de mer des assiégeants pour empêcher que la ville n'entendît le bruit de l'attaque du général Molitor.

Ainsi fut délivrée Raguse, après avoir soutenu vingt jours de siége, dont treize de bombardement. Il serait difficile de décrire les transports que firent éclater toutes les classes de la population de cette ville, qui venait de passer si subitement des angoisses les plus affreuses à la joie d'une délivrance inattendue. Les femmes se précipitaient sur les armes des soldats et les baisaient avec l'expression du respect et de l'admiration. Une poignée de Français intrépides venaient de se couvrir d'une gloire immortelle dans cette journée; ils avaient traversé avec la célérité du chamois un pays que les Monténégrins avaient souillé de cruautés inouïes; ils n'avaient rencontré que des cadavres décapités et des restes fumants d'hommes livrés aux flammes; ils n'ignoraient pas qu'ils allaient combattre sur un terrain et avec un ennemi qui ne leur laissaient aucun espoir de salut s'ils venaient à être blessés ou prisonniers; ils connaissaient le nombre de leurs implacables adversaires, et cependant ils s'étaient battus, non-seulement avec une fermeté

1806. Dalmatie.

héroïque, mais encore dans un ordre admirable. La victoire n'avait pas été un seul instant incertaine, malgré les difficultés extrêmes du sol et la chaleur excessive. Toutes les attaques furent soutenues par des réserves, dont la marche et l'ensemble ne contribuèrent pas peu au succès. Officiers et soldats, tous avaient rivalisé de valeur, et beaucoup méritaient une mention particulière. Aussi le général Molitor s'empressa-t-il de signaler au gouvernement le général de brigade Delzons; l'adjudant-commandant Montfalcon; les colonels Godard, Minal, Bonté; les capitaines Bataille, aide de camp du prince Eugène, vice-roi d'Italie; Balthazard, aide de camp du général Molitor; Bazin, Hurel, Nicolas (du 79e); les sous-lieutenants Gagnères, Pister, l'Enfant; les sergents Chalard, Porcheron et Sainte-Barbe. Dans les troupes auxiliaires (chasseurs d'Orient et Morlaques) le général cita encore honorablement le colonel Gabriel, le chef de bataillon Haragli, le capitaine Krian, le lieutenant Jamatrachi et le sergent Raymondi.

Le 8 juillet, le général Molitor, laissant au général Lauriston plus de la moitié de sa colonne, se remit en marche avec le surplus pour retourner en Dalmatie. Dans toutes les villes qu'il traversa, la victoire de Raguse fut célébrée par des fêtes et des réjouissances publiques, et les Français purent se convaincre que l'affection des Dalmates pour eux avait autant de part dans ces démonstrations que la haine qu'ils portaient aux Monténégrins. Les Autrichiens en furent confondus, et ils ne le dissimulèrent point.

Quelque temps après cette brillante expédition, le général Marmont arriva en Dalmatie avec son corps d'armée. Alors toute l'autorité, qui jusque-là avait été concentrée entre les mains du général Molitor, fut partagée; le gouvernement civil fut remis à un administrateur général, qui trouva toutes les affaires au courant, les caisses intactes, avec des économies, et une population animée du meilleur esprit. Le général Marmont prit le commandement en chef du militaire, et le général Molitor retourna en Italie, d'où il marcha ensuite avec une nouvelle division sur la Poméranie suédoise. Vers la fin du mois de septembre, le général Marmont somma l'amiral russe Siniavin de remettre aux troupes françaises le district des bouches du

1806. Dalmatie.

Cattaro, traîtreusement livré aux troupes de l'empereur Alexandre par le général autrichien Brady. Déjà la cour de Vienne avait ordonné que ce général serait arrêté et traduit devant une commission militaire; et Napoléon se fiant aux démarches de l'Autriche n'avait pas cru devoir employer jusqu'alors la force pour se faire restituer un territoire légitimement cédé. Mais l'amiral russe, informé de la nouvelle rupture entre son gouvernement et celui de France, non-seulement chercha des prétextes pour ne point évacuer les bouches du Cattaro, mais essaya de s'opposer à l'enlèvement des approvisionnements que le général Marmont avait rassemblés pour son corps d'armée.

Le général Marmont, alors au vieux Raguse, apprenant qu'un corps de 6,000 Russes et d'à peu près 10,000 Monténégrins était réuni à Castel-Nuovo dans la vallée de Sutorina et sur le col de Debilibrich, et menaçait de couper sa communication avec Raguse, résolut d'attaquer ces troupes et de leur faire abandonner leur position. En conséquence, il se mit en marche, dans la nuit du 29 au 30 septembre, avec un corps d'environ 6,000 hommes, formé d'un certain nombre de bataillons des 5e, 11e, 23e et 79e régiments de ligne, du 18e d'infanterie légère et de la garde royale italienne. Le général Lauriston, à la tête des voltigeurs et grenadiers des 5e, 23e et 79e régiments, s'avança sur les postes russes, et, soutenu par le 11e régiment, il s'empara du col de Debilibrich, malgré la résistance opiniâtre des Monténégrins, qui perdirent une soixantaine d'hommes restés morts sur le champ de bataille, et plus de 200 blessés. L'ennemi se retira ensuite, sans combattre, de position en position, et la difficulté du terrain ne permit pas de le forcer à un engagement.

Les Français continuèrent leur marche sur Castel-Nuovo; le général Marmont dirigea les 79e, 23e et 18e régiments, ainsi que la garde italienne, par échelons dans la vallée, en même temps qu'il faisait attaquer les hauteurs de la ville par la colonne du général Lauriston, formée, comme on vient de le voir, de voltigeurs et de grenadiers et du 11e régiment de ligne. Le général de brigade Launay, à la tête des grenadiers, enleva une position principale défendue par un bataillon russe et une

1806. Dalmatie.

nuée de montagnards. Le général Aubrée fit attaquer, par le 11ᵉ régiment que commandait le colonel Bachelu, une autre position où se trouvaient deux bataillons russes et près de 5,000 Monténégrins. Culbutée à la baïonnette, cette portion des forces ennemies laissa 400 hommes sur le champ de bataille.

Le général Marmont était ainsi maître des hauteurs, lorsque sa colonne principale déboucha de la vallée et arriva en présence d'une ligne formée par 4,000 hommes de troupes russes rangées en bataille. Le 79ᵉ régiment, formé en colonnes d'attaque, s'avança rapidement sur cette ligne et l'ébranla : pendant ce temps, le général Delzons s'avança à la tête du 23ᵉ régiment. Marmont, en plaçant cette dernière troupe à droite, fait déployer le 79ᵉ, qu'il appuie aux hauteurs qui sont à gauche; et pendant que ce régiment continue un feu très-vif de mousqueterie avec l'ennemi, le 23ᵉ charge à son tour en colonne; le 18ᵉ vient prendre la place de ce dernier, et la garde reste en réserve. Le général Delzons conduit la charge du 23ᵉ avec tant d'impétuosité, que l'ennemi, dont la droite est bientôt coupée par le 79ᵉ, ne peut résister : il se retire en désordre sous le canon de Castel-Nuovo et de la flotte russe, qui envoie des chaloupes pour assurer sa fuite. Dans cette journée, les Russes et leurs sauvages alliés eurent plus de 500 hommes tués, un pareil nombre de blessés, 250 prisonniers. La perte des corps français ne s'éleva pas au-dessus d'une trentaine de tués et 150 blessés. Parmi les premiers se trouvaient deux officiers de distinction, le capitaine Couturier du 23ᵉ régiment, et l'aide de camp du général Marmont, Gayet. Le lieutenant Courtot, du 79ᵉ, avait été blessé en enlevant un drapeau russe.

Le général Marmont ordonna de brûler le faubourg de Castel-Nuovo et les villages qui environnent cette place, en représaille des excès commis par les Monténégrins : pendant cette opération, un rassemblement considérable de ces montagnards se présenta pour attaquer les postes français; mais il fut repoussé par les 11ᵉ et 79ᵉ régiments et par la garde italienne. Les troupes revinrent ensuite au vieux Raguse sans rencontrer aucun ennemi dans leur marche. L'amiral Siniavin continua de croiser sur cette partie des côtes de Dalmatie et d'Albanie, sans oser d'ailleurs rien entreprendre de sérieux, par le défaut de moyens suffisants.

Telles étaient les premières hostilités commises par la Russie avant que cette puissance eût ouvert la campagne en Allemagne.

1806. Dalmatie.

Allemagne.

On se rappelle la lettre que l'empereur avait écrite au roi de Prusse et dont M. de Montesquiou avait été chargé. Le roi, qui la reçut au moment de la bataille d'Auerstädt, saisissant l'espoir que lui offraient les dispositions pacifiques de Napoléon, lui avait envoyé, le 15, à Iéna un de ses aides de camp pour lui faire connaître qu'il désirait aussi la paix, et proposait un armistice; mais cet armistice demandé le lendemain des batailles d'Iéna et d'Auerstädt, au milieu du désordre et de la dispersion des colonnes prussiennes, quelles qu'en eussent été les conditions, aurait facilité la réorganisation des armées battues et assuré leur retraite sur l'Elbe, ou tout au moins derrière l'Oder. L'empereur dut le refuser. Il accueillit cependant les plénipotentiaires qui arrivèrent à son quartier général le 21, le marquis de Lucchesini et le général Zastrow. Il nomma de son côté le grand maréchal du palais Duroc pour traiter avec eux, sous les yeux de son ministre le prince de Bénévent, des bases d'une paix séparée; mais il refusait de souscrire à la suspension d'armes que sollicitaient les plénipotentiaires prussiens. Les principales clauses de la paix étaient : l'abandon par la Prusse de ses provinces situées entre l'Elbe et le Rhin; le payement d'une contribution de guerre de 100 millions de francs, et la renonciation à toute intervention dans les affaires intérieures de l'Allemagne. Ces conditions dépassant les limites des pouvoirs des plénipotentiaires, ils en référèrent à leur souverain qui, dès le 27, écrivit à l'empereur qu'il y adhérait. Mais pendant ce temps les événements militaires se succédèrent avec tant de rapidité entre l'Elbe et l'Oder, et entre l'Oder et la Vistule, que l'empereur dut en attendre l'issue définitive; et lorsque la conquête de toutes les possessions prussiennes jusqu'à la Vistule devint un fait accompli, les plénipotentiaires respectifs signèrent, le 16 novembre, comme on le sait déjà, la convention d'armistice de Charlottenburg.

Aux termes de cet acte, les troupes prussiennes devaient se retirer dans la Prusse orientale; les troupes françaises devaient occuper tout le territoire ennemi jusqu'à la rive gauche de la

1806. Allemagne.

Vistule, et, sur la rive droite, tout le pays qui s'étend jusqu'à l'embouchure de la Narew, avec remise des places de Dantzig, Graudenz, Thorn, Lenczyc et Colberg, et, en Silésie, de celles de Glogau et Breslau. Le roi ne conservait que la portion de territoire située à gauche de l'Oder et au sud d'une ligne s'étendant d'Ohlau par Zobten, Freiburg et Landshut jusqu'à Liebau. En outre il s'engageait à éloigner de ses États les troupes russes qui s'y trouvaient et à n'en plus recevoir pendant la durée de l'armistice. Dans le cas de reprise des hostilités les parties devaient se prévenir réciproquement dix jours d'avance.

Le maréchal Duroc fut chargé de porter au roi de Prusse, à son quartier général d'Osterode, cette convention peu faite pour conduire à la paix, malgré la situation désespérée où se trouvait ce monarque; les clauses qu'elle imposait et les cessions exigées pour la suspension d'armes ayant surtout pour objet de le priver du secours de ses alliés, de lui enlever ses dernières ressources et de procurer à l'armée française de paisibles quartiers d'hiver où elle se réparerait pendant la mauvaise saison. Elle pourrait, au beau temps, recommencer les hostilités avec l'avantage que lui assuraient les conditions favorables de la suspension d'armes. De leur côté les plénipotentiaires prussiens n'avaient signé la convention de Charlottenburg que dans la vue de gagner du temps et d'arrêter les progrès des armées françaises au delà de l'Oder; mais lorsque celles-ci arrivèrent sur la Vistule, cette convention n'eut plus d'objet, et les conditions en étaient d'ailleurs si dures qu'elles équivalaient à la remise entière du royaume à la discrétion du vainqueur. Aussi le roi de Prusse refusa-t-il de ratifier un traité plus nuisible à ses intérêts que la guerre même. Il publia en même temps un nouveau manifeste pour faire connaître les motifs de son refus et sa résolution de continuer la guerre, avec l'appui, disait-il, de son magnanime et puissant allié l'empereur Alexandre.

Dès le 30 septembre la mobilisation des troupes restées dans les provinces orientales du royaume avait été ordonnée. Ces troupes s'élevaient à environ 18,000 hommes, non compris les garnisons des places fortes, et occupaient, à la rive droite de la Vistule, les postes les plus importants depuis Plock jusqu'à Dantzig. Les débris de l'armée prussienne qui avaient pu se

retirer sur la rive droite de l'Oder se réorganisaient à l'appui et en arrière de ces troupes. Une armée russe assemblée à Grodno, sous les ordres du général Bennigsen, et forte de 53,000 hommes, était destinée à marcher en Silésie, et devait arriver à Breslau le 30 novembre. Elle franchit la frontière le 1er de ce mois; cette armée était composée de quatre divisions à peu près de même force; elles étaient commandées par les lieutenants généraux comte Ostermann-Tolstoy, baron de Sacken, prince Gallitzin et le général-major Sedmoratzki; elles passèrent le Niémen à Olitta, à Georgenburg, à Grodno et à Jalow. A la nouvelle des désastres de l'armée prussienne, cette première armée s'arrêta aux environs de Pultusk, et reçut de l'empereur Alexandre l'ordre de rester sur la rive droite de la Vistule. Une seconde armée, aux ordres du général comte Buxhœwden, et forte d'environ 38,000 combattants, était en marche pour la Prusse méridionale. Ainsi la force des deux armées russes mises en mouvement à l'ouverture de la campagne était d'environ 91,000 hommes. Cette armée était aussi composée de quatre divisions, commandées par les lieutenants généraux Tutschakoff, Doctoroff, Essen et Anrepp. Un corps de troupes moins fort, aux ordres du général Essen II, se rassemblait à Brest-Litowski sur le Bug. Une armée de réserve s'organisait dans l'intérieur, où le recrutement était poussé avec activité dans toutes les provinces de l'empire. Alexandre, égaré une seconde fois par les conseils de la faction anglaise et par les espérances de la jeunesse présomptueuse dont il était entouré, se flatta d'être plus heureux dans sa nouvelle tentative qu'il ne l'avait été en Moravie, et força, pour ainsi dire, son allié de prendre une détermination qui aurait consommé la ruine de la Prusse, sans la générosité de Napoléon. A cette époque, l'armée russe n'était point entièrement réunie; les parcs d'artillerie étaient encore en arrière; on entrait dans une saison où les communications, devenant plus difficiles, retardaient la formation des magasins indispensables pour une armée destinée à agir dans un pays qui offre peu de ressources journalières. En laissant le roi de Prusse accepter l'armistice proposé, le monarque russe eût trouvé le temps nécessaire pour achever le rassemblement de son armée, pour la fortifier dans de bonnes positions,

1806.
Allemagne.

1806. Allemagne.

et compléter les approvisionnements qui lui manquaient; mais l'esprit de vertige continuait à régner alors dans les cabinets des puissances alliées. Commençant toujours trop tôt ou trop tard à entrer en campagne avant de se prêter de mutuels secours, elles laissaient échapper les occasions qui auraient pu les mettre à même de disputer la victoire. Tant de fautes commises rendaient inévitable la défaite des adversaires de Napoléon.

De son côté, l'empereur se mettait en mesure de commencer avec avantage une nouvelle campagne. Les nouveaux bataillons de conscrits de la classe de 1807 vinrent occuper en arrière de l'armée les places fortes dans lesquelles ils devaient être formés et exercés. L'insurrection des provinces polonaises, qui éclata un peu plus tard, fournit à l'armée environ 30,000 hommes qu'on enrégimenta, et qu'on équipa et arma avec les effets et les armes trouvés dans les magasins des places conquises. Toutes les troupes disponibles à l'intérieur de la France furent dirigées sur l'armée. La cavalerie et la division de dragons à pied furent remontées avec les chevaux enlevés aux régiments prussiens et saxons. Enfin, plus tard encore, par les traités signés à Posen le 11 et le 15 décembre, l'empereur attira dans son alliance l'électeur de Saxe, Frédéric-Auguste III, auquel il conféra le titre de roi, et les princes des cinq branches souveraines de Saxe, qui accédèrent au traité de la confédération rhénane, et dont le contingent, fixé à 22,800 hommes, fut réduit, pour cette campagne, à 8,800 hommes, eu égard aux pertes éprouvées pendant les derniers événements.

Après la capitulation de Prenzlau, l'empereur ordonna au maréchal Davoust de marcher à Francfort sur l'Oder avec son corps d'armée. Le maréchal arriva en deux marches dans cette ville, le 31 octobre. Son avant-garde atteignit Meseritz et sa cavalerie légère s'avança sur Posen. La reddition de Stettin et de Cüstrin assurant à l'armée française deux points importants sur l'Oder, et les événements subséquents, tels que ceux de Pasewalk et d'Anklam, facilitant à l'empereur l'emploi de toute son armée, il résolut de commencer sans retard les opérations en Pologne. Le maréchal Davoust, dont le corps fut renforcé de deux divisions de cavalerie, entra le 9 novembre à Posen; le maréchal Augereau partit le 6 de Berlin, marcha par Cüstrin

et Landsberg, aux environs de Driesen ; le corps du maréchal Lannes, renforcé d'une division de dragons, quitta en même temps ses cantonnements entre Stettin et Stargard, et arriva le 10 à Schneidemühl. Comme tout le pays que traversèrent ces colonnes était dénué de troupes prussiennes, elles ne trouvèrent aucune résistance dans leur marche ; au contraire, les Polonais se soulevèrent de toutes parts, chassèrent les autorités prussiennes et commencèrent à s'armer. A l'arrivée du maréchal Davoust à Posen, les habitants de quelques villes telles que Kalisz, où se trouvaient de petites garnisons prussiennes, les désarmèrent et les firent prisonnières de guerre. Plusieurs députations même de Varsovie, alors occupé par les Russes, vinrent demander au maréchal de proclamer l'indépendance de la nation polonaise. Il dirigea vers l'empereur, à Berlin, les plus importantes de ces députations. Les députés polonais vinrent rappeler au conquérant libérateur l'injuste partage de leur patrie, et le sollicitèrent de lui rendre son indépendance. « La « France, répondit Napoléon, n'a jamais reconnu les différents partages de la Pologne ; je ne puis néanmoins proclamer votre indépendance que lorsque vous serez décidés à « défendre vos droits comme nation, les armes à la main, par « toutes sortes de sacrifices, celui même de la vie. On vous « a reproché d'avoir, dans vos continuelles dissensions civiles, « perdu de vue les vrais intérêts et le salut de votre patrie ; ins-« truits par vos malheurs, unissez-vous, et prouvez au monde « qu'un même esprit anime toute la nation polonaise. » A la nouvelle de la capitulation du corps de Blücher et de la prise de Magdeburg, l'empereur n'hésita plus à se porter rapidement sur la Vistule qu'il avait l'intention de passer à Thorn. A droite, le maréchal Davoust atteignit Sompolno le 18 novembre, et une de ses divisions de cavalerie se porta à Kowal ; à gauche, le maréchal Lannes, marchant par Wirsitz, Nackel et Bromberg, arriva le même jour à Podgorze en vue de Thorn ; le maréchal Augereau, qui suivait le cinquième corps à deux journées de marche, arriva le 20 à Bromberg. Le prince Murat conduisit sa cavalerie à marches forcées de Berlin à Posen, où arrivèrent peu de temps après les troupes du maréchal Ney, et un peu plus tard celles des maréchaux Soult et Bernadotte.

1806. Allemagne.

En attendant l'arrivée de l'armée de Buxhoewden, le général Bennigsen fit occuper par la division du général Sedmoratzki le faubourg de Praga; l'avant-garde, commandée par le général Barclay de Tolly, occupait les points de passage entre Varsovie et Plock; la masse principale de l'armée russe était cantonnée en arrière de cette avant-garde qui se liait avec le corps prussien du général Lestocq, dont le quartier général était à Thorn. Celui du général russe était établi à Pultusk depuis le 11 novembre. Des troupes prussiennes aux ordres du général Bennigsen, cinq bataillons et cinq escadrons occupaient Varsovie sous le commandement du général de cavalerie Köhler.

Toutes les tentatives faites en vain par le maréchal Lannes pour surprendre le passage de la Vistule devant Thorn, et la fermeté avec laquelle le général Lestocq avait répondu à ses sommations et repoussé ses attaques, firent abandonner le projet, conçu par l'empereur, de tourner l'armée russe par son flanc droit, de la séparer du corps prussien, dont on aurait eu bon marché, et de s'étendre dans la Prusse orientale et occidentale, où l'armée française eût trouvé toutes les ressources nécessaires pour continuer la guerre.

L'empereur, après avoir successivement passé en revue, à leur arrivée à Berlin, les corps d'armée du prince de Ponte-Corvo, du maréchal Soult et du maréchal Ney, fit marcher sa garde, et partit de Berlin dans la nuit du 25 au 26 novembre, visita, à son passage, la forteresse de Cüstrin, et établit son quartier général à Posen le 27. Le refus de la ratification du traité d'armistice par le roi de Prusse lui fut apporté à Posen par le grand maréchal Duroc. L'empereur n'eut rien à changer quant au mouvement général de son armée, dirigé dans la double supposition de l'acceptation ou du refus.

Le petit fort de Lenczyc sur la Bzura, à moitié chemin de Posen à Varsovie, avait été occupé le 7 novembre par les troupes du maréchal Davoust. On y avait trouvé des magasins et de l'artillerie. L'empereur y fit établir un grand dépôt pour l'armée, devant renfermer le grand parc et un approvisionnement considérable de munitions de guerre et de bouche.

La présence des Français en Pologne avait excité parmi les

habitants, fatigués de la domination des puissances qui s'étaient partagé leur patrie, un enthousiasme qui ne peut être comparé qu'à celui de la grande majorité du peuple français en 1789. Le dévouement dont les Polonais s'étaient empressés de donner des preuves au maréchal Davoust, qui avait paru le premier sur leur territoire asservi, augmenta encore lorsque l'empereur vint établir son quartier général à Posen. Les nombreux partisans de l'ancienne indépendance se portèrent en foule au-devant de celui qu'ils regardaient comme le libérateur de la Pologne. Remplis d'admiration pour le vainqueur des coalitions, et versant des larmes généreuses, ils réclamaient de lui l'affranchissement de leur patrie, le rétablissement du noble trône de Sobieski. Jamais un spectacle plus touchant ne s'était offert aux yeux de Napoléon. Un peuple entier secouant ses mains chargées de fers, demandant à payer de son sang et par tous les sacrifices possibles son retour à l'indépendance !

1806. Pologne.

Il convient de dire que Napoléon avait préparé lui-même ce grand mouvement de la nation, en laissant entrevoir, quelque temps avant l'entrée de ses troupes dans ce pays, le dessein de relever le trône de Pologne. Il savait que, forcé de plier la tête sous le joug, depuis son dernier élan vers la liberté sous la direction du vaillant et infortuné Kosciuszko, le peuple polonais, comprimé, mais non soumis, n'attendait que l'occasion de ressaisir ses droits ; il savait que ce vaste territoire était une pépinière inépuisable de guerriers valeureux ; et, sur le point d'en venir aux mains avec un adversaire plus redoutable que le roi de Prusse, il lui importait de chercher à tirer parti d'une pareille ressource pour renforcer ses moyens d'agression. Il n'était point d'ailleurs inutile, pour la réussite de ses projets ultérieurs, de rétablir un royaume qui lui eût servi de boulevard contre les entreprises subséquentes de la Russie, seule puissance que l'Angleterre pût lui mettre plus tard en opposition sur le continent.

Napoléon fit aux députations des différents ordres, qui lui furent présentées dans une audience solennelle, l'accueil le plus encourageant ; mais, comme il l'avait fait à Berlin, il leur représenta que les malheurs de la Pologne avaient été le résultat de ses divisions intestines ; que ce qui avait été détruit par la

1806. Pologne.

force ne pouvait être rétabli que par la force; qu'il verrait avec un vif intérêt le trône de Pologne se relever, et son indépendance assurer celle de ses voisins menacée par l'ambition démesurée de la Russie; mais que des discours et des vœux ne suffisaient pas; que si les prêtres, les nobles, les bourgeois faisaient cause commune, prenaient la ferme résolution de triompher ou de mourir, ils triompheraient; et qu'ils pouvaient toujours compter sur sa puissante protection. Cette seule démonstration suffit pour exciter les généreux descendants des Sarmates à faire tous leurs efforts pour seconder les vues du souverain de la France. On les vit courir aux armes pour former, sous la direction du général Dombrowsky, déjà depuis longtemps dans les rangs français, des régiments qui devaient rendre, par la suite, de si importants services[1].

Quelle que fût l'arrière-pensée de l'empereur des Français, les Polonais se confièrent en sa promesse, et répondirent dignement à l'appel fait, en son nom, à leur courage. En peu de temps une armée nationale se trouva sur pied. Ceux des prisonniers de l'armée prussienne qui étaient originaires de la partie de la Pologne échue en partage au roi Frédéric-Guillaume avaient été admis dans les nouveaux cadres.

Napoléon voulut mettre complétement à profit l'élan des

[1] On a mis en doute la sincérité de la promesse que Napoléon fit alors aux Polonais de les aider à recouvrer leur indépendance. Nous pensons que telle pouvait être, en effet, son intention à cette époque; mais que les événements qui suivirent l'empêchèrent de l'exécuter, par les difficultés que cet arrangement eût entraînées dans la conclusion du traité de Tilsit. Le bulletin officiel, en relatant l'entrée des Français en Pologne, s'exprimait ainsi :

« L'amour de la patrie, ce sentiment national, s'est non-seulement conservé entier dans le cœur du peuple polonais, mais il a été retrempé par le malheur; sa première passion, son premier désir, est de redevenir nation. Les plus riches sortent de leurs châteaux pour venir demander à grands cris le rétablissement du royaume, et offrir leurs enfants, leur fortune, leur influence. Ce spectacle est vraiment touchant. Déjà ils ont partout repris leur ancien costume, leurs anciennes habitudes.

« Le trône de Pologne se rétablira-t-il, et cette grande nation reprendra-t-elle son existence et son indépendance? Du fond du tombeau renaîtra-t-elle à la vie? Dieu seul, qui tient dans ses mains les combinaisons de tous les événements, est l'arbitre de ce grand problème politique; mais certes il n'y eut jamais d'événement plus mémorable, plus digne d'intérêt..... »

braves Polonais. Une artillerie nombreuse, dont la majeure partie provenait de prises faites sur le champ de bataille et dans les places conquises, fut rassemblée en un parc à Posen, sous la direction du général Songis. Un train considérable et un convoi de munitions tirées de l'arsenal de Magdeburg, arrivé le 24 novembre à Potsdam, fut de suite embarqué sur le Havel pour être dirigé par le canal de Finow, l'Oder et la Wartha, sur cette même ville de Posen.

1806. Pologne.

Par l'effet des derniers mouvements qu'avait ordonnés Napoléon, la grande ligne de bataille de l'armée française s'établissait depuis le Mecklenburg, où le maréchal Mortier se dirigeait sur Rostock et Anklam, jusqu'au delà de Posen. Elle faisait un coude par sa droite sur la Silésie, où le prince Jérôme Bonaparte se trouvait à la tête du corps de troupes des alliés, composé de trente-six bataillons et quarante-huit escadrons bavarois et wurtembergeois. Suivant le plan préparé par l'empereur pour envahir la Silésie, ce prince s'était porté à Dresde avec les divisions bavaroises des généraux de Wrede et Deroi, qui étaient restées en observation à Plauen et à Hof. Pendant que quatre de ses corps d'armée poursuivaient jusqu'aux rivages de la Baltique les débris de l'armée prussienne, que le corps du maréchal Ney assiégeait Magdeburg, l'empereur avait fait continuer le mouvement en avant sur l'Oder par le corps du maréchal Davoust et par le corps auxiliaire des troupes de Bavière et de Wurtemberg. Il avait ordonné à son frère de mettre successivement en marche les deux divisions bavaroises et celle des Wurtembergeois de Dresde par Cottbus, pour les réunir à Crossen sur l'Oder, d'établir son quartier général à Grünberg, de se mettre en communication avec le corps du maréchal Davoust qui se rendait à Francfort, et de prendre les ordres du maréchal.

La marche du maréchal Mortier dans le nord du duché de Mecklenburg avait pour but de renouveler les inquiétudes que le roi de Suède avait déjà eues sur le sort de la Poméranie suédoise, et principalement sur Stralsund, qui en est la capitale. Aussi ce prince s'empressa-t-il de faire achever les préparatifs déjà commencés pour mettre cette place importante à l'abri d'une attaque de vive force.

1806. Pologne.

Le roi de Prusse prit de son côté des mesures pour la sûreté des places de Colberg et de Dantzig ; il en renforça autant que possible les garnisons, et nomma, pour y commander, des généraux sur lesquels il pût mieux compter que sur ceux qui avaient si promptement capitulé dans les places de Spandau, Stettin et Cüstrin.

En recevant à Posen la nouvelle de l'évacuation de Varsovie par les Russes, l'empereur avait fait mettre, le 2 décembre, à l'ordre général de l'armée la proclamation suivante :

« Soldats! il y a aujourd'hui un an, à cette heure même, que vous étiez sur le champ mémorable d'Austerlitz. Les bataillons russes épouvantés fuyaient en déroute, ou enveloppés rendaient les armes à leurs vainqueurs. Le lendemain, ils firent entendre des paroles de paix ; mais elles étaient trompeuses. A peine échappés, par l'effet d'une générosité peut-être condamnable, aux désastres de la troisième coalition, ils en ont ourdi une quatrième; mais l'allié sur la tactique duquel ils fondaient leur principale espérance n'est déjà plus. Ses places fortes, ses capitales, ses magasins, ses arsenaux, deux cent quatre-vingts drapeaux, sept cents pièces de bataille, cinq grandes places de guerre, sont en notre pouvoir : l'Oder, la Wartha, les déserts de la Pologne, les mauvais temps de la saison n'ont pu vous arrêter un moment. Vous avez tout bravé, tout surmonté; tout a fui à votre approche. C'est en vain que les Russes ont voulu défendre la capitale de cette ancienne et illustre Pologne, l'aigle française plane sur la Vistule. Le brave et infortuné Polonais, en vous voyant, croit revoir les légions de Sobieski de retour de leur mémorable expédition.

« Soldats! nous ne déposerons point les armes que la paix générale n'ait affermi et assuré la puissance de nos alliés, n'ait restitué à notre commerce sa liberté et ses colonies. Nous avons conquis sur l'Elbe et l'Oder Pondichéry, nos établissements des Indes, le cap de Bonne-Espérance et les colonies espagnoles. Qui donnerait le droit de faire espérer aux Russes de balancer les destins? Qui leur donnerait le droit de renverser de si justes desseins? Eux et nous ne sommes-nous pas les soldats d'Austerlitz? »

Pour consacrer cet anniversaire, l'ordre du jour fit connaître

à l'armée le décret qui ordonnait l'érection d'un monument dédié par l'empereur aux soldats de la grande armée, et qui devait être construit aux frais de la couronne sur l'emplacement de la Madeleine.

Le grand-duc de Berg, auquel l'empereur avait confié provisoirement le commandement des corps des maréchaux Lannes, Augereau, Ney et Davoust, s'était avancé sur la grande route de Lowicz à Varsovie. Son quartier général fut établi à Lowicz le 26 novembre. Le lendemain son avant-garde rencontra à Blonie un détachement de cavalerie que le général Sedmoratzki avait fait passer sur la rive gauche de la Vistule, et qui, après un court engagement, se retira à Praga. Le général Köhler l'y suivit avec la garnison prussienne de Varsovie, et détruisit dans la nuit du 28 au 29 le pont de la Vistule. Le prince Murat entra le 28 au soir dans Varsovie avec sa cavalerie. Le maréchal Davoust y arriva le 30 avec une partie de son corps d'armée; le maréchal Lannes occupa jusqu'au 5 décembre des cantonnements sur la Bzura entre Lowicz et Sochaczew; le maréchal Augereau suivit ce mouvement jusque dans les environs de Kutno et de Gombin. Le corps du maréchal Soult se porta dans la direction de Varsovie, et celui du maréchal Ney dans celle de Podgorze; sa cavalerie légère, aux ordres du général Durosnel, manœuvra entre Podgorze et Bromberg pour observer la place de Graudenz; enfin le corps du maréchal Bernadotte, qui n'atteignit Posen que le 8 décembre, cantonna dans les environs de Pudwitz.

L'empereur était encore indécis sur le choix d'un point pour le passage de la Vistule que les alliés semblaient vouloir défendre, lorsque le général Sedmoratzki, qui commandait la division établie à Praga, évacua cette place le 1er décembre, passa le Bug et se retira sur la Narew, sans alléguer d'autre motif de sa retraite si ce n'est qu'il s'attendait à un coup de main de la part de l'ennemi le jour de l'anniversaire de la bataille d'Austerlitz, et que Napoléon ne se ferait pas scrupule de violer le territoire autrichien pour passer la Vistule à Mniszow au confluent de la Pilica et de ce fleuve. Le lendemain, le grand-duc de Berg fit occuper Praga par le 17e régiment d'infanterie; les jours suivants, les troupes entrées à Varsovie

1806. Pologne.

commencèrent à passer la Vistule sur des bateaux, et le 8 tout le corps du maréchal Davoust et la cavalerie du grand-duc de Berg se trouvaient sur la rive droite aux environs de Jablona, où les suivirent successivement les troupes du maréchal Lannes. L'avant-garde s'étendit jusqu'au Bug et à la Narew. Le pont de la Vistule fut promptement rétabli et couvert par un retranchement. Praga fut fortifié régulièrement, avec une tête de pont, et huit redoutes élevées en avant de cette place formèrent un camp retranché.

En apprenant l'évacuation de Praga par le général Sedmoratzki, Bennigsen se retira le 3 décembre avec son armée sur Ciechanow, Mackow, Dilewo et Ostrolenka; le général Lestocq reçut, en même temps, l'ordre d'évacuer la place de Thorn, de se diriger avec le corps prussien sur Löbau et Deutsch-Eylau, et de là à Nowogrod pour se joindre à l'armée russe derrière la Narew. Mais, par un changement subit dans sa première résolution, le général Bennigsen revint le 8 avec ses troupes dans ses premiers cantonnements, entre Pultusk, Nasielsk et Lopaczyn, et Lestocq reçut l'ordre de réoccuper Thorn. On ignore quel fut le véritable motif de ce second mouvement du général russe. Peut-être n'avait-il abandonné la droite de la Vistule que pour se rapprocher de l'armée de Buxhœwden; mais, apprenant que ce général était arrivé à Wysoki-Masowiecki, environ à une marche de ses cantonnements, il avait pensé que soutenu par cette seconde armée il pouvait se reporter en avant, n'ayant pas été suivi par l'ennemi pendant sa marche rétrograde. On a dit aussi que la retraite de l'armée russe découvrant la Prusse orientale, le roi et la reine avaient représenté à l'empereur Alexandre qu'il les abandonnait au lieu de les soutenir comme il l'avait promis solennellement, et que le monarque russe, se rendant à leurs instances, avait fait reprendre l'offensive à ses troupes et donné l'ordre à Bennigsen de se reporter en avant sur la Narew et sur le Bug. Quoi qu'il en soit, ce retour tardif devint inutile. Le maréchal Ney avait mis à profit l'absence de l'ennemi. Arrivé le 5 à Podgorze avec son corps d'armée, il avait forcé le passage de la Vistule le 6, s'était emparé de Thorn, et en avait chassé l'arrière-garde qui couvrait la retraite du général

Lestocq sur la petite ville de Strasburg. Le colonel Savary, à la tête du 14ᵉ régiment d'infanterie légère, des grenadiers et voltigeurs du 76ᵉ de ligne et du 6ᵉ d'infanterie légère embarqués sur quelques bateaux, avait abordé la rive droite sous le feu de la place. L'engagement fut vif. Des bateliers polonais, voyant le bateau que montait le colonel Savary arrêté par les glaçons que le fleuve charriait, s'élancèrent de la rive droite, au milieu d'une grêle de balles, pour le dégager; ils attaquèrent corps à corps les bateliers prussiens qui voulurent s'y opposer, les jetèrent dans la Vistule, et dirigèrent les bateaux jusqu'au rivage. Les Français pénétrèrent dans la ville pêle mêle avec l'ennemi et firent quelques prisonniers. Le maréchal fit continuer le passage de ses troupes, rétablir le pont et relever les fortifications. Dès qu'il eut fait passer de la cavalerie, il fit poursuivre l'arrière-garde prussienne sur la route de Strasburg. Ce trait de dévouement des bateliers polonais offrit une preuve non équivoque de la haine du peuple pour les Prussiens. En revenant sur Thorn qu'il avait évacué depuis deux jours, le général Lestocq le trouva fortement occupé par l'avant-garde du maréchal Ney; il fut repoussé et eut à peine le temps de regagner Strasburg. Il se borna ensuite à établir une chaîne de postes entre cette dernière ville et Bischofswerder pour observer les mouvements de l'ennemi.

Le 9 décembre, le général Liger-Belair, commandant une brigade du corps du maréchal Ney, sortit de Thorn avec une petite colonne composée d'un bataillon du 6ᵉ d'infanterie légère et de deux escadrons du 3ᵉ de hussards, pour éclairer le pays, en remontant la rivière de Drewentz qui se jette dans la Vistule au-dessus de la Thorn. Il rencontra, vers Gollup, un parti de 400 chevaux ennemis, qu'il culbuta avec perte de 30 hommes tués et quelques prisonniers. La colonne française poussa ensuite jusqu'à la petite ville de Strasburg, où elle s'établit en avant-poste. Le chef d'escadron de hussards Schœni s'était particulièrement distingué dans cette affaire.

Le retour du général Bennigsen à Pültusk ne fut pas plutôt connu, que Napoléon, ne voulant pas se laisser prévenir par l'ennemi, donna des ordres pour accélérer le mouvement progressif de son armée. Tous les corps distinés à la campagne de

1806. Pologne.

Pologne durent se rendre, à marches forcées, sur la Vistule. Le grand-duc de Berg, les maréchaux Davoust et Lannes étaient déjà sur la rive droite; le maréchal Augereau passa le 13 ce fleuve entre Zakroczyn et Utrata; le maréchal Soult passa le 20 et le 21 à Dobrzykow et à Plock, avec l'ordre de réunir à Plonsk ses trois divisions, celles des généraux Saint-Hilaire, Legrand et Leval; nous avons déjà dit que le maréchal Ney était en avant de Thorn, dont il avait fait réparer le pont et les fortifications. Le maréchal Bessières déboucha de cette ville avec le second corps de la réserve de cavalerie, composé de la division de cavalerie légère du général Tilly, des divisions de dragons des généraux Grouchy et Sahuc, et de celle des cuirassiers du général d'Hautpoul; le maréchal Bernadotte, dont le corps d'armée était parti le 16 de Pudwitz et arriva à Thorn le 20, prit le commandement du corps du maréchal Ney et de la cavalerie du maréchal Bessières. Il avait l'ordre de se porter sur Srasburg avec toutes ces forces réunies, d'attaquer le général Lestocq et de l'empêcher de se réunir à l'armée russe.

En même temps que ce mouvement en avant s'exécutait, tous les moyens qui pouvaient contribuer à la sûreté des marches et à faciliter les approvisionnements de subsistances étaient employés avec célérité et succès. Des ponts établis ou réparés sur la Vistule, dont la largeur est ordinairement de trois cent cinquante à quatre cents toises, et d'autres ponts jetés sur le Bug, furent couverts de têtes dont la construction fit honneur au corps du génie, et notamment au général Chasseloup-Laubat, qui dirigeait tous ces ouvrages.

L'empereur était encore, avec la garde, à Posen, d'où il dirigeait les mouvements des différents corps de l'armée, lorsque le maréchal Davoust effectua le passage à la rive droite du Bug sans presque d'opposition. L'avant-garde russe avait fortement occupé la rive droite jusqu'à l'embouchure de la Wkra[1], mais n'avait que de faibles postes à l'ouest de cette petite rivière. Le général Gauthier, chargé par le maréchal de forcer

[1] Cette petite rivière se jette dans le Bug au-dessous de Czarnowo; la Narew se jette dans le Bug un peu au-dessus du château de Sierock, et le Bug se jette dans la Vistule près de Nowidwor, au nord et à 8 lieues de Varsovie.

le passage, fit embarquer, le 10 décembre, à Okunin, sur douze nacelles, une compagnie de voltigeurs du 85ᵉ, qui aborda, se forma à cent pas du rivage, et fut bientôt suivie par le régiment. Le général Gauthier fit alors passer le reste de sa brigade, et, après un léger combat, s'empara de Pomichowo, tandis que le général Milhaud, parti de Nowydwor à gauche d'Okunin, avec un bataillon d'infanterie et le 15ᵉ régiment de chasseurs, s'emparait de Modlin. Dès que le passage à Okunin fut effectué, le maréchal fit tracer une tête de pont et travailler à un pont dont la construction fut poussée avec activité. Le 11, deux colonnes russes, chacune de 1,000 hommes, tentèrent de rejeter l'avant-garde française sur la rive gauche du Bug; mais cette tentative échoua devant la fermeté et les bonnes dispositions du maréchal. Alors Bennigsen renforça la ligne de ses avant-postes sur la Wkra, et attendit une attaque générale dans sa position concentrée à Pultusk.

La ligne de l'armée française se forma ainsi, et se concentra sur la rive droite de la Vistule, ayant ses avant-postes sur le Bug et vers la Narew. Le corps de cavalerie du maréchal Bessières se porta sur Kikol, où il prit position le 18, poussant ses grand'gardes à Sierpz, et communiquant avec l'avant-garde du maréchal Augereau, commandée par le général Lapisse; le maréchal Ney appuyait le maréchal Bessières: il avait, le 18, son quartier général à Rypin, et se trouvait lui-même appuyé à sa droite par le maréchal prince de Ponte-Corvo.

Le 18, l'armée de Bennigsen occupait les positions suivantes: le général Barklay de Tolly occupait Kolozomb sur la Wkra, avec neuf bataillons et dix escadrons; le général Dorochoff, avec trois bataillons et quinze escadrons, était posté plus bas, à Borkowo, pour couvrir la droite des troupes chargées de la défense de la rive droite de la Narew, et dont neuf bataillons et sept escadrons aux ordres du comte Ostermann-Tolstoy occupaient Czarnowo et les environs. Deux bataillons et vingt escadrons étaient à Zegrz, et cinq bataillons et trois escadrons formaient une chaîne de postes entre ces deux points. Presque toute la division Ostermann était employée à ces détachements; il n'en restait que deux bataillons et dix escadrons à

1806. Pologne.

Nasielsk. La division Sacken, forte de vingt et un bataillons et trente escadrons, occupait Lopaczyn, et celle de Sedmoratzki, formée de quinze bataillons et dix escadrons, était à Zobroszki. Le prince Gallitzin, avec douze bataillons et vingt escadrons de réserve, cantonnait à Pultusk où se trouvait le quartier général. Le général Anrepp, à la tête de vingt et un bataillons et vingt escadrons, de l'armée de Buxhœwden, s'était avancé jusqu'à Popowo sur le Bug; le reste de cette armée, composée des divisions Tutschakoff, Doctoroff et Essen, était concentré aux environs d'Ostrolenka. Le défaut de subsistances avait exigé cette répartition des troupes russes, à laquelle le feld-maréchal Kamenski ne fit aucun changement lorsque, le 21, il prit le commandement en chef des deux armées. Ce vieillard, âgé de quatre-vingt-trois ans, n'arriva que le 21 à Pultusk, et le 22 à Nowomiasto.

Napoléon, parti de Posen le 16 décembre, arriva le 19 à Varsovie, et visita le lendemain les travaux qu'il avait ordonnés pour fortifier le faubourg de Praga. Huit redoutes fraisées et palissadées, fermant une enceinte de quinze cents toises, et trois fronts bastionnés, de six cents toises de développement, qui formaient le réduit d'un camp retranché, lui prouvèrent que ses intentions avaient été remplies avec tout le zèle et l'activité désirables.

Le même jour, 20, pendant que l'empereur visitait les travaux de Praga, le maréchal Davoust fit enlever par la brigade du général Petit l'île que forme la Wkra à son confluent avec le Bug, au-dessous de Czarnowo. Cette île, que les Russes avaient négligé d'occuper fortement, facilitait le passage au moyen d'un pont volant qui fut établi plus tard sur le petit bras de la Wkra, en face de Czarnowo. Le général Ostermann-Tolstoy, reconnaissant l'importance de ce poste, se porta sur-le-champ à Czarnowo; mais il arriva trop tard pour réparer cette faute : une vive fusillade d'avant-garde s'engagea; mais l'île resta au pouvoir des Français.

L'empereur ne resta que deux jours à Varsovie; il avait hâte de se trouver aux avant-postes de son armée; il quitta cette ville le 23, à une heure du matin, et arriva vers neuf heures au camp retranché d'Okunin. Après avoir reconnu

la Wkra et la force des retranchements que les Russes avaient élevés pour couvrir leur position, il fit jeter au confluent de cette rivière un pont, qui fut achevé en deux heures par les soins du général d'artillerie Lariboissière.

Le général Ostermann, déterminé à défendre Czarnowo jusqu'à ce que l'avant-garde de Barklay de Tolly se fût retirée de Kolozomb, et que lui-même eût rallié sa division à Nasielsk, plaça huit bataillons, deux escadrons et douze pièces de canon à Czarnowo, et établit une batterie de six pièces de douze entre ce village et celui de Pomichowo. De son côté, le maréchal Davoust avait rapproché les deux divisions Friant et Morand : la première destinée à agir sur le flanc droit de l'ennemi, et la deuxième devant attaquer la gauche et le centre à Czarnowo. Pendant que le maréchal Davoust forcerait le passage de la Wkra, les maréchaux Soult et Augereau devaient se porter par Plonsk sur Nowomiasto.

A sept heures du soir, l'infanterie du général Morand, soutenue par la brigade de cavalerie légère du général Marulaz, déboucha de l'enceinte de la tête de pont d'Okunin, où elle avait bivouaqué, passa le premier bras de la Wkra, traversa l'île et arriva au second bras en face des hauteurs de Czarnowo ; deux compagnies de voltigeurs des 13e et 17e régiments se jetèrent dans un bac et quelques barques amenées par le génie, forcèrent le passage et prirent poste, après avoir éprouvé une vive résistance. Pendant qu'on établissait un pont pour le passage de l'artillerie et de la cavalerie, le 13e régiment et huit compagnies de voltigeurs débarquèrent dans l'île et se portèrent en avant ; le 17e régiment s'avança sur les batteries de Czarnowo, mais fut contraint de se replier à droite, bien que soutenu par le 30e, qui le releva. Toute la division du général Morand et trois brigades de cavalerie ayant passé la Wkra, trois bataillons des 17e et 30e régiments attaquèrent Czarnowo sur trois points à la fois; ils étaient suivis à demi-distance par le reste de la division et par la cavalerie. Après une résistance opiniâtre et des combats acharnés, au milieu des ténèbres de la nuit qui n'était éclairée que par le feu de l'artillerie et de la mousqueterie des Russes, les retranchements et le village de Czarnowo furent emportés à la baïonnette, sous les yeux de l'empereur Napoléon. Les troupes

1806. Pologne.

du général Morand occupèrent le plateau en avant du village, et ce ne fut qu'à quatre heures du matin que le général Ostermann commença sa retraite sur Nasielsk, et ensuite sur Strzegocin. Les Russes perdirent dans ce long combat de nuit environ 1,000 hommes, dont 500 tués, 500 prisonniers et blessés; parmi les blessés il y eut trois généraux. Les Français perdirent environ 100 hommes tués, 750 blessés, dont 58 officiers dans la seule division Morand.

Pendant l'attaque de Czarnowo, le général Petit, avec une partie de la 3e division, celle du général Gudin, avait passé la Wkra au même point que la division du général Morand, avait remonté la rive gauche et s'était emparé des retranchements russes élevés sur leur droite, vis-à-vis de Pomichowo.

Dans le même temps et à la gauche de la ligne d'opérations, le maréchal Ney attaquait les troupes prussiennes du corps du général Lestocq, entre Gurzno et Lautenburg, et les jetait dans les bois qui avoisinent ce dernier bourg, en leur faisant éprouver une perte considérable. Le maréchal Bessières avait, en avant de Biezun, un engagement de cavalerie très-brillant.

Les troupes prussiennes du général Lestocq avaient pris, le 31 décembre, des cantonnements entre Lautenburg, Soldau et Neidenburg; une ligne de postes partant de Deutsch-Eylau s'étendait, par Bischofswerder, Gurzno, jusqu'à Biezun, d'où elle entretenait la communication avec les avant-postes russes établis sur la Wkra. Le prince de Ponte-Corvo, qui commandait en chef toute l'aile gauche, dirigea sur Strasburg le corps de maréchal Ney, et sur Rupin et Biezun la réserve de cavalerie du maréchal Bessières. Le 19, la division d'avant-garde du général Grouchy se porta, par Gollup et Rupin, sur Biezun, d'où elle repoussa le détachement prussien qui occupait cette petite ville : il importait au général Lestocq de réoccuper ce poste qui le liait au détachement du général Barklay de Tolly établi à Kolozomb. A cet effet, il réunit, le 22, à Olszewo cinq bataillons et quinze escadrons, et le lendemain, à huit heures du matin, les colonnes prussiennes débouchèrent par plusieurs routes. Le maréchal Bessières, qui n'avait avec sa cavalerie que deux compagnies d'infanterie, les avait placées près du pont de la Wkra pour

le défendre; mais, voyant l'ennemi se présenter en force, il donna ordre au général Grouchy de déboucher avec sa division. L'ennemi était déjà maître du petit village de Karmidjen et y avait jeté un bataillon d'infanterie : Grouchy chargea la ligne qui achevait de se former; elle fut rompue, et l'infanterie ainsi que la cavalerie prussiennes, au nombre de 5 à 6,000 hommes, furent culbutées dans des marais avec perte de 600 prisonniers, cinq pièces de canon et deux étendards. Les généraux Grouchy, Roussel et Rouget, le chef d'escadron Renié et le capitaine Launay, qui fut tué dans cette action, furent signalés dans le rapport du maréchal Bessières pour leur belle conduite; le fourrier Jeuffroy, du 3e de dragons, et le dragon Plet, du 6e, avaient pris chacun un étendard prussien.

Le 24, la réserve de cavalerie et le corps du maréchal Davoust se mirent à la poursuite de l'ennemi, dans la direction de Nasielsk. L'empereur confia le commandement de l'avant-garde au général Rapp, l'un de ses aides de camp. On savait que les Russes étaient en force sur ce point : ils avaient déployé leur ligne en arrière du bourg de Nasielsk, qu'ils occupaient, s'adossant aux deux chemins de Pultusk et de Golymin. Le général Lemarois fut chargé par l'empereur de reconnaître cette position de l'ennemi avec une colonne composée des 8e et 12e régiments de dragons, de la compagnie d'élite du 1er régiment de chasseurs à cheval, et d'une autre compagnie du 12e de la même arme, en tout 12 à 1,300 chevaux.

Mais les guides que ce général prit avec lui l'égarèrent, et au lieu d'arriver, suivant l'instruction qu'il avait reçue, sur la gauche du bourg de Nasielsk, il se trouva en face, parallèlement à une autre colonne que le maréchal Davoust avait portée en avant et dont la présence avait déterminé les Russes à évacuer ce bourg. Cette colonne était l'avant-garde commandée par le général Rapp, que le maréchal Davoust, d'après des renseignements qui lui étaient parvenus, avait fait avancer, en même temps qu'il envoyait au général Lemarois l'ordre de soutenir l'attaque qu'elle allait faire sur une avant-garde que l'ennemi avait portée en avant de Nasielsk. L'officier qui commandait cette dernière troupe, s'étant aperçu qu'il allait être coupé par le général Lemarois, fit un mouvement de flanc,

1806. Pologne.

et regagna l'aile droite de la ligne russe en arrière de Nasielsk. Le général Lemarois fit occuper ce bourg par le 8e de dragons, et plaça le 12e en bataille sur la gauche, faisant face à l'ennemi, position que ce régiment fut bientôt obligé de quitter, parce que les Russes dirigèrent sur lui une batterie dont le feu le prenait en écharpe. Il vint se réunir au 12e dans Nasielsk.

Cependant les Russes, voyant que ces deux colonnes n'étaient point soutenues par d'autres troupes, descendirent des hauteurs qu'ils occupaient; et leur cavalerie, qui parut dans la plaine, manœuvra pour reprendre Nasielsk. Une batterie d'artillerie légère tira sur ce bourg, et incommoda beaucoup la troupe du général Lemarois. En ce moment, le général Rapp débouchant d'un bois où il s'était engagé, et n'ayant point connaissance de l'évacuation de Nasielsk par les Russes, s'imagina que le général Lemarois les attaquait dans ce bourg : afin de seconder cette attaque, il fit avancer son artillerie pour tirer sur le même point. Cette erreur plaçant la colonne française qui occupait Nasielsk entre deux feux, le général Lemarois se hâta d'envoyer un officier au général Rapp pour l'informer de sa position et lui dire de donner une autre direction à son feu. Rapp obliqua alors à gauche et fit tirer, avec succès, sur l'artillerie ennemie.

Dégagé de ce double feu, le général Lemarois fit sortir sa cavalerie de Nasielsk pour combattre celle de l'ennemi, composée de cosaques et de hussards. Il y eut plusieurs charges, dans lesquelles le 12e régiment de dragons se distingua particulièrement et perdit un brave officier dans la personne du capitaine Saulnier. Le colonel Bekler, du 8e régiment, fut emporté par un boulet; le major Ouwaroff, aide de camp de l'empereur de Russie, fut fait prisonnier. Un peu plus tard, le colonel Philippe de Ségur, attaché à l'état-major de l'empereur, tomba dans un parti russe et fut pris.

Après quelques chances variées, les Français restèrent maîtres de Nasielsk; mais les Russes occupaient encore toutes les positions environnantes. La division du général Friant étant arrivée sur ces entrefaites, l'ennemi ne put résister à son attaque; il se retira, à la nuit, avec perte de plusieurs hommes tués et prisonniers et de quelques pièces d'artillerie.

Le même jour après midi, le quartier général de l'empereur remplaça à Nasielsk celui de Bennigsen.

Pendant ce combat de Nasielsk, le général Nansouty, avec la division de dragons du général Klein et une brigade de cavalerie légère, avait culbuté, en avant de Kolosomb, un fort parti de cavalerie ennemie qui avait passé la Wkra sur ce point. À la suite de cet engagement, le corps du maréchal Augereau effectua lui-même le passage de cette rivière à Kolozomb, et mit en déroute 15,000 hommes du corps d'avant-garde du général Barklay de Tolly qui voulaient s'opposer à ce mouvement; cette avant-garde se replia sur Strzegocin. Le 14ᵉ régiment de ligne traversa le pont en colonnes serrées, tandis que le 16ᵉ engageait une vive fusillade sur la rive droite au débouché du pont. Le 14ᵉ fut chargé par la cavalerie ennemie, dont il soutint le choc avec une rare intrépidité. Le colonel de ce régiment fut tué d'un coup de lance : le feu à bout portant qu'exécutèrent ses soldats, et qui mit les cavaliers russes dans le plus grand désordre, fut le premier des honneurs rendus à la mémoire de ce brave officier [1].

Le 25, le corps du maréchal Davoust, qui avait bivouaqué le long des bois de Nasielsk, se porta sur Strzegocin, où l'ennemi s'était retiré. Ce même jour, le maréchal Lannes se dirigea sur Pultusk avec la division de dragons du général Becker; Napoléon ayant envoyé le général Gardanne, l'un de ses aides de camp, reconnaître la petite rivière de Sonna qui se jette dans la Wkra, au sud de Ciechanow, cet officier lui rapporta qu'un corps russe passait cette rivière à Lopaczyn et se dirigeait sur Strzegocin. Le grand-duc de Berg, avec deux escadrons de chasseurs de la garde, et suivi par les brigades de cavalerie légère, la division de dragons du général Klein, et celle des cuirassiers du général Nansouty, se porta sur-le-champ au pont de Lopaczyn, qu'il trouva gardé par un régiment russe. Les chasseurs de la garde suffirent pour culbuter cette troupe dans la Sonna; mais pendant cet engagement l'autre partie de la colonne ennemie traversait la rivière plus haut. Murat y envoya le colonel des chasseurs, Dalhmann, qui mit plusieurs

[1] Le bulletin officiel ne donne point le nom de ce digne colonel.

escadrons russes en déroute et leur prit trois pièces de canon.

1806. Pologne.

Le maréchal Davoust ne rencontra à Strzegocin que des traînards de l'arrière-garde russe; mais il y prit deux cents voitures de bagages que le mauvais état des chemins défoncés par le dégel n'avait point permis d'emmener.

Voici quelle était, dans la soirée du 25, la position de l'armée française :

Le maréchal prince de Ponte-Corvo avec deux divisions, et le maréchal Bessières avec sa réserve de cavalerie, s'avançaient sur Biezun; le maréchal Ney, avec ses deux divisions et sa cavalerie légère, marchait sur Soldau et Mlawa; le maréchal Soult, avec ses trois divisions et sa cavalerie légère, arrivait à Ciechanow; le maréchal Augereau, avec deux divisions, marchait sur Golymin; le maréchal Davoust avec deux divisions, et le grand-duc de Berg avec deux divisions de la réserve de cavalerie, entre Golymin et Pultusk; enfin, le maréchal Lannes se portait directement sur cette dernière ville, avec deux divisions de son corps d'armée, une division du corps du maréchal Davoust sa cavalerie, légère et la division de dragons du général Becker.

Les Français avaient fait, dans les deux journées du 24 et du 25 décembre, 15 à 16,000 prisonniers, pris trente pièces de canon, trois drapeaux et un étendard.

Le maréchal Ney avait eu la mission spéciale de détacher de la Wkra les troupes prussiennes sous les ordres du lieutenant général Lestocq, de déborder et menacer ses communications, enfin de le couper des Russes : il dirigea ses divers mouvements avec son activité ordinaire, et ses troupes les exécutèrent avec une égale intrépidité. Partie de Strasburg le 23, la division du général Marchand se rendit à Gurzno et marcha sur les Prussiens, qui furent poussés jusqu'à Kudsburg; le 24, l'arrière-garde de ces derniers fut atteinte et entamée. Le lendemain le maréchal Ney, sachant que l'ennemi était concentré à Soldau et Mlawa, fit avancer ses divisions pour l'attaquer dans ces positions. Soldau était occupé par 6,000 hommes d'infanterie et 1,100 hommes. de cavalerie. Le général Lestocq comptait beaucoup sur l'avantage de cette position, couverte par des marais, et sur d'autres obstacles qui environnaient la petite ville de Soldau, où il avait appuyé sa droite; mais rien ne

pouvait arrêter l'impétuosité des 69e et 76e régiments chargés de cette attaque. Ils pénétrèrent dans la ville, dont l'ennemi défendit opiniâtrément toutes les rues, où eut lieu un combat furieux à la baïonnette; mais les Prussiens, forcés d'évacuer la ville, restèrent en présence. Le général Lestocq, s'étant bientôt aperçu qu'il n'avait affaire qu'à une seule brigade, voulut reprendre immédiatement Soldau: il fit pendant la nuit quatre attaques successives, dont aucune ne réussit; et, dans la crainte de voir arriver du renfort, il se retira ensuite à Neidenburg. Six pièces de canon, quelques drapeaux et 400 prisonniers furent le résultat de ce combat, dans lequel se distinguèrent particulièrement le général Vanderwiedt, qui fut blessé, et le colonel Brun du 69e. Pendant ce temps, le 59e poussait jusqu'à Lautenburg, et le général Marchand, avec sa division, chassait, après un engagement très-brillant, l'ennemi de Mlawa, où le général Lestocq avait appuyé sa gauche. Ce général, hors d'état de se réunir à l'armée russe, se retira vers la Prusse orientale, poursuivi jusqu'au delà de Neidenburg par le maréchal Ney.

Le général Bennigsen en arrivant le 24 au soir à Strzegocin y avait trouvé réunies les troupes du général Ostermann-Tolstoy qui venaient de Nasielsk, celles de Barkly de Tolly repoussées de Kolozomb par le maréchal Augereau, et la division du général Sedmoratzki arrivant de Zbroski d'où l'approche du corps d'armée du maréchal Lannes l'avait forcée de s'éloigner. Cette masse de troupes partit la même nuit après minuit, et arriva à Pultusk le 25; elle y fut rejointe dans la nuit par douze bataillons et quinze escadrons de la division du général Sacken, presque entièrement dispersée par la cavalerie du grand-duc de Berg, qui l'avait surprise à Lopaczyn; dix-huit bataillons et quinze escadrons de l'armée de Buxhoewden atteignirent le même jour Golymin, dix escadrons se portèrent à Ciechanow, dix-huit bataillons et vingt-cinq escadrons à Makow, et vingt et un bataillons et trente escadrons passèrent sur la rive gauche de la Narew pour se réunir à la division du général Anrepp, du corps destiné à couvrir la retraite sur Ostrolenka. En effet, en ordonnant au maréchal Lannes de marcher sur Pultusk et d'enlever cette ville et le pont de la Narew, l'empereur se

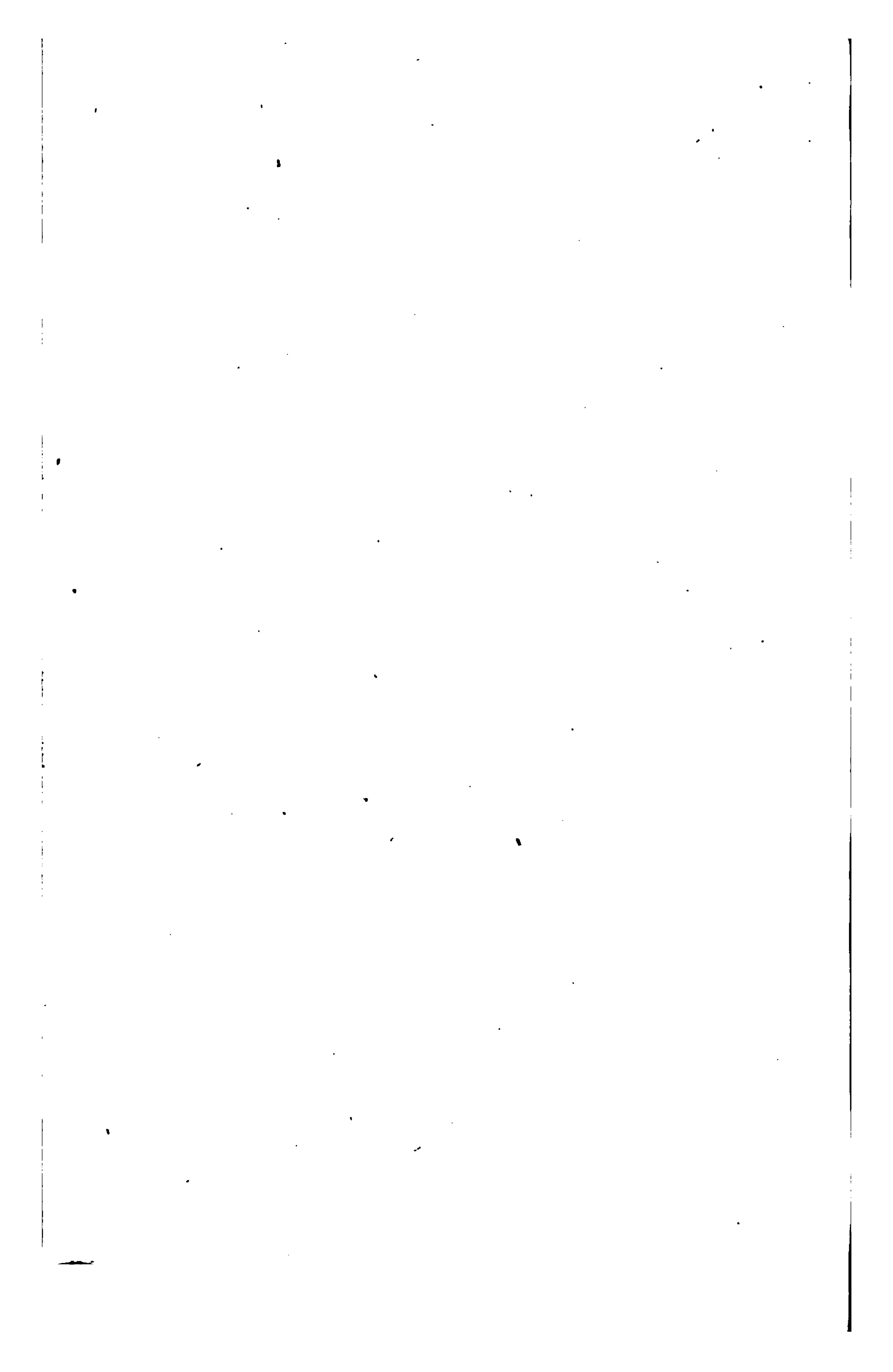
1806.
Pologne.

proposait de couper à l'ennemi sa ligne de retraite derrière cette rivière.

Le maréchal arriva le soir du 25 près de Pultusk, et fit bivouaquer ses troupes derrière Kaczyce. Le maréchal Davoust s'avança par Strzegocin sur Golymin, Augereau par Nowomiasto et Slubowo, et la cavalerie de réserve s'y porta des environs de Lopaczyn, où la garde arriva avec le quartier général. La division sous les ordres du prince Gallitzin, vingt-sept bataillons et trente-deux escadrons, évacua ce poste devant des forces trop supérieures. Le maréchal Soult se trouvait entre ce lieu et Sochoczin, tandis que le corps du prince de Ponte-Corvo repoussait de Mlawa le corps prussien du général Lestocq. La savante combinaison de l'empereur devait avoir le même résultat que celui de Iéna et d'Auerstädt ; mais l'armée russe n'échappa à cette catastrophe qu'à la faveur de l'intempérie de la saison et en abandonnant dans les chemins que le dégel rendit impraticables quatre-vingts pièces de canon, une quantité de bagages, beaucoup d'hommes et de chevaux, et se trouva presque réduite à un état complet de dissolution. Malgré cela, Bennigsen résolut de rester le 26 décembre devant Pultusk, dans le cas même où il serait obligé d'y recevoir une bataille, pour assurer sa retraite sur Ostrolenka. Il appela à lui ses divisions établies à Makow et à Popowo, et persista dans sa résolution, malgré un ordre du feld-maréchal Kamenski, qui se retira le même jour à Lomza, sur la rive gauche de la Narew, après avoir indiqué la retraite de tous les corps jusqu'aux frontières de la Russie. Ce vieillard, criblé d'infirmités et incapable de supporter la fatigue du cheval, avait perdu une grande partie de ses facultés intellectuelles.

Toutes les troupes réunies sous les ordres immédiats de Bennigsen s'élevaient à soixante-six bataillons et cent escadrons, environ 45,000 hommes, dont la masse principale fut formée sur deux lignes avec une réserve ; cette armée occupait par son centre la route de Golymin ; la gauche était appuyée à Pultusk, la droite à un bois près du village de Moszyn. Un détachement, fort de douze bataillons et dix escadrons, sous les ordres de Barklay de Tolly, occupait l'intérieur et la lisière de ce bois ; dix bataillons et vingt escadrons aux ordres du général Baggowut

BATAILLE DE PULTUSK.



étaient placés un peu en avant de Gorki au sud-ouest de Pultusk ; la majeure partie de la cavalerie était avancée à environ quinze cents pas de la ligne de bataille. Le général Ostermann-Tolstoy commandait l'aile droite, le général Sacken l'aile gauche.

Le 26 décembre, le maréchal Lannes partit de Kaczyce à sept heures du matin avec son seul corps d'armée. Informé qu'il allait rencontrer en avant de Pultusk des forces supérieures, le maréchal, plein de confiance dans la valeur de ses troupes, ne douta pas un instant du succès de son attaque contre la forte position occupée par l'armée de Bennigsen. Plus tard, comme on le verra, le 5ᵉ corps fut renforcé, d'une manière inattendue, par la division du général Gudin, du corps du maréchal Davoust. Cette division, commandée momentanément par le général d'Aultanne, marchait dans la direction de Golymin ; mais, ayant appuyé trop à droite, elle arriva près du village de Moszyn, où se trouvait la droite du général Ostermann-Tolstoy. L'arrivée fortuite de cette division qui se réunit au 5ᵉ corps porta les forces totales du maréchal à environ 30,000 hommes. Outre cette infériorité numérique, la majeure partie de l'artillerie n'avait pu suivre, par la difficulté des chemins, qu'un dégel subit rendait impraticables et où le soldat, assailli par une tempête de neige, de pluie et de grêle, était enfoncé jusqu'aux genoux, tandis que les Russes, profitant de tous leurs avantages, avaient pu garnir leur position d'une nombreuse artillerie.

En arrivant devant Pultusk, et après avoir reconnu la position de l'ennemi, le maréchal fit enlever par le 17ᵉ régiment d'infanterie légère, qui était à sa droite, une hauteur occupée par les avant-postes russes et dont la crête masquait leur ligne de bataille. Dès qu'il fut maître de cette hauteur, le maréchal fit déboucher ses troupes, et, à mesure qu'elles arrivaient, il les rangea en bataille sur deux lignes dans un ordre parallèle et semblable à celui de l'ennemi. La division Suchet forma la première ligne dont le 17ᵉ léger tenait la droite ; le 64ᵉ de ligne et un bataillon du 88ᵉ formèrent le centre aux ordres du général Wedel, et le second bataillon du 88ᵉ et le 34ᵉ régiment la gauche ; la division Gazan formait la deuxième ligne. La bri-

1806. Pologne.

gade de cavalerie légère du général Treilhard tenait la droite, et la division de dragons du général Becker tenait la gauche. Cette ligne de bataille était couverte en partie par des bois. L'artillerie, à la droite et au centre, était placée dans les intervalles des bataillons; la gauche en était dépourvue, la difficulté des chemins n'ayant pas permis d'en amener davantage sur le champ de bataille.

Vers midi, le combat commença par une attaque contre le détachement du général Baggowut, qui d'abord fut forcé de se replier vers la ville; mais le général Bennigsen l'ayant fait soutenir par six bataillons de la réserve, Baggowut reprit l'attaque contre les bataillons de la droite du général Suchet qui l'avaient déposté, et une charge de cavalerie repoussa le 17ᵉ régiment d'infanterie légère qu'une forte colonne de l'aile gauche russe chercha à envelopper. La général Wedel, par une conversion à droite, fit porter le 64ᵉ régiment et le premier bataillon du 88ᵉ sur le flanc de la colonne russe qui fut repoussée avec perte; mais une nouvelle charge de cavalerie enfonça le bataillon du 88ᵉ, qui fut très-maltraité, et, à la faveur de cette attaque, la colonne russe put gagner sa première position, laissant une partie du champ de bataille couverte de ses morts et de ses blessés. Pendant ce combat de la droite de la division du général Suchet, sa gauche attaquait le détachement du général Barklay de Tolly. Le 34ᵉ régiment soutint presque seul pendant quatre heures une lutte trop inégale contre douze bataillons et dix escadrons qui occupaient le bois situé près du village de Moszyn, et où s'appuyait l'aile droite de l'armée russe. Le bois fut pris et repris jusqu'à trois fois. Le général Suchet fit soutenir ce brave régiment par un bataillon du 88ᵉ, et le maréchal Lannes combattit lui-même à sa tête. C'est alors que l'avant-garde de la division commandée par le général d'Aultanne s'approcha du village de Moszyn en longeant la lisière du bois. Sa division, formée par bataillons en colonnes serrées, marchait par échelons. Après avoir prévenu le maréchal de son arrivée, il se porta sur le flanc de l'aile droite russe, au moyen d'un changement de direction à gauche, et son attaque eut d'abord un plein succès; mais le général Ostermann-Tolstoy, qui commandait cette aile droite, fit soutenir par une forte

réserve sa première ligne déjà rompue et poursuivie. La nuit survint, et, à la faveur de l'obscurité et d'une bourrasque de neige, les troupes françaises tentèrent une attaque devant laquelle les Russes reculèrent après une opiniâtre résistance. Peut-être ne fallait-il qu'un dernier effort pour rejeter l'ennemi en désordre sur la Narew et atteindre son unique ligne de retraite, la route d'Ostrolenka. Mais les premiers bataillons du général d'Aultanne s'arrêtèrent, et les Russes profitant de cette circonstance se jetèrent sur leur flanc droit et les mirent en désordre. Le général Suchet, à la tête du 34e et du second bataillon du 88e, parvint à les rallier, tandis que le 85e régiment, formé en carré, reçut avec calme une charge de la cavalerie russe. Les derniers efforts de la cavalerie ennemie ayant été repoussés, le feu cessa vers huit heures du soir; jusqu'alors le combat s'était soutenu sans avantage décidé. Cependant les Russes perdirent plus de 2,000 morts, 3,300 prisonniers, dont 1,500 blessés, douze pièces de canon, et un grand nombre de caissons et de chariots de bagages arrêtés dans la boue. La perte des Français s'éleva à environ 600 morts, 1,500 blessés, et, suivant les rapports russes, à 700 prisonniers faits par la cavalerie russe auprès du village de Moszyn. Le 17e régiment d'infanterie légère, le 34e et le 85e de ligne firent des prodiges. Les Russes, craignant alors d'être débordés sur leur droite, évacuèrent, mais en bon ordre, le camp et la ville de Pultusk, pour se retirer sur Ostrolenka. Ce combat, que le général Bennigsen fit valoir auprès de son souverain comme une victoire remportée sur une partie de l'armée française, et qui fut célébré comme tel par le clergé russe dans toutes les églises de Russie[1], avait été en

[1] Dans son rapport à l'empereur Alexandre, le général Bennigsen accusait Buxhoewden de ne l'avoir pas mis à même, en le secourant, d'écraser la partie de l'armée française qu'il avait devant lui, quoique ce général ne fût, dit-il, qu'à quatre lieues de Pultusk, à Makow; tandis qu'il est de fait que Buxhoewden, exécutant les ordres du feld-maréchal Kamenski, était resté avec deux de ses divisions sur la rive gauche de l'Orezyc pendant les combats de Pultusk et de Golymin, d'où il les dirigea à Nowawies sur l'Omulew. Bennigsen prétendait en outre avoir eu affaire aux maréchaux Lannes et Davoust et au grand-duc de Berg tout à la fois, commandés par l'empereur Napoléon en personne, lorsqu'il est constant que les deux derniers

1806. Pologne.

effet un des plus rudes engagements que les Français eussent eu à soutenir depuis leur entrée en Pologne. L'infanterie avait eu besoin de toute son intrépidité pour conserver sa supériorité sur les troupes russes, qui ne s'étaient jamais mieux montrées. Les deux divisions de cavalerie des généraux Treilhard et Becker se conduisirent avec une égale distinction. Le premier de ces généraux, qui commandait la cavalerie légère attachée au corps du maréchal Lannes, fut blessé, ainsi que les généraux d'infanterie Claparède et Wedel, le général Bonnard de la division Becker, et le colonel Barthélemy du 15ᵉ de dragons. Les aides de camp Voisin et Curial succombèrent sur le champ de bataille, et le maréchal Lannes, malade depuis dix jours, fut atteint légèrement par une balle. Un grand nombre d'autres officiers se signalèrent aussi dans cette action.

Pendant que le maréchal Lannes combattait ainsi le général Bennigsen à Pultusk, les maréchaux Davoust et Augereau et le grand-duc de Berg attaquaient le corps détaché, réuni à Golymin sous les ordres du prince Gallitzin. La division de ce général, qui avait été battue la veille sur la Sonna par le grand-duc de Berg, et une des divisions également battues à Nasielsk étaient arrivées par différents chemins au camp de Golymin ainsi que la division entière du général Doctoroff de l'armée de Buxhœwden, en tout vingt-huit bataillons et quarante-cinq escadrons. On sait déjà que le 7ᵉ corps, renforcé des brigades de cavalerie légère des généraux Milhaud et Wattier, s'étant dirigé le 24 de Plonsk sur Kolozomb et sur Sochoczin, avait forcé le passage de la Wkra et que le pont de Kolozomb avait été enlevé de la manière la plus brillante par le 14ᵉ régiment de la division' du général Desjardins. Dans le même temps, le général Heudelet s'emparait de celui de Sochoczin. Le maréchal Augereau, qui, le 25, avait réuni son corps d'armée à Nowomiasto, poursuivit les colonnes russes dans la direction de Go-

combattaient le prince Gallitzin à Golymin, que l'empereur était le même jour à son quarier général à Lopaczyn, d'où il dirigeait les mouvements de son armée, et que la seule division Gudin, poursuivant une partie des fuyards de Nasielsk, s'était réunie au corps du maréchal Lannes. On verra plus tard ce même Bennigsen, Hanovrien de naissance, montrer une pareille mauvaise foi dans son rapport sur la bataille d'Eylau.

lymin. La division Desjardins, arrivée le lendemain 26, entre huit et neuf heures du matin, au village de Rusokwo, se trouva en présence de l'ennemi, qui s'étendait à droite de Golymin. La division Heudelet, qui avait appuyé à gauche, enleva le village de Watkowo, où s'appuyait la droite des Russes; mais le prince Gallitzin, dont les troupes étaient postées dans Golymin et dans les bois environnants, opposa de l'artillerie et de la cavalerie aux bataillons français, qui se formèrent en carrés et arrêtèrent les escadrons russes, tandis qu'une partie de la division Desjardins cherchait à enlever les pièces qu'un marais impraticable l'empêcha d'aborder. Ce combat, dans lequel l'impétuosité française luttait presque sans avantage contre l'opiniâtre ténacité russe, se soutint jusqu'à la nuit, lorsqu'une partie de la cavalerie de réserve du grand-duc de Berg, réunie à la cavalerie légère du corps du maréchal Davoust, commandée par le général Marulaz, vint se déployer en avant du bois de Golymin et força la cavalerie russe à se retirer vers le village. Au même instant le maréchal Davoust, débouchant avec les deux divisions Friant et Morand, forma celle-ci en colonnes d'attaque par bataillons qu'il dirigea sur la ligne d'infanterie russe qui bordait le bois. Cette infanterie jeta à terre ses sacs pour charger à la baïonnette; mais, arrêtée et désunie par le feu des bataillons français, elle fut chassée du bois, laissant sur le champ de bataille un grand nombre de morts et 4,000 sacs. Le maréchal Davoust la fit suivre pied à pied et finit par l'entasser dans le village. Si à ce moment on eût pu saisir la route de Pultusk, le corps russe eût été enveloppé et forcé à déposer les armes. Le maréchal l'essaya en détachant une brigade d'infanterie et le général Rapp à la tête de deux régiments de dragons; mais, embarrassées dans un terrain marécageux où les chevaux s'embourbaient, au milieu de l'obscurité d'une nuit d'hiver assombrie encore par des tourbillons de neige et de pluie, et arrêtées par des nuées de tirailleurs, ces troupes ne purent exécuter leur manœuvre. Le prince Gallitzin, resserré et presque entouré dans Golymin, profita des ténèbres pour se retirer sur Makow, où il arriva avant le maréchal Soult, et continua sa retraite sur Nowawies, qu'il atteignit le 28, tandis que l'armée de Bennigsen, marchant par Rozan, arrivait le même jour à Ostro-

1806. Pologne.

lenka. Les troupes françaises n'avaient presque pas d'artillerie à Golymin, où le prince Gallitzin avait trouvé deux batteries du corps de Buxhœwden, qui lui servirent avantageusement à maintenir sa position fort avant dans la nuit. A Golymin comme à Pultusk, les Russes se défendirent opiniâtrément, et le combat dura jusqu'à onze heures du soir. L'ennemi fit sa retraite assez en désordre, laissant beaucoup de morts et de blessés sur le champ de bataille, et abandonnant sur la route d'Ostrolenka, qu'il tenait, son artillerie et ses bagages, en raison de l'état affreux des chemins, qui ne permettait pas même aux Français de mettre dans leur poursuite toute l'activité désirable. Dans ce combat, le général Fenérolle, commandant une brigade d dragons, fut tué par un boulet, le général Rapp reçut un coup de fusil, et le colonel Sémelé[1], du 24e de ligne, fut blessé assez grièvement. Le maréchal Augereau eut un cheval tué sous lui.

Sur ces entrefaites, le maréchal Soult marchait sur Makow pour couper la retraite aux colonnes ennemies; mais le dégel et les pluies avaient tellement abîmé tous les chemins sur le sol sablonneux et marécageux de cette partie de la Pologne, que la marche du corps d'armée français fut arrêtée par cet obstacle; et c'est ce qui sauva l'armée russe d'une entière défaite. Elle venait cependant de perdre 80 pièces d'artillerie, presque tous ses caissons, 1,200 voitures, et 10 à 12,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Le lendemain 27 décembre, le maréchal Augereau occupa Golymin; le maréchal Davoust prit position parallèlement à la route de Pultusk; Murat poursuivit le corps de Gallitzin dans la direction de Makow, où il atteignit son arrière-garde qu'il culbuta après un vif engagement de cavalerie.

La nouvelle de la prétendue victoire remportée sur les Français à Pultusk parvint le 29 décembre à Kœnigsberg, où se trouvaient le roi de Prusse et toute sa cour. Le bulletin mensonger du général Bennigsen fut lu avec solennité sur toutes les places publiques de la ville, et causa une allégresse universelle. Des réjouissances furent ordonnées pour célébrer ce

[1] Depuis lieutenant général, etc.

retour inespéré de fortune; mais les rapports du lieutenant général Lestocq, et surtout l'arrivée de quelques officiers prussiens mieux instruits de tous les détails, firent connaître, dès le 31, le véritable état des choses. La consternation succéda à l'enthousiasme, et l'abattement général fut d'autant plus grand, qu'on voyait s'évanouir les dernières espérances fondées sur le puissant appui des Russes. La cour de Prusse ne songea plus qu'à quitter Kœnigsbèrg, et tous les préparatifs de départ se firent avec la plus grande activité. Le trésor, les effets les plus précieux et les chancelleries furent emballés et dirigés sur Memel. La reine, dont la santé commençait à s'altérer par suite des chagrins qu'elle avait déjà éprouvés et qui se renouvelaient si douloureusement, s'embarqua, le 3 janvier 1807, pour se rendre dans cette ville, où elle fut rejointe, trois jours après, par le roi.

Le général Lestocq, dont les sages manœuvres et les efforts pour se réunir aux Russes avaient été si mal secondés par ceux-ci, avait espéré de pouvoir concentrer la majeure partie de son corps aux environs de Neidenburg et d'y arrêter les progrès de l'ennemi; mais, instruit, dans la journée du 27 décembre, des événements de la Wkra et de la Narew, ainsi que de l'ordre de retraite donné par Kamenski, et se voyant coupé de l'armée russe par les mouvements des maréchaux Bessières et Soult, il chercha à éviter une catastrophe imminente en se retirant sur-le-champ derrière les lacs de la Prusse orientale. Parti le même soir, par Jedwabno et Ortelsburg, jusqu'où il fut vivement poursuivi par les troupes du maréchal Ney, il gagna Rheinswein, Sensburg et Rastenburg, et, le 3 janvier, Angerburg. Sur l'avis qu'un faible détachement français s'était mis en mouvement pour tenter un coup de main sur Kœnigsberg, il s'avança jusqu'à Barthen, d'où il envoya plusieurs détachements aux environs de Schippenbeil.

Après l'affaire de Soldau, le maréchal Bernadotte porta son corps d'armée dans cette petite ville ainsi qu'à Mlawa, et le maréchal Bessières s'avança avec sa réserve de cavalerie jusqu'à Chorzell, sur l'Orezyc, affluent de la Narew. Le même jour l'empereur porta son quartier général à Golymin. Le 28 il arrêta le mouvement de ses corps d'armée, et leur fit pren-

1807.
Pologne.

dre des cantonnements provisoires resserrés entre la Narew, l'Orezyc et la Wkra. Le 30 décembre le quartier général de l'empereur fut établi à Pultusk, et, pendant les trois jours qu'il séjourna dans cette ville, il fit les dispositions préparatoires pour l'établissement des quartiers d'hiver, qu'il n'arrêta définitivement qu'après son retour à Varsovie.

Le général Bennigsen, n'étant pas poursuivi vivement, après la bataille de Pultusk, avait pris position en avant d'Ostrolenka, entre la Narew et l'Omulew. Après le départ du comte Kamenski, Buxhoewden, qui s'avança le 29 décembre jusqu'à Dylewo, prit le commandement en chef des deux armées, comme étant le plus ancien lieutenant général. Il invita Bennigsen à venir conférer avec lui sur le dessein qu'il avait de réunir les deux armées pour livrer une nouvelle bataille. Non-seulement Bennigsen refusa cette entrevue, mais le 29 et le 30 il fit passer son corps d'armée sur la rive gauche de la Narew. Dès lors la mésintelligence qui commença à régner entre ces deux chefs provoqua le relâchement de la discipline, si sévère dans les troupes russes, et la désorganisation de cette armée, dont les corps français, arrêtés par des obstacles infranchissables, ne purent profiter. On pensa que Bennigsen avait l'intention de maintenir la séparation des deux armées, pour attendre l'effet que son pompeux rapport sur la bataille de Pultusk produirait à Saint-Pétersbourg. Après avoir brûlé le pont d'Ostrolenka, il établit, le 1er janvier 1807, son quartier général à Nowogrod, où il arriva par Miastkowo. Le comte Buxhoewden, avec seulement deux de ses divisions, marcha, le 30 décembre, à Klein-Plock par Konty, et arriva de sa personne à Nowogrod le 2 janvier, où fut assemblé un conseil de guerre composé des généraux commandant les divisions dans les deux armées. Le feld-maréchal Kamenski fut déclaré par eux incapable de commander en chef, et il fut résolu que la division du général Anrepp resterait sur la rive gauche de la Narew, tandis que le reste de l'armée se porterait immédiatement entre Nowogrod et Bialla pour marcher par Arys sur l'extrême gauche de l'ennemi.

Du 1er au 6 janvier, Bennigsen fit établir successivement trois ponts de bateaux sur la Narew, qui furent emportés par les glaces et par la crue des eaux produite par le dégel survenu

le 6. Ne pouvant porter ses troupes sur la rive droite de la Narew pour les réunir à celles de Buxhoewden, il résolut de chercher à opérer sa jonction par les affreux chemins de Tykoczyn, Goniondz et Szczuczyn. Parti le 7, il atteignit en trois marches Tykoczyn par Lomza et Menzenin, tandis qu'une forte arrière-garde y arriva par Sniadow. Le 12 il passa le Bobr à Goniondz, où, en réponse de son brillant rapport sur la bataille de Pultusk, il reçut sa nomination, tant désirée, au titre de général en chef des deux armées en remplacement du comte Kamenski. Il laissa à Goniondz la division Sedmoratzki, forte d'environ 11,000 hommes, pour couvrir la marche de son armée conjointement avec le corps du général Essen, fort de 18,000 hommes, qui de Brzesc Litowski était arrivé à Bransk, et s'avança plus tard à Ostrolenka. Deux jours après, le 14, Bennigsen fit sa jonction à *Bialla* avec Buxhoewden qui s'y trouvait depuis le 8; et le 16 les deux armées atteignirent les environs d'Arys, dans la Prusse orientale. Le général Buxhœwden fut rappelé le jour même de la nomination de Bennigsen.

Les Russes, par suite de la désunion qui s'était établie entre les généraux Kamenski, Bennigsen et Buxhoewden, s'éloignaient ainsi à une grande distance de l'armée française. L'empereur, convaincu de l'impossibilité de continuer la guerre sur un terrain où toutes les rivières étaient débordées, les chemins défoncés, et presque toutes les ressources épuisées, évita soigneusement de poursuivre l'ennemi, dont la retraite était protégée par un immense rideau de forêts, de lacs et d'inondations; il désirait d'ailleurs donner quelque repos à ses troupes. Depuis trois mois elles étaient en marche; depuis trois mois elles avaient été presque journellement engagées avec l'ennemi, et, dans cet espace de temps, pendant une saison rigoureuse, elles avaient parcouru une ligne de deux cents lieues, poussant devant elles des adversaires qui leur enlevaient souvent les moyens de subsistance, qu'il est presque impossible de réunir à temps dans une marche aussi accélérée. Toutes ces considérations décidèrent Napoléon à faire prendre des quartiers d'hiver à son armée.

Mais, avant d'assigner aux troupes les positions où elles devaient attendre le retour de la saison favorable aux opéra-

1807. Pologne. tions, l'empereur crut devoir prendre des mesures pour assurer le front de la ligne de ses cantonnements. Il fit partir de Pultusk l'un de ses aides de camp, le général Corbineau, avec trois régiments de cavalerie légère, pour suivre l'ennemi dans sa retraite sur Ostrolenka, en remontant le Bug dans la direction de Brok. Ce détachement, ramassant dans sa marche bon nombre de traînards du corps d'armée de Bennigsen, et plusieurs voitures de bagages, arriva à Ostrow le 1er janvier 1807, après avoir occupé Brok sur le Bug. Le général Corbineau poussa ensuite jusqu'à Ostrolenka, qu'il trouva évacué par les troupes russes, à l'exception d'un grand nombre de malades et de blessés qu'on y avait laissés faute de moyens de transport. Des avant-postes de chasseurs et de hussards furent portés jusqu'à Lomza et Bielks.

Le corps du maréchal Soult, renforcé des trois brigades de cavalerie sous les ordres du général Lassalle, récemment promu au grade de divisionnaire, borda la petite rivière d'Orezyc, afin de couvrir les cantonnements de l'armée. La droite de celle-ci, c'est-à-dire les corps des maréchaux Davoust et Lannes, fut placée à Pultusk et sur les bords du Bug. La gauche, formée, comme on l'a vu, des corps des maréchaux Bernadotte, Ney et Bessières, prit ses cantonnements le long de la Vistule; des troupes légères, poussées sur la lisière de la Prusse orientale jusqu'à Johannisburg près du lac de Spirding, étaient chargées d'entretenir des communications avec Ostrolenka par Kolno. Le corps du maréchal Augereau se concentra dans les environs de Varsovie.

Le quartier général impérial rentra le 3 janvier dans la capitale de la Pologne, qui parut bientôt avoir recouvré une grande partie de son ancienne splendeur. Napoléon y tenait sa cour avec le même faste militaire qu'à Paris. Les nobles polonais, mêlés aux généraux, aux officiers de la maison de l'empereur, aux administrateurs de l'armée, accueillis avec une bienveillance et une distinction qui flattaient leur amour-propre, se berçaient de plus en plus de la douce illusion de revoir leur patrie reprendre un rang glorieux parmi les nations.

Les hostilités, qui avaient cessé en Pologne à la fin de l'année Allemagne. 1806, se continuèrent cependant avec activité dans la Silésie, province du royaume de Prusse, dont l'acquisition avait coûté

tant de sang, et donné tant de gloire au grand Frédéric. Jérôme Bonaparte, à qui l'empereur destinait déjà, *in petto*, une couronne, comme il en avait donné une à son autre frère Louis, avait été chargé, comme on l'a vu, de réduire les places fortes de cette province, que l'armée française, dans sa marche rapide, avait laissées derrière elle.

Dès l'ouverture de la campagne, Jérôme avait eu la mission de réduire le fort de Plassenburg près de Culmbach sur le Mayn, en Franconie; mais comme cette opération n'était pas assez importante pour le retenir avec le corps de troupes alliées qu'il commandait en arrière de la ligne de l'armée, il s'était borné à faire bloquer ce fort par un bataillon bavarois. Plassenburg était muni de vivres pour plusieurs mois, et, d'après la faiblesse de la troupe assiégeante, on ne pouvait guère espérer qu'il se rendît promptement; mais l'empereur, ayant décidé qu'il serait réduit, ordonna au général commandant l'artillerie de faire préparer à Kronach et à Forchheim un parc de siége. Vingt-deux bouches à feu mises en batterie décidèrent le commandant de Plassenburg à se rendre, avec sa garnison forte de 600 hommes de troupes de ligne et 150 invalides.

Les événements de la campagne ayant porté, comme on le sait déjà, le corps de troupes alliées en Silésie, la reddition de Glogau fut le premier objet de l'expédition que l'empereur confiait à son frère. Celui-ci fit investir cette place, et, laissant la conduite du siége au général Vandamme, placé par Napoléon à la tête du corps de troupes fourni par le roi de Wurtemberg, il s'occupa du soin de prendre possession de la province, avec les divisions bavaroises des généraux de Wrede et Deroi. Un de ses partis, commandé par le chef d'escadron Deschamps, et composé de 150 chasseurs du 20e régiment, auxquels se réunirent 300 Polonais confédérés, s'empara, comme nous l'avons dit précédemment du fort de Czenstochau, situé sur la frontière de la Pologne prussienne et défendu par une garnison de 600 hommes. Le prince Jérôme poussa jusqu'à Kalisz en Pologne, avec les deux divisions bavaroises, pour observer le mouvement des troupes russes, qui s'étaient avancées, à cette époque (vers la fin de novembre), sur la grande route de Varsovie à Posen.

1807.
Allemagne.

Le général Vandamme accéléra, par son activité, la reddition de Glogau. Des mortiers et des pièces de gros calibre, tirés de la place de Cüstrin, furent mis en batterie dès le 29 novembre, et agirent avec un tel succès, que la garnison intimidée capitula le 2 décembre. Par la convention arrêtée entre le général Vandamme et le général Reinhart, gouverneur de la place, 2,500 hommes de troupes mirent bas les armes et se rendirent prisonniers de guerre, à l'exception des officiers, qui obtinrent la permission de se retirer sur parole. Des magasins considérables de poudre, de blé, de biscuit, etc., et deux cents pièces de canon furent le résultat de cette conquête importante, surtout par sa situation et le bon état de ses fortifications. Une partie des drapeaux pris dans Glogau fut envoyée au roi de Wurtemberg par ordre de Napoléon, qui accorda en outre dix décorations de la Légion d'honneur aux troupes de ce prince.

Le général Vandamme reçut ensuite l'ordre de se porter sur Breslau et d'investir cette place, capitale de la Silésie, sur la rive gauche de l'Oder; tandis que le prince Jérôme, qui était encore à Kalisz, viendrait compléter l'investissement par la rive droite et prendre le commandement général.

Trois régiments de cavalerie wurtembergeoise, sous les ordres du général Montbrun, commencèrent l'investissement de Breslau, et le général Vandamme arriva lui-même à Lissa, le 6 décembre, à la tête de l'infanterie. Dans la journée du 7, Vandamme, accompagné du général d'artillerie Pernetti et du colonel du génie Blein, reconnut à la hâte la partie occidentale de la place, dont on savait la garnison forte de 6,000 hommes. L'emplacement de deux tranchées et de deux batteries incendiaires fut déterminé à gauche et à droite du faubourg appelé Saint-Nicolas, la dernière batterie s'appuyant à l'Oder. La partie des troupes bavaroises que Jérôme ramenait avec lui de Kalisz ne pouvant arriver que le 8 au soir au plus tôt, on ne songea point à un établissement vers le haut Oder, parce qu'il y avait à craindre d'être surpris par les détachements que pouvaient envoyer les garnisons de Schweidnitz, Glatz, Neisse, Brieg, etc. Par le défaut de travailleurs, on ne put ouvrir que deux communications, dans la nuit du 7 au 8, vers l'emplacement des deux batteries projetées. Toutefois, celles-ci furent commencées

dans la nuit du 8 au 9, et se trouvèrent en état d'agir dans la matinée du 10.

Le prince Jérôme arriva le 9 à Hundsfeld, sur l'OEls, qui se jette dans l'Oder au-dessus de Breslau. Il avait avec lui la division bavaroise du général Minucci et la brigade de cavalerie bavaroise commandée par le général français Lefebvre-Desnouettes[1]. Un pont fut établi à Kosel, et une partie des troupes du général Minucci passa sur la rive gauche de l'Oder, sous le commandement du général Vandamme. Le 10, Jérôme passa lui-même ce fleuve, et établit son quartier général à Lissa.

Il y avait dès lors en batterie à la tranchée de droite deux mortiers et trois obusiers : trois obusiers de campagne enfilaient la rue du faubourg Saint-Nicolas ; à la tranchée de gauche se trouvaient placés trois mortiers, un obusier de siége et trois obusiers de campagne. Huit pièces, tant obusiers de campagne que canons de six, étaient disposées sur la rive droite.

Le feu des assiégeants commença le 10, à six heures du matin ; à midi, Jérôme le fit cesser pour envoyer au général de Thile, gouverneur de la place, une sommation, qui resta sans effet. Dans la nuit du 11 au 12, le colonel Blein fit ouvrir, sur la rive droite, une tranchée en prolongement de la première, pour placer de nouveaux mortiers qu'on attendait de Glogau, ainsi que deux pièces de vingt-quatre, en batterie à son extrême droite. A la gauche, on ouvrit une seconde parallèle, et on plaça les batteries à l'extrême gauche de la première, qui se trouvait beaucoup plus rapprochée des ouvrages.

Les munitions étant peu abondantes, on ne tira que faiblement dans la journée du 12 et dans la nuit du 12 au 13.

On employa une compagnie de sapeurs et une autre de mineurs, qui arrivèrent le 13, à faire des coupures et à pratiquer des batteries dans la seconde parallèle, qu'on avait prolongée en y ménageant des redans pour y placer de l'artillerie légère, afin de prendre à revers les batteries de l'ennemi. Trente-deux pièces d'artillerie, mortiers, obusiers et canons de différents calibres, se trouvaient en batterie, le 15, sur les deux rives

[1] Depuis lieutenant général, etc.

de l'Oder; et elles commencèrent un troisième bombardement que le prince Jérôme fit encore cesser vers midi, pour envoyer une seconde sommation, qui ne réussit pas plus que la première. Alors, le prince demanda que tous les officiers prussiens, prisonniers sur parole, qui se trouvaient dans Breslau, en sortissent. Le gouverneur y consentit, et ces officiers quittèrent en effet cette place, le 17, au nombre de 60.

Jusqu'alors la place n'avait point été parfaitement reconnue : le colonel Blein, qui se chargea de cette opération, découvrit que le corps de place n'était point revêtu dans deux parties assez étendues vers la porte de Schweidnitz et celle d'Ohlau; mais qu'en avant d'un premier fossé plein d'eau, il régnait une contre-garde générale en terre, sur les saillants de laquelle étaient construites des lunettes à flancs retirés : ouvrages fraisés et palissadés, que l'ennemi n'occupait que devant les fronts revêtus du faubourg Saint-Nicolas, où étaient dirigées les attaques.

Cependant Jérôme eut avis qu'un prince d'Anhalt-Pless, récemment nommé major général par le roi de Prusse, homme d'un caractère ambitieux et remuant, réunissait quelques troupes et levait des paysans silésiens; il apprit en même temps qu'un aide de camp de Frédéric-Guillaume était venu dans la province pour y répandre une proclamation, par laquelle le roi invitait ses fidèles Silésiens à se joindre aux garnisons pour défendre les places, et menaçait les gouverneurs de les faire décapiter s'ils ne faisaient pas leur devoir. Le prince Jérôme se détermina alors à faire venir la division Deroi et la brigade de cavalerie du général Mazzanelli, qu'il avait laissées à Kaliz, afin d'entreprendre contre Breslau, soit une attaque de vive force, soit un siége régulier, si les circonstances le permettaient. Ces troupes étaient attendues du 20 au 21 décembre.

Il s'agissait de traverser deux fossés très-larges et très-profonds, et de s'emparer d'une double enceinte, deux opérations également épineuses. Suivre les méthodes lentes d'un siége régulier, c'était appeler l'attention de l'ennemi sur des points faibles, le déterminer à y porter son artillerie et s'exposer à en être écrasé; car on savait que Breslau avait un arsenal considérable comme place de dépôt de la Silésie. Chercher un

moyen prompt de passer les deux fossés et tenir l'ennemi tellement en haleine sur plusieurs points qu'il ne pût soupçonner le véritable point d'attaque, telle fut la résolution du général Vandamme.

Le colonel Blein proposa un équipage de pont sur chevalets et sur bateaux, pour traverser les fossés de la porte de Schweidnitz. Avec des troupes déterminées, ce passage pouvait s'effectuer de vive force, et l'ennemi devait y croire. Le colonel fit en même temps construire des radeaux, au moyen d'échelles réunies deux à deux, soutenues par des tonneaux vides, et recouvertes de planches. Ces différents moyens de passage furent réunis dans la journée du 22, à la queue du faubourg de Neudorf, vis-à-vis de la porte de Schweidnitz; en sorte que l'ennemi, averti par les habitants du faubourg, crut que le passage serait tenté sur ce point : on avait fait prendre, à dessein de le confirmer dans cette opinion, tous les bateaux qui étaient dans la rivière d'Ohlau pour les porter sur le même point.

Les radeaux devaient être transportés, à la nuit tombante, au faubourg d'Ohlau, pour y tenter le véritable passage. Les outils et autres objets nécessaires étaient prêts à y être également portés, pour former un établissement dans les ouvrages de l'enveloppe extérieure.

On fut obligé, faute de paysans, d'employer les troupes destinées à l'attaque pour le transport des radeaux, et ces troupes n'ayant eu rendez-vous qu'à quatre heures du matin au faubourg d'Ohlau (l'attaque ne pouvant avoir lieu qu'à cette heure, à cause du clair de lune), le premier radeau ne fut jeté dans l'avant-fossé qu'à cinq heures. Ce radeau avait trente pieds de longueur, il en fallut jeter trois autres de douze à quinze pieds pour atteindre l'autre rive. Les sapeurs furent lents à lier les radeaux ensemble, et deux soldats de ceux qui portaient un de ces radeaux ayant été tués par un boulet, tous les autres prirent la fuite; enfin, à sept heures du matin, le pont de radeaux fut attaché à la lunette du point d'attaque : mais le jour commençait à paraître, et l'on n'avait plus le temps de se loger à couvert du feu du bastion d'Ohlau. Le colonel Duveyrier, commandant la troupe destinée à cette attaque, et le colonel du génie Blein reconnurent qu'elle était trop tardive. A peine la tête

1807. Allemagne.

de colonne commençait-elle son mouvement rétrograde, qu'un feu de mitraille et de mousqueterie partit du bastion d'Ohlau; il ne fit cependant aucun mal. Les autres fausses attaques sur les portes de Schweidnitz et de Saint-Nicolas, ainsi que celle faite par la rive droite de l'Oder, avaient fortement occupé l'ennemi; le feu des batteries causait beaucoup de désordre dans la place, où l'incendie se manifesta en plusieurs endroits : en sorte qu'avec une nuit obscure et moins d'accidents imprévus, on aurait pu s'attendre à un succès plus complet sur le point qu'on voulait véritablement attaquer. Dans la supposition la moins avantageuse, on se serait établi sur la première enveloppe de la place.

Le prince Jérôme, appelé à cette époque auprès de l'empereur, laissa la direction des affaires du siége au général Vandamme. Les Wurtembergeois et la division bavaroise du général Minucci étaient sur la rive gauche de l'Oder; le général Deroi resta sur la rive droite.

Le général Montbrun, en observation sur les routes d'Ohlau et de Strehlen, informa le général Vandamme d'un mouvement opéré par le prince d'Anhalt-Pless sur ce dernier point avec un corps de 4 à 5,000 hommes et six pièces de canon. Le général Vandamme envoya sur-le-champ à la rencontre de ce rassemblement ennemi la division Minucci, qui l'attaqua le 24 décembre, le mit en déroute complète, lui fit 800 prisonniers, et lui prit toute son artillerie.

Au retour de la division victorieuse, Vandamme, qui, pendant l'expédition, avait ordonné la construction de quatre nouvelles batteries, pour y placer huit pièces de 24, six de 12 et deux mortiers arrivant de la place de Glogau, crut devoir instruire le gouverneur de Breslau de la défaite du prince d'Anhalt-Pless et des nouveaux moyens de destruction qu'il avait à sa disposition. On pouvait croire qu'une population de 60 à 70,000 âmes ne serait point sacrifiée à la conservation d'une place qui ne devait son salut qu'au retard des grands froids, et qui n'avait qu'une garnison de 5 à 6,000 hommes, sur laquelle même le gouverneur ne pouvait pas compter entièrement. Le général ennemi ne voulut pas croire d'abord à la sincérité du général Vandamme; cependant, mieux informé

quelques heures après par ses espions, il demanda un armistice de vingt-quatre heures, et consentit à recevoir le colonel Duveyrier, chargé de régler les articles d'une capitulation; mais celui-ci n'était pas encore dans la place, que le gouverneur de Thile, sur le prétexte frivole que l'on continuait les travaux de tranchée, rompit l'armistice et déclara que, les circonstances ayant changé, il ne voulait plus capituler.

Le général Vandamme, devinant que le gouverneur venait sans doute de recevoir quelque promesse de secours, donna des ordres pour qu'on prolongeât la tranchée de droite, de manière à défendre les nouvelles batteries et à envelopper les faubourgs jusqu'à la route de Strehlen, le terrain devenant en cet endroit d'un accès difficile par les coupures et les fossés pleins d'eau. Il ordonna aussi des coupures et des abatis entre la rivière d'Ohlau et le village de Huben, pour empêcher l'ennemi de sortir par la route d'Ohlau: le terrain entre l'Ohlau et l'Oder est une espèce de marais impraticable où il ne pouvait s'engager. En même temps il envoya le général Montbrun, avec ses trois régiments de cavalerie et trois bataillons d'infanterie légère wurtembergoise, sur le point d'Ohlau, auprès duquel se trouve un pont établi sur l'Oder. Le prince d'Anhalt-Pless s'était retiré sur Brieg, où était son point de rassemblement. Le général Montbrun pouvait, par sa position, se porter sur les flancs de ce corps ennemi, et lui couper sa retraite, de quelque côté que le prince d'Anhalt voulût s'avancer sur Breslau.

Tous les nouveaux ouvrages étaient achevés; les batteries se trouvèrent prêtes le 29 au matin, et elles tirèrent sans discontinuer. Le même jour, le général Vandamme apprit que le rassemblement du prince d'Anhalt s'était grossi au point de former un corps de 10 à 12,000 hommes. Il renvoya alors la division Minucci à Ohlau, pour renforcer ce point et appuyer le général Montbrun. Mais déjà le prince s'était mis en marche de Brieg sur Strehlen et sur la route de Schweidnitz. Se dérobant à la surveillance du général Montbrun, et surprenant même les piquets placés sur ces deux routes, il arriva à cinq heures du matin, le 30, après une marche de nuit forcée, à la hauteur de Kleinburg, où le général Seckendorf, commandant

1807. Allemagne. la division d'infanterie wurtembergeoise, avait son quartier général.

A peine le général Vandamme fut-il informé de ce mouvement, qu'il porta un bataillon bavarois, sous les ordres du colonel Duveyrier, contre le corps ennemi, et le fit soutenir par le 13e régiment de ligne français, récemment arrivé devant Breslau. Ce bataillon bavarois, un autre du 13e, une compagnie de chasseurs et un escadron de cavalerie wurtembergeoise suffirent au colonel Duveyrier pour arrêter les troupes du prince d'Anhalt, les attaquèrent ensuite, et les mirent en déroute.

Pendant ce temps le général Vandamme avait envoyé un de ses aides de camp, à travers les partis ennemis qui couraient la campagne, pour prévenir les généraux Minucci et Montbrun, dans leur position d'Ohlau, de l'attaque du prince d'Anhalt. Ils marchèrent longtemps sur le flanc de celui-ci, sans pouvoir trouver de débouchés pour l'attaquer dans ce terrain difficile et coupé de rivières, de ruisseaux et de marais ; mais enfin ils l'atteignirent dans sa retraite sur Schweidnitz, le lendemain du combat de Kleinburg. On fit, en tout, 1,800 prisonniers, et l'on prit sept pièces de canon ; mais le prince éprouva une perte réelle de 4 à 5,000 hommes, par la désertion d'une partie des paysans, qui retournèrent chez eux. Il se retira dans Schweidnitz, où le colonel Duveyrier fut le sommer de rendre les sauvegardes placées par le général Vendamme dans le pays, et qui avaient été maltraitées par ces insurgés.

Le feu de la place n'avait point cessé pendant toute cette affaire : les gardes des tranchées avaient repoussé plusieurs tentatives de sortie de la garnison, trop faible d'ailleurs pour donner de l'inquiétude. Quoique ayant compté sur un secours, le gouverneur de Breslau se persuada que le mouvement qu'il voyait autour de lui était une ruse du général Vandamme pour l'attirer hors de la place. Il se refusait toujours à croire que Glogau fût rendu, et il fallut qu'un de ses amis, auquel on accorda la permission d'entrer à Breslau pour y redemander sa femme qui s'y trouvait renfermée, l'assurât de la vérité des faits. Toutefois il différa encore de se rendre, parce que le général du génie Linden, qui était avec lui, lui représenta que ce serait

une honte d'ouvrir les portes d'une place au corps de laquelle on n'avait point fait brèche : en effet, le feu des batteries assiégeantes n'avait été dirigé que sur la ville. Enfin, le 5 janvier, il se détermina à capituler, par la crainte que le froid, devenu plus vif, ne donnât au général Vandamme les moyens de tenter un coup de main, dont il n'aurait plus été à l'abri.

1807 Allemagne.

Le général Vandamme envoya dans la place le général Hédouville, chef de l'état-major général du 9e corps d'armée (troupes alliées), pour arrêter avec le gouverneur les articles de cette capitulation.

La garnison, qui déposa les armes le 7, resta prisonnière de guerre ; les officiers seuls eurent la faculté de se retirer où bon leur semblerait, sur leur parole d'honneur de ne point servir contre la France et ses alliés jusqu'à la paix ou leur échange.

L'artillerie prussienne s'était particulièrement distinguée dans la défense de Breslau, et avait prouvé qu'elle appartenait à une bonne école ; la perte des assiégeants ne s'était cependant pas élevée au delà d'une centaine d'hommes tués ou blessés. Les officiers d'artillerie et du génie, français et bavarois, avaient fait honorablement leur devoir ; le général d'artillerie Pernetti et le colonel du génie Blein, l'un et l'autre Français, avaient dirigé les travaux du siége avec beaucoup de talent et d'activité.

L'occupation de Breslau donnait au neuvième corps de la grande armée de grandes facilités pour achever les opérations dont il était chargé en Silésie. Le prince Jérôme fit investir les autres forteresses de cette province, que l'on verra bientôt entièrement soumise.

La marche rapide des opérations militaires nous a fait négliger de parler de la situation politique de la Saxe à l'égard de la France. Toutefois, on sait déjà que, huit jours après la bataille d'Iéna, et après avoir renvoyé généreusement tous les prisonniers saxons dans leurs foyers, Napoléon avait accordé à l'électeur Frédéric-Auguste la cessation de toute hostilité. Des commandants français s'établirent à Dresde et dans les autres villes de Saxe jusqu'à la conclusion de la paix définitive, et cette

1807. Allemagne.

paix fut signée à Posen le 11 décembre. Au lieu de l'acheter par des sacrifices, l'électeur fut admis dans la confédération du Rhin, et reçut le titre de roi, avec la perspective d'un accroissement de puissance.

La maison ducale de Saxe ne fut pas moins heureuse, quoique toutes ses branches, à l'exception de celle de Gotha, eussent pris une part très-active à la guerre contre la France. En effet, le prince de Saxe-Coburg, le duc régnant et le prince héréditaire de Saxe-Weimar, servaient dans l'armée prussienne et lui avaient fourni, ainsi que les ducs de Saxe-Meiningen et Saxe-Hildburghausen, un contingent extraordinaire de troupes. La paix fut également signée avec la maison ducale, à Posen, le 15 décembre, et tous les princes qui la composaient furent admis dans la confédération.

L'empereur se montra moins généreux envers trois autres princes souverains, pareillement engagés dans la querelle de la Prusse. Le vieux duc de Brunswick était mort, au commencement de novembre, dans un misérable village près d'Altona, moins de ses blessures que du chagrin de voir la monarchie prussienne renversée en un seul jour, non loin des champs de Rosbach, si glorieux pour lui, et lui-même et ses enfants privés de ses États. L'électeur de Hesse-Cassel, George-Guillaume, et le prince de Nassau-Fulde, furent aussi déchus de leurs souverainetés par déclaration formelle de Napoléon.

Suite des opérations militaires en Silésie et dans le nord de l'Allemagne; invasion de la Poméranie suédoise par le maréchal Mortier; les hostilités recommencent en Pologne; combat de Mohrungen; combats de Passenheim, de Bergfried, de Deppen, de Hof; bataille de Preussisch-Eylau, etc. — L'établissement des quartiers d'hiver dans lesquels l'armée française était entrée au commencement de l'année avait été nécessité par les seuls obstacles de la saison, et sans qu'aucune convention patente ou tacite existât à cet égard entre les puissances belligérantes. Leur durée était donc subordonnée, pour ainsi dire, à la volonté des généraux russes, et les soldats, dans leurs cantonnements, avaient ordre de se tenir sur le *qui vive*. On devait s'attendre que les hostilités, suspendues par le fait entre les deux armées française et russe, recommence-

raient au premier moment : la première, fatiguée d'un repos pendant lequel elle éprouvait de pénibles privations, attendait impatiemment l'occasion de nouveaux triomphes, qui amèneraient peut-être son retour dans des contrées plus riantes et plus abondantes que la Pologne.

Cependant les corps qui étaient restés en arrière de la ligne continuaient de suivre le cours de leurs opérations.

Après la perte de Breslau, il ne restait plus au roi de Prusse que les places de Schweidnitz, Neisse, Glatz, Kosel, Silberberg et Brieg, en Silésie, Graudentz, Kœnigsberg, Elbing, Stargard, Colberg, Memel, Dantzig et le fort de Weichselmünde, sur la Vistule et la mer Baltique. De ces places, Kœnigsberg, capitale de la Prusse orientale, présentait si peu de ressources défensives, que le roi de Prusse et sa cour, ne s'y croyant pas en sûreté, se réfugièrent, comme nous l'avons dit, à Memel, que son éloignement et l'état de ses fortifications mettaient plus à l'abri d'un coup de main.

Le neuvième corps d'armée, commandé par le prince Jérôme, achevait, ainsi qu'on l'a vu, de réduire les places de la Silésie. Une partie des troupes employées au siége de Breslau s'était portée sur Brieg, principal entrepôt et refuge des bandes du prince d'Anhalt-Pless. Le 11 janvier, au bout de cinq jours d'investissement, le commandant de cette place demanda à capituler, quoiqu'il eût encore à sa disposition des magasins considérables de vivres et de munitions. Il obtint à peu près les mêmes conditions que le gouverneur de Breslau.

Les divisions de troupes alliées qui formaient le 9e corps de la grande armée furent ainsi réparties après la reddition de Brieg : la division du général Deroi eut la double destination de couvrir et de faire le siége de Kosel ; la seconde, commandée par le général Minucci, qui remplaçait momentanément le général de Wrede, resta cantonnée à Breslau et dans les environs ; la brigade de cavalerie aux ordres du général Lefebvre-Desnouettes occupa Strehlen et le pays qui entoure cette petite ville (ces troupes étaient le contingent de la Bavière) ; la division d'infanterie et la brigade de cavalerie wurtembergeoises, commandées par les généraux Seckendorf et Montbrun, sous les ordres du général Vandamme, furent employées au

1807. Allemagne.

siége de Schweidnitz: la première était directement chargée de cette opération, que la seconde devait couvrir. Le prince Jérôme, que Napoléon voulait absolument mettre en évidence, fut chargé par lui du gouvernement général de la Silésie, et de visiter fréquemment tous les points occupés par ses troupes. Sur les côtes de la Baltique, le maréchal Mortier, dont les troupes (huitième corps) formaient l'extrémité gauche de la ligne occupée par la grande armée, s'était avancé par le Mecklenbourg vers la Poméranie suédoise. A son approche, toutes les troupes suédoises qui occupaient la frontière de cette province se retirèrent sur Stralsund, qui en est la capitale, et dont la garnison se trouva ainsi renforcée successivement. Ces troupes, déjà découragées par les échecs qu'elles avaient essuyés à Rostock, Wismar et Lübeck, prenaient, dans leur retraite, la précaution de rompre tous les ponts, afin de retarder la marche de leurs adversaires.

Les généraux avaient laissé des détachements de distance en distance, pour être plus promptement avertis du moment où les Français passeraient la rivière de Peene, qui fait la limite entre les deux Poméranies suédoise et prussienne; ces détachements étaient chargés d'allumer des signaux destinés à répandre l'alarme dans l'intérieur. L'exécution prématurée de cette mesure ne tarda pas à donner une fausse alerte. Une patrouille s'étant approchée en vue du détachement le plus voisin de la Peene, celui-ci donna aussitôt le signal convenu, qui fut répété avec une étonnante rapidité. Les troupes suédoises et les habitants crurent que le maréchal Mortier, alors à Anklam, se portait directement sur Stralsund; et, d'après le bruit qui se répandit qu'il n'était déjà plus qu'à quelques lieues de cette place, le général Essen, qui en était le gouverneur, fit garnir de son infanterie tous les ouvrages extérieurs, et les canonniers se rendirent à leurs pièces sur les remparts. Les habitants de la campagne, épouvantés par le faux récit des excès commis par les troupes françaises, s'étaient déjà réfugiés dans Stralsund; cependant le maréchal Mortier, qui connaissait l'état de la place et la force de sa garnison, ne songeait point à l'attaquer. Il venait d'apprendre que la garnison prussienne de Colberg, libre de ses mouvements parce que cette place ne se trouvait point

Grunhoffchen
lthoff
Route
Nord
dditten
Route d'Heilsberg
Rte de Kœnigsberg
Zehxen
Rothenen
Schmoditten
Route de Bartenstein
Serpallen
Solvein
Kuschitten

PLAN
DE LA BATAILLE
de
PREUSCH-EYL

encore bloquée, poussait des partis jusque sur la rive droite de l'Oder. Pour mettre un frein à ces fréquentes excursions, Mortier détacha d'Anklam un bataillon du 2e régiment d'infanterie légère sur Usedom dans la Poméranie suédoise, et sur l'île de Wollin, située à l'embouchure de l'Oder et appartenant à la Prusse. Trois compagnies prirent poste à Wollin et y furent attaquées, le 6 janvier, à l'instant même de leur arrivée, par un détachement de cette même garnison de Colberg, fort de 1,000 hommes, 150 chevaux et 4 pièces de canon. Une partie de l'infanterie était venue en bateaux par le canal de Divenow, pour investir la ville, tandis que la cavalerie y entrait au galop après avoir culbuté les faibles avant-postes français.

Mais les trois compagnies du 2e léger étaient sur leurs gardes et elles ne s'effrayèrent point du nombre de leurs adversaires. Elles marchèrent sur eux au pas de charge au moment où ils entraient dans la ville, et les en chassèrent avec perte de leur artillerie et de 100 prisonniers. Les quatre pièces furent braquées sur deux grandes barques chargées de fuyards et qui coulèrent bas. Les rues où les Prussiens avaient pénétré étaient couvertes de leurs morts, et ils avaient abandonné bon nombre de blessés, parmi lesquels se trouva le major qui commandait les 150 cuirassiers prussiens du régiment de Bailloz, et qui mourut, quelques jours après, de ses blessures.

Deux heures après l'affaire, les trois autres compagnies du bataillon français entrèrent dans Wollin, et leur arrivée mit ce poste à couvert de toute surprise. On y manquait d'artillerie avant l'attaque des Prussiens, parce que la crue des eaux de l'Oder avait empêché qu'on en conduisît par Usedom et Swienemünde; mais l'ennemi y avait pourvu, comme on vient de le voir. Les quatre pièces du détachement venu de Colberg furent mises en batterie sur les points convenables. Le combat de Wollin fit beaucoup d'honneur au chef de bataillon Armand, qui commandait les braves du 2e d'infanterie légère.

Le succès de cette petite expédition en imposa aux différents partis qui rôdaient dans le pays et infestaient les routes. Le général Victor, que l'empereur destinait à conduire le siége de Dantzig avec un nouveau corps d'armée, et qui se rendait à

1807. Allemagne.

Stettin, accompagné d'un seul aide de camp et d'un domestique, fut enlevé quelques jours après par un détachement de 25 chasseurs à cheval.

Le maréchal Mortier s'occupa ensuite du soin d'envahir la Poméranie suédoise pour resserrer la place de Stralsund, sans toutefois en tenter le siége. Le général Dupont, cantonné près de Demmin, eut ordre de faire passer sa division sur la Peene alors entièrement prise par les glaces, et de rétablir le pont que les Suédois avaient rompu, afin que la cavalerie et l'artillerie pussent suivre le mouvement de l'infanterie. Le maréchal partit avec les troupes qu'il avait à Anklam et se porta en avant. Les feux d'alarme reprirent aussitôt leur activité; mais ils n'empêchèrent point les Français de s'emparer des postes de Volgast, de Greifswald et de Grimm. L'ennemi ayant voulu tenir à Greifswald, on avait été obligé de jeter quelques obus dans cette ville murée. Le 2ᵉ d'infanterie légère passa les fossés sur la glace et escalada les remparts. Il y avait eu également, à Grimm, un petit engagement à l'avantage des Français. Quelques troupes suédoises s'étaient retranchées sur les hauteurs de Reikenhagen; mais elles en furent promptement délogées par les troupes de la division Grandjean, que le feu de l'artillerie ennemie ne put arrêter. Le gouverneur de Stralsund, justement alarmé des progrès des corps français, fit raser les faubourgs de cette place; celui de Knieper était d'une beauté remarquable.

Vers le même temps, les Français s'occupaient des préparatifs du siége de Dantzig; le corps d'armée qui devait en être chargé se réunissait. Ces troupes, qui se composaient alors du contingent du grand-duc de Bade et du corps polonais déjà organisé, ne tardèrent pas à se mettre en mouvement pour s'approcher de la ville qu'elles avaient mission de réduire, et elles chassèrent devant elles, chemin faisant, les partisans qui couraient le pays. L'avant-garde, formée de la brigade polonaise du général Kosiusky, faisant partie de la division aux ordres du général Dombrowski, prit poste à Stolpe, pour couper la communication de Colberg avec Dantzig.

Pour seconder ce mouvement, le maréchal prince de Ponte-Corvo marcha sur Elbing, qu'il occupa ainsi que tout le pays

que baigne la Baltique dans cette partie de la Prusse orientale. Le général Drouet avait fait, à Christburg, trois cents prisonniers du régiment de Courbières.

1807. Allemagne.

Quoique l'armée française eût, par le nombre et la valeur des troupes qui la composaient, une supériorité qui lui assurait de grandes chances de succès, l'empereur n'avait cependant point cessé de redoubler de précautions pour rendre sa situation encore plus menaçante et accroître la confiance des soldats. Une reconnaissance exacte du théâtre actuel de la guerre l'avait convaincu de la difficulté d'opérer dans un pays coupé comme la Prusse orientale et la partie de la Pologne qui touche au duché de Lithuanie; mais, sous un autre rapport, les Russes, retirés sur les points que nous venons d'indiquer, pouvaient, à l'aide d'une surprise, pénétrer jusqu'à la Vistule et prendre à revers l'armée française. Pour parer à ce dernier inconvénient, le monarque français avait pris le parti d'établir une ligne de défense sur ce fleuve et de la prolonger jusqu'à la mer Baltique, en s'approchant le plus près possible de Kœnigsberg. Les travaux de cette ligne de défense, déjà commencés dès les premiers moments du passage sur la rive droite, avaient été perfectionnés depuis avec autant de soin que de célérité. 6,000 hommes avaient travaillé sans relâche au camp retranché devant Praga, et en avaient fait un poste presque inexpugnable. Il se composait de trois lignes assez developpées pour contenir 50 à 60,000 hommes. Les ouvrages devant Zakroczyn, sans être de la même importance, ne présentaient pas moins de ressources. Les différentes villes situées sur la Vistule, comme Wyszogrod, Plock, Dobrzyn, Bobrownik, etc., en descendant jusqu'à Thorn, et surtout chacun des points qui pouvaient faciliter le passage du fleuve, étaient également fortifiés. Les troupes bordaient la rive droite, et les avant-postes s'étendaient sur le Bug, la Narew et la petite rivière d'Orezyc.

C'est dans ces ouvrages et sur cette ligne que l'armée française prit, pendant presque tout le mois de janvier, un repos qui lui était devenu nécessaire après les marches et les travaux qu'elle avait faits depuis l'ouverture de la campagne de Prusse. La proximité des avant-postes des deux armées n'avait occasionné que quelques escarmouches insignifiantes pour l'une

1807. Allemagne.

comme pour l'autre; mais, vers la fin du mois, il se fit des deux côtés des mouvements qui semblaient présager des engagements plus sérieux; ceux des Russes annonçaient même un vaste plan d'offensive.

Pologne.

Les généraux ennemis avaient repris une certaine confiance depuis qu'ils avaient vu l'empereur refuser de les suivre dans leur retraite et s'arrêter au milieu de ses avantages. Loin d'attribuer cette conduite aux motifs sages qui l'avaient dictée, ils supposèrent que la crainte avait seule engagé le chef de l'armée française à se cantonner sur la Vistule, et pensèrent qu'il leur serait facile de couper l'aile droite de l'armée française, en faisant une trouée jusqu'au fleuve qu'ils se proposaient de passer au-dessous de Thorn, et de se porter ensuite sur la Peene, pour rétablir, par cette manœuvre, le théâtre de la guerre dans le voisinage des places qui tenaient encore et qu'ils se flattaient de délivrer.

Le 14 janvier, tandis que le maréchal Bernadotte quittait les environs de Mlawa pour se porter à Elbing, par une marche de flanc, le maréchal Ney crut devoir la couvrir en menaçant Kœnigsberg; son avant-garde arriva le même jour entre Schippenbeil et Heilsberg, la droite de son corps d'armée à Bischofstein et la gauche à Mohrungen. L'empereur, instruit à temps de cette imprudente excursion, blâma sévèrement ce maréchal d'avoir, par un mouvement inconsidéré et sans ordre, attiré l'ennemi sur les routes de Kœnigsberg et de Bischofstein, et lui ordonna de rentrer dans ses premières positions. En effet l'armée alliée, forte de 80,000 hommes, était partie le dix-huit des environs d'Arys. Elle atteignit le 21 Bischofstein, tandis que le corps du général Lestocq, renforcé de trois bataillons russes, marchait de Barthen à Schippenbeil, à la hauteur et à dix lieues de Kœnigsberg. Le 24, cette armée arriva à Heilsberg.

Au premier avis de la marche en avant de l'armée russe, Napoléon devina en partie ce plan d'attaque, et envoya au maréchal prince de Ponte-Corvo l'ordre de faire un mouvement rétrograde, afin d'encourager les Russes dans l'exécution de leurs desseins. Une forte colonne de cavalerie ennemie conduite par le prince Gallitzin s'était présentée le 24 devant Liebstadt pour attaquer ce poste occupé par le 4ᵉ régiment de hussards,

deux compagnies de voltigeurs soutenus par 100 dragons. Enveloppés par des forces supérieures, ils furent presque tous pris ou tués. Les 100 dragons furent entièrement détruits.

1807. Pologne.

Le maréchal quitta Elbing, réunit ses troupes, dont la ligne s'étendait depuis Christburg jusqu'à Braunsberg, près de l'embouchure de la Passarge, et se porta, le 25, avec la division du général Drouet, sur Mohrungen, où il rencontra les Russes qui attaquaient le général Pacthod, détaché dans ce poste avec le 8e régiment de ligne. Les Russes commandés par les généraux Markoff et Anrepp, au nombre d'environ 16 à 17,000 hommes, suspendirent cette attaque à l'arrivée de la colonne française; leur cavalerie couronna les hauteurs qui environnent Mohrungen, tandis que l'infanterie filait par derrière pour attaquer la division Drouet par sa droite; mais le maréchal prince de Ponte-Corvo prévit ce dessein, et attaqua lui-même. Pendant qu'il formait sa ligne, il envoya un bataillon du 9e régiment d'infanterie légère contre le village de Pfarrersfelde, occupé par trois bataillons russes et six pièces d'artillerie. En entendant le feu de cette attaque, le général ennemi envoya trois autres bataillons au soutien des premiers, et le maréchal, dont la ligne achevait de se former, fit également avancer deux bataillons pour appuyer celui du 9e; l'action devint très-vive : l'aigle ou drapeau du 9e tomba un moment au pouvoir des Russes. Les soldats, furieux de l'affront que cette perte allait imprimer à leur corps, se jetèrent avec la plus grande impétuosité dans les rangs ennemis, et ressaisirent leur enseigne, qui eût été pour ces braves une perte irréparable.

Le 8e régiment de ligne, de la division Rivaud, les 27e d'infanterie légère et 94e de ligne, de la division Drouet, formés en ligne par le maréchal prince de Ponte-Corvo, abordèrent alors la ligne russe en position sur les hauteurs de Mohrungen, et ne commencèrent leur feu qu'à bout portant, pendant que le général Dupont, à la division duquel appartenait le 9e d'infanterie légère, débouchait par la route de Preussisch-Holland, village qui est à moitié chemin d'Elbing à Mohrungen. La droite de l'ennemi se trouvant tournée par ce dernier mouvement, un bataillon du 32e se précipita sur les Russes, et acheva de

1807. Pologne.

porter le désordre dans leurs rangs, déjà ébranlés par l'attaque faite sur leur front.

L'ennemi souffrit beaucoup dans ce combat, à la suite duquel il tenta une charge de cavalerie très-bien conduite, mais que la fermeté du 19[e] régiment de dragons, commandé par le colonel Saint-Geniez, contribua à rendre inutile. L'infanterie française, par la vigueur de son feu, fit tourner bride aux cavaliers russes, qui, chargés à leur tour par le 19[e] de dragons, eurent 50 hommes et un colonel-commandant faits prisonniers : la nuit seule mit fin à la poursuite de la troupe vaincue. 1,000 Russes, infanterie et cavalerie, s'étaient jetés dans Mohrungen, qu'ils avaient trouvé sans défense, parce que le général Pacthod, chargé de la garde de ce poste, s'était porté en avant pour prendre part à l'action. Un bataillon du 8[e] régiment, envoyé par le maréchal, y rentra au pas de charge, et massacra tout ce qui voulut lui opposer de la résistance; le 5[e] de chasseurs à cheval poursuivit le reste, sabra un grand nombre de fuyards, et fit encore un colonel prisonnier.

Cette affaire était d'autant plus glorieuse pour les troupes du maréchal Bernadotte, qu'une partie d'entre elles, et notamment celles du général Dupont, avaient fait seize lieues pour arriver sur le champ de bataille, et que ces forces s'élevant à peine à 8,000 hommes en avaient eu plus de 16,000 à combattre. La perte éprouvée par les Russes fut de 1,000 hommes hors de combat, au nombre desquels se trouva le général Anrepp, emporté par un boulet. Les Français perdirent 7 à 800 hommes tués ou blessés. L'infanterie française avait donné dans cette journée de nouvelles preuves de sa constance à surmonter tous les obstacles. Malgré les fatigues d'une marche longue et pénible, elle gravit avec ardeur des collines coupées à pic pour arriver sur l'ennemi; des défilés et le feu de dix-huit pièces de canon en batterie sur les hauteurs de Mohrungen ne l'arrêtèrent point; la cavalerie partagea avec cette infanterie la gloire de la journée par la résistance qu'elle opposa aux efforts de la nombreuse cavalerie russe et les charges brillantes qu'elle entama. Enfin, soldats, officiers et généraux avaient rivalisé de zèle et d'intrépidité. 400 prisonniers et deux pièces d'artillerie, dont un obusier, furent le résultat matériel de ce combat, qui procurait

d'ailleurs des avantages importants pour le moment : il arrêtait l'ennemi au commencement de sa marche, l'étonnait par un succès inattendu, et détruisait en quelque sorte l'espoir conçu par le général en chef russe de surprendre l'armée française.

Le prince de Ponte-Corvo resta à Mohrungen jusqu'à deux heures de l'après-midi du lendemain, et ne fit son mouvement sur Liebemühl, pour se rapprocher des troupes du maréchal Ney, que lentement et après avoir pris toutes les mesures nécessaires pour l'évacuation de ses blessés. Le 28 il prit position à Löbau, en avant de la Drewenz, s'attendant à voir venir l'ennemi par Osterode. Il y fut renforcé par la division de cuirassiers du général d'Hautpoul, qui cantonnait dans les environs de Strasburg. La marche rétrograde du premier corps d'armée devait se continuer jusqu'à Thorn, afin d'attirer les Russes de plus en plus sur la Vistule; mais l'officier d'état-major qui portait au prince de Ponte Corvo l'ordre de marche de l'armée, où le projet de l'empereur était développé, fut pris par les cosaques; et comme il n'eut pas le temps de déchirer ses dépêches, le général en chef ennemi connut le danger qui menaçait son armée, et arrêta le mouvement qu'elle opérait.

La retraite du maréchal Bernadotte sur Liebemühl n'avait pas été inquiétée. L'avant-garde russe entra à Mohrungen, et Bennigsen fit prendre des quartiers à son armée aux environs de cette ville. Une division marcha à Guttstadt, une autre occupa Allenstein et Osterode, et de forts détachements furent postés depuis Löbau jusqu'à Deutsch-Eylau, pour couvrir l'aile droite. Le corps du général Lestocq, cantonné d'abord à Rosenberg, s'avança le 31 janvier jusqu'à Freystadt, occupa Marienwerder et se mit en communication avec Graudenz qu'il débloqua. Bennigsen, persuadé que l'ennemi avait abandonné la rive droite de la Vistule, crut devoir assurer la subsistance de ses troupes et leur procurer quelques jours de repos avant de commencer ses opérations sur la rive gauche de ce fleuve. Cependant tout était déjà en mouvement sur la ligne de la Vistule. Napoléon avait quitté Varsovie dans la nuit du 29 au 30 janvier, sous le simple prétexte de visiter ses cantonnements, et ses ordres, communiqués de proche en proche aux différents corps,

1807. Pologne.

portaient ceux-ci, insensiblement et sans éclat, vers les points assignés pour la formation d'une nouvelle ligne de bataille. La garde impériale suivait le mouvement de l'empereur, tandis que les autres troupes s'ébranlaient ainsi de toutes parts. Les gelées avaient rendu les chemins beaucoup plus praticables pour l'artillerie.

L'armée française acheva de lever ses quartiers d'hiver. Le cinquième corps, mis sous les ordres du général Savary pendant l'absence du maréchal Lannes, alors malade à Varsovie, fut chargé de la défense du haut Bug et de la Narew, et se rendit à Brok, sur la première de ces deux rivières, le 31 janvier. Le troisième corps (celui du maréchal Davoust) opéra sa réunion à Myszyniec; le quatrième (maréchal Soult), à Willenberg, sur l'Omulew; le sixième (Ney) et la réserve de cavalerie, à Gilgenburg; et le septième (Augereau), à Neidenburg, près des sources de la Wkra, entre Gilgenburg et Willenberg. L'empereur arriva le même jour, 31 janvier, dans ce dernier village, et la garde impériale prit poste derrière le quatrième corps, en avant du village de Chorzel. Pendant ce temps, le maréchal prince de Ponte-Corvo avait évacué Löbau pour se porter en arrière sur Strasburg; tandis que le maréchal Lefebvre réunissait le dixième corps à Thorn, pour la défense de cette ville, pour parer à tous les événements qui pouvaient survenir sur la rive gauche de la Vistule et se préparer à faire le siége de Dantzig.

Toutes les mesures étant prises, l'empereur ordonna un mouvement en avant de la nouvelle ligne, qui commença à s'ébranler dans la journée du 1er février. Le grand-duc de Berg rencontra une avant-garde à quelque distance de Willenberg, dans la direction d'Ortelsburg, où la droite de l'ennemi était en force. Il fit charger cette troupe par plusieurs colonnes de sa cavalerie, la culbuta, et entra dans Passenheim à la suite de cet engagement. Le maréchal Davoust prit position le lendemain à Ortelsburg, que le maréchal Soult, parti de Myszyniec, dépassa pour se porter sur Allenstein, à la suite de la cavalerie du grand-duc de Berg, qui y était arrivé dans la matinée. Le corps du maréchal Augereau parvint, le 3, à cette même destination d'Allenstein.

Le 3, au matin, l'aile droite de l'armée ennemie, qui avait rétrogradé en toute hâte en se voyant tournée par son flanc gauche et sur le point d'être jetée sur cette même Vistule qu'elle se proposait de passer d'une tout autre manière, parut rangée en bataille, sa gauche appuyée au village de Mondtken, sur la rive gauche de l'Alle, la droite vers la rive droite de la Passarge, dans la direction des lacs d'Osterode, et son centre à Jonkowo, couvrant la grande route de Liebstadt. L'empereur se porta au village de Gettkendorf, vis-à-vis du centre de la ligne ennemie, et forma la sienne en plaçant le corps du maréchal Ney à gauche, celui d'Augereau au centre, celui de Soult à droite, et la garde impériale en réserve. Le maréchal Soult reçut l'ordre de se porter sur le chemin de Guttstadt, et de s'emparer du pont de Bergfried sur l'Alle, pour tourner l'ennemi par sa gauche, manœuvre qui, si elle réussissait, donnait à la bataille un caractère décisif. Le maréchal Davoust, qui marchait sur Wartenburg avec la division Friant, reçut l'ordre de se diriger sur Spiegelberg.

Le maréchal Soult était précédé par la brigade de cavalerie légère du général Guyot qui poussa jusqu'à Guttstadt, où il prit une partie des bagages de l'ennemi, leurs magasins et leurs hôpitaux. Le maréchal se porta sur le pont de Bergfried avec les deux divisions Leval et Legrand. L'ennemi, connaissant toute l'importance de ce poste, y avait placé douze bataillons et quinze pièces de canon sous les ordres du général-major Kamenski. La canonnade s'engagea à trois heures après midi. Le 24e d'infanterie légère et le 4e régiment de ligne abordèrent l'ennemi les premiers et combattirent avec leur valeur accoutumée. Ces deux régiment seuls, soutenus par un bataillon du 28e en réserve, suffirent pour déposter l'ennemi : le pont fut franchi au pas de charge ; les douze bataillons russes furent enfoncés, perdirent quatre pièces de canon, et couvrirent le champ de bataille de morts et de blessés. Les deux régiments qui formaient la seconde brigade de la division Leval étaient derrière le 4e de ligne et le 24e d'infanterie légère, et ne se déployèrent point, malgré leur impatience d'en venir aux mains. L'ennemi, déjà en déroute, abandonnait alors toutes ses positions.

Pendant cette attaque du maréchal Soult sur Bergfried, la

1807. Pologne.

troisième division, commandée par le général Saint-Hilaire, chassait l'ennemi du village de Jonkowo; le maréchal Ney s'emparait d'un bois où les Russes avaient appuyé leur droite; le grand-duc de Berg, avec une division de dragons, balayait la plaine, afin d'éclairer le devant de la position française. L'ennemi, dans ces dernières attaques, perdit une centaine de prisonniers. La nuit surprit ainsi les deux partis en présence, et les Russes en profitèrent pour opérer leur retraite sur Wolfsdorf, ne laissant qu'une arrière-garde de leur droite, de leur centre et de leur gauche.

L'empereur avait espéré livrer une bataille générale le 4 au matin, dans laquelle les corps des maréchaux Soult et Davoust devaient agir contre le flanc gauche et sur les derrières de l'armée russe. Trompé dans son attente par la retraite de Bennigsen, il fit pousser avec vigueur ses arrière-gardes, de telle sorte que Ney arriva le soir à Schlitt, la cavalerie à Deppen, et que les autres corps furent poussés jusque entre Heiligenthal, Ankendorf et Rosengart. Le lendemain, 4 février, une division du maréchal Davoust avec sa cavalerie légère se porta à Guttstadt; la seconde division avec les troupes des maréchaux Augereau et Soult marchèrent à Freymarkt, ce qui détermina Bennigsen à se replier sur Frauendorf. Le maréchal Ney se porta dans la direction de Liebstadt pour arrêter la marche du général Lestocq qui cherchait à opérer sa jonction.

Le même jour, le général Lasalle, ayant poussé en avant avec sa division de cavalerie légère, se trouva en présence d'une ligne de cosaques et d'autre cavalerie ennemie, qui fit mine de vouloir tenir. Le grand-duc de Berg forma alors sa réserve et s'avança pour reconnaître ses adversaires. Après une légère canonnade, les Français marchèrent sur les Russes, qui ne les attendirent point et furent menés battant pendant plusieurs lieues. Quelques escadrons furent culbutés, mais les difficultés du terrain empêchèrent la cavalerie française de tirer un plus grand parti de cette poursuite, qui se termina à quatre heures du soir au village de Deppen, où le général Lasalle passa la nuit avec sa division. L'empereur coucha au village de Schlitt.

Le 5, l'armée française était réunie à Deppen. L'empereur fut informé qu'une colonne ennemie, n'ayant pas traversé la

Passarge [1], se trouvait débordée, tandis que le gros de l'armée rétrogradait toujours sur Arensdorf et Landsberg. Il donna l'ordre au grand-duc de Berg, au maréchal Soult et au maréchal Davoust, qui avait suivi le mouvement des autres corps par Allenstein, de poursuivre l'ennemi dans la direction d'Arensdorf, et au maréchal Ney de marcher avec ses divisions et la cavalerie du général Lasalle, et une division de dragons, pour attaquer la colonne ennemie, qui n'était autre que la division prussienne du général Lestocq, cherchant à rejoindre l'armée russe.

Le grand-duc de Berg, arrivé sur les hauteurs de Waltersdorf, au-dessus de Deppen, se trouva en présence d'un corps d'environ 6,000 hommes de cavalerie destiné à l'arrêter et à protéger la marche et la jonction de la division prussienne. Il ordonna plusieurs charges, qui déterminèrent la retraite de ce corps ennemi.

Le général Lestocq, qui avait reçu, le 2 février, l'ordre de partir de Freystadt, était arrivé le lendemain à Osterode, par Deutsch-Eylau. Il fut ensuite dirigé sur Arensdorf, Mohrungen et Liebstadt, d'où il repoussa une avant-garde française, et continua sa marche, sans s'arrêter, jusque entre Wormditt et Mehlsack. Pour couvrir ce mouvement à droite, cinq bataillons et dix escadrons avaient été dirigés par Waltersdorf, où le maréchal Ney les atteignit en avant de la Passarge. Le général Lestocq voulut se frayer un passage, mais sa troupe, culbutée au pas de charge, fut mise dans une déroute complète et abandonna canons et bagages ; ce qui resta de la cavalerie s'enfuit à Mohrungen ; plus tard ces débris se retirèrent à Braunsberg : 2,000 prisonniers et seize pièces de canon tombèrent au pouvoir du vainqueur.

Le général Lestocq ne chercha pas à soutenir son avant-garde, qu'il sacrifia pour le salut du reste de son corps de troupes. Il continua sa marche et arriva le même jour à Schlo-

[1] Le bulletin officiel commet ici une erreur topographique. Il dit que cette colonne, n'ayant pas encore passé l'Alle, se trouvait ainsi débordée par la gauche de l'armée française; mais celle-ci était à Deppen sur la Passarge, et la colonne russe n'avait pas besoin de passer l'Alle pour rejoindre le gros des troupes qui étaient toujours sur la rive gauche de cette rivière.

1807. Pologne.

dien. Le maréchal Ney, continuant sa poursuite, se porta à Liebstadt et le lendemain à Wormditt. Le grand-duc de Berg, qui, depuis le combat de Waltersdorf, avait poursuivi la cavalerie ennemie par Arensdorf et Open, se réunit au corps du maréchal Soult, à Freymarkt entre l'Alle et la Passarge, où ce maréchal était arrivé dans la nuit du 5. L'empereur porta le même soir son quartier général à Arensdorf. Celui de Bennigsen était à Heilsberg. Dans la nuit du 5 au 6, l'armée russe se porta à Landsberg. Une division resta à Heilsberg.

L'armée russe venait de perdre, par ces mouvements, une partie de ses communications; ses dépôts de Liebstadt et de Guttstadt et ses magasins sur l'Alle avaient été enlevés par la cavalerie légère. Les généraux Victor Latour-Maubourg et Gardanne, les colonels Fitteau, Lauberdière et Boyeldieu furent blessés dans les différents combats dont nous venons de rendre compte.

L'armée française se remit en marche le 6 au matin pour suivre l'ennemi. Le grand-duc de Berg, les maréchaux Soult et Augereau et toute la garde impériale se portèrent sur Landsberg, le maréchal Davoust sur Heilsberg, le maréchal Ney sur Wormditt, pour empêcher la colonne coupée à Deppen, et en partie culbutée, de s'élever à cette hauteur. L'empereur se rendit à Freymarkt, point d'intersection des différentes routes suivies par ses corps d'armée.

En arrivant à Heilsberg, le maréchal Davoust fit établir quelques batteries sur les hauteurs qui dominent cette petite ville à la rive droite de l'Alle, et jeta un pont au faubourg d'Amt-Heilsberg, sur lequel passa le 13e de ligne, de la division Morand, qui attaqua la ville par la rive gauche. En même temps, le 17e régiment attaquait le faubourg, qu'il emporta, et pénétra dans la ville. Les Russes se retirèrent en bon ordre par la route de Landsberg sur laquelle ils furent poursuivis par la division Friant. Les chasseurs de la brigade du général Marulaz chargèrent l'arrière-garde, qui fut coupée de la colonne qu'elle couvrait et fut en partie prise. Les Russes perdirent, dans ce premier combat de Heilsberg, une centaine d'hommes tués et 1,200 prisonniers. La perte des Français ne s'éleva qu'à 20 hommes tués et 100 blessés.

Murat trouva l'arrière-garde russe entre les villages de Gross-Glandau et de Hof, et la fit charger sur-le-champ. L'ennemi déploya alors plusieurs lignes de cavalerie pour soutenir cette arrière-garde, composée de douze bataillons d'infanterie légère, ce qui détermina le grand-duc à faire de nouvelles dispositions. Il ordonna d'attaquer successivement la droite et la gauche des Russes, appuyées à un mamelon et à un bois. Les dragons du général Klein et les cuirassiers du général d'Hautpoul, en chargeant avec leur fermeté ordinaire, culbutèrent et sabrèrent deux régiments d'infanterie légère russe. Les colonels, la plupart des officiers et soldats, les drapeaux et les canons de ces régiments furent pris. L'armée ennemie s'ébranla alors pour soutenir son arrière-garde, mais le maréchal Soult était arrivé, suivi du maréchal Augereau, qui prit position sur la gauche ; le village de Hof fut occupé. L'ennemi, sentant toute l'importance de cette dernière position, fit avancer une colonne de dix bataillons pour la reprendre. Le grand-duc de Berg fit exécuter une seconde charge par les cuirassiers de la division d'Hautpoul. Ce général prit la colonne russe en flanc, et la mit dans le plus grand désordre, en lui sabrant une quantité considérable d'hommes. La nuit mit fin à ce combat, prélude d'une lutte bien plus sérieuse qui se préparait pour les deux jours suivants. L'ennemi profita des ténèbres pour continuer son mouvement rétrograde, laissant sur le champ de bataille près de 2,000 hommes tués, blessés et prisonniers.

Pendant ce temps, le maréchal Ney poursuivait le corps de Lestocq qui se retirait par Eichholz sur Hussehnen. La poursuite fut si rapide que le général prussien, arrivé le 7 près de Bornheim, ne put exécuter l'ordre qu'il reçut dans la nuit de joindre l'aile droite de Bennigsen à Althof. Parti le lendemain à huit heures du matin pour atteindre sa destination par Wakern, Schlautinen et Görken, il se heurta près de Wakern avec une colonne française, ce qui le força de prendre le chemin de Pompiken ; mais, protégé par quelques détachements envoyés à sa rencontre, il parvint enfin à Althof, où il arriva après midi, par Leissen et Grawentin, avec seulement neuf bataillons et vingt-neuf escadrons, ayant envoyé déjà d'avance des détachements à Mahnsfeld, à Wittenberg et à Mühlhausen pour

1807. Pologne.

couvrir Kœnigsberg, et sa réserve ayant été laissée à Hussehnen.

Le corps prussien se composait alors de 7,600 hommes; l'armée russe comptait cent vingt-six bataillons, cent quatre-vingt-quinze escadrons et vingt et une batteries, en tout 78,000 combattants. L'armée française, compris les corps des maréchaux Davoust et Ney, était composée de cent dix-huit bataillons et cent quarante-huit escadrons, environ 68,500 combattants. Le prince de Ponte-Corvo, averti trop tard, ne quitta sa position de Strasburg que le 4 février au soir; il n'arriva que le 6 à Osterode, à trois marches en arrière, et ne put prendre part aux opérations de l'armée.

Le général Bennigsen, n'ayant pu reprendre la position de Hof, mit son armée en marche à l'entrée de la nuit. Elle arriva le 7 au matin à Preussisch-Eylau, petite ville sur la route de Kœnigsberg, qu'elle dépassa, en laissant en arrière-garde, en deçà de la ville, un corps d'environ 15,000 hommes, commandé par le prince Bagration et composé des brigades des généraux Markoff, Baggowut, Barklay de Tolly, et de quelques détachements de cavalerie. Forcé enfin d'accepter une bataille que jusqu'alors il avait évitée en sacrifiant ses arrière-gardes, Bennigsèn forma son infanterie sur deux lignes sur les hauteurs au delà d'Eylau, la droite au village de Schmoditten et la gauche à Serpallen. Sa cavalerie fut placée sur les ailes et derrière l'infanterie. L'artillerie était réunie par grandes batteries de quarante à cinquante pièces.

Le 7, à la pointe du jour, l'avant-garde française se mit en marche et rencontra l'arrière-garde russe entre les bois de Schwechen, Tenknittin et Preussisch-Eylau, occupant, à un quart de lieue de cette ville, un plateau qui défend le débouché de la plaine où elle est située.

Le maréchal Soult ordonna aux 46e et 18e régiments de ligne d'enlever cette position : trois régiments ennemis qui la gardaient en furent chassés; mais dans le même temps une colonne de cavalerie chargea l'extrême gauche du 18e de ligne et mit en désordre un des bataillons de ce régiment. Le général Klein s'aperçut à temps de ce léger échec, et chargea, à son tour, la colonne de cavalerie ennemie qu'il refoula sur Eylau. Le général de brigade Viviez, de la division Leval, chargé de tourner la gauche de

cette arrière-garde russe, arriva jusqu'au cimetière de la ville, et se trouva engagé avec les troupes que l'ennemi avait placées dans ce lieu et dans une église qui l'avoisine. La résistance des Russes fut des plus opiniâtres; mais, après un combat meurtrier pour les deux partis, le cimetière et l'église furent enlevés à dix heures du soir, la ville prise et les rues jonchées de cadavres [1]. L'empereur fit porter la division Leval en avant de la ville, et la division Saint-Hilaire à la droite; le corps du maréchal Augereau se plaça en arrière d'Eylau sur la gauche; la division de dragons du général Milhaud à la droite de la division Saint-Hilaire, s'appuyant au village de Zehsen, en arrière de celui de Rothenen; les divisions Grouchy et Klein, en arrière sur le centre de la ville; la garde impériale en seconde ligne et un peu à gauche de ces divisions; les cuirassiers du général d'Hautpoul à gauche et un peu en arrière de la garde à cheval; enfin, la cavalerie légère du général Lasalle en avant de la division d'Hautpoul.

Le maréchal Davoust s'était avancé de Heilsberg jusqu'à une lieue d'Eylau; mais instruit, pendant la nuit, que cette ville était occupée par les Français, il manœuvra pour tourner la gauche de l'ennemi; le maréchal Ney, poursuivant toujours le général Lestocq, s'avançait de Hussehnen pour opérer le même mouvement sur la droite.

L'empereur fit établir son quartier général sur le plateau en arrière d'Eylau, au milieu de l'infanterie de la garde.

C'est dans cette position que se passa la nuit du 7 au 8.

A la pointe du jour, l'armée russe parut en colonnes à une demi-portée de canon d'Eylau, ayant sur son front une artillerie formidable, qui commença bientôt une canonnade des plus vives sur la division Saint-Hilaire et sur la ville.

Pour répondre à ce feu terrible, l'empereur, en se portant à

[1] La brigade du général Raymond-Viviez était composée des quatrième et vingt-huitième régiments de ligne. Ces deux corps se battirent avec une valeur bien remarquable, principalement le vingt-huitième, qui eut près de sept cents hommes tués ou blessés, dont trente-trois officiers. Napoléon, dans une revue qu'il passa peu de temps après, dit à ce régiment qu'il avait éminemment contribué, par sa belle conduite dans le cimetière d'Eylau, au succès de la bataille.

1807. Pologne.

la position de l'église, fit avancer, indépendamment de l'artillerie des deux corps d'armée des maréchaux Soult et Augereau, toute l'artillerie de sa garde, au nombre de soixante pièces. Les troupes d'Augereau vinrent se placer sur deux lignes vers la gauche de la division Saint-Hilaire, entre celle-ci et le cimetière, si opiniâtrément défendu la veille.

L'empereur arriva près de l'église au moment où une ligne de tirailleurs ennemis s'avançait pour essayer de prendre ce poste; mais les dispositions qu'il ordonna paralysèrent cette attaque.

Cependant le feu violent et bien dirigé de l'artillerie française causant de grands ravages dans les masses de l'ennemi, celui-ci, pour s'y soustraire, fit un mouvement en avant par sa droite, afin d'enlever la position d'un moulin à vent placé à l'extrémité gauche de la division Leval, formée elle-même à la gauche de la division Legrand et des premières maisons de la ville. Dans cette circonstance critique, l'empereur ordonna à la division Saint-Hilaire, placée, comme nous l'avons dit, à droite, de se porter sur l'extrémité gauche de la ligne ennemie, en même temps que les divisions du maréchal Augereau, formées en colonnes, débouchaient sur le centre de cette ligne pour repousser les tirailleurs russes, qui s'étaient avancés jusqu'au pied du monticule sur lequel sont situés le cimetière et l'église d'Eylau. Ces troupes, c'est-à-dire la division Saint-Hilaire, du corps du maréchal Soult, et les deux divisions Heudelet et Desjardins, de celui du maréchal Augereau, devaient, par leur mouvement, former une ligne oblique, qui, en partageant l'attention de l'ennemi, l'empêchât de se porter contre le maréchal Davoust, arrivant alors par la droite sur le flanc gauche des Russes. Mais à peine ce mouvement, qui dégagea de suite la gauche des Français, était-il commencé, qu'une neige épaisse obscurcit tout à coup le ciel et couvrit les deux armées. Pendant cette bourrasque de neige soulevée par le vent du nord, qui dura une demi-heure, la tête de colonne du maréchal Augereau perdit sa direction et obliqua trop à gauche. Il donna tête baissée entre la droite de l'ennemi commandée par le général Tutschakoff et le centre de la réserve du général Doctoroff. Ce corps, pris ainsi entre deux feux et accueilli par de violentes décharges d'artillerie, fit de grandes pertes. Le maréchal et ses

deux généraux de division, Desjardins et Heudelet, furent grièvement blessés et quittèrent le champ de bataille. Le septième corps se mit à flotter, et l'ennemi parut prêt à pénétrer dans l'intervalle que sa fausse direction avait laissé entre sa droite et la gauche du maréchal Soult. Lorsque le temps fut un peu éclairci, l'empereur vit le péril et le prévint ; il ordonna au grand-duc de Berg de se mettre à la tête des divisions Milhaud, Klein, Grouchy et d'Hautpoul, et, soutenu par le maréchal Bessières à la tête de la cavalerie de la garde, de tourner la division Saint-Hilaire pour tomber sur le flanc droit de l'armée ennemie. Cette manœuvre fut exécutée avec autant d'audace que de précision. Cette masse formidable écrasa la cavalerie russe, rompit les deux lignes d'infanterie et traversa le champ de bataille dans toute sa largeur. L'infanterie russe chargée impétueusement fut culbutée et perdit une partie de l'artillerie qu'elle avait sur son front. Les affaires prirent alors une face nouvelle : l'ennemi, acculé à des bois situés près du village de Klein-Sausgarten, fut obligé de se déployer et de s'étendre sur sa droite.

Pendant l'obscurité qui égara le septième corps, une colonne russe d'environ 4,000 hommes s'était égarée de son côté, et, prolongeant le front de la division Legrand, avait filé sur le flanc gauche de la colonne du maréchal Augereau, et s'était présentée devant le cimetière. L'empereur fit marcher contre cette troupe un bataillon des grenadiers de la garde ayant à sa tête le général Dorsenne, colonel du régiment. Ces vieux grenadiers s'avancèrent l'arme au bras, et à leur aspect la colonne russe s'arrêta. Dans le même temps, l'escadron de service auprès de l'empereur fondit avec la rapidité de la foudre sur cette colonne qui commençait déjà à plier lorsque le général Bruyères, à la tête d'une brigade de chasseurs, vint la charger en queue et achever sa déroute : des 4,000 hommes qui la composaient, peu réussirent à se sauver. Pour bien comprendre le mouvement du général Bruyères, il faut savoir que le grand-duc de Berg, tout en faisant son grand mouvement sur la gauche de l'ennemi, avait aperçu la fausse direction de la colonne russe, et avait détaché cette brigade de cavalerie légère pour compléter sa défaite.

1807. Pologne.

Sur ces entrefaites, le maréchal Davoust arrivait à Mollwitten, d'où il dirigea deux colonnes sur Klein-Sausgarten et Melohnkeim pour déborder à gauche toutes les positions que l'ennemi pourrait prendre. Une troisième colonne se porta sur Serpallen et attaqua les troupes postées en avant de ce village, qui le furent en même temps par une colonne française de l'aile droite de la division Saint-Hilaire. Après une résistance opiniâtre, le général Baggowut, qui défendait ce poste, se retira sur Klein-Sausgarten, où, renforcés par plusieurs détachements de la division du général Ostermann-Tolstoy, les Russes soutinrent un combat acharné contre les troupes des maréchaux Davoust et Soult, et après une résistance longue et meurtrière ils furent contraints de céder le terrain. Les Français les poursuivirent jusque sur le Kreegeberg qu'ils occupèrent avec une nombreuse artillerie que les Russes tentèrent en vain d'enlever, ce qui les engagea dans de nouveaux combats qui achevèrent de porter le désordre dans leurs rangs. Bennigsen, voyant les progrès de l'aile droite française qui tournait son aile gauche et avait déjà atteint le village de Kutschitten, fit de nouveaux efforts pour la maintenir à hauteur de son centre, refoulé et mis en désordre par la charge générale de la cavalerie française. La ligne de bataille de l'armée française se trouvait alors formée dans une direction oblique par rapport à Eylau où elle appuyait sa gauche. Il ne fallait plus qu'un dernier effort pour rendre impossible la retraite de l'armée russe, lorsque le corps prussien du général Lestocq déboucha par Grawentin et Althof, où il arriva vers deux heures; il reçut l'ordre de soutenir l'aile gauche tournée et battue par le corps du maréchal Davoust. Comme le maréchal Ney, avec ses deux divisions, suivait de près le mouvement du corps prussien, Lestocq laissa en arrière-garde un bataillon et avec huit bataillons et vingt-neuf escadrons il défila sur trois colonnes derrière le front de l'armée russe, dans la direction de Schloditten sur Kutschitten, dont les Français venaient de s'emparer. Les divisions russes, rassurées par ce secours inespéré, se reportèrent en avant et se joignirent aux Prussiens. Le village, qui était défendu par le 51e de ligne et quatre compagnies du 108e, fut enveloppé par des forces supérieures. En cherchant à se retirer, cette troupe fut assaillie par

de la cavalerie qui la tailla en pièces. A peine il s'en échappa quelques débris qui parvinrent à gagner les bois.

1807. Pologne.

Après s'être rendu maître de Kutschitten, le général Lestocq attaqua la ferme d'Anklappen. Les troupes de la division Friant qui occupaient le bois situé entre Anklappen et Lampasch furent contraintes de l'évacuer. Le maréchal Davoust porta sur sa droite, à la sortie du bois, ce qui lui restait en réserve de la division Gudin au soutien des troupes de la division Friant; mais les colonnes prussiennes et russes ne dépassèrent pas la lisière du bois, et le maréchal conserva sa position au delà de Klein-Sausgarten, sur l'aile gauche des alliés, qui ne purent le déposter. La nuit mit fin au combat. Pendant que le corps du général Lestocq défilait, comme on l'a dit, pour se porter au secours de l'aile gauche, le maréchal Ney s'était emparé des villages d'Althof et de Schloditten où s'appuyait la division du général Tutschakoff, extrême droite de la ligne russe, que le maréchal tourna en étendant son aile gauche jusqu'à Schmoditten; mais le général Bennigsen voulant dégager son aile droite fit attaquer ce village par une forte réserve de grenadiers qui repoussa les deux régiments français qui s'en étaient emparés.

Ce combat fut le dernier de la journée. Bennigsen, ne voulant pas compromettre dans une seconde bataille le sort de ce qui lui restait de son armée, se décida à la retraite malgré l'avis contraire de quelques-uns de ses généraux. Il se retira pendant la nuit par Mühlhausen et Wittenberg, où il arriva dans la matinée du 9, après avoir passé la Frisching, petite rivière qui se jette dans le Frisch-Haff, près de Brandenburg. Il ne put rallier ses troupes que le lendemain sous les murs de Kœnigsberg.

La charge exécutée par la cavalerie du grand-duc de Berg et par celle de la garde impériale, conduite par le maréchal Bessières, avait été des plus brillantes. 20,000 hommes d'infanterie culbutés avaient abandonné leur artillerie, et la victoire eût été décidée dès lors sans le bois de Sausgarten et la difficulté du terrain. Le général Corbineau avait été tué par un boulet, et le général d'Hautpoul blessé mortellement par un biscaïen; le colonel Boursier, du 11e de dragons, ne survécut point à ses blessures. Le colonel Dahlmann, commandant les chasseurs de

1807. Pologne.

la garde, avait été tué avec une cinquantaine de ses braves, qui avaient traversé jusqu'à deux fois les lignes de l'infanterie russe [1].

L'infanterie française n'avait pas combattu avec moins d'intrépidité. Parmi les morts se trouvaient les colonels Lacuée et Lemarois, ce dernier frère du général de ce nom, des 63ᵉ et 43ᵉ régiments. Le maréchal Augereau, les généraux Heudelet, Desjardins et Suchet étaient, comme on le sait déjà, au nombre des blessés.

Cette sanglante bataille, dans laquelle l'artillerie fit d'affreux ravages, est représentée par ceux qui y ont pris part comme la plus horrible scène de carnage que la guerre ait jamais offerte sur un espace de moins d'une lieue carrée : le terrain était couvert de 10,000 morts, de 3 à 4,000 chevaux tués, de débris d'artillerie, d'armes de toute espèce, de boulets et d'obus. Les Français, maîtres du champ de bataille, recueillirent quelques trophées achetés par des flots de sang : seize drapeaux, vingt-quatre pièces de canon et beaucoup de caissons. Les pertes des deux armées furent, du côté des alliés, de 5, à 6,000 morts et de 20,000 blessés dont 9 généraux au nombre desquels se trouvaient le général lieutenant Doctoroff et le général-major Barklay de Tolly ; et, du côté des Français, de 3,000 morts et de 15 à 16,000 blessés [2]. On fit de part et d'autre peu de prisonniers ; les troupes, continuellement exposées à un feu terrible d'artillerie à demi-portée et à mitraille, ne s'abordèrent qu'à la baïonnette et ne se firent pas de quartier.

Le 9, à la pointe du jour, le grand-duc de Berg poursuivit les Russes dans la direction de la Frisching, à moitié chemin de Kœnigsberg, et les Prussiens jusqu'au delà de Domnau, à moitié chemin de Friedland.

Telle fut l'issue de la bataille d'Eylau : la moitié de l'armée

[1] Le capitaine Auzoni, des grenadiers à cheval de la garde, blessé à mort, était tombé sur le champ de bataille : ses soldats viennent pour l'enlever et le porter à l'ambulance. « Laissez-moi, leur dit ce brave, je meurs content, puisque la victoire est à nous. »

[2] Le zèle, l'activité et les talents du docteur Larrey, parfaitement secondé d'ailleurs par ses dignes collègues, sauvèrent la plus grande partie de ces blessés, qui furent presque tous évacués sur la Vistule, au moyen des voitures d'ambulance dont on sut bien apprécier, en cette circonstance, la forme et le légèreté.

française n'avait point donné, et l'autre n'était parvenue à ressaisir la victoire que par des efforts inouïs de courage et par les savantes dispositions que prit l'empereur. Nous avons dit que les Russes avaient laissé près de 6,000 morts sur le champ de bataille; 16,000 blessés étaient entrés dans Kœnigsberg; quarante-cinq pièces de canon étaient au pouvoir des Français, ainsi que 12,000 prisonniers, en comprenant toutefois l'artillerie prise et les prisonniers faits les jours précédents, à partir du 3 février.

1807. Pologne.

Ainsi l'ennemi, attaqué alors qu'il croyait prendre l'initiative, échoua dans ses projets. Il aurait été détruit si l'officier porteur des dépêches pour le prince de Ponte-Corvo n'eût pas été pris, ou s'il les eût soustraites aux cosaques. L'armée russe échappa à sa perte par un de ces hasards qui sont au-dessus des combinaisons de l'expérience et du génie.

L'armée française garda pendant neuf jours la position qu'elle avait prise le soir et le lendemain de la bataille. Le dégel qui était survenu et qui rendait difficile l'arrivée des convois d'artillerie nécessaires pour remplacer les munitions consommées, la disette de vivres, enfin le besoin bien reconnu de se rapprocher de la Vistule plutôt que de s'en éloigner pour attaquer l'armée ennemie, ralliée et retranchée devant Kœnigsberg et derrière la forte rivière de Pregel, le long de laquelle elle étendit sa gauche, appuyant sa droite au Frisch-Haff; toutes ces causes réunies déterminèrent l'empereur à faire rentrer une partie des troupes dans leurs cantonnements d'hiver que l'approche de l'ennemi lui avait fait lever, et à prendre la ligne de la Passarge qui lui donnait la facilité d'en couvrir la droite.

Le général Lestocq marcha par Friedland à Allenburg pour couvrir, derrière l'Alle, la plus courte ligne de communication avec la Russie, qui n'était plus gardée par suite de la marche de l'armée russe dans la direction du nord.

Le roi s'était retiré à Memel avec sa cour. L'empereur lui envoya le général Bertrand avec des propositions de paix qui ne furent pas acceptées, parce que l'empereur Alexandre s'y opposa.

La cavalerie française, après avoir poursuivi les Russes jus-

1807. qu'aux environs de Wittenberg, prit quelques jours après des cantonnements entre Domnau, Mühlhausen et Bartenstein. Le lendemain de la bataille, l'empereur donna l'ordre aux divisions de grosse cavalerie des généraux Nansouty et d'Espagne, qui n'avaient pas combattu à Eylau, de se rapprocher de l'armée; au maréchal Lefebvre de conduire toutes les troupes disponibles de Thorn à Osterode et de se lier avec le corps du général Savary resté en observation sur la Narew. Le corps du prince de Ponte-Corvo, parti de Strasburg le 4 février, n'arriva à Eylau que le 11, et fut dirigé le lendemain sur Possmahlen. Ce maréchal eut l'ordre d'envoyer un fort détachement jusqu'à Mahnsfeld, qu'il fit occuper par la division Dupont.

Le général Bennigsen avait trouvé à Kœnigsberg un détachement prussien de douze bataillons et dix escadrons qui avait été coupé de Hussehnen par le maréchal Ney le jour de la bataille d'Eylau, et 4,000 cosaques venus de l'intérieur. Le général Lestocq s'avança jusqu'à Wehlau sur la Pregel qu'il couvrit par des détachements. L'état de ses troupes ne permettait pas à Bennigsen de tenter de sérieuses entreprises sur les avant-postes français; mais sa cavalerie eut de fréquents engagements, dans l'un desquels le 17e régiment de dragons, s'étant égaré aux environs de Mahnsfeld, donna dans une forte masse de cosaques. Il fut très-maltraité, et perdit une centaine de dragons faits prisonniers.

L'empereur, décidé à faire prendre à ses troupes des quartiers d'hiver, fit jeter un pont à Marienwerder, et hâta les préparatifs du siége de Dantzig. Le général Savary eut l'ordre de porter à Willenberg une de ses divisions qui fut jointe par la division des grenadiers réunis du général Oudinot; la division de dragons du général Grouchy se porta à Heilsberg, pour s'opposer aux incursions des cosaques qui avaient pénétré jusqu'à Willenberg.

Avant de quitter son quartier général d'Eylau, l'empereur annonça sa rentrée dans les quartiers d'hiver par la proclamation suivante datée du 16 février :

« Soldats!

« Nous commencions à prendre un peu de repos dans nos quartiers d'hiver, lorsque l'ennemi a attaqué le premier corps

et s'est présenté sur la basse Vistule ; nous avons marché à lui et nous l'avons poursuivi pendant l'espace de quatre-vingts lieues. Il s'est réfugié sous les remparts de ses places, et a repassé la Pregel. Nous lui avons enlevé, aux combats de Bergfried, de Deppen, de Hof, à la bataille d'Eylau, soixante-cinq pièces de canon, seize drapeaux, et tué, blessé ou pris plus de 40,000 hommes. Les braves qui, de notre côté, sont restés sur le champ d'honneur, sont morts d'une mort glorieuse : c'est la mort des vrais soldats ! Leurs familles auront des droits constants à notre sollicitude et à nos bienfaits.

1807. Pologne.

« Ayant ainsi déjoué tous les projets de l'ennemi, nous allons nous rapprocher de la Vistule et rentrer dans nos cantonnements. Qui osera en troubler le repos s'en repentira ; car, au delà de la Vistule comme au delà du Danube, au milieu des frimas de l'hiver comme au commencement de l'automne, nous serons toujours les soldats français, et les soldats français de la grande armée ! »

Le 17 le quartier général impérial fut porté à Landsberg, et le maréchal Lefebvre reçut l'ordre de retourner à Thorn pour y rallier les troupes destinées à investir Dantzig. Les engagements qui avaient eu lieu entre l'avant-garde de Bennigsen et les têtes de colonnes du prince de Ponte-Corvo dans les villages de Wernsdorf, Lichtenhagen et Mahnsfeld, n'avaient pu l'éclairer sur le mouvement rétrograde de l'armée française pour se rendre dans ses cantonnements sur la ligne de la Passarge ; et ce ne fut que le 19, après l'entière évacuation d'Eylau, que ce général, reprenant plus de confiance, fit avancer son corps d'avant-garde jusqu'à Kreutzburg, et les jours suivants jusqu'à Eylau, où arrivèrent les cosaques de l'hetman Platoff. Le 25 Bennigsen porta son quartier général à Landsberg, où il publia la proclamation suivante :

« Soldats !

« Comme l'ennemi s'était flatté de nous couper de nos frontières, ce dont j'avais été informé par nos avant-postes, je fis prendre à l'armée une position différente afin de déjouer ses projets. Les Français, trompés par ce mouvement, sont tombés dans le piége que je leur avais tendu. Les chemins

1807. Pologne.

par lesquels ils nous ont suivis sont jonchés de leurs cadavres. Ils ont été attirés sur le champ de bataille d'Eylau, où votre incomparable valeur a surpassé mes espérances, où vous avez montré tout ce que peut l'héroïsme russe.

« Dans cette bataille, plus de 30,000 Français ont trouvé leur tombeau. Ils ont été forcés de se retirer sur tous les points, et de nous abandonner leurs blessés, leurs drapeaux et leurs bagages.

« Je me suis vainement efforcé de les attirer sous les murs de Kœnigsberg pour y achever leur entière destruction. Seulement douze régiments ont osé s'avancer; ils ont été anéantis ou faits prisonniers. Guerriers, vous vous êtes maintenant reposés de vos fatigues; allons, poursuivons les perturbateurs, couronnons nos hauts faits, et après avoir, par de nouvelles victoires, donné la paix au monde, nous rentrerons dans notre chère patrie. Notre monarque nous attend pour récompenser votre incomparable valeur, et dans les bras de nos femmes et de nos enfants nous nous consolerons de tous les malheurs qui ont affligé notre chère patrie.

« signé BENNIGSEN. »

Ainsi, comme à Pultusk, les vaincus, pour n'avoir pas été entièrement défaits, osèrent s'attribuer la victoire, après s'être sauvés pendant la nuit.

Le quartier impérial fut porté le 18 à Freymarkt et le 19 à Liebstadt. Il était le 24 à Osterode. Les quartiers d'hiver de l'armée française furent établis de manière que les différents corps n'eussent au plus que deux marches à faire pour se réunir à Osterode, point de rassemblement général. Le premier corps (prince de Ponte-Corvo), aile gauche, devait occuper Braunsberg, depuis l'embouchure de la Passarge jusqu'au village de Spanden, son front couvert par cette rivière.

Le quatrième corps (maréchal Soult) était à la droite du premier et occupait les cantonnements de Wormditt, Liebstadt, Mohrungen et Liebemühl, et gardait la ligne de la Passarge depuis Spanden jusqu'à Deppen.

Le sixième corps (maréchal Ney) occupait Guttstadt et Elditten et observait l'Alle jusqu'à Allenstein.

Le troisième corps (maréchal Davoust) cantonnait entre Hohenstein et Gilgenburg. Il était chargé d'éclairer Wartenburg, Passenheim, Ortelsburg, et par conséquent les sources de l'Alle et de l'Omulew.

Le 5ᵉ corps (maréchal Lannes) prolongeait la ligne le long de l'Omulew, et gardait les bords de la Narew jusqu'à Ostrolenka. On attendait au quartier général de ce corps le maréchal Masséna, qui devait en prendre le commandement pendant la maladie du maréchal Lannes, qui, le 2 février, avait été provisoirement remplacé par le général Savary.

Le maréchal Augereau ayant quitté le commandement du 7ᵉ corps pour aller dans l'intérieur se rétablir de ses blessures, les troupes sous ses ordres furent réparties dans les autres corps de l'armée.

Les divisions de dragons de la cavalerie de réserve furent réparties dans les 1ᵉʳ, 3ᵉ, 4ᵉ et 6ᵉ corps. La cavalerie légère fut cantonnée à Elbing et à Neidenburg, et les trois divisions de cuirassiers à Riesenburg, Freystadt, Bischofswerder, Neumark et Strasburg.

Enfin, le corps dit d'observation, et composé de troupes polonaises, était posté à Neidenburg, sous les ordres du général Zayonscheck (le même qui avait servi dans l'armée française en Égypte); une division bavaroise, commandée par le prince royal, était à Pultusk et à Varsovie; le 9ᵉ corps (prince Jérôme) était toujours en Silésie; le 10ᵉ, sous les ordres du maréchal Lefebvre, était prêt à commencer le siége de Dantzig; et le 8ᵉ, que commandait le maréchal Mortier, qui occupait, comme on l'a vu, la Poméranie suédoise, menaçait alors la place de Stralsund. La garde impériale était placée à Osterode, où l'empereur tint son quartier général jusqu'au 15 mars.

CHAPITRE III.

SUITE DE L'ANNÉE 1807.

Combat d'Ostrolenka; suite des opérations en Silésie et dans la Poméranie suédoise; les Russes attaquent la ligne française sur l'Alle et sur la Passarge; ils sont repoussés, etc. — Siége de Dantzig. — Suite des événements militaires en Pologne. — Suspension d'armes entre la France et la Suède. — Suite des opérations en Silésie; siége de Neiss, etc. — Les deux armées française et russe lèvent leurs quartiers d'hiver; combats de Spanden, de Lomitten, de Deppen, de Guttstadt, de Heilsberg, etc. — Bataille de Friedland. — Suite de la bataille de Friedland; occupation de Kœnigsberg par les Français; capitulation des places de Glatz et de Kosel, en Silésie; armistice demandé par les Russes; entrevue des deux empereurs de France et de Russie sur le Niémen; paix avec la Russie et la Prusse.

1807. Pologne. 7 mars.

Combat d'Ostrolenka, etc. — Une division de l'armée russe, commandée par le général Michelson en Moldavie, s'était mise en marche pour venir renforcer l'armée de Pologne qui était sous les ordres du général Essen; ces troupes arrivèrent à Bialystok vers le milieu du mois de février. Le général Bennigsen, pensant que l'empereur avait pu affaiblir ses cantonnements sur la Narew pour augmenter les forces avec lesquelles il était venu le combattre, et qu'il gardait encore la ligne de la Passarge jusqu'à l'Omulew, voulut essayer un mouvement sur la droite de l'armée française, afin d'attirer l'attention de Napoléon de ce côté et de mettre lui-même cette diversion à profit.

Le corps du général Essen, fort d'environ 22,000 hommes, reçut en conséquence l'ordre de s'avancer, par les deux rives de la Narew, sur Ostrolenka que le général Savary avait fait occuper par un fort détachement. Le 15, une des colonnes russes marchant par la rive droite rencontra au village de Stanislawow l'avant-garde du 5e corps, chargé de la défense de cette partie de la ligne française.

Le général Gazan, averti de la présence des Russes, se porta,

le 16, à la pointe du jour, au secours de l'avant-garde avec une partie de sa division. Il trouva l'ennemi sur la route de Nowogrod, l'attaqua, le culbuta et le mit en déroute ; mais, au même moment, Ostrolenka était attaqué par les colonnes qui s'étaient dirigées par la rive gauche. Cette petite ville était gardée par une brigade de la division Gazan, sous les ordres du général Campana, et par une autre de la division Oudinot, sous ceux du général Ruffin. Le général Savary envoya le général Reille, son chef d'état-major, pour prendre connaissance de cette attaque. L'infanterie russe avait réussi à pénétrer dans Ostrolenka ; mais les deux brigades Campana et Ruffin défendirent les rues avec tant de fermeté, qu'après trois charges successives l'ennemi abandonna cette ville et prit position derrière les monticules de sable qui la couvrent sur la rive gauche.

Cependant les généraux Oudinot et Suchet avaient rassemblé leurs divisions : ces troupes se mirent en marche, et les têtes de colonnes arrivèrent à Ostrolenka vers le milieu du jour. Le général Savary, de concert avec ces deux généraux, fit les dispositions suivantes : la division des grenadiers d'Oudinot et la cavalerie du corps d'armée, formées sur deux lignes, occupèrent la gauche ; la division du général Suchet le centre, et la brigade du général Campana, de la division Gazan, la droite ; la brigade du général Ruffin resta en réserve dans la ville. C'est dans cet ordre et couvert de toute son artillerie que le général Savary s'avança contre les Russes. Le général Oudinot se mit à la tête de la cavalerie, fit une charge qui eut du succès, et sabra bon nombre de cosaques ; il se mit ensuite à la tête de sa division et renversa du premier choc la droite de l'ennemi. L'action fut très-vive ; l'ennemi ne put résister à la vigueur de l'attaque, et fut mené battant dans l'espace de trois lieues. La nuit mit fin à la poursuite, qui recommença le lendemain ; mais l'on ne put atteindre que quelques cavaliers de l'arrière-garde, le gros des troupes ayant profité de l'obscurité pour précipiter sa retraite.

Les Russes perdirent dans cette affaire le général Souwaroff, fils du célèbre maréchal de ce nom, et plusieurs autres officiers de marque. Ils avaient abandonné plus de 1,200 blessés, indépendamment des 1,300 morts que l'on compta sur le champ de

1807. Pologne.

bataille; deux drapeaux et sept pièces de canon étaient au pouvoir des vainqueurs. Ce succès fut acheté par la perte d'une centaine d'hommes; le nombre des blessés s'élevait à 600. Le général Campana, officier d'une grande distinction, se trouvait au nombre des morts; les colonels Duhamel et Nourrit [1] parmi les blessés.

L'empereur, informé de ce combat, ordonna au 5ᵉ corps de ne pas pousser plus loin et de reprendre ses quartiers d'hiver.

Allemagne.

Le 9ᵉ corps d'armée continuait, sur ces entrefaites, les opérations dont il était chargé en Silésie.

Dès le 10 janvier, la place de Schweidnitz avait été cernée, comme nous l'avons déjà dit, par trois régiments de cavalerie wurtembergeoise. Cette place, qui renfermait une garnison de 6,000 hommes et était abondamment pourvue, fut complétement investie les jours suivants par tout le corps de la même nation commandé par le général Vandamme. Ses fortifications consistaient dans une vieille enceinte présentant à peu près huit fronts, et dont l'escarpe et la contrescarpe étaient revêtues, et dans quatre forts étoilés qui, réunis entre eux par de longues courtines, formaient une seconde enceinte. Des redans intermédiaires flanquaient ces courtines; des lunettes détachées, construites en avant des forts étoilés, en défendaient les approches. Tous ces ouvrages étaient casematés, bien revêtus, défendus par un fossé dont l'escarpe et la contrescarpe étaient pareillement revêtues, et fermés à leur gorge par des ponts-levis; ils étaient entourés de chemins couverts, avec des glacis contreminés. Le travail des mines pratiquées pour la défense était très-remarquable. Enfin, quoiqu'il eût été possible de faire avec la même dépense quelque chose de meilleur dans tout l'ensemble des fortifications de cette place, toujours présentait-elle de grands obstacles à surmonter dans l'état où le général Vandamme se disposa à l'assiéger.

Neuf jours de tranchée ouverte suffirent cependant pour la soumettre: on y trouva deux cent cinquante bouches à feu, plus de quatre cent milliers de poudre et des magasins considérables de munitions et de subsistances.

[1] Depuis lieutenant général du corps royal d'artillerie.

Immédiatement après la reddition de Schweidnitz, la brigade de cavalerie bavaroise, commandée par le général Lefebvre-Desnouettes, attaqua les troupes du prince d'Anhalt-Pless dans des positions qu'elles avaient prises à Frankenstein, Neurode et Wartha, pour couvrir la place de Glatz : elles défendaient des gorges qu'il fallait franchir ou tourner. Le général Lefebvre-Desnouettes, renforcé de quelques bataillons d'infanterie, marcha de front sur les retranchements ennemis, à Wartha, pendant que l'adjudant-commandant Rewbel les tournait avec l'infanterie. L'ennemi résista pendant deux heures; mais il fut culbuté et poussé jusque sous les murs de Glatz avec perte de 100 morts, une pièce de canon et 300 prisonniers. Les dragons bavarois du régiment de Taxis, sous les ordres du colonel Zeidwitz, et ceux du régiment de Linange, ayant à leur tête le lieutenant-colonel de Bouillé, se distinguèrent en cette circonstance. Les Prussiens voulurent en vain se rallier sous les murs de Glatz, ils furent encore chargés par les dragons bavarois, qui les forcèrent de se jeter dans la place, où se trouvait le prince d'Anhalt-Pless.

A cette même époque le siége de Kosel se poursuivait avec une activité telle, que le commandant demanda à capituler; mais comme on refusait à la garnison la liberté de se retirer avec armes et bagages, la négociation fut rompue. La place de Neisse était également pressée. L'empereur ordonna la démolition de toutes les forteresses déjà prises et de celles qui se rendraient par la suite.

La nation polonaise, qui n'avait point encore, avant cette guerre, réuni ses drapeaux à ceux des Français, car les régiments formés précédemment en Italie et en France n'avaient marché que sous les enseignes tricolores; la nation polonaise signala son début par des faits militaires qui rappelèrent honorablement ce qu'elle avait été avant que des intérêts étrangers l'eussent démembrée.

Deux des divisions qui devaient former le contingent de ce peuple généreux se trouvaient réunies sous les ordres du général Dombrowski, et étaient destinées, avec les troupes du grand-duché de Bade et celles du royaume de Saxe, à composer l'armée de siége que le maréchal Lefebvre allait conduire devant

1807. Allemagne.

Dantzig. Un autre corps polonais, sous les ordres du général Zayonscheck, manœuvrait dans le même temps du côté de Thorn où l'empereur lui avait assigné ses cantonnements. Le 14 février il se porta sur Graudenz, que les troupes prussiennes occupaient encore, et resserra cette place à la suite de plusieurs engagements, où les Polonais eurent constamment l'avantage. Le général Zayonscheck resta devant Graudenz jusqu'au moment où, l'armée française prenant la ligne de la Passarge, l'empereur jugea convenable de porter le corps polonais à Neidenburg.

Ce fut aussi vers ce temps que la division italienne, commandée par le général Teulié, réprima les excursions de la garnison de Colberg. Le 16 février, un avant-poste de cette division fut attaqué à Stargard par un détachement parti de Colberg. Le général de brigade Bonfanti n'avait avec lui que trois compagnies du premier régiment de ligne italien; il les conduisit bravement à l'ennemi, qui fut repoussé et mis en déroute après un engagement de deux heures : le détachement prussien était composé d'un bataillon de 500 hommes et de 200 chevaux, avec trois pièces d'artillerie.

Le général Teulié marcha ensuite, avec le gros de la division italienne, le régiment de fusiliers de la garde et la première compagnie de gendarmes d'ordonnance[1], à la poursuite du détachement prussien battu à Stargard. Après avoir chassé celui-ci de Massow, la colonne franco-italienne parut devant Neugardt le 19 février.

Les Prussiens se trouvaient en position sur une hauteur, aux environs de cette petite ville. Ils y avaient construit une redoute qu'il était difficile de tourner, à cause d'un marais au milieu duquel elle était placée. Toutefois cet obstacle n'arrêta point les fusiliers de la garde : le colonel Boyer, qui les commandait, fit attaquer la redoute, qui fut prise en moins d'un quart d'heure. Les Prussiens, qui abandonnèrent aussi Neugardt, furent chargés dans leur fuite par les gendarmes d'ordonnance, commandés par le capitaine Montmorency-Laval, et

[1] Corps nouvellement formé par l'empereur, et composé de citoyens aisés, armés et équipés à leurs frais. Il fut dissous après la paix de Tilsit.

perdirent leurs canons, une centaine de morts, avec 250 prisonniers. Les lieutenants d'Arberg et d'Espinchal, des gendarmes d'ordonnance; Belaton et Vrigny, ainsi que le sergent Sfendier, des fusiliers de la garde, furent cités honorablement par le général Teulié dans son rapport sur cette affaire.

Le général Dombrowski avait marché également contre un détachement de la garnison de Dantzig, qui s'était avancé jusqu'à Dirschau sur la Vistule, au-dessous de Graudenz, et l'avait culbuté en lui faisant 600 prisonniers et en s'emparant de sept pièces de canon.

Nous avons dit que le 8ᵉ corps de la grande armée occupait toujours la Poméranie suédoise. Le maréchal Mortier, qui le commandait, après avoir déposté les troupes du roi de Suède de Greifswald et de Grimm, s'était approché de Stralsund pour former le blocus de cette place du côté de terre. Il s'occupa sur-le-champ d'assurer ses positions par des retranchements et d'accélérer les préparatifs pour le siége. Indépendamment des 12,000 hommes qui composaient la garnison de Stralsund, le gouverneur avait organisé les habitants en compagnies auxiliaires; et l'île de Rügen, qui est devant le port de cette place, avait aussi une garnison nombreuse, soutenue par les milices du pays.

Il ne se passa rien de remarquable devant Stralsund jusque vers le 9 février, époque où la garnison de cette place reçut des renforts envoyés de Suède ainsi que des approvisionnements. Le gouverneur baron d'Essen commença alors à faire tirer sur les travaux que les Français avaient commencés, et qu'ils poussaient avec autant d'activité que la faiblesse des moyens disponibles le permettait. 2,000 paysans étaient employés à l'établissement de batteries sur la côte, dans le but d'intercepter autant que possible, par des feux croisés, la communication de la place avec l'île de Rügen. On attendait de la grosse artillerie tirée des places de Prusse; et tous les bâtiments qui se trouvaient à Wolgast, Anklam et autres ports de la Poméranie au pouvoir des Français avaient été mis en réquisition pour transporter ces pièces jusqu'auprès de Stralsund.

La garnison fit une sortie le 12 février. Un fort détachement, commandé par le lieutenant général Armfeld, s'avança pour enlever une batterie que les Français avaient élevée devant

1807. Allemagne.

Frankenfort. Les troupes suédoises firent preuve d'une bravoure opiniâtre dans l'engagement qui eut lieu à cette occasion ; mais elles furent repoussées avec une perte assez considérable en tués et en blessés. Deux chaloupes canonnières de la flottille suédoise, qui soutenaient cette attaque, incommodèrent beaucoup les troupes françaises, mais ne les empêchèrent point de battre leurs adversaires. D'autres tentatives faites pour éloigner les assiégeants n'eurent pas plus de succès que cette première. Les Français se tenaient sur leurs gardes, et, dans la lutte qui s'établit de part et d'autre pour accélérer ou pour retarder les préparatifs du siége, les Français, quoique moins nombreux que les Suédois, conservèrent constamment l'avantage.

Mais, tandis que ceci se passait sur les derrières de l'armée française, l'armée russe, retirée derrière la Pregel, avait repris quelque assurance. Le général Bennigsen, après avoir vu le mouvement rétrograde de Napoléon pour placer ses troupes dans de nouveaux quartiers d'hiver, se hasarda à faire repasser la Pregel à une partie de ses troupes, qu'il établit sur une ligne qui s'étendait depuis Kœnigsberg jusqu'à Seeburg en passant par Domnau, Bartenstein et Bischofstein. Les avant-postes de cette ligne furent poussés sur l'Alle et sur la Passarge jusqu'en vue des postes français; et, comme ceux-ci ne firent aucun mouvement pour s'y opposer, le général ennemi osa se flatter de pouvoir les surprendre. Dans la nuit du 24 au 25 février, un fort détachement russe passa l'Alle, entre Heilsberg et Guttstadt, et prit poste au village de Peterswalde. Le général Liger-Belair, commandant une brigade du 6ᵉ corps, se porta aussitôt sur ce point, attaqua la colonne ennemie, la mit en déroute, et fit prisonnier le général qui la commandait, ainsi que son état-major, plusieurs officiers et 400 soldats.

Le corps prussien de douze bataillons et dix escadrons que Bennigsen avait trouvé à Kœnigsberg, et qu'il avait dirigé le long de la côte du Frisch-Haff sur la basse Passarge, avait passé cette rivière le 24 à Braunsberg d'où il avait repoussé les avant-postes français. Le prince de Ponte-Corvo, qui d'après la disposition générale des quartiers d'hiver devait occuper Braunsberg, ordonna le 26 au général Dupont de se porter sur cette ville et de rejeter le corps prussien au delà de la Passarge.

Ce corps, réuni à 5,000 Russes, présentait une force de 10 à 11,000 hommes. Il appuyait sa gauche au village de Zagern; sa ligne était formée entre la route de Frauenburg et la ville de Braunsberg, en arrière de Stangendorf. Les troupes du général Dupont se composaient de sa division d'infanterie, de trois régiments de cavalerie commandés par le général Lahoussaye et d'une brigade de dragons. Il en forma deux colonnes. Celle de droite, commandée par le général Bruyères, passa la Passarge, déboucha par Pettelkau et enleva le village de Zagern; la colonne de gauche, composée de trois régiments d'infanterie et deux régiments de hussards, suivit la route de Mühlhausen à Braunsberg; elle était dirigée par le général Dupont, qui aborda la position de Stangendorf d'où il chassa l'ennemi; les deux colonnes ne tardèrent pas à déboucher à travers le bois qui est devant Braunsberg. Le général Dupont ordonna alors une charge à la baïonnette. Les Russes et les Prussiens, culbutés et chassés de la ville, repassèrent la Passarge et se retirèrent sur Heiligenbeil, laissant entre les mains des vainqueurs six pièces de canon, deux drapeaux et 2,000 prisonniers. Plus de 600 cadavres russes jonchaient les rues de Braunsberg.

Indépendamment de sa division, composée du 9e d'infanterie légère, du 32e et du 36e de ligne, le général Dupont avait sous ses ordres le 24e régiment de ligne et la division de cavalerie légère, commandée par le général Bruyères.

Toutes ces troupes se conduisirent avec leur valeur accoutumée, et notamment l'infanterie. Les généraux Bruyères, Barrois et Lahoussaye, les colonels Sémelé et Meunier, du 24e de ligne et du 9e léger, le chef de bataillon Bouge, du 32e, et le chef d'escadron Hubinet, du 9e de hussards, furent cités avec une distinction particulière.

Le général Lestocq, qui, du 18 au 23 février, avait marché à Heilsberg par Friedland, Domnau et Bartenstein, reçut l'ordre de se porter à l'extrême droite, et arriva à la fin du mois dans les environs de Heiligenbeil où il se réunit aux troupes battues à Braunsberg. La prise de cette dernière ville fit beaucoup d'honneur au général Dupont et assura la gauche et la position de l'armée française sur la Passarge, dont le prince de Ponte-Corvo fit brûler les ponts, ne conservant que ceux de

1807 Allemagne.

Braunsberg et de Spanden, où l'on construisit des têtes de pont.

Les deux affaires que nous venons de rapporter furent suivies d'une attaque plus générale, dans laquelle une partie de l'armée française prit à son tour l'offensive. L'empereur, voulant éloigner les avant-postes ennemis de la rive droite de la Passarge, ordonna aux maréchaux Soult et Ney de faire de fortes reconnaissances en avant de cette rivière et de repousser les Russes devant eux. Le maréchal Soult traversa la Passarge [1] entre Liebstadt et Wormditt, et marcha sur cette dernière ville. Le maréchal Ney s'avança sur Guttstadt, précédemment abandonné par les Français et réoccupé par les Russes, et chassa ceux-ci, qui abandonnèrent les magasins de vivres qu'ils avaient commencé à former dans cette petite ville : ressource d'autant plus précieuse pour les Français, que déjà ils éprouvaient les effets de la disette.

Le maréchal prince de Ponte-Corvo avait reçu l'ordre d'appuyer ce mouvement des 4ᵉ et 6ᵉ corps, et il traversa également la Passarge à Spanden pour se porter sur Mehlsack. Il y attaqua l'ennemi, le battit et lui prit trois pièces de canon. Le manque de vivres et le mauvais état des chemins l'empêchèrent, ainsi que les autres maréchaux qui avaient passé sur la rive droite de la Passarge, de poursuivre l'ennemi plus loin.

Les Russes, voyant qu'ils n'étaient suivis que par de légères avant-gardes et que les corps s'étaient arrêtés, essayèrent sur quelques points de revenir à la charge. Dans la nuit du 6 au 7 mars, deux régiments de grenadiers ennemis se portèrent sur

[1] Les pontonniers chargés de l'établissement du pont sur lequel devaient passer les troupes du maréchal Soult, ayant été découragés par la perte de l'un d'entre eux, qui se noya, le sous-lieutenant Raverat, l'adjudant Guinet, et huit soldats d'élite du 57ᵉ régiment, s'offrirent pour traverser la Passarge à la nage, malgré les glaces que charriait cette rivière, et remplirent ainsi la tâche de ces hommes pusillanimes. Le pont fut achevé en peu d'instants; mais le sous-lieutenant Raverat et ses braves compagnons ne s'en tinrent pas à cette preuve de dévouement : leurs habits encore trempés, ils s'empressèrent de rejoindre l'avant-garde, déjà aux prises avec l'ennemi, et de prendre une part glorieuse au combat. L'empereur, sur le rapport du maréchal Soult, donna au sous-lieutenant Raverat et à trois grenadiers du cinquante-septième la décoration de la Légion, fit officier l'adjudant Guinet, et avança les cinq autres soldats.

le cantonnement de Zechren, sur la rive gauche de l'Alle, au-dessus de Guttstadt. Le 50e régiment les reçut vigoureusement et les força bientôt à rétrograder; il en fut de même sur les postes occupés par le 27e et le 39e.

Un corps de cavalerie ayant paru à Willenberg, sur l'Omulew, le grand-duc de Berg y envoya le prince Borghèse, qui chargea les Russes avec son régiment, le 1er de carabiniers. Il les mit en déroute et leur fit 100 prisonniers, parmi lesquels onze officiers.

Le 12, il y eut encore un autre engagement de cavalerie ennemie avec le 69e régiment, cantonné à Lingnau près de Guttstadt. Les Russes perdirent une centaine d'hommes, restés sur le champ de bataille. Enfin le grand-duc de Berg nettoya la rive droite de l'Alle des cosaques qui l'infestaient, et se porta à Seeburg, Wartenburg et Bischofsburg pour s'assurer si l'ennemi ne masquait pas quelque mouvement. La cavalerie française fit encore, dans cette reconnaissance, une centaine de cosaques prisonniers.

La ligne des cantonnements français, partant de l'embouchure de la Passarge, s'étendait jusque sur la Narew à Ostrolenka. L'empereur fit fortifier les ponts de Spanden et d'Elditten sur la Passarge par des ouvrages de campagne fraisés et palissadés. De pareils ouvrages furent construits sur les hauteurs de Guttstadt. L'armée française était approvisionnée par les villes d'Elbing, de Braunsberg, et par les ressources que l'on tirait du *Delta* [1] de la Vistule ou île de Nogat, pays d'une grande fertilité.

Tous les ponts sur la Vistule furent reconstruits après la débâcle des glaces. Indépendamment des têtes de pont de

[1] A 12 lieues de la mer, la Vistule jette sur la droite, dans le golfe de Frisch-Haff, un bras qui prend le nom de Nogat, et forme avec celui qui débouche à Dantzig une île triangulaire de même nom; ce dernier, qui conserve le nom de Vistule, se sépare encore à deux lieues de la côte pour courir d'un côté à l'est et se jeter dans le Frisch-Haff, et de l'autre à l'ouest, où, après avoir baigné par sa rive gauche la forteresse de Dantzig, il fait un long détour et gagne le golfe de Dantzig près du fort de Weichselmünde. Ces deux dernières branches entourent, avec le Frisch-Haff et la mer, une longue langue de sables qui s'étend jusqu'à Pillau et s'appelle île de Nehrung.

1807. Allemagne.

Praga, de Sierock, de Modlin, de Thorn, achevées et armées avant la bataille d'Eylau, l'empereur en fit élever deux autres à Marienwerder et à Marienburg sur la Nogat.

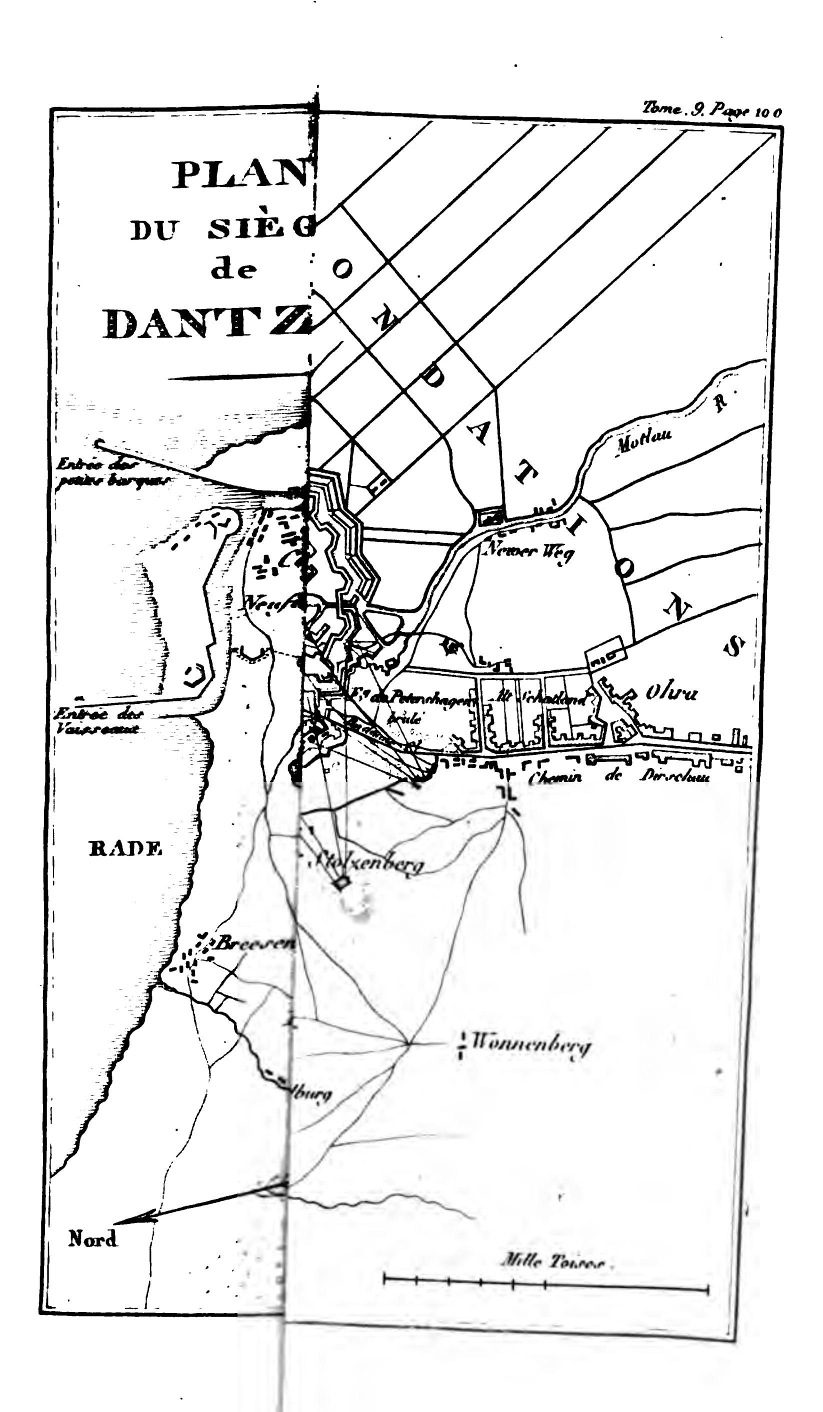
Telle était la situation des choses en Pologne au 1er avril. A cette même époque le général Teulié avait commencé l'investissement de Colberg, et le maréchal Lefebvre achevait celui de Dantzig. Nous allons présenter dans le paragraphe suivant tous les détails du siége de cette dernière place, opération si glorieuse pour l'illustre guerrier qui fut chargé de la conduire et pour les troupes qui l'exécutèrent [1].

24 mai.

Siége de Dantzig. — Dantzig, autrefois ville libre et anséatique, enclavée dans le territoire de la Prusse orientale, sous la protection de la Pologne dont elle faisait partie, puisqu'elle avait droit de séance et de suffrage à la diète et à l'élection du roi; Dantzig était échue en partage au roi de Prusse lors du dernier démembrement de la Pologne en 1795, et dès lors elle avait vu décroître son commerce et sa population. Située sur la mer Baltique, à l'embouchure de la Vistule, cette place est traversée du sud au nord par la Motlau, petite rivière qui vient se jeter dans la Vistule à la queue des glacis de l'ouest, et qui sert de canal de communication pour les bâtiments marchands qui arrivent à Dantzig ou qui en partent. Un bras de cette rivière forme une île appelée Speicherstadt. On verra plus bas que la Motlau est très-utile à la défense de la place, en ce qu'elle entretient le système d'inondation créé autour de son enceinte.

Après la bataille d'Iéna et la déroute complète de l'armée prussienne, le général Mannstein, commandant à Dantzig en l'absence du feld maréchal comte de Kalkreuth, qui en était le gouverneur titulaire, prévoyant que la suite des événements militaires pourrait amener les Français devant cette place, avait ordonné la destruction de la majeure partie de ses fau-

[1] Cet ouvrage étant destiné à l'instruction des jeunes militaires, autant qu'à la curiosité des autres classes de lecteurs, nous n'avons pas cru devoir supprimer aucun des détails qui peuvent faire connaître les difficultés d'une entreprise aussi compliquée que celle d'un siége, et tout ce qu'elle exige d'efforts, de travail et de constance. Nous ne pouvions pas choisir un meilleur exemple.


PLAN
DU SIÈG
de
DANTZ
INONDATIONS
Entrée des petites barques
Entrée des Vaisseaux
Neufa
Newer Weg
Motlau R.
Ohra
Alt Schotland
Chemin de Dirschau
RADE
Stolzenberg
Breesen
Wonnenberg
Nord
Mille Toises.

bourgs et fait travailler les habitants au perfectionnement de toutes les défenses extérieures. Cette mesure de précaution n'était point intempestive, car à peine les travaux dont nous parlons étaient-ils achevés, que l'armée française, déjà sur la Vistule, menaçait de faire le siége de Dantzig, l'une des places de la Prusse dont la prise importait le plus à Napoléon, en ce qu'elle offrait à sa ligne d'opérations un excellent appui, et que sa garnison nombreuse pouvait inquiéter les derrières de l'armée.

Nous avons dit que le 10ᵉ corps de la grande armée était destiné au siége de Dantzig et des places de Graudenz et Colberg. Il se composait des divisions polonaises sous les ordres du général Dombrowsky, du contingent du grand-duché de Bade, d'un corps saxon, de la division des troupes italiennes aux ordres du général Teulié, enfin de troupes françaises de différentes armes.

Au 1ᵉʳ février, les troupes du général Dombrowsky s'étaient seules approchées de Dantzig, et avaient pris position à Mewe, sur la rive gauche de la Vistule. Le général Mesnard, qui commandait le corps badois, arriva sur le même point vers le milieu du mois et repoussa un détachement de la garnison de Dantzig qui était venu de Dirschau à sa rencontre. Le général Dombrowsky, ainsi renforcé à Mewe, résolut de se débarrasser, par une affaire sérieuse et décisive, des attaques continuelles faites sur lui par les troupes prussiennes de la garnison de Dantzig qui occupaient une position avantageuse à Dirschau et aux environs.

Après avoir commencé par une reconnaissance faite dans la direction de Gremblin par le colonel Dombrowsky son fils à la tête d'un régiment de cavalerie, de quatre compagnies de chasseurs et de deux pièces de canon, le général polonais mit toutes ses troupes en mouvement, le 23 février, et donna au général Mesnard l'ordre de se porter avec les siennes par la route de Dirschau, et de tourner cette petite ville sur la gauche pour couvrir la route de Dantzig. Les Polonais devaient suivre le chemin qui conduit de Kaskawa à Dirschau, par la rive droite de la Vistule.

Les deux colonnes marchèrent ainsi à la même hauteur jus-

1807. Allemagne.

qu'à portée de canon de Dirschau; l'avant-garde du général Mesnard, commandée par le général Puthod, marcha alors à la rencontre d'une colonne ennemie, qui accourait pour renforcer les troupes postées dans la ville, et le gros de la colonne badoise prit position sur la route qui conduit à Dantzig.

Cependant les Prussiens, qui étaient sortis de Dirschau pour venir à la rencontre de la colonne polonaise, ne tardèrent pas à être attaqués par l'avant-garde aux ordres du général Nimiewski. L'agression des Polonais fut si brusque, que l'ennemi, culbuté, rentra presque aussitôt dans le faubourg. L'infanterie prussienne, soutenue par de l'artillerie, se défendit longtemps dans cette position; mais elle y fut encore forcée, et elle rentra dans Dirschau après avoir mis le feu aux maisons qu'elle abandonnait.

La troupe ennemie renfermée dans la ville pouvait s'élever à 1,500 hommes, presque tous d'infanterie. Le commandant en plaça la meilleure partie dans une église et dans un cimetière, qu'il avait eu la précaution de faire fortifier, et il s'y défendit avec d'autant plus de résolution, qu'il conservait l'espoir d'être secouru par un détachement qu'avait dû lui envoyer en toute hâte le gouverneur de Dantzig, à la première nouvelle de la marche des troupes polonaises et badoises. En effet on a vu que cette colonne de secours s'avançait alors vers Dirschau; mais elle se trouva coupée par l'avant-garde du général Mesnard.

L'artillerie prussienne répondit d'abord avec succès aux coups des Polonais, et l'infanterie défendit vigoureusement l'église, le cimetière et les maisons de Dirschau; mais, malgré tous ces efforts, les troupes polonaises, appuyées par celles de Bade, finirent par s'emparer de cette ville. Un grand nombre de Prussiens escaladèrent les murailles pour essayer de se sauver dans l'île de Nogat en traversant la branche gauche de la Vistule, sur laquelle Dirschau est situé; mais ils trouvèrent la mort dans le fleuve, dont les eaux n'étaient pas assez fortement gelées pour leur donner passage : tout ce qui ne se noya point fut obligé de se rendre. La ville de Dirschau présentait un horrible spectacle; le sang ruisselait dans les rues, jonchées de cadavres. Dans les premiers moments, les Polonais et les Badois,

irrités de la longue résistance de leurs adversaires, avaient refusé de leur donner quartier.

Pendant que ceci se passait dans la ville, le général Puthod était aux prises avec la colonne que le gouverneur de Dantzig avait envoyée au secours des siens. Elle était composée de 2,000 hommes d'infanterie et de quatre escadrons, avec trois pièces d'artillerie. La résistance fut assez vive tant que les troupes renfermées dans Dirschau y tinrent; mais lorsque cette ville fut entièrement occupée, et que le général Mesnard put disposer du gros de ses troupes, cette colonne fut mise en déroute et fit sa retraite sur Dantzig, en laissant sur le champ de bataille 800 hommes tués ou blessés grièvement, parmi lesquels douze officiers.

Le gouverneur de Dantzig, découragé par les pertes qu'il venait d'essuyer, renonça à défendre désormais au loin les approches de cette place, et fit replier ses troupes à une moindre distance des remparts. Les Polonais et les Badois s'établirent alors à Dirschau, en avant de cette ville, et occupèrent les hauteurs de Rosenberg. Le général Mesnard tenait la droite, appuyée à la Vistule. Le maréchal Lefebvre, qui avait pris le commandement du 10ᵉ corps, établit son quartier général à Dirschau, et y resta jusqu'au 9 mars, en attendant les renforts qui devaient lui arriver.

Il s'occupa pendant ce temps à resserrer davantage les approches de Dantzig. L'île de Nogat, Fürstenwerder, Kœsensmarck, Rostau, Mönchen-Grebin et Hertzberg furent successivement occupés. Le maréchal porta ensuite son quartier général à Rosenberg.

Sur ces entrefaites, les troupes qui devaient compléter l'armée de siége arrivèrent successivement par détachements, et le parc d'artillerie commença à se rassembler. Le 12 mars, le maréchal se crut en mesure de s'approcher plus près de la place, et les troupes de la garnison ayant encore reculé devant lui il distribua les siennes dans les positions suivantes :

Un bataillon d'infanterie légère française fut placé à Ohra; un bataillon saxon à Saint-Albrecht, deux à Borckfeld, et deux autres à Tiefensée et Kemlade. Le corps polonais occupa Schönfeld, Kowall et Zankenczin; les Badois prirent poste à Wonnenberg,

1807. Allemagne.

Neukau, Schudelkau, Sniehkau; la légion du nord occupa Pitzkendorf et Langfuhr; un bataillon polonais fut placé à Plonendorf et Weslinken, les cuirassiers saxons à Guirsehkens, les chevau-légers saxons à Saint-Albrecht, le 19[e] régiment de chasseurs français à Borckfeld, et le 23[e] à Schudelkau, les dragons et les hussards de Bade à Wonnenberg, les lanciers polonais à Langfuhr. Le front de cette ligne était couvert en partie par la rivière de Radaune. Le grand parc d'artillerie fut établi à Langenau. Le général Puthod, qui commandait dans cette partie, fit retrancher la tête de ce faubourg de Dantzig et lia ses postes avec ceux de Neuschottland et de Schellmühl.

Le 16 mars, le maréchal Lefebvre fit attaquer le village de Stolzenberg, occupé par un détachement ennemi; il fut emporté après une vive résistance, et les Prussiens perdirent encore le faubourg de Schidlitz, où ils s'étaient retirés. Le général Mesnard se retrancha dans ce dernier poste par différentes coupures, et se lia avec le général Puthod par les revers du Zigangenberg. Le général Gardanne, sous les ordres duquel se trouvaient les généraux Mesnard et Puthod, avait établi son quartier général à Pitzkendorf. Le 3[e] régiment d'infanterie légère saxonne occupa les hauteurs de Jebrustelberg, le faubourg d'Oliva, et les digues qui, de Saint-Albrecht, se dirigent sur la Motlau.

Le 18, on entendit le canon de la place tirer pour solenniser l'arrivée du gouverneur, le feld-maréchal Kalkreuth. Il était venu par l'île de Nehrung, au-dessus de l'île de Nogat: c'était la seule communication qui restât encore entre Dantzig et Kœnigsberg par terre. Le maréchal prussien amenait avec lui un renfort considérable d'infanterie russe et de cosaques.

Il était intéressant pour les Prussiens de conserver cette communication, et toutes les mesures avaient été déjà prises pour la mettre à l'abri d'une attaque. On y avait élevé des batteries, gardées par un fort détachement de troupes.

Le maréchal Lefebvre se serait occupé dès cette époque d'attaquer un point aussi important, si les glaces que charriait en abondance la Vistule n'y eussent porté obstacle; mais à peine le fleuve fut-il débarrassé, que le général Schramm reçut ordre

de passer dans l'île pour en chasser l'ennemi : la nuit du 19 au 20 mars fut fixée pour cette expédition.

Les troupes que le maréchal y destinait étaient fortes de 2,000 et quelques hommes avec six pièces de canon. Le général Schramm les divisa en trois colonnes, sous les ordres des colonels Brayer [1], Vogel et Montmarie : le colonel Tholozé, avec un détachement de 50 chasseurs et une pièce de canon, fut chargé de côtoyer la rive gauche du bras gauche de la Vistule, afin d'inquiéter l'ennemi et de prendre en flanc tout ce qui chercherait à se sauver par la digue de la rive droite de ce bras.

Le général Schramm fit embarquer ses troupes à Fürstenwerder à quatre heures du matin, et, quoiqu'il n'eût que des barques en mauvais état, elles furent si bien dirigées que les Français parvinrent sur l'autre rive sans être aperçus de leurs adversaires. Le lieutenant de Lavergne, du 2ᵉ d'infanterie légère, débarqua le premier à la pointe de l'île, à côté d'une digue qui la traverse et dont il avait ordre de s'emparer à tout prix. Ce brave officier ne fut pas plutôt à terre qu'il marcha droit à l'ennemi, suivi de quelques hommes, le surprit, égorgea tout ce qui voulut opposer de la résistance, et resta maître du poste ; mais il paya de sa vie un aussi beau fait d'armes. Blessé grièvement d'un coup de feu à la tête, il mourut quelques jours après.

Au moment où le lieutenant de Lavergne s'emparait ainsi de la digue, les autres barques avaient également abordé. La première colonne, commandée par le colonel Brayer, se porta sur Nickelswalde, afin d'empêcher l'ennemi de se retirer sur Dantzig ; la seconde, aux ordres du colonel Vogel, se dirigea sur le lac de Freuenkalmyn, où elle devait prendre position, sa droite appuyée au lac et sa gauche à la mer, afin d'observer le point de Pillau et de s'opposer à la retraite de l'ennemi de ce côté. Le général Schramm, avec la colonne du colonel Montmarie, marcha directement sur les Prussiens.

Le général qui commandait dans l'île de Nehrung, déconcerté par cette attaque inattendue, ne sut prendre aucune disposition. Ses troupes furent mises en déroute et il ne réussit

[1] Depuis lieutenant général, etc.

1807. Allemagne.

à les rallier sous la protection de son artillerie qu'entre Wordeln et Bohnsack. Chassés de cette position et poursuivis vivement, les Prussiens se jetèrent dans les dunes, entre Neufehr et Krakau, où ils reçurent un renfort d'infanterie et 600 cosaques envoyés par le maréchal Kalkreuth. Ces troupes fraîches rétablirent le combat avec d'autant plus d'avantage que les Français n'avaient alors qu'une seule pièce de 3 pour répondre à la nombreuse artillerie qu'avait réunie le général prussien. Mais le général Schramm ayant fait avancer le deuxième bataillon du 2e régiment d'infanterie légère, pour charger les cosaques qui venaient insulter son front, ceux-ci, effrayés de cette attaque vigoureuse, tournèrent bride et entraînèrent le reste de la troupe ennemie dans leur fuite. Les Prussiens se retirèrent alors sous le canon du fort de Weichselmünde.

Il était sept heures du soir, et il n'y avait pas un instant à perdre de la part du gouverneur de Dantzig s'il voulait empêcher les Français de s'établir dans l'île de Nehrung. Il le sentit et fit sortir de Dantzig une colonne de 4,000 hommes pour rallier et soutenir les vaincus. Ces nouvelles troupes s'avancèrent avec confiance, fortes de leur supériorité numérique; mais leur présence ne fit que redoubler l'ardeur des Français : ils s'ébranlèrent et réengagèrent le combat avec un nouveau succès. Toutes les troupes ennemies se retirèrent, et l'île resta au pouvoir des vainqueurs avec 600 prisonniers, deux pièces d'artillerie et un caisson.

Le maréchal Lefebvre prit aussitôt des mesures pour se maintenir en possession de cette conquête; il fit établir un pont sur le bras gauche de la Vistule, et construire divers ouvrages propres à arrêter les tentatives de l'ennemi du côté de Dantzig, et celles qui pourraient être essayées du côté de Pillau, poste situé vis-à-vis l'île de Nehrung, à l'extrémité d'une des pointes de la presqu'île formée par le golfe de Frisch-Haff et celui de Gurisch-Haff, au-dessus de Kœnigsberg. Le général de brigade du génie Kirgener, qui commandait cette arme en attendant l'arrivée du général de division Chasseloup-Laubat, fut envoyé par le maréchal à la pointe de l'île vers Pillau pour reconnaître le terrain et désigner l'emplacement des ouvrages à construire dans cette partie.

Une expédition non moins importante à faire que celle qui venait d'être si heureusement terminée était de s'emparer des retranchements élevés par les Prussiens sur la rive gauche de la basse Vistule, devant Weichselmünde. Cette opération eût privé Dantzig de toute communication avec la mer, de même que la prise de l'île de Nehrung interceptait celle avec Kœnigsberg; mais le maréchal n'avait point encore assez de troupes, et surtout d'artillerie, pour tenter une pareille entreprise. Ses forces ne s'élevaient guère alors au-dessus de 9,000 hommes autour de la place, et ce n'était point encore assez pour garder tous les postes dont il était maître.

Cependant le gouverneur Kalkreuth, connaissant la faiblesse du corps assiégeant et ayant lui-même à sa disposition plus du double de troupes, sans compter les milices bourgeoises, projeta une sortie générale pour repousser les Français et détruire les ouvrages déjà commencés. Pendant que le gros de ses troupes devait attaquer de front les positions principales du blocus, un colonel nommé Krakow, qui s'était acquis une certaine réputation, comme partisan, dans les excursions précédentes de la garnison, avait ordre de filer le long du rivage de la mer, sous la protection des batteries du fort de Neufahrwasser et de plusieurs chaloupes canonnières, afin de pénétrer sur les derrières et d'attaquer les assiégeants en queue.

Fort heureusement le maréchal Lefebvre, qui s'attendait bien à cette sortie depuis qu'il avait su l'arrivée des renforts venus de Kœnigsberg avec le gouverneur, devina en grande partie les dispositions prises par celui-ci. Les colonnes sorties de Dantzig dans la nuit du 26 mars furent surprises elles-mêmes de trouver les troupes françaises et alliées sous les armes et prêtes à les recevoir sur tous les points. Les Prussiens attaquèrent toutefois avec assez d'ensemble; mais ils furent repoussés et poursuivis vigoureusement jusque sous le canon de la place, où ils rentrèrent, n'emportant de leur expédition que la honte de l'avoir manquée.

Le partisan Krakow avait opéré pendant ce temps le mouvement dont il était chargé; mais lorsqu'il s'avançait sur les derrières des assiégeants, il fut chargé et coupé par un escadron du 19e de chasseurs français et le régiment des lanciers polo-

1807. Allemagne.

nais. Pris entre deux feux, le détachement de Krakow voulut en vain faire résistance : la plupart des hommes qui le composaient mirent bas les armes, au nombre de 400; le reste se sauva en désordre, et eut beaucoup de peine à rentrer dans Dantzig. Krakow, joint dans sa fuite par quelques lanciers polonais, fut fait prisonnier et conduit au maréchal Lefebvre, qui l'envoya à Berlin.

Ce combat du 26 mars fut le dernier événement de quelque importance qui précéda l'ouverture de la tranchée devant Dantzig. Napoléon, qui avait à cœur de se voir maître de cette place, avait envoyé au maréchal Lefebvre l'ordre positif de changer le blocus en siége régulier, et il pressait en même temps l'arrivée des troupes de renfort et surtout de l'artillerie nécessaire. Le général de division Michaud et les généraux de brigade Dufour et Van der Welt rejoignirent le 10ᵉ corps avec de nouveaux détachements. Vers le 30 mars, plusieurs convois d'artillerie et de munitions arrivèrent de Stettin, et l'on en attendait encore d'autres venant de Glogau par Thorn et de Varsovie. Le maréchal, décidé à agir vigoureusement, concentra ses troupes et les rapprocha des différents points d'attaque qui avaient été déterminés. D'après la reconnaissance faite par le général Puthod du camp retranché que les Prussiens avaient établi à Neufahrwasser, le général Kirgener se rendit dans l'île de Nehrung pour tracer les ouvrages nécessaires à l'attaque de ce camp et du fort de Weichselmünde qui le protégeait. A la suite d'un conseil de guerre convoqué par le maréchal Lefebvre, auquel assistèrent le général Lariboissière, commandant en chef l'artillerie de siége, le général du génie et les principaux généraux du corps d'armée, l'ouverture de la tranchée fut fixée à la nuit du 1er au 2 avril.

L'attaque régulière de la place de Dantzig offrait les plus grandes difficultés : nous les ferons connaître en partie par le détail des moyens de défense des assiégés.

Traversée, ainsi que nous l'avons dit, par la Motlau, la ville est entourée de larges fossés qui se remplissent au moyen de cette rivière, dont plusieurs écluses retiennent les eaux pour former au sud et à l'est de la place une vaste inondation qui, s'appuyant d'un côté aux faubourgs d'Ohra et de

Saint-Albrecht, et de l'autre aux digues de la Vistule, s'étend à plus de quatre lieues, et couvre les deux tiers des fronts de l'enceinte. Cette inondation ne peut être que très-difficilement affaiblie, parce que les eaux de la Vistule sont presque toujours au niveau de celles qui la forment, surtout lorsque le vent fait refluer les eaux de la mer dans le fleuve.

Au nord, la Vistule coule à cent trente toises environ du chemin couvert, et ne laisse entre la rive gauche et les glacis de la place que quelques canaux et des marais impraticables. A son embouchure, distante de deux mille quatre cents toises de la place, les deux rives sont défendues, à droite par le fort de Weichselmünde, à gauche par le camp retranché de la petite île de Neufahrwasser, ce qui assure à l'assiégé l'arrivée des secours qui peuvent lui être envoyés par mer.

Le terrain qui borde les deux îles de la Vistule est coupé de canaux et couvert de marais, et cette circonstance est toute au désavantage de l'assiégeant; elle rend ses établissements difficiles, ses travaux peu solides, et l'oblige à étendre ses quartiers, à disséminer ses troupes et à multiplier ses postes. Cet inconvénient était d'autant plus grave alors, que les troupes de siége furent constamment moins nombreuses que celles de la garnison, et qu'il fallait conséquemment la prudence la plus minutieuse pour ne pas trop s'affaiblir en les divisant.

La communication entre la place et le fort de Weichselmünde était assurée par une suite de redoutes construites sur les bords de la Vistule, et surtout par l'heureuse position de l'île de Holm, qui permet à l'assiégé de rapprocher les feux de la place de ceux du fort, de manière à ne laisser entre eux qu'un intervalle d'environ sept cents toises, et de profiter du canal de Laacke pour communiquer avec Weichselmünde, malgré les batteries que l'assiégeant pouvait établir à Schellmühl. Celui-ci ne peut donc tenter de jeter un pont sur cette partie de la Vistule qu'après s'être emparé de l'île de Holm.

A l'ouest de la place, deux chaînes de collines, séparées par la vallée de Schidlitz, couvrent cette partie de l'enceinte. Ces deux collines prolongées sont couronnées par deux forts, le Bischofsberg et le Hagelsberg, liés entre eux par des retranchements continus, qui forment une seconde enceinte, appuyés

1807.
Allemagne.

d'un côté à l'inondation de la Motlau et de l'autre à la rive gauche de la Vistule. Cette nouvelle enceinte, quoique construite en terre et sans revêtement, était à l'abri de toute insulte. Les assiégés avaient hérissé le chemin couvert, ainsi que le pied des escarpes et des contrescarpes, de fortes palissades fraisées, qui, tenant lieu de revêtement, ôtaient aux assiégeants tout espoir de réussir contre elles par un coup de main, et les obligeaient à une attaque régulière.

D'après ce que nous venons de dire des défenses de Dantzig et de la position des assiégeants en commençant leur opération, on peut remarquer qu'ils étaient loin d'avoir investi la place du côté même qui n'était point garanti par l'inondation, puisque l'île de Holm, et surtout le camp retranché de Neufahrwasser, étaient encore au pouvoir des assiégés; ce qui leur donna longtemps l'avantage immense de pouvoir communiquer avec la mer, et, partant, de recevoir des secours en hommes, munitions et vivres. C'était surtout en raison de ce dernier motif que le maréchal Lefebvre eût désiré de s'emparer sur-le-champ du camp retranché, et il fallait que ses moyens fussent aussi faibles qu'ils l'étaient pour qu'il ne tentât point cette entreprise; mais il n'avait, comme nous l'avons déjà dit, que 9 à 10,000 hommes, et, alors même que les secours qu'il attendait furent arrivés, il n'eut jamais à sa disposition plus de 15 à 16,000 hommes, tandis que le feld-maréchal Kalkreuth, au moyen des renforts qu'il reçut successivement, eut toujours 20,000 hommes au moins de garnison.

Il avait été décidé, dans le conseil de guerre de l'armée de siége, que l'attaque principale serait dirigée contre le fort du Hagelsberg, et qu'elle serait favorisée par deux fausses attaques : l'une, dirigée de l'île de Nehrung, contre le camp retranché de Neufahrwasser, par les troupes du général Schramm; et l'autre contre le fort du Bischofsberg, par celles qui étaient établies à la tête des villages de Stolzenberg et de Schidlitz. Deux autres petites attaques secondaires, faites au-dessous de la rive gauche, devaient concourir également à resserrer la place et à compléter l'investissement général.

La position du général Schramm dans l'île de Nehrung était assurée par des redoutes garnies d'un double rang de batteries,

et, pour la fortifier encore plus, le maréchal avait fait appuyer la gauche sur le village de Heubude, à six ou sept cents toises de la rive droite, et la droite à la mer. Le général Schramm devait manœuvrer pour intercepter la communication entre le fort de Weichselmünde et la place, et s'opposer à ce que des secours s'avançassent du côté de Neufahrwasser.

Toutes ces dispositions étant arrêtées, la tranchée fut ouverte dans la nuit du 1er au 2 avril. La première se trouva à huit cents toises des palissades, et la crête du Zigangenberg fut couronnée sur un développement de deux cents toises. Ce travail, dérobé à l'ennemi, ne fut nullement inquiété; au jour, il était déjà couvert.

Ces premiers ouvrages avaient été préparés la veille par une attaque fort vive du général Puthod. Celui-ci avait chargé le prince Radziwill de s'emparer du village d'Aller et de s'y fortifier, ce que le noble Polonais exécuta avec autant d'intelligence que de succès. Il établit des postes sur la rive gauche de la Vistule, afin d'en inquiéter la navigation. Les assiégés tentèrent de prendre leur revanche en s'emparant le lendemain du village de Zigangenberg, mais ils en furent délogés par le 19e de chasseurs à cheval.

Dans la journée du 2 avril, les assiégeants perfectionnèrent les travaux faits pendant la nuit. Les assiégés, s'en étant aperçus, dirigèrent sur les tirailleurs le feu des batteries du Hagelsberg et du Bischofsberg, mais sans causer aucun dommage.

Pendant la nuit du 2 au 3, on déboucha par des zigzags, de la droite de la première parallèle. La redoute de Kalck, que l'ennemi achevait de construire sur la rive gauche de la Vistule, en avant de la porte d'Oliva et à trois cents toises de la place, fut emportée de vive force par trois compagnies de la légion du Nord; mais, comme cette redoute était d'une grande importance pour les assiégés, le feld-maréchal Kalkreuth la fit réattaquer le matin par des forces supérieures, avant que les Français eussent pu s'y fortifier : elle resta au pouvoir de l'ennemi. Le même jour 3, un détachement de troupes prussiennes, infanterie et cavalerie, débarqué sur l'île de Nehrung, du côté de Pillau, se présenta devant un poste de cavalerie, placé par le général Schramm au petit village de Kahlberg. Ce poste s'étant

1807. Allemagne.

retiré suivant ses instructions, le général Schramm fit marcher une petite colonne de cent chevaux et deux compagnies d'infanterie, sous les ordres du capitaine Maingarnaud, pour s'opposer aux progrès de la troupe ennemie; un bataillon saxon soutenait cette avant-garde. Le capitaine français attaqua les Prussiens, les défit et leur prit 200 hommes, dont un officier. Le reste du détachement ennemi se sauva en désordre dans des barques de pêcheurs.

Les jours suivants, les assiégeants continuèrent à cheminer par des zigzags en avant de la première parallèle, qui fut aussi prolongée par sa gauche, afin d'embrasser plus de terrain et de couronner plusieurs hauteurs propres à établir des batteries. La faiblesse numérique des troupes rendait nécessaires les mesures de défense autant que celles d'attaque. On s'occupa également d'élever des redoutes et autres moyens de contrevallation, destinés à appuyer la tranchée. Les cheminements vers la seconde parallèle furent continués. Le défaut de bras, la nécessité d'employer uniquement les gens du pays aux travaux, et surtout les retards que les mauvais chemins faisaient éprouver aux convois d'artillerie, empêchaient de donner à ces travaux toute l'activité désirable.

Le 9 on ouvrit la tranchée de la fausse attaque sur le Bischofsberg, et on dirigea la première parallèle de manière à serrer la place par sa gauche. Cette première parallèle devait être appuyée, sur la gauche, aux environs de la tête du faubourg de Schidlitz. Elle avait pour but de soutenir les batteries d'enfilade et de revers contre le Hagelsberg.

On reconnut que les assiégés travaillaient eux-mêmes sur la gauche de la principale attaque, dans l'intention présumée de prendre en flanc les cheminements, et de s'établir, par une ligne de contre-approche, sur un des mamelons que la seconde parallèle devait couronner. Quoique l'opération d'en déloger l'ennemi fût en quelque sorte téméraire, puisqu'il fallait l'attaquer à quarante toises du fort, cependant le chef de bataillon du génie Rogniat[1], officier distingué dans son arme et chargé de cette expédition avec un détachement de 500 hommes.

[1] Depuis lieutenant général du génie.

1807. Allemagne.

réussit au gré des désirs du maréchal Lefebvre. A dix heures du soir la petite colonne de Rogniat franchit le ravin qui la séparait de l'ouvrage, sauta dans la tranchée ennemie, surprit la garde, et commença la destruction de l'établissement sous le feu même de la mitraille et de la mousqueterie qui partait du rempart et du chemin couvert; mais ce feu devint si vif, que le commandant Rogniat fut forcé d'évacuer la tranchée. L'ennemi y rentra, et l'occupa avec 400 grenadiers. A une heure du matin les Français revinrent à la charge, et chassèrent de nouveau les premiers. Ceux-ci perdirent dans cette affaire une cinquantaine d'hommes tués, 110 prisonniers dont un capitaine de grenadiers, deux cent trente fusils et beaucoup d'outils. Le commandant Rogniat fit achever la démolition de l'ouvrage, qu'il n'abandonna qu'au jour.

On amorça la seconde parallèle à la sape volante dans la nuit du 11; et, dans la matinée du 12, le travail des batteries se trouva terminé, à l'exception de celles qui étaient confiées aux troupes saxonnes. Le maréchal donna sur-le-champ des ordres pour leur armement. Deux pièces de 12 furent conduites dans la redoute n° 1, deux autres du même calibre dans la redoute n° 4, trois dans la redoute n° 5. Les redoutes n°s 2 et 3 devaient également recevoir chacune deux pièces de 12; mais la difficulté des chemins marécageux s'opposa à leur transport. La redoute n° 5 se trouvait seule complétement armée, et deux pièces de 6 avaient été placées sur un petit rideau situé plus bas que cette redoute. Ces bouches à feu battaient avec avantage les ouvrages de l'ennemi et inquiétaient la navigation. Toutefois pour l'intercepter entièrement, surtout pendant la nuit, il aurait encore fallu occuper des postes bien retranchés sur les deux rives du fleuve [1].

[1] Quelques essais avaient déjà été tentés à cet effet; un seul avait réussi. Le capitaine Tardivelle, de la légion du Nord, s'était avancé avec sa compagnie sur la rive gauche de la Vistule et s'était emparé d'une maison située au bas du ruisseau de Schellmühl : il se maintint constamment dans ce poste périlleux, sous la mitraille de cinq pièces de canon placées dans l'île de Holm, à cinquante toises de lui. Cette action parut si remarquable que l'armée, pendant tout le cours du siége, ne désigna ce poste que sous le nom de *Maison Tardivelle* (voyez sa position sur le plan).

1807. Allemagne.

Une batterie de deux obusiers fut commencée à l'extrémité du dernier boyau de droite : elle était destinée à foudroyer l'intérieur de la ville, qu'elle découvrait parfaitement. Les ouvrages construits en avant de Heubude, dans l'île de Nehrung, furent terminés et mis en état de défense.

Cependant l'ennemi avait réoccupé et réparé sa ligne de contre-approche, beaucoup trop rapprochée des batteries de la place pour que les Français pussent s'y maintenir; il avait même construit une redoute couverte par des chevaux de frise. Comme il importait de détruire ce nouvel ouvrage, le chef de bataillon Rogniat, du génie, et Jacquemart [1], de l'infanterie, avec 800 Saxons du régiment de Bevilacqua, une compagnie de grenadiers du 44ᵉ, et une de carabiniers de la légion du Nord, furent chargés de cette attaque sous la direction du général Puthod. Rogniat devait attaquer de front et par la droite le mamelon du Hagelsberg, sur lequel se trouvait la redoute; et Jacquemart, avec les grenadiers, devait se porter dans la gorge pour empêcher que l'ennemi ne pût couper la ligne.

Les Prussiens se défendirent avec résolution; déjà même les assaillants commençaient à ralentir leur attaque, lorsqu'un tambour saxon nommé Zworn, sans en avoir reçu l'ordre et par la seule impulsion de son courage, bat la charge et se précipite sur la redoute en s'écriant : « A moi, Saxons! » Cet exemple électrise les camarades de Zworn; ils s'élancent sur ses traces, renversent les chevaux de frise, pénètrent dans la redoute dont ils restent maîtres. Trois fois l'ennemi revint à la charge et trois fois il fut repoussé par les Saxons, trop fiers de leur conquête pour se la laisser ravir. On trouva sur-le-champ à lier cette redoute avec la deuxième parallèle.

Mais les assiégés, qui avaient mis leur plus grande espérance dans leurs travaux de contre-approche, ne renoncèrent point à les reprendre. Le 13 avril, à huit heures du matin, ils sortirent en force de la place, et, s'avançant sous le feu de leur artillerie, ils attaquèrent les Saxons chargés de la défense de la redoute avec tant d'impétuosité, qu'ils enlevèrent cet ouvrage et gagnèrent même la tête des tranchées. Les troupes

[1] Depuis maréchal de camp.

alliées, étourdies par cette brusque attaque et encore inhabiles à ce genre de défensive, pliaient de toutes parts; le moment était fort critique pour les assiégants, lorsque le maréchal Lefebvre marcha en personne à la tête d'un bataillon du 44e régiment de ligne. Il avait avec lui les généraux Michaud, Puthod et Dufour : « Enfants, dit-il aux soldats, c'est aujourd'hui notre tour, » et il se jette dans la mêlée : électrisés par ce noble exemple de dévouement, les soldats s'empressent d'entourer leur digne chef pour lui faire un rempart de leur corps : « Non, non, s'écrie encore le vieux guerrier de Fleurus; et moi aussi je veux combattre! » Tout fuit devant ces braves, qui s'avancent au pas de charge; le maréchal, toujours à leur tête, entre dans la redoute à travers une grêle de mitraille et de balles : le choc est terrible : ce sont des troupes d'élite qui défendent cet ouvrage; mais rien ne résiste à la baïonnette française. L'ennemi culbuté s'enfuit en désordre, laissant la redoute et ses abords jonchés de morts et de blessés.

Le 14 avril, on perfectionna la seconde parallèle et l'on commença deux redoutes pour la soutenir à droite et à gauche. Un second ouvrage de contre-approche, qui existait encore sur le centre de cette parallèle, fut emporté avec beaucoup de courage et d'habileté par le sergent Thomas, du deuxième bataillon de sapeurs.

Les assiégés firent dans la nuit du 14 au 15, contre la redoute n° 2, une sortie qui fut repoussée. On continua les travaux à la gauche de la seconde parallèle pour s'y garantir des feux de flanc que l'ennemi avait conservés. Les batteries de cette parallèle furent commencées, et on disposa une plateforme pour placer une pièce de 24 sur la redoute n° 4, destinée à battre le front du Hagelsberg. On en prépara une autre dans la redoute n° 2, afin de battre le débouché du faubourg de Schidlitz.

Plusieurs convois d'artillerie et de munitions étant arrivés à cette époque, le maréchal Lefebvre crut pouvoir tenter l'occupation du canal de Laake, projetée depuis longtemps. Le général Gardanne, commandant l'île de Nehrung pendant la maladie du général Schramm, fut chargé de cette expédition, qui réussit complétement. La possession de la tête du canal

1807. Allemagne.

fut aussitôt assurée par deux bons ouvrages construits sous la direction du chef de bataillon du génie Sabathier, et, par ce moyen, toute communication entre la place et le canal fut interdite.

Le 16, l'ennemi, plutôt surpris que vaincu la veille, sortit du fort de Weichselmünde où il s'était retiré, et s'avança sur la droite du général Gardanne, dont la gauche fut attaquée en même temps par une nuée de cosaques sortis du fort. Le combat fut très-vif, et le maréchal Lefebvre se vit dans l'obligation d'envoyer des renforts sur ce point. L'action dura plus de cinq heures avec des chances variées; mais les assiégeants restèrent maîtres du canal et tuèrent plus de 500 hommes. Le général Schramm, accouru sur le champ de bataille malgré son indisposition, le général polonais Sokolniski, le colonel saxon Vogel, le major Dowranowitz, le chef de bataillon du génie Sabathier, les capitaines Lesecq, Halstoffer, Plique et Huquet, le lieutenant de sapeurs Quéru, se distinguèrent d'une manière particulière en cette occasion, qui fit également honneur aux talents et à la fermeté du général Gardanne.

Le chef de bataillon Sabathier fit reprendre les travaux interrompus pendant l'action. Ils consistaient en une redoute tracée à cinquante toises de la rive droite, et une tranchée de communication qui liait la redoute à un bois, dans lequel on fit baraquer les troupes. Cette communication avait environ trois cents toises de longueur ; un double parapet la mettait à l'abri des feux du fort de Weichselmünde et des batteries de l'île de Holm.

Le combat sur les bords du canal de Laake n'avait point ralenti les autres travaux. A cette époque du siége, il y avait trois attaques bien distinctes : la première et la principale, dite du centre, sur le Hagelsberg; la seconde, ou fausse attaque de droite, sur le Bischofsberg; la troisième, ou fausse attaque de gauche, comprenait tous les travaux sur la basse Vistule. On continua donc les différentes batteries entreprises précédemment à l'attaque principale. On déboucha de la seconde parallèle par une sape debout, et on couronna un plateau à quarante toises de la place. Tous ces travaux, entrepris à la sape volante, furent poussés avec tant d'activité par le capitaine du génie

Blanc, que l'on parvint à les terminer presque entièrement la nuit. Le couronnement du plateau forma une demi-place d'armes en avant de la seconde parallèle, pour lier celle-ci avec la troisième.

1807. Allemagne.

Le 17, on perfectionna cette demi-place d'armes et la communication avec la seconde parallèle sous le feu de la place, qui incommodait d'autant plus les travailleurs qu'on n'avait point encore d'artillerie pour y répondre. Afin d'y suppléer, le maréchal ordonna l'établissement de plusieurs *trous de loup* pour y placer des tirailleurs, qui eurent ordre de faire un feu continuel sur les ouvrages et sur les embrasures de l'ennemi. A la gauche, on commença la redoute n° 6, qui devait concourir avec celle du canal à couper la communication de la place avec la mer. On reconnut surtout la nécessité de cette redoute lorsqu'on vit dans la journée une corvette anglaise, remorquée par deux chaloupes, se présenter dans la Vistule; elle s'éloigna toutefois à l'arrivée d'un détachement conduit par le capitaine Lesecq, qui avait avec lui deux pièces d'artillerie légère. Cet événement détermina aussi le général Chasseloup à faire élever une nouvelle redoute sur la rive gauche, afin de croiser ses feux avec ceux de la rive droite sur la tête du canal. Le chef de bataillon du génie Broussonnet fut chargé de conduire ces nouveaux travaux.

Le feld-maréchal Kalkreuth s'attendait à chaque instant à voir commencer le feu des assiégeants, et il redoublait d'activité pour se mettre à l'abri. L'ordre avait été donné à tous les habitants de prendre les précautions d'usage contre un prochain bombardement. Le maréchal Lefebvre avait décidé qu'on ne commencerait à battre la place que lorsque l'arrivée de toute l'artillerie donnerait des moyens de faire un feu vigoureusement soutenu et longtemps prolongé. Aussi, sans répondre au canon de la place, on s'occupa du soin de pousser sur la gauche de la seconde parallèle trois zigzags sur la capitale du bastion de droite du Hagelsberg. Ces zigzags furent recouverts par une demi-place d'armes, qui reporta la gauche des traverses à la hauteur de l'autre demi-place d'armes de droite, à environ soixante toises des palissades. En même temps, le général d'artillerie Lariboissière faisait travailler sur le Stolzenberg à une

1807. Allemagne.

batterie qui devait prendre de revers et d'enfilade le front du Hagelsberg et tous les ouvrages collatéraux.

Les journées des 19, 20 et 21 furent fâcheuses pour les assiégeants : la pluie et une neige fondante tombèrent en abondance ; les travaux furent inondés, et il fallut recommencer sur nouveaux frais pour les déblayer et les nettoyer. Ces intempéries soudaines dans un climat déjà malsain occasionnèrent de nombreuses maladies dans l'armée de siége, et les ambulances s'encombrèrent d'une manière effrayante. Le 22, le temps se remit à la gelée et l'on put reprendre les travaux.

Ce même jour un convoi de petits bâtiments chargés de troupes se présenta dans le golfe de Frisch-Haff pour opérer un débarquement, qui ne put s'effectuer par suite des mesures déjà prises. Mais le maréchal Lefebvre, craignant que de nouvelles tentatives n'obtinssent plus de succès, fit prévenir le maréchal prince de Ponte-Corvo, dont les troupes étaient cantonnées, comme l'on sait, depuis Elbing jusqu'à Braunsberg, sur les bords du golfe de Frisch-Haff, et l'invita à lui prêter main-forte en cas de besoin.

On devait, pendant la nuit du 22 au 23, cheminer vers la troisième parallèle; mais la lune, brillant de tout son éclat, servit beaucoup les assiégés. Éclairés par elle, ils firent un feu terrible sur les travailleurs. Cependant on réussit à pousser à la gauche de la demi-place d'armes de droite quatre zigzags, qui furent effectués à la sape pleine, parce que le clair de lune ne permit point de le faire à la sape volante.

Sur la rive gauche de la Vistule, on reprit le travail de la redoute n° 6, interrompu par le mauvais temps, mais dont le remblai était déjà presque terminé. En avant de cette redoute, on établit une gabionnade de deux cents toises sur une digue qui, partant de la *Maison. Tardivelle,* se prolongeait beaucoup au-dessous. On la termina par des coupures, dont le but était d'empêcher l'ennemi de sortir du camp retranché de Neufahrwasser entre le lac de Sasper et la Vistule, et de couvrir des postes de tirailleurs établis pour intercepter la navigation.

Dans l'île de Nehrung, on ne chercha plus qu'à perfectionner les ouvrages de manière à pouvoir s'y maintenir contre toute

attaque de l'ennemi. Un *blockhaus* [1] fut construit dans la redoute, et celle-ci, armée de quatre bouches à feu, fut garnie de deux rangs de palissades.

1807. Allemagne.

L'artillerie arma et approvisionna toutes les batteries des première et deuxième parallèles, y compris les batteries du Stolzenberg. Elle prépara divers emplacements pour des obusiers de campagne, employés comme batteries, afin de réunir la direction des feux et de porter les obus dans tous les quartiers de la ville.

Le 23 avril, dès la pointe du jour, l'ennemi redoubla son feu, qui bouleversa entièrement la tête des sapes. Les assiégeants étaient en mesure d'y répondre, puisqu'ils avaient alors en batterie dix-huit pièces de 24, vingt-huit de 12, six de 6, trois de 3, neuf mortiers et huit obusiers. Les pièces de 6 et de 3 n'étaient destinées qu'à appuyer les entremêlés des parallèles contre les sorties de la garnison. Toutefois, ce fut seulement à une heure du matin, dans la nuit du 23 au 24, que le général Lariboissière fit commencer le feu des mortiers et des obusiers ; les batteries de canon ne furent démasquées que le matin. L'ennemi riposta avec la plus grande vivacité ; mais il ne tarda pas à s'apercevoir de la supériorité de l'artillerie française sur la sienne. Les batteries, parfaitement dirigées par les généraux Danthouard et Lamartinière, firent taire celles de la place, qui d'abord avaient causé beaucoup de mal aux assiégeants. Une bombe était tombée sur le magasin à poudre de la batterie du Stolzenberg ; mais l'étonnante audace d'un soldat travailleur en paralysa les effets : il pénétra dans le magasin et coupa la mèche du fatal projectile.

Ce premier feu des assiégeants sur la place y ayant fait beaucoup de ravages, au rapport de quelques déserteurs qui arrivèrent dans la journée et dans la nuit du 24, le maréchal Lefebvre voulut profiter de la terreur des habitants et de la garnison pour faire faire, par l'adjudant-commandant Aymé [2], une sommation au gouverneur ; mais celui-ci répondit comme on devait l'attendre d'un général de sa réputation.

[1] Espèce de fort construit avec de grosses poutres et dans lequel un détachement se trouve à l'abri du canon. — [2] Depuis lieutenant général, etc.

1807. Allemagne.

Le maréchal fit alors recommencer le feu des batteries incendiaires et de brèche ; il se prolongea jusqu'à onze heures de nuit. Les généraux Danthouard et Lamartinière, d'après les observations faites pendant la durée du feu, reconnurent la nécessité de construire une nouvelle batterie entre les flancs bas du Stolzenberg, et changèrent en même temps la direction des redoutes n°s 1 et 2, afin de pouvoir désormais battre le bastion de droite du Bischofsberg, qui incommodait plusieurs batteries.

Le 26, les travaux de la basse Vistule, entrepris pour assurer la droite du camp dans l'île, furent continués. On reconnut sur la rive gauche que, les eaux ayant baissé, on pouvait s'avancer sur la digue jusqu'au-dessous de l'embouchure du canal : il fut arrêté qu'on y établirait une batterie, et qu'on profiterait de la digue elle-même pour y établir une gabionnade. Un convoi venu de Varsovie donna le moyen d'ajouter sept pièces au front d'attaque, six à celles qui étaient déjà établies sur le Stolzenberg, et d'armer les nouvelles batteries.

Le feu avait été très-vif de part et d'autre pendant toute la journée, et les assiégeants avaient poussé huit boyaux de communication à la droite pour rejoindre la parallèle, lorsqu'à sept heures du soir le feu de l'ennemi cessa tout à coup. Ce silence fit soupçonner au colonel du génie Lacoste, aide de camp de l'empereur et commandant la grande attaque, que l'ennemi méditait une sortie ; et il prit, de concert avec le général Mesnard, commandant la tranchée, des mesures pour la faire échouer. Des détachements furent placés à droite et à gauche dans les tranchées, avec ordre de laisser avancer l'ennemi et de ne se montrer que pour couper la tête de colonne. Ces dispositions, approuvées par le maréchal, furent parfaitement mises à exécution. A dix heures du soir le petit poste, placé en avant ventre à terre, se replia et vint annoncer que l'ennemi sortait, marchant en colonne par pelotons et la baïonnette en avant. Les 600 grenadiers prussiens qui formaient cette attaque étaient suivis de deux cents travailleurs avec des outils. Les travailleurs des assiégeants se retirèrent, et les troupes de tranchée, s'étant avancées, abordèrent l'ennemi à la baïonnette sans tirer un seul coup de fusil. Cette brusque agression déconcerta tellement les grenadiers prussiens, qu'ils firent demi-tour sans oser se dé-

fendre, pour se retirer vers une forte réserve qu'ils avaient dans le chemin ouvert. Les gardes placées à droite et à gauche se montrèrent alors : la tête de colonne se trouva coupée, et, malgré sa résistance, elle fut faite prisonnière. L'ennemi perdit dans cette sortie 149 tués, beaucoup de blessés, et environ 500 prisonniers; les assiégeants n'eurent que 11 tués et 29 blessés. Les capitaines Perrin, Durnel, Travers; les sergents Vernon, Geoffroi et Laigh, et les chasseurs du 12ᵉ d'infanterie légère Louis et Lefferides, furent mentionnés honorablement dans le rapport du maréchal Lefebvre.

Une suspension d'armes de deux heures, demandée par le gouverneur de la place pour enterrer les morts, fut mise à profit par les assiégeants, qui employèrent ce temps à reconnaître de nouveaux emplacements de batteries à ricochets, et les tranchées qui devaient les lier aux parallèles. On joignit, par un boyau, la gauche des deux batteries du Stolzenberg à l'attaque du Bischofsberg. Le général d'artillerie fit poster en avant, dans la demi-place d'armes, entre la deuxième et la troisième parallèle, des mortiers, des obusiers et trois pièces de 12.

A l'attaque de la basse Vistule, le chef de bataillon Sabathier s'empara, avec un détachement, d'une langue de terre située à l'extrémité de l'île de Holm, l'isola par une coupure qui la mettait à l'abri des entreprises ultérieures, et rendit ainsi plus immédiate la communication des deux rives. Afin de compléter cette communication, qui n'avait pu jusqu'alors se faire que par un détour de plus de huit lieues, on commença la construction d'un pont de bateaux sur le fleuve, et d'un autre sur le canal de Laake.

Le 28 avril, l'ennemi dirigea pendant toute la nuit un feu violent continu sur les batteries du Stolzenberg et contre les redoutes nᵒˢ 1 et 2. Il s'était aperçu que ces batteries faisaient un ravage croissant sur le bastion de droite du Bischofsberg, et, pour s'y opposer, il réunit sur ce point une artillerie quadruple de celle des batteries assiégeantes.

On travailla, à l'attaque principale, à prolonger la droite de la troisième parallèle et à élargir quelques communications. On prolongea également un des boyaux de la demi-place d'armes vers l'emplacement reconnu la veille pour une nouvelle bat-

1807. Allemagne.

terie, lorsqu'à dix heures du soir les gardes de la troisième parallèle furent attaquées par une sortie de 2,000 hommes. L'attaque commença par la gauche de la parallèle; mais le commandant Rogniat, major de tranchée, s'étant avancé avec deux compagnies du 19e de ligne, culbuta les assaillants et les poursuivit jusqu'aux palissades du chemin couvert, où quelques braves soldats eurent l'imprudence de sauter. Un bataillon de grenadiers ennemis se présentant au centre repoussa d'abord les deux compagnies françaises que deux autres bataillons également sortis du chemin couvert cherchaient à tourner; mais le général Michaud, qui commandait la réserve, marcha au secours des gardes de tranchée et repoussa l'ennemi au moment où il pénétrait dans les communications de la troisième parallèle. Trois fois les Prussiens revinrent à la charge, et trois fois ils furent repoussés avec perte définitive de 70 hommes tués, le double de blessés, 200 prisonniers. Les sergents-majors Dumont, Pillet et du Dunio du 19e régiment, entrés dans le chemin couvert avec l'ennemi, lui tuèrent huit hommes dont deux officiers. Le voltigeur au même régiment Teinturier retira jusqu'à deux fois son capitaine des mains de l'ennemi, en tuant chaque fois deux ou trois hommes. Le baron de Stockharn, major badois, et les capitaines Quincieux, Aurillac et Musin se conduisirent dans cette attaque avec une distinction particulière.

Les travaux interrompus la veille furent repris avec activité dans la nuit du 29 au 30. On entama, à l'attaque principale, la partie circulaire sur le saillant de la demi-lune du Hagelsberg : on disposa le parapet de la troisième parallèle pour recevoir des tirailleurs; on la borda de sacs à terre, et, après l'avoir élargie, on y forma des banquettes. A la fausse attaque on prolongea vers la droite les tranchées qui couvraient les batteries du Stolzenberg.

Le 30, les batteries, augmentées de plusieurs pièces arrivées la veille de Varsovie, foudroyèrent la place avec une nouvelle activité. Le feu, qui s'était déjà manifesté plusieurs fois dans la ville, se renouvela, et les habitants eurent beaucoup de peine à en arrêter les progrès. On établit, dans cette même journée, deux nouvelles batteries, l'une dans la deuxième

parallèle, et l'autre en avant de cette même parallèle, pour balayer les branches du chemin couvert de la demi-lune, et battre les réduits en charpente qui étaient dans la place d'armes rentrante.

De leur côté, les assiégés avaient répondu par le feu de toutes les batteries du front d'attaque à celui des assiégeants. Se trouvant trop incommodés par les pièces de la redoute n° 1, ils dirigèrent contre celle-ci plus de trente bouches à feu. Sur le soir, les gardes du chemin couvert ne cessèrent d'inquiéter les tirailleurs assiégeants par des feux de peloton très-nourris; en même temps des pots à feu, lancés des ouvrages de la place, éclairaient cette fusillade et les travaux de tranchée. Cela n'empêcha pas cependant d'établir la communication de la deuxième à la troisième parallèle : on déboucha à la sape pleine des deux points de la troisième parallèle pour s'avancer sur la capitale de la demi-lune.

Cependant le maréchal Lefebvre, voyant le siége traîner en longueur, et connaissant toute l'impatience qu'éprouvait l'empereur de savoir la place rendue, convoqua à son quartier général le général du génie Chasseloup-Laubat, le général d'artillerie Lariboissière et ceux des officiers supérieurs des deux armes que ces deux chefs jugèrent convenable d'admettre à la délibération, afin d'aviser aux moyens les plus prompts de réduire Dantzig. Il fut reconnu que les fortifications extérieures, étant en terre, se trouvaient pour ainsi dire à l'épreuve de l'artillerie, et qu'il fallait, au moyen des travaux du génie, essayer de détruire les palissades et de faciliter à l'infanterie l'assaut des ouvrages. Le général Chasseloup eut donc la mission de donner à son arme un nouveau degré d'activité.

Le 2 mai, le travail de la sape éprouva de grandes difficultés; le canon de l'ennemi renversait les gabions à mesure qu'on les plaçait. Pendant la nuit, les deux têtes de sape de la circulaire, sur le saillant de la demi-lune, furent rejointes, et l'on amorça, à l'extrémité gauche de la troisième parallèle, une portion de sape pour tenter de gagner l'angle saillant du chemin couvert, vis-à-vis du bastion de droite.

A trois heures du matin l'ennemi fit une nouvelle sortie, au nombre de 2,000 hommes, dans le but de détruire les ou-

1807. Allemagne.

vrages du Stolzenberg. Le capitaine de sapeurs Boisaubert, en repoussant cette attaque avec la garde de tranchée, fut atteint d'une balle qui le priva de la vie. Cette perte redoubla l'ardeur de la troupe, et la plus grande partie des soldats ennemis restèrent sur le terrain.

On travailla avec plus de célérité pendant la nuit du 3 au 4 mai, parce que l'ennemi ralentit son feu ; on déboucha, à sape double, de la portion circulaire sur le saillant de la demi-lune. Ce cheminement fut poussé de quatre toises sur le bastion de droite du Hagelsberg. On fit aussi deux tranchées dans la partie droite de la troisième parallèle, et on prolongea celle-ci dans le vallon de Schidlitz.

Le 4, au jour, l'ennemi, s'étant aperçu des progrès faits pendant la nuit, commença un feu très-vif d'artillerie qui fit encore discontinuer la marche de la sape : ce feu durait encore à quatre heures ; mais les batteries de la deuxième parallèle prirent alors la supériorité, démontèrent l'artillerie ennemie et bouleversèrent ses embrasures. La nuit fut employée à réparer ce qui avait été endommagé le matin.

On continua les travaux les 5 et 6 ; mais on n'avançait qu'avec lenteur, à cause de l'incroyable activité de l'ennemi à détruire ce que l'on se flattait de terminer. Malgré l'adresse de l'artillerie française et la supériorité qu'elle avait dans les salves réciproques sur celle des assiégés, celle-ci conservait toutefois un grand avantage, parce qu'il n'avait pas été possible de ricocher les lignes de la fortification, parce qu'il fallait ménager les munitions, et que l'ennemi, ayant des ressources immenses, pouvait remettre toutes les nuits de nouvelles pièces en batterie quand on croyait avoir éteint son feu à la fin de la journée. Cependant, quoique l'ennemi fît des décharges continuelles de bombes, de pierriers et de pots à feu, on continua les différentes sapes, et on réussit à s'approcher à six toises du saillant de la demi-lune.

L'occupation de l'île de Holm, depuis longtemps jugée nécessaire, avait toujours été différée, faute de moyens suffisants pour pouvoir l'entreprendre. Cependant les généraux du génie ayant insisté pour qu'on s'en emparât, en représentant que sa possession seule pouvait mettre à même de construire de nou-

velles batteries de revers contre le front d'attaque, et rendrait inutile la précaution d'avoir des traverses pour couvrir les tranchées de flanc et quelquefois même à dos, le maréchal Lefebvre décida que l'île serait attaquée dans la nuit du 6 au 7 mai.

Quatre cents Russes, environ 200 hommes de troupes prussiennes, avec une compagnie d'artillerie, formaient la garde de ce poste ennemi, défendu d'ailleurs par 15 pièces de canon et un pareil nombre d'obusiers. On y avait établi des magasins de munitions de tout genre; les assiégés n'avaient rien épargné en un mot pour en conserver la possession.

Le maréchal Lefebvre confia la direction de cette expédition au général de division Drouet, son chef d'état-major général, et lui donna 800 hommes pour l'exécuter. Cette troupe étant rassemblée le 6 mai, à huit heures du soir, l'adjudant-commandant Aymé en prit le commandement. Le général Gardanne devait seconder l'attaque principale en traversant le canal de Laake pour couper la retraite de l'ennemi.

A dix heures du soir les pontonniers mirent à l'eau douze barques pouvant contenir chacune 25 hommes : on embarqua 50 grenadiers du régiment de la garde de Paris, 200 hommes des 2e et 12e d'infanterie légère, et 50 canonniers, mineurs ou sapeurs. Ce premier détachement fut bientôt suivi d'un second.

L'ennemi ne tira que quelques coups de fusil et deux coups de canon à mitraille sur les premières troupes, qui n'en effectuèrent pas moins leur débarquement. Le capitaine Avy, aide de camp du général Drouet, à la tête des 50 grenadiers de la garde de Paris, marche d'abord sur la première redoute et s'en empare sans brûler une amorce. L'adjudant-commandant Aymé marcha sur une seconde redoute à gauche, et le chef de bataillon Armant sur les retranchements à la pointe de l'île. Les Russes qui défendaient la seconde redoute se battirent avec quelque résolution; mais ils furent bientôt obligés de se retirer précipitamment, comme ceux de la première, sur les ouvrages construits à la pointe de l'île. Ils furent suivis avec tant de rapidité par les troupes assaillantes, que celles-ci, entrant pêle-mêle avec eux dans les retranchements, s'em-

1807.
Allemagne.

parèrent de la redoute principale et de l'artillerie qui l'armait. Les vaincus se retiraient en désordre le long de leurs retranchements, lorsque les troupes du général Gardanne, qui, au premier signal, avaient traversé le canal, vinrent couper leur retraite. Ce qui échappa à la baïonnette fut fait prisonnier.

Ce succès était complet sur la gauche de l'île, lorsque le second débarquement, composé de troupes badoises et de quelques compagnies de la légion du Nord, s'effectua. L'adjudant-commandant Aymé les fit porter aussitôt sur sa droite, pour s'emparer des retranchements qui protégeaient la redoute de Laackeschantze sur la rive gauche, pendant qu'une autre colonne attaquait ce dernier ouvrage, qui fut emporté malgré l'inondation et les palissades qui l'environnaient; et on y prit deux pièces de canon, 180 hommes et 4 officiers.

Pendant ce temps, le capitaine Avy avait marché sur une dernière redoute qui servait de tête de pont à l'ennemi au point de départ du canal : elle fut emportée comme les autres avec la même impétuosité de la part des assaillants.

L'ennemi perdit dans cette affaire 300 hommes tués dans les retranchements, 900 prisonniers, parmi lesquels 20 officiers, et dix-sept pièces de canon. Les assiégeants eurent 9 tués et 38 blessés. Fortunas, chasseur au 12e régiment d'infanterie légère, se distingua par un trait d'héroïsme semblable à celui du chevalier d'Assas au combat de Clostercamp. Ce brave s'était porté en avant : il tomba au milieu d'un détachement russe, dont les officiers, surpris eux-mêmes peu d'instants après par la compagnie du 12e léger qui les tournait, crièrent : « Ne tirez pas, nous sommes Français. » Menacé d'être tué s'il parlait, Fortunas s'écrie à son tour : « Tirez, tirez, mon capitaine, ce sont des Russes [1]. »

[1] Le maréchal Lefebvre envoya à l'empereur une nombreuse liste de tous les officiers et soldats qui s'étaient fait remarquer dans cette attaque de l'île de Holm. En voici les noms : Aymé, adjud[t]-command[t]; Armand et Roamitte, chefs de bataillon; les capitaines Avy, Aubert, d'Héricourt, Scalabrino, Daviet, Salomon, Armand, Leclerc, Tardiry, Spranghi, Ferber; les lieutenants Clop, Lapoterie, Paty, l'Agneau, Helin, Thiébaut, Reichauss, Tirondelle, Thomas, Saint-Ange; les sous-lieutenants Michel, de Berthon; les sergents Boucher et Colin; les caporaux Videnel et Audet; le mineur Jacquemart.

Le major du génie Boissonnet s'occupa sur-le-champ du soin d'assurer la possession de l'île aux assiégeants. Il ajouta aux retranchements déjà élevés, et retourna les batteries de l'ennemi de manière à les faire servir contre la place. Ce travail fut si promptement achevé, que le 7 mai, à six heures du matin, la redoute de la rive gauche commençait à foudroyer Dantzig. Le pont de radeaux projeté sur le canal fut également achevé, et l'on avança beaucoup la construction du pont sur la Vistule.

L'artillerie fit, pendant cette journée, le feu le plus terrible qu'elle eût encore dirigé contre la place, et parvint à éteindre celui de l'ennemi. Des rangs entiers de palissades furent labourés, sur le front d'attaque, par les boulets et les éclats de bombes; celles-ci éclataient vers le soir dans les batteries sans y occasionner aucun mouvement, ce qui indiquait que les canonniers ennemis pouvaient les avoir abandonnées.

En effet, on vit les assiégés travailler bientôt à l'armement du corps de la place. Cette mesure était urgente; car, dans l'état présent des choses, et attendu le délabrement des ouvrages extérieurs, l'ennemi devait craindre un prochain assaut. L'artillerie française tira, dans la journée du 7, deux mille six cent quatre-vingt-dix coups. Les principaux édifices étaient endommagés, et les incendies se multiplièrent au point que tous les soins des assiégés ne pouvaient presque plus en arrêter les progrès.

Le maréchal Lefebvre ordonna alors de commencer l'opération réputée la plus difficile d'un siége, celle du couronnement du chemin couvert; mais, en raison des obstacles que présentait le terrain et du petit nombre de troupes disponibles, on se borna à couronner le saillant du chemin couvert de la demi-lune du Hagelsberg. Le colonel du génie Lacoste et le chef de bataillon Rogniat furent chargés spécialement de cette opération.

Dans la nuit du 7 au 8 mai, deux compagnies du 19ᵉ régiment de ligne, conduites par le chef de bataillon Bertrand, s'avancèrent pour débusquer l'ennemi des deux branches du chemin couvert de la demi-lune : il leur fallut braver le feu des troupes qui garnissaient la palissade, et celui de quatre pièces de canon tirant à mitraille. Malgré ces obstacles, les Français pénétrèrent dans les places d'armes rentrantes, et, pendant qu'on s'y fusil-

1807. Allemagne. lait, les sapeurs et les tirailleurs réussirent à couronner la tête du chemin couvert au saillant de la demi-lune.

Au reste, on se convainquit de l'impossibilité d'insulter les deux *blockhaus* qui flanquaient les deux branches du chemin couvert attaqué; mais, tandis que les sapeurs coupaient les palissades, quatre mineurs avec un sergent descendaient dans le chemin couvert, afin de découvrir les travaux de mine auxquels on savait que l'assiégé travaillait depuis plusieurs jours. Les mineurs français reconnurent que l'assiégé était entré en galerie par un puits poussé à vingt-quatre pieds de profondeur; que du fond de ce puits partaient des galeries qu'il espérait pousser à cinquante pieds, mais qui n'en avaient alors que vingt-cinq. A l'instant où le puits de mine fut découvert, le sergent de mineurs Chapot, qui était descendu le premier dans le chemin couvert, s'élança seul au fond de cette ouverture, y trouva deux mineurs ennemis, les désarma et les fit prisonniers. La mine découverte était la seule qu'eût commencée l'ennemi : le trait hardi et heureux du sergent Chapot débarrassa les assiégeants de la crainte du péril qu'ils pouvaient courir.

Cette opération, rendant les Français maîtres d'une partie du chemin couvert et des galeries de l'ennemi, fit gagner l'emplacement de deux batteries importantes, et força les assiégés d'évacuer entièrement le chemin et de ne conserver des tirailleurs que dans les *blockhaus*. La nature du terrain sur lequel les travaux avaient dû cheminer n'ayant pas permis de construire un cavalier de tranchée pour préparer et favoriser le couronnement du chemin couvert, cette opération avait été très-meurtrière. Les assiégeants avaient eu plus de 80 hommes tués ou blessés. Le travail du couronnement du chemin couvert fut continué le lendemain 8 mai, et on atteignit, par la seconde sape, le saillant du bastion d'attaque.

Sur ces entrefaites, l'apparition de plusieurs voiles ennemies dans le Frisch-Haff, et plusieurs autres indices, donnèrent lieu de craindre que l'armée alliée ne formât quelque entreprise pour délivrer Dantzig [1]. Le maréchal Lefebvre fit en consé-

[1] On verra plus loin que l'empereur, prévoyant lui-même ce mouvement de l'armée ennemie pour secourir Dantzig par mer, avait donné l'ordre au maréchal Lannes, nouvellement rétabli de l'indisposition grave qui l'avait

quence inviter le général Oudinot, dont la division se trouvait alors à Marienburg, à porter une de ses brigades dans l'île de Nogat, afin de lui prêter secours s'il était attaqué par des forces supérieures. En même temps il prit toutes les mesures qui pouvaient rendre meilleures ses positions ordinaires, et renforça les postes qui lui parurent trop faibles. Le général Schramm, qui commandait toujours dans l'île de Nehrung, reçut l'ordre de se tenir sur le qui-vive le plus sévère, et d'observer surtout avec une attention particulière le Frisch-Haff.

1807. Allemagne.

Le maréchal s'était déterminé à tenter un assaut au fort du Hagelsberg, et il fit faire, à ce sujet, toutes les reconnaissances nécessaires. Le 9 mai, le bombardement fut poussé avec une plus grande activité pour distraire l'ennemi. Deux batteries basses, à gauche du Hagelsberg, furent démontées par l'artillerie française, qui fit également taire les pièces du bastion de gauche. Il ne restait plus sur le front d'attaque que le feu de trois pièces du bastion de droite. Enfin, pour enfiler la droite du chemin couvert du Hagelsberg, on établit dans l'île une batterie de deux pièces de 12 ; une seconde fut placée à la pointe de cette île pour enfiler et prendre à revers les ouvrages du corps de la place qui répondaient au Hagelsberg, et trois pièces de 24 furent mises en batterie sur un mamelon pour battre un cavalier[1] que l'on avait armé dans la place. Dans la soirée, tous les débouchés pour entrer dans le chemin couvert se trouvèrent prêts, et, à la nuit close, deux détachements de sapeurs, soutenus par un piquet d'infanterie, poussèrent une reconnaissance sur le *blockhaus* de la place d'armes. Le sergent de mineurs Noyer sauta le premier dans le chemin couvert et s'assura qu'il n'existait pas de mine au saillant du bastion; mais les sapeurs et le piquet d'infanterie furent assaillis par un feu si violent, parti du *blockhaus*, qu'ils furent obligés de se retirer après avoir perdu plusieurs hommes.

forcé de quitter le commandement du cinquième corps, de se porter, avec la réserve, dont la division Oudinot faisait partie, sur le Nogat ou branche droite de la Vistule, afin d'être en mesure de renforcer le corps d'armée du maréchal Lefebvre.

[1] Nous avons déjà dit qu'on donne ce nom à un ouvrage plus élevé que le rempart dans le corps de la place.

1807. Allemagne.

Cette reconnaissance donna la certitude que les réduits des places d'armes étaient encore trop fortement occupés pour qu'on songeât à tenter la descente du fossé avec quelque apparence de succès. Cette opération fut donc remise à un temps plus opportun, et l'on reprit, le 10 mai, les travaux ordinaires. On chemina sur les trois saillants à la fois, afin d'embrasser tous les contours du chemin couvert et de détruire les blockhaus par une fougasse lorsque le couronnement serait arrivé à leur hauteur et qu'il n'y aurait plus que trois ou quatre toises à percer pour placer les barils de poudre ; mais ce travail fut très-lent, parce que l'ennemi culbutait à coups de canon les gabions de la sape, et labourait même avec ses bombes et ses obus le travail déjà fait. Un capitaine du génie, Collet, fut blessé grièvement par un éclat de bombe.

Les journées du 11 et du 12 furent presque nulles pour les travaux de la sape du centre, que l'on cherchait à prolonger. Les assiégés jetèrent une telle quantité d'obus et de bombes sur ce point, que six toises de la tête furent comblées : on réussit seulement à avancer le couronnement du bastion d'attaque.

Ces obstacles apportés par l'ennemi aux derniers travaux de tranchées contrariaient d'autant plus le maréchal, que le nombre des bâtiments ennemis de convoi augmentait journellement dans le Frisch-Haff. Le 10 et le 11, plus de cinquante de ces bâtiments, tous chargés de troupes, s'étaient avancés par la pleine mer, sous la protection du fort de Weichselmünde, et avaient débarqué des hommes et des munitions au camp de Neufahrwasser, qui, fort heureusement, n'avait plus de communication avec la ville.

Le projet de ce secours pour les assiégés et son mode d'exécution avaient été discutés dans un conseil de guerre tenu à Bartenstein par les généraux de l'armée alliée. On avait reconnu, dans ce conseil, que Dantzig ne pouvait être secouru que de deux manières : la première, en attaquant l'armée française dans ses cantonnements, opération que tous les événements antérieurs rendaient plus que douteuse ; et la seconde, en faisant un vigoureux effort pour attaquer l'armée de siége du côté de la mer. Le dernier parti fut celui auquel on s'arrêta ; et le général Kaminski s'embarqua au port de Pillau avec deux divi-

sions, composées de douze régiments russes et de six régiments prussiens, formant un effectif de 12 à 15,000 hommes. Soixante-six bâtiments de transport, escortés par trois frégates ou corvettes, débarquèrent, ainsi que nous venons de le dire, ce secours nombreux, au camp de Neufahrwasser.

Le 12 mai au matin, les renforts promis par l'empereur au maréchal Lefebvre n'étaient point encore arrivés; le danger était imminent, et la faible armée de siége pouvait être assaillie d'un moment à l'autre par les forces réunies de la garnison et du corps de secours. Le maréchal ne dissimula point à ses troupes le péril auquel elles étaient exposées. Il passa une revue générale, et, après avoir instruit les différents corps de l'arrivée du général Kaminski avec de nouvelles troupes, il leur dit : « Camarades, tant que nous vivrons, nous n'abandonnerons rien à l'ennemi; chacun doit défendre son poste jusqu'à la mort. » Cette incitation concise du maréchal fut vivement ressentie par les troupes. Elles répondirent à sa généreuse proposition par le serment de *vaincre ou de mourir !*

Le général russe Kaminski avait la facilité d'attaquer tout à la fois le général Schramm dans l'île de Nehrung, le général Gardanne sur le canal de Laacke et dans l'île de Holm, et même une partie des autres postes de l'armée de siége. Le maréchal, prévoyant que l'ennemi se porterait d'abord sur l'île de Nehrung, renforça principalement cette position. Le général Gardanne, qui se trouvait le plus rapproché du camp de Neufahrwasser, et par conséquent exposé aux premières attaques, reçut aussi une augmentation de forces pour être à même de se maintenir. Le général Schramm eut ordre de redoubler de surveillance et de précautions, et le maréchal se tint lui-même préparé à se porter partout où le danger serait le plus pressant.

Cependant l'empereur Napoléon, averti du mouvement des Russes sur Dantzig, avait déjà pris des mesures pour rendre inutiles les efforts de ceux-ci en faveur de cette place. Le maréchal Lannes, à qui l'empereur avait donné le commandement de la réserve, composée, comme l'on sait, des grenadiers aux ordres du général Oudinot, reçut l'ordre de se porter de Marienburg, où il s'était avancé, au secours du 10e corps. Ses têtes de colonnes parurent aux environs de la place dans la soirée

1807. Allemagne.

même du 12 mai. La présence inopinée de ce secours, qui arrivait à marches forcées, remplit d'allégresse et de confiance l'armée assiégeante : le maréchal Lefebvre fut au-devant de son compagnon d'armes et du général Oudinot, qui l'accompagnait. Le spectacle de cette touchante entrevue accrut encore l'enthousiasme des soldats. Dès ce moment, le succès du siége ne fut plus douteux.

La nuit qui suivit cette heureuse réunion fut employée à continuer les travaux; les descentes dans le chemin couvert furent amorcées, et l'on rejoignit les deux têtes de sape du couronnement. L'artillerie commença deux nouvelles batteries d'obusiers, pour enfiler les chemins couverts et les fossés du bastion du front d'attaque : la première était dans la troisième parallèle, et l'autre au commencement du chemin couvert du bastion.

Le 13 au matin, les deux maréchaux ordonnèrent les différentes dispositions que le nouvel état des choses rendait convenables. Ils s'attendaient à une attaque instante du général Kaminski; mais celui-ci, déconcerté par la perte de l'île de Holm, se tenait retranché dans le camp de Neufahrwasser, et montrait beaucoup d'irrésolution dans ses manœuvres. Les assiégeants remarquèrent surtout un passage fréquent de barques entre le camp et le fort de Weichselmünde. Il semblait aussi que le général russe attendit pour agir qu'il eût communiqué avec le gouverneur de Dantzig; mais cette communication, dans la situation présente, était devenue bien difficile, et ne pouvait avoir lieu que par des signaux.

Pendant toute la journée, les assiégés firent un feu très-vif, qui coûta la vie au capitaine du génie Papont, aide de camp du général du génie Bertrand. Dans la nuit on déboucha des deux pointes de la sape, pour entrer dans le chemin couvert du bastion et dans celui des places d'armes vis-à-vis des blockhaus. On perça aussi le couronnement du chemin couvert sur différents points, pour arriver jusqu'aux palissades et les enlever. Leur énorme grosseur fit que, dans le premier essai, trois hommes employèrent plus de deux heures pour en couper trois à grands coups de hache. Cet essai malheureux démontra qu'une attaque de vive force était impossible avant que ces palissades ne fussent ruinées par un moyen plus prompt. On se

rappela aussi que, lors du siége de la place de Dantzig, en 1734, les Russes qui le faisaient, parvenus à la troisième parallèle, ayant voulu tenter l'assaut, y avaient perdu plus de 4,000 hommes, et s'étaient vus forcés de rentrer dans leurs tranchées.

A minuit, l'assiégé, devenu plus audacieux par la présence de l'armée de secours, fit une petite sortie et pénétra jusque dans la tête de la sape qu'on avait crue menacée par des mines; mais cette tentative fut promptement repoussée par un détachement du 12e d'infanterie légère qui gardait cette partie des travaux.

Le 14, les sapeurs débouchèrent sur le saillant de la place d'armes rentrante, par une sape debout. Ils la poussèrent jusqu'à trois pieds de la palissade, et firent une traverse à une batterie d'obusiers établie au couronnement des glacis du demi-bastion de droite; ils poussèrent aussi un boyau suivant le contour de la hauteur, afin d'y placer du monde pour soutenir l'unique pièce qu'on eût pu établir vis-à-vis du flanc qui défendait le passage du fossé.

Les travaux de la basse Vistule, devenus plus intéressants depuis l'arrivée des troupes du général Kaminski, furent continués avec activité : 50 hommes de la grande redoute, n° 5, se réunirent aux sapeurs pour terminer la communication en arrière, et l'on planta la palissade sur les trois quarts de la gorge. 80 hommes du régiment de la garde de Paris, réunis également aux mineurs, détruisirent les abris qu'offraient les chemins couverts de l'ennemi, et renforcèrent le parapet opposé à la place.

Sur ces entrefaites, divers mouvements opérés par les Russes dans le camp retranché de Neufahrwasser ayant fait penser que le dessein du général Kaminski était d'attaquer le 15, l'ordre fut donné à toutes les troupes de se tenir prêtes à combattre, et cette précaution ne fut point inutile. En effet, ce même jour (15), à quatre heures du matin, l'ennemi commença à déboucher de son camp de Neufahrwasser, et engagea aussitôt une vive canonnade.

Le général Schramm défendait la tête de l'ile de Nehrung; ses troupes et celles du général Gardanne étaient en bataille derrière les deux redoutes construites vis-à-vis du fort de

1807. Allemagne.

Weichselmünde; le maréchal Lefebvre se tenait prêt, tout en gardant les ouvrages devant le Hagelsberg, à se porter sur le point attaqué, s'il en était besoin; le maréchal Lannes, sur la gauche de la basse Vistule, attendait, dans le même but, que le danger se manifestât.

Le général Kaminski déboucha de Neufahrwasser sur quatre colonnes : la première, formant la droite, se porta à la droite du bois; la seconde et la troisième marchèrent au centre; et la quatrième resta en réserve sur le bord de la mer, paraissant destinée à observer le mouvement des deux colonnes précédentes et à couvrir leurs derrières. Ces quatre colonnes, composées de neuf régiments russes, présentaient un total de 11 à 12,000 combattants.

Le général Schramm avait à sa gauche les bataillons polonais; au centre, une forte brigade saxonne; à la droite, le 2e régiment d'infanterie légère; en réserve, le régiment de la garde de Paris.

A cinq heures du matin, les Russes attaquèrent cette ligne sur la gauche et sur le centre, et obtinrent d'abord assez de succès pour obliger le maréchal Lefebvre à envoyer un renfort, composé d'un bataillon du 12e d'infanterie légère et de 200 Saxons : ce secours rendit la résistance du général Schramm plus opiniâtre. Trois fois les Russes essayèrent d'enfoncer la ligne française, et trois fois ils furent repoussés avec perte; furieux de l'inutilité de ces premiers efforts, ils en tentèrent un quatrième. Cette nouvelle attaque fut si impétueuse, que le général Schramm eut besoin de toute sa fermeté et de payer d'exemple à la tête des carabiniers du 2e léger pour soutenir ce choc terrible : il avait même réussi à pousser l'ennemi vers son camp, lorsque le général Kaminski fit avancer sa réserve qui rétablit le combat. Le général Schramm se trouva de nouveau dans une situation difficile; mais le maréchal Lannes arriva alors avec la tête d'une première colonne de la division du général Oudinot. La présence de ce nouveau renfort ranime toute l'énergie des troupes de Schramm. L'action prend un caractère encore plus meurtrier. Un boulet frappe le cheval du général Oudinot et le renverse sur le maréchal Lannes : Oudinot, démonté, combat à pied à la tête de ses grenadiers et

porte des coups aussi terribles que ceux de ces braves. Une pareille lutte ne pouvait plus se prolonger : les Russes sont culbutés, et poursuivis la baïonnette aux reins jusque sous le canon de Weichselmünde; le champ de bataille reste jonché de leurs cadavres; une colonne entière qui filait le long de la mer fut détruite. Les aides de camp du général Oudinot et l'un de ceux du maréchal Lannes avaient été grièvement blessés. Le général Schramm et les aides de camp du maréchal Lefebvre, Montelégier et Lapoterie, s'étaient particulièrement distingués, ainsi qu'une foule d'autres braves des trois nations française, polonaise et saxonne. 900 Russes furent enterrés sur le champ de bataille, et leur perte totale dans cette action fut évaluée à près de 2,500 hommes.

La garnison de Dantzig n'avait point cherché à seconder cette attaque des Russes par des sorties. Les assiégés s'étaient bornés à diriger sur les travaux une forte canonnade, et, témoins impuissants du combat, ils avaient pu voir, du haut de leurs remparts si vivement menacés, la défaite des valeureux auxiliaires sur lesquels reposaient leurs dernières espérances.

L'attaque faite par le général Kaminski devait être secondé par un débarquement que l'ennemi devait effectuer à l'extrémité orientale de l'île de Nehrung, vis-à-vis de Pillau ; mais cette opération fut retardée par des causes qui sont inconnues. Les Russes du camp de Neufahrwasser étaient déjà battus et refoulés dans leurs retranchements, lorsque la colonne ennemie, conduite par le colonel Bulow, se mit en mouvement pour se porter sur Kahlberg, où se trouvaient les avant-postes du général Schramm de ce côté. Ces avant-postes de cavalerie légère se replièrent jusqu'à Fürstenwerder. La colonne ennemie, forte de plus de 4,000 hommes, en grande partie prussiens, s'avança, en longeant le Frisch-Haff, jusqu'à l'extrémité occidentale de ce golfe, et l'on s'attendait à la voir s'approcher par là de Dantzig. Un pont jeté sur le bras de la Vistule, à Fürstenwerder, facilitait le passage à l'infanterie française cantonnée dans l'île de Nogat, pour filer sur les derrières de l'ennemi[1].

[1] On doit se rappeler qu'une brigade de la division Oudinot avait été portée dans l'île de Nogat, sur la demande faite par le maréchal Lefebvre.

1807. Allemagne.

Mais celui-ci n'osant point s'aventurer, le général Beaumont, aide de camp de Murat, fit prévenir le général Albert, commandant la brigade de la division Oudinot, qui se trouvait dans l'île de Nogat, qu'il allait attaquer la colonne prussienne avec une brigade de dragons et les deux régiments de chasseurs, 3e et 11e, qu'il avait sous ses ordres, et l'invita à seconder ce mouvement. Les deux généraux réunis, ayant débouché par Fürstenwerder, rencontrèrent l'ennemi, entre Passenwerder et Stege, à la petite pointe du jour. Aussitôt culbutés qu'attaqués, les Prussiens furent poursuivis pendant l'espace de dix lieues, perdirent 1,100 hommes, dont 400 prisonniers et quatre pièces de canon. Le général Albert[1] donna, dans cette affaire, des preuves signalées de courage et d'habileté. Les majors Chemineau et Salmon se distinguèrent également, ainsi que les chasseurs des 3e et 11e régiments.

Le combat devant Neufahrwasser n'avait point fait discontinuer les travaux devant le Hagelsberg et sur les autres points d'attaque. On avait commencé un rameau de mine pour faire sauter le blockhaus de la place d'armes rentrante de droite; et, dans la nuit qui suivit, on ouvrit plusieurs entrées dans le chemin couvert de la demi-lune et du bastion de droite.

On s'était attendu à voir les Russes renouveler leur attaque dans la journée du 16; mais ils n'osèrent pas même sortir de leurs retranchements. On profita de cette circonstance pour préparer l'attaque de vive force du Hagelsberg; et, pour faciliter la descente du fossé, il fallait faire sauter le blockhaus de l'ennemi dans le chemin couvert. L'opération, parfaitement conduite dans la soirée, ne produisit pourtant pas tout l'effet qu'on en attendait : la mine que l'on fit jouer était chargée de quatre cents livres de poudre; mais le blockhaus fut endommagé sans sauter entièrement. On couronna, sans perdre de temps, l'entonnoir, et on commença un autre rameau de mine au fond. Le capitaine du génie Migneron, attaché à l'état-major du général Oudinot, avait été tué par l'explosion du premier rameau.

Dans la nuit, l'artillerie commença deux nouvelles batte-

[1] Depuis lieutenant général.

ries, l'une de deux pièces de 6, dans la partie gauche de la deuxième parallèle, pour contre-battre les batteries basses de l'ennemi; l'autre d'un obusier, dans le couronnement, près de l'angle saillant de la demi-lune, pour enfiler la branche gauche de son chemin couvert. Le pont de radeaux sur la basse Vistule fut aussi achevé, et l'on commença une tête de pont sur la rive gauche.

Divers mouvements dans le camp retranché, qui semblaient correspondre aux manœuvres de plusieurs bâtiments anglais qu'on voyait en mer, firent croire, dans la matinée du 17 mai, que l'ennemi se préparait à une nouvelle attaque; mais tout se borna à ces démonstrations : les assiégeants ne furent troublés dans leurs travaux que par les feux de la place. On continua la sape, qui devait déboucher sur le chemin couvert de la face du demi-bastion de droite; on poursuivit le travail entrepris à l'entonnoir de la mine qui devait conduire jusqu'au blockhaus de la place d'armes rentrante de droite, et l'on y plaça quatre châssis sans que l'ennemi pût l'empêcher par ses contre-mines. Ce travail coûta la vie au jeune Tholosé, lieutenant du génie.

Les assiégés firent un feu terrible pendant toute cette journée; mais il fut couvert vers le soir par celui de la tranchée. A sept heures, l'ennemi voulut tenter une sortie sur le couronnement de l'entonnoir et sur l'obusier placé à l'angle saillant du bastion : ce dernier fut même encloué; mais la garde, composée de soldats du 12e régiment d'infanterie légère, tomba sur les assaillants, les rejeta avec perte dans le fossé, et l'obusier fut désencloué.

Le 18, les assiégeants pénétrèrent enfin jusqu'au pied du blockhaus, que l'ennemi occupait encore, et d'où il pouvait fusiller les travailleurs presque à bout portant : on y mit aussitôt le feu avec des fascines goudronnées d'avance. Immédiatement après cette opération, on s'occupa de construire un débouché blindé pour entrer dans le chemin couvert, qui, n'ayant point de traverse, n'offrait aucun moyen de se défiler. Pendant la nuit qui suivit, on commença deux galeries dans le couronnement, avec le projet de déboucher de chacune dans deux rameaux, et de renverser par quatre fourneaux, une por-

1807. Allemagne.

tion de la contrescarpe dans le fossé, pour faciliter l'assaut. Aux travaux de la basse Vistule sur la rive gauche, on avait continué l'excavation de la redoute n° 6, et exhaussé le parapet du côté de la place de la redoute n° 5, dont l'excavation fut également commencée. On s'occupa en outre de réparer les ponts et les chemins de l'île de Holm.

Les journées du 19 et du 20 furent employées à perfectionner tous les travaux commencés pour la descente du fossé et pour rendre enfin l'assaut praticable.

Le 19, une corvette anglaise, la *Sans-Peur*, de vingt-quatre canons et 120 hommes d'équipage, avec une garnison de 40 soldats russes ou prussiens, voulut profiter d'un vent favorable pour remonter la Vistule jusqu'à Dantzig; mais le feu des batteries et surtout celui de la mousqueterie des postes établis sur la rive gauche furent si bien dirigés, que, les matelots ne pouvant manœuvrer, la corvette échoua. Les grenadiers du régiment de la garde de Paris se jetèrent alors dans la Vistule et abordèrent les premiers le bâtiment ennemi, qui amena aussitôt pavillon. La *Sans-Peur* portait aux assiégés dix-huit milliers de poudre, cinq cents sacs d'avoine, des gargousses pour des boulets de vingt-quatre, et divers autres objets de ravitaillement.

L'artillerie de la place fit beaucoup de mal pendant ces deux journées du 19 et du 20, et endommagea considérablement les travaux de tranchée. Le feld-maréchal Kalkreuth, prévoyant bien que l'assaut du Hagelsberg allait être tenté, résolut de faire un dernier effort pour détruire les ouvrages. Une grande sortie fut ordonnée à cet effet, et mise à exécution dans la soirée du 20. Les gardes de tranchée furent d'abord repoussées et laissèrent l'ennemi se maintenir dans les logements de contrescarpe assez de temps pour renverser le travail de la journée et de la veille. Toutefois, le colonel Lafosse, du 44e de ligne, et le chef de bataillon Oudot, du 12e léger, parvinrent à rallier les troupes et à les ramener au combat. Ces deux chefs furent grièvement blessés; mais l'ennemi abandonna les ouvrages, et fut poursuivi jusque dans le fossé de la place.

Le 21 mai, d'après les ordres de l'empereur, le maréchal Mortier, dont une partie des troupes devenait libre par suite

d'un armistice conclu avec les Suédois, et dont nous parlerons plus loin, vint renforcer l'armée devant Dantzig : ce supplément de forces donnait enfin les moyens de tenter sans délai l'assaut du Hagelsberg, et les ordres furent donnés en conséquence [1].

Les troupes étaient prêtes à opérer la descente du fossé, lorsqu'un officier d'état-major vint arrêter leur mouvement. Le maréchal Lefebvre s'était déterminé à faire une dernière tentative auprès du gouverneur de Dantzig, avant de donner le dernier signal d'une entreprise qui devait coûter tant de sang aux deux partis; et le feld-maréchel Kalkreuth, qui avait perdu tout espoir de secours, qui voyait ses ressources épuisées, et la possibilité, pour les Français, de prendre le Hagelsberg d'assaut, venait enfin de prêter l'oreille aux propositions qui lui avaient été faites; mais, tout en se soumettant à la nécessité d'une capitulation, l'inflexible vieillard se refusait aux conditions principales qu'on voulait lui imposer. Le colonel du génie Lacoste, chargé par le maréchal Lefebvre d'entrer en pourparlers avec ce gouverneur, voulait qu'avant tout il s'engageât à faire rendre le fort de Weichselmünde et le camp retranché de Neufahrwasser; que la garnison laissât ses armes et ses chevaux, et qu'elle fût prisonnière jusqu'à parfait échange. Kalkreuth objectait qu'ayant perdu, depuis longtemps, toute communication avec Weichselmünde et le camp retranché, il ne pouvait point prendre d'engagement à cet égard : il ajoutait que, vainqueur lui-même des Français à Mayence, en 1793, il n'avait point imposé à la garnison de cette place des conditions humiliantes, et qu'il ne consentirait à aucune convention qui n'aurait point pour base les mêmes stipulations à peu près que celles de la capitulation de Mayence.

[1] Un peu avant l'heure fixée pour cette entreprise, on s'aperçut que trois grosses pièces de bois, retenues par des cordes sur le talus extérieur de l'escarpe, pouvaient gêner le mouvement des colonnes d'attaque, et même leur causer quelque mal en s'échappant : on demanda un homme de bonne volonté pour aller les détacher. François Vallée, soldat au 1er régiment de la garde de Paris, se présenta pour cette opération, et l'exécuta heureusement au milieu d'une grêle de balles dirigées sur lui. Il revenait vers ses camarades, lorsqu'il fut atteint d'un coup de feu qui le renversa mort.

1807.
Allemagne.

Le maréchal Lefebvre, rempli d'estime pour le loyal gouverneur de Dantzig, soumit à l'empereur les difficultés qui s'élevaient; il lui représenta que, maîtres de la place, les Français le seraient bientôt de Weichselmünde et du camp de Neufahrwasser, et qu'il serait dangereux peut-être de réduire au désespoir une garnison commandée par un aussi brave capitaine que le feld-maréchal Kalkreuth. Napoléon se rendit aux observations de son digne lieutenant, et celui-ci reçut l'autorisation d'accorder au gouverneur prussien telles conditions qui lui paraîtraient convenables.

Après trois jours de négociations, la capitulation suivante fut arrêtée, et signée, le 24 mai, entre le général Drouet, chef de l'état-major général de l'armée de siége, d'une part; et le gouverneur Kalkreuth, les généraux prussiens Rouquette, Collamberger, et le général russe Scherbatoff, de l'autre :

« Art. 1er. La garnison sortira, le 27 du courant, à neuf heures du matin, avec armes et bagages, drapeaux déployés, tambour battant, mèche allumée, deux pièces du calibre de 6 d'artillerie légère, avec leurs caissons, attelés de six chevaux chaque.

« 2. L'excédant des chevaux d'artillerie sera remis au pouvoir de l'armée française.

« 3. Les armes de toute espèce qui excéderont le complet des sous-officiers et soldats sortants seront remises aux officiers d'artillerie qui seront désignés.

« 4. La garnison sera conduite aux avant-postes de l'armée de S. M. le roi de Prusse à Pillau, en passant par l'île de Nehrung, et en cinq jours de marche; les lieux d'étape seront fixés.

« 5. La garnison s'engage à ne pas servir contre l'armée française, ni ses alliés, pendant une année, à compter de la date de la capitulation. M. le général comte de Kalkreuth, S. A. le prince de Scherbatoff et MM. les officiers s'engagent, sur leur parole d'honneur, d'observer le présent article.

« 6. Le 26, à midi, le Hagelsberg, les portes d'Oliva, de Jacob et de Neugarten seront cédées aux troupes de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et à celles de ses alliés.

« 7. Les officiers, sous-officiers et soldats maintenant prisonniers de guerre à Dantzig, soit qu'ils fassent partie des troupes

de S. M. l'empereur, ou de celles de ses alliés, seront rendus sans échange.

« 8. Pour éviter tout désordre, les troupes de S. M. l'empereur et celles de ses alliés n'entreront dans Dantzig qu'après le départ des troupes prussiennes et russes. Il sera néanmoins établi des gardes aux portes, et un piquet sur la place.

« 9. Il sera nommé, de part et d'autre, des officiers de génie et d'artillerie pour remettre et prendre possession des objets relatifs à chaque arme, sans oublier les cartes et plans, etc.

« 10. Les magasins, les caisses, et généralement tout ce qui appartient au roi, seront remis à l'administration française. Il sera nommé un commissaire chargé d'en faire la remise à la personne munie des pouvoirs de S. E. M. le maréchal Lefebvre.

« 11. Les officiers prussiens qui étaient prisonniers sur parole, et qui se sont rendus dans leurs familles habitant Dantzig, avant le blocus de la place, pourront y rester, en attendant de nouveaux ordres de S. A. S. le prince de Neufchâtel, major général. Néanmoins, pour jouir de ces avantages, ils seront tenus de produire un certificat de M. le gouverneur qui atteste qu'ils n'ont pris aucune part dans la défense de la place.

« 12. Toutes les femmes de MM. les officiers généraux et autres, ou personnes civiles, seront libres de sortir de la ville; il leur sera délivré des passe-ports.

« 13. Les blessés ou malades seront laissés sous la bienveillance de S. E. M. le maréchal Lefebvre. Des officiers et des chirurgiens resteront, tant pour les soigner que pour veiller au bon ordre et pourvoir à leurs besoins. Aussitôt après leur rétablissement, ils seront renvoyés aux avant-postes de l'armée prussienne, et jouiront des avantages de la capitulation.

« 14. Un contrôle exact de MM. les officiers, sous-officiers et soldats, par régiment, sera remis à S. E. M. le maréchal Lefebvre. On comprendra sur un contrôle particulier les militaires restant aux hôpitaux.

« 15. S. E. M. le maréchal Lefebvre assure les habitants de Dantzig qu'il emploiera tous les moyens pour faire respecter les personnes et les propriétés, et que le plus grand ordre régnera dans la garnison.

« 16. Il sera envoyé, pour servir de garant à l'exécution de

1807. Allemagne.

la capitulation, aux quartiers généraux respectifs, un officier supérieur.

« S. E. M. le gouverneur a désigné M. le major de Lestocq.

« S. E. M. le maréchal Lefebvre a nommé M. l'adjudant-commandant Guichard.

« 17. La présente capitulation recevra son exécution si, à l'époque du 26 à midi, la garnison n'a pas été secourue. Il est entendu que, d'ici à cette époque, la garnison de Dantzig ne pourra faire aucune attaque contre les assiégeants, en supposant le cas où ceux-ci se battraient au dehors. »

Cette capitulation fut ratifiée par Napoléon, dont le quartier général était alors au château de Finkenstein; ce monarque témoigna toute sa satisfaction aux troupes assiégeantes par l'ordre du jour du 26 mai, et fit distribuer une gratification à chaque soldat.

Le 26 mai à midi, en exécution de l'article 6 de la capitulation, les troupes de siége prirent possession du fort et des trois portes de la place qui y sont mentionnés. La garnison sortit de Dantzig le 27, et le maréchal Lefebvre y fit son entrée à la tête du 10e corps d'armée. Il avait témoigné au maréchal Lannes et au général Oudinot le désir de partager avec eux les honneurs de ce triomphe; mais ces deux guerriers s'y refusèrent avec une noble modestie, et rejoignirent leurs troupes.

Après le combat du 15, le général Kaminski, acculé sous les fortifications de Weichselmünde, était resté spectateur tranquille des apprêts de l'assaut et de la reddition de la place de Dantzig; mais lorsqu'il vit qu'on établissait des batteries à boulets rouges pour brûler ses bâtiments de transport, il monta à bord, et fit voile pour Pillau avec ce qui lui restait de troupes.

Le fort de Weichselmünde tenait encore. Le maréchal Lefebvre le fit sommer dès le 26, et, pendant qu'on réglait les articles de la capitulation, la garnison sortit volontairement et se rendit. Le commandant, abandonné, se sauva par mer.

L'empereur nomma le général Rapp gouverneur de Dantzig [1].

Pologne.

Suite des événements militaires en Pologne; suspension

[1] Napoléon, pour récompenser la belle conduite du maréchal Lefebvre pendant le siége de cette place importante, lui conféra, le 28 mai, le titre

1807. Pologne.

d'armes entre la France et la Suède; suite des opérations en Silésie; siége de Neisse, etc. — Le projet arrêté par les alliés de secourir la place de Dantzig, et dont l'exécution échoua complétement, ainsi qu'on vient de le voir dans le paragraphe qui précède, avait occasionné, sur la ligne d'opérations en Pologne et dans la Prusse orientale, plusieurs incidents que nous allons rapporter.

L'empereur Alexandre était parti de Saint-Pétersbourg le 28 mars pour prendre en personne le commandement de son armée. Il s'était d'abord rendu à Memel, où la cour de Prusse s'était retirée. Le roi, qui avait été le recevoir à Polangen, sur la frontière, l'avait accompagné à Kœnigsberg et de là à Bartenstein sur la rive droite de l'Alle, où les deux souverains avaient établi leur quartier général.

Bien que l'armée russe eût reçu de nombreux renforts dans le cours du mois d'avril, soit par la rentrée des hommes restés aux hôpitaux depuis la bataille d'Eylau, soit par vingt-huit bataillons et vingt-huit escadrons tirés des frontières méridionales

de duc de Dantzig, transmissible à ses descendants. Les lettres patentes qui consacrent cette grande récompense nationale, trop prodiguée depuis, furent envoyées au sénat conservateur, convoqué extraordinairement à cet effet, pour y être enregistrées et déposées dans ses archives; elles étaient accompagnées d'un message dont nous croyons devoir citer quelques fragments.

« C'est à nous, disait l'empereur, à songer à assurer l'état et la fortune des familles qui se dévouent entièrement à notre service, et qui sacrifient constamment leurs intérêts aux nôtres. . . . . . Sans doute la conscience d'avoir fait son devoir et les biens attachés à notre estime suffisent pour retenir un bon Français dans la ligne de l'honneur; mais l'ordre de notre société est ainsi constitué, qu'à des distinctions apparentes, à une grande fortune sont attachés une considération et un éclat dont nous voulons que soient environnés ceux de nos sujets grands par leurs talents, par leurs services et par leur caractère, ce premier don de l'homme. . . . . Que ce titre porté par ses descendants leur retrace les vertus de leur père, et qu'eux-mêmes ils s'en reconnaissent indignes s'ils préféraient jamais un lâche repos et l'oisiveté de la grande ville aux périls et à la noble poussière des camps, si jamais leurs premiers sentiments cessaient d'être pour LA PATRIE et pour nous! Qu'aucun d'eux ne termine sa carrière sans avoir versé son sang pour la goire et l'honneur de notre belle France; que, dans les noms qu'ils portent, ils ne voient jamais *un privilége*, mais des devoirs envers nos peuples et envers nous. »

1807. Pologne.

de l'empire, ce qui formait à peu près un total de 30,000 combattants de toutes armes, les souverains alliés ne crurent pas devoir risquer une attaque décisive contre le corps d'armée du maréchal Lefebvre, devant Dantzig. Ils se bornèrent, comme on l'a vu, à envoyer par mer un fort détachement de 15,600 hommes sous le général Kaminski et le général Bulow, qui vint se faire battre dans l'île de Nehrung. Pour faciliter cette opération, il fut décidé dans le conseil des deux souverains que l'armée russe se rassemblerait sur la position retranchée de Heilsberg, et ferait un mouvement en avant afin d'occuper et de menacer l'armée française, et d'empêcher l'empereur Napoléon de renforcer son armée de siége, en formant des attaques simulées sur les divers points occupés par la grande armée depuis la Baltique jusqu'à la Narew. En conséquence, pendant que l'expédition pour secourir Dantzig se préparait, on vit l'ennemi faire de fréquentes reconnaissances sur le front des avant-postes français, et l'on put juger, par le nombre et la composition des détachements servant d'escorte aux officiers chargés de ces opérations, que ceux-ci étaient, pour la plupart, des personnages de marque qui signalaient ainsi leur présence indirectement, afin de faire croire à un mouvement général très-prochain[1]. Des forces considérables se réunissaient en même temps vers Ortelsburg et les sources de l'Omulew, ce qui obligea l'empereur à diriger aussi des renforts sur Allenstein, quoique le maréchal Davoust s'y trouvât déjà dans une situation respectable.

Un corps nombreux de cosaques, qui paraissait couvrir une reconnaissance, fila sur plusieurs colonnes, dans les premiers jours de mai, et s'approcha des avant-postes français sur l'Omulew; il fit mine de chercher des gués pour traverser cette rivière; mais on put remarquer que ces démonstrations étaient sans but sérieux. Les espions, ainsi que les éclaireurs envoyés par le général Gazan sur Ortelsburg, et ceux de la division polonaise, qui s'était portée de Neidenburg sur Passenheim, annoncèrent que l'ennemi n'avait aucune infanterie de ce côté.

[1] En effet, l'empereur Alexandre et le roi de Prusse firent en personne de fréquentes reconnaissances en avant de Launau, où était posté le prince Bagration, commandant leur principale avant-garde.

Un détachement de cette dernière division fit la rencontre d'une colonne de cosaques, forte de 1,000 chevaux, qui se disposa à l'attaquer. Les Polonais acceptèrent la charge de cette cavalerie irrégulière, la repoussèrent et la mirent en déroute, malgré la présence d'un régiment de hussards noirs, qui accourut à son secours. L'infanterie polonaise manœuvra avec le sang-froid d'une troupe exercée : elle était composée de deux bataillons des 1er et 2e régiments, sous les ordres du général Frischer.

Les démonstrations de l'ennemi prirent toutefois un caractère plus grave lorsqu'il eut la certitude que son expédition était arrivée devant Dantzig. Il sentait combien il était important pour lui que l'empereur ne détachât aucun des corps de la ligne pour le porter au secours de l'armée assiégeante. Les troupes légères russes observèrent donc et inquiétèrent toute la partie de la ligne, depuis la position que le maréchal Soult occupait à Liebstadt et le long de la Passarge, jusqu'en avant de la division du corps du maréchal Davoust, sur l'Alle : elles furent reçues à bout portant, pour ainsi dire, par les voltigeurs des avant-postes français, qui leur firent perdre beaucoup de monde et les forcèrent à se retirer précipitamment.

Les Russes se présentèrent aussi à Malga, devant la division polonaise du général Zayonscheck, et lui enlevèrent même un de ses postes ; mais le général Frischer marcha droit à eux, leur tua une soixantaine d'hommes, parmi lesquels un capitaine et trois officiers.

Les avant-postes du général Gazan, à Willenberg, furent pareillement insultés par des cosaques ; mais il suffit de quelques détachements pour obliger ceux-ci à s'éloigner.

Des attaques plus sérieuses eurent lieu sur le bas Omulew et sur la Narew : l'ennemi essaya d'enlever la tête de pont de Drewkenow, sur la première de ces rivières. Le général Girard y commandait et avait avec lui le 88e de ligne. Les Russes échouèrent dans leur entreprise, et furent poursuivis par le général Suchet, qui était accouru au secours du poste attaqué, et qui les rejeta au delà de la Narew, vers Ostrolenka, après leur avoir tué quelques hommes et pris une soixantaine de chevaux. Le maréchal Masséna, qui était monté à cheval au premier

1807. Pologne.

bruit de l'attaque sur Drewkenow, se mit à la tête d'une brigade bavaroise, et arriva assez à temps pour contribuer à la défaite de l'ennemi[1].

Cette affaire avait lieu le 13 mai : ce même jour, un corps de 6,000 Russes, sorti de Merr, se présenta devant le camp retranché que le général Lemarois venait d'établir vers le confluent du Bug et de la Narew[2]. L'attaque commença à neuf heures du matin. L'ennemi voulut franchir à la baïonnette les obstacles qui lui étaient opposés ; mais il fut reçu par la mitraille et la fusillade, qui lui tuèrent, en un moment, près de 300 hommes. Le général Lemarois, profitant du désordre que ce feu meurtrier mettait dans les rangs des Russes, fit une sortie vigoureuse et acheva de les culbuter. Il avait avec lui une brigade bavaroise et un régiment polonais : le colonel du 4e de ligne bavarois fut tué ainsi qu'une vingtaine de soldats. La perte totale des Russes s'éleva à plus de 400 hommes.

Une autre colonne ennemie, de la même force que la précédente, s'était également portée sur Pultusk, dans le dessein de détruire les ouvrages que les Français y perfectionnaient : le prince royal de Bavière commandait sur ce point, et avait sous ses ordres quatre bataillons de troupes de sa nation. Les Russes tentèrent successivement quatre attaques, qui furent repoussées avec vigueur ; à la dernière, les Bavarois sortirent de leurs retranchements, et poursuivirent leurs adversaires pendant plus d'une lieue. Le général de Wrede, qui se trouvait alors auprès du prince royal, se fit remarquer dans ce petit combat honorable pour les troupes bavaroises.

Tandis que les Russes s'épuisaient ainsi en efforts inutiles pour retarder la chute de Dantzig, et que cette place était sur le point de succomber sous les armes partout victorieuses

[1] Le capitaine Laurin, du 64e régiment, qui commandait une grand'garde, s'étant trouvé entouré par les cosaques, s'ouvrit un passage les armes à la main, et mérita de grands éloges par la bravoure et le sang-froid qu'il déploya dans cette circonstance.

[2] Le général Lemarois avait passé le Bug le 10 mai, et, après avoir fait construire, en trois jours, des ouvrages de tête de pont, il s'était porté sur Wyskow, dans le but de brûler des radeaux auxquels l'ennemi faisait travailler depuis plus d'un mois. Cette opération réussit complétement.

des Français et de leurs alliés, la résistance des autres places assiégées s'affaiblissait insensiblement, et les opérations du maréchal Mortier dans la Poméranie suédoise touchaient à leur terme.

Malgré le caractère et les dispositions bien connues du roi Gustave IV, Napoléon n'avait point perdu l'espoir de ramener la Suède à des sentiments plus pacifiques envers la France, son ancienne alliée : aussi témoigna-t-il le désir, aussitôt après la bataille d'Iéna, de rétablir les relations d'amitié et de bonne intelligence qui avaient existé entre les deux gouvernements avant la révolution ; mais l'obstination du roi, sa haine prononcée contre les principes de cette même révolution, la jalousie que lui inspiraient les grands succès du guerrier assis sur le trône des Bourbons, les intrigues et l'or de l'Angleterre, toutes ces causes réunies avaient paralysé les négociations et forcé l'empereur d'obtenir par la force des armes ce qu'on refusait à des démarches bienveillantes.

Toutefois, la position de Stralsund et le petit nombre de troupes qui étaient à la disposition du maréchal Mortier n'avaient point permis de pousser les opérations dans la Poméranie suédoise avec toute la vigueur désirable. Après les mouvements dont nous avons rendu compte dans le dernier chapitre, le maréchal Mortier s'était borné à observer la garnison de Stralsund sans commencer le bombardement de cette place. Les batteries qu'on se proposait de faire jouer étaient à peine achevées au 20 février et les Suédois faisaient chaque jour de nouveaux efforts pour détruire les travaux ; leurs chaloupes canonnières ne cessaient point de tirer sur le flanc droit de la ligne française, dont la garnison inquiétait les avant-postes par de fréquentes sorties.

Le 21 février, le général Armfeld, commandant en chef les troupes de la garnison, dirigea en personne une de ces sorties, qui fut beaucoup plus sérieuse que les précédentes ; elle avait pour but de faire reculer la ligne des avant-postes et de dégager le bois de Heidenholz, qui masquait l'attaque dirigée sur le front du Knieper. Il y eut un engagement très-vif, dans lequel le colonel suédois Norby périt avec quelques hommes de son corps ; mais le bois fut coupé.

Une autre sortie, dirigée par le major de Hennings, eut lieu

1807. Allemagne.

le 24, à l'effet d'enlever, à Gartz, un poste que les Français y avaient établi en sauvegarde. La troupe suédoise, forte de 200 hommes, s'était embarquée sous la protection de quatre chaloupes canonnières. Le détachement français fut fait prisonnier après une résistance d'autant plus honorable qu'il lui fallut combattre à la fois et les soldats suédois et les habitants qui s'étaient rangés de leur bord. Le maréchal Mortier tira sur-le-champ vengeance de cette perfidie. Il fit arrêter dix principaux habitants de Gartz comme otages, et imposa à cette petite ville une contribution de cinquante mille francs.

La garnison de Stralsund fit encore deux nouvelles tentatives dans le courant du mois de mars, le 6 et le 14. La première fut presque aussitôt repoussée; mais la seconde exigea plus d'efforts de la part des Français. L'ennemi avait débouché par la porte du Knieper avec 2,000 hommes d'infanterie, deux escadrons et six pièces d'artillerie, pour détruire une redoute construite sur le front de la division française aux ordres du général Dupas. Cet ouvrage n'était ni fermé, ni palissadé, ni même armé de canon, et n'avait pour garde qu'une compagnie de voltigeurs du 58e régiment. L'immense supériorité des attaquants ne déconcerta point ces braves; ils firent un feu si bien nourri, qu'ils donnèrent le temps à une autre compagnie du 4e d'infanterie légère, commandée par le capitaine Barral, d'arriver à leur secours. Ces deux détachements réunis bravèrent les efforts de la colonne suédoise. Quinze soldats ennemis avaient réussi à escalader l'épaulement; mais ils y trouvèrent la mort. Après plusieurs autres tentatives inutiles, les Suédois renoncèrent à leur entreprise, en laissant au pied de la redoute 60 cadavres, parmi lesquels on distingua plusieurs officiers. 50 prisonniers étaient au pouvoir des Français, et des rapports ultérieurs apprirent que l'ennemi avait eu plus de 200 blessés dans cette affaire. Les deux compagnies qui venaient de combattre avec tant de vaillance formaient à peine un effectif de 150 hommes. Leur belle conduite fixa les regards de l'empereur, qui accorda trois décorations de la Légion d'honneur à chacune des deux compagnies, et nomma chef de bataillon le capitaine des voltigeurs du 58e, Drivet.

Au commencement d'avril, le maréchal Mortier, ne laissant qu'un cordon devant Stralsund, porta une partie de ses troupes et son quartier général à Grimm. Il se disposait à cette époque à aller prendre le commandement du siége de Colberg. Le général Grandjean commandait les troupes restées devant Stralsund.

Le gouverneur de cette dernière place, ayant reçu des renforts, et étant informé, d'ailleurs, du mouvement opéré par le maréchal, fit sortir une partie de la garnison pour attaquer les troupes du général Grandjean. Tous les travaux du siége avaient été suspendus, et les premiers ouvrages étaient, pour ainsi dire, abandonnés; il ne fut pas difficile à l'ennemi de les détruire, après avoir repoussé les faibles avant-postes qui les gardaient. Le général Grandjean lui-même, suivant les instructions du maréchal Mortier, fit sa retraite en bon ordre, et rejoignit les autres troupes à Grimm; toutes ensemble repassèrent la Penne et vinrent prendre position à Anklam.

Ce mouvement rétrograde des Français rendit l'ennemi encore plus entreprenant; et le maréchal Mortier, qui était alors en route pour Colberg, fut obligé de revenir sur ses pas pour secourir le général Grandjean. Les Suédois, protégés par une flottille de prames et de chaloupes canonnières, firent plusieurs débarquements sur la côte de la Poméranie prussienne, et particulièrement dans l'ile de Wollin, tandis que le gros de leurs troupes traversait la Penne et se portait en avant. Le général Grandjean avait évacué Anklam et Demmin.

Cependant le maréchal Mortier était arrivé à Passewalk et y avait réuni une partie de ses troupes. Il déboucha le 16 de cette position, sur la route d'Anklam, et se porta sur l'avant-garde suédoise déjà établie à Belling et à Ferdinandshoff : il la culbuta, lui fit 400 prisonniers, et prit deux pièces de canon. Poursuivant ce premier succès, il entra pêle-mêle avec l'ennemi dans Anklam et s'empara de son pont sur la Penne. Une colonne suédoise, commandée par le général Cardell, et qui avait débarqué à Uckermünde, dans le Haff (espèce de golfe que l'Oder forme à son embouchure), se trouvant coupée par cette marche rapide du maréchal Mortier sur Anklam, fut attaquée, le 17, par le général de brigade Veau,

1807. Allemagne.

qui fit 500 prisonniers et lui enleva trois pièces de canon. Le reste chercha son salut à bord des bâtiments de la flottille qui les avait amenés. Une autre colonne française, qui avait marché sur Demmin, y battit également l'ennemi, et lui prit 100 hommes et deux pièces de canon.

Le général Armfeld avait été blessé grièvement d'un coup de feu dans l'action du 16. L'ennemi avait perdu ses magasins ; et sa position lui parut tellement critique, que le général Essen, qui venait de prendre le commandement des troupes, fit proposer une trêve au maréchal Mortier, en lui faisant connaître qu'il avait l'autorisation spéciale du roi pour sa conclusion.

Une pareille proposition entrait trop dans les vues de l'empereur pour que le maréchal se refusât à l'accepter. Une suspension d'armes fut donc arrêtée et signée par les chefs des deux partis, à Schlatkow, le 18 avril.

Par cet armistice, les Français entraient en possession des îles d'Usedom et de Wollin; la ligne de la Penne et de la Trebel servait de démarcation entre les deux armées; le général suédois s'engageait à ne fournir ni directement ni indirectement aucun secours, de quelque nature que ce fût, aux places de Colberg et de Dantzig, non plus qu'aux troupes d'aucune puissance en guerre avec la France ou avec ses alliés; enfin il était stipulé qu'aucun débarquement de troupes dont les gouvernements seraient en guerre avec la France ne pourrait s'effectuer à Stralsund, dans la Poméranie suédoise et dans l'île de Rügen pendant la durée de la suspension d'armes [1].

Cependant les opérations se continuaient avec succès en Silésie. Après la prise de Schweidnitz, le général Vandamme,

[1] L'assentiment donné par le roi de Suède à la démarche que le général Essen venait de faire auprès du maréchal Mortier, en prenant l'initiative dans la proposition d'armistice, paraîtrait peut-être extraordinaire de la part de ce prince, si nous n'en présentions pas les motifs. Le caractère de ce prince était d'une grande susceptibilité. Un retard apporté dans le payement des subsides que l'Angleterre s'était engagée à lui fournir régulièrement, et le refus fait par cette même puissance de lui conférer le titre de généralissime du contingent qu'elle devait fournir à la coalition, avaient mécontenté Gustave, au point de changer en grande partie ses dispositions. D'un autre côté, le fréquent échange de parlementaires fait à cette époque entre les quartiers généraux de Varsovie et de Kœnigsberg pouvait faire croire

toujours à la tête des troupes wurtembergeoises, s'était porté sur Neisse pour faire le siége de cette place, tandis que le général Lefebvre-Desnouettes, avec trois escadrons de chevau-légers et un bataillon d'infanterie légère bavarois, battait un détachement de 1,500 hommes de la garnison de Glatz, lui faisait bon nombre de prisonniers et lui enlevait deux pièces de canon.

1807. Allemagne.

Le général Vandamme arriva devant Neisse, le 23 février, après avoir chassé devant lui quelques partis de cavalerie. Il forma de suite l'investissement de toute la partie de la place située sur la rive gauche de la rivière du même nom. Le lendemain, il porta des troupes sur la rive droite et compléta ainsi le blocus. Un pont fut établi près du village de Glamperau pour assurer les communications. Les troupes assiégeantes ne s'élevaient pas à plus de 5,000 hommes; la garnison en comptait 6,000.

La place est située sur la rivière de Neisse, qui lui donne son nom. La partie qui se trouve sur la rive gauche, nouvellement bâtie, est appelée Friederichstadt parce qu'elle a été bâtie par Frédéric II : c'est là que sont les casernes et la plupart des établissements militaires. Les fortifications consistaient alors en une première enceinte bastionnée, avec une fausse braie et des cavaliers dans l'intérieur des bastions. Ces ouvrages n'étaient pas revêtus; une seconde enceinte était formée par un système de contre-gardes et de demi-lunes unies entre elles par des flancs rentrants. Cette seconde enceinte avait son escarpe et sa contrescarpe revêtues. L'une et l'autre enceinte se trouvaient défendues par une enveloppe en terre régnant sur tout le développement des ouvrages, et qui était précédée d'un avant-fossé. C'est particulièrement cette enveloppe que l'ennemi s'attacha à défendre.

Les assiégés pouvaient inonder, par le moyen de plusieurs écluses enfermées dans les fortifications, le terrain compris entre la Neisse et une autre petite rivière appelée la Biela ou Bilau, qui se jette dans la première, à l'est et sous les murs de la

au roi de Suède que le souverain de la Prusse et l'empereur de Russie n'étaient pas éloignés d'entrer avec la France dans des arrangements, où ses propres intérêts seraient peut-être lésés.

1807. Allemagne.

place, ainsi que tout ce qui est sur la rive gauche au pied du camp retranché, et faire monter les eaux dans les fossés et les avant-postes, de manière à leur donner huit à dix pieds de profondeur. Quelques ouvrages détachés se trouvaient placés dans l'inondation. L'un d'eux, nommé le fort du Blockhaus, prenait d'écharpe la tranchée et gênait beaucoup les approches.

La partie située sur la rive gauche était défendue par un ouvrage étoilé, bien revêtu, avec escarpe et contrescarpe, et portant le nom de fort de Prusse. Ce fort se lie à la Neisse par une ligne continue, flanquée de plusieurs redans : c'est ce qui forme l'enceinte de Frederichstadt. Une autre ligne, bastionnée et beaucoup plus étendue, portait sa gauche jusqu'à l'inondation, et sa droite jusqu'à la basse Neisse : elle renfermait un espace considérable que l'on appelait le camp retranché. En avant de cette ligne, il y avait une lunette très-bien revêtue, avec escarpe et contrescarpe; l'approche de son glacis était défendue par des galeries de contre-mine ; le fort de Prusse était également contre-miné.

Le terrain en avant du camp retranché est mamelonné et offrait beaucoup d'avantages pour les attaques ; mais la prise de ce camp et du fort de Prusse, qui demandait tout l'appareil d'un siége, n'entraînait pas la prise de la place. Toutefois, pour faire diversion et attirer une partie des feux de l'ennemi sur ce point, on décida d'ouvrir une petite parallèle en avant du fort. La véritable attaque fut déterminée sur les fronts de la porte de Neustadt. On traça une première parallèle, dont la gauche s'appuyait à la Biela, et la droite se prolongeait au delà de la route de Neustadt. Par cette disposition on embrassait les prolongements des ouvrages qu'il fallait ricocher.

Cette parallèle fut ouverte dans la nuit du 1er au 2 mars, à deux cent cinquante toises environ de la place, et l'on détermina l'emplacement de quelques batteries, qui furent commencées le lendemain, en même temps qu'on perfectionna les travaux de la veille. On se disposait à continuer le 4 ; mais le général Vandamme reçut ordre de convertir le siége en blocus. Le parc que l'on attendait resta à Schweidnitz, et eut une autre destination.

La place resta ainsi bloquée jusqu'au 11 avril. La cause de cette

inaction provenait de la nécessité où l'on avait été de diriger sur Dantzig toute l'artillerie disponible en Silésie. Cependant le général Pernetty parvint à rassembler, et à former à Schweidnitz un petit parc de vingt pièces : avec ces faibles moyens, les travaux du siége furent repris.

On reconnut, dans la journée du 11, l'emplacement de six batteries destinées à battre les forts de la porte de Neustadt. La droite de la première parallèle fut prolongée de cent toises, et l'on établit en arrière une demi-parallèle, avec une communication en zigzags venant déboucher au village de Mittelneuland. Ces travaux furent continués, augmentés et perfectionnés les jours suivants : le 16, les batteries de la tranchée commencèrent leur feu. Les bombes firent sauter un petit magasin à poudre; et, le lendemain, un incendie se manifesta dans la place. Le feu des batteries assiégeantes continua jusqu'au 20; et, comme l'ennemi ripostait avec assez de vigueur, on réparait dans la nuit les dégradations faites à ces batteries. On en construisit une nouvelle, pour jeter des bombes dans Frederichstadt, où l'ennemi paraissait se retirer, et l'on termina celle qui était destinée à battre le fort du Blockhaus. Le prince Jérôme arriva le 20 à Ottmachau sur la Neisse, quartier général du général Vandamme, et ordonna de suspendre le feu, pour faire faire une sommation au gouverneur : celui-ci répondit comme il le devait.

Le mauvais temps rendit les travaux plus difficiles du 20 au 26. La neige tombait en abondance et comblait les tranchées, on ne put s'occuper que de donner un écoulement aux eaux. Toutefois, le feu des batteries continua toujours durant cet espace de temps.

Du 26 au 30, l'arrivée d'un renfort d'artillerie permit de construire encore quatre batteries à ricochets. Celles de gauche tirèrent sur le fort du Blockhaus, pour en éteindre les feux et briser les palissades.

Ce fort fut attaqué de vive force dans la nuit du 1er mai, ainsi que les deux petits ouvrages qui le flanquent, et deux postes retranchés près d'un moulin. L'attaque réussit complétement : les postes, les ouvrages et le fort furent enlevés par les troupes wurtembergeoises avec une résolution digne

1807. Allemagne.

des soldats français ; l'ennemi perdit 150 hommes, tués ou faits prisonniers. On trouva dans le fort dix pièces de canon ; et comme on ne put pas les enlever toutes pendant la nuit, il fallut rester sur le talus du parapet. La nuit suivante, on jeta un pont sur la Biela, et l'on s'établit solidement dans le fort et dans les deux petits ouvrages. Toute l'artillerie en fut retirée, et l'on coupa les digues de communication à la place, afin d'empêcher l'ennemi de revenir pour reprendre ses ouvrages.

De nouvelles batteries furent élevées les jours suivants ; on perfectionna les premiers travaux et on en commença d'autres. La seconde parallèle fut ouverte, dans la nuit du 10 au 11, à cinquante toises de l'avant-fossé, et le feu contre la place reprit une telle vigueur, que l'ennemi évacua le Frederichstadt pour occuper le camp retranché. Cette circonstance engagea le général Vandamme à envoyer une seconde sommation au gouverneur, qui persista à vouloir se défendre.

Jusqu'alors la place n'avait pu être strictement bloquée vers la basse Neisse, à cause du petit nombre des troupes assiégeantes pour un développement aussi considérable. Mais il arriva quelques renforts, qui donnèrent la facilité d'établir des postes de ce côté. On y fit un pont, pour avoir, en cas d'attaque, une communication prompte et facile.

Du 16 au 21, on plaça une batterie dans le fort du Blockhaus, pour jeter des bombes et des obus dans le camp retranché. La seconde parallèle et la communication furent perfectionnées, et l'on fit des retranchements élevés pour protéger le pont de la basse Neisse.

Le 22, la garnison fit une sortie sur deux points différents ; mais ses colonnes furent repoussées, avec perte de 100 hommes, dont 5 officiers.

Les jours suivants, les assiégeants élevèrent des retranchements sur les hauteurs près du village de Maehren-Gassen, et ouvrirent quelques bouts de tranchée à droite du fort de Prusse, pour y établir des batteries d'obusiers. Le feu de tranchée fut très-vif jusqu'au 29, et celui de la place diminua, parce que l'ennemi, dans la crainte d'une attaque de vive force sur l'enveloppe en terre dont nous avons parlé plus haut, reporta son artillerie dans les cavaliers.

1807. Allemagne.

Cependant des déserteurs de la garnison annoncèrent au général Vandamme que la place était dans une grande détresse. Les bombes avaient endommagé un grand nombre de maisons; l'explosion d'un magasin à poudre avait tué et blessé beaucoup de monde, et l'on commençait à éprouver la disette. Vandamme jugea la circonstance favorable pour renouveler ses propositions au gouverneur, et il lui fit demander une entrevue, qui eut lieu le 30 au village de Heidersdorf. La capitulation, signée et arrêtée le 1er juin, portait que la place et les forts seraient remis aux troupes alliées de l'empereur des Français le 16 juin, s'ils n'étaient pas secourus dans cet intervalle de temps.

Les troupes wurtembergeoises entrèrent dans Neisse à l'époque indiquée. La garnison, forte de 5,150 hommes, obtint les honneurs de la guerre et resta prisonnière de guerre après avoir défilé devant le prince Jérôme. On trouva dans la place trois cent vingt-huit bouches à feu, deux cent soixante milliers de poudre, et une grande quantité de projectiles; mais les magasins de subsistances étaient vides.

Pendant la durée du siége de Néisse, les troupes du 9e corps d'armée avaient eu quelques engagements sur d'autres points. Le comte de Götzen, nommé gouverneur général de la Silésie par le roi de Prusse, était arrivé à Glatz, et avait porté 4,000 hommes, le 14 avril, sur un petit corps d'observation posté à Frankenstein et commandé par le général Lefebvre-Desnouettes. Cette attaque fut repoussée, ainsi qu'une seconde, plus sérieuse, qui eut lieu le 17 du même mois. Les troupes bavaroises et wurtembergeoises se distinguèrent dans ces deux combats, où l'ennemi perdit près de 1,400 hommes tués ou faits prisonniers, et trois pièces de canon.

Après ces attaques infructueuses, le comte de Götzen voulut tenter un coup de main sur la place de Breslau, dont on démolissait les fortifications et qui n'était gardée que par un faible détachement. Mais le prince Jérôme, averti par ses espions du projet du commandant prussien, se porta au-devant de lui avec le corps d'observation posté à Frankenstein. Le général Lefebvre-Desnouettes attaqua la queue de la colonne ennemie au village de Kanth. 100 chevau-légers bavarois sabrèrent 500 cavaliers prussiens et les dispersèrent.

1807.
Allemagne.

Lelendemain 13 mai, le commandant prussien, qui avait rallié sa troupe, attaqua à son tour le corps du prince Jérôme, et reprit le village de Kanth. Il se disposait à poursuivre ce premier avantage, lorsque le général Dumuy, sorti de Breslau à la tête d'environ 1,100 Français, dragons, chasseurs et hussards, qui étaient venus pour se remonter en Silésie, tomba à l'improviste sur la colonne prussienne et la mit en désordre. 150 hussards à pied reprirent Kanth de vive force, et délivrèrent les prisonniers bavarois que l'ennemi avait faits le matin. Celui-ci, mis en déroute, essaya de rentrer dans la place de Glatz par deux routes différentes. Mais le général Lefebvre, venant de Schweidnitz, attaqua une de ces colonnes, lui tua 100 hommes et fit 400 prisonniers. La seconde colonne cherchait à gagner Glatz par la route de Silberberg; elle fut rencontrée et culbutée par le chef d'escadron Ducoudrais, aide de camp du prince Jérôme. Ainsi ce corps ennemi, fort de 4,000 hommes lorsqu'il était sorti de Glatz, ne put rentrer dans cette place : un cinquième avait été tué, et le reste pris ou dispersé. Ces succès, remportés sur les seules troupes qui pussent secourir Neisse, avaient beaucoup contribué à la reddition de cette forteresse.

Vers le même temps, la place de Kosel était sur le point de se rendre au général bavarois de Vaglowich, qui en formait le blocus. Glatz et Silberberg se trouvaient dans un cas semblable. Le siége de Graudentz sur la Vistule était vigoureusement poussé par le général Victor; le général Loison avait pris le commandement des troupes employées devant Colberg, et tous les moyens nécessaires pour faire tomber cette place étaient déjà réunis. Enfin il ne restait plus, à proprement parler, au roi de Prusse que les seules villes de Kœnigsberg et de Memel.

Pologne.

Les deux armées française et russe lèvent leurs quartiers d'hiver; combats de Spanden, de Lomitten, de Deppen, de Guttstadt, de Heilsberg, etc. — Au milieu des événements et des opérations militaires qui venaient d'avoir lieu pendant l'hiver en Allemagne et en Pologne, des négociations de paix avaient été entamées par les puissances belligérantes. Le cabinet de Saint-Pétersbourg, sous la médiation de l'Autriche, avait proposé à la France un congrès général dont la Turquie seule

devait être exceptée. L'empereur avait trop à se louer de la conduite de la Porte Ottomane envers lui, et de la noble résistance qu'elle avait opposée aux intrigues et aux menaces faites par l'Angleterre et la Russie dans le but d'entraîner le Grand Seigneur dans leur querelle continentale et maritime ; et il se refusa d'admettre une condition aussi déplacée. Après quelques mois de pourparlers, il fut convenu que toutes les puissances belligérantes, sans exception, enverraient des plénipotentiaires au congrès, dont on fixait la réunion à Copenhague. La Turquie étant admise à faire cause commune avec la France, on trouva raisonnable que l'Angleterre s'unît d'intérêts avec la Russie; mais la coalition demanda sur quelles bases seraient assises les conditions des préliminaires. On voulait que l'empereur de France les proposât lui-même. Napoléon fit déclarer qu'il pensait que la base des négociations devait être égalité et réciprocité entre les deux masses belligérantes, et que celles-ci entreraient en commun dans un système de compensation.

Cette réponse étant trop modérée, trop claire et trop précise pour satisfaire les vues de l'Angleterre et même celles de la Russie, qui convoitait depuis longtemps plusieurs des provinces européennes de la Turquie, ces deux puissances durent en redouter les effets; et les négociations furent brusquement rompues au moment même où tous les obstacles qui s'étaient opposés jusqu'alors à l'ouverture du congrès paraissaient levés.

Le cabinet de Saint-James avait présenté à ses alliés le plan d'une grande agression, dans laquelle le contingent de la Grande-Bretagne, promis depuis si longtemps, devait être employé. Ce plan, conçu par un certain lord Morpeth, que nous avons déjà signalé, et mûri pendant huit mois par le ministère, consistait à placer la grande armée française entre deux feux, au moyen de la formation d'une nouvelle armée, composée de 6,000 Prussiens, d'un corps russe de 10,000 hommes, de 40,000 Anglais ou troupes à leur solde, et de 20,000 Suédois. Cette masse de 76,000 hommes, réunie dans la Poméranie suédoise, devait attaquer les derrières de l'armée française et reconquérir la Prusse, tandis que la grande armée russe tiendrait Napoléon en échec et l'occuperait suffisamment en Pologne.

Mais l'empereur pénétra ce projet longtemps avant que les

1807. Pologne.

coalisés n'en commençassent l'exécution. Vers le milieu d'avril, le maréchal Brune était déjà à Magdeburg avec une partie des troupes destinées à former un nouveau corps, dont la force devait être portée à 80,000 hommes. Les deux divisions des généraux Molitor et Boudet, d'autres troupes françaises récemment rassemblées sur le Rhin, 20,000 hommes de troupes hollandaises, quelques contingents de la confédération du Rhin, et une division de troupes espagnoles sous les ordres du général La Romana, devenu depuis si célèbre, entraient dans la composition de cette armée d'observation. Le maréchal Brune avait formé une ligne qui s'étendait de Magdeburg à la Baltique, et qui, se réunissant par une chaîne de postes au corps d'armée du maréchal Mortier, en observation sur la Peene, donnait la main, de proche en proche, aux autres corps de la grande armée.

Cependant des bâtiments anglais débarquèrent devant Stralsund l'avant-garde de la légion allemande que la Grande-Bretagne avait à sa solde. Cette faible et ridicule démonstration suffit pour faire croire à l'empereur de Russie et au roi de Prusse que le gouvernement anglais allait enfin tenter de grands efforts matériels pour la cause commune, et que le moment était arrivé de recommencer de leur côté une vigoureuse offensive.

Il est facile de reconnaître maintenant les motifs qui avaient engagé l'empereur à presser si vivement le siége de Dantzig, dont la résistance plus prolongée aurait secondé les desseins des alliés, et qui aurait pu même devenir, par la suite, un point d'appui bien important pour leurs opérations; mais la reddition de cette place achevait d'assurer la supériorité des forces françaises, et améliorait encore la position de la grande armée, en garantissant son flanc gauche, et en faisant cesser toutes les inquiétudes qu'aurait pu donner la participation des troupes anglaises aux hostilités, si l'on eût cru toutefois à leur entier débarquement. Le corps entier du maréchal Lannes et partie de celui que commandait le maréchal Lefebvre s'étaient mis en mouvement aussitôt après la capitulation de Dantzig, pour venir prendre place en ligne. Les quartiers d'hiver accordés aux autres corps avaient permis à la plus grande partie des malades et des blessés de rentrer dans leurs rangs. Jamais la

grande armée n'avait paru plus formidable, tandis qu'au contraire la prise des places fortes avait successivement fait perdre à l'ennemi les avantages de sa position, et que les succès obtenus par les Turcs et les troupes de Perse sur la Russie obligeaient cette puissance de diviser ses forces pour faire face de tous les côtés.

Les soldats des deux partis, incertains des intentions de leurs souverains, semblaient s'être mutuellement entendus, depuis les derniers événements que nous avons rapportés, pour établir entre eux une espèce de trêve tacite, beaucoup mieux observée que celles qui se traitent avec tant d'appareil entre les puissances. Beaucoup de postes communiquaient et s'entr'aidaient dans leurs mutuels besoins. Quiconque eût vu la chaîne des avant-postes des deux armées se serait difficilement persuadé que ces mêmes soldats, si paisibles alors en présence les uns des autres, étaient prêts à s'égorger au premier signal. Le besoin, qui réunit souvent les hommes et suspend les inimitiés, avait rapproché les Français des cosaques, dont ils ne redoutaient plus depuis longtemps l'aspect sauvage et l'audace tant vantée. Les Polonais trouvaient un certain charme à s'offrir aux yeux des Russes dans l'attitude d'hommes libres armés pour le maintien de leur indépendance, mais dégagés de tout sentiment de récrimination haineuse. Plusieurs fois, dans des moments de disette pour l'un ou l'autre parti, les soldats avaient partagé les faibles ressources qui se trouvaient à leur disposition [1].

Toutefois ces dispositions pacifiques des soldats des deux

[1] Entre plusieurs faits de ce genre, nous citerons celui-ci. Le retard des convois de subsistances forçait souvent les soldats à s'écarter des cantonnements et des postes pour aller chercher des vivres au loin. Quelques chasseurs français passèrent dans une île de la rivière d'Omulew pour enlever des pommes de terre que les paysans y avaient enfouies, et rencontrèrent des cosaques venus dans le même dessein. Les deux partis entrant de suite en pourparlers, il fut convenu que chacun d'eux laisserait ses armes dans les barques qui les avaient amenés; que les recherches seraient faites de concert, et que l'on partagerait également les vivres que l'on découvrirait de part et d'autre. Les Français, dont l'adresse et l'activité surpassaient celles des cosaques, eurent bientôt ramassé tout ce que les paysans polonais s'étaient flattés de dérober aux investigations des deux partis; mais

1807. Pologne.

armées n'allaient point jusqu'à contrarier les desseins de leurs chefs, et ne diminuaient en rien leur bonne volonté, lorsqu'il s'agissait d'une opération commandée. Dans une affaire d'avant-garde, qui eut lieu à la fin de mai, une reconnaissance russe de 600 hommes, infanterie et cavalerie, attaqua une petite redoute défendue par 14 grenadiers du 88e régiment, qui faisait partie du 5e corps de la grande armée. Sommés de mettre bas les armes, les grenadiers français répondirent par une décharge qui tua d'abord une vingtaine d'hommes à l'ennemi; ils tinrent ainsi pendant trois heures contre tous les efforts de leurs nombreux adversaires : mais, blessés pour la plupart et n'ayant plus de cartouches, ils furent contraints de se rendre. Les Russes avaient perdu plus de cinquante des leurs, étendus morts au pied de la redoute.

La rupture définitive et absolue des négociations n'avait eu lieu qu'à la fin du mois de mai. Il semblait que la chute de Dantzig, qui eût dû épouvanter la coalition, avait, au contraire, ranimé, chez les souverains qui en faisaient partie, l'espoir de la victoire et de la vengeance. L'armée russe ayant quitté presque aussitôt ses quartiers d'hiver, après plus de deux mois de repos, on courut aux armes de part et d'autre.

Voici quelles étaient la force et la position des deux armées à l'époque du 4 juin, la veille de la reprise des hostilités :

Sans comprendre les troupes du maréchal Mortier qui revenaient de la Poméranie, au nombre de 8,000 hommes, qui atteignirent la rive gauche de la Vistule à la fin de mai, et auxquelles se rallièrent 6,000 Polonais et d'autres détachements employés au siége de Dantzig, l'armée française s'élevait à plus de 150,000 combattants, savoir :

1er corps... Prince de Ponte-Corvo, 27,000 hommes ; de Braunsberg à Spanden, le centre entre Döbern et Deutschendorf.
3e — Maréchal Davoust, 30,000 hommes ; environs d'Osterode et d'Allenstein.
4e — Maréchal Soult, 31,000 hommes ; Liebstadt, Pitthenen, Lomitten et Alken.
5e — Maréchal Lannes, 15,000 hommes ; Marienburg (réverse, y compris la division de grenadiers du général Oudinot).

ils remplirent religieusement les clauses du traité : le partage des pommes de terre se fit sans exciter aucune réclamation, et les détachements, emportant chacun la portion qui lui était dévolue, se quittèrent bons amis.

1807. Pologne.

6e corps... Maréchal Ney, 18,000 hommes ; Guttstadt, Volfsdorf, Heiligenthal et Rosengart.

Garde impériale, 9,000 hommes ; Finkenstein, où l'empereur avait établi son quartier général au commencement d'avril.

Réserve de caval. Grand-duc de Berg, 20,000 hommes ; entre la basse Vistule et la Passarge.

L'armée russe, dont le centre était sous les ordres immédiats du général Bennigsen, se composait d'environ 118,000 combattants, savoir :

Avant-garde. Prince Bagration, 42 bataillons, 40 escadrons, environ 20,000 hommes ; environs de Launau.

Centre.... Général Bennigsen, 42 bataillons, 145 escadrons, environ 28,000 hommes ; à Arensdorf.
Lieutenant général Doctoroff, 24 bataillons, environ 10,000 hommes ; entre Neuhof et Wormditt.
Général Gortschakoff, 12 bataillons, 35 escadrons, environ 8,000 hommes; sur la rive droite de l'Alle, à hauteur de Launau.

Aile droite... Général Lestocq, 38 bataillons, 84 escadrons, environ 17,000 hommes ; à Heiligenbeil, Lilienthal et Mehlsac .

Aile gauche. Lieutenant général comte Tolstoy, 16,000 hommes ; en face de Knopen, sur la rive droite de l'Alle.
Hetmann Platoff, 4 bataillons, 53 escadrons, environ 6,000 hommes près de Bergfried, sur la rive droite de l'Alle.

Réserve. Grand-duc Constantin, 28 bataillons, 28 escadrons, environ 13,000 hommes à Benern.

Les corps d'observation russe et français sur la Narew ne sont pas compris dans ces évaluations ; ils s'élevaient chacun à environ 20,000 combattants.

Suivant le plan d'attaque conçu par le général Bennigsen, le corps du maréchal Ney, qui était le plus avancé, devait avant tout être coupé du reste de l'armée, et écrasé par les forces supérieures qui l'attaqueraient de front. A cet effet, une colonne composée de deux divisions, sous les ordres du général Doctoroff, partant d'Olbersdorf, devait rejeter tous les postes français sur la rive gauche de la Passarge, et, marchant par son flanc gauche, se porter sur Elditten, et s'y établir pour couper la communication entre le corps du maréchal Ney et celui du maréchal Soult. Ce premier succès aurait donné aux alliés l'avantage d'attaquer le centre de la grande armée, formé du corps du maréchal Soult, avant l'arrivée du 3e corps, qui était encore aux environs d'Osterode et d'Allenstein, et des réserves, qui étaient à deux ou trois marches en arrière de la Passarge. Voici les dispositions qui furent prises par le général en chef de

1807. Pologne.

l'armée alliée pour obtenir ce grand résultat, qui ne put être réalisé par suite de la vigoureuse défense des têtes de pont qu'il fallait enlever et par le défaut de précision et d'accord dans les attaques simultanées.

L'avant-garde commandée par le prince Bagration, partant de Launau, devait être dirigée sur Altkirch par Gronau pour couper les avant-postes français à Peterswalden.

Cette colonne devait être soutenue, ainsi que celle du général Doctoroff, par trois divisions et la cavalerie des deux ailes marchant d'Arensdorf sur Wolfsdorf, sous les ordres du lieutenant général baron de Sacken. La réserve formée de la garde impériale, aux ordres du grand-duc Constantin, devait s'avancer par Arensdorf à Petersdorf et y prendre position, tandis que le prince Gortschakoff, passant l'Alle, se porterait sur le flanc droit du maréchal Ney, et l'hetman Platoff sur ses derrières, après avoir passé cette rivière à Bergfried. Le corps prussien du général Lestocq, renforcé d'un détachement de troupes russes, devait faire une fausse attaque sur Braunsberg pour détourner l'attention des autres points d'attaque.

Depuis plusieurs jours, les généraux ennemis menaçaient la ligne française d'une attaque générale : elle commença le 4 juin, à trois heures du matin, par des démonstrations du général Lestocq dirigées contre les postes de Pettelkau et de Zagern, près de Braunsberg. Un bataillon du 95ᵉ régiment de ligne, se portant aussitôt à l'endroit où l'ennemi paraissait vouloir traverser la Passarge, le força de se retirer et d'abandonner les matériaux qu'il avait préparés pour la construction d'un pont. Il s'établit alors d'une rive à l'autre, depuis Pettelkau jusqu'à Zagern, une canonnade qui dura pendant quelques heures et qui n'eut aucun résultat.

A onze heures, on aperçut, de la tête du pont de Spanden, deux colonnes ennemies qui s'avançaient par les routes de Mehlsack et Wormditt ; peu après ces deux colonnes, dont la force pouvait s'élever à 3,000 hommes chacune, et qui étaient soutenues par une cavalerie nombreuse, se déployèrent devant la tête de pont et démasquèrent dix pièces de canon et deux obusiers, qui tirèrent aussitôt sur les retranchements. La riposte fut vigoureuse, et les assaillants, renonçant à leur atta-

que, se retirèrent par les mêmes chemins qu'ils étaient venus.

Le même jour, dans l'après-midi, quelques troupes, soutenues par de l'artillerie, se montrèrent aussi devant Boarden et canonnèrent ce poste; mais elles n'en vinrent pas jusqu'à tenter le passage.

Le lendemain 5 juin, les deux colonnes de la veille, composées de Russes et de Prussiens, et débouchant des villages de Wuhsen et Stegmannsdorf, se présentèrent, à neuf heures du matin, devant la tête de pont de Spanden; mais elles étaient renforcées de moitié, et avaient avec elles trente et une pièces d'artillerie; un corps de 3,000 chevaux marchait à leur soutien : en arrivant sur le terrain, elles jetèrent quelques bataillons de chasseurs sur la rive de la Passarge, à droite et à gauche de la tête de pont, et des tirailleurs s'établirent sous la protection des bois qui longent le cours de la rivière.

Le maréchal prince de Ponte-Corvo, averti de ce mouvement de l'ennemi par le général de brigade Frère qui commandait la tête de pont de Spanden, et ayant reçu d'ailleurs l'avis que les 4e et 6e corps d'armée étaient également attaqués, donna au général Lapisse l'ordre de marcher avec six bataillons, à Deutschendorf, et fit avancer en même temps la brigade du général Girard, formée des 94e et 95e de ligne, sur les hauteurs entre Schlodien et Spanden; le 63e régiment fut chargé de soutenir ce dernier poste. La division de dragons, commandée par le général Lahoussaye, se réunit en même temps et fut répartie sur cette ligne. Le 17e de dragons fut posté de manière à pouvoir s'élancer sur la rive droite au premier mouvement rétrograde de l'ennemi.

Le maréchal se rendit lui-même à Spanden pour s'assurer des véritables intentions de l'ennemi. Le feu des tirailleurs russes, qui, postés sur les bords de la Passarge, paraissaient menacer de traverser cette rivière, rendait le chemin de Schlodien à Spanden très-périlleux. Le maréchal ordonna de chasser cette infanterie ennemie du bois qu'elle occupait, par des obus et des décharges à mitraille. Le maréchal s'aperçut, en revenant de la tête de pont, où il avait donné ses instructions au général Frère, que le 17e de dragons prenait sa position sous le feu de l'infanterie, et il voulut placer lui-même ce régiment dans un endroit moins dangereux; mais, au moment où il joignait

1807. Pologne.

les dragons, une balle l'atteignit au cou et lui fit pencher la tête sur l'arçon : les troupes furent un moment consternées et crurent que le maréchal était tué; mais celui-ci, se relevant presque aussitôt, et dissimulant la vive douleur qu'il ressentait, encouragea les soldats à bien faire et les rassura sur sa blessure. Les cris de *Vive l'empereur! Vive notre brave maréchal!* répondirent à cette invitation. Le prince de Ponte-Corvo voulut mettre à profit cet enthousiasme pour faire passer la rivière à ses troupes; mais le sang qui jaillit fortement de sa blessure le força à se retirer pour se faire panser. Il chargea le général Maison, chef de son état-major, de transmettre ses ordres aux généraux et de maintenir les troupes dans leur position.

A peine les chirurgiens avaient-ils mis le premier appareil sur la blessure du maréchal, qu'on vint lui donner l'avis que l'ennemi cherchait à passer la rivière en avant de Boarden : n'écoutant alors que la voix du péril, l'intrépide Bernadotte s'élance à cheval et se rend avec le 27e de dragons sur les hauteurs de Deutschendorf. Bientôt après, le général Lapisse parut à la tête de sa colonne; un bataillon du 16e d'infanterie légère se porta sur les bords de la Passarge, pour repousser tout ce qui tenterait de traverser cette rivière.

Le maréchal apprit encore que de nouvelles têtes de colonne se montraient sur la ligne, et que les premières attaquaient fortement les ouvrages de Spanden. Il envoya sur-le-champ au général Frère l'ordre de se maintenir jusqu'à la dernière extrémité, et de périr même, s'il était nécessaire, avec les braves du 27e d'infanterie légère, dans la tête de pont, plutôt que d'ouvrir ce passage à l'ennemi. Il ordonna en même temps au général Villatte de marcher au soutien du général Frère, de prendre l'ennemi en flanc, et de tout tenter pour le repousser.

Le général Frère n'avait point attendu le nouvel ordre du maréchal pour se défendre avec toute l'énergie et le dévouement qu'on devait attendre d'un vétéran tel que lui : dociles à sa voix, et pénétrés du même esprit, les soldats du 27e laissèrent approcher les Russes, et ne tirèrent qu'à bout portant. Cette fusillade terrible, jointe au feu de mitraille des pièces de la redoute, foudroya les assaillants et répandit le désordre et

la mort dans leurs rangs. Sept fois les Russes revinrent à la charge avec un acharnement incroyable, et sept fois ils furent repoussés par les inébranlables chasseurs du 27ᵉ. L'ennemi laissa, dans les abatis qui couvraient la tête de pont, 300 morts et 200 blessés; ils en transportèrent 700 autres dans les villages de Wuhsen et de Wormditt. Cette retraite était à peine décidée, que le 17ᵉ de dragons passa le pont, se jeta à la poursuite des Russes et sabra leur arrière-garde.

Le maréchal avait suivi des yeux, et toujours à cheval, cette glorieuse défense de la redoute de Spanden; mais enfin la faiblesse que lui causait la perte continuelle de son sang l'obligea de mettre pied à terre. Il ne voulut point qu'on le conduisît dans une maison du village, et c'est au milieu de ses dignes soldats qu'il fit renouveler le bandage de sa plaie. Pendant cette opération, il recevait les rapports du général Maison et donnait ses ordres à toute la ligne.

A cinq heures du soir, les troupes battues à Spanden avaient été poursuivies jusqu'au delà de Wuhsen par le 17ᵉ de dragons. Le maréchal fit alors rentrer les troupes dans leur camp, et se rendit au château de Schlodien. Sa blessure ayant pris un caractère plus grave, il fut forcé dès le lendemain de quitter momentanément le commandement du 1ᵉʳ corps, que l'empereur confia, pendant son absence, au général Dupont.

Nous avons dit qu'au moment où l'ennemi se présentait pour la deuxième fois devant la tête de pont de Spanden, le maréchal prince de Ponte-Corvo avait été averti que les 4ᵉ et 6ᵉ corps étaient également attaqués. En effet, deux divisions russes se présentèrent le même jour, et presque à la même heure, devant la tête de pont du village de Lomitten. La brigade du général Ferey, faisant partie du corps du maréchal Soult, défendait cette position; c'étaient les mêmes troupes qui avaient combattu si glorieusement à la journée d'Eylau. L'ennemi montra la même opiniâtreté qu'à Spanden, et il éprouva une résistance pareille. Les trois régiments, 24ᵉ léger, 46ᵉ et 57ᵉ, firent des prodiges de valeur, et repoussèrent toutes les attaques de leurs nombreux adversaires. Le combat dura jusqu'à cinq heures du soir, et, comme à Spanden, l'ennemi laissa les abatis et les ouvrages jonchés de cadavres; le général qui

1807. Pologne.

commandait l'attaque avait été tué ; le nombre des Russes morts s'élevait à plus de 1,100 ; il y avait le double de blessés, et 100 prisonniers restés au pouvoir des vainqueurs ; la perte des Français ne fut que de 200 et quelques hommes tués ou blessés : parmi les braves qui s'étaient distingués dans cette belle action, nous citerons, pour la deuxième fois, le lieutenant de grenadiers Raverat, du 57e régiment, qui fut blessé d'un coup de feu à la cuisse.

Pendant que les deux combats que nous venons de relater avaient lieu sur la Passarge, le général en chef Bennigsen, accompagné du grand-duc Constantin, attaquait à la fois, avec la garde impériale russe et trois divisions, les positions occupées par le corps du maréchal Ney, dont la 1re division, commandée par le général Marchand, occupait Guttstadt, Altkirch, Kossen et Neuendorf ; la 2e, aux ordres du général Bisson, était à Knopen, Queetz, Glottau, Lingnau et Scharnick ; l'avant-garde occupait la forêt qui s'étend entre Guttstadt et Launau.

Le prince Bagration, commandant l'avant-garde, ayant tourné le bois de Launau, attaqua le village d'Altkirch, qu'il enleva après un combat opiniâtre ; mais sa droite n'étant pas soutenue par la colonne du général Sacken, partie trop tard de Petersdorf, il laissa au général Marchand le temps de se retirer sur Guttstadt et d'y concentrer sa division, à laquelle vint se rallier l'avant-garde qui avait occupé le bois de Launau. A l'approche du gros de l'armée russe qui s'avançait au soutien du prince Bagration, le maréchal Ney évacua Guttstadt, combattant pied à pied pour ne pas être débordé. Bien que suivi dans sa retraite par des forces très-supérieures dont les réserves et la garde impériale russe faisaient partie, le maréchal, profitant de la lenteur et de la circonspection de l'ennemi, eut l'audace de s'arrêter entre Ankendorf et Heiligenthal, où il prit position. A trois heures du soir, ses deux faibles divisions, qui s'élevaient au plus à 16,000 hommes, se retiraient en ordre devant cent douze bataillons et deux cent treize escadrons d'avant-garde, le gros de l'armée, la garde impériale et les réserves russes qui se concentrèrent à Queetz et Glottau, sans rien entreprendre de sérieux le reste de la journée. La perte des Français, dans

cette belle manœuvre de retraite, ne s'éleva pas à plus de 500 hommes tués ou blessés et 300 prisonniers, parmi lesquels se trouva le général Roger, tombé de cheval dans une charge, et deux pièces de canon. Les Russes eurent, de leur aveu, 2,000 hommes tués ou blessés, et parmi ces derniers le lieutenant général Ostermann-Tolstoy, 1 général-major et 2 colonels. L'équipage du maréchal Ney tomba au pouvoir de l'ennemi; mais ses arrière-gardes ne furent pas entamées. Le prince Gortschakoff, qui avait été retenu trop longtemps au passage de l'Alle à Guttstadt, ne put prendre aucune part au combat. Le maréchal Ney, se dégageant avec tant d'habileté d'une position si périlleuse, se couvrit de gloire. Jamais il n'avait montré plus de sang-froid et d'intrépidité que dans cette retraite mémorable; ses manœuvres brillantes, l'impulsion qu'il sut donner à ses troupes si inférieures en nombre et l'habile coopération du général Marchand assurèrent le succès de cette journée.

Le 6 juin, à quatre heures du matin, le prince Bagration se porta sur Ankendorf, dont les hauteurs étaient occupées par les divisions du 6e corps. Le maréchal se maintint encore quelque temps en avant du village de Heiligenthal et se retira ensuite jusqu'à Deppen, où il passa sur la rive gauche de la Passarge sans éprouver de perte, quoique suivi par des forces quadruples des siennes. Bagration, sans trop presser le mouvement rétrograde du maréchal, arriva jusqu'à la rive droite de cette rivière, où il resta en face de Deppen. Le corps principal et les réserves, ainsi que la division Doctoroff qui fut rappelée d'Elditten, furent placés entre Deppen et Heiligenthal. La colonne commandée par le prince Gortschakoff s'avança jusqu'à Knopen, et poussa un détachement à Münsterberg pour observer Allenstein, où se trouvait le corps du maréchal Davoust.

C'est ainsi qu'échoua le projet conçu par Bennigsen de surprendre les trois maréchaux dans leurs cantonnements, de déborder le 6e corps par sa gauche, de l'enlever même, puis de traverser la Passarge et de couper en deux la ligne des cantonnements français; mais Bernadotte et Soult furent victorieux à Spanden et à Lomitten, et Ney, pénétrant le dessein du général en chef russe, eut la gloire de contenir les têtes de colonnes qui devaient l'envelopper, et d'arriver avant elles sur la Passarge

1807. Pologne.

sans être entamé. Le 7, Bennigsen fit rétrograder le gros de son armée jusqu'à la hauteur de Queetz. Bagration resta seul sur la rive droite; le quartier général fut établi à Glottau. Il est difficile de comprendre cette inaction de l'armée russe entre Deppen et Heiligenthal, et encore moins son mouvement rétrograde sur Queetz.

L'empereur Napoléon, informé, le 5 juin, à son quartier général de Finkenstein, de la marche des Russes sur la Passarge, pensa qu'il allait avoir à repousser une attaque générale, et donna l'ordre à toutes les troupes restées en arrière de se porter sur les points menacés. La garde ainsi que les corps des maréchaux Lannes et Mortier marchèrent le 6, de Finkenstein, Marienburg et Dirschau sur Deppen, où se dirigea également la majeure partie des corps de la cavalerie de réserve rassemblés à Elbing, Marienburg, Cristburg et Bischofswerder. La division Latour-Maubourg, détachée de la réserve, fut envoyée au corps du maréchal Soult concentré à Pitthenen; celle du général Milhau, au corps du maréchal Davoust, qui le même jour se porta d'Allenstein à Dettcrswald, et de là aux environs de Haasenberg sur la rive gauche de l'Alle. L'empereur partit de Finkenstein, et passa la nuit du 5 au 6 à Saalfeld à la tête du lac Geserich qui s'étend de Saalfeld à Deutsch-Eylau, et celle du 7 au 8 au bivouac du maréchal Ney à Deppen. Les corps français arrivèrent le 8 sur les points qui leur étaient indiqués, à l'exception du 8ᵉ corps qui ne parvint que jusqu'à Mohrungen. Le maréchal Soult se porta le matin sur Wolfsdorf par les ponts d'Elditten et de Pitthenen pour isoler les détachements ennemis que le général Victor, qui avait pris le commandement du 1ᵉʳ corps en l'absence du prince de Ponte-Corvo, avait ordre de contenir le plus longtemps possible sur la basse Passarge.

Le 9 au matin l'empereur fit passer cette rivière aux corps réunis à Deppen et les dirigea sur Guttstadt. L'armée russe se retira le même jour par sa gauche sur cette ville, pour y passer l'Alle et gagner sans s'arrêter les retranchements de Heilsberg, dans lesquels le prince Gortschakoff était arrivé la veille après avoir laissé un fort détachement d'infanterie et de cavalerie avec deux batteries à Launau pour garder le défilé. Pendant ce temps le corps du maréchal Davoust arrivait à Knopen, et celui

du maréchal Soult à Altkirch, après avoir été retenu quelque temps à Wolfsdorf par une forte colonne ennemie qui avait paru inopinément sur son flanc gauche. C'était la colonne du général Kamenski, qui, venue de Weichselmünde après la prise de Dantzig, s'était réunie aux divisions employées à l'attaque de la tête de pont de Spanden. Parti de Mehlsack dans la nuit du 8 au 9 à la tête de vingt et un bataillons et trente-deux escadrons d'infanterie russe et de cavalerie prussienne (environ 10,000 hommes), Kamenski marchait sur Guttstadt pour se rallier au gros de l'armée de Bennigsen, et arriva par Wormditt au delà du bois de Dietrichsdorf, où son avant-garde rencontra la brigade de dragons du général Digeon et la repoussa; mais, attaqué à son tour par la division Saint-Hilaire et la cavalerie du général Latour-Maubourg, Kamenski fut repoussé et ramené jusqu'à Wormditt, où Bennigsen lui envoya l'ordre de marcher à Heilsberg, que sa colonne atteignit le 10 à midi par Mighenen, Raunau et Reimerswald, après avoir perdu 5 à 600 hommes tués ou blessés et 200 prisonniers.

Le prince Bagration, qui n'avait abandonné que le 8 au soir la rive droite de la Passarge, avait pris position la nuit suivante à Glottau avec une forte arrière-garde pour donner le temps au gros de l'armée de passer à la rive droite de l'Alle. L'empereur Napoléon suivait lui-même la direction de Guttstadt, avec sa garde, la cavalerie de réserve et le corps du maréchal Ney; l'arrière-garde ennemie, composée de 15,000 hommes d'infanterie soutenue par une partie de la cavalerie de l'armée au nombre de 9 à 10,000 chevaux, voulut s'opposer à la marche des troupes en tête desquelles se trouvait l'empereur. Le grand-duc de Berg reçut sur-le-champ l'ordre de manœuvrer le corps ennemi et de le débusquer de ses positions; il s'acquitta de cette mission avec beaucoup d'habileté et d'audace : les brigades de cavalerie légère des généraux Pajol, Bruyères et Durosnel, et la division de carabiniers et de cuirassiers du général Nansouty, chargèrent successivement l'infanterie et la cavalerie ennemies, et triomphèrent de tous les efforts que firent ces deux armes pour se maintenir. A huit heures du soir, le prince Murat entra de vive force dans Guttstadt, et y fit un grand nombre de prisonniers. Les régiments de cavalerie de la

1807. Pologne.

garde russe avaient été très-maltraités dans cette journée. Le prince Bagration se retira sur Reichenberg et Liebenberg, où il prit position.

L'armée russe, pressée aussi vivement, s'était retirée en toute hâte par la rive droite de l'Alle sur Heilsberg, où elle arriva dans la nuit, et dont le général en chef Bennigsen avait depuis quelque temps fait fortifier la position, en ordonnant des retranchements qui pussent le mettre à même de soutenir un engagement général dans le cas de non-réussite de ses attaques sur la ligne française, ce qui avait eu lieu effectivement.

L'armée française continuant son mouvement en avant, les corps des maréchaux Soult et Lannes, avec une brigade d'infanterie de la garde et la réserve de cavalerie du grand-duc de Berg, se portèrent le 10 juin sur Heilsberg par la rive gauche de l'Alle; le corps du maréchal Ney et la garde impériale restèrent en réserve; celui du maréchal Mortier, arrivé à Guttstadt ainsi que celui du maréchal Davoust qui marcha à Altkirch, eurent l'ordre d'enlever à l'armée russe sa communication avec Kœnigsberg, tandis que le 1er corps resté sur la basse Passarge séparerait par Mehlsack le corps prussien du général Lestocq de l'armée de Bennigsen et le pousserait sur Kœnigsberg. La cavalerie de réserve formait l'avant-garde et était soutenue par le corps du maréchal Soult.

Bataille de Heilsberg.—Bennigsen occupait la position qu'il avait fait retrancher au sud-ouest de Heilsberg, et n'avait laissé qu'une division sur la rive gauche de l'Alle, lorsque le 10 juin, avant midi, il reçut du détachement resté à Launau l'avis qu'une grande masse de troupes de toutes armes se portait sur ce village. Cette division d'avant-garde, aux ordres des généraux Barasdin et Lwoff, fut renforcée de onze bataillons et quinze escadrons. Le grand-duc de Berg l'ayant fait attaquer, elle se replia jusqu'à la tête du défilé de Bewernick. Le prince Bagration, venant de Reichenberg avec son corps d'arrière-garde, se hâta de passer l'Alle au pont d'Amt-Heilsberg pour soutenir le détachement menacé d'être refoulé au delà du défilé. Ce général se forma en face de Bewernick, à droite et à gauche de la route de Heilsberg à Leibstadt, et établit une batte-

rie dont le feu arrêtait dans le défilé la tête des colonnes du maréchal Soult, qui fit avancer trente-six pièces de canon pour protéger le passage de ses divisions. Le défilé fut enfin forcé, et les divisions Legrand, Carra-Saint-Cyr et Saint-Hilaire se portèrent à la rencontre de l'ennemi, la première sur la gauche, par Landen, pour appuyer la cavalerie de réserve; les deux dernières sur la droite, par Bewerniek, marchant directement sur la position de Bagration.

Pendant ce temps deux divisions de la cavalerie de réserve, se portant à gauche, traversèrent le village de Langwiese; elles n'avaient pas achevé de se déployer, qu'elles furent chargées par une masse de cavalerie russe commandée par le général Ouwaroff. Au premier choc la cavalerie française fut rejetée au delà du village; mais s'étant reformée elle revint à la charge et culbuta à son tour la cavalerie russe, lui enleva deux pièces de canon et la poursuivit vivement jusqu'au Spuibach, ruisseau qui se jette dans l'Alle au-dessus du pont d'Amt-Heilsberg. Menacé sur son flanc droit et sur ses derrières, le prince Bagration commença un mouvement rétrograde qui fut pour la division Carra-Saint-Cyr le signal d'une attaque à outrance. Les deux premières lignes russes furent enfoncées et mises en désordre; une forte colonne d'infanterie fut presque entièrement détruite par les 4e, 24e et 28e régiments, et le corps entier de Bagration allait éprouver le même sort si, dans cet instant critique, Bennigsen n'eût pas envoyé à son secours une forte colonne de cavalerie. La moitié de cette cavalerie fut arrêtée par le feu d'une batterie placée en arrière de Landen; le général Koschin, qui était resté sur la grande route avec l'autre moitié, se porta au-devant de la cavalerie française et la contint assez longtemps pour faciliter aux troupes en retraite le dangereux passage du défilé du Spuibach, où il fut tué. La division Carra-Saint-Cyr, qui, depuis une heure, soutenait tout l'effort de ce terrible choc, avait perdu beaucoup d'hommes. Elle fut relevée par celle du général Saint-Hilaire qui marchait en seconde ligne.

L'armée russe avait achevé alors d'opérer son passage sur la rive gauche de l'Alle, et, réunie au corps de Kamenski, elle avait pris une nouvelle position : l'infanterie, en arrière des

redoutes nos 1 et 2, à droite de la route de Heilsberg à Liebstadt et à hauteur du pont d'Amt-Heilsberg; la cavalerie, en arrière de la redoute n° 3, appuyant sa droite au village de Grossendorf, sur la route de Preussisch-Eylau. Une division resta dans les retranchements de la rive droite, et la garde fut placée en réserve en arrière d'Amt. Le jour était sur son déclin, et le corps de réserve du maréchal Lannes n'était pas encore arrivé. Entre cinq et six heures, la division Saint-Hilaire, ayant en seconde ligne celle du général Carra-Saint-Cyr qui avait déjà tant souffert, se porta en colonne serrée jusqu'à demi-portée de fusil de la redoute n° 1; mais, accueillie sur son front par un feu dévorant d'artillerie et de mousqueterie, et sur son flanc droit par celui des tirailleurs russes qui bordaient la rive droite de l'Alle, elle fut forcée de se retirer avec perte derrière le Spuibach. Dès lors le combat sur la droite des Français se changea en une canonnade qui dura fort avant dans la nuit.

A l'aile gauche, le général Legrand, qui s'était emparé avec peine du bois de Landen, dirigea sa droite sur la redoute n° 2, qui était au centre et en avant de la ligne russe. Le 26e régiment d'infanterie légère s'en empara après avoir repoussé cinq escadrons prussiens qui s'étaient portés à sa rencontre. Bennigsen, dont la ligne de bataille se trouvait rompue à son centre par la perte de cet ouvrage, le fit reprendre par la brigade du général Warneck, qui en chassa le 26e régiment. Dans la mêlée qui eut lieu le général russe fut tué. Le 55e de ligne, envoyé pour protéger la retraite du 26e léger, fut enfoncé, perdit son colonel et son aigle. Bennigsen profitant de cet avantage, fit attaquer en flanc la division Saint-Hilaire dont la gauche était parvenue à la hauteur de la redoute n° 2. Cette division eut besoin de tous ses efforts pour repousser cette attaque pendant laquelle le 10e d'infanterie légère, les 43e, 46e et 57e de ligne se signalèrent par leur ferme contenance, tandis que la division du général Legrand formée en carrés par régiments et en échiquier, ainsi que les fusiliers de la garde conduits par le général Savary, repoussaient, entre le bois de Landen et les redoutes, les charges successives de la cavalerie russe et de la cavalerie prussienne du général Zieten. Il faisait presque nuit lorsque le corps de réserve du maréchal Lannes arriva sur le champ de

Grossendorf
Konegen
DE
D
Nord
Be
Rte de Liebstadt
Alle
Rte de Bartenstein
HEILSBERG
Rte de Seeburg
Rte de Seeburg
Rte de Rossel

bataille. Le maréchal, dans l'espoir d'enlever les redoutes et de forcer l'ennemi à se retirer, engagea mal à propos la division Verdier, qui alla se heurter contre les retranchements, et eut ensuite l'ordre de rétrograder après avoir essuyé de grandes pertes. Il était minuit quand se termina ce long et sanglant combat, qui ne procura aux Français que le faible avantage de conserver leur position en face des retranchements ennemis, qui ne furent abandonnés que vingt-quatre heures plus tard. Bennigsen avait repoussé sur tous les points les attaques impétueuses des 4e et 5e corps et de la réserve du grand-duc de Berg qui avaient seuls pris part au combat. Toutes ses forces étant réunies à Heilsberg, il avait pu alimenter successivement ses colonnes d'infanterie et de cavalerie par de nouveaux renforts. Plus de soixante pièces de canon en batterie dans ses redoutes et dans ses retranchements appuyaient les mouvements de ses divisions et rendaient infructueux les élans de la valeur des assaillants. La coopération destructive de cette artillerie de position, presque toujours abordée à portée de mitraille, avait fait éprouver d'énormes pertes à l'infanterie française.

L'obstination de l'ennemi à défendre le terrain pied à pied, et surtout l'avantage que lui donna son artillerie de position, avaient fait éprouver de grandes pertes à l'armée française : près de 7,000 hommes étaient hors de combat, dont 1,100 tués ; le général Roussel, chef d'état-major de la garde impériale, qui conduisait un des régiments de fusiliers, eut la tête emportée par un boulet à l'attaque soutenue par la division Legrand ; le général d'Espagne fut blessé, ainsi que les généraux Ferey et Viviés, et un grand nombre d'officiers, parmi lesquels se trouvaient le chef d'escadron de Ségur qui avait eu un bras emporté ; le colonel du 22e de chasseurs, Bordesoul ; celui du 7e, Lagrange ; le capitaine Lameth, aide de camp du maréchal Soult, et Guéheneuc, aide de camp du maréchal Lannes. Le corps du maréchal Soult eut seul 36 officiers et 650 soldats tués, 215 officiers et 5,613 soldats blessés. Les Russes eurent environ 3,000 hommes tués, parmi lesquels les généraux-majors Koschin, Warneck et Pahlen, et 8 à 9,000 blessés, dont 8 généraux.

La bataille de Heilsberg pouvait être évitée; car l'empereur avait le dessein, par des manœuvres et sans combat, de s'é-

1807. Pologne.

lever sur la droite de l'armée russe pour la couper de Kœnigsberg et de la basse Pregel, ce qui devait forcer Bennigsen à évacuer sa forte position; ce fut aussi ce qui arriva à l'approche des réserves françaises et après l'occupation du village de Grossendorf par le corps du maréchal Davoust. Ce maréchal, qui, le 10, avait rassemblé son corps à Altkirch, en partit le 11, se porta directement sur la route de Heilsberg à Preussisch-Eylau, et prit position à Grossendorf, menaçant ainsi le flanc droit de Bennigsen. Les corps qui avaient combattu la veille restèrent en présence; celui du maréchal Ney et la garde impériale restèrent en réserve à Launau; le corps du maréchal Mortier remplaça à Altkirch celui de Davoust. Inquiet pour ses communications par sa droite, le général en chef russe songea à la retraite, et s'y disposa dans la journée du 11. A une heure après midi, le général Kamenski eut l'ordre de passer à la rive droite de l'Alle et de se porter par Bartenstein sur Kœnigsberg, pour se réunir au corps prussien du général Lestocq et couvrir cette capitale de la Prusse orientale. Le gros de l'armée évacua la position de Heilsberg la nuit suivante. A dix heures du soir, les divisions russes commencèrent à passer sur la rive droite de l'Alle, abandonnant tout le pays de la gauche, et laissant à la disposition de leurs adversaires les blessés du combat de la veille et des actions précédentes, les magasins de Heilsberg et ces retranchements, fruits d'un travail si long et si pénible. L'armée de Bennigsen se retira sur quatre colonnes à Bartenstein, et la nuit suivante à Schippenbeil. L'intention de ce général était de pousser jusqu'à Wehlau, de passer à la rive droite de la Pregel et d'y attendre l'arrivée de deux divisions venant de l'intérieur de l'empire, et qui étaient déjà rapprochées de la frontière. Il pensait d'ailleurs que Kœnigsberg était suffisamment couvert par les corps de Kamenski et de Lestocq. Le 12, à la pointe du jour, les troupes françaises entrèrent à Heilsberg. On trouva les maisons de cette ville et les villages voisins remplis de blessés, et dans les magasins plusieurs milliers de quintaux de farine, ainsi que beaucoup d'autres approvisionnements en vivres. Le général Victor Latour-Maubourg, avec sa division de dragons et les brigades de cavalerie légère des généraux Durosnel et Wathier, poursuivit l'arrière-garde ennemie sur la

rive droite de l'Alle, dans la direction de Bartenstein, pendant que les corps d'armée des maréchaux Ney, Soult, Davoust, Lannes et Mortier [1], et la réserve de cavalerie sous les ordres de Murat, marchaient dans différentes directions pour déborder l'armée russe et lui couper sa retraite sur Kœnigsberg. Ce même jour, à cinq heures après midi, l'empereur porta son quartier général à Eylau.

Le comte Kamenski, qui se dirigeait le 12 sur Kœnigsberg par Mühlhausen, ayant trouvé ce village occupé par les Français, se porta à droite sur la route de Domnau, atteignit le même jour Uderwangen, et le lendemain les environs de Borchersdorf, d'où il se mit en communication avec le corps de Lestocq. Celui-ci, qui était encore le 11 entre Heiligenbeil et Mehlsack, ayant son avant-garde sur la Passarge, avait commencé sa retraite sur Zinten; mais une dépêche adressée au général Victor, ayant été interceptée par ses coureurs, lui apprit que ce général avait l'ordre de se porter sur Mehlsack pour le couper de Kœnigsberg. Instruit ainsi du danger qui le menaçait, Lestocq continua sa marche le 12 par Mahnsfeld, au delà de la Frisching, et arriva entre Gottau et Ludwigsfeld pour couvrir la route d'Eylau à Kœnigsberg, sur laquelle l'ennemi était déjà en marche. Dans la nuit, les troupes prussiennes qui étaient restées sur la Passarge opérèrent leur jonction, à l'exception d'un détachement de trois compagnies d'infanterie et de trois escadrons qui était resté à Stighenen, et qui fut enlevé par les Français. Les deux corps s'étant réunis prirent position à Karschau. Ils se retirèrent ensuite sur Kœnigsberg, à l'approche de la cavalerie française. Cette ville, entourée d'un rempart régulier et de quelques redoutes nouvellement construites, était à l'abri d'un coup de main sur la rive gauche de la Pregel.

Bataille de Friedland. — Le 13 juin, Murat s'avança directement sur Kœnigsberg avec une partie de la cavalerie; le

[1] Ce maréchal avait rejoint la grande armée vers la fin du mois de mai, après la conclusion de l'armistice avec le roi de Suède. Son corps, remplacé dans le Mecklenburg et sur la frontière de la Poméranie suédoise par les troupes du maréchal Brune, avait été renforcé de quelques régiments français tirés du dixième corps, lorsque Dantzig eut ouvert ses portes au maréchal Lefebvre.

1807. Pologne.

maréchal Davoust suivit cette direction pour le soutenir; le maréchal Soult marcha sur Kreutzburg, à gauche d'Eylau; le maréchal Lannes à droite, sur Domnau; et les maréchaux Ney et Mortier en avant, sur Lampsach.

Le général Victor Latour-Maubourg, suivant, comme on l'a vu, l'armée ennemie sur Bartenstein, avait trouvé sur sa route un grand nombre de blessés abandonnés; les Russes n'étaient plus dans cette petite ville, et continuaient leur mouvement rétrograde sur celle de Schippenbeil, également située sur l'Alle. L'empereur, informé sur-le-champ de cette direction prise par l'ennemi, envoya au grand-duc de Berg l'ordre de continuer à manœuvrer sur Kœnigsberg, en le faisant appuyer, indépendamment du corps du maréchal Davoust, par celui du maréchal Soult, et s'avança lui-même dans la direction de Friedland avec les corps des maréchaux Ney, Lannes, Mortier, et la garde impériale. La présence du premier corps d'armée sur la basse Passarge n'étant plus nécessaire après les résultats du combat de Heilsberg, Napoléon avait appelé ces troupes en ligne, et le général Victor, qui les commandait en l'absence du prince de Ponte-Corvo, suivit le mouvement sur Friedland, et arriva le 13 au soir à Eylau.

Ce même jour, le général Bennigsen, instruit de la marche des corps français sur Friedland, arrêta son mouvement sur Wehlau et détacha, vers midi, le prince Gallitzin avec trente-trois escadrons et vingt pièces d'artillerie légère, pour devancer l'ennemi à Friedland. Le soir, cette cavalerie repoussa de la ville le 9e régiment de hussards, du corps du maréchal Lannes, et le poursuivit jusqu'au bois de Georgenau, sur la route d'Eylau. Pendant ce temps l'armée russe se mit en marche par son aile gauche. L'infanterie de la garde, formant tête de colonne, arriva à onze heures du soir à Friedland, où le général Bennigsen établit son quartier général, que la garde dut couvrir à la rive gauche de l'Alle. Le reste de l'armée suivit ce mouvement et arriva le lendemain 14 à la pointe du jour. Informé que le corps du maréchal Lannes s'avançait seul sur Friedland et que les autres corps d'armée le suivaient à une grande marche de distance, Bennigsen résolut de l'attaquer en force, de le repousser sur Domnau et de marcher le lendemain à Wehlau avec

PLAN
DE LA BATA
DE FRIED

Kloschenen

Bois de Gnatten

Route de Wehlau

Route de Gerdauen

Altenau

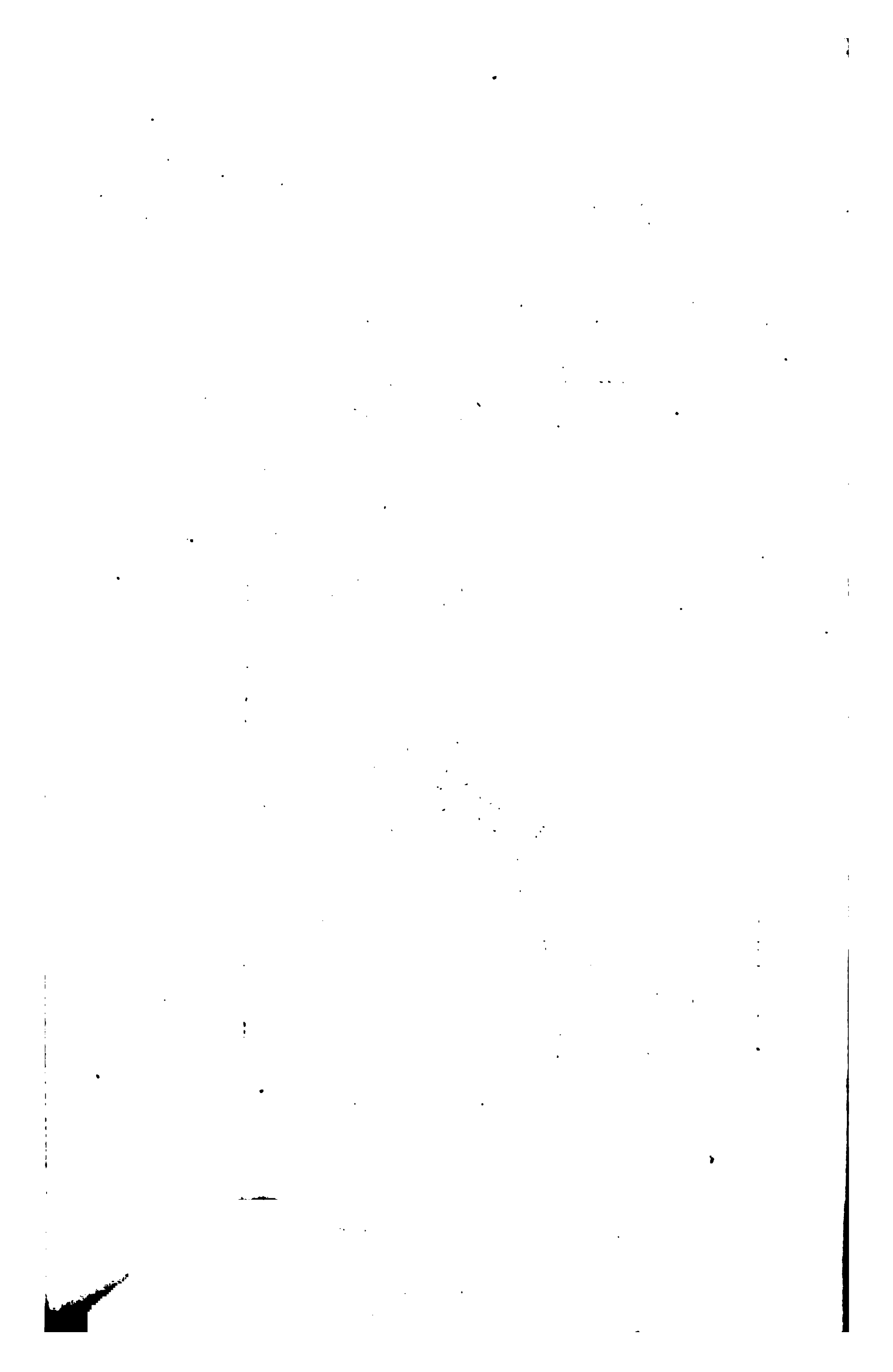
Route de Schippenbeil

Rte. de Domnau

Bothkeim

Rte. de Bartenstein

B



toute son armée; mais ce projet du général russe ne put être réalisé, comme on va le voir.

La petite ville de Friedland est bâtie sur la rive gauche de l'Alle, sur un monticule resserré à l'est et au sud dans un pli de cette rivière, et au nord par un vaste étang que forme un ruisseau appelé Mühlen-Flies. Friedland n'est réellement accessible qu'à l'ouest, par la route d'Eylau qui y aboutit directement entre l'Alle et l'étang; de tous les autres côtés les avenues de cette ville sont fermées par des obstacles naturels. A mesure que les divisions de Bennigsen arrivaient elles passaient successivement à la rive gauche en défilant sur le pont de Friedland et sur deux ponts de pontons jetés au-dessus et au-dessous de la ville. Elles se formèrent en bataille dans la plaine en avant de la ville, à droite et à gauche du cours du Mühlen-Flies : l'aile gauche, à cheval sur la route d'Eylau, s'appuyait au ruisseau et à l'Alle au-dessous de Friedland, et présentait un front de trois quarts de lieue; l'aile droite et le centre se formèrent de l'autre côté du Mühlen-Flies, s'étendant jusqu'à l'Alle au nord de la ville, sur un front d'un peu plus d'une lieue. Quatre ponts volants furent jetés sur le Mühlen-Flies pour la communication des troupes des deux ailes. Toute l'infanterie était sur deux lignes : celle de la seconde ligne et un bataillon de chaque régiment de la première, en colonne; une réserve de toutes armes derrière le centre, et la cavalerie sur les ailes. L'infanterie était formée en six divisions, dont quatre à l'aile droite, aux ordres du prince Gortschakoff, et deux à l'aile gauche sous le prince Bagration. Le général Ouvaroff et le prince Gallitzin commandaient la cavalerie de l'aile droite, et le général Kollogriboff celle de l'aile gauche. Plusieurs régiments de chasseurs à pied, soutenus par deux bataillons et cinq escadrons postés à droite du village de Sortlack à la rive gauche de l'Alle, occupèrent le bois de même nom. Douze bataillons et vingt escadrons restèrent en réserve sur la rive droite de l'Alle, et à droite de la route de Gerdauen qui aboutit au pont de Friedland. La formation de l'armée russe, forte d'environ 60,000 combattants, ne fut terminée qu'à neuf heures du matin.

L'armée française se composait de la garde impériale; du corps de réserve du maréchal Lannes formant l'avant-garde et

1807. Pologne.

comprenant la division de grenadiers réunis du général Oudinot, la division Verdier, le 9e de hussards et deux régiments de cuirassiers saxons; du corps du maréchal Mortier, formé de la division Dupas et de la division polonaise du général Dombrowski; du corps du maréchal Ney, composé de la division Marchand, de la division Bisson et de la cavalerie légère du général Colbert; des divisions de grosse cavalerie des généraux Nansouty et d'Espagne; des divisions de dragons Latour-Maubourg, Grouchy et Lahoussaye; enfin du corps du général Victor, composé des divisions Dupont, Drouet et de la cavalerie légère du général Tilly.

L'empereur, arrivé à Domnau, ne put réprimer un vif sentiment de joie en apprenant que les Russes franchissaient l'Alle à Friedland. Il dit aux officiers qui l'entouraient : « L'ennemi « paraît vouloir livrer bataille aujourd'hui ; tant mieux, c'est un « jour de bonheur : c'est l'anniversaire de Marengo. » Paroles en quelque sorte prophétiques, puisque la bataille qui allait se livrer devait avoir les mêmes résultats que celle de Marengo!

Le maréchal Lannes arriva entre trois et quatre heures du matin avec ses premières troupes au village de Posthenen, à gauche de la route d'Eylau et à environ deux lieues de Friedland. Le général Bennigsen se préparait à porter son armée en avant par l'aile droite, lorsque le maréchal déboucha de Posthenen dans la plaine de Friedland, avec la division du général Oudinot. Comme le reste de son corps d'armée arrivait successivement, il put étendre sa gauche jusqu'au village de Heinrichsdorf sur la route de Kœnigsberg, et en avant duquel il plaça la division de cuirassiers du général Nansouty et la division de dragons du général Grouchy qui venaient de le joindre. Ne pouvant remplir l'intervalle de deux lieues entre Heinrichsdorf et le bois de Sortlack où appuyait sa droite, il forma plusieurs détachements qui profitèrent des plis du terrain, des bouquets de bois et de la hauteur des blés, pour dérober à l'ennemi l'appréciation de ses forces et de ses mouvements, tandis qu'un grand nombre de tirailleurs soutenus par de l'artillerie et répandus sur son front y entretenaient un feu vif et soutenu. Par ce moyen le maréchal réussit à arrêter longtemps l'ennemi, avec d'autant plus d'avantage que les rangs compactes de celui-

ci souffraient plus du feu de l'artillerie que des troupes disséminées et couvertes par des abris faciles à rencontrer dans une aussi vaste étendue de terrain entrecoupée de bois et couverte de monticules.

Après avoir achevé le déploiement de toute son armée, Benningsen l'avait portée à environ mille pas en avant. La cavalerie de son aile droite attaqua la cavalerie française en avant de Heinrichsdorf, la replia d'abord; mais, accueillie par le feu de quelques bataillons de grenadiers réunis, la cavalerie russe s'arrêta tout court et retourna prendre son rang dans la ligne de bataille. Là se borna l'entreprise du général russe, qui dans ce moment oublia son prétendu plan d'attaque et la périlleuse position de ses troupes en présence d'un ennemi entreprenant dont les forces s'accroissaient successivement. Attendant froidement ce que celui-ci allait entreprendre, il les laissa exposées pendant plusieurs heures au feu destructeur de l'artillerie française, dont l'effet devint tel, qu'on se vit bientôt forcé de faire rétrograder en arrière des lignes plusieurs bataillons à moitié détruits. Ce ne fut que vers le soir, lorsque les tirailleurs français eurent chassé l'infanterie russe d'une grande partie du bois de Sortlack et atteignirent le flanc gauche de la ligne de bataille, que celle-ci reprit sa première position.

La canonnade devenant de plus en plus vive, les autres corps de l'armée française hâtèrent leur marche, et avant midi les troupes des maréchaux Mortier et Ney arrivèrent sur le champ de bataille, ainsi que les divisions de cavalerie des généraux d'Espagne, Latour-Maubourg et Laboussaye. L'empereur, qui les avait dévancées, reconnut lui-même la position de l'armée russe, et jugeant, à l'inspection de ses lignes, qu'elle était perdue, il donna un nouvel ordre de bataille à la sienne : la gauche fut formée par le maréchal Mortier, tenant Heinrichsdorf, la route de Kœnigsberg, et s'étendant en face de l'aile droite ennemie; le maréchal Lannes fut placé au centre, appuyant à la gauche du maréchal Ney, qui forma la droite en arrière de Posthenen, ayant en réserve la division de dragons du général Latour-Maubourg. Vers trois heures du soir ce maréchal se porta en avant du village, à cheval sur la route d'Eylau et appuyant sa droite au bois de Sortlack. Il fut rem-

1807. Pologne.

placé derrière Posthenen par le corps du général Victor, qui venait d'arriver et qui forma la réserve avec la garde impériale et la division de dragons du général Lahoussaye. La cavalerie du général d'Espagne et les dragons du général Grouchy furent réunis à la cavalerie de l'aile gauche. La division de grosse cavalerie du général Nansouty fut mise à la disposition du maréchal Lannes.

Enfin, entre cinq et six heures, l'empereur fit donner le signal de l'attaque par trois salves d'une batterie de vingt pièces de canon[1]. Aussitôt le corps du maréchal Ney qui devait la commencer se mit en mouvement; il était couvert par le bois de Sortlack, et précédé d'une batterie de vingt pièces de canon qui ne fut pas plutôt à portée qu'elle foudroya la gauche de l'ennemi. La division du général Marchand s'avança l'arme au bras, prenant pour point de direction le clocher de Friedland; cette division était soutenue sur la gauche par celle du général Bisson.

Du moment où l'ennemi s'aperçut que le maréchal Ney quittait le bois de Sortlack, occupé d'abord par la droite de ce corps d'armée, il le fit déborder par plusieurs régiments de cavalerie que précédait une nuée de cosaques. La division de dragons du général Latour-Maubourg se forma sur-le-champ au galop sur la droite, chargea la cavalerie ennemie, et la rejeta sur Sortlack et sur l'Alle. En même temps le général Senarmont, commandant l'artillerie du premier corps d'armée, portait à quatre cents pas en avant du centre de la réserve une batterie de trente pièces de canon, et faisait éprouver de grandes pertes à l'ennemi par ce feu redoutable. Toutes les démonstrations que les Russes voulurent faire pour opérer une diversion furent inutiles.

Le général en chef Bennigsen, qui voyait combien il était important pour lui de conserver Friedland qui appuyait sa gauche, essaya un grand effort sur la droite du maréchal Ney; mais,

[1] Avant d'engager l'action l'empereur fit écrire au prince Murat, qui était devant Kœnigsberg, de marcher sur Friedland avec sa cavalerie et le corps du maréchal Davoust; mais la lettre n'étant parvenue que le 14 au soir, les troupes que l'empereur appelait à lui ne purent arriver que le 15 à Abschwangen, à 5 lieues de Friedland.



vivement repoussées à la baïonnette par la division Marchand, les colonnes ennemies furent acculées sur l'Alle, où plusieurs milliers d'hommes trouvèrent la mort; un petit nombre se sauvèrent à la nage; la gauche du maréchal Ney arriva sur ces entrefaites à l'étang qui entoure Friedland au nord.

Lorsque le général en chef s'était aperçu que l'empereur dirigeait son attaque principale sur Friedland, il y avait porté la garde impériale russe à pied et à cheval, et ces troupes s'étaient embusquées derrière l'étang. Elles débouchèrent aussitôt que la division française fut à portée, en jetant quelque désordre dans les rangs de cette gauche du maréchal Ney; mais le général Victor fit marcher aussitôt à son soutien la division Dupont qui formait la droite de la réserve : cette nouvelle troupe attaqua la garde impériale russe, l'enfonça et en fit un grand carnage.

Ce nouvel échec força le général en chef russe d'envoyer encore de nouveaux renforts tirés de son centre et de ses réserves pour défendre Friedland. La partie de l'aile gauche de l'ennemi acculée sur cette dernière ville se trouvait enfermée dans un espace étroit entre l'Alle et le Mühlen-Flies qui la séparait en quelque sorte du reste de la ligne, ayant devant elle les troupes du maréchal Ney et la division Dupont qui la poussaient vivement, tandis que le maréchal faisait face aux renforts envoyés sur ce point par le général Bennigsen. Dans cette situation, et écrasées d'ailleurs par le feu de l'artillerie française, ces troupes ennemies se replièrent en désordre dans Friedland; elles y furent forcées, et jonchèrent les rues de leurs cadavres : la ville offrit en ce moment le spectacle le plus épouvantable des horreurs de la guerre; les Russes qui avaient échappé aux baïonnettes françaises traversèrent, dans le désordre le plus complet, le pont de Friedland pour gagner la rive droite de l'Alle; presque toute l'artillerie de cette partie de leur armée et un grand nombre de prisonniers restèrent au pouvoir des vainqueurs.

Pendant que l'intrépide maréchal Ney, à la tête de l'aile droite, décidait ainsi en quelque sorte le succès de la journée, le centre que commandait le maréchal Lannes fut immédiatement attaqué. Le général Bennigsen, rebuté de l'inutilité des efforts qu'il venait de faire faire sur l'extrémité droite de l'armée

1807. Pologne.

française, voulut en essayer un nouveau sur le centre; mais ses colonnes furent vigoureusement repoussées par les divisions Oudinot et Verdier. Ce fût en vain que par des charges réitérées d'infanterie et de cavalerie les Russes voulurent arrêter l'élan que des chefs, tels que le maréchal Lannes, les généraux Oudinot et Verdier, imprimaient à leurs vaillantes troupes : tout le dévouement, toute l'impétuosité des Russes échouèrent contre la valeur de leurs adversaires : aucun corps ne fut entamé, et ceux des ennemis que les boulets et les balles n'avaient pu atteindre ni éloigner trouvèrent la mort sur les baïonnettes des rangs français.

A la gauche, le maréchal Mortier s'était maintenu avec beaucoup de sang-froid et de fermeté contre des troupes plus nombreuses que les siennes. Lorsqu'il vit le centre de l'armée repousser l'ennemi et marcher en avant, il suivit lui-même ce mouvement, et fut soutenu par le régiment des fusiliers, commandé par le colonel Curial [1], sous la direction du général Savary. Le prince Gortschakoff, qui commandait l'aile droite ennemie, ne céda d'abord le terrain que pied à pied; mais lorsque la défaite de l'aile gauche de l'armée russe fut assez complète pour isoler et priver d'appui la droite et le centre, le général ennemi, près de voir fondre sur lui une grande partie des troupes victorieuses, accéléra son mouvement rétrograde dans la direction de Friedland, où il espérait que le général en chef Bennigsen aurait eu soin de lui ménager un point de passage au moyen d'une forte arrière-garde; mais le maréchal Ney était alors maître de Friedland, réalisant ainsi le plan de l'empereur, qui était de couper l'aile droite et le centre russe des ponts de l'Alle par l'occupation de Friedland. Pressé par les troupes de la gauche et du centre de l'armée française, et voyant devant lui les flammes qui, s'élevant des toits de Friedland, lui annonçaient que cette ville était au pouvoir des vainqueurs, le prince Gortschakoff se crut un moment réduit à la nécessité de mettre bas les armes; cependant une reconnais-

[1] Cet officier, depuis lieutenant général et pair de France, qui s'était distingué dans la campagne d'Égypte, se trouvait dans la garde impériale depuis sa formation.

sance qu'il avait envoyée sur l'Alle pour chercher quelque gué en ayant découvert un en face du village de Klosschenen, ses troupes s'y portèrent en foule ; ce passage fut exécuté avec tant de désordre, et les Français pressaient si vivement les colonnes russes, qu'un grand nombre d'hommes furent noyés, tués ou faits prisonniers ; quelques pièces d'artillerie purent passer sur la rive droite, d'autres furent perdues dans la rivière, ainsi que beaucoup de caissons et de voitures. Le reste était tombé au pouvoir des vainqueurs. Le maréchal Lannes, soutenu par le maréchal Mortier, tomba sur les arrière-gardes qui lui abandonnèrent la majeure partie de leur artillerie. Une masse considérable de cavalerie de l'aile droite fut repoussée du point de passage offert par le gué, et profita de la nuit pour atteindre Allenburg, où elle passa à la rive droite. Ce qui put parvenir à passer l'Alle se rallia derrière les douze bataillons et vingt escadrons restés en réserve sur la route de Gerdauen, au delà de cette rivière.

La victoire, qui n'avait pas été un moment incertaine, se trouvait complète à onze heures du soir ; la garde impériale à pied et à cheval, à l'exception des fusiliers commandés par le général Savary, et deux divisions du premier corps, n'avaient point été engagées. 15,000 cadavres ennemis couvraient le champ de bataille ; soixante-dix pièces de canon, un grand nombre de caissons, plusieurs drapeaux et quelques milliers de prisonniers étaient les trophées de cette journée mémorable ; la cavalerie russe avait surtout fait des pertes immenses ; 25 généraux, un nombre considérable d'officiers avaient été tués, blessés ou faits prisonniers.

La perte des vainqueurs ne s'élevait pas à plus de 5 à 6,000 hommes tués ou blessés, parce que leur position les avait tenus à couvert, tandis que les Russes avaient été, au contraire, exposés pendant longtemps au feu meurtrier d'une artillerie nombreuse et bien dirigée. Parmi les blessés on distinguait les généraux de division Drouet, chef d'état-major du corps du maréchal Lannes, et Victor Latour-Maubourg, les généraux de brigade Cœhorn, Brun, Mouton et Lacoste (ces deux derniers aides de camp de l'empereur), les colonels Renaud, La Jonquières et La Mothe. Au nombre des morts se trouvaient le co-

1807. Pologne.

lonel d'artillerie De Forno; le chef d'escadron Hutin, aide de camp du général Oudinot; les officiers Pérignon, Clément de Ris et Garran de Coulon, fils des sénateurs de ce nom, jeunes gens récemment sortis de l'école militaire, et qui avaient voulu gagner leurs éperons en signalant leur valeur et leur dévouement. Les généraux Oudinot, Marchand, Grouchy, Nansouty, Latour-Maubourg, Dupas, Verdier, Dupont et Savary, furent cités entre tous les autres pour les preuves éclatantes qu'ils venaient de donner de leur valeur, de leur activité et de leurs talents.

Les grands résultats qui suivirent la bataille de Friedland la placent à côté de celles de Marengo, d'Austerlitz et d'Iéna. Comme ces dernières, elle fut gagnée sur un ennemi nombreux qui avait une belle et forte cavalerie, et qui se battit avec une grande résolution. Napoléon déploya, en cette circonstance, l'activité et les grands talents qu'il avait montrés dans les campagnes précédentes. On le vit, pendant l'engagement, parcourir à cheval les positions les plus exposées, et souvent les troupes remarquèrent avec effroi les boulets qui passaient près de lui ou qui venaient mourir à ses pieds. Le major général Berthier, prince de Neufchâtel, avait donné également des preuves signalées de son zèle et de son intrépidité; il s'était trouvé plusieurs fois au fort de la mêlée, en faisant exécuter sous ses yeux les dispositions ordonnées par l'empereur.

La retraite de l'armée russe offrait le spectacle d'une déroute effrayante; les divisions qui avaient réussi à passer sur la rive droite de l'Alle erraient encore à l'aventure dans la matinée du 15 : les partis de l'armée française rencontraient à chaque pas et dans l'espace de plusieurs lieues, le long du cours de l'Alle, des canons, des caissons et des voitures que l'ennemi avait abandonnés.

Suites de la bataille de Friedland; occupation de Kœnigsberg par les Français; capitulation des places de Glatz et de Kosel, en Silésie; armistice demandé par les Russes; entrevue des deux empereurs de France et de Russie, sur le Niémen; paix avec la Russie et la Prusse. — L'armée française bivouaqua sur le champ de bataille de Friedland. Dès le lendemain, 15 juin, pendant que le général en chef Bennigsen essayait de

rallier les débris de l'armée russe sur la rive droite de l'Alle, Napoléon continua de manœuvrer sur la rive gauche pour lui couper le chemin de Kœnigsberg. Les têtes de colonne des deux partis arrivèrent presque en même temps à Wehlau, sur la rive droite de l'Alle, au confluent de cette rivière et de la Pregel; l'empereur porta, ce même jour, son quartier général au village de Peterswald. Le 16, à la pointe du jour, l'ennemi, qui venait de couper tous les ponts sur la Pregel, mit à profit cet obstacle pour continuer son mouvement rétrograde vers les frontières russes; l'empereur, dans la matinée, fit jeter un pont sur la Pregel, et l'armée prit position sur la rive droite de cette rivière.

Les Russes, en fuyant, avaient brûlé ou jeté à l'eau presque tous les magasins qu'ils avaient sur l'Alle. On put juger, par ce qui tomba entre les mains du vainqueur, des pertes immenses que cette mesure désespérée leur fit éprouver; la seule ville de Wehlau renfermait encore six mille quintaux de blé qu'ils n'avaient pas eu le temps de détruire.

Nous avons dit que l'empereur avait dirigé vers Kœnigsberg le grand-duc de Berg avec une partie de la cavalerie, et les maréchaux Davoust et Soult avec leurs corps d'armée. Murat, en arrivant devant Kœnigsberg, le 13, se trouva sur le flanc du corps prussien commandé par le général Lestocq, et dont l'arrière-garde venait d'être chargée et entamée par la division de dragons du général Milhaud, formant l'avant-garde du maréchal Soult, envoyé, comme on l'a vu, par l'empereur, sur Kreutzburg. Le 14, les troupes ennemies furent obligées de s'enfermer dans la place de Kœnigsberg, après avoir perdu bon nombre d'hommes et quelques pièces de canon. Vers le milieu de la journée, deux colonnes russes, qui avaient été coupées de l'armée par suite de la bataille de Friedland, se présentèrent devant Kœnigsberg. Cernés bientôt par la cavalerie du prince Murat, les 4,000 hommes qui composaient cette troupe mirent bas les armes; ils avaient avec eux six pièces de canon. Dans la soirée, les troupes françaises enlevèrent les faubourgs de Kœnigsberg sur la rive gauche de la Pregel; le général de brigade Buget eut la main emportée par un boulet; on fit encore dans cette occasion bon nombre de prisonniers.

1807. Pologne.

Le maréchal Davoust, ayant reçu, dans la journée du 13, l'ordre de se rapprocher de l'armée alors en marche sur Friedland, avait laissé ses positions aux troupes du maréchal Soult, et c'étaient ces dernières qui venaient de s'emparer des faubourgs de Kœnigsberg.

Le maréchal Soult fut contenu devant cette dernière ville pendant les journées du 15 et du 16; mais la nouvelle de la défaite de l'armée russe à Friedland et de la marche de l'armée victorieuse sur Wehlau obligea enfin les Prussiens d'évacuer Kœnigsberg. Cette place importante, ancienne capitale du duché de Prusse, fut aussitôt occupée par les troupes françaises : elles y trouvèrent des ressources immenses en subsistances; deux cents gros bâtiments chargés et venant des ports de l'Angleterre et de la Russie; 20,000 blessés prussiens et russes encombrant les hôpitaux et les maisons de la ville; enfin tout ce que le gouvernement anglais, aussi prodigue en secours d'argent, de munitions et de vivres, qu'avare en contingents de troupes, avait envoyé à la Russie en approvisionnements de bouche et de guerre, et notamment cent soixante mille fusils qui n'étaient point encore débarqués.

Plusieurs événements que nous avons laissés en arrière pour ne point interrompre notre récit principal doivent ici trouver leur place.

Au moment où les Russes recommencèrent les hostilités sur l'Alle et la Passarge, ils attaquèrent également l'extrême droite de l'armée française sur l'Omulew et vers la Narew. Le maréchal Masséna commandait toujours dans cette partie le 5e corps de la grande armée, composé des deux divisions aux ordres des généraux Suchet et Gazan, d'une division bavaroise et de quelque cavalerie.

Le 11 juin, une forte colonne ennemie se présenta devant la tête de pont de Drenzewo vers l'embouchure de l'Omulew. Le général Claparède défendait cet ouvrage avec sa brigade qui faisait partie de la division Suchet; il soutint avec beaucoup de fermeté l'attaque des Russes, et donna le temps au maréchal Masséna d'arriver sur la ligne avec des renforts. L'ennemi fut repoussé, poursuivi la baïonnette aux reins jusqu'au delà d'Ostrolenka, et perdit un grand nombre d'hommes tués ou faits

prisonniers; le 17e régiment d'infanterie légère de la brigade Claparède accrut encore sa belle réputation dans cette affaire; le général Montbrun s'y fit remarquer : une compagnie du 28e d'infanterie légère et un piquet du 25e de dragons avaient mis seuls en fuite un régiment de cosaques.

Les Prussiens n'étaient pas plus heureux en Silésie que les Russes sur les bords de la Passarge, de l'Alle et de l'Omulew. Après la prise de Neisse, le général Vandamme se porta sur Glatz, reconnut, le 23 juin, le camp retranché établi sous cette place, et fit sur-le-champ ses dispositions pour l'enlever. Le lendemain 24, à une heure du matin, une partie de l'infanterie wurtembergeoise, sous les ordres du général Lilienberg, et deux détachements de cavalerie, composés de chasseurs français et de chevau-légers wurtembergeois, eurent ordre de passer la Neisse pour tourner ce camp, pendant que le général Lefebvre-Desnouettes l'attaquerait sur la droite avec deux brigades bavaroises, infanterie et cavalerie. Ces mouvements furent exécutés avec beaucoup d'ensemble. Un peu avant le jour, les troupes bavaroises et wurtembergeoises commencèrent leur attaque, et obtinrent un égal succès; dix redoutes du camp retranché furent enlevées à la baïonnette sur une ligne de trois quarts de lieue d'étendue. Lorsque la cavalerie ennemie aperçut celle des assaillants, elle se retira sans chercher à protéger l'infanterie, qui fut taillée en pièces. 600 hommes restèrent sur le champ de bataille; un pareil nombre furent pris, ainsi que toute l'artillerie du camp, dont les vainqueurs n'emmenèrent que treize pièces : le reste fut encloué. Les Bavarois et les Wurtembergeois n'avaient éprouvé qu'une perte médiocre.

Le même jour, à midi, le général Vandamme accorda une suspension d'armes pour enterrer les morts, et, peu de temps après, le comte de Gœtzen, gouverneur de Glatz, vint trouver le prince Jérôme à son quartier général de Wartha pour régler les articles d'une capitulation par laquelle la place devait ouvrir ses portes, le 26 juillet, aux troupes du 9e corps, si, du 24 au 25 juin, elle n'était pas secourue. Pareille capitulation, pour le terme du 16 juillet, avait été accordée, le 18 juin, à la place de Kosel, dont le général bavarois Waglowich formait l'investissement.

1807. Allemagne.

Ainsi, le roi de Prusse ne possédait plus réellement à cette époque, en Silésie, que le fort de Silberberg qui ne pouvait pas tenir longtemps; sur la Vistule, que la place de Graudentz vivement resserrée, et, sur la Baltique, que Colberg, dont la position, isolée depuis la prise de Dantzig et l'armistice avec la Suède, assurait la prochaine reddition.

Pologne.

Cependant le maréchal Soult, après l'occupation de Kœnigsberg, avait détaché une des brigades de la division Saint-Hilaire sur le fort de Pillau, vis-à-vis l'île de Nehrung, pour en faire le siége. Dans le même temps, le général Rapp, gouverneur de Dantzig, faisait partir de cette place une colonne, chargée d'aller, par l'île de Nehrung, établir devant le fort de Pillau une batterie destinée à fermer l'entrée du Frisch-Haff. Des bâtiments, montés par des marins de la garde impériale, achevèrent de compléter le succès de cette dernière mesure.

La possession de Pillau par les Français affermissait la position de l'armée en avant de la Pregel : pour concourir au même but, le prince Murat parcourut avec une partie de la cavalerie légère et des divisions de dragons et de cuirassiers le pays situé entre la Pregel et le Niémen, chassant devant lui tous les détachements ennemis, et leur faisant des prisonniers. Le 5e de hussards se fit surtout remarquer dans ces engagements, où les cosaques éprouvèrent de grandes pertes malgré la vélocité de leurs chevaux. Le chef d'escadron Piéton, aide de camp de Murat, fut tué dans une charge.

Le maréchal Davoust avait passé la Pregel le 16, et avait eu le lendemain, en avant de Labiau, un engagement avec l'arrière-garde ennemie à laquelle il fit plus de 200 prisonniers. Le maréchal Ney, qui s'était également porté à la poursuite des colonnes ennemies par Intersburg, prit dans cette petite ville 1,000 blessés, et enleva des magasins assez considérables.

Le gros de l'armée s'était mis en marche, le 17 juin, pour se porter de la Pregel sur le Niémen. Le 19, à deux heures de l'après-midi, l'empereur entra dans Tilsit, où s'étaient trouvés quelques jours auparavant l'empereur de Russie et le roi de Prusse. Ce fut aux environs de cette ville que les Français aperçurent pour la première fois des Kalmouks. Ce peuple tartare, tributaire de la Russie, n'avait pour armes offensives que des

flèches, qu'il décoche en fuyant à la manière des anciens Parthes. Cette manière de combattre excita la risée des soldats, qui trouvèrent de tels adversaires bien peu redoutables.

1807. Pologne.

Les débris de l'armée russe, en évacuant Tilsit, avaient incendié le pont de cette ville, située sur le Niémen. Ils paraissaient continuer leur retraite sur la Samogitie, et les troupes du roi de Prusse, à qui il ne restait plus, de tous les États de sa monarchie, que le pays situé entre le Niémen et Memel, peu empressées de s'enfermer dans cette dernière place, désertaient par bandes, que les coureurs amenaient journellement au quartier général.

Le Niémen était la seule barrière qui restât à franchir pour que Napoléon portât la guerre sur le territoire même de l'empereur de Russie. La saison était favorable, et l'armée française pleine d'ardeur et de confiance; celle d'Alexandre, au contraire, était entièrement démoralisée; elle fuyait avec le sentiment de sa faiblesse et de son impuissance à combattre. Ses arrière-gardes, depuis Friedland, n'avaient plus donné des preuves de cette bravoure qui, dans d'autres circonstances, avait valu à ces troupes l'estime de leur vainqueur. Dans cet état de choses, il est vraisemblable que, si Napoléon eût voulu conduire son armée en Russie, cette expédition aurait eu une tout autre issue que celle qu'il tenta cinq ans plus tard. Dans la guerre de 1807, les Russes avaient été les agresseurs, et ce peuple superstitieux s'attribuait la faute de ses défaites : il n'eût opposé aucune résistance *nationale* aux progrès de l'armée française. Napoléon, plus réfléchi que Charles XII, n'avait point à craindre qu'un nouveau Pierre Alexiowitz, instruit à l'école de son vainqueur, vengeât près d'un autre Pultawa les revers essuyés à Friedland. Mais, en 1812, nous verrons les Russes, attaqués par des motifs qu'ils regardent comme les prétextes de la plus odieuse ambition, se lever contre l'Europe coalisée sous les ordres du souverain de la France, et, secondés par les éléments, repousser l'étranger qui prétendait enlever le sceptre moscovite à la famille des Romanoff[1].

[1] C'est le nom de la famille régnante en Russie. Au milieu des malheurs qui désolaient ce vaste empire au commencement du dix-septième siècle, une assemblée des principaux boyards (seigneurs) réunie à Moscou, en

1807. Pologne.

L'empereur Alexandre ne vit pas sans effroi l'armée du vainqueur des coalitions parvenue sur les confins de ses propres États. Le prestige des séductions britanniques s'était évanoui; n'espérant plus réunir à temps de nouveaux moyens de résistance, il prit la résolution de s'humilier une seconde fois devant Napoléon. Après avoir refusé si opiniâtrément la paix qui lui était offerte, il allait la solliciter lui-même, et recevoir les conditions qu'il plairait à son vainqueur de dicter.

Napoléon ne démentit point dans cette circonstance la modération qu'il avait montrée précédemment à l'égard du monarque russe. Au moment même où, franchissant la faible barrière qui le séparait de son ennemi en désarroi, il pouvait mettre le comble aux succès de cette campagne, il eut la générosité d'arrêter sa marche victorieuse, et d'écouter les premières propositions qui lui furent faites pour le rétablissement de la paix entre les deux empires. Non moins magnanime à Tilsit qu'il l'avait été à Austerlitz, il sut respecter un grande infortune, et, traitant bientôt Alexandre et Frédéric-Guillaume en rois, il se montra digne de la couronne qu'il avait placée lui-même sur sa tête.

Dès le jour même de l'entrée de l'empereur à Tilsit, le grand-duc de Berg reçut un parlementaire envoyé par le commandant de l'arrière-garde russe, prince Bagration, et porteur de deux lettres : l'une de ce prince, et l'autre du général en chef de l'armée ennemie, Bennigsen, par laquelle celui-ci chargeait le premier de faire la demande d'un armistice. Murat transmit sur-le-champ ces deux dépêches à Napoléon, qui accéda à la proposition. Dans la soirée, le lieutenant général russe prince Labanoff passa le Niémen, et conféra à ce sujet avec le maréchal Berthier. Les deux plénipotentiaires tombèrent promptement d'accord; et le 21 juin ils arrêtèrent et signèrent le projet d'armistice suivant :

« Art. 1er. Il y aura armistice entre l'armée française et l'armée russe, afin de pouvoir, dans cet intervalle, négocier,

1613, élut pour souverain un jeune homme de quinze ans, nommé Michel Romanoff, fils d'un archevêque et d'une religieuse, allié par les femmes aux anciens czars. Pierre le Grand était le petit-fils de ce Michel Romanoff.

conclure et signer une paix qui mette fin à une effusion de sang si contraire à l'humanité.

1807. Prusse.

« 2. Celle des deux parties contractantes qui voudra rompre l'armistice, ce que Dieu ne veuille ! sera tenue de prévenir au quartier général de l'autre armée, et ce ne sera qu'après un mois de la date des notifications que les hostilités pourront recommencer.

« 3. L'armée française et l'armée prussienne concluront un armistice séparé, et, à cet effet, des officiers seront nommés de part et d'autre. Pendant les quatre ou cinq jours nécessaires à la conclusion dudit armistice, l'armée française ne commettra aucune hostilité contre l'armée prussienne. »

L'article 4 détermine les limites de l'armée française et de l'armée russe pendant le temps de l'armistice ; et les articles suivants renferment des dispositions relatives à la négociation de la paix définitive, à l'échange des prisonniers, et à celui du présent armistice, que l'empereur ratifia dès le soir même.

Le lendemain 22, la proclamation suivante fut mise à l'ordre de l'armée française :

« Soldats,

« Le 5 juin, nous avons été attaqués dans nos cantonnements par l'armée russe ; l'ennemi s'est mépris sur les causes de notre inactivité. Il s'est aperçu trop tard que notre repos était celui du lion ; il se repent de l'avoir oublié.

« Dans les journées de Guttstadt, de Heilsberg, dans celle à jamais mémorable de Friedland, dans dix jours de campagne enfin, nous avons pris cent vingt pièces de canon, sept drapeaux, tué, ou blessé, ou fait prisonniers 60,000 Russes, enlevé à l'armée ennemie tous ses magasins, ses hôpitaux, ses ambulances, la place de Kœnigsberg, les trois cents bâtiments qui étaient dans ce port chargés de toute espèce de munitions, cent soixante mille fusils que l'Angleterre envoyait pour armer nos ennemis.

« Des bords de la Vistule, nous sommes arrivés sur ceux du Niémen avec la rapidité de l'aigle. Vous célébrâtes à Austerlitz l'anniversaire du couronnement, vous avez cette année

1807. Pologne.

dignement célébré celui de la bataille de Marengo, qui mit fin à la guerre de la seconde coalition.

« Français, vous avez été dignes de vous et de moi. Vous rentrerez en France couverts de tous vos lauriers et après avoir obtenu une paix qui porte avec elle la garantie de sa durée. Il est temps que notre patrie vive en repos, à l'abri de la maligne influence de l'Angleterre. Mes bienfaits vous prouveront ma reconnaissance et toute l'étendue de l'amour que je vous porte. »

Le général Duroc, grand maréchal du palais de Napoléon, se rendit au quartier général impérial russe pour porter à Alexandre le traité d'armistice signé par l'empereur français, et l'échangea contre une copie ratifiée par le monarque russe : il fut de retour à Tilsit le 23. Le prince Labanoff sollicita le même jour une audience de Napoléon, qui l'accorda et eut avec cet envoyé une longue conférence sur les intérêts présents des deux puissances. De son côté, le général Duroc retourna dans la soirée auprès de l'empereur de Russie, et s'entretint longtemps avec lui.

Ces rapprochements au milieu des camps, qui facilitaient aux deux souverains les moyens de s'expliquer sans que la négociation pût être retardée ou influencée par les agents de l'Angleterre, amenèrent une entrevue qu'Alexandre et Napoléon désiraient l'un et l'autre depuis longtemps, et qui aurait épargné l'effusion de beaucoup de sang si les circonstances avaient permis qu'elle eût lieu quelque temps avant la bataille d'Austerlitz, ou du moins après son issue.

Dans la journée du 24 juin, le général d'artillerie Lariboissière fit établir sur le Niémen un radeau, sur lequel on éleva, avec tout l'art et la magnificence que permettait la promptitude de l'opération, un pavillon destiné à recevoir les deux empereurs, qui devaient s'y rendre des deux rives.

Le lendemain 25, à une heure de l'après-midi, Napoléon, accompagné de Murat, des maréchaux Berthier et Bessières, du général Duroc et du grand écuyer Caulincourt, s'embarqua sur les bords du fleuve et se rendit au pavillon préparé. Au même instant, l'empereur Alexandre partit de la rive droite, accompagné du grand-duc Constantin, du général en chef

Bennigsen, du prince Labanoff, du général Ouvaroff, et de l'aide de camp général comtre de Liewen.

Les deux bateaux arrivèrent en même temps. Les empereurs s'embrassèrent en mettant le pied sur le radeau, et entrèrent ensemble dans le pavillon, où ils eurent une conférence qui dura deux heures. Lorsque l'entretien fut terminé, les personnes qui avaient accompagné l'un et l'autre monarque furent introduites. L'empereur Alexandre s'empressa de témoigner aux généraux français toute l'estime qu'il avait conçue pour eux, et Napoléon de son côté s'entretint avec le grand-duc Constantin et le général en chef Bennigsen. Les deux souverains remontèrent ensuite dans leur barque pour retourner à leur quartier général respectif.

Cette entrevue des deux plus puissants princes de l'Europe offrit le spectacle le plus imposant et en même temps le plus consolateur : la vieille et insidieuse politique des cours ne l'avait point préparée. Alexandre et Napoléon furent portés l'un vers l'autre par une mutuelle estime, un mutuel besoin de se connaître, une égale conscience de leurs moyens[1].

Un avenir funeste était loin d'être prévu au moment où les deux souverains jurèrent de rester toujours unis. La paix présentait au contraire de flatteuses illusions aux peuples de l'Europe; tout annonçait que les traités qu'allaient conclure la France, la Russie et la Prusse seraient sincères et durables. Les hautes parties contractantes ne cessèrent point, en attendant cet heureux résultat de l'entrevue sur le Niémen, de se donner des témoignages de confiance et d'attachement réciproques. Il fut convenu, dans la soirée du 25, que la moitié de la ville de Tilsit serait neutralisée, et que les cours de Russie et de Prusse y auraient leur logement. Le lendemain, après une seconde entrevue dans le pavillon sur le Niémen, à laquelle le

[1] Lorsque, sur ce point isolé au milieu des eaux du Niémen, l'un et l'autre empereur s'étaient tenus embrassés à la vue des deux armées, que le spectacle d'une pareille entrevue avait attirées sur les deux rives du fleuve, il est permis de croire qu'aucun d'eux ne renfermait alors en son cœur le sentiment exprimé dans ce vers de Racine :

J'embrasse mon rival, mais c'est pour l'étouffer.

(*Britannicus*, acte IV, scène 8.)

1807. Pologne.

roi de Prusse assista, l'empereur Alexandre se rendit à Tilsit, et fut reçu à la descente du bateau par Napoléon. Tous deux à cheval, et causant familièrement, parcoururent ensuite la grande rue de la ville, où la garde impériale française, à pied et à cheval, se trouvait rangée en bataille : par l'effet d'une galanterie toute nationale, le cri de *vive l'empereur Alexandre!* retentit en même temps que celui de *vive l'empereur Napoléon!* Les deux monarques dînèrent ensemble; le grand-duc Constantin et Murat assistèrent seuls à ce repas.

Le 27, Napoléon visita à son tour l'empereur de Russie dans son nouveau logement. Après le dîner, les deux princes montèrent à cheval, et firent manœuvrer la garde impériale française. Alexandre et son frère Constantin montrèrent par leurs questions et leurs remarques qu'aucun des détails de la tactique française ne leur était étranger.

Le roi de Prusse passa le Niémen le 28, et vint occuper à Tilsit le logement préparé pour le recevoir. Il fut accueilli par Napoléon avec tous les égards qu'il avait lieu d'en attendre; le monarque français lui rendit sa visite dans la même journée. Les palais occupés par les trois souverains se touchaient presque, et pendant tout le temps du séjour de ces derniers à Tilsit ils n'eurent qu'une même table, celle de Napoléon.

La reine de Prusse, aussi remarquable par les grâces de sa figure que par la part active qu'elle avait prise à cette guerre, vint embellir par sa présence ces réunions des trois monarques. Napoléon s'empressa d'aller visiter cette princesse à son arrivée, et, quoiqu'il ne l'eût point épargnée dans les bulletins officiels, il lui fit une cour assidue.

La paix attendue avec tant d'espérance fut enfin conclue et signée le 9 juillet. Il y eut deux traités séparés, l'un entre la France et la Russie, et l'autre avec la Prusse. Il était assez naturel que le roi Frédéric-Guillaume, provocateur de la guerre, en payât pour ainsi dire tous les frais. Une partie du nouveau royaume de Westphalie, fondé par les mêmes traités, et donné au prince Jérôme, frère de Napoléon; le duché de Varsovie concédé à l'ancien électeur, alors roi de Saxe, Frédéric-Auguste; la ville de Dantzig et son territoire, furent dis-

1807.
Pologne.

traits de la monarchie prussienne[1]. La Russie, par la bienveillance spéciale de Napoléon, gagna une portion de territoire sur les bords du Bug et de la Narew, et s'agrandit ainsi aux dépens du souverain dont elle avait partagé l'animosité contre la France.

L'érection en duché de Varsovie de la partie de la Pologne appartenant ci-devant au roi de Prusse, et la constitution donnée à ce pays, n'acquittèrent point complétement la dette de la reconnaissance contractée par Napoléon envers la brave nation polonaise. On doit s'étonner avec raison de ce que l'empereur français ne profita point de l'occasion présente pour demander à la Russie et pour négocier avec l'Autriche la restitution de ce qui était échu en partage à ces deux puissances lors du dernier démembrement de ce vaste royaume. L'entière restauration de l'antique trône des Jagellons et des Sobieski, avec un nouveau système de monarchie tempérée, aurait formé sans doute une barrière plus imposante contre l'ambition de la Russie, un contre-poids plus sûr de l'influence de l'Autriche et de la Prusse en Allemagne, que les deux faibles États créés sous le nom de royaumes de Saxe et de Westphalie.

Mais, en cherchant à examiner la conduite de Napoléon en cette circonstance, on verra que des raisons de famille, des motifs d'une ambition mal calculée, prévalurent sur la raison d'État, et qu'en laissant les Polonais dans une espèce d'incertitude sur les destinées de leur patrie, il retenait en quelque sorte ces peuples sous sa domination personnelle, par la crainte de perdre l'appui de la France, et par l'espérance de recouvrer plus tard, sous sa protection, le rang qu'ils avaient perdu en Europe.

Quoi qu'il en soit, les deux traités de Tilsit n'en seront pas moins, aux yeux de la postérité, des témoignages irrécusables de modération de la part d'un homme qu'on a voulu assimiler à un conquérant en délire, dont la défaite et même la mort

[1] Indépendamment de ces cessions de territoire, le roi de Prusse dut payer des contributions énormes qui achevèrent d'épuiser ses finances, que la longue occupation de ses provinces par l'armée française avait déjà mises dans un état déplorable.

1807. Pologne.

seule pouvaient arrêter la marche ambitieuse. Napoléon s'arrêta de sa propre volonté, et fit abnégation des droits que lui donnait la conquête. Satisfait d'avoir atteint le but principal de la guerre, il se borna à faire légitimer les avantages sur lesquels la victoire lui permettait de compter. Alexandre et Frédéric-Guillaume reconnurent solennellement les nouveaux rois de Naples, de Hollande et de Westphalie. Ne réservant rien pour lui-même, il agissait, il est vrai, dans les intérêts de sa famille, auxquels il sacrifiait même les titres acquis à sa propre reconnaissance par la généreuse nation polonaise ; mais il ne compromit point ses alliés, et parut animé du désir sincère de procurer enfin à l'Europe, depuis si longtemps agitée, une paix solide et durable.

Nous croyons devoir rapporter ici textuellement les deux traités de paix conclus à Tilsit.

Traité de paix entre la Russie et la France.

« Art. 1er. Il y aura, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, paix et amitié parfaite entre S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et S. M. l'empereur de toutes les Russies.

« 2. Toutes les hostilités cesseront immédiatement de part et d'autre, sur terre et sur mer, dans tous les points où la nouvelle de la signature du présent traité sera officiellement parvenue.

« Les hautes parties contractantes la feront porter sans délai par des courriers extraordinaires à leurs généraux commandants respectifs.

« 3. Tous les bâtiments de guerre ou autres, appartenant à l'une des parties contractantes ou à leurs sujets respectifs, qui auraient été pris postérieurement à la signature du présent traité seront restitués, ou, en cas de vente, le prix en sera restitué.

« 4. S. M. l'empereur Napoléon, par égard pour S. M. l'empereur de toutes les Russies, et voulant donner une preuve du désir sincère qu'il a d'unir les deux nations par les liens d'une confiance et d'une amitié inaltérables, consent à restituer à

S. M. le roi de Prusse, allié de S. M. l'empereur de toutes les Russies, tous les pays, villes et territoires conquis et dénommés ci-après, savoir :

1807. Pologne.

« La partie du duché de Magdebourg située à la droite de l'Elbe;

« La Marche-Pregnitz, l'Uker-Marck, la moyenne et la nouvelle Marche de Brandebourg, à l'exception du Cotbuser-Kreis ou cercle de Cotbus dans la basse Lusace, lequel devra appartenir à S. M. le roi de Saxe;

« Le duché de Poméranie;

« La haute et la nouvelle Silésie avec le comté de Glatz;

« La partie du district de la Netze située au bord de la chaussée allant de Driesen à Schneidemühl, et d'une ligne allant de Schneidemühl à la Vistule par Woldau, en suivant les limites du cercle de Bromberg, la navigation par la rivière de Netze et le canal de Bromberg, depuis Driesen jusqu'à la Vistule, et réciproquement, devant être libre et franche de tout péage; la Pomérélie, l'île de Nogat, les pays à la droite de la Nogat et au nord du cercle de Culm, l'Ermeland, et enfin le royaume de Prusse, tel qu'il était au 1er janvier 1772, avec les places de Spandau, Stettin, Custrin, Glogau, Breslau, Schweidnitz, Neisse, Brieg, Kosel et Glatz, et généralement toutes les places, citadelles, châteaux et forts des pays ci-dessus susnommés, dans l'état où lesdites places, citadelles, châteaux et forts se trouvent maintenant, et en outre la ville et la citadelle de Graudentz.

« 5. Les provinces qui, au 1er janvier 1772, faisaient partie de l'ancien royaume de Pologne, et qui ont passé depuis, à diverses époques, sous la domination prussienne, seront, à l'exception des pays qui sont nommés ou désignés au précédent article, et de ceux qui sont spécifiés en l'article 9 ci-après, possédés en toute propriété et souveraineté par S. M. le roi de Saxe, sous le titre de duché de Varsovie, et régis par des constitutions qui, en assurant les libertés et les priviléges des peuples de ce duché, se concilient avec la tranquillité des États voisins.

« 6. La ville de Dantzig, avec un territoire de deux lieues de rayon autour de son enceinte, sera rétablie dans son indé-

1807. Pologne.

pendance, sous la protection de S. M. le roi de Prusse et de S. M. le roi de Saxe, et gouvernée par les lois qui la régissaient à l'époque où elle cessa de se gouverner elle-même.

« 7. Pour les communications entre le royaume de Saxe et le duché de Varsovie, S. M. le roi de Saxe aura le libre usage d'une route militaire à travers les possessions de S. M. le roi de Prusse. Ladite route, le nombre des troupes qui pourront y passer à la fois, et les lieux d'étapes, seront déterminés par une convention spéciale faite entre lesdites Majestés sous la médiation de la France.

« 8. S. M. le roi de Prusse, S. M. le roi de Saxe, ni la ville de Dantzig, ne pourront empêcher par aucune prohibition, ni entraver par l'établissement d'un péage, droit ou impôt, de quelque nature qu'il puisse être, la navigation de la Vistule.

« 9. Afin d'établir, autant qu'il est possible, des limites naturelles entre la Russie et le duché de Varsovie, le territoire circonscrit par la partie des frontières russes actuelles qui s'étend depuis le Bug jusqu'à l'embouchure de la Lossosna, et par une ligne partant de ladite embouchure, et suivant le thalweg de cette rivière et le thalweg de la Bobr jusqu'à son embouchure; le thalweg de la Narew depuis le point susdit jusqu'à Suratz; de la Lisa jusqu'à sa source, près le village de Mien; de l'affluent de la Nurzek, prenant sa source près du même village; de la Nurzek jusqu'à son embouchure au-dessus de Nur, et enfin le thalweg du Bug, en le remontant jusqu'aux frontières russes actuelles, sera réuni à perpétuité à l'empire de Russie.

« 10. Aucun individu, de quelque classe et condition qu'il soit, ayant son domicile ou des propriétés dans le territoire spécifié en l'article précédent, ne pourra, non plus qu'aucun individu domicilié soit dans les provinces de l'ancien royaume de Pologne qui doivent être restituées à S. M. le roi de Prusse, soit dans le duché de Varsovie, mais ayant en Russie des biens-fonds, rentes, pensions ou revenus de quelque nature qu'ils soient, être frappé dans sa personne, dans ses biens, rentes, pensions, revenus de tout genre, dans son rang, ses dignités, ni poursuivi ni recherché en aucune façon quelconque,

pour aucune part, ou politique, ou militaire, qu'il ait pu prendre aux événements de la guerre présente.

1807. Pologne.

« 11. Tous les engagements et toutes les obligations de S. M. le roi de Prusse, tant envers les anciens possesseurs, soit de charges publiques, soit de bénéfices ecclésiastiques, militaires ou civils, qu'à l'égard des créanciers ou des pensionnaires de l'ancien gouvernement de Pologne, restent à la charge de S. M. l'empereur de toutes les Russies et de S. M. le roi de Saxe, dans la proportion de ce que chacune de leursdites Majestés acquiert par les articles 5 et 9, et seront acquittés pleinement, sans restriction, exception, ni réserve aucune.

« 12. LL. AA. SS. les ducs de Saxe-Cobourg, d'Oldenbourg et de Mecklenbourg-Schwerin, seront remis chacun dans la pleine et paisible possession de ses États; mais les ports des duchés d'Oldenbourg et de Mecklenbourg continueront d'être occupés par des garnisons françaises jusqu'à l'échange des ratifications du futur traité de paix définitive entre la France et l'Angleterre.

« 13. S. M. l'empereur Napoléon accepte la médiation de S. M. l'empereur de toutes les Russies, à l'effet de négocier et conclure un traité de paix définitive entre la France et l'Angleterre, dans la supposition que cette médiation sera aussi acceptée par l'Angleterre un mois après l'échange des ratifications du présent traité.

« 14. De son côté, S. M. l'empereur de toutes les Russies, voulant prouver combien il désire d'établir entre les deux empires les rapports les plus intimes et les plus durables, reconnaît S. M. le roi de Naples, Joseph Napoléon, et S. M. le roi de Hollande, Louis Napoléon.

« 15. S. M. l'empereur de toutes les Russies reconnaît pareillement la confédération du Rhin, l'état actuel de chacun des souverains qui la composent, et les titres donnés à plusieurs d'entre eux, soit par l'acte de confédération, soit par les traités d'accession subséquents.

« Sadite Majesté promet de reconnaître, sur les notifications qui lui seront faites de la part de l'empereur Napoléon, les souverains qui deviendront ultérieurement membres de la confédération, en la qualité qui leur sera donnée par les actes qui les y feront entrer.

1807.
Pologne.

« 16. S. M. l'empereur de toutes les Russies cède, en toute propriété et souveraineté, à S. M. le roi de Hollande, la seigneurie de Sever dans l'Ost-Frise.

« 17. Le présent traité de paix et d'amitié est déclaré commun à LL. MM. les rois de Naples et de Hollande, et aux souverains confédérés du Rhin, alliés de S. M. l'empereur Napoléon.

« 18. S. M. l'empereur de toutes les Russies reconnaît aussi S. A. I. le prince Jérôme Napoléon comme roi de Westphalie.

« 19. Le royaume de Westphalie sera composé des provinces cédées par S. M. le roi de Prusse à la gauche de l'Elbe, et d'autres États actuellement possédés par l'empereur Napoléon.

« 20. S. M. l'empereur de toutes les Russies promet de reconnaître la disposition qui, en conséquence de l'art. 19 ci-dessus et des cessions de S. M. le roi de Prusse, sera faite par S. M. l'empereur Napoléon (laquelle devra être notifiée à l'empereur de Russie), et l'état de possession en résultant, pour les souverains au profit desquels elle aura été faite.

« 21. Toutes les hostilités cesseront immédiatement, sur terre et sur mer, entre les forces de S. M. l'empereur de toutes les Russies et celles de S. H. dans tous les points où la nouvelle de la signature du présent traité sera officiellement parvenue.

« Les hautes parties contractantes les feront porter sans délai par des courriers extraordinaires, pour qu'elles parviennent le plus promptement possible aux généraux et commandants respectifs.

« 22. Les troupes russes se retireront des provinces de Valachie et de Moldavie ; mais lesdites provinces ne pourront être occupées par les troupes de S. H. jusqu'à l'échange des ratifications du futur traité de paix définitif entre la Russie et la Porte Ottomane.

« 23. S. M. l'empereur de toutes les Russies accepte la médiation de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, à l'effet de conclure une paix avantageuse et honorable aux deux empires.

« Les plénipotentiaires respectifs se rendront dans le lieu dont les deux parties intéressées seront convenues, pour y ouvrir et suivre les négociations.

« 24. Les délais dans lesquels les hautes puissances contractantes devront retirer leurs troupes des lieux qu'elles doivent quitter, en conséquence des stipulations ci-dessus, ainsi que le mode d'exécution des diverses clauses que contient le présent traité de paix, seront fixés par une convention spéciale.

« 25. S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et S. M. l'empereur de toutes les Russies se garantissent mutuellement l'intégrité de leurs possessions et de celles des puissances comprises au présent traité de paix, telles qu'elles sont ou seront en conséquence des stipulations ci-dessus.

« 26. Les prisonniers de guerre, faits par les parties contractantes ou comprises au présent traité de paix, seront rendus réciproquement sans échange et en masse.

« 27. Les relations de commerce entre l'empire français, le royaume d'Italie, les royaumes de Naples et de Hollande, et les États confédérés du Rhin d'une part, et d'autre part l'empire de Russie, seront rétablies sur le même pied qu'avant la guerre.

« 28. Le cérémonial des deux cours des Tuileries et de Saint-Pétersbourg entre elles et à l'égard des ambassadeurs, ministres et envoyés qu'elles accréditeront l'une près de l'autre, sera établi sur le principe d'une réciprocité et d'une égalité parfaite.

« 29. Le présent traité sera ratifié par S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et par S. M. l'empereur de toutes les Russies.

« L'échange des ratifications aura lieu dans cette ville dans le délai de quatre jours.

« Signé à Tilsit par les plénipotentiaires des deux puissances, le 7 juillet (25 juin) 1807. »

Traité de paix entre la Prusse et la France.

« Art. 1er. Il y aura, à compter du jour de l'échange des ratifications du présent traité, paix et amitié parfaites entre S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et S. M. le roi de Prusse.

« 2. La partie du duché de Magdebourg située à la droite de l'Elbe ;

1807. Pologne.

« La Marche de Pregnitz, l'Uker-Marck, la nouvelle et la moyenne Marche de Brandebourg, à l'exception du Cotbuser-Kreis ou cercle de Cotbus dans la basse Lusace;

« Le duché de Poméranie;

« La haute, la basse et la nouvelle Silésie avec le comté de Glatz;

« La partie du district de la Netze située au bord de la chaussée allant de Driesen à Schneidemühl, et d'une ligne allant de Schneidemühl à la Vistule par Woldau, en suivant les limites du cercle de Bromberg, la Pomérélie, l'île de Nogat, les pays à la droite de la Nogat et de la Vistule, à l'ouest de la vieille Prusse, et au nord du cercle de Culm, l'Ermeland, et enfin le royaume de Prusse, tel qu'il était au 1er janvier 1772, seront restitués à S. M. le roi de Prusse avec les places de Spandau, Stettin, Custrin, Glogau, Breslau, Schweidnitz, Neisse, Brieg, Kosel et Glatz, et généralement toutes les places, citadelles, châteaux et forts des pays ci-dessus dénommés, dans l'état où lesdites places, citadelles, châteaux et forts se trouvent maintenant.

« La ville et citadelle de Graudentz, avec les villages de Neudorf, Parschken, Swierkorczyn, seront aussi restitués à S. M. le roi de Prusse.

« 3. S. M. le roi de Prusse reconnaît S. M. le roi de Naples, Joseph Napoléon, et le roi de Hollande, Louis Napoléon.

« 4. S. M. le roi de Prusse reconnaît pareillement la confédération du Rhin, l'état actuel de possession de chacun des souverains qui la composent, et les titres donnés à plusieurs, soit par l'acte de confédération, soit par les traités d'accession subséquents.

« Promet Sadite Majesté de reconnaître les souverains qui deviendront ultérieurement membres de ladite confédération, en la qualité qui leur sera donnée par les actes qui les y feront entrer.

« 5. Le présent traité de paix et d'amitié est déclaré commun à S. M. le roi de Naples, Joseph Napoléon, à S. M. le roi de Hollande, et aux souverains confédérés du Rhin, alliés de S. M. Napoléon.

« 6. S. M. le roi de Prusse reconnaît pareillement S. A. I. le prince Jérôme Napoléon comme roi de Westphalie.

« 7. S. M. le roi de Prusse cède en toute propriété et souveraineté aux rois, grands-ducs, ou princes qui seront désignés par S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, tous les duchés, marquisats, propriétés, comtés, seigneuries, et généralement tous les territoires ou parties de territoire quelconque, ainsi que tous les domaines et biens-fonds de toute nature que Sadite Majesté le roi de Prusse possédait, à quelque titre que ce fût, entre le Rhin et l'Elbe, au commencement de la guerre présente.

« 8. Le royaume de Westphalie sera composé des provinces cédées par S. M. le roi de Prusse, et d'autres États actuellement possédés par S. M. l'empereur Napoléon.

« 9. La disposition qui sera faite par S. M. l'empereur Napoléon des pays désignés dans les deux articles précédents, et l'état de possession en résultant pour les souverains au profit desquels elle aura été faite, sera reconnue par S. M. le roi de Prusse, de la même manière que si elle était déjà effectuée et contenue au présent traité.

« 10. S. M. le roi de Prusse, pour lui, ses héritiers et successeurs, renonce à tout droit actuel ou éventuel qu'il pourrait avoir :

« 1° Sur tous les territoires, sans exception, situés entre le Rhin et l'Elbe, et autres que ceux désignés en l'art. 7 ;

« 2° Sur celles des possessions de S. M. le roi de Saxe et de la maison d'Anhalt qui se trouvent à la droite de l'Elbe ;

« Et réciproquement tout droit actuel ou éventuel et toute prétention des États compris entre l'Elbe et le Rhin sur les possessions de S. M. le roi de Prusse, telles qu'elles seront fixées en conséquence du présent traité, sont et demeureront éteints à perpétuité.

« 11. Tous pactes, conventions ou traités d'alliance patents ou secrets qui auraient pu être conclus entre la Prusse et aucun des États situés à la gauche de l'Elbe, et que la guerre présente n'avait pas rompus, demeureront sans effet, et seront réputés nuls et non avenus.

« 12. S. M. le roi de Prusse cède en toute propriété et souveraineté au roi de Saxe le Cotbuser-Kreis ou cercle de Cotbus dans la basse Lusace.

1807.
Pologne.

« 13. S. M. le roi de Prusse renonce à perpétuité à la possession de toutes les provinces qui, ayant appartenu au royaume de Pologne, ont, postérieurement au 1er janvier 1772, passé, à diverses époques, sous la domination de la Prusse, à l'exception de l'Ermeland et des pays situés à l'ouest de la vieille Prusse, à l'est de la Poméranie et de la nouvelle Marche, au nord du cercle de Culm, d'une ligne allant de la Vistule à Schneidemühl par Woldau, en suivant les limites du cercle de Bromberg et de la chaussée allant de Schneidemühl à Driesen, lesquels, avec la ville et citadelle de Graudentz, et les villages de Neudorf, Parschken et Swierkorczyn, continueront d'être possédés en toute propriété et souveraineté par S. M. le roi de Prusse.

« 14. S. M. le roi de Prusse renonce pareillement, à perpétuité, à la ville de Dantzig.

« 15. Les provinces auxquelles S. M. le roi de Prusse renonce par l'art. 13 ci-dessus seront, à l'exception du territoire spécifié en l'art. 18 ci-après, possédées en toute propriété et souveraineté par S. M. le roi de Saxe, sous le nom de duché de Varsovie, et régies par des constitutions qui, en assurant les libertés et les priviléges des peuples de ce duché, se concilient avec la tranquillité des peuples voisins.

« 16. Pour les communications entre le royaume de Saxe et le duché de Varsovie, S. M. le roi de Saxe aura le libre usage d'une route militaire à travers les États de S. M. le roi de Prusse; ladite route, le nombre des troupes qui pourront y passer à la fois, et les lieux d'étapes, seront déterminés par une convention spéciale faite entre Leursdites Majestés, sous la médiation de la France.

« 17. La navigation par la rivière de Netze et le canal de Bromberg, depuis Driesen jusqu'à la Vistule, et réciproquement, sera libre et franche de tout péage.

« 18. Afin d'établir, autant qu'il est possible, des limites naturelles entre la Russie et le duché de Varsovie, le territoire circonscrit par la partie des frontières russes actuelles qui s'étend depuis le Bug jusqu'à l'embouchure de la Lossosna, et par une ligne partant de ladite embouchure, et suivant le thalweg de cette rivière et le thalweg de la Bobr jusqu'à son embouchure;

le thalweg de la Narew depuis le point susdit jusqu'à Suratz; de la Lisa jusqu'à sa source, près le village de Mien; de l'affluent de la Nurzek, prenant sa source près le même village; de la Nurzek jusqu'à son embouchure au-dessus de Nur, et enfin le thalweg du Bug, en le remontant jusqu'aux frontières russes actuelles, sera réuni à perpétuité à l'empire de Russie.

1807. Pologne.

« 19. La ville de Dantzig, avec un territoire de deux lieues de rayon autour de son enceinte, sera rétablie dans son indépendance, sous la protection du roi de Prusse et du roi de Saxe, et gouvernée par les lois qui la régissaient à l'époque où elle cessa de se gouverner par elle-même.

« 20. S. M. le roi de Prusse, et S. M. le roi de Saxe ne pourront empêcher par aucune prohibition, ni entraver par l'établissement d'aucun péage, droit, ou impôt de quelque nature qu'il puisse être, la navigation de la Vistule.

« 21. Les villes, ports et territoire de Dantzig seront fermés, pendant la durée de la présente guerre maritime, au commerce et à la navigation des Anglais.

« 22. Aucun individu, de quelque classe et condition qu'il soit, ayant son domicile ou des propriétés dans les provinces ayant appartenu au royaume de Pologne, et que S. M. le roi de Prusse doit continuer de posséder, ne pourra, non plus qu'aucun individu domicilié soit dans le duché de Varsovie, soit dans le territoire qui doit être réuni à l'empire de Russie, mais ayant en Prusse des biens-fonds, rentes, pensions, ou revenus, de quelque nature qu'ils soient, être frappé dans sa personne, dans ses biens, rentes, pensions, et revenus de tout genre, dans son rang et ses dignités, ni poursuivi ni recherché, en aucune façon quelconque, pour aucune part qu'il ait pu, politiquement ou militairement, prendre aux événements de la guerre présente.

« 23. Pareillement aucun individu né, ou demeurant, ou propriétaire dans les pays ayant appartenu à la Prusse antérieurement au 1er janvier 1772, et qui doivent être restitués à S. M. le roi de Prusse, aux termes de l'article 2 ci-dessus, et notamment les individus, soit de la haute bourgeoisie de Berlin, soit de la gendarmerie, lesquels ont pris les armes pour le maintien de la tranquillité publique, ne pourra être frappé

1807. Pologne.

dans sa personne, dans ses biens, rentes, pensions et revenus de tout genre, dans son rang et son grade, ni poursuivi ni recherché, en aucune manière quelconque, pour aucune part qu'il ait prise ou pu prendre, de quelque manière que ce soit, aux événements de la guerre présente.

« 24. Les engagements, dettes et obligations que S. M. le roi de Prusse a pu avoir, prendre et contracter antérieurement à la présente guerre, comme possesseur des pays, territoires, domaines, biens et revenus que Sadite Majesté cède, ou auxquels elle renonce par le présent traité, seront à la charge des nouveaux possesseurs, et par eux acquittés, sans exception, restriction, ni réserve aucune.

« 25. Les fonds et capitaux appartenant, soit à des particuliers, soit à des établissements publics, religieux, civils ou militaires des pays que S. M. le roi de Prusse cède, ou auxquels il renonce par le présent traité, et qui auraient été placés soit à la banque de Berlin, soit à la société de la caisse maritime, soit de toute autre manière quelconque, dans les États de S. M. le roi de Prusse, ne pourront être ni confisqués, ni saisis; mais les propriétaires desdits fonds seront libres d'en disposer, et continueront d'en jouir, ainsi que des intérêts échus ou à échoir, aux termes des obligations ou contrats passés à cet effet.

« Réciproquement, il en sera usé de même manière pour tous les fonds et capitaux que des sujets ou des établissements publics de la monarchie prussienne auraient placés dans les pays que S. M. le roi de Prusse cède, ou auxquels il renonce par ce présent traité.

« 26. Les archives contenant les titres de propriété, documents et papiers généralement quelconques, relatifs aux pays, territoires, domaines et biens que S. M. le roi de Prusse cède, ou auxquels elle renonce par le présent traité, ainsi que les cartes et plans des villes fortifiées, citadelles, châteaux et forteresses situés dans lesdits pays, seront remis par des commissaires de Sadite Majesté, dans le délai de trois mois, à compter de l'échange des ratifications, savoir :

« A des commissaires de S. M. l'empereur Napoléon, pour ce qui concerne les pays cédés à la gauche de l'Elbe;

« Et à des commissaires de S. M. l'empereur de toutes les Russies, de S. M. le roi de Saxe et de la ville de Dantzig, pour ce qui concerne les pays que Leursdites Majestés et la ville de Dantzig doivent posséder en conséquence du présent traité.

« 27. Jusqu'au jour de l'échange des ratifications du futur traité de paix définitif entre la France et l'Angleterre, tous les pays de la domination de S. M. le roi de Prusse seront, sans exception, fermés à la navigation et au commerce des Anglais.

« Aucune expédition ne pourra être faite des ports prussiens pour les îles Britanniques, ni aucun bâtiment venant de l'Angleterre ou de ses colonies être reçu dans lesdits ports.

« 28. Il sera fait immédiatement une convention ayant pour objet de régler tout ce qui est relatif au mode et à l'époque de la remise des places qui doivent être restituées à S. M. le roi de Prusse, ainsi que les détails qui regardent l'administration civile et militaire des pays qui doivent aussi être restitués.

« 29. Les prisonniers de guerre seront rendus de part et d'autre sans échange et en masse, le plus tôt que faire se pourra.

« 30. Le présent traité sera ratifié par S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et par S. M. le roi de Prusse, et les ratifications en seront échangées à Kœnigsberg, dans le délai de *six jours*, à compter de la signature, ou plus tôt, si faire se peut.

« Signé à Tilsit par les plénipotentiaires des deux puissances, le 9 juillet 1807. »

CHAPITRE IV.

SUITE ET FIN DE L'ANNÉE 1807.

Rupture de l'armistice avec la Suède; les Français rentrent dans la Poméranie suédoise; fuite du roi de Suède et pirse de Stralsund; capitulation de l'île de Rügen, etc. — Résultats immédiats du traité de paix avec la Prusse; répartition des troupes de la grande armée; retour de l'empereur Napoléon en France; fêtes données à Paris à la garde impériale, etc. — Suite des événements militaires dans le royaume de Naples; siéges d'Amantea, de Fiume-Freddo; combat de Mileto; prise de Cotrone, etc. — Préparatif d'une seconde expédition des Français contre le Portugal; invasion de ce royaume par le corps d'armée aux ordres du général Junot; occupation de Lisbonne, etc.

1807. Allemagne. Septembre.

Rupture de l'armistice avec la Suède; les Français rentrent dans la Poméranie suédoise, etc. — L'armistice conclu à Schlatkow entre le maréchal Mortier et le général baron d'Essen, commandant en chef les troupes suédoises, bien qu'approuvé par le roi Gustave IV, n'avait point détourné les Anglais du plan qu'ils avaient formé d'établir un nouveau foyer de guerre dans le nord de l'Europe. Les démarches du cabinet de Londres auprès du monarque qu'ils avaient paru mécontenter par des lenteurs et des refus de concessions prirent un nouveau degré d'activité lorsque, avant même la bataille de Friedland et l'armistice signé à Tilsit, ce gouvernement dut craindre de voir bientôt une nouvelle coalition des puissances du Nord se former contre lui sous les auspices et l'influence du vainqueur de la Prusse et de la Russie. La querelle de 1800, apaisée par la mort si extraordinaire de l'empereur de Russie Paul Ier, recommençait, en effet, naturellement dans le nouvel ordre de choses, et il importait à l'Angleterre de prendre les mesures convenables pour conserver l'empire de la Baltique.

C'est alors que le cabinet de Saint-James résolut de faire

renoncer le Danemark à sa neutralité, ou plutôt de mettre en avant le prétexte d'une prétendue alliance secrète entre la cour de Copenhague et l'empereur Napoléon, pour s'emparer de la flotte danoise, pour rester maître du Sund aussi irrévocablement que de la forteresse de Gibraltar, et réduire ce royaume sous les lois du vasselage; mais pour assurer l'exécution de ce projet, déjà tenté en 1800 et 1801 [1], il fallait que le roi de Suède fit une espèce de diversion, en attirant sur lui le corps d'observation français commandé par le maréchal Brune, et destiné, comme nous l'avons dit plus haut, à s'opposer à tous les mouvements qui pourraient être faits sur les côtes de la Baltique.

[1] La grande question maritime des neutres avait occasionné, en 1800, une discussion très-vive entre les deux cabinets de Londres et de Copenhague; et cette discussion avait elle-même servi de prétexte à l'Angleterre pour envoyer une forte escadre dans la Baltique. L'intervention de la Russie et de la Suède, et l'attitude hostile de ces deux puissances, empêchèrent les suites d'une pareille agression; mais l'année suivante, 1801, la confédération maritime des quatre puissances du Nord, la Russie, la Suède, la Prusse et le Danemark, renouvela la querelle : un envoyé du gouvernement britannique, M. Vansittart, remit à la cour de Copenhague une note, en forme d'*ultimatum*, portant que le Danemark renoncerait sur-le-champ à la confédération maritime, ouvrirait le passage du Sund à l'escadre anglaise de Nelson, et s'engagerait à ne plus faire convoyer ses bâtiments marchands. Ces conditions honteuses ayant été rejetées par le gouvernement danois, Nelson força le passage du Sund et vint mouiller en face de la rade de Copenhague. A la suite d'un engagement entre la flotte anglaise, les batteries et les vaisseaux rasés des Danois, il fut conclu un armistice de quatorze semaines, où l'amiral Nelson, se désistant des prétentions outrées qu'il avait manifestées d'abord, arrêta que le traité de neutralité armée serait suspendu en ce qui concernait le Danemark tant que durerait l'armistice; que la marine et l'armée danoises resteraient dans l'état où elles se trouvaient au moment de la suspension des hostilités; enfin, que les vaisseaux anglais ne pourraient s'approcher à portée du canon des différentes îles et provinces du Danemark, y compris le Jutland.

La mort de l'empereur Paul I[er], premier moteur de la confédération maritime du Nord, vint sur ces entrefaites apporter un grand changement dans la politique de la Russie. Bientôt des négociations s'ouvrirent entre les puissances du Nord et la Grande-Bretagne, et le chef du gouvernement français dut abandonner toutes les espérances qu'il avait fondées sur cette formidable neutralité armée pour l'exécution de ses propres desseins. (Voyez tome VII, p. 455)

1807. Allemagne.

Les agents britanniques réussirent sans peine à faire entrer le roi de Suède dans leurs vues, et ce prince, que l'urgence des circonstances, bien plus que le désir sincère d'un rapprochement, avait décidé à approuver tacitement la convention signée par le général d'Essen, par suite de cette bizarrerie de caractère que nous avons déjà signalée, dénonça le 3 juillet, c'est-à-dire dix-neuf jours après la bataille de Friedland et treize jours après la convention de Tilsit, la rupture de l'armistice arrêté le 18 avril à Schlatkow, et déclara que les hostilités recommenceraient le 13, quoique un article additionnel eût étendu à trente jours le terme de dix jours stipulé d'abord dans l'armistice.

Aucune difficulté ne s'était élevée sur ce dernier arrangement signé à Stralsund le 29 avril; toutefois, dans le courant de mai, le roi de Suède, étant venu prendre lui-même le commandement de ses troupes en Poméranie, manifesta aussitôt l'intention de ne consentir que la première stipulation du terme de dix jours. Dans le même temps sa marine, au mépris de l'armistice, exerçait devant Colberg des hostilités contre les troupes françaises et alliées qui assiégeaient cette place. Brune crut devoir entrer à ce sujet dans quelques explications avec les généraux suédois, et le roi, pour terminer les différends, fit proposer au maréchal une entrevue, qui eut lieu le 4 juin à Schlatkow.

Admis devant le prince, Brune réclama l'exécution de l'armistice, et surtout celle de la clause stipulée dans l'article additionnel, c'est-à-dire le terme de trente jours, au lieu de dix, après la dénonciation de la rupture; mais Gustave interrompit brusquement le maréchal en lui déclarant que sa volonté était immuable pour le terme convenu d'abord. Brune voulut ensuite exposer ses griefs sur la conduite des marins de la flottille suédoise devant Colberg: le roi écarta cette discussion, et répéta qu'il n'admettrait jamais que le premier terme convenu. Changeant ensuite de matière, il parla avec emphase du plan concerté entre l'Angleterre et ses alliés, des espérances qu'il en avait conçues, et finit par proposer au maréchal d'abandonner une cause qu'on devait regarder comme perdue; il osa même le sommer en quelque sorte de se join-

dre aux émigrés français que l'Angleterre avait à sa solde, afin, disait ce monarque imprudent, de contribuer avec ces fidèles défenseurs de l'antique monarchie au rétablissement sur le trône de France de la dynastie légitime des Bourbons, et de racheter par cette conduite ses erreurs révolutionnaires.

Le maréchal Brune, contenant son indignation, répondit comme devait le faire un homme d'honneur à une ouverture aussi singulière, aussi éloignée du but de l'entrevue; et celle-ci ne servit « qu'à démontrer qu'un monarque avait osé profaner la majesté royale en se chargeant directement de propositions de corruption, qui déshonorent toujours l'agent qui les fait, autant que ceux qui les ordonnent[1]. »

C'est un mois après cette entrevue que le roi de Suède dénonça l'armistice : il avait attendu jusqu'à cette époque l'arrivée des troupes anglaises qui, par prudence, se chargèrent plus particulièrement de garder l'île de Rügen, en laissant aux Suédois le soin de combattre l'ennemi commun en Poméranie et de défendre la place de Stralsund.

Dès le 11 les troupes françaises du corps d'observation, alors réparties sur les frontières du Mecklenburg et de la Poméranie prussienne, se mirent en mouvement. Les divisions aux ordres des généraux Molitor et Boudet passèrent la rivière de Recknitz, entre Damgarten et Tribbesees, et se dirigèrent sur Stralsund; le général Grandjean passa la Peene à Anklam. Les troupes suédoises voulurent opposer quelque résistance, mais elles furent culbutées, et, après un combat qui eut lieu le 6 août, et dans lequel le roi Gustave courut quelque danger, toute l'armée suédoise se renferma dans Stralsund, qui fut alors complétement investi. Il ne se passa rien de bien remarquable devant cette place jusqu'au moment où l'artillerie nécessaire au siége fut arrivée; mais, dans la nuit du 14 au 15, le maréchal Brune ayant ordonné l'ouverture de la tranchée, l'ennemi fit une sortie, qui fut repoussée : les travaux se continuèrent, et l'ennemi tenta vainement de les troubler par un feu des plus vifs. Le cinquième jour, les batteries assiégeantes se trou-

[1] Ordre du jour donné par le maréchal Brune à son corps d'armée, le 10 juillet 1807.

1807. Allemagne.

vaient achevées, armées, et les pièces étaient sur le point d'être démasquées, lorsque le roi de Suède, désespérant de s'opposer aux progrès des travaux, et craignant, trop prématurément peut-être, les résultats d'une attaque de vive force, parut céder au motif d'épargner aux habitants de Stralsund les terribles effets d'un bombardement et quitta cette place pour se réfugier dans l'île de Rügen avec ses troupes. Avant de prendre cette résolution, il avait demandé à entrer en pourparlers avec le maréchal Brune; mais celui-ci avait fait réponse que le passé n'inspirant aucune confiance pour l'avenir, on ne pouvait plus compter sur la parole d'un prince qui se jouait aussi légèrement des conventions arrêtées et signées.

Le roi avait laissé dans la place un de ses aides de camp, le général Peyron; celui-ci, accompagné de deux des principaux magistrats, vint trouver le maréchal Brune pour proposer une capitulation : une telle demande était trop tardive pour être agréée. Le maréchal dit aux magistrats de Stralsund que les habitants de cette ville pouvaient compter sur sa générosité, et qu'il leur prouverait que sa parole verbale était plus sûre que les conventions écrites que leur roi ne se faisait point scrupule de transgresser. Il fit prendre sur-le-champ possession de chacune des portes de la ville par trois compagnies de grenadiers, et y fit lui-même son entrée, le 20, dans la soirée.

La place était armée de quatre cents bouches à feu. Le roi en avait emmené quelques-unes avec lui, et fait enclouer plusieurs autres. Les magasins de vivres et de munitions étaient presque intacts : le général Thouvenot fut nommé, par le maréchal, commandant de la place.

Une des causes principales de la détermination prise par le roi Gustave avait été le mécontentement qui régnait parmi ses troupes : celles-ci regardaient la guerre entreprise par leur monarque comme odieuse et contraire aux vrais intérêts de la Suède; elles se voyaient avec douleur sacrifiées par leur maître aux desseins de l'Angleterre : aussi ce prince ne tarda-t-il point à reconnaître le mauvais effet de ses dispositions morales, et à renoncer à l'espoir de se maintenir dans l'île de Rügen, où il avait cru trouver un refuge assuré.

La division anglaise qui avait été débarquée dans cette île

vers le milieu de juillet venait d'en être précipitamment retirée pour agir contre les Danois, et cette circonstance n'était point propre à rattacher les Suédois à une cause qu'ils ne pouvaient considérer comme celle de la patrie. Le roi prit donc le parti d'abandonner l'île de Rügen et de se retirer à Stockholm.

Cependant le maréchal Brune avait fait toutes les dispositions nécessaires à un débarquement. Le bataillon des matelots de la garde impériale était arrivé à Stralsund, et un grand nombre de bateaux se trouvaient réunis dans ce port. Le baron de Toll, gouverneur de l'île de Rügen et commandant en chef les troupes suédoises, ne voulut point courir les chances de cette attaque; il envoya un officier au quartier général français pour entrer en arrangement. Le maréchal Brune chargea son chef d'état-major, le général Reille, d'écouter les propositions du gouverneur : celui-ci offrit la neutralité de l'île; mais le général Reille refusa d'admettre une condition aussi illusoire. Le baron de Toll se rendit alors lui-même à Stralsund pour négocier directement avec le maréchal, et la capitulation suivante fut le résultat des conférences qui eurent lieu à ce sujet :

« Art. 1er. L'armée suédoise évacuera l'île de Rügen, qui sera occupée par l'armée française.

« 2. Le 9 septembre à midi, l'armée française occupera dans l'île de Rügen le pays à l'ouest d'une ligne tirée de Gusrow à Dramindorf.

« 3. Dans huit jours, l'armée suédoise se retirera dans le Wittow, le Jasmund, et le pays à l'est de Dunzewitz à Putbus.

« 4. Dans douze jours Wittow et Jasmund seront évacués par l'armée suédoise.

« 5. Dans vingt jours, l'armée suédoise se retirera dans le pays à l'est d'une ligne tirée de Dolgen, Gobbin, et dans un mois elle aura évacué toute l'île de Rügen, et celles d'Umantz, de Hiddensee, Vilen, Ruden et Greifswald-Ole.

« 6. La marine suédoise évacuera les mers de la Poméranie et de Rügen aux époques fixées pour l'évacuation de l'armée.

« 7. Si à cette époque de l'évacuation totale il reste encore des malades, des effets ou objets militaires, et des chevaux appartenant à l'armée suédoise, il restera des préposés suédois pour en avoir soin et accélérer leur départ.

1807. Allemagne.

« 8. L'armée suédoise pourra fréter de gré à gré des bâtiments de transport dans les ports de la Poméranie.

« 9. Les bâtiments appartenant aux ports de la Poméranie et de Rügen qui seroint emmenés en Suède pour le transport de l'armée seroint fidèlement renvoyés et le plus tôt possible, et ils seront escortés par la marine suédoise, de manière à ce que leur navigation ne puisse être troublée par qui que ce soit.

« 10. Si, par des événements de mer, quelque bâtiment portant des troupes ou des effets militaires partis de Rügen était jeté sur les côtes de cette île ou de la Poméranie, il lui sera donné assistance et il sera regardé comme neutre. »

L'occupation de la Poméranie suédoise, de la place de Stralsund et de l'île de Rügen, complétait ainsi les conquêtes faites par la grande armée pendant cette mémorable campagne. On doit remarquer que les Anglais ne firent aucun effort pour secourir leur plus fidèle allié. Il fallait à leur gouvernement avide et déloyal des entreprises faciles moins périlleuses que celles où les troupes britanniques se seraient trouvées en présence des vainqueurs des Prussiens et des Russes; et c'est pourquoi ils tournèrent leurs armes contre le Danemark, dont le souverain avait constamment observé les lois d'une stricte neutralité pendant tout le cours de la campagne. Le résultat de cette expédition impie fut, comme on le verra plus tard, le bombardement de Copenhague, la prise de cette capitale et de la flotte danoise.

Résultats immédiats du traité de paix avec la Prusse; répartition des troupes de la grande armée; retour de l'empereur Napoléon en France; fêtes données dans Paris à la garde impériale, etc. — Le jour même de l'échange des ratifications du traité de paix avec la Prusse, signé à Tilsit le 12 juillet, le major général Berthier, prince de Neufchâtel, et le maréchal comte de Kalkreuth, munis de pleins pouvoirs de leurs souverains respectifs, arrêtèrent, par une convention spéciale, que des commissaires seraient nommés sans délai de part et d'autre pour placer des poteaux sur les limites du duché de Varsovie, de la vieille Prusse, du territoire de Dantzig, ainsi que sur les limites du royaume de Westphalie avec celui de Prusse; que la ville de Tilsit serait remise le 20 juil-

let, celle de Kœnigsberg le 25 du même mois, et, avant le premier du mois d'août, tout le pays jusqu'à la Passarge; qu'au 20 août, toute la vieille Prusse jusqu'à la Vistule serait évacuée; qu'au 5 septembre, le reste de cette province serait évacué jusqu'à l'Oder. En vertu de cet acte, les limites du territoire de Dantzig furent tracées à deux lieues autour de la ville, et déterminées par des poteaux aux armes de France, de Dantzig, de Saxe et de Prusse. Toute la Prusse devait être évacuée jusqu'à l'Elbe au 1er octobre, ainsi que la Silésie; mais la province de Magdeburg, pour la partie qui se trouve sur la rive droite de l'Elbe, ainsi que les districts de Prentzlau et de Passewalk, ne devaient être évacués qu'au 1er novembre. L'époque à laquelle la ville de Stettin devait être évacuée n'était point fixée, et 6,000 hommes de troupes françaises restaient dans cette place jusqu'à nouvel ordre. Les places de Spandau et de Cüstrin devaient être remises à la même époque que celles de la Silésie, c'est-à-dire au 1er octobre.

1807. Allemagne.

Toutes ces dispositions ne devaient, au surplus, recevoir leur exécution qu'autant que les contributions frappées sur le pays seraient acquittées, ou au moins que des sûretés suffisantes seraient reconnues valables par l'intendant général de l'armée, M. Daru. Des commissaires furent nommés par les deux puissances contractantes pour traiter et décider de toutes les questions à l'amiable.

Les différents corps de la grande armée française, qui avaient coopéré à la mémorable bataille de Friedland et s'étaient avancés ensuite jusque sur le Niémen, séjournèrent dans les positions que l'empereur leur avait fait prendre jusqu'à la fin de juillet, qu'ils reçurent chacun une destination particulière. Les troupes avaient formé, aux environs de Tilsit, des camps dans le genre de ceux qu'elles avaient occupés en 1803, 1804 et 1805 à Boulogne et sur les côtes de l'Océan. On y voyait des rues alignées au cordeau, portant des noms qui indiquaient les principaux événements des campagnes d'Autriche, de Prusse, de Pologne, et qui rappelaient la mémoire des braves morts sur le champ de bataille, etc. Des baraques étaient construites en planches, blanchies en dehors, couvertes en paille, avec des portes et des fenêtres; des allées d'arbres étaient mé-

1807. Allemagne.

nagées entre les rangs de ces habitations propres et commodes, et des jardins potagers contribuaient à la nourriture et à l'exercice des soldats.

Le corps d'armée aux ordres du maréchal Davoust fut désigné par l'empereur pour rester en cantonnement dans le duché de Varsovie. Il se composait alors de trois divisions d'infanterie, d'une division de dragons, et de deux brigades de cavalerie légère commandées par les généraux Pajol et Wathier. Le maréchal Davoust, nommé gouverneur général de ce pays, devait en faire la remise solennelle au roi Frédéric-Auguste.

Les autres corps, tels que les 1er, 4e, 5e, 6e, 8e et 10e, furent répartis en Silésie, en Prusse, en Poméranie, sur les côtes de la Baltique depuis l'Oder jusqu'au Wesel, en Hanovre, en Westphalie, et sur les bords du Rhin. Les contingents de la confédération rhénane rentrèrent sur leurs territoires respectifs. Le corps espagnol du général La Romana, placé sous le commandement du maréchal prince de Ponte-Corvo, fut cantonné à l'embouchure de l'Elbe et sur les côtes de la Baltique, dans le Holstein; l'agression des Anglais contre le Danemark avait nécessité cette dernière mesure. Une partie des troupes qui n'avaient point reçu de destination en Allemagne vinrent occuper le camp de Boulogne, et enfin la garde impériale se mit en marche dans les premiers jours d'août pour retourner en France.

L'empereur Napoléon avait lui-même quitté Tilsit vers le milieu de juillet pour se rendre à Varsovie et de là à Dresde, où il approuva et signa, le 22, le statut constitutionnel rédigé par la commission de gouvernement du duché de Varsovie. Le 24, il entrait en triomphateur dans la ville de Francfort, capitale des États du prince-primat de la confédération rhénane[1], et le 27 à cinq heures du matin il était de retour dans son palais de Saint-Cloud.

[1] Toutes les troupes qui se trouvaient alors à Francfort se mirent sous les armes pour recevoir le souverain des Français, qui fit son entrée au bruit du canon et au son de toutes les cloches de la ville. On avait élevé à l'extrémité de la Zeill (promenade de la ville) un arc triomphal, au sommet duquel on voyait la Renommée sur un globe, embouchant ses trompettes.

1807. France.

Le lendemain 28, à onze heures du matin, et à l'issue d'un conseil des ministres tenu dans le palais des Tuileries, Napoléon reçut en audience solennelle, et successivement, les félicitations du sénat, du tribunat, du corps législatif, de la cour de cassation, de la cour d'appel, du clergé de Paris, ayant à sa tête le cardinal-archevêque de Belloi, de la cour de justice criminelle, du conseil des prises, enfin du corps municipal, ayant à sa tête le général Junot, gouverneur de Paris, et le conseiller d'État, préfet du département, Frochot.

Le 16 août, l'empereur se rendit au palais du corps législatif pour faire l'ouverture de la session de cette année. Voici quelques fragments du discours qu'il prononça à cette occasion :

« Depuis votre dernière session, de nouvelles guerres, de nouveaux triomphes, de nouveaux traités de paix ont changé la face de l'Europe politique.

« Si la maison de Brandebourg, qui la première se conjura contre notre indépendance, règne encore, elle le doit à la sincère amitié que m'a inspirée le puissant empereur du Nord.

« Un prince français régnera sur l'Elbe; il saura concilier les intérêts de ses nouveaux sujets avec ses premiers et ses plus sacrés devoirs.

« La maison de Saxe a recouvré, après cinquante ans, l'indépendance qu'elle avait perdue. Les peuples du duché de Varsovie, de la ville de Dantzig, ont recouvré leur patrie et leurs droits.......

« La France est unie aux peuples de l'Allemagne par les lois de la confédération du Rhin; à ceux des Espagnes, de la Hollande, de la Suisse et de l'Italie par les lois de notre système fédératif. Nos nouveaux rapports avec la Russie sont cimentés par l'estime réciproque de ces deux grandes nations........

« Je désire la paix maritime. Aucun ressentiment n'influera jamais sur mes déterminations; je n'en saurais avoir contre une nation, jouet et victime des partis qui la déchirent, et trompée sur la situation de ses affaires comme sur celle de ses voisins. Mais, quelle que soit l'issue que les décrets de la Provi-

1807. France.

dence aient assignée à la guerre maritime, mes peuples me trouveront toujours le même, et je trouverai toujours mes peuples dignes de moi......... »

Nous n'avons pas besoin de dire avec quel enthousiasme ce discours fut accueilli par les grands corps de l'État. Des députations du corps législatif et du tribunat vinrent, le 23, exprimer à l'empereur les sentiments qui animaient ces deux chambres.

Ce même jour, 23 août, fut célébré le mariage du prince Jérôme, frère de Napoléon et nouveau roi de Westphalie, avec la princesse Catherine de Würtemberg, fille du souverain de ce royaume, créé après la campagne de 1805.

Nous avons dit que la garde impériale s'était mise en marche pour revenir en France quelque temps après que l'empereur eut quitté l'armée. Les honneurs du triomphe attendaient dans la capitale de l'empire cette élite des braves, ces dignes représentants de la valeur française. Cette imposante solennité eut lieu le 25 novembre.

Près de la barrière de la route du Nord, par où s'avancèrent les dix mille guerriers de la garde, la ville de Paris avait fait élever un arc triomphal de la plus grande proportion connue. Cet arc n'avait qu'une seule porte ou arcade, mais vingt hommes pouvaient y passer de front. A la naissance de la voûte, on voyait à l'extérieur de grandes renommées présentant des couronnes de laurier. Tout le monument était surmonté par un quadrige doré. Sur chacune des faces on lisait des inscriptions nobles et simples, composées par la troisième classe de l'Institut (Académie des inscriptions et belles-lettres). Cet édifice, quoiqu'on n'y eût employé ni colonne ni aucun de ces ornements dont les architectes sont trop souvent prodigues, offrait un caractère de grandeur véritable et de simplicité [1].

Dès neuf heures du matin une foule immense de peuple entourait l'arc de triomphe : les plus curieux étaient montés sur une rotonde voisine servant de barrière, et offrant elle-même

[1] Ce monument avait été construit en moins de quinze jours, sur les dessins et par les soins de M. Chalgrin, membre de l'Institut et l'un des architectes français les plus distingués.

un aspect monumental. Des cris d'enthousiasme annoncèrent, vers le milieu du jour, l'approche des braves; ils parurent, et bientôt leurs aigles réunies ne formèrent qu'un seul groupe qui précéda la colonne.

1807. France.

Le corps municipal de Paris, présidé par le préfet du département de la Seine, Frochot, s'avança alors au-devant de la garde, en tête de laquelle se trouvait le maréchal Bessières; les troupes s'arrêtèrent : un roulement général de tambours commanda le silence, et le préfet prononça le discours suivant :

« Monsieur le maréchal, généraux, soldats qui composez cette garde fidèle dont les rangs impénétrables environnent le trône, vous tous guerriers, l'honneur de la France et l'admiration de l'Europe, suspendez un moment votre marche, et, avant que vous ne couriez vous jeter dans les bras de vos mères, de vos épouses, de vos parents, recevez, s'il se peut dire ainsi, l'embrassement de la cité.

« Combien elle aime à vous revoir après tout ce que la renommée a publié de vous! Avec quel orgueil elle se plaît à rechercher dans vos rangs ceux de ses propres fils qui ont été dignes d'elle, et avec quel enthousiasme elle contemple en vous cette grande armée dont vous fûtes une si grande part!

« Cependant sont-ce les braves de Wertingen, les héros d'Austerlitz qui s'avancent vers nous? Depuis vingt mois la cité se voit enrichie destrophées conquis par eux; depuis vingt mois elle leur tient prêtes les couronnes de la reconnaissance : ces braves nous sont-ils enfin rendus? O patrie! ce sont eux; mais à peine ils se ressouviennent, ou de Wertingen, ou d'Austerlitz : ce sont eux; mais tandis que nous les avons attendus, guidés par le génie tutélaire de l'empire, ils retournaient plus impétueux à de nouveaux combats, et dans les champs d'Iéna, dans les plaines d'Eylau, de Friedland, ils ont conquis de nouveaux titres, ils ont ajouté, s'il était possible, à leur gloire par des prodiges de valeur presque inconnus jusqu'alors aux Français mêmes.

« Héros d'Iéna, d'Eylau, de Friedland, conquérants de la paix, grâces immortelles vous soient rendues!

« C'est pour la patrie que vous avez vaincu, la patrie éternisera le souvenir de vos triomphes; vos noms seront légués

1807. France.

par elle sur le bronze et sur le marbre à la postérité la plus reculée, et, le récit de vos exploits enflammant le courage de nos derniers descendants, longtemps encore après vous-mêmes vous protégerez par vos exemples ce vaste empire si glorieusement défendu par votre valeur.

« Braves guerriers, ici même un arc triomphal dédié à la grande armée s'élève sur votre passage; il vous attend : venez recevoir sous ces voûtes la part qui vous est due des lauriers votés par la capitale à cette invincible armée; qu'ainsi commence la fête de votre retour : venez, et que ces lauriers tressés en couronne par la reconnaissance publique demeurent appendus désormais aux aigles impériales qui planent sur vos têtes victorieuses.

« Salut, aigles belliqueuses, symbole de la puissance de notre magnanime empereur : portez dans toute la terre, avec son grand nom, la gloire du nom français; et que les couronnes dont il a été permis à la ville de Paris de vous orner soient en tous lieux un témoignage auguste à la fois et redoutable de l'union du monarque, du peuple et de l'armée.

« Mais c'est trop, généreux guerriers, c'est trop retenir vos pas, quand tous les cœurs vous appellent. Entrez dans nos remparts, enorgueillis de vous recevoir, entrez-y au milieu des chants d'allégresse et de triomphe, et que la mémoire de ce beau jour vive à jamais avec vos exploits dans les annales de la cité et dans les fastes de l'empire. »

Le maréchal Bessières répondit au nom de la garde :

« Monsieur le préfet et Messieurs les membres du corps municipal de la ville de Paris,

« Ces couronnes dont vous décorez nos aigles, ces arcs de triomphe, toute cette pompe brillante pour célébrer le retour de la garde impériale, sont une nouvelle preuve de votre affection pour l'empereur, et un hommage éclatant rendu à la grande armée.

« Les aînés de cette grande famille militaire vont se retrouver avec plaisir dans le sein d'une ville dont les habitants ont constamment rivalisé avec eux d'amour, de dévouement et de fidélité pour notre illustre monarque. Animés des mêmes sentiments, la plus parfaite harmonie existera toujours entre les

habitants de la grande ville et les soldats de la garde impériale. Si nos aigles marchaient encore, en nous rappelant le serment que nous avons fait de les défendre jusqu'à la mort, nous nous rappellerons aussi que les couronnes qui les décorent leur en imposent doublement l'obligation. »

Après ces deux discours, les couronnes d'or votées par la ville de Paris furent apposées aux aigles de la garde impériale, au milieu du cercle formé par son état-major.

Le corps municipal vint se placer ensuite dans une des deux tribunes qui avaient été ménagées dans l'intérieur de l'arc de triomphe : la seconde était occupée par un nombreux orchestre qui exécuta aussitôt le chant du retour, paroles de M. Arnault, membre de l'Institut, musique de Mehul. C'est sur la mesure de ce chant que la garde impériale défila dans l'ordre suivant : les fusiliers de la garde; les chasseurs à pied; les grenadiers à pied; les chasseurs à cheval; les mamelucks; les dragons; les grenadiers à cheval; la gendarmerie d'élite.

Chaque régiment était précédé des officiers généraux et supérieurs chargés de son commandement.

A la suite de la garde impériale marchait, accompagné de l'état-major de Paris, le général Hullin, commandant d'armes, suivi du corps municipal et de son cortége.

C'est dans cet ordre, et en traversant les haies formées par une innombrable population, que la garde parvint au palais des Tuileries, en passant sous le grand arc de la porte triomphale qui sert d'entrée principale au palais, où elle déposa ses aigles : de là, traversant le jardin des Tuileries, où elle posa ses armes, elle se rendit aux Champs-Élysées, où tous les corps qui la composaient et un détachement de la garde de Paris prirent place à un immense banquet qui leur était préparé, et dont le corps municipal fit les honneurs.

Le lendemain de l'entrée de la garde impériale, tous les théâtres de la capitale donnèrent une représentation gratuite. Le parterre, l'orchestre, les premiers rangs de loges furent réservés pour ces guerriers.

L'Académie de musique (l'Opéra) leur offrit le spectacle de leur propre gloire, de leur triomphe : c'était la belle tragédie lyrique le *Triomphe de Trajan*. Cette élite des braves de la

1807. France.

grande armée, qui, dans ses conquêtes si rapides, dans ses courses si lointaines, avait visité tant de climats et côtoyé tant de rivages, qui avait vu dans un si petit nombre de mois les sources et les bouches de tant de fleuves, connaissait aussi les rives du Tibre. Ainsi, dans la décoration qui fixait ses regards, elle reconnaissait Rome; dans la marche triomphale, dans cette foule empressée, dans cette population immense se précipitant à travers les rangs des soldats romains et sous les pieds de leurs chevaux, elle reconnaissait le tableau touchant de la réception qui lui avait été faite la veille, au sein de la capitale de l'empire français : son émotion était impossible à décrire. Pour l'homme dont l'âme n'est point étrangère aux sentiments qu'inspire la valeur honorée et récompensée dans ses plus nobles affections, la garde impériale, assistant au triomphe de Trajan, était sans doute elle-même un spectacle admirable.

Une autre fête fut donnée le 28 novembre par le sénat, dans son propre palais, à la garde impériale. Les dociles exécuteurs des volontés du monarque guerrier crurent devoir cet hommage spécial à ses vaillants prétoriens, dans la personne des officiers qui les commandaient.

En face du palais s'élevait un temple à la Victoire, au centre duquel était la statue de l'empereur. Dans toutes les parties de ce palais, des trophées militaires disposés avec art, et liés par des couronnes de laurier, offraient des inscriptions commémoratives des batailles, siéges et actions qui ont rendu si mémorables les campagnes que la fête avait pour objet de célébrer. A deux heures après midi, les officiers furent reçus par les sénateurs réunis : les premières autorités civiles et militaires avaient été invitées également à cette solennité; le sénateur Lacépède, en recevant le maréchal Bessières et le corps des officiers de la garde, prononça ce discours :

« Monsieur le maréchal, invincible garde impériale,

« Le sénat vient au-devant de vous : il aime à voir les dignes représentants de la grande armée remplir ses portiques; il se plaît à se voir entouré de ces braves qui ont combattu à Austerlitz, à Iéna, à Eylau, à Friedland, de ces favoris de la victoire, de ces enfants chéris du génie qui préside aux batailles.

« Cette enceinte doit vous plaire, invincible garde impériale!

« Ces voûtes ont tant de fois retenti des acclamations qui ont célébré vos immortels faits d'armes et tous les triomphes de la grande armée : vos trophées décorent nos murailles; les paroles sacrées que le plus grand des monarques daigna nous adresser du haut de son char de victoire, et au nom des braves, sont gravées dans ce palais par la reconnaissance, et vous retrouvez parmi nous plusieurs de ceux qui ont porté la foudre de notre empereur, et dirigé les hardis mouvements de ses phalanges redoutables.

« Représentants de la première armée du monde, recevez, par notre organe, pour vous et pour tous vos frères d'armes, les vœux du grand et bon peuple, dont l'amour et l'admiration vous présagent ceux de la postérité. »

Un repas, des jeux scéniques, une brillante illumination et un feu d'artifice complétèrent cette fête.

Suite des événements militaires dans le royaume de Naples; siéges d'Amantea, de Fiume-Freddo; combat de Mileto; prise de Cotrone, etc. — La tranquillité était rétablie dans la plupart des provinces du royaume de Naples; celle de Calabre conservait seule un foyer d'insurrection que les Français n'étaient pas parvenus à éteindre, et dont les étincelles menaçaient même encore les pays environnants.

Nous avons dit que le général Verdier avait tenté infructueusement de soumettre la ville d'Amantea, située sur la côte de la Calabre citérieure, à cinq lieues de Cosenza : voici les détails de cette expédition. Le 3 décembre 1806, une forte colonne, composée de deux bataillons du 1er régiment de ligne français, d'un bataillon de conscrits formé des dépôts des 1er et 14e régiments d'infanterie légère, d'un bataillon de la légion corse, d'un escadron du 29e de dragons, d'un détachement d'artillerie légère, et d'un autre de sapeurs, se mit en marche de Cosenza, dans la direction d'Amantea. Cette troupe avait avec elle deux obusiers et deux pièces de 3 portés sur des mulets, des munitions, des vivres, des échelles, et les outils nécessaires à des travaux de tranchée.

L'avant-garde du général Verdier chassa devant elle de nombreux détachements d'insurgés, qui voulurent, mais en vain, s'opposer à sa marche dans un chemin étroit, difficile, et

1807. Italie.

qui présente dans l'espace de plusieurs lieues tous les avantages possibles à ceux qui entreprennent de défendre le passage. Les Français surmontèrent ces obstacles, et parvinrent assez heureusement jusqu'à Lago, petit village situé à l'entrée d'une gorge très-resserrée qui conduit à Amantea, et dans le milieu de laquelle coule un ruisseau, que les grandes pluies transforment en torrent.

Le 4 décembre, le général Verdier partit de ce village pour continuer sa marche. Il fit marcher le bataillon corse sur la crête des montagnes de droite de la gorge, le deuxième bataillon du 1er régiment sur la gauche, et le reste des troupes, ainsi que les bagages, par le défilé. Ces trois colonnes s'avançaient à la même hauteur, précédées de compagnies de voltigeurs, qui ne cessèrent point de faire la fusillade avec les rebelles embusqués de toutes parts derrière les arbres, les habitations et les rochers.

La réunion des trois colonnes, après cette marche pénible, se fit à San-Pietro, petit village à un mille environ d'Amantea. En s'avançant sur cette ville, le général Verdier aperçut un détachement assez considérable, posté sur une montagne à gauche : il y envoya le bataillon d'infanterie légère des 1er et 14e régiments, et ces conscrits suffirent pour disperser le rassemblement, fort de 1,200 hommes, dont une trentaine resta sur le terrain. Les troupes françaises prirent position devant Amantea, sur une montagne d'où l'on découvre parfaitement cette ville. Sur le bord de la mer, s'élève, au débouché d'une gorge, une hauteur en forme de cône tronqué ; sa base est arrosée au nord par une petite rivière. Sur le versant méridional, est bâtie, du côté de la mer, la ville d'Amantea. Cette place n'a pour défense, vers la mer, dont elle est éloignée de cent cinquante toises environ, qu'un rocher de soixante pieds de hauteur ; mais les autres parties sont fermées par une muraille élevée, flanquée de deux bastions à ses extrémités, qui viennent s'appuyer au rocher. Sur le plateau qui forme la base supérieure du cône tronqué, se trouve un fort de forme irrégulière, placé toutefois de manière à battre à la fois la gorge, le côté de la mer, et à défendre la porte principale de la ville, qu'il domine. Ce château, d'une ancienne construction, et alors armé de trois pièces

d'artillerie en mauvais état, est dominé lui-même au nord par une montagne opposée à celle où les Français avaient pris position. Tout le terrain de l'est au sud est *accidenté* de petits coteaux, de maisons et d'enclos de jardins, qui forment une espèce de faubourg. Au bas de la position occupée par la troupe du général Verdier, se trouvait un couvent de moines, où se logèrent deux compagnies de grenadiers. Le bataillon d'infanterie légère française et celui de la légion corse furent envoyés le 5 sur la crête de la montagne qui domine le fort, pour s'opposer aux tentatives que pourraient faire en faveur des insurgés d'Amantea ceux de la petite ville de Belmonte, située à quelque distance de la première.

Le général français fit travailler de suite à la construction d'une batterie pour y placer les deux obusiers qu'il avait amenés avec lui. Les deux compagnies de grenadiers du 1er régiment de ligne fusillèrent toute la journée avec les assiégés, postés dans une maison de la ville, vis-à-vis du couvent où ces compagnies étaient logées.

Le corps insurgé qui défendait la place était commandé par Rodolphe Mirabelli, riche habitant d'Amantea, qui avait été autrefois officier dans l'armée napolitaine. Ce chef ne manquait point de quelque expérience de la guerre, et il en avait déjà donné des preuves en plusieurs rencontres dans cette campagne. La reine Caroline lui avait envoyé le brevet de colonel.

Dans la soirée du 5, le général Verdier fit attaquer le faubourg par le deuxième bataillon du 1er régiment, et l'ennemi fut chassé de ce poste après un léger combat, dans lequel le chef de bataillon Droet fut blessé.

Le lendemain, avant le jour, les deux bataillons du 1er régiment prirent les armes, et se formèrent en silence derrière les maisons du faubourg. Le général Verdier fit distribuer des échelles aux deux compagnies de grenadiers. Le signal de l'assaut devait être donné par deux obus tirés de la batterie. Quelques pelotons, dirigés sur certaines parties de l'enceinte, étaient chargés de diviser l'attention de l'ennemi et de lui donner le change sur le véritable point d'attaque; mais les Calabrois étaient sur leurs gardes. Tout en faisant riposter au feu partiel des pelotons français, Mirabelli avait garni le front menacé de

1807. Italie.

l'assaut de nombreux tirailleurs, et les pièces du fort, dirigées par ses ordres sur ce point, ne tardèrent point à jeter du désordre dans les rangs de la troupe assaillante; elle fut obligée de chercher un abri derrière les maisons du faubourg. Trente grenadiers furent tués dans cette échauffourée.

Le 1er régiment retourna à sa position, et le général Verdier fut obligé d'interrompre ses attaques, par la nécessité où il se vit d'envoyer un détachement à Cosenza pour y prendre des vivres dont sa troupe manquait. Sur ces entrefaites, un petit renfort de 500 hommes, commandé par le colonel Huard, du 42e régiment, arriva de Monteleone, et fut camper sur le rivage de la mer, à quelque distance du faubourg que l'ennemi avait réoccupé en partie.

Le 7, vers deux heures après-midi, un détachement ennemi, venant du côté de Belmonte, vint attaquer le bataillon corse dans sa position; mais celui-ci se défendit avec vigueur, et repoussa ses adversaires après leur avoir tué une centaine d'hommes.

Cependant le général Verdier avait fait mettre en batterie ses deux pièces de 3, pour essayer d'endommager le mur d'enceinte de la ville, ou plutôt de briser la porte principale; mais le calibre était trop faible pour cette opération, et l'on dut se borner à tirer sur les maisons avec les obusiers. Les munitions apportées à dos de mulet furent promptement épuisées. Ce même jour, 7, les insurgés attaquèrent aussi la montagne occupée par le 1er régiment de ligne; mais ils ne furent pas plus heureux qu'à la montagne de droite.

Quoiqu'il eût été reconnu que la ville n'avait aucun point accessible du côté de la mer, le général Verdier n'en donna pas moins l'ordre au bataillon d'infanterie légère, au 1er régiment, et au détachement du 42e de ligne, de tenter un passage de ce côté pour pénétrer dans la ville.

Le 8 décembre, à une heure et demie du matin, les troupes commandées pour cette attaque prirent les armes, et se réunirent dans le faubourg. L'infanterie légère, marchant en tête, suivit un petit sentier, qui mena la colonne assez près du rocher escarpé dont nous avons déjà parlé pour que les premières files pussent entendre le mouvement des sentinelles ennemies.

Le bruit des vagues empêchait celles-ci d'entendre les assaillants. Arrivés à l'endroit désigné pour l'escalade, les Français se mirent ventre à terre pour attendre que toute la colonne eût débouché du sentier; mais un enfant, qui se trouvait par hasard sur le rocher, et qui regardait du côté de la mer, apercevant du mouvement dans l'obscurité, donna aussitôt l'alarme aux assiégés en criant de toutes ses forces: « Les Français sont près de nous. » Une vive fusillade partit aussitôt du rempart, et atteignit quelques grenadiers, qui eurent la patience et le courage de rester dans la position qu'ils avaient prise, sans bouger et sans proférer une seule plainte. Les assaillants, se croyant découverts, voulaient au moins attendre que l'ennemi, enhardi par leur silence, hasardât de sortir de la ville pour les attaquer; mais les insurgés, voyant qu'on ne répondait point à leur feu, se tranquillisèrent, et l'on entendit même des voix mâles imposer silence à l'enfant qui renouvelait ses cris en assurant qu'il avait entendu et aperçu réellement les Français au pied du rempart. Toutefois, les sentinelles détachèrent quelques grosses pierres qui incommodèrent beaucoup les assaillants, sans leur faire rompre le silence qu'ils continuaient à garder. Au bout de quelques minutes, la lune qui commença à paraître, et l'explosion en l'air d'un obus dirigé sur la ville, firent apercevoir les Français. Dans ce moment même, le feu des tirailleurs placés dans le faubourg s'engagea; les insurgés garnirent les remparts, et l'artillerie du fort tira avec vivacité sur le point d'attaque. Les troupes destinées à l'assaut, après avoir franchi quelques rochers couverts de broussailles, se trouvèrent au pied du grand roc taillé à pic et formant le rempart de la ville de ce côté. On voulut appliquer les échelles; mais des quartiers de roc préparés d'avance sont détachés par les insurgés et renversent les assaillants les uns sur les autres. Les échelles sont brisées, les grenadiers écrasés ou cruellement meurtris; la fusillade, partie du haut du rocher, augmente encore le désordre; les Français sont contraints de chercher un abri derrière les maisons du faubourg. Ils restèrent dans cette position jusqu'au jour, et se retirèrent alors dans leurs bivouacs.

Le général Verdier, ayant perdu plus de 150 hommes dans ces différentes attaques, se décida à lever le siége d'une place

1807. Italie.

qui exigeait pour sa réduction d'autres moyens que ceux qu'il avait à sa disposition. Tous les préparatifs pour le départ étant faits, les Français commencèrent leur mouvement dans la nuit du 8 au 9 décembre, par le chemin qu'ils avaient pris pour venir devant la ville. Les blessés, en nombre assez considérable, furent transportés sur des brancards et sur les chevaux des dragons du 29e. Le général Verdier rentra ainsi dans Cosenza avec sa colonne, le 10 décembre dans la matinée.

Deux jours après cette fâcheuse expédition, le 1er régiment de ligne fut envoyé contre un corps d'insurgés posté dans les environs de San-Lucido et de Fiume-Freddo, sur le littoral de la Méditerranée, au-dessus d'Amantea. Les troupes ennemies furent mises en déroute et chassées de plusieurs villages auxquels on mit le feu; on s'empara même de la petite ville de Fiume-Freddo, dont les habitants se retirèrent dans le fort du même nom. Comme le colonel du 1er régiment, Berthelot, n'avait point d'artillerie pour les en chasser, il se décida à retourner à Cosenza. Vers cette époque, le maréchal Masséna, appelé à l'armée de Pologne, remit le commandement des troupes françaises dans le royaume de Naples au général Reynier. Celui-ci, ayant appris que le chef de bande Micheli, nommé par le roi Ferdinand gouverneur (préside) des deux Calabres, faisait sa résidence habituelle au village de Longobardi, y envoya le général Verdier avec sa division, pour tâcher de saisir ce personnage, qui était l'âme de l'insurrection dans toute cette partie du littoral. Les insurgés furent complétement battus dans cette expédition. On pilla le village de Longobardi, et l'on mit le feu aux principales maisons, et notamment à celle de Micheli, où l'on trouva une correspondance fort curieuse de ce chef de bande avec la reine Caroline.

Le mauvais résultat de la première entreprise sur Amantea ne pouvait point rebuter un général aussi actif que le général Reynier. Vers la fin de décembre, il fit venir de Lago-Negro deux pièces de 12 et un convoi de munitions pour faire le siége de cette place et chargea, pour la seconde fois, de cette opération le général Verdier, dont la division fut augmentée du 52e régiment de ligne.

Verdier mit ses troupes en mouvement, le 29 décembre, sur

deux colonnes : la première se dirigea sur Belmonte, pour essayer de réduire cette petite ville, dont la garnison avait inquiété les troupes françaises lors du premier siége d'Amantea; la seconde marcha directement sur cette dernière ville.

Le général Perri, qui commandait la première colonne, parvenu au pied des murailles de Belmonte, fit sommer le commandant d'ouvrir ses portes, en cherchant à lui persuader qu'Amantea venait de se rendre, et que conséquemment toute résistance de sa part lui deviendrait funeste; mais ce piége ne réussit point auprès du chef insurgé : il refusa de croire le parlementaire qui lui fut envoyé, et se prépara à se défendre. Le général Verdier rappela alors le général Perri devant Amantea, et le chargea de bloquer cette place du côté du nord.

On commença, le 3 janvier, à ouvrir une espèce de tranchée devant le front de la place qui regarde la mer pour y établir une batterie de brèche dirigée sur la partie droite de la muraille qui vient s'appuyer au rocher escarpé que l'on connait déjà. On crénela aussi plusieurs des maisons du faubourg pour y placer des gardes avancées, et l'on établit des traverses pour pouvoir communiquer plus en sûreté d'un poste à l'autre.

Le 5 janvier, les deux petites pièces de 3 qui avaient servi lors de la première expédition tirèrent sur la place et attirèrent sur elles le feu du fort, qui chercha à les démonter. Pendant ce temps, les assiégeants travaillaient à mettre en batterie les deux pièces de 12, destinées à battre en brèche, ainsi que deux petits mortiers et deux obusiers qui devaient incendier la ville. On avait eu une peine infinie à conduire ces pièces par le chemin difficile dont nous avons parlé plus haut, et elles n'avaient pu être amenées que sur des traîneaux.

Une frégate et deux corvettes sous pavillon sicilien parurent le 6 devant la place; mais elles se tinrent constamment hors de portée de canon du rivage. Le lendemain, au lever du soleil, la frégate s'approcha et tira un coup de canon, sans doute comme signal, puisque le fort d'Amantea répondit de la même manière. Dans la nuit, la mousqueterie des remparts incommoda beaucoup les travailleurs; mais la tranchée fut assez avancée au jour pour qu'on pût continuer les travaux sans avoir

1807. Italie.

rien à redouter de ce feu. On chemina par un boyau vers un emplacement qui parut favorable à la construction d'une batterie pour les deux pièces de 3, avec lesquelles on se proposait d'éloigner les tirailleurs ennemis de la partie du rempart qui touche au bastion et à la porte de droite. Cette batterie ne se trouvait qu'à une petite portée de fusil de la place, et on y plaça une forte garde pour la défendre.

On continua les travaux jusqu'au 10 avec beaucoup d'activité, et sans être inquiété par le canon du fort ni par la fusillade du rempart. Dans la nuit du 10 au 11, toute la faible artillerie des assiégeants fut en batterie.

Le 11, dans la matinée, plusieurs autres bâtiments, indépendamment de la frégate et des deux corvettes toujours en vue parurent du côté de l'île de Stromboli. Le général Verdier, pensant que cette flotte portait des troupes de débarquement, fit ses dispositions pour les recevoir. A neuf heures, toutes les batteries étant démasquées commencèrent à tirer sur la place : les deux pièces de 12 en brèche, les deux mortiers et les deux obusiers sur la ville, et les deux pièces de 3 sur les pelotons ennemis qui paraissaient sur les remparts. Vers midi, les bâtiments, étant encore au large, détachèrent une chaloupe qui s'avança à la rame dans la direction du bastion de gauche; mais les postes établis de ce côté sur le bord de la mer ne permirent point à cette embarcation d'aborder, et lui tuèrent même quelques hommes. Une heure après cette première tentative, la flotte ennemie s'avança jusqu'à demi-portée de canon du rivage, et mit en panne. Une des corvettes longea la terre, et tira sa bordée sur les postes qui s'étaient mis à l'abri derrière de petites dunes. Une felouque armée de pierriers vint ensuite s'embosser, et fit pendant quelque temps un feu très-vif sur ces postes; mais aucun débarquement ne s'ensuivit.

De pareilles démonstrations furent faites le lendemain; elles avaient toutes pour but réel de protéger l'abordage d'une petite embarcation destinée aux communications par émissaires de la cour de Palerme avec la place; mais la vigilance et l'activité des postes et des patrouilles surent mettre obstacle aux diverses tentatives.

Le 13, tous les bâtiments armés de la flotte, au nombre de

sept à huit, s'approchèrent à demi-portée de canon, et tirèrent à la fois sur les camps et les postes des assiégeants. Un détachement de tirailleurs ennemis sortit en même temps de la ville, et s'éparpilla dans les enclos et jardins du faubourg, pour fusiller avec les postes qui se trouvaient de ce côté; mais, chargés par les soldats français, ces hommes rentrèrent promptement dans la place. Un Calabrois, plus hardi que les autres, parvint à gagner le bord de la mer, et à s'embarquer sur un bateau qui l'attendait près du rivage. Dans la soirée, les bâtiments ennemis recommencèrent leur feu, et les assiégés firent encore une petite sortie pour essayer de communiquer avec la mer : cette tentative réussit. Le feu de la flotte ayant forcé un poste de la légion corse à se retirer, le détachement de la garnison put s'approcher du rivage et enlever des munitions qu'une barque y déposa immédiatement.

Les bâtiments siciliens gagnèrent alors le large. Le général Verdier sentit la nécessité de faire prolonger la tranchée de manière à fermer désormais le chemin de la mer aux assiégés. On y travailla dans la nuit du 13 au 14, qui se passa d'ailleurs sans aucun événement remarquable.

Cependant la batterie des deux pièces de 12 n'avait point cessé de tirer sur la muraille, et l'on jugea que la brèche était praticable. Les compagnies d'élite du corps assiégeant furent réunies dans la nuit du 14 au 15 pour monter à l'assaut. L'ennemi fit un feu si violent du fort et du rempart, que le jour parut avant que les Français pussent déboucher jusqu'au pied de la muraille. Le général Verdier, pour faire cesser l'irrésolution des compagnies d'élite, se mit à leur tête en s'écriant : « Suivez-moi, grenadiers. » Ce mouvement ne produisit pas l'effet qu'en attendait le général; les grenadiers ne purent parvenir jusqu'au pied de la muraille.

Cette malheureuse tentative coûta aux assiégeants une centaine d'hommes, et l'assaut fut remis à un moment plus favorable. Vers dix heures du soir, un détachement de 200 hommes de la garnison sortit de la place, traversa les postes français sans qu'on pût empêcher sa marche, et se dirigea sur Belmonte, où il entra quelques heures après.

Dans la nuit du 17 au 18, les assiégeants travaillèrent à

1807. Italie.

pratiquer une mine pour faire sauter le bastion de gauche, seul point que l'on jugeât convenable pour tenter un assaut. Les grenadiers du 1er régiment s'emparèrent, dans la journée du 13, d'un convoi de quarante-cinq bœufs et d'une quarantaine de moutons et chèvres, qui s'était approché de la place pour la ravitailler. Cette prise fut d'une grande ressource pour les assiégeants, obligés de faire venir leurs vivres de Cosenza.

Une frégate portant pavillon anglais parut dans la matinée du 19 à deux portées de canon de la place, et envoya de suite à terre un canot que le feu des postes obligea de s'éloigner. La veille, le général Verdier s'était rendu à Cosenza, après avoir remis le commandement provisoire des troupes au général Perri.

Ce même jour, le colonel napolitain Amato, commandant la gendarmerie de la province de Calabre pour le roi Joseph, et né dans Amantea, dont il était un des plus riches citoyens, était arrivé au camp français pour entamer des pourparlers avec D. Mirabelli, commandant de la place. Il écrivit, en conséquence, à ce chef d'insurgés pour l'engager, au nom de l'humanité, à faire cesser un état de choses si préjudictable aux intérêts de leur commune patrie, en acceptant une capitulation honorable. Mirabelli répondit au colonel, par le parlementaire qui lui fut envoyé à cet effet, que son projet avait été d'abord de s'aboucher avec lui, et qu'il serait sorti lui-même sur la parole du général Perri, si le peuple d'Amantea ne s'y était pas opposé; il ajoutait qu'ayant réfléchi sur la proposition qui lui était faite, il croyait convenable de demander un armistice de dix jours, passé lequel temps il s'obligeait à rendre la ville et le fort s'il n'était pas secouru. Cette convention fut arrêtée et signée dans la soirée.

Le lendemain, 20 janvier, le général en chef Reynier arriva devant la place, visita tous les postes et les travaux, et fut même reconnaître la petite ville de Belmonte. Les travaux de mine furent continués pendant la nuit, et l'on arriva jusqu'au mur du bastion. Les assiégés, soupçonnant sans doute le dessein des Français, travaillèrent eux-mêmes à une coupure dans l'intérieur de la place, vis-à-vis du bastion menacé.

Le 21, à deux heures après minuit, le général Reynier dé-

tacha une colonne formée des compagnies d'élite du corps assiégeant, et forte de 500 hommes environ, pour seconder une attaque qu'il venait d'ordonner sur le village de Longobardi, et qui devait être faite par une autre colonne qu'il avait amenée de Cosenza. Cette expédition réussit complétement; une troupe de bandits et de galériens récemment arrivés de la Sicile, et qui occupaient le village, fut cernée et passée à l'instant par les armes. Le fils du *preside* Micheli fut tué dans cette affaire, et le père n'échappa lui-même au massacre qu'en tentant la cupidité de deux voltigeurs du 42e. Découvert dans un puits par ces soldats, Micheli leur offrit une bourse d'or en échange de la vie qu'ils lui accordèrent; il trouva ensuite le moyen de s'échapper des mains de l'un des voltigeurs qui le conduisait au village pour être réuni aux autres prisonniers. Le nombre des insurgés tués en cette occasion s'éleva à plus de 300 : la colonne formée des troupes du siége poussa jusqu'à Fiume-Freddo, où elle brûla les barques qui se trouvaient dans le port, et revint le lendemain au camp sous Amantea.

1807. Italie.

On continua, les jours suivants, les travaux de mine, et l'on perfectionna ceux de la tranchée, qu'on avait prolongée de manière à couper toute communication de la ville avec la mer.

Le 27, trois bâtiments de guerre reparurent au large. La frégate, portant pavillon anglais, s'approcha du rivage, et tenta encore, mais inutilement, d'envoyer une embarcation à terre. Ce bâtiment était si près qu'il s'échoua, et qu'on fut obligé de le remorquer avec des chaloupes. Le lendemain, cette même frégate et les deux corvettes siciliennes vinrent tirer leur bordée sur les postes, sur la tranchée et sur une redoute qu'on avait élevée près du rivage. Pendant ce temps, des chaloupes chargées de munitions s'approchèrent, et firent des signaux pour engager les assiégés à venir chercher ce nouvel approvisionnement : au bout d'une demi-heure, 40 hommes sortirent en effet de la place; mais le feu des gardes de tranchée les obligea à rentrer promptement, en laissant quelques-uns d'entre eux étendus sur le terrain. Les bâtiments de guerre mouillèrent à demi-portée de canon du rivage, et passèrent la nuit à faire avec des fusées des signaux auxquels la place répondit par des pétards.

1807. Italie.

L'armistice étant expiré, le 30, les batteries de mortiers et d'obusiers recommencèrent à tirer sur la ville; mais le feu des assiégés fut très-faible. Le colonel Amato renouvela, le lendemain, la proposition qu'il avait faite, le 19, au chef Mirabelli, et celui-ci fit réponse que, malgré toutes ses représentations et celles du plus grand nombre des officiers et des habitants, les insurgés étrangers à la ville d'Amantea persistaient à vouloir se défendre, ce qui avait même occasionné une rixe assez violente entre ces hommes opiniâtres et ceux qui étaient d'avis de capituler.

Le bombardement recommença avec plus de vivacité que jamais jusqu'au 5 février au soir, qu'on mit le feu à la mèche de la mine. L'éboulement du bastion fut assez considérable pour que les carabiniers du 22e d'infanterie légère, commandés à cet effet, pussent monter à l'assaut; mais ayant trouvé devant eux la coupure dont nous avons parlé, il partit à l'instant des maisons environnantes qu'on avait crénelées une fusillade si bien nourrie, qu'ils furent obligés d'abandonner la brèche en y laissant une trentaine de morts et emmenant beaucoup de blessés.

Les assiégeants s'occupaient des moyens de surmonter ce nouvel obstacle, lorsque le lendemain, 6, Mirabelli envoya un parlementaire au général Perri pour demander à capituler, sous la condition que lui, commandant, aurait la liberté de se rendre en Sicile, que les habitants ne seraient point inquiétés pour leur conduite passée, et que les insurgés étrangers à la ville pourraient se retirer dans leurs foyers après avoir déposé leurs armes. Ce dernier article, qui assurait l'impunité à un grand nombre de bandits et de malfaiteurs réfugiés dans la ville de tous les coins de la province, souffrit de grandes difficultés : toutefois, le général Reynier, ne voulant pas réduire au désespoir des hommes qui venaient de faire une résistance aussi valeureuse, consentit à l'accorder, et le général Perri signa la capitulation.

On ne trouva ni munitions ni vivres dans la place. Tout était épuisé, et la famine, qui déjà avait fait périr quelques individus, avait seule déterminé les insurgés à une démarche qui répugnait à leur courage fanatique.

Dès le lendemain de la reddition d'Amantea, le général Reynier fit investir le château de Fiume-Freddo par le 1er régiment de ligne. Le chef Micheli s'y était enfermé depuis l'affaire du 21 janvier au village de Longobardi, et il n'était pas possible d'enlever ce poste fortifié sans le secours de l'artillerie.

Tous les détachements d'insurgés qui se trouvaient dans les montagnes environnantes se réunirent, le 9, pour venir attaquer le 1er régiment dans les positions qu'il avait prises autour du château; mais ils furent assez vigoureusement repoussés pour leur ôter l'envie de revenir à la charge.

Le général Reynier envoya, le 10, une des pièces de 12 et un des mortiers qui avaient servi au siége d'Amantea. Ce même jour, les insurgés évacuèrent la petite ville de Belmonte.

L'artillerie, mise en batterie, commença à démolir deux petites tourelles qui défendaient l'entrée du château. Micheli ayant envoyé un prêtre en parlementaire pour demander à capituler aux mêmes conditions à peu près que celles qui avaient été accordées à Mirabelli, on exigea qu'il se rendît, ce qu'il refusa. La pièce de 12 des assiégeants continua alors à rendre la brèche praticable, et les insurgés, se trouvant dans des dispositions bien opposées à celles de la garnison d'Amantea, brisèrent eux-mêmes les chaînes du pont-levis, malgré leurs chefs, pour ouvrir un passage plus facile aux grenadiers du 1er régiment.

Les Français entrèrent dans le château, et, pour récompenser la bonne volonté des assiégés, ils ne saisirent que Micheli, avec vingt-cinq autres chefs ou officiers qui furent fusillés sur-le-champ.

Après ces deux expéditions, le général Reynier détacha plusieurs colonnes mobiles dans différentes parties de la province pour parcourir les montagnes où les restes de l'insurrection avaient été chercher des asiles. Cette mesure donna lieu à un grand nombre de petits combats trop peu importants pour que nous les rapportions. Nous croyons cependant devoir faire connaître par un exemple le genre de guerre qui se faisait dans ce malheureux pays.

Nous avons déjà dit qu'à la suite des colonnes envoyées ainsi pour opérer l'entière soumission des provinces, se trouvaient presque toujours un certain nombre de Napolitains du parti du

1807. Italie.

roi Joseph, et qui prenaient le titre de *patriotes*. Beaucoup appartenaient à la basse classe du peuple, et le pillage était le véritable motif de leur zèle dans ces sortes d'expéditions.

Le 21 mars (1807), un détachement de soldats français, revenant de brûler un village qui servait de repaire à une bande insurgée, rencontra quatre Calabrois montés sur des chevaux et portant les marques distinctives d'officiers napolitains; ils les suivirent, et les ramenèrent à la colonne principale dont eux-mêmes faisaient partie. A la vue de ces prisonniers, les *patriotes* auxiliaires entrèrent dans une fureur qu'il serait difficile de décrire; ils se jetèrent, le poignard à la main, sur ces malheureux, et les percèrent à l'instant de mille coups, en s'écriant: « Mort aux assassins de nos pères et de nos frères! ce sont eux qui ont dévasté, incendié nos maisons et nos propriétés. » C'était un horrible spectacle que de voir une cinquantaine de furieux s'entre-poussant les uns les autres pour frapper et déchiqueter quatre hommes désarmés; il fut impossible aux Français d'arrêter cet excès de rage, et d'empêcher que les têtes des quatre officiers calabrois ne fussent coupées et portées en triomphe à Rossano, d'où la colonne mobile était partie.

Le général Reynier avait établi son quartier général à Monte-Leone; les forts de Reggio et de Scylla étaient toujours occupés par les troupes du roi Ferdinand: les postes français, à l'extrémité de la Calabre, ne s'étendaient pas au delà de Seminara et de Palmi.

Vers le milieu du mois de mai, le prince de Hesse-Philipsthal, déjà connu par la défense de Gaëte, débarqua avec un corps de 5 à 6,000 hommes, venant de la Sicile, entre Scylla et Reggio, et les insurgés qui se trouvaient dans cette partie de la province se hâtèrent de joindre des auxiliaires aussi imposants; les Français n'étant point en mesure évacuèrent de suite Seminara pour se replier sur Monte-Leone.

Dans cette circonstance critique, le général Reynier, dont les troupes étaient dispersées dans les principales villes de la province, envoya des ordres pour réunir une colonne de 3 à 4,000 hommes, avec laquelle il se porta, le 27, à la rencontre de l'ennemi, déjà parvenu à Mileto, qui n'est qu'à six milles de Monte-Leone. Les troupes siciliennes, attaquées pour ainsi dire

à l'improviste, furent complétement défaites avec perte de 500 hommes tués et 2,000 prisonniers.

Pendant cette expédition, le chef de bande Corem-Cantore, arrivé de Sicile conjointement avec les troupes du prince de Hesse, à la tête d'une compagnie de quatre-vingts galériens tirés du bagne de Messine, entra dans la ville de Cotrone, que les troupes françaises avaient momentanément abandonnée sans défense, et l'occupa. Ce fut une grande faute de n'avoir pas laissé au moins une compagnie pour garder ce poste, qui résista pendant trente-huit jours aux efforts que l'on fut obligé de faire pour le reprendre.

Cette espèce de siége commença le 2 juin. Cotrone était défendu, indépendamment de la compagnie de galériens de Cantore, par 4 à 500 hommes de milice et par 200 hommes de troupes de ligne siciliennes qui s'y étaient rendus par mer. Le prince de Hesse vint lui-même visiter cette place en y amenant quelques canons qu'il tira de Reggio. Ce ne fut que lorsque l'artillerie française eut réduit ces pièces au silence que Cantore, ne se croyant pas en mesure de soutenir un assaut, s'embarqua, le 9 juillet, avec sa troupe pour la Sicile. Le 10 au matin, les femmes ouvrirent les portes de la ville aux assiégeants.

Ceux-ci avaient éprouvé des pertes assez considérables pendant leur séjour devant Cotrone par suite de l'influence délétère du climat. Les environs de la ville, comme presque tous les vallons de la Calabre citérieure, sont très-malsains en été, et des fièvres endémiques y exercent souvent de grands ravages.

Après la prise de Cotrone, les troupes françaises furent réparties dans de nouveaux cantonnements; mais elles eurent encore beaucoup à faire contre les insurgés, qui ne leur donnaient point de relâche : un village était à peine réduit, qu'il fallait marcher sur un autre, et malheur aux colonnes et aux détachements qui ne prenaient point les précautions nécessaires pour se mettre à l'abri de toute surprise ! Une compagnie de voltigeurs du 29e régiment, trompée par l'accueil que lui firent les habitants d'un village nommé *Gli-Parenti*, situé dans la montagne de Scylla, ayant négligé d'établir des postes de sûreté, fut massacrée presque tout entière en plein jour;

1807. Italie.

quelques soldats réussirent seuls à s'échapper à travers mille périls. L'incendie des villages où de pareils actes se commettaient, loin d'effrayer les paysans calabrois, semblait, au contraire, redoubler leur audace et leur fureur.

La campagne de 1807 en Calabre se termina par la prise de Reggio et de Scylla, seuls points un peu importants qui restassent au roi Ferdinand en terre ferme; mais comme ces événements militaires appartiennent plus spécialement à l'année 1808, nous les réservons pour le livre suivant.

Portugal.

Préparatifs d'une seconde expédition des Français contre le Portugal; invasion de ce royaume par le corps d'armée aux ordres du général Junot; occupation de Lisbonne, etc. — Le Portugal était en paix avec la France depuis le traité conclu à Madrid, le 29 septembre 1801, par les plénipotentiaires de ces deux puissances[1]. La cour de Lisbonne avait sagement résisté aux menées sourdes, aux intrigues de toute espèce ourdies par les agents britanniques pour l'entraîner dans le parti de la coalition. Le comte de Villaverde, premier ministre du régent du royaume, investi de toute la confiance de ce prince, et regardant de bonne foi le système de neutralité comme une égide suffisante pour mettre l'État à couvert des projets de la politique, avait entretenu son maître dans ces pacifiques dispositions.

Vers le milieu de l'année 1806, le gouvernement anglais crut devoir changer de batteries, et employer un moyen plus direct que les précédents pour déterminer le cabinet portugais à entrer dans ses desseins. Le 13 août, une escadre britannique, sous les ordres de lord Saint-Vincent, se présenta devant l'embouchure du Tage et y jeta l'ancre. Le lendemain, l'amiral remonta le fleuve avec cinq vaisseaux et une frégate, et vint mouiller devant Lisbonne. Les sommations impérieuses qu'il fit au régent produisirent aussi peu d'effet que les notes multipliées remises par l'ambassadeur anglais. Le prince, persistant dans sa résolution de rester neutre, ne se laissa point séduire par les promesses, ni intimider par les menaces du cabinet de Saint-James, ni entraîner par les insinuations des

[1] Voyez tome VII, pag. 412 et suiv.

hommes vendus à la cause anglaise, et qui mettaient en avant les projets à venir de la France et de l'Espagne sur le Portugal. L'amiral Saint-Vincent remit à la voile sans avoir rien obtenu.

1807. Portugal.

Cependant l'exécution du traité de Madrid, en ce qui concernait la fermeture des ports du royaume aux vaisseaux anglais, était éludée, et une grande partie du peuple portugais, notamment les habitants de Lisbonne, excités sous main par les agents britanniques, étaient loin de partager l'opinion de leur gouvernement sur les dispositions bienveillantes de celui de France.

Dans cet état de choses, Napoléon crut devoir revenir à son premier projet de 1801, c'est-à-dire qu'il ne voulut se fier qu'à la présence de ses troupes en Portugal pour l'exécution pleine et entière des clauses stipulées par le traité de Madrid. En conséquence, la paix de Tilsit était à peine signée, que des ordres furent expédiés pour le rassemblement, dans les environs de Bayonne, d'un corps de 25,000 hommes tirés des côtes de la Bretagne et des dépôts intérieurs, sous la dénomination de *premier corps d'observation de la Gironde.*

Au commencement du mois d'août 1807, l'empereur fit signifier, par son ministre Talleyrand, au comte de Lima, ambassadeur de la cour de Lisbonne à Paris, qu'il eût à communiquer à son gouvernement les propositions impératives qui suivent : 1° que les ports du Portugal fussent rigoureusement fermés à l'Angleterre; 2° que l'on arrêtât et que l'on renvoyât du Portugal tous les sujets de la Grande-Bretagne ; 3° que les biens meubles et immeubles des individus anglais fussent mis sous le séquestre. L'ambassadeur fut prévenu en outre que si le prince-régent ne donnait pas, avant le 1er septembre une réponse affirmative sur ces trois articles, la paix serait considérée comme rompue par le fait seul, et que les ambassadeurs de France et d'Espagne à Lisbonne demanderaient leurs passeports.

Dans ce même temps, la cour de Madrid, plus que jamais dans la dépendance de Napoléon, reçut en quelque sorte l'ordre de se préparer pour unir ses troupes à celles que la France allait envoyer contre le Portugal.

1807. Portugal.

La mort venait de frapper le comte de Villaverde, quand le prince-régent de Portugal reçut la dépêche du comte de Lima, qui lui transmettait les propositions du gouvernement français. Déjà l'Angleterre, reprenant de l'influence, s'était enhardie jusqu'à demander que le jeune prince royal, fils du régent, se rendît au Brésil, pour le garder sans doute comme otage des événements futurs. Tout faisait présumer que cette négociation, suivie avec chaleur par lord Strangford, ambassadeur près de la cour de Lisbonne, aurait un plein succès. La maison du jeune prince était formée : on lui avait choisi pour gouverneur don Fernand de Portugal, seigneur du parti anglais, et l'on s'occupait des préparatifs de ce départ, lorsque la nouvelle qu'une armée se réunissait à Bayonne, jointe à la communication faite par le comte de Lima, raffermirent le prince-régent dans ses premières dispositions. Il se hâta d'informer le gouvernement français que, pour se conformer aux désirs manifestés par le ministre Talleyrand, il allait renvoyer de Lisbonne l'ambassadeur d'Angleterre, fermer ses ports à cette puissance, et rappeler de Londres son propre ambassadeur don Antonio de Souza Coutinho. Il annonça en même temps qu'il était dans la ferme résolution de ne jamais consentir que, sous aucun prétexte, il entrât des troupes étrangères en Portugal, et que si, au mépris du droit des gens, cette invasion avait lieu, il transporterait sa cour au Brésil, pour se soustraire à une domination injuste. Les ordres pour fermer les ports aux vaisseaux, pour arrêter les membres de la factorerie, et pour séquestrer les propriétes des négociants de la nation britannique, furent effectivement donnés; mais on mit tant de lenteur dans leur exécution, que les Anglais eurent le temps de réaliser tout ce qu'ils avaient, et de se soustraire à l'arrestation, en emportant des capitaux considérables [1].

Sur ces entrefaites, les troupes françaises se réunirent aux environs de Bayonne. Vingt-un bataillons d'infanterie, sept escadrons (dragons et chasseurs), six compagnies d'artillerie, une compagnie d'ouvriers, un bataillon du train d'artillerie, en

[1] Le papier perdit à cette occasion trente pour cent sur la place de Lisbonne.

tout 26,181 hommes, et trente-deux bouches à feu : telle était la composition de cette armée expéditionnaire, dont l'empereur confia le commandement au général Junot, son premier aide de camp, et alors gouverneur de Paris. Elle était partagée en quatre divisions, trois d'infanterie, sous les ordres des généraux Delaborde, Loison et Travot; une de cavalerie, commandée par le général Kellermann; l'artillerie était dirigée par le général Taviel, le génie par le colonel Vincent, et le général Thiébault remplissait les fonctions de chef d'état-major général.

La première division, entièrement rassemblée à Bayonne le 11 septembre, y resta provisoirement en garnison; les autres furent réparties et cantonnées depuis Saint-Jean-de-Luz jusqu'à Saint-Jean-Pied-de-Port; l'artillerie parqua sous Bayonne, et la cavalerie s'échelonna sur la route de cette place à Irun, première ville de la frontière espagnole.

L'armée resta dans cette situation inactive jusqu'au 17 octobre, époque où le général Junot la mit en mouvement, d'après les nouveaux ordres qu'il reçut de l'empereur.

La menace faite par le prince-régent de Portugal de transporter le siége du gouvernement au Brésil, si la France et l'Espagne violaient envers lui les lois de la neutralité, n'avait fait aucune impression sur l'esprit de Napoléon. Celui-ci ne voyait, dans une pareille détermination, qu'un moyen qu'on lui fournissait pour arriver plus promptement, sans scandale pour ainsi dire, au but qu'il se proposait, dès l'année précédente, d'ajouter à son empire le Portugal, ainsi que le royaume d'Etrurie, les États romains, et peut-être même l'Espagne. Entrant avec adresse dans les vues ambitieuses du prince de la Paix, il avait accueilli avec distinction un agent envoyé à Paris par ce favori pour y traiter de ses intérêts particuliers plus que de ceux du roi Charles IV, son maître. Cet agent, nommé Izquierdo, conseiller d'État honoraire, porteur d'instructions ignorées des autres ministres du gouvernement espagnol, négociait alors, au nom du roi, un traité, dont la réponse du prince-régent de Portugal aux propositions de l'empereur hâta la conclusion. Les articles de ce traité, signé à Fontainebleau le 27 octobre, étaient arrêtés, lorsque Napoléon avait envoyé au général

1807. Portugal.

Junot l'ordre d'entrer sur le territoire espagnol : ils portaient en substance que le roi d'Étrurie, prince de la maison d'Espagne, renoncerait à ses États d'Italie, et qu'il en serait indemnisé par la province portugaise d'Entre-Duero-et-Minho, et par la ville d'Oporto, sous le titre de royaume de Lusitanie septentrionale; que don Manuel Godoï, prince de la Paix, aurait en toute propriété et souveraineté la province de l'Alentejo et le royaume des Algarves, sous le titre de principauté des Algarves; que les provinces de Beira, Tras-os-Montes et de l'Estramadure portugaise resteraient en dépôt jusqu'à la paix générale, et qu'alors on en disposerait selon les circonstances et conformément à ce qui serait convenu entre les deux hautes puissances contractantes; enfin, qu'à l'époque de la paix générale, ou, au plus tard, du jour de la signature du traité au terme de trois années, l'empereur des Français s'obligeait à reconnaître le roi d'Espagne comme empereur des deux Amériques, et que ce monarque acquerrait pour lui et ses successeurs le droit d'investiture sur les nouvelles souverainetés du Portugal, si les dynasties régnantes s'éteignaient. Dans une convention secrète, signée le même jour, 27 octobre, il était stipulé qu'un corps de troupes françaises, secondé par trois divisions espagnoles, serait chargé de l'exécution du traité.

Dès les premiers jours d'octobre, le gouvernement espagnol avait donné des ordres afin que tout fût prêt d'avance pour le passage de l'armée d'expédition sur son territoire. Des commissaires furent envoyés dans chacun des gîtes d'étape pour activer l'exécution des dispositions prescrites. Les troupes françaises commencèrent à se mettre en marche le 17 octobre; elles étaient partagées en seize colonnes, qui marchaient à un jour de distance l'une de l'autre.

D'après les ordres reçus à Bayonne, l'armée devait se borner provisoirement à occuper les mêmes positions qu'avaient prises, en 1801, les troupes du général Leclerc, depuis Valladolid jusqu'aux frontières de Portugal; mais, en se rendant de Valladolid à Salamanque pour effectuer ce placement, le général Junot reçut une dépêche du ministre de la guerre, qui lui prescrivait d'entrer en Portugal. Il devait, d'après ses instructions, se rendre d'abord à Alcantara, ville de l'Estramadure espagnole

sur le Tage, s'y réunir à un corps d'armée espagnol commandé par le général don Juan Caraffa, et placé sous ses ordres, et se diriger de là sur Lisbonne par la rive droite du Tage, pendant que le général don Francisco Taranco, à la tête de dix-huit bataillons d'infanterie castillane, pénétrerait, par la Galice, dans la province d'Entre-Duero-et-Minho, et s'emparerait d'Oporto, et que le général don Francisco-Maria Solano, marquis del Socorro, avec huit bataillons également espagnols, entrerait par la province de l'Alentejo, longerait la gauche du Tage, et occuperait Setubal, ainsi que les batteries qui font face à Lisbonne. Le corps d'armée français eut beaucoup à souffrir dans le trajet de Salamanque à Alcantara par San-Muñoz, Ciudad-Rodrigo, Fuente-Guinaldo, et de Moraleja. Le manque de vivres vint se joindre à la difficulté des chemins abîmés par le mauvais temps; et comme les deux tiers des soldats étaient de jeunes conscrits sortant des dépôts de l'intérieur de la France, cette marche désastreuse entraîna la perte d'un grand nombre d'entre eux.

Le général Junot avait précédé ses troupes à Alcantara, avec l'assurance d'y trouver des vivres en abondance, du biscuit, des équipages de mulets, et des munitions de guerre, en cartouches surtout; il fut trompé dans son attente: aucune mesure n'avait été prise pour cet approvisionnement, et, parmi les troupes espagnoles qui devaient se réunir aux siennes, il vit avec douleur plusieurs corps manifester les plus mauvaises dispositions. Un pareil début de campagne n'était pas encourageant; toutefois, le général français chercha à remédier au mal autant qu'il était en son pouvoir de le faire. Les ressources de la ville et de ses environs furent mises à profit pour les vivres; le plomb nécessaire et toute la poudre existant dans le pays furent rassemblés à la hâte; le papier manquait pour la confection des cartouches; on en prit dans les archives des chevaliers d'Alcantara [1].

Des vingt bataillons des corps espagnols aux ordres du général Caraffa, huit reçurent l'ordre de quitter Alcantara et de retourner à leurs anciens cantonnements. Avant de franchir la frontière du Portugal, Junot fit organiser le dépôt général de

[1] Ordre militaire et religieux en Espagne.

1807. Portugal.

son armée dans Alcantara, et ordonna que l'artillerie des 2e et 3e divisions, le parc, les bagages, les détachements et les militaires isolés qui se trouvaient encore en arrière, demeureraient jusqu'à nouvel avis au bourg de Zarza-la-Mayor.

Le général Maurin partit d'Alcantara, le 19 novembre, avec l'avant-garde, et se porta sur Idanha-a-Nova, d'où il se rendit le lendemain à Castello-Branco; ces deux villes appartiennent à la province portugaise de Beira. Les trois divisions d'infanterie française et celle de cavalerie suivirent ce mouvement; mais les troupes espagnoles, à l'exception des bataillons renvoyés d'Alcantara, et de quelques autres qu'on avait attachés à l'avant-garde et à la première division, reçurent l'ordre de flanquer la marche des colonnes françaises.

De nouvelles privations, de nouvelles souffrances attendaient encore l'armée dans le trajet de Castello-Branco à Sobreira. Plusieurs jeunes soldats périrent de fatigues et de misère avant d'arriver à la dernière de ces villes; et si le gouvernement portugais, plus en mesure contre l'agression qui le menaçait, eût fait occuper par un corps de 2 à 3,000 hommes seulement la formidable position de Las-Tailladas, il est vraisemblable que l'armée française, dans la situation où elle se trouvait alors, aurait éprouvé un échec tel, que l'expédition eût été terminée dans cet endroit. Les différentes divisions arrivèrent à Abrantès du 22 novembre au 2 décembre, ainsi que l'artillerie attachée à la première division : ces troupes venaient de faire « la marche la plus pénible et la plus affreuse que jamais une armée s'avançant pour combattre ait osé entreprendre [1]. »

Par l'effet de la vive sollicitude et des démarches actives du général en chef Junot, l'armée trouva à Abrantès, où elle prit quelques jours d'un repos bien nécessaire, des vivres et des chaussures dont elle éprouvait le plus grand besoin.

Cependant, le gouvernement portugais, ouvrant enfin les yeux sur les préparatifs dirigés contre lui, crut pouvoir conjurer l'orage en accélérant les mesures prises envers les Anglais, et dont nous avons parlé plus haut. En même temps qu'un corps

[1] Relation de l'expédition de Portugal en 1807 et 1808, par le lieutenant général Thiébault.

de troupes de ligne se réunissait à Thomar, l'ordre fut donné aux milices de se rassembler, et aux autorités locales de disposer le peuple à combattre les Français par tous les moyens possibles, et de leur fermer le passage des montagnes.

Fort heureusement, ces dispositions ne furent connues des autorités du Beira qu'au moment où l'armée de Junot traversait cette province; et il n'était déjà plus temps de les mettre à exécution.

Dès son arrivée à Abrantès, Junot avait envoyé un de ses aides de camp au général qui commandait les troupes postées à Thomar, avec une lettre, dans laquelle il présentait l'entrée d'une armée franco-espagnole en Portugal comme tellement nécessaire aux plus grands intérêts de ce royaume, que le général portugais se détermina non-seulement à quitter Thomar, mais à se rendre sur les côtes pour les défendre au besoin contre les Anglais eux-mêmes. Ses troupes rétrogradèrent le 25 novembre sur Lisbonne, et, le même jour, le général Caraffa occupa Thomar avec tout le corps espagnol.

Le colonel Grandseigne, premier aide de camp de Junot, placé par ce général à la tête de l'avant-garde, qui se composa alors du 70e régiment et des compagnies d'élite des deux premières divisions, réunies et organisées en quatre bataillons, partit le 26 d'Abrantès pour aller prendre position à Punhete, au confluent du Zezere et du Tage. Le colonel Vincent, commandant l'arme du génie, se rendit également au même endroit, et y rassembla tous les matériaux nécessaires à la construction d'un pont de bateaux sur le Zezere pour le passage de l'armée.

Mais comme la route qui restait à parcourir était encore très-mauvaise, surtout pour l'artillerie, le général Junot ordonna que tout le matériel de cette arme serait embarqué sur le Tage à Abrantès, pour être conduit à Santarem, où elle serait débarquée au besoin, ou pour continuer de là à descendre le fleuve jusqu'à Lisbonne, pendant que tous les chevaux de train, conduits en main, suivraient ce mouvement par terre. La même mesure fut prise pour les malades et pour les cavaliers démontés. On embarqua aussi sur des bateaux légers 400 hommes d'infanterie, chargés de flanquer l'armée, en se tenant

1807. Portugal.

toujours à sa hauteur, afin de s'assurer du Tage, et d'agir, selon les circonstances, sur ses deux rives.

Le nombre des bateaux conduits d'Abrantès à Punhete, pour la construction du pont sur le Zezere, rivière large, profonde, rapide, et dont les crues sont fortes et fréquentes, était insuffisant; comme le général en chef voulait presser sa marche, il fit réunir, dans la nuit du 26 au 27, toutes les embarcations qu'on put trouver dans les environs, afin de faire passer aussitôt son avant-garde. A la pointe du jour, cette troupe fut placée dans les bateaux; mais, bien que le point d'embarquement fût à plus de deux cents toises de l'embouchure du Zezere, il devint impossible de traverser cette rivière, grossie de onze à douze pieds pendant la nuit. A peine les barques étaient-elles détachées du rivage, que le courant, les entraînant avec violence, les porta dans le Tage et leur fit presque toucher la rive opposée. Ce ne fût qu'en descendant ce dernier fleuve, et à une certaine distance de l'embouchure du Zezere, que les bateliers parvinrent à aborder la rive droite.

Le passage des troupes dura une grande partie de la journée et retarda leur marche; de sorte que l'avant-garde ne put coucher ce même jour qu'à Golega, et la première division à Cordiga : le premier de ces villages n'est qu'à deux lieues, et le second à une lieue seulement de Punhete. Les Français trouvèrent la rive droite du Zezere garnie de redoutes et de batteries que les Portugais avaient abandonnées.

Ce même jour, un habitant de Lisbonne, nommé Baretto, eut une conférence avec le général en chef Junot. Il dit à ce dernier que le prince-régent, informé qu'un corps d'armée française se disposait à entrer en Portugal, avait ordonné effectivement que les habitants du haut Beira en défendissent le passage, mais qu'il venait tout récemment de révoquer cette mesure; que tout se préparait pour le départ de la cour de Lisbonne, sans que ce départ fût cependant arrêté officiellement; que le peuple était inquiet, le gouvernement irrésolu; qu'il était difficile de prévoir le résultat d'un pareil ordre de choses; que cependant le motif principal de l'agitation générale était l'incertitude où l'on était sur le but de l'expédition. Junot déclara au sieur Baretto que l'objet de l'entrée des troupes fran-

çaises et espagnoles était dans les vrais intérêts du Portugal; qu'elles venaient fermer les ports du royaume aux Anglais, et même au besoin défendre le pays; il ajouta, relativement au prince-régent, que celui-ci devait connaître le respect qu'il lui portait, et tous les sentiments qu'il professait pour un souverain auprès duquel il avait été ambassadeur; qu'il priait S. A. R. de suspendre son départ, afin qu'il pût lui-même l'éclairer sur le parti le plus propre à concilier ses désirs et ses intérêts. Le sieur Baretto retourna sur-le-champ à Lisbonne, pour rendre compte au prince-régent de ce que venait de lui dire le général en chef français, et essayer d'empêcher le départ de la cour pour le Brésil. L'avant-garde bivouaqua le 28 à Cartaxo. La première division devait, ce même jour, coucher à Santarem; mais la pluie ayant fait déborder les petites rivières qui traversent la route de Cordiga à Santarem, cette troupe fut obligée de marcher sur sa droite pour gagner le pont de Pernès sur l'Alviella, où elle bivouaqua.

1807. Portugal.

Le lendemain 29, en se rendant avec l'avant-garde de Cartaxo à Sacavem, qui n'est qu'à une lieue de Lisbonne, le général Junot reçut plusieurs députations venant de cette dernière ville. La première, composée d'officiers généraux portugais, vint lui apprendre que le numéro du journal officiel, le *Moniteur,* à la date du 13 novembre, avait été apporté à Lisbonne, le 25, par un bâtiment de commerce extraordinairement expédié de Londres à l'ambassadeur, lord Strangford; que l'article de cette feuille, où il était dit *que, par suite du parti pris par le prince-régent, la maison de Bragance avait cessé de régner en Europe* [1], venait de terminer toutes les incertitudes; que le prince, ainsi que sa famille, ses ministres, et presque tout ce qui tenait à la cour, s'était embarqué, le 27, sur la flotte portugaise, et avait mis à la voile le 28 au matin. Les députés ajoutèrent que le prince avait, en partant, nommé un conseil de gouvernement chargé de maintenir l'ordre et la tranquillité dans le royaume; que Lisbonne était dans la stupeur; qu'une flotte

[1] La marche prompte du bâtiment qui apporta à Lisbonne le n° du 13 novembre, en neuf jours de traversée, quelque extraordinaire qu'elle paraisse, n'en est pas moins un fait avéré.

1807. Portugal.

anglaise était à la barre du Tage avec des troupes de débarquement, et qu'elle semblait manœuvrer pour entrer dans le port.

Junot renvoya cette députation dans la capitale, en lui donnant la mission de calmer les esprits; de signifier au gouvernement provisoire qu'il était responsable de la tranquillité publique; d'informer le peuple que, pour la seconde fois, le Portugal allait devoir aux Français son indépendance, et d'annoncer que le lendemain, 30, à la pointe du jour, lui général en chef entrerait dans Lisbonne avec son armée.

La seconde députation était composée de négociants et autres habitants de la capitale, parmi lesquels se trouvait le vice-consul de France, M. Mure; elle ajouta quelques détails aux faits déjà rapportés, et fut de même renvoyée à Lisbonne avec quelques ordres de détails, et une proclamation, qui fut, dans la soirée, traduite, imprimée, publiée et affichée dans la ville.

Le général en chef passa la nuit du 29 à Sacavem, non sans éprouver de grandes inquiétudes. Il n'avait point de nouvelles des troupes qui suivaient l'avant-garde et la première division; de nouvelles inondations le séparaient même de celle-ci; d'un autre côté, les rapports qu'il recevait à chaque instant de la capitale n'étaient pas rassurants. Sans s'arrêter à l'agitation du peuple et à la présence devant le Tage de la flotte anglaise, qu'un bon vent pouvait amener jusqu'à Lisbonne, on devait toutefois considérer que cette ville renfermait 14,000 hommes de troupes réglées et une population de 350,000 âmes, dont on ignorait les dispositions. Des exprès furent envoyés aux généraux commandant les colonnes qui se trouvaient en arrière.

Avant le jour, le général Junot partit de Sacavem avec les quatre bataillons formés des compagnies d'élite, et présentant un effectif de 1,500 hommes; il entra dans Lisbonne, à huit heures du matin, sans escorte de cavalerie française, sans une seule pièce de canon, et presque sans cartouches : les grenadiers et voltigeurs étaient tellement fatigués de leurs marches précédentes, que le son des tambours ne pouvait pas même régler leur pas en s'avançant dans les rues de l'immense cité dont ils prenaient possession. Le général Junot avait rencontré près de Lisbonne un détachement de trente cavaliers portugais, et s'en était fait accompagner comme piquet de garde.

Un détachement de la légion de police de Lisbonne, commandée par un Français émigré, le comte de Novion, attendait le général Junot à l'entrée de la ville, et l'accompagna jusqu'au logement qui lui avait été préparé.

1807. Portugal.

C'est du comte de Novion que le général français reçut l'assurance que la capitale du Portugal était et demeurerait tranquille : un pareil ordre de choses était dû aux efforts de ce colonel. Avec les 1,200 hommes qui composaient la légion, il avait contenu depuis deux jours toute la population ; non-seulement la ville était gardée par des postes, mais les gardes étaient doublées ; des piquets étaient établis sur les points qui pouvaient donner des craintes ; des patrouilles circulaient incessamment : tous les officiers étaient de ronde, et tous les hommes de service [1].

Le général français, pour donner le change sur le petit nombre de troupes qu'il avait avec lui, voulut les montrer dans tous les quartiers de la ville : malgré la pluie qui tombait par torrents, et l'extrême fatigue des soldats, il se rendit avec sa colonne de 1,500 hommes, de la porte de Sacavem, par laquelle il était entré, à la tour de Belem, d'où il revint au logement qui lui était destiné, en passant par les places du Commerce et de Rocio [2].

Le 70e régiment arriva vers trois heures du soir, et fut placé, le premier bataillon à Belem, et le second à Saint-Julien.

Junot consacra la journée du lendemain, 1er décembre, à des dispositions administratives, à prendre des renseignements sur l'état de la marine et sur celui de l'arsenal de terre, à faire fermer le port et les douanes. Des ordres furent donnés pour confectionner des cartouches et pour qu'on mît quelques pièces en état de servir au besoin.

La première division, qui avait couché la veille à Sacavem, entra dans Lisbonne le 2, et le général Delaborde, qui la commandait, fut nommé gouverneur de la ville. Les autres corps

[1] Le général Junot récompensa le zèle du comte de Novion, et les services qu'il rendit ensuite à l'armée, en le faisant nommer général de brigade de l'armée portugaise.

[2] Principales places de Lisbonne.

1807. Portugal.

de l'armée arrivèrent successivement à un ou deux jours d'intervalle, mais dans un misérable état. Les compagnies étaient presque désorganisées, et il restait à peine 300 hommes sous chaque aigle, sans compter tous ceux qui descendaient par le Tage sur les bateaux préparés à cet effet à Abrantès et à Santarem; les paysans amenaient incessamment à Lisbonne des soldats transportés sur des ânes, n'ayant plus ni armes, ni vêtements, ni chaussure, méconnaissables et presque moribonds : plusieurs expirèrent aux portes de Lisbonne, ou en arrivant; enfin, ce qui doit achever de prouver tout ce que cette armée avait souffert, c'est que, trois semaines après l'occupation de la capitale du royaume portugais, l'effectif présent sous les armes des troupes, qui, dans les états de situation du chef d'état-major général, était de 25,000 hommes en partant de Bayonne, se trouvait à peine de 10,000. Toutefois, ce nombre augmenta peu à peu; le repos et les secours que le général en chef s'empressa de faire donner changèrent la situation de l'armée. Le matériel de l'artillerie fut de même refait ou réparé avec une grande promptitude, et en meilleur état qu'avant le départ de France, par les soins et l'extrême activité du général Taviel. Le colonel du génie Vincent, de son côté, ne négligea rien de ce qui pouvait tenir à la défense des places de guerre et des forts; de nouvelles constructions furent projetées, entreprises et faites; les plans de tous les points importants levés, et une carte routière de tout le Portugal confectionnée.

Les deux corps espagnols qui flanquaient l'armée française n'avaient rien éprouvé qui fût comparable aux privations et aux fatigues de cette dernière; le général Solano avait effectué sans obstacle son mouvement sur Setubal, et le général Taranco était parvenu sans trouver de résistance jusqu'à Oporto.

Le général en chef s'occupa ensuite du placement des différentes divisions. La première resta en garnison à Lisbonne et dans ses environs; la deuxième, sous les ordres du général Loison, fut répartie à Mafra, Cintra, Torres-Vedras et Peniche; la troisième remplaça à Setubal les troupes du général Solano, qui reçurent ordre de retourner en Espagne, et releva à Belem, ainsi qu'à Cascaès et au fort Saint-Julien, les batail-

lons de la première division qui s'y trouvaient, et qui vinrent se réunir aux autres dans Lisbonne : un bataillon suisse, à la solde de France, partit pour Elvas, où il devait tenir garnison, et un autre fut envoyé à Almeida pour le même objet. Le général en chef avait fait expédier, par le conseil de gouvernement, l'ordre aux gouverneurs de ces deux places de les remettre entre les mains des commandants français qu'il désigna lui-même. Le général Maurin fut envoyé dans la province des Algarves avec la légion du Midi, commandée par le colonel Maransin, et le 26ᵉ de ligne. Le général Quesnel fut nommé gouverneur de la ville d'Oporto et de la province d'Entre-Duero-e-Minho, avec le commandement sur toutes les troupes espagnoles qui s'y trouvaient; le général Kellermann commanda le pays situé sur la rive gauche du Tage, où l'on cantonna la cavalerie.

Les troupes espagnoles, sous les ordres du général Taranco, continuèrent à occuper la province d'Entre-Duero-e-Minho ; celles que commandait le général Caraffa, à l'exception d'un régiment de grenadiers, de l'artillerie légère et des sapeurs de la même nation, qui restèrent à Lisbonne, furent réparties à Cascaès, Mafra, Peniche, Santarem, Setubal, Alcacer-do-Sal, Sinès, etc. Nous avons dit que le corps du général Solano était retourné en Espagne.

Quant à l'armée portugaise, rassemblée en partie à Lisbonne à l'arrivée des Français, elle eut ordre de quitter successivement cette ville, et fut disséminée. Junot prescrivit au conseil de gouvernement d'annoncer qu'on accorderait un tiers de congés, et comme ce nombre fut dépassé de beaucoup, les régiments s'affaiblirent au point qu'on put en amalgamer et en supprimer un grand nombre. On forma, avec la presque totalité de ce qui fut conservé, le corps qui se rendit ensuite en France sous les ordres du général portugais marquis d'Alorna : ce qui resta put être surveillé et contenu.

Le général Junot porta ensuite ses regards sur la marine. Cinq vaisseaux condamnés, cinq frégates hors de service, quelques corvettes et autres petits bâtiments de guerre, avaient été laissés par le prince-régent dans le port de Lisbonne : tout fut mis en usage pour réparer ces bâtiments. Le capitaine de vais-

1807. Portugal.

seau français Magendie, envoyé par le ministre de la marine Decrès pour commander celle de Portugal, et l'ordonnateur de la marine Badeight-Laborde, mirent dans cette opération autant de zèle que de talents; on vit successivement deux vaisseaux de haut bord, le *Vasco de Gama* et la *Maria prima*, trois frégates, sept bâtiments légers, remis à neuf, armés, équipés et approvisionnés, mouiller à l'entrée du port, et concourir à sa défense, pendant que l'on continuait les travaux pour que le reste de la flotte pût entrer successivement en rade.

L'armée française avait trouvé, à son arrivée à Lisbonne, huit vaisseaux russes et une frégate, commandés par l'amiral Siniavin. Cette escadre, qui, par l'alliance de la France et de la Russie, et la guerre de cette dernière puissance avec l'Angleterre, devait être pour le général en chef Junot une nouvelle garantie de la sûreté du port, lui donna par la suite, ainsi que nous le rapporterons, plus de crainte que de sécurité.

Le Portugal se trouvait entièrement occupé, et rien n'arrêtait plus la mise à exécution des dispositions renfermées dans le traité de Fontainebleau. Le 15 décembre, le général Junot fit arborer le drapeau français sur les forts, les châteaux, les principales batteries et la flotte, à la place du drapeau portugais. Cet événement, auquel le peuple de Lisbonne était encore loin de s'attendre, causa une sensation d'autant plus vive, qu'un préjugé populaire fait regarder le drapeau portugais comme un don du Fils de Dieu, du Rédempteur des hommes.

Le général en chef avait ordonné, pour ce jour même, une grande parade de toutes les troupes qu'on put rassembler à Lisbonne; mais cet appareil ne fit aucune sensation sur les esprits de la multitude : de nombreux attroupements se formèrent; les places, les quais, les rues se remplirent de monde, au point d'en être encombrés ; les clameurs devinrent plus vives après que les troupes eurent défilé; la rumeur fut générale, et les prêtres y prirent une part active : les églises furent assiégées par une foule de suppliants. Bientôt le bruit fut répandu que le fameux roi don Sébastien, mort depuis cinq cents ans à la bataille d'Alcala, en Afrique, et toujours attendu, comme le Messie, par les Portugais, allait enfin reparaître pour exterminer les Français ; le peuple se porta aux points les plus élevés de la ville,

pour le voir arriver de plus loin; des fanatiques assurèrent qu'ils venaient de voir la statue équestre du roi Joseph Ier, qui est sur la place du Commerce, se mettre en mouvement, et tourner deux fois sur elle-même : enfin, rien de ce qui pouvait exaspérer un peuple crédule et superstitieux ne fut négligé par les agents secrets de l'ancien gouvernement et ceux des Anglais; mais les dispositions étaient prises pour arrêter les effets de ce mouvement insurrectionnel; la populace fut dispersée, et le général en chef voulut même que les spectacles eussent lieu comme de coutume. Il fit plus : il avait réuni chez lui toutes les autorités portugaises, et ne permit à personne de quitter la table jusqu'au moment où il se rendit lui-même à l'Opéra avec tous ses convives.

La nuit fut assez tranquille; mais le désordre recommença le lendemain à midi sur la place du Rocio, où deux Français furent massacrés. Les coupables furent arrêtés presque immédiatement; le calme se rétablit, et ne fut plus troublé depuis cet événement.

Le colonel d'artillerie Foy fut chargé, par le général en chef, de l'inspection générale des forts et des places de guerre du royaume. Il apporta dans cette mission le zèle et la capacité dont il avait déjà donné des preuves en d'autres occasions.

A la fin de décembre, le corps d'armée français prit, en vertu d'un décret de l'empereur, la dénomination d'armée de Portugal.

Une nouvelle campagne, plus féconde en événements militaires, va s'ouvrir pour cette armée : on verra, au chapitre II du livre suivant, quelle en fut l'issue.

CHAPITRE V.

Relation des principaux événements maritimes arrivés pendant les années 1806 et 1807. Opérations des diverses escadres et divisions de forces navales françaises commandées par les amiraux Leissègues, Linois et Willaumez, et les chefs de division Allemand et Lhermitte; combat glorieux de la frégate la *Canonnière* contre le vaisseau de ligne anglais le *Tremendous*, etc., etc.

Les événements que nous allons raconter sont loin d'avoir la même importance que ceux qui marquèrent l'année 1805. Le grand désastre de Trafalgar et le renouvellement de la guerre sur le continent réduisirent, l'année suivante, la marine française à un rôle moins éclatant de toutes les manières. En 1806, il n'était plus question de conquérir l'Irlande, d'envahir l'Angleterre elle-même, et d'aller planter sur les murs de Londres les aigles encore vierges que le nouvel empereur avait substituées aux vieux drapeaux vainqueurs à Jemmapes, Fleurus, Arcole et Marengo. Le ravitaillement des colonies françaises et la destruction du commerce britannique sur les différentes mers du globe furent les tâches, plus utiles que brillantes, prescrites par le gouvernement aux commandants des forces navales dont la France pouvait encore disposer. Les missions confiées à ces différents chefs ne furent point remplies avec un bonheur égal, et de nouveaux revers vinrent accabler une marine qui, depuis 1793, n'avait pas cessé d'en éprouver.

Océan atlan. La première escadre dont nous avons à parler est celle du chef de division Allemand. Peu de temps après que cet officier supérieur eut remplacé l'amiral Missiessy dans le commandement de l'escadre de Rochefort, il sortit de ce port, et fut s'établir en croisière sur un point où il devait être rallié par la flotte combinée aux ordres des amiraux Villeneuve et Gravina. Cette jonction n'ayant pas été effectuée, le commandant Alle-

mand résolut de tenir la mer tant qu'il aurait de l'eau et des vivres, et de ne relâcher dans un port de France que lorsque ses provisions seraient sur le point d'être épuisées. On doit présumer que ses instructions étaient peu étendues, et que, sans ordre précis, il ne voulut point tenter quelque expédition sur les possessions anglaises des Antilles ou de l'Amérique septentrionale, vers lesquelles il lui était si facile de se porter. Cependant, comme nous verrons bientôt le ministre de la marine faire sortir des escadres de cinq et six vaisseaux de ligne pour croiser contre le commerce anglais, nous ne saurions affirmer que ce ministre n'avait pas donné à l'escadre de Rochefort une semblable mission. Quoi qu'il en soit, le commandant Allemand, avec cinq vaisseaux de ligne, dont un à trois ponts, borna ses entreprises à ce qu'une division de frégates eût pu tenter avec quelque espoir de succès. Il choisit le point de croisière qui lui parut le plus propre pour intercepter les convois marchands qui retournaient en Angleterre avec les produits des différentes possessions de la Grande-Bretagne. Le commandant Allemand se montra habile ou heureux dans ce choix. En effet, il fit beaucoup de prises richement chargées, et s'empara même d'un vaisseau de guerre, le *Calcutta*, de 56 canons, tandis qu'il parvint à se dérober aux diverses escadres ennemies envoyées à sa recherche. Les Anglais, frustrés dans leurs tentatives pour le trouver, donnèrent à son escadre le nom d'*escadre invisible*. Après avoir passé près de six mois à la mer, le commandant Allemand ramena dans le port de Rochefort son escadre, augmentée d'un vaisseau, et mit à terre un millier de prisonniers. Cet officier supérieur reçut peu de jours après le brevet de contre-amiral.

Océan atlan.

La flotte de Brest, armée et disposée à prendre la mer depuis environ deux ans, fut enfin appelée à jouer un rôle. Des vingt-deux vaisseaux qui, avons-nous dit ailleurs [1], la composaient au mois d'août 1805, on en destina onze à sortir, et on y joignit quatre frégates et une corvette. Ces forces furent partagées en deux escadres : le commandement de la première fut donné au contre-amiral Leissègues, et la seconde fut placée

Mer des Antilles.

[1] Voyez tome VIII, page 374.

Mer des Antilles.

sous les ordres du contre-amiral Willaumez. Cependant, pour induire l'ennemi en erreur sur la destination de ces deux escadres, la séparation ne devait être exécutée qu'à la mer, et, jusqu'à la sortie, les onze vaisseaux ne parurent former qu'une seule et même escadre, commandée en chef par le premier de ces amiraux, et ayant l'autre pour commandant en second. Cette sortie eut lieu le 13 décembre, à la suite de quelques coups de vent qui avaient éloigné les croiseurs anglais. Les deux escadres naviguèrent de conserve pendant deux jours, au bout desquels chacune fit route pour sa destination. Nous allons suivre d'abord celle du contre-amiral Leissègues [1].

Après dix ou douze jours de navigation, cet amiral se trouva réduit à trois vaisseaux de ligne, le *Brave* et l'*Alexandre* s'étant séparés de l'escadre dans une nuit sombre et orageuse. Le coup de vent qui avait causé cette séparation devint de plus en plus violent pendant la journée du lendemain; la nuit suivante, il se déclara une tempête affreuse, et la plupart des bâtiments de l'escadre éprouvèrent de très-fortes avaries. Quelques-unes de ces avaries même étaient de nature à ne pouvoir être réparées à la mer, et à exiger que l'on continuât la traversée en naviguant avec les plus grandes précautions. Cet événement fâcheux n'a rien qui doive surprendre, quand on songe aux circonstances où les ordres ministériels avaient placé l'escadre de l'amiral Leissègues. Sa sortie vers le milieu de décembre ne pouvait manquer de l'exposer à recevoir quelques coups de vent avant d'avoir atteint les parages où règnent les vents alisés; mais, comme si cela n'eût pas suffi, les instructions données à cet officier général conspirèrent encore avec la saison, et rendirent inévitables les dangers auxquels celles-ci l'exposaient. Dans la vue de lui faire esquiver la rencontre des escadres ennemies, on avait prescrit à l'amiral Leissègues de diriger la sienne vers les Antilles, en passant au nord-ouest

[1] Cette escadre était composée des bâtiments suivants : l'*Impérial*, de 130, capitaine Bigot, portant le pavillon du contre-amiral Leissègues; le *Diomède*, de 74, capitaine Henri; l'*Alexandre*, de 74, capitaine Garreau; le *Brave*, de 74, capitaine Coudé; le *Jupiter*, de 74, capitaine Laignel; la *Comète*, de 40, capitaine N.; la *Félicité*, de 40, capitaine N.; et la *Diligente*, de 20, capitaine Cocault.

des Açores. L'ineptie d'un pareil ordre est remarquable. Rien de plus certain, il est vrai, que d'éviter les escadres britanniques en suivant cette route; car les Anglais sont trop habiles marins pour maintenir une croisière au N.-O. des Açores pendant l'hiver; mais si l'on n'y devait pas trouver l'ennemi, on devait y trouver les tempêtes, et c'est ce qui arriva. Au contraire, en se dirigeant entre les Açores et Madère, les risques étaient moins grands : rencontrer une escadre anglaise dans ces parages était une chance et non pas une certitude, comme l'événement l'a prouvé, et cette route, amenant l'escadre en peu de jours dans la région des vents alisés, la faisait arriver à sa destination plus promptement et sans avarie. Nous avons cru devoir entrer dans ces détails parce que l'ordre donné à l'amiral Leissègues de passer au N.-O. des Açores fut la cause première des événements malheureux arrivés plus tard à son escadre. Après avoir lutté en vain contre la tempête, le contre-amiral Leissègues se vit forcé de renoncer à suivre les instructions qu'il avait reçues; il prit sa route sous le vent des Açores, et, malgré les avaries de ses vaisseaux, il arriva, le 22 janvier 1806, devant Santo-Domingo, sans avoir rencontré d'escadre ennemie.

Mer des Antilles.

La première opération de l'amiral Leissègues fut de débarquer les troupes et les munitions dont il était chargé pour le général Ferrand; il dut songer ensuite à réparer les avaries de ses vaisseaux. Il pouvait gagner facilement le port de la Havane, où il eût trouvé toutes les ressources pour ces réparations; mais il craignit de s'y trouver bloqué par les vaisseaux de la station anglaise de la Jamaïque, et de ne pouvoir se porter assez tôt vers les îles du Vent, qu'il avait le projet de ravager. Il savait qu'aucune force navale ennemie ne se trouvait alors dans ces parages, et il voulait y devancer celle qui ne pouvait tarder à arriver d'Angleterre. En conséquence, il se détermina à réparer ses vaisseaux sur la rade même de Santo-Domingo. Cette détermination, dont il appartient aux marins de juger le degré de sagesse, fut la seconde cause des malheurs de l'escadre de l'amiral Leissègues.

Les réparations commencèrent; mais, soit par la nature des avaries, soit par le défaut d'activité de quelques personnes

Mer des Antilles.

de l'escadre, elles traînèrent en longueur [1], et, le 5 février, elles n'étaient pas complétement terminées; cependant, suivant le rapport de l'amiral, elles tiraient à leur fin, et il donna l'ordre à tous les bâtiments de son escadre de se tenir prêts à appareiller.

Le lendemain, à six heures du matin, la corvette la *Diligente*, qui avait été placée en découverte près de l'île de Savana, fut aperçue se dirigeant vers l'escadre en tirant des coups de canon par intervalles, signal convenu pour annoncer l'approche de l'ennemi. L'amiral fit aussitôt le signal de branle-bas de combat, et celui d'appareiller en filant les câbles par le bout. Cette manœuvre lui parut exécutée trop lentement, et il ordonna de couper les câbles; cependant les vaisseaux n'appareillèrent que successivement, et il était sept heures avant que toute l'escadre fût sous voiles. Bientôt on aperçut l'escadre ennemie, forte de onze bâtiments de guerre, dont sept vaisseaux de ligne, parmi lesquels on remarquait trois pavillons de commandement [2].

A neuf heures, le combat s'engagea; l'escadre française se trouvait alors à environ trois lieues dans l'O.-S.-O. de Santo-Domingo. La supériorité numérique des vaisseaux anglais leur donnait un grand avantage sur ceux du contre-amiral Leissègues, ils en profitèrent. Après quelques manœuvres, que nous ne pouvons détailler, et où l'amiral français échoua dans le dessein qu'il avait de mettre la tête de la ligne ennemie entre deux feux et de l'écraser avant qu'elle pût être secourue, quatre vaisseaux de l'escadre anglaise s'attachèrent à combattre chacun un des quatre vaisseaux de 74 français, et les trois autres vinrent unir leurs efforts contre l'*Impérial*. Ce vaisseau,

[1] On trouve dans l'*Annual Register*, 1806, page 229, le passage suivant: « L'amiral français lambina, pendant plus d'une quinzaine, dans la baie d'Ocoa, où il s'occupa à faire de l'eau et à réparer les avaries qu'avaient éprouvées ses vaisseaux dans la traversée. »

Pour juger si le reproche adressé ici à l'amiral Leissègues est fondé, il faudrait connaître, d'une manière précise et détaillée, quelles étaient les avaries de ses vaisseaux. Au reste, le passage que nous venons de citer renferme une erreur qui peut le rendre suspect sous d'autres rapports. L'escadre dont il est question ne choisit pas pour mouillage la baie d'Ocoa, mais, ainsi que nous l'avons dit, la rade même de Santo-Domingo.

[2] Ceux des amiraux Duckworth, Cochrane et Louis.

le plus fort et le plus beau qui eût jamais été construit dans aucun pays du monde [1], soutint vigoureusement cette triple attaque ; mais, par le peu de solidité de sa muraille, que les boulets traversaient même dans la batterie basse, il se trouva privé du principal avantage que devait avoir un pareil vaisseau sur les petits vaisseaux anglais, et en peu de temps il eut une partie de son équipage hors de combat, et quantité de canons démontés.

Mer des Antilles.

Tandis que, au lieu d'écraser et de couler à fond les vaisseaux qui l'entouraient, l'*Impérial* éprouvait des pertes rapides, dans les autres parties de la ligne la fortune se montrait encore moins favorable aux Français ; le *Brave* et le *Jupiter* succombèrent les premiers après une résistance peu prolongée [2]. Le malheur qu'eurent, dès les premières volées, le capitaine Coudé et plusieurs officiers du premier de ces vaisseaux, d'être mis hors de combat, hâta sans doute sa prise ; les causes de la prompte reddition du *Jupiter* ne sont pas aussi bien connues, et nous ne nous trouvons pas à même de les indiquer. L'*Alexandre* tint longtemps ferme à son poste en avant de l'*Impérial ;* mais enfin, étant démâté de tous ses mâts, il tomba sous le vent de la ligne, et, aucune frégate ne se trouvant là pour lui donner la remorque [3], il devint la proie de l'ennemi. Le capitaine du *Diomède*, matelot d'arrière de l'amiral, s'acquit le plus grand honneur par la manière dont il défendit son vaisseau, contre lequel vinrent se réunir plusieurs vaisseaux ennemis, après que le *Brave*, le *Jupiter* et l'*Alexandre* eurent amené.

[1] Ce vaisseau, qui portait 130 bouches à feu, s'appelait primitivement le *Vengeur*, et avait été construit pour remplacer le vaisseau de ce nom qui périt si glorieusement au combat du 13 prairial an III (1[er] juin 1794).

[2] Dans son rapport au ministre, l'amiral Leissègues paraissait s'étonner que ces deux vaisseaux eussent amené pavillon, ayant encore tous leurs mâts hauts.

[3] Les deux frégates et la corvette parvinrent à s'éloigner du champ de bataille, pendant que les vaisseaux des deux escadres étaient aux prises. Il ne paraît pas qu'elles en eussent reçu l'ordre de l'amiral Leissègues ; car cet officier général, dans son rapport, s'exprime ainsi : « Les corvettes *la Félicité* et *la Diligente* n'étaient point en vue alors (à la fin de l'action), et j'ignore quelle route elles ont faite. »

Mer des Antilles.

Dès dix heures et demie, la batterie de 18 de l'*Impérial* se trouva entièrement désemparée; un heure après, celle de 24 le fut également. Réduit à sa batterie de 36, ce vaisseau répondit encore vigoureusement au feu des vaisseaux ennemis qui l'entouraient alors au nombre de quatre. A onze heures et demie, le grand mât et le mât d'artimon de l'*Impérial* tombèrent; par là il perdit le moyen de manœuvrer pour présenter successivement le travers aux vaisseaux ennemis qui le combattaient, et ceux-ci purent prendre et conserver les positions les plus avantageuses pour le réduire.

Déjà 500 hommes de l'équipage de l'*Impérial* étaient hors de combat, le capitaine commandant et le capitaine en second, ainsi que cinq officiers, grièvement blessés; les deux adjudants de l'amiral avaient été tués à ses côtés, et il ne restait plus auprès de lui qu'un seul enseigne. Dans une aussi terrible situation, cet officier général continuait à se promener tranquillement sur le gaillard d'arrière de l'*Impérial*, encourageant l'équipage à se défendre jusqu'à la dernière extrémité. La perte de trois de ses vaisseaux, l'état déplorable de celui qu'il montait, rien n'avait ébranlé son courage. Résolu de couler à fond plutôt que d'amener son pavillon, il faisait faire le feu le plus vif de toutes les pièces que les boulets de l'ennemi n'avaient point démontées. Cependant l'humanité lui ordonnait d'épargner les restes du brave équipage qui combattait si vaillamment sous ses yeux, et il se décida à une manœuvre qui lui parut pouvoir atteindre ce but, et empêcher son vaisseau de tomber au pouvoir de l'ennemi : il ordonna de diriger l'*Impérial* vers la côte et de l'y embosser; mais tous les câbles avaient été coupés par les boulets de l'ennemi, il ne restait plus d'autre ressource que d'échouer le vaisseau; l'amiral en donna l'ordre, et, à midi un quart, l'*Impérial* prit terre, présentant le travers au large. Le *Diomède* imita la manœuvre de l'amiral, et vint s'échouer à une encablure (cent toises) en arrière de l'*Impérial*. Les vaisseaux de l'escadre anglaise, craignant de se perdre en poursuivant ces deux vaisseaux, les abandonnèrent et s'éloignèrent de la côte, emmenant avec eux le *Brave*, le *Jupiter* et l'*Alexandre*.

La côte sur laquelle l'*Impérial* et le *Diomède* s'échouèrent

était hérissée de roches ; ces deux vaisseaux furent promptement défoncés. Tout espoir de les sauver étant perdu par là, il ne restait d'autre parti à prendre que de les brûler aussitôt qu'on aurait pu les évacuer. L'état de la côte, le mauvais temps et les précautions que nécessitait le transport des blessés qu'on débarqua les premiers, retardèrent cette évacuation. Le 9 février, trois jours après le combat, elle n'était pas encore achevée, et cette circonstance priva l'amiral Leissègues du triste avantage de brûler lui-même ses deux vaisseaux. Dans la soirée, plusieurs vaisseaux ennemis s'approchèrent de la côte, et tirèrent quelques bordées sur l'*Impérial* et sur le *Diomède;* ils mirent ensuite leurs canots à la mer. Ces embarcations abordèrent les deux vaisseaux français et les incendièrent sous les yeux mêmes de l'amiral Leissègues, après avoir fait prisonniers l'état-major et une centaine d'hommes de l'équipage du *Diomède*, qui se trouvaient encore à bord de ce vaisseau.

Le combat de Santo-Domingo formera une triste époque dans les annales maritimes de la France. Cette malheureuse affaire présente le second exemple, pendant la guerre de la révolution, d'une escadre française prise ou détruite en totalité par l'ennemi. Il serait superflu de rechercher quelles fautes furent commises du côté des Français dans le combat (si toutefois il était inévitable [1]). Ces fautes n'ont pu qu'en aggraver le funeste résultat, sans changer le sort de la journée : les Anglais étaient les plus habiles et les plus nombreux ; malgré toute la bravoure française, la victoire devait leur rester [2].

[1] Quelques officiers de l'escadre de l'amiral Leissègues pensent qu'il lui était possible d'éviter d'en venir aux mains : « Si, en appareillant (disent-ils), l'escadre eût pris la bordée contraire à celle qu'on lui a fait courir, il n'y aurait point eu de combat. » C'est ce que nous ne sommes pas à même de décider, faute de documents suffisamment détaillés.

[2] L'amiral Leissègues n'était pas de cet avis, si l'on en juge par le passage suivant de son rapport au ministre de la marine : « Je me décidai à tenter de couper la ligne ennemie entre le premier et le second vaisseau de la tête, et je fis signal à l'*Alexandre*, qui se trouvait de l'avant à moi, d'arriver, et à l'escadre d'imiter ma manœuvre. S. E. se convaincra facilement que cette manœuvre, tendant à mettre la tête de la ligne ennemie entre deux feux, devait m'assurer la victoire, si elle eût été exécutée par toute l'escadre. » Nous ne pouvons juger jusqu'à quel point ce projet au-

Océan ind. Nous avons, autant que possible, placé le récit de chaque expédition maritime à l'époque où elle s'est terminée. Cette marche nous oblige à ranger parmi les événements militaires de l'année 1806 les opérations de l'amiral Linois dans les mers de l'Inde. Nous avons dit ailleurs [1] que la mission de cet amiral avait pour objet principal le transport des troupes destinées à la reprise de possession de Pondichéry et des autres comptoirs français rétrocédés par le traité d'Amiens, et nous avons fait remarquer la lenteur inexplicable qu'apporta le ministre Decrès à réclamer l'exécution d'un des articles les plus importants du traité de paix conclu avec l'Angleterre : ce que nous allons raconter montrera les conséquences fâcheuses d'une semblable conduite.

L'escadre du contre-amiral Linois, à laquelle, vu sa faiblesse, nous pourrions refuser ce nom, fut formée du vaisseau le *Marengo*, de 74 canons; des trois frégates la *Belle-Poule*, de 40; l'*Atalante*, de 40; la *Sémillante*, de 36, et des deux transports la *Côte-d'Or* et la *Marie-Françoise*. Les passagers, tant militaires que civils, embarqués sur ces six bâtiments, étaient au nombre de 1,347. Le général de division Decaen, investi par le premier consul du titre de capitaine général des établissements français dans l'Inde, s'embarqua sur le *Marengo* : l'administrateur Léger, nommé préfet colonial, prit passage sur la *Belle-Poule*.

L'amiral Linois mit à la voile de la rade de Brest le 6 mars 1803 : le 11 juillet, il mouilla devant Pondichéry; il trouva à ce mouillage la frégate la *Belle-Poule*, qui l'y avait devancé

dacieux était praticable. Au reste, la manœuvre que se proposait l'amiral Leissègues est une de celles qui ont souvent procuré la victoire aux Anglais sur des escadres plus nombreuses que les leurs. Il se serait immortalisé s'il eût réussi dans ce genre d'attaque, dont l'avantage paraît avoir été trop méconnu des amiraux qui ont commandé les flottes et escadres françaises pendant la guerre de la révolution. Combien donc il dut regretter que ses ordres n'aient pas été ponctuellement exécutés ! Quelle gloire il eût acquise, quelles récompenses il eût obtenues à son retour en France, s'il fût parvenu à battre sept vaisseaux ennemis avec cinq vaisseaux français seulement ! Toute la question gît dans la possibilité et l'opportunité de la manœuvre qu'il voulait faire.

[1] Tome VIII, page 258.

de vingt-six jours, quoiqu'elle eût relâché à Madagascar. Cette frégate avait eu une traversée des plus extraordinaires, ayant fait plus de quatre mille lieues en moins de cent jours. A son grand étonnement, l'amiral Linois vit le pavillon britannique flotter encore sur les murs de Pondichéry : en vain le préfet colonial Léger avait réclamé la remise des établissements français; les Anglais, certains qu'une nouvelle rupture ne tarderait pas à éclater entre la France et l'Angleterre, avaient refusé, sous des prétextes frivoles, d'accéder à cette demande. Une correspondance s'était établie à ce sujet entre le préfet colonial et les commandants des différents comptoirs réclamés; ceux-ci en avaient référé au gouverneur général de l'Inde, dont la résidence était à Calcutta, mais qui s'en trouvait absent, à dessein peut-être : plus de trois semaines s'étaient écoulées de la sorte.

Une escadre anglaise, forte de cinq vaisseaux de ligne, trois frégates et deux corvettes, occupait un mouillage peu distant de Pondichéry lorsque l'escadre française arriva devant cette ville. Cette circonstance engagea l'amiral Linois à se tenir sur ses gardes, et il maintint ses bâtiments en branle-bas de combat. Le lendemain l'escadre fut ralliée par le brick le *Bélier*, parti de Brest dix jours après elle. Ce bâtiment apportait des dépêches au capitaine général [1], et l'ordre à l'amiral de se ren-

[1] Parmi ces dépêches se trouvait une lettre du ministre de la marine, que le général Decaen devait remettre au général Magallon, alors gouverneur général des îles de France et de la Réunion. Cette lettre, datée du 20 ventôse an XI (six jours après le départ de l'expédition), commençait ainsi : « Le gouvernement, citoyen général, avait nommé le général Decaen à la capitainerie générale des établissements français dans l'Inde; mais la situation politique de l'Europe ayant changé (*depuis six jours !*), le premier consul a décidé que, aussitôt que cette lettre vous sera remise par le général Decaen, vous aurez à le faire reconnaître pour capitaine général des îles de France et de la Réunion. »

Tout le monde sait que les différends qui amenèrent la rupture du traité d'Amiens existaient avant le mois de mars 1803, et l'on ne devine pas à quel changement dans la situation politique de l'Europe l'amiral Decrès faisait allusion dans sa dépêche; on ne sait pas davantage d'où provient le retard d'un année que ce ministre mit à envoyer une expédition pour reprendre possession des établissements français dans l'Inde. Son long ministère présente bien d'autres énigmes.

Océan ind. dre sur-le-champ avec son escadre à l'île de France pour y attendre de nouvelles instructions. Linois résolut de tromper la surveillance de l'amiral anglais, auquel il soupçonnait le dessein, sinon de l'arrêter, au moins de suivre ses mouvements. En conséquence, il appareilla au milieu de la nuit, et fit voile pour l'île de France, où il mouilla le 16 août.

Le départ subit de l'escadre et d'autres considérations peut-être n'avaient pas permis au capitaine général Decaen de rappeler quelques troupes et un certain nombre d'employés civils qui attendaient à terre l'issue des démarches faites pour obtenir la remise de Pondichéry. Lorsque la nouvelle de la déclaration de guerre fut parvenue dans l'Inde, les Anglais ne rougirent point de tourner leurs armes contre cette poignée de Français demeurés parmi eux sur la foi des traités. Ceux-ci n'étaient guère que 200, dont 150 soldats de la 109e demi-brigade; le reste, composé d'officiers de Cipayes et d'employés civils. Un régiment d'infanterie anglaise, fort de 6 à 700 hommes, soutenu par quatre pièces de canon, fut mis en bataille devant leur caserne. Ces dispositions prises, on les somma de se rendre à discrétion. Outrés de cette perfidie, les Français prennent la résolution de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. L'adjudant commandant Binot, leur chef, est animé des mêmes sentiments; mais, en répondant à la sommation du colonel anglais avec l'énergie convenable, il demande que toute hostilité soit suspendue jusqu'au retour d'un officier qu'il enverra à Madras. Le colonel anglais consent au départ de l'officier; mais il exige que, sans attendre la réponse du gouverneur de Madras, les Français mettent bas les armes. Cependant, après un refus non moins énergique que le premier, de la part du commandant français, on convint d'attendre les ordres de Madras, et les troupes anglaises furent camper hors de la ville. Quatre jours après, la réponse arriva de Madras : le gouverneur maintenait son premier ordre. En conséquence, les troupes anglaises vinrent de nouveau investir la caserne des Français, et, comme si ce n'était pas assez d'un nombre de soldats plus que triple du leur, un vaisseau de 54 canons mit son équipage à terre. Dans cette position, la résistance était inutile, et le commandant Binot, persistant à ne pas vouloir se rendre à discrétion, se décida à capituler. Sa fermeté

lui valut d'être renvoyé en France ainsi que tous ses compagnons d'armes, sur leur parole de ne pas servir contre l'Angleterre pendant un an et un jour.

La guerre une fois commencée, l'escadre de l'amiral Linois fut destinée à croiser contre le commerce britannique dans les mers de l'Inde, et l'on avait lieu d'en attendre de plus heureux résultats que de celle que Sercey avait naguère commandée dans ces mêmes parages. Linois fit sa première sortie de l'île de France le 8 octobre 1803, avec le *Marengo*, la *Belle-Poule*, la *Sémillante* et la corvette le *Berceau*, commandée par le lieutenant de vaisseau Halgan[1]. Ces bâtiments portaient des troupes destinées à renforcer les garnisons de l'île de la Réunion et de Batavia. Chemin faisant, l'amiral Linois captura divers bâtiments richement chargés, un entre autres de quatorze à quinze cents tonneaux, percé pour monter soixante bouches à feu, et dont la cargaison valait plusieurs millions. Il fit ensuite son atterrage sur l'île de Sumatra, et, avant de donner dans le détroit de la Sonde, il résolut de visiter la rade de Bencoolen. Un pilote de ce port fut envoyé à bord du *Marengo*, que l'on prenait pour un vaisseau anglais : Linois s'en servit pour faire prendre à ses bâtiments un mouillage hors de portée de canon d'un fort qui battait sur la rade. Plusieurs bâtiments avaient été aperçus la veille devant Bencoolen ; mais, à la vue de l'escadre française, ils avaient pris le parti de se réfugier à Sellabar, petit port situé à deux lieues plus au sud. L'amiral expédia la *Sémillante* et le *Berceau* à Sellabar pour capturer ou pour détruire tous les bâtiments anglais qu'ils y trouveraient : les capitaines Motard et Halgan remplirent leur mission d'une manière digne d'éloges. Six navires furent brûlés par les Anglais eux-mêmes ; les Français en brûlèrent deux autres, ainsi que trois magasins de la compagnie des Indes, remplis de poivre, de riz et d'opium, et amarinèrent un grand trois-mâts et deux bricks richement chargés. Dans cette petite expédition, qui causa aux Anglais une perte évaluée à dix ou douze millions, les propriétés particulières furent scrupuleusement respectées par les Français, qui se bornèrent à détruire celles

[1] Depuis contre-amiral, directeur du personnel au ministère de la marine.

Océan ind. de la compagnie des Indes ; les habitants de Bencoolen n'eurent pas plus à se plaindre que ceux de Sellabar. Dans son rapport au ministre de la marine, Linois disait à ce sujet : « Je pouvais brûler la ville de Bencoolen ; mais nous ne faisons pas la guerre aux Indiens. Je n'ai pas voulu imiter la conduite de nos ennemis, en mettant mon étude à ruiner, sans cause, des particuliers. »

Le 1er décembre, l'escadre arriva à Batavia, débarqua les troupes destinées pour cette colonie, et y séjourna près d'un mois. Ce séjour devint funeste à la santé des équipages français, et lorsque l'escadre, renforcée du brick hollandais l'*Aventurier*, eut repris la mer, la maladie de Batavia se déclara à bord de tous les bâtiments. Cependant l'escadre continua de se diriger vers le point de croisière convenu ; elle passa le détroit de Gaspard et parvint, vers la fin de janvier 1804, à vue et au vent de l'île de Pulo-Aor à l'entrée des mers de Chine. Le dessein de Linois était d'attaquer, à sa sortie de Canton, le convoi qui part annuellement de la Chine pour l'Angleterre.

Tous les renseignements qu'obtint cet amiral, par les bâtiments neutres qu'il eut occasion de visiter depuis son arrivée dans ces parages, lui apprirent que près de vingt vaisseaux de la compagnie des Indes et plusieurs *country-ships*[1] s'armaient de toute l'artillerie qu'ils pouvaient se procurer, et se disposaient à partir bientôt tous ensemble. Linois assure dans son rapport qu'un brick de guerre était arrivé récemment à Canton, et y avait annoncé une escorte de deux vaisseaux et de deux frégates. Si le fait est vrai, c'était certainement une ruse de la part des Anglais ; car, si cette escorte eût été réellement attendue à Canton, le convoi n'en fût pas parti sans elle : Linois, comme on va le voir, fut dupe de cet artifice.

Le 14 février au matin, le *Marengo* était mouillé près de Pulo-Aor avec le *Berceau* et l'*Aventurier* ; la *Belle-Poule* et la *Sémillante*, ayant passé la nuit à la voile, se trouvaient sous le vent, où elles avaient été entraînées par la force des

[1] Mot à mot, *vaisseaux du pays*. Ce sont de grands navires construits dans l'Inde, et destinés au commerce de ce pays avec la Chine.

courants. Les vigies annoncèrent des voiles au nombre de plus de vingt. Persuadé que c'était le convoi qu'il attendait, Linois leva l'ancre et laissa arriver pour rallier ses frégates; le ralliement opéré, il fit tenir le vent à son escadre, et la rangea en ordre de bataille. Cinq bâtiments de la flotte ennemie s'en détachèrent pour venir reconnaître l'escadre française; ces bâtiments se remirent ensuite à tenir le vent, et se formèrent en ligne. A cinq heures et demie du soir, Linois signala à son escadre que, son intention étant d'éviter un combat de nuit, il attendrait le point du jour pour attaquer l'ennemi; il manœuvra cependant pour tâcher de gagner le vent au convoi. Le lendemain, on compta vingt-sept voiles dans la flotte ennemie. Suivant l'amiral Linois, cette flotte ne devait se composer, conformément aux renseignements donnés par les neutres, que de dix-sept vaisseaux de la compagnie, six *country-ships*, et le brick de guerre, et il dut conclure que les trois grands bâtiments qu'il voyait en plus étaient l'escorte annoncée. Cependant l'escadre française, par sa manœuvre de la nuit, avait gagné le vent à l'ennemi; elle ne s'en trouvait qu'à une portée et demie de canon, mais le calme ne permettait pas de le joindre. Linois profita de ce temps pour tenir conseil avec ses capitaines : ceux-ci furent d'avis d'attaquer vivement le convoi, et peignirent à l'amiral l'ardeur dont leurs équipages étaient animés. A huit heures, la brise commençant à s'élever, le convoi anglais prit la route du sud, rangé sur deux lignes. Celle du vent était composée de huit ou dix bâtiments, qui paraissaient destinés à protéger et à défendre les autres. L'escadre française se dirigea aussitôt, toutes les voiles dehors, vers le convoi. Cinq bâtiments anglais s'avancèrent à sa rencontre, et Linois, craignant de voir son escadre mise entre deux feux, la fit revenir au vent. Vers midi, l'amiral français manœuvra encore pour attaquer le convoi ennemi; mais les bâtiments anglais montrèrent de nouveau qu'ils avaient dessein de se défendre; enfin, à midi et demi, le *Marengo* tira les premiers coups de canon, et l'engagement commença.

Il convient ici de laisser parler l'amiral Linois lui-même. « Le vaisseau ennemi le plus avancé, ayant éprouvé quelques avaries, laissa arriver mais, soutenu par ceux qui le suivaient,

Océan ind. il prêta de nouveau côté, et fit, ainsi que les autres bâtiments, un feu très-nourri. Les vaisseaux qui avaient viré se réunirent à ceux qui nous combattaient, et trois de ceux qui avaient des premiers pris part à l'action manœuvrèrent pour nous couper de l'arrière, tandis que le reste de la flotte, se couvrant de voiles et laissant arriver, annonçait le projet de nous envelopper. Les ennemis, par cette manœuvre, auraient rendu ma position très-dangereuse; la supériorité de leurs forces était reconnue, et je n'avais plus à délibérer sur le parti que je devais prendre pour éviter les suites funestes d'un engagement inégal. Profitant de la fumée qui m'enveloppait, je virai lof pour lof pour venir sur bâbord, et, courant à l'est-nord-est, je m'éloignai de l'ennemi qui continua à poursuivre la division française jusqu'à trois heures, en lui envoyant plusieurs bordées sans effet. »

On voit clairement, d'après ce passage du rapport de l'amiral Linois, que son escadre fut battue et mise en fuite par une flotte marchande dont il eût dû prendre autant de bâtiments que les siens en auraient pu joindre; assertion justifiée par une foule d'exemples, et notamment par celui que nous avons cité ailleurs, où l'on vit une seule frégate prendre deux de ces bâtiments à la fois, quoique protégés par des forts [1].

La prise de cette flotte eût porté le coup le plus terrible au commerce britannique; aussi son arrivée en Angleterre fut-elle considérée comme un événement des plus heureux, et son combat célébré comme une victoire éclatante. Le capitaine qui avait rempli dans cette occasion les fonctions de commandant de la flotte obtint de brillantes récompenses, et reçut la décoration de l'ordre du Bain, des mains du roi lui-même.

[1] Tome IV, pages 518 et 519.

L'amiral Linois, pour repousser le blâme dont il devint l'objet, lorsqu'il fut connu que la flotte était sans escorte, allégua que les marins les plus expérimentés ne peuvent se flatter de distinguer, à portée de canon, un vaisseau du roi d'avec un vaisseau de la compagnie à deux batteries, et, en outre, qu'il était constant que le total des bouches à feu à bord de son escadre n'était que de 192, tandis que la flotte ennemie en montait au moins 700. C'est aux marins à apprécier ces raisons.

La compagnie des Indes accorda aux équipages de la flotte des gratifications qui, dit-on, s'élevèrent à plusieurs millions.

A la suite de l'affaire que nous venons de raconter, Linois, que l'*Atalante* avait rallié le 28 mars, retourna à Batavia : il trouva dans ce port une escadre hollandaise récemment arrivée d'Europe. Il proposa à l'amiral qui la commandait de joindre ses forces aux siennes ; mais cette proposition ne fut pas acceptée. Linois prit des vivres à Batavia, et fit route pour l'île de France, où il arriva le 2 avril ; deux frégates, qu'il avait laissées en arrière, rentrèrent quelques jours après, amenant une prise évaluée de six à sept millions. A son retour, Linois fut assez mal accueilli par le capitaine général Decaen, qui écrivit même au gouvernement français une dépêche, dans laquelle il blâmait vivement l'amiral de n'avoir pas effectué la prise du convoi, but principal de sa mission. Bien que Linois eût manqué par là l'objet le plus important de sa croisière, il fit néanmoins éprouver aux Anglais, dans cette campagne, des dommages évalués à près de vingt millions.

Au bout de deux mois et demi de séjour à l'île de France, Linois se disposa à partir pour une seconde croisière. Il appareilla du port nord-ouest avec le *Marengo*, l'*Atalante* et la *Sémillante* ; il se porta d'abord au sud de l'île de Madagascar, à l'ouvert du canal de Mozambique. Après avoir été battu pendant quelques jours par le mauvais temps, il fut mouiller à la baie de Saint-Augustin, relâche très-fréquentée par les navires anglais. Lorsque ses bâtiments eurent réparé quelques avaries qu'ils avaient éprouvées dans leur gréement et leur voilure, Linois remonta le canal, et croisa quelque temps au point le plus convenable pour intercepter les navires qui se rendent dans l'Inde par ce passage. Trompé dans son attente, il remonta au nord, et vint s'établir en croisière sur un autre point de l'Océan indien, où il fut plus heureux : il prit là deux grands navires richement chargés, et les expédia pour l'île de France. Après avoir fait ces captures, Linois s'approcha de l'île de Ceylan. Il passa vingt-quatre jours à croiser dans le sud-est et à trente lieues de cette île, lieu de rendez-vous qu'il avait assigné aux deux frégates la *Belle-Poule*

Océan ind. et la *Psyché*[1], qui ne s'étaient pas trouvées en état de sortir de l'île de France quand il en partit. Las de les attendre, Linois résolut d'aller chercher l'ennemi dans ses ports.

L'escadre française entra en conséquence dans le golfe de Bengale. Elle passa à environ vingt lieues au large de Madras, et fut visiter les rades de Masulipatan et de Cosanguay; de là elle prolongea la côte de Golconde, et arriva le 18 septembre devant Visigapatnam, l'un des principaux établissements anglais. Trois grands bâtiments à trois mâts y furent aperçus au mouillage, et l'un des trois bientôt reconnu pour vaisseau de guerre. Ce vaisseau se nommait le *Centurion*; les deux autres bâtiments étaient la *Princesse Charlotte*, vaisseau de la compagnie armé de 26 canons, et chargé de toile, sucre, salpêtre, cordages, etc., et le *Barnabé*, navire de 400 tonneaux, chargé aux deux tiers. L'escadre de Linois, s'approchant sous les couleurs anglaises, n'inspira point de défiance aux bâtiments qu'elle voulait attaquer, si l'on en juge par la conduite du capitaine du *Centurion*, qui conserva ses voiles au sec sur leurs cargues. Cependant, avant que les bâtiments français fussent arrivés à portée de canon, il leur fit des signaux de reconnaissance. Ces signaux demeurant sans réponse, le *Centurion* et les batteries de la côte se disposèrent au combat. L'*Atalante* et la *Sémillante*, qui se trouvaient à une grande distance en avant du *Marengo*, s'approchèrent jusqu'à une demi-encablure (50 toises) du vaisseau ennemi, sans brûler une amorce. La première de ces frégates lui envoya alors toute sa bordée, et passa à terre de lui, pendant que la seconde, demeurée au large, le canonnait à petite portée. Le *Centurion* riposta vigoureusement, et les batteries de terre ouvrirent leur feu sur les frégates; mais, au bout de quelque temps, ce vaisseau coupa son câble, hissa quelques voiles, et se dirigea vers la côte, où il parut échoué, présentant la hanche au large. C'est dans cette position qu'il reçut les premières bordées du *Marengo*. Son pavillon tomba, et il cessa un moment son feu.

[1] Ce bâtiment n'était autre chose qu'un grand corsaire; il fit un tort immense au commerce anglais dans l'Inde. Son commandant était le capitaine de vaisseau Bergeret, le même qui avait commandé la *Virginie* dans le combat que nous avons rapporté tome IV, pages 193 et suivantes.

Linois fit cesser le sien, et se disposait à l'envoyer amariner, lorsque le *Marengo* vint à toucher de l'avant sur un fond vaseux, quoique la sonde rapportât onze brasses de l'arrière. Linois manœuvra promptement de manière à dégager son vaisseau, et reprit la bordée de large pour s'élever au vent. Le vaisseau anglais profita de cette circonstance, il remit un pavillon, et recommença à tirer sur le *Marengo*, qui lui présentait alors la poupe. Linois ne tarda pas à virer de bord, se dirigea de nouveau sur le *Centurion*, et vint s'embosser par son travers; la canonnade devint alors assez vive entre les deux vaisseaux. Pendant ce temps, les frégates amarinaient le vaisseau la *Princesse Charlotte*, qui se rendit sans se défendre, et forçaient le *Barnabé* à se jeter à la côte dans un endroit où il courait les plus grands risques de se perdre corps et biens[1]. Après avoir tiré pendant près d'une heure et demie sur le *Centurion*, Linois, jugeant qu'il ne pourrait pas le forcer à se rendre, et que le capitaine anglais préférerait le jeter à la côte, se décida à l'abandonner. Suivant le rapport de l'amiral français, ce vaisseau était alors dans l'état le plus déplorable, pompant de toutes ses pompes, et tirant sans cesse des coups de canon d'assistance. Les Anglais chantèrent victoire; mais dans le principe ils avaient eu tellement peur, qu'ils avaient fait évacuer le trésor de la factorerie dans l'intérieur. Le *Marengo* ayant reçu quelques avaries dans sa mâture, et d'ailleurs la croisière ayant déjà duré plus de trois mois, Linois quitta la côte de Coromandel et fit route pour l'île de France : chemin faisant, il captura un navire de sept à huit cents tonneaux très-richement chargé, et enfin, le 1er novembre, il rentra dans un des ports de la colonie française, où il trouva la *Belle-Poule*, qui avait fait aussi une prise de beaucoup de valeur.

Le *Marengo* ayant eu besoin d'être caréné, Linois fut six mois sans retourner à la mer; mais il détacha ses frégates, qui firent encore de riches captures. Enfin, le 22 mai 1805, il partit pour la troisième croisière, accompagné de la *Belle-*

[1] Linois dit qu'il vit le *Barnabé* se briser en peu de minutes, et s'engloutir, ce qui ferait supposer la perte de la plus grande partie de son équipage. Ce fait n'est pas mentionné dans les rapports anglais.

Océan ind. *Poule*. L'entrée de la mer Rouge et la côte de Ceylan furent les points où il s'établit; au dernier, il captura un vaisseau de la compagnie très-richement chargé, et en fit jeter un autre à la côte. L'avis de la présence d'une force ennemie supérieure dans ces parages détermina l'amiral français à les quitter; il se dirigea vers le cap de Bonne-Espérance. Le 6 août, il fit rencontre d'un convoi de dix vaisseaux de la compagnie chargés de troupes et escortés par un vaisseau de 80 canons portant le pavillon de l'amiral Trowbridge. Linois attaqua ce convoi; mais, voyant qu'il ne pouvait espérer aucun succès de cette attaque, il quitta le combat n'ayant que huit hommes blessés et de légères avaries dans le gréement et la mâture [1] : il continua sa route, et arriva dans les parages du cap de Bonne-Espérance vers la mi-septembre.

Pendant la relâche de l'amiral Linois au cap de Bonne-Espérance, il fut rejoint par l'*Atalante ;* mais, peu de temps après, cette frégate fut jetée à la côte par une tempête, qui fit périr plusieurs navires hollandais et américains, et mit en danger tous les bâtiments qui se trouvaient sur la rade. Le 10 novembre, le *Marengo* et la *Belle-Poule* appareillèrent du Cap, et furent prendre connaissance du cap Negro. L'intention de l'amiral Linois était d'aller visiter la côte d'Angola, pour y capturer les bâtiments qui y faisaient la traite des noirs, espérant trouver à bord de ces navires des pièces à eau, des cordages et du biscuit, objets dont les deux bâtiments avaient le plus grand besoin, et qu'il n'avait pu leur procurer au cap de Bonne-Espérance [2]. Il ne trouva rien au cap Negro, et remonta vers le cap Lopez, en visitant toutes les baies; un brick et un trois-mâts furent les seules captures qu'il fit sur cette partie de la côte d'Afrique, et encore ne lui offrirent-elles au-

[1] Faute de détails, nous ne pouvons juger de la nécessité de cette retraite, sur laquelle les opinions étaient différentes dans l'escadre.

[2] L'île de France elle-même manquait de ces objets, ainsi que de la plupart des matières et munitions nécessaires à l'armement, à l'approvisionnement et aux réparations des bâtiments de guerre. Le dénûment dans lequel furent constamment laissées toutes les colonies françaises, et qui amena successivement leur perte, prouve tout au moins un manque absolu d'habileté chez le ministre, ainsi que chez les hommes chargés, sous ses ordres, de la direction du ministère de la marine.

cune des ressources qu'il espérait. Linois abandonna bientôt ces parages, et, après avoir fait de l'eau et du bois à l'île du Prince, il se porta sous le vent de l'île Sainte-Hélène, où il s'établit en croisière. Le 29 janvier 1806, il visita un navire américain, qui lui donna la nouvelle de la prise du cap de Bonne-Espérance par les Anglais. Il apprit en même temps qu'ils avaient envoyé à sa poursuite des forces supérieures aux siennes, avec la certitude de le joindre dans les parages où il croisait. Cette certitude provenait de la connaissance qu'ils avaient acquise de ses projets par les deux prises faites par le *Marengo* à la côte d'Afrique, et qui, expédiées pour le Cap, étaient tombées en leur pouvoir.

Océan Ind.

Dans la position où se trouvait Linois, manquant de vivres et d'agrès, et n'ayant pas un seul port où il pût réparer ses bâtiments, il se décida à faire route pour France. Le 17 février, le *Marengo* coupa la ligne équinoxiale pour la douzième fois depuis son départ de Brest. Les marins étaient alors réduits à une faible ration, afin de conserver assez de vivres pour le trajet qui restait à faire; mais chaque jour diminuait la distance qui les séparait de leur patrie, et tous, se berçant de l'espoir de la revoir bientôt, oubliaient les périls et les fatigues auxquels ils avaient été exposés pendant trois ans : le sort trompa leur attente. Dans la nuit du 13 au 14 mars, le *Marengo* donna inopinément au milieu d'une escadre anglaise de sept vaisseaux, deux frégates et une corvette, partie récemment d'Angleterre, sous les ordres de l'amiral sir John Borlasse Warren, à la recherche d'une des deux escadres françaises sorties de Brest le 13 décembre 1805 [1]. Entouré par des forces aussi supérieures, Linois fit en vain des efforts pour leur échapper : il fallut combattre; mais, quoique l'issue du combat ne pût être douteuse, le *Marengo* et la *Belle-Poule* soutinrent vaillamment l'honneur du pavillon français; enfin, accablés par le nombre, ils durent se rendre. La *Belle-Poule* avait eu 6 hommes tués et 24 blessés, le *Marengo* 63 hommes tués et 82 blessés; 2 officiers de ce vaisseau se trouvèrent au nombre des premiers, 8 parmi les derniers; l'amiral Linois fut lui-

[1] Celle du contre-amiral Willaumez.

Océan Ind. même grièvement blessé, ainsi que son fils; le capitaine Vrignaud [1], commandant du *Marengo*, perdit le bras droit dans cette affaire.

Ce dénoûment de la longue campagne de l'amiral Linois fut d'autant plus malheureux, qu'il avait, pendant plusieurs années, parcouru impunément des mers où les Anglais avaient des forces au moins quintuples des siennes. S'il manqua la plus belle des occasions qu'il eût de ruiner le commerce britannique, il ne laissa pas que de lui faire éprouver des pertes qui furent vivement ressenties en Angleterre.

La mer des Indes, que Linois venait d'abandonner, ne tarda pas à être le théâtre d'un des plus glorieux combats dont la marine française puisse s'honorer. La frégate la *Canonnière* [2], de 40 canons, partit de Cherbourg le 14 novembre 1805, sous le commandement du capitaine de vaisseau Bourayne. Conformément à ses ordres, ce capitaine se rendit à l'île de France. Linois était alors absent de cette colonie; cependant on présumait qu'il devait se trouver dans les parages du cap de Bonne-Espérance, et le capitaine Bourayne reçut l'ordre d'aller l'y rallier. Le 21 avril 1806, la *Canonnière* se trouvant à la hauteur, mais hors de vue, de la pointe Natal, les vigies découvrirent un convoi. Le capitaine Bourayne manœuvra pour le joindre, et reconnut qu'il était composé de treize grands bâtiments ayant l'apparence de vaisseaux de la compagnie : il continua de s'en approcher. Bientôt il distingua parmi ces bâtiments deux grands vaisseaux de guerre. L'un d'eux, le *Tremendous*, de 74 canons, se détacha du convoi pour se porter au-devant de la *Canonnière*, à laquelle il fit

[1] Depuis contre-amiral.

[2] Frégate prise aux Anglais, sous le nom de la *Minerve*, dans l'automne de 1803. Cette frégate, en venant reconnaître de trop près le port de Cherbourg, s'échoua sur les fondements de la digue qu'on élevait alors pour en fermer la rade. Tous les efforts de son capitaine pour la remettre à flot furent inutiles. Canonnée par deux forts qui se trouvaient à portée, attaquée par une division de la flottille française, mais plus particulièrement par deux chaloupes canonnières commandées par le lieutenant de vaisseau l'Écolier et l'enseigne Pétré, elle fut contrainte de se rendre. Les circonstances de sa prise lui firent donner le nom de la *Canonnière*.

Océan Ind.

des signaux de reconnaissance, dès qu'il la crut à portée de les apercevoir. Tout en manœuvrant pour éviter un ennemi aussi supérieur, le capitaine Bourayne désirait se maintenir au vent, pour pouvoir profiter plus tard de la première circonstance qui lui offrirait le moyen d'attaquer quelque partie du convoi écartée du reste ; mais la vue de la côte le força de laisser arriver pour prendre chasse au large. Cependant le vaisseau anglais, ayant une grande supériorité de marche sur la frégate, se trouva bientôt à petite portée dans ses eaux. Le feu commença alors par les canons de chasse de l'un et ceux de retraite de l'autre. Peu de temps après, le vaisseau étant parvenu à une très-petite distance de la *Canonnière*, celle-ci fut obligée de lui présenter le travers. Le capitaine Bourayne manœuvra en conséquence, et s'établit à deux encablures (deux cents toises) sous le vent du *Tremendous;* mais le capitaine anglais, pour mieux profiter de tous les genres de supériorité de son vaisseau sur la *Canonnière*, la serra au feu jusqu'à demi-portée de fusil. Dans une pareille position, la frégate devait, en quelques bordées, être coulée à fond ou mise entièrement hors d'état de combattre, et la résolution montrée par le capitaine Bourayne et son brave équipage de courir les hasards d'un combat aussi inégal est digne des plus grands éloges. Leur exemple, au surplus, prouve qu'il est peu de cas où un bâtiment de guerre doive céder à un autre (quelque supérieur qu'il soit) sans avoir opposé une certaine résistance [1].

Le capitaine Bourayne ne tarda pas à s'applaudir du parti qu'il avait pris. En vain le *Tremendous* faisait sur la *Canon-*

[1] Dès la première bordée, le bâtiment le plus faible (à moins que ses canons ne soient d'un petit calibre) peut, par un coup de canon bien pointé, faire à son ennemi, tant supérieur soit-il, une avarie qui le mette hors d'état de le suivre et de troubler sa retraite : il est donc du devoir de tout capitaine de tenter cette chance, au risque d'être coulé. Les calibres au-dessous de 12 et ce dernier même sont trop faibles pour pouvoir faire, d'un seul coup, quelque avarie majeure à un bâtiment de haut bord. C'est une des considérations qui firent substituer sur les corvettes et bricks de guerre les caronades de fort calibre aux canons que portaient ces bâtiments. Les Anglais, qui commencèrent les premiers à adopter cet usage, arment de caronades de 32 les mêmes bâtiments auxquels les Français ne donnent que des caronades de 24. La conséquence en est toute simple.

Océan ind. *nière* le feu le plus vif, ses canons, mal pointés, ne lui causaient presque aucun dommage; ceux de la frégate, au contraire, étaient servis par d'excellents canonniers, qui ne perdaient pas un coup. Cette circonstance permit à la frégate de prolonger un combat que, comme nous venons de le dire, la grande supériorité de son adversaire eût dû rendre très-court. Au bout d'une heure et demie, la frégate avait encore sa mâture et son gréement presque intacts, tandis que le vaisseau ennemi était dans le plus grand délabrement, une partie de ses voiles désemparées, et son grand mât menaçant de tomber. Ces avaries du *Tremendous* lui ayant fait perdre une grande partie de sa vitesse, soit que la *Canonnière* n'eût pu modérer assez la sienne, soit que le capitaine Bourayne, au contraire, eût voulu en profiter pour s'éloigner d'un ennemi aussi formidable, la frégate se trouva tout d'un coup avoir un peu dépassé le vaisseau. Celui-ci arriva vent arrière sur elle. Le capitaine Bourayne se décida aussitôt à tenter de lui gagner le vent, en le doublant sur l'avant. Dans cette manœuvre, la *Canonnière* reçut, en poupe et presque à bout portant, une bordée du *Tremendous*; mais ce vaisseau, n'ayant pu revenir au vent assez promptement, présenta à son tour l'arrière à la frégate française, qui tira de cette position tout l'avantage que lui donnait l'adresse de ses canonniers. Désormais le vaisseau ennemi, que ses avaries faisaient tomber sous le vent, aurait en vain cherché à se rapprocher de la frégate : il fut obligé de l'abandonner, et de se retirer vers les bâtiments de son convoi. Ces bâtiments, qui avaient forcé de voiles pendant le combat, n'étaient plus alors qu'à une petite distance de la *Canonnière*. L'un d'eux, l'*Asia*, fort vaisseau de la compagnie, se dirigea sur la frégate française, et lui tira quelques volées, auxquelles celle-ci ne daigna pas répondre. Le convoi continua ensuite sa route avec le degré de célérité que lui permettait le délabrement du *Tremendous*. Les pertes en hommes éprouvées par ce vaisseau ne nous sont pas connues; celles de la *Canonnière* s'élevèrent à sept tués et vingt-cinq blessés. Pendant toute la durée de l'action, l'ardeur et l'intrépidité des marins français ne cessèrent de s'accroître, et, au moment où le *Tremendous* abandonna le champ de bataille, elles étaient portées à leur

combie. Il ne s'agissait plus alors, pour ces braves matelots, de soustraire leur frégate au vaisseau ennemi, ni même de le forcer à une retraite honteuse : ils aspiraient à le prendre, et les cris *à l'abordage! à l'abordage!* se firent entendre à plusieurs reprises. Cette manœuvre audacieuse, manœuvre vraiment nationale, puisqu'elle permet au Français de combattre son ennemi corps à corps et favorise sa bravoure, aurait pu être tentée, après que la *Canonnière* eut gagné le vent au *Tremendous*; mais l'immense disproportion de forces entre les deux bâtiments, et surtout la présence du convoi, rendaient cette entreprise par trop téméraire, et le capitaine Bourayne dut refuser de se rendre aux désirs de son vaillant équipage. Le brilant combat de la *Canonnière*[1] est un de ces faits d'armes trop rares malheureusement dans la période dont nous traçons l'histoire, mais qui montrent ce qu'eût pu faire la marine française mieux dirigée : le courage et le patriotisme ne lui manquèrent jamais.

Océan ind.

En recherchant les causes de la perte des différentes batailles livrées sur mer par la France durant la guerre de la révolution, nous avons fait voir que la première de ces causes était le défaut d'une tactique défensive basée sur le nouveau système d'attaque des Anglais. La conséquence naturelle de cette remarque est que la supériorité de la marine britannique sur la marine française devait surtout se montrer dans les grandes affaires, et que la lutte devait être plus égale dans les combats particuliers. Divers combats, dont le récit se trouve dans les volumes précédents, et celui de la *Canonnière* que nous venons de raconter, offrent des exemples à l'appui de cette assertion ; l'année 1806 en fournit encore un autre, que nous allons consigner ici.

Côtes de France.

Le 14 mai, la frégate la *Pallas*, commandée par lord Cochrane[2], officier actif et audacieux, se détacha de l'escadre anglaise stationnée dans la rade des Basques, et vint reconnai-

[1] Ce combat mémorable a fourni à M. Crépin le sujet d'un tableau qu'on peut voir au ministère de la marine.

[2] C'est le même qui a commandé, dans les mers d'Amérique, une escadre pour les Indépendants.

Côtes de France.

tre de très-près la rade de l'île d'Aix, sur laquelle était mouillée l'escadre du contre-amiral Allemand. Cet officier général donna ordre à la frégate la *Minerve* de mettre sous voiles pour aller repousser la frégate ennemie. Le capitaine Collet, commandant de la *Minerve*, exécuta l'ordre de l'amiral avec la plus grande célérité, et bientôt il se trouva à portée de la *Pallas*; mais, voulant rendre le combat décisif, il résolut de ne pas tirer jusqu'à ce qu'il eût joint la frégate ennemie vergue à vergue. Celle-ci, malgré l'espèce de point d'honneur que les Anglais attachent à ne pas tirer les premiers, lâcha sa bordée à la *Minerve*, avant qu'elle fût arrivée à la distance que le capitaine Collet avait fixée; l'impatience des canonniers français ne put souffrir un plus long délai, ils ripostèrent à la *Pallas*, et le combat s'engagea d'une manière très-vive entre les deux frégates. Les avaries de la frégate anglaise ne tardèrent pas à annoncer que la victoire demeurerait au capitaine Collet. Cet officier s'était placé de manière à couper la retraite à la *Pallas*, et Cochrane, persuadé qu'il aurait l'avantage sur la frégate française, l'avait laissée prendre une position qui, dans ce cas, l'eût empêchée de rentrer dans la rade de l'île d'Aix. Cet excès de confiance du capitaine anglais compromit sa frégate, qui ne dut peut-être son salut qu'à une circonstance tout à fait imprévue. Aussitôt qu'il vit son gréement haché, ses voiles criblées et ses mâts endommagés par les boulets et la mitraille de la frégate française, il sentit la nécessité de regagner le large. Le capitaine Collet, pour s'opposer à ce dessein, résolut d'aborder la frégate ennemie. Il exécuta ce mouvement avec autant de précision que d'audace; mais les deux bâtiments s'élongeant à contre-bord avec une grande vitesse, ils ne purent rester accrochés, bien que l'ancre de la *Minerve* se fût embarrassée dans les chaînes des haubans de la *Pallas*. Le petit mât de hune de la frégate anglaise tomba dans l'abordage, et, maltraitée comme elle l'était, elle n'avait plus d'espoir de salut que dans la fuite: aussi se hâta-t-elle de s'éloigner sans tirer un seul coup de canon. La *Minerve*, beaucoup moins avariée, n'eût sans doute pas tardé à l'atteindre. Malheureusement les bosses de son ancre ayant été rompues dans le choc des deux bâtiments, cette ancre, tombée au fond, l'arrêta tout d'un coup, et la fit éviter

le bout au vent. Le temps qu'on mit à couper le câble et à remettre la frégate en route permit à la *Pallas* de s'éloigner : un autre bâtiment anglais vint la prendre à la remorque et la ramena vers son escadre. Dans cet engagement honorable, le talent et l'intrépidité du capitaine Collet ainsi que l'adresse et le sang-froid de ses canonniers donnèrent à la *Minerve* un avantage marqué sur une frégate de sa force, bien armée et bien commandée ; elle eut sept hommes tués et une quinzaine de blessés. Pendant le peu d'instants que les deux frégates demeurèrent abordées, les matelots français essayèrent de passer à bord de la *Pallas*. Dans cette tentative, il y eut des piques arrachées des mains des Anglais, qui s'en étaient armés pour repousser l'abordage. Nul doute qu'il eût réussi dans le cas où la *Minerve* fût restée accrochée à la frégate ennemie.

Côtes de France.

Vers la fin de l'année 1805, le capitaine Lhermitte [1] avait été expédié, du port de Lorient, avec une division navale destinée à croiser contre le commerce britannique. Cet officier supérieur montait le *Régulus*, vaisseau de 74 canons, et la frégate la *Cybèle*, l'un des bâtiments de sa division, était commandée par le capitaine Saizieu, officier digne de le seconder sous tous les rapports. Le capitaine Lhermitte remplit sa mission de la manière la plus distinguée. Le premier point de croisière qu'il choisit fut la côte occidentale de l'Afrique, dans le but d'y ruiner quelques établissements britanniques, et de capturer les nombreux bâtiments anglais et portugais qui y faisaient la traite des nègres. Le capitaine Lhermitte fit, dans ces parages, vingt et une prises, dont plusieurs armées de vingt à trente canons. Le total des bouches à feu montées sur ces bâtiments était de deux cent vingt-neuf. Leur capture fit tomber au pouvoir de la division française 518 prisonniers blancs et 1,134 nègres. Le capitaine Lhermitte équipa trois de ces bâtiments, et les joignit à sa division ; il coula à fond la majeure partie du reste, et en vendit quelques-uns au Brésil, où le manque de vivres et d'eau le força de relâcher. La division française reprit ensuite la mer, fit de nouvelles captures, et, après une cam-

Océan atlan.

[1] Le même qui s'était distingué dans les mers de l'Inde, et dont le nom se trouve cité honorablement dans le tome IV de cet ouvrage.

Océan atlan. pagne de plus de onze mois, rentra dans un port de France. Au retour de cette campagne, le capitaine Lhermitte fut promu au grade de contre-amiral.

Mer glaciale. Plusieurs expéditions partielles sortirent encore des ports de France dans l'année 1806 : leurs opérations furent peu importantes. Nous nous bornerons, en conséquence, à dire deux mots de celle du capitaine Leduc. Le but principal de sa mission était la destruction des bâtiments anglais employés à la pêche de la baleine dans les mers du Nord. Le capitaine Leduc, né à Dunkerque, port qui envoyait autrefois un certain nombre de bâtiments à la pêche de la baleine, avait fait lui-même cette pêche, et ce motif détermina le choix du gouvernement. On mit sous les ordres du capitaine Leduc les trois frégates la *Revanche*, la *Guerrière* et la *Sirène*. Il partit de Lorient avec ces bâtiments, à la fin de mars 1806. La division se dirigea aussitôt vers le nord ; mais l'hiver s'étant prolongé au delà du terme ordinaire, le capitaine Leduc ne trouva pas encore la mer libre dans les parages où il devait établir sa croisière. Cette circonstance l'obligea à regagner les latitudes tempérées. Après avoir croisé pendant quelque temps du côté des Açores, il se remit en route pour les côtes d'Islande, du Groënland et du Spitzberg. La *Guerrière* s'étant séparée de la division [1], le capitaine Leduc arriva avec deux frégates seulement dans la mer Glaciale. Il visita tous les points où il devait trouver les baleiniers, et détruisit une trentaine de ces bâtiments, tant russes qu'anglais. Le capitaine Leduc s'éleva jusqu'au 78e degré de latitude. Les équipages des deux frégates souffrirent cruellement de la rigueur du climat; toutefois, les dispositions prises par leur commandant diminuèrent considérablement ces souffrances, et leur conservèrent la santé. Les frégates se trouvèrent souvent dans une situation périlleuse, à cause des glaces qui les environnaient et qui menaçaient de les enfermer; mais l'activité extraordinaire du capitaine Leduc parvint à les soustraire à tous les dangers. Cet officier supérieur passait presque tout le jour au haut des mâts de la *Revanche*, dirigeant lui-même la route des

[1] Cette frégate fut prise, peu de temps après, par la frégate anglaise la *Blanche*.

deux frégates. Après une campagne aussi pénible et dont la durée fut de six mois, le capitaine Leduc ramena la *Revanche* et la *Sirène* dans un port de France, où il mit à terre quelques centaines de prisonniers.

Mer glaciale.

Côtes de France.

L'histoire présente une foule d'exemples de déloyauté du gouvernement britannique; l'automne de 1806 en fournit un de plus dans la tentative que firent les Anglais pour incendier le port de Boulogne et la flottille, pendant que lord Lauderdale, qui venait de traiter de la paix avec le cabinet de Saint-Cloud, se trouvait encore à Paris. Nous avons fait connaître ailleurs les dispositions militaires qui avaient été prises pour mettre la flottille et la ville à l'abri des funestes effets d'un bombardement. A l'époque dont nous parlons, Boulogne était tacitement regardé comme un port neutre; les courriers de cabinet français et anglais y prenaient habituellement leur passage, et journellement il y arrivait des bateaux en parlementaires. Cette considération, jointe à celle de l'économie [1], avait fait négliger les mesures défensives, dont l'emploi avait jusqu'alors préservé Boulogne de tout accident fâcheux. Nous avons dit, en traitant des préparatifs de la descente, qu'il était presque impossible qu'une bombe anglaise arrivât jusque dans le port de Boulogne, lorsqu'il y avait une ligne d'embossage formée par une portion de la flottille en avant de ce port. L'espèce de trêve qui existait pendant que les négociations duraient avait fait regarder comme inutile la formation de cette ligne protectrice. Les Anglais profitèrent de la circonstance et résolurent de rendre les Français victimes de leur sécurité. Le 8 octobre au soir, la croisière ennemie, depuis longtemps peu nombreuse, s'augmenta tout à coup, et, dans la nuit, l'attaque eut lieu: elle n'obtint qu'un très-mince succès; mais elle eût échoué complétement, sans un ordre intempestif donné par le général Jardon, qui commandait les troupes du camp de gauche. Mal-

[1] L'économie était le grand cheval de bataille du ministre Decrès; mais il l'entendait fort mal : sous ce nom, il fit régner dans toutes les parties les plus essentielles du service maritime une parcimonie sévère et minutieuse, qui eut les plus funestes résultats. Ce ministre, dont la France gardera longtemps le souvenir, ignorait qu'en marine dépenser sans épargne, mais à propos, est la véritable économie.

Côtes de France.

gré l'obscurité de la nuit, on avait vu s'avancer vers la côte une grande quantité de chaloupes et de canots anglais : les batteries avaient commencé à tirer dessus ; mais le général Jardon, pensant que les ennemis voulaient tenter un débarquement, fit cesser le feu : « Ayons l'air de dormir, disait-il, laissons-les mettre pied à terre, nous les hacherons comme chair à pâté. » Le but des Anglais n'était pas de débarquer ; ils s'approchèrent tant que leurs canots trouvèrent assez d'eau pour flotter, et, dans cette position, ils lancèrent sur le port quelques centaines de fusées à la Congrève. On a lieu de croire que c'est la première fois qu'ils employèrent ces projectiles, dont ils firent depuis un si fréquent et si barbare usage. Malgré la nouveauté, qui, en pareil cas, produit souvent l'épouvante, les fusées à la Congrève ne causèrent d'abord presque aucun effroi, et bientôt elles devinrent la risée des matelots français, qui leur donnèrent le nom de *fusées brûlotières*. Ces intrépides marins les détachaient, avec des leviers de bois ou de fer, des endroits où elles s'étaient fixées en tombant, et les jetaient ensuite à la mer. Du sable mouillé éteignait promptement les matières enflammées que ces fusées vomissaient par plusieurs orifices. La flottille fut préservée, de la sorte, de la destruction dont elle était menacée ; la ville n'eût également éprouvé aucun dommage, si les habitants eussent, dans le principe, montré autant de courage et de sang-froid que les marins. La frayeur de citoyens étrangers au métier de la guerre, et qui voient leurs habitations exposées à devenir la proie des flammes, est sans doute excusable ; mais l'égoïsme de quelques hommes, auxquels Boulogne dut la perte de deux ou trois maisons, mérite d'être sévèrement blâmé. La direction donnée par l'ennemi à ses fusées et la portée de ces projectiles incendiaires ne mirent en danger que les maisons les plus voisines de l'entrée du port : l'une d'elles ayant été atteinte, le feu prit à des fagots dont le grenier était rempli, et ses progrès furent par conséquent très-rapides. Cependant il eût été facile de l'éteindre ; mais ceux qui habitaient la maison s'occupèrent à enlever leurs effets les plus précieux avant de réclamer des secours : ces secours arrivèrent trop tard ; et, malgré des efforts inouïs de la part des officiers et des marins de la flottille, la maison fut consumée, ainsi que deux

autres qui lui étaient contiguës. Le zèle, le dévouement et l'intrépidité, déployés dans cette circonstance par les travailleurs et ceux qui les dirigeaient, n'eurent pour résultat que de concentrer l'incendie et de l'empêcher d'étendre ses ravages.

Côtes de France.

Le lendemain de cette odieuse tentative, les Anglais en firent une d'un genre différent. Peu de temps après la nuit close, plusieurs bombardes s'approchèrent de la côte, et lancèrent, pendant quelques heures, des bombes sur le port et sur la ville : aucun des bâtiments de la flottille ne fut endommagé; quelques maisons furent atteintes, mais les dégâts qu'elles éprouvèrent furent peu considérables : le feu ne prit nulle part. Lord Lauderdale arriva de Paris à Boulogne le soir même, et descendit chez l'amiral, pendant que ses compatriotes bombardaient la ville. Cette circonstance rendit plus frappante encore la conduite déloyale du gouvernement britannique. Qu'aurait dit le cabinet de Saint-James si une bombe anglaise eût tué le plénipotentiaire du roi de la Grande-Bretagne [1]?

L'ordre des dates nous amène à parler de l'escadre du contre-amiral Willaumez, partie de Brest en même temps que celle de l'amiral Leissègues. Nous avons dit plus haut que chacun de ces amiraux avait une destination particulière. Le contre-amiral Willaumez avait ordre de se rendre directement au cap de Bonne-Espérance, d'y compléter l'eau et les vivres que ses vaisseaux auraient consommés, et ensuite de se porter sur les points où il jugerait pouvoir causer le plus de dommages à l'Angleterre, soit en détruisant ses convois, soit en rançonnant ses colonies; toutefois, il lui était prescrit de ne pas demeurer absent d'Europe pendant plus de quatorze mois. Quinze jours avant le départ, l'amiral Willaumez, ayant reçu ses instruc-

Océan atlan.

[1] En annonçant l'embarquement de lord Lauderdale à Boulogne, le *Moniteur* rapportait que des dispositions avaient été prises pour épargner au noble lord le désagrément d'apercevoir l'exaspération d'un peuple indigné. Nous ignorons ce qu'on avait prescrit à cet égard; mais nous avons vu lord Lauderdale, accompagné de deux officiers de la marine française, suivre, pour aller s'embarquer, le quai de Boulogne dans presque toute sa longueur. Sa Grâce a pu voir les traces de l'incendie qui fumait encore, et lire sur tous les visages l'indignation profonde excitée par la perfidie de son gouvernement.

Océan atlan. tions, fut frappé de l'ordre positif qu'on lui donnait d'aller relâcher au cap de Bonne-Espérance. Il écrivit au ministre pour lui mander combien il s'étonnait qu'on le fît partir au mois de décembre pour le cap de Bonne-Espérance, lorsque tout le monde savait qu'une expédition, destinée à attaquer cette colonie hollandaise, était sortie des ports d'Angleterre en septembre. Le ministre répondit à l'amiral que, au moment où il avait reçu sa lettre, il allait lui écrire sur ce sujet. Parmi les réflexions que cette circonstance doit faire naître, une seule peut être consignée ici : c'est que l'espèce de fatalité qui poussa M. Decrès à faire partir presque toutes ses expéditions à une époque intempestive sera l'une des choses les plus remarquables de l'histoire de son ministère.

A peine sortie de la rade de Brest, l'escadre du contre-amiral Willaumez [1] éprouva des avaries causées par la mauvaise qualité des bois, des cordages et des toiles employés dans la confection de la mâture, du gréement et de la voilure de ses vaisseaux. Ces avaries, réparées avec l'activité que le chef sut communiquer à ses subordonnés, n'empêchèrent pas l'escadre de s'emparer de plusieurs bâtiments anglais chargés de troupes, et faisant partie d'un convoi escorté par le vaisseau le *Polyphéme* et la frégate le *Sirius*. Le *Vétéran* donna la chasse à cette frégate, et la gagnait; mais l'approche de la nuit décida l'amiral français à rappeler son vaisseau, pour ne pas l'exposer à se séparer de l'escadre. Willaumez fit encore quelques prises avant d'avoir quitté les mers d'Europe. Cette circonstance lui permit de prendre une disposition qui fait honneur à son humanité. Parmi les prises qu'il venait de faire, se trouvait un petit bâtiment qu'on pouvait équiper avec cinq ou six hommes; Willaumez en fit don aux femmes et aux enfants des soldats anglais qu'il avait pris quelques jours auparavant, et les expédia pour les Açores, à la hauteur desquelles l'escadre se trouvait alors.

[1] Cette escadre était composée comme suit : le *Foudroyant*, de 80 canons, capitaine Henri (monté par l'amiral Willaumez); le *Vétéran*, de 74, capitaine Jérôme Bonaparte; le *Cassard*, de 74, capitaine Faure; l'*Impétueux*, de 74, capitaine le Veyer Belair; l'*Éole*, de 74, capitaine Prévost-Lacroix; le *Patriote*, capitaine Krohm; la *Valeureuse*, de 40, capitaine Kergariou; et la *Volontaire*, de 40, capitaine Bretel.

Willaumez s'arrêta pendant deux jours à croiser aux environs des Canaries; il se décida à cette station, afin de se débarrasser des prisonniers qu'il avait faits, et qui ne laissaient pas de consommer des vivres, qu'il importait d'épargner. Il fit, en conséquence, embarquer tous les soldats anglais sur la frégate la *Volontaire*, qui reçut l'ordre d'aller les mettre à terre à Sainte-Croix de Ténériffe. Cette frégate n'ayant pas rallié l'escadre au bout des deux jours qu'on était convenu de l'attendre, l'escadre continua sa route.

Océan atlan.

Cette frégate, commandée par le capitaine Bretel, devait, d'après ses instructions, éviter toute espèce de croisière ennemie. Il était convenu que la division Willaumez croiserait ellemême dix-huit heures dans les parages des Canaries, et ferait route ensuite, à petite voile, pour rallier la *Volontaire* à dix lieues à l'ouest de l'île de Fer; mais, le lendemain de sa séparation, la division fut contrainte de prendre chasse devant une escadre ennemie supérieure en forces, ce qui l'éloigna du point de rendez-vous, où la frégate l'attendit vainement pendant vingt-quatre heures.

Le capitaine Bretel fit route alors, le 4 mars 1806, pour la baie de la Table (au cap de Bonne-Espérance, où il avait ordre de relâcher). En terrissant, il fut chassé par un vaisseau et une frégate ennemie. Ces forces, qui l'approchèrent jusqu'à la portée du canon, l'empêchèrent d'envoyer un canot à terre, ce qui lui aurait fait connaître que le Cap était au pouvoir des Anglais depuis vingt jours. Cependant les bâtiments de guerre et les forts de la place avaient arboré les couleurs hollandaises; le capitaine dut croire qu'il allait trouver dans le port du Cap un refuge sûr contre les poursuites de l'ennemi, et des moyens de ravitaillement dont il avait un pressant besoin.

La frégate entra dans la rade, et, gouvernant à peine, se trouva placée entre cinq bâtiments de guerre (dont trois vaisseaux et deux frégates), et à demi-portée de canon des forts. Tous arborèrent alors le pavillon anglais, et le vaisseau commandant commença son feu sur la *Volontaire*. Le capitaine Bretel, surpris de se trouver au milieu d'ennemis, voyant l'impossibilité de résister, et pour éviter un carnage inutile, fit amener son pavillon.

Océan atlan. L'amiral Willaumez se trouvait dans une position extrêmement délicate : le frère de l'empereur était dans son escadre comme simple capitaine de vaisseau, et Napoléon avait donné les ordres les plus sévères de le traiter à l'égal des autres, et sans aucun égard pour sa naissance. Le mécontentement que Jérôme éprouvait de la manière dont il était traité par son frère ajoutait considérablement aux embarras de cette position du brave amiral. Jérôme voyait avec le plus grand déplaisir qu'on l'éloignât de la France pour faire une campagne dont la durée devait être au moins d'une année : il ne l'avait point caché à l'amiral. Willaumez, le plus franc de tous les marins et le moins courtisan de tous les hommes, lui fit des remontrances et lui donna des conseils, dont la sagesse ne saurait surprendre, mais dont la forme et la mesure doivent peut-être étonner d'un homme de son caractère [1]. En général, dans toutes ses relations avec Jérôme, Willaumez sut lui marquer toute la déférence possible, sans déroger à la dignité de ses fonctions d'amiral et sans rien sacrifier de son autorité.

Lorsque Willaumez arriva dans les parages du cap de Bonne-Espérance, il captura une corvette anglaise, qui lui annonça la prise de cette colonie. Cette circonstance fit changer les projets de l'amiral français; il avait eu d'abord l'intention, s'il eût pu se ravitailler au cap, de s'établir en croisière sur le banc des Aiguilles, pour intercepter les convois venant de l'Inde et de la Chine. Il se borna alors à croiser entre les deux continents d'Afrique et d'Amérique, et bientôt le manque de vivres lui fit prendre le parti d'aller relâcher au Brésil, où il arriva au commencement d'avril 1806. L'escadre s'arrêta pendant dix-sept jours à Bahia (San-Salvador). Le gouverneur portugais accueillit parfaitement les Français; mais tous les objets qu'on leur fournit furent portés à un prix exorbitant; quant à l'argent, il était impossible de s'en procurer à un taux moindre de vingt pour cent [2].

[1] Willaumez cependant avait déjà donné des preuves de cette prudence et de ce tact admirables dans sa conduite comme commandant de la station du sud de Saint-Domingue pendant l'expédition de Leclerc.

[2] Cette cherté provenait de la relâche qu'avait faite, quelques mois au-

Océan atlan.

De Brésil, Willaumez se dirigea vers Cayenne, parce qu'on lui avait assuré que les noirs de cette colonie s'étaient révoltés [1] : là, il partagea son escadre en trois divisions, et les établit en croisière depuis Cayenne jusque vers le neuvième degré de latitude septentrionale. En partant de Cayenne, l'amiral français voulait aller détruire tous les navires qui se trouvaient à la Barbade; mais les courants, les vents contraires et les gros temps qu'il essuya l'en empêchèrent, et le mauvais état dans lequel se trouvaient ses vaisseaux le força à relâcher à la Martinique, qu'il atteignit le 20 juin. L'escadre ne demeura que dix jours dans la rade du Fort-de-France [2]; elle se dirigea vers Mont-Serrat, et rançonna cette colonie. L'amiral Willaumez visita encore plusieurs rades ennemies, où il fit des prises. Le 6 juillet, sous l'île de Saint-Thomas, il eut connaissance de l'escadre anglaise de l'amiral Cochrane, composée de quatre vaisseaux et de plusieurs frégates et grandes corvettes, formant un total de douze ou treize bâtiments à trois mâts : cette escadre était au vent. Willaumez fit diminuer de voiles pour l'attendre, et se prépara au combat. L'amiral anglais ne jugea pas à propos de l'accepter, et continua à tenir le vent. La position des deux escadres ne permettait pas à l'amiral français de joindre l'ennemi, qui avait Tortole et Saint-Christophe pour refuge, et, après lui avoir vainement offert la bataille, il reprit sa route.

Willaumez avait pris à la Martinique des vivres pour jusqu'à la fin d'octobre. Voici comme il comptait employer ce temps. Signalé dans toutes les Antilles, il ne pouvait espérer de prendre des bâtiments ennemis que sur les rades anglaises mêmes, ainsi qu'il l'avait déjà fait, et il était assuré qu'aucun convoi ne serait expédié pour l'Angleterre tant qu'on le saurait dans ces

paravant, à ce même port de Bahia, l'expédition anglaise envoyée pour prendre le cap de Bonne-Espérance.

[1] Cette nouvelle était fausse.

[2] Les Anglais ont dit, à ce sujet : « Il fut heureux pour l'amiral français de n'avoir pas perdu de temps à la Martinique, parce que, le 12 juillet, sir J.-B. Warren arriva à la Barbade avec une escadre qu'on avait expédiée d'Angleterre aussitôt qu'on soupçonna que Willaumez avait repassé la ligne et se dirigeait vers les Antilles. Une autre escadre, commandée par sir R. Strachan, avait été détachée, antérieurement à celle-ci, après l'escadre de Willaumez.. »

Océan atlan. parages. D'un autre côté, s'il ne pouvait entreprendre que peu de chose contre les navires réfugiés dans les ports des Antilles, faute de troupes de débarquement, il ne pouvait rien entreprendre contre les îles mêmes. Il résolut donc d'aller attendre le convoi de la Jamaïque et autres (qui devaient enfin partir quand on le croirait éloigné) à une certaine hauteur en pleine mer, où il demeurerait pendant que les escadres ennemies seraient occupées à le chercher sur toutes les côtes, ayant, lui, la précaution d'arrêter et de retenir tous les bâtiments neutres, pour qu'on ne pût avoir d'avis sur sa position. Le convoi de la Jamaïque pris et détruit, Willaumez se fût porté vers Terre-Neuve, pour capturer les bâtiments pêcheurs et détruire les pêcheries, et ensuite aurait établi une croisière sur un point favorable pour intercepter les navires anglais retournant du Labrador, du Groënland et de l'Islande; enfin, vers la mi-octobre, il se fût dirigé vers un port de France.

Conformément à ce plan, l'amiral français se porta à la hauteur des débouquements de Bahama, et s'établit en croisière à environ cent lieues au large : des avis qu'il avait reçus touchant le convoi de la Jamaïque lui donnaient la certitude de l'intercepter dans ces parages. Pendant le temps que dura cette croisière, l'impatience de Jérôme Bonaparte fut portée à son comble; enfin, dans la nuit du 31 juillet, il abandonna l'escadre, et fit route pour la France. Cette démarche du frère de Napoléon fut peut-être la cause que le convoi attendu ne tomba pas au pouvoir de l'escadre française. Les courses que fit Willaumez dans diverses directions pour chercher le *Vétéran*, dont il avait extrêmement à cœur de ne point se séparer, tant pour obéir à ses ordres que par attachement personnel pour le frère de Napoléon, qu'il n'eût pas voulu voir tomber entre les mains des Anglais, écartèrent Willaumez du point où il s'était porté et favorisèrent sans doute le passage du convoi. Après des recherches infructueuses, et lorsqu'il eut acquis la certitude que le *Vétéran* avait fait route pour la France, il vint reprendre sa croisière; mais il était trop tard. Le convoi était passé, qu'il persistait encore à l'attendre et à ne pas lever la croisière sans en avoir eu des nouvelles positives. L'escadre fut surprise dans cette position par une tempête affreuse qui s'éleva

dans la nuit du 19 au 20 août : au milieu de cette tourmente, telle que l'amiral lui-même dit n'en avoir jamais vu de semblable, les vaisseaux furent dispersés et coururent les plus grands dangers. Presque tous démâtèrent complétement et perdirent leur gouvernail. Le *Foudroyant* et l'*Impétueux* éprouvèrent à la fois ce double accident. Ces deux vaisseaux, sans aucun moyen de se diriger, et poussés en travers par le vent et la mer, demeurèrent trois jours à la vue l'un de l'autre sans pouvoir communiquer, même au porte-voix. Enfin, le *Foudroyant* parvint à fabriquer une espèce de gouvernail et à établir des mâtereaux à la place des mâts qu'il avait perdus. Dans ce déplorable état, Willaumez le dirigea vers la Havane. Dans les environs de ce port, le *Foudroyant* fut attaqué par une division anglaise, à la tête de laquelle se trouvait le vaisseau rasé l'*Anson*. Malgré la difficulté qu'éprouvait le vaisseau français pour manœuvrer, en moins d'une demi-heure il mit son ennemi en fuite, et bientôt après entra dans le port [1].

Océan atlan.

L'*Impétueux* était parvenu aussi à se faire un gouvernail de fortune, mais il n'en fut pas moins jeté à la côte vers le cap Henry, et brûlé par des embarcations anglaises : le *Patriote*, l'*Eole* et la *Valeureuse* se réfugièrent dans la baie de la Chesapeake, où ils entrèrent dans le plus mauvais état ; le *Cassard* parvint à gagner un port de France. Le vaisseau de Jérôme Bonaparte essuya la même tempête ; mais alors il était proche des côtes de France. Peu de jours auparavant, il fit la rencontre d'un convoi venant du Canada, lui donna la chasse, et prit neuf bâtiments chargés de mâtures, de goudron et de pelleteries pour une valeur de plus de cinq millions. Le 26 août,

[1] Les Anglais, toujours portés à altérer la vérité dans leurs relations militaires ou maritimes, ont publié que, dans cette circonstance, le *Foudroyant* avait été complétement battu, et qu'il l'avait été par une frégate. Cette dernière assertion surtout est la plus insigne fausseté. L'*Anson* était un vaisseau rasé portant deux batteries, l'une de canons de 24, et l'autre de caronades de 42 ; enfin, c'était le même vaisseau contre lequel la *Loire* soutint son cinquième combat sur la côte d'Irlande, en 1799. S'il en fallait encore une preuve, on la trouverait dans l'*Annual Register* de 1808, où, à l'occasion du naufrage de l'*Anson*, il est dit : *C'était un vieux vaisseau de 64 rasé.*

Océan atlan. le *Vétéran* eut connaissance des côtes de Bretagne; mais il fut en même temps découvert et chassé par une division anglaise, qui lui coupait la route de Brest et celle de Lorient. Dans cette position critique, Jérôme n'avait d'autre ressource, pour ne pas tomber au pouvoir de l'ennemi, que de jeter son vaisseau à la côte; cependant, une fois le parti pris de l'échouer, il préféra le faire en tentant d'entrer dans quelqu'une des baies ou rivières situées dans les parages où il se trouvait : il se décida pour la baie de Concarneau, et, au grand étonnement de tous les marins, un vaisseau de ligne tout armé entra dans ce port, où personne n'eût osé introduire la plus petite frégate. Le *Foudroyant* revint en France au commencement de 1807, le *Patriote* revint plus tard : quant à l'*Eole* et à la *Valeureuse*, ils furent dépecés aux États-Unis.

Tel fut le sort d'une des escadres les mieux conduites parmi celles que la France mit en mer pendant la guerre de la révolution. Le tort qu'elle fit au commerce anglais peut être évalué à douze ou quinze millions. Cependant ce n'est rien en comparaison de ce qu'elle eût pu faire, sans les contrariétés de toute espèce qui traversèrent les plans de l'amiral. Les Anglais, dans les écrits du temps, rendirent justice aux talents de Willaumez. Ils ont relevé, mieux que nous n'avons été à même de le faire ici, le mérite de cette longue campagne au milieu d'obstacles sans nombre et qui eussent été insurmontables pour un marin moins expérimenté. La seule injustice que les ennemis de la France aient commise envers ce digne amiral, c'est d'avoir dit que, voyant ses plans renversés par l'activité des amiraux anglais, il ne consulta plus que le salut particulier de chacun de ses vaisseaux, et les dispersa dans différentes directions : nous venons de faire voir que c'est par la tempête que les vaisseaux de Willaumez furent dispersés. Nous avons montré également que les escadres des amiraux Cochrane, Warren et Strachan furent expédiées à sa poursuite; une quatrième, commandée par l'amiral Louis, fut postée pour l'intercepter à son retour en Europe [1]. Ainsi, l'amiral français, dont la fortune ne seconda

[1] L'escadre de l'amiral Duckworth avait suivi aussi celle de l'amiral Willaumez dans une partie de sa route vers le cap de Bonne-Espérance;

pas les habiles combinaisons, occupa néanmoins quatre escadres ennemies de la force de la sienne. Océan atlan.

Pendant l'année 1807, la France ne fit pas d'expédition maritime assez importante pour être détaillée dans cet ouvrage. Quant à l'Angleterre, elle en mit en mer quatre : la première, contre Constantinople ; la seconde, contre l'Égypte ; la troisième, contre Buenos-Ayres ; et la quatrième, contre Copenhague. Toutes quatre furent honteuses ; mais la dernière, bien plus que les autres, parce qu'elle fut couronnée d'un succès qu'on peut regarder comme le triomphe de l'injustice et de la perfidie les plus révoltantes. Nous avons dit plus haut quelques mots sur cette expédition de Copenhague, dont nous allons parler avec plus de détails ainsi que de celle de Constantinople. Les autres n'entrent pas dans notre cadre.

mais, jugeant que cette dernière se rendait aux Indes occidentales, l'amiral anglais s'était dirigé de ce côté, où il trouva et défit l'escadre de Leissègues.

LIVRE CINQUIÈME.

GUERRE D'ESPAGNE.

CHAPITRE I.

ANNÉE 1808.

Situation politique de l'Europe à la fin de 1807. — Bombardement de Copenhague. — Événements en Turquie. — Fin des opérations militaires dans le royaume de Naples ; prise des places de Reggio et de Scylla, etc. — Détails sur l'origine de la guerre d'Espagne. Événements politiques dans ce royaume ; invasion des provinces du nord de la Péninsule par les troupes françaises ; révolution d'Aranjuez ; le roi Charles IV abdique la couronne en faveur de son fils le prince des Asturies ; arrivée du grand-duc de Berg Murat à Madrid ; voyage de Napoléon à Bayonne ; il attire dans cette ville la famille royale espagnole. — Insurrection à Madrid ; Murat est nommé, par décret du roi Charles IV, lieutenant général du royaume. — Charles IV et Ferdinand renoncent à la couronne d'Espagne ; Joseph Bonaparte reconnu roi d'Espagne et des Indes ; junte extraordinaire convoquée à Bayonne, etc., etc.

1807. *Situation politique de l'Europe à la fin de* 1807. *Bombardement de Copenhague. Événements en Turquie.* — A la fin de cette année, l'Angleterre était la seule puissance de l'Europe qui n'eût point fléchi devant Napoléon. Toutefois, cette superbe dominatrice des mers voyait une immense étendue de côtes interdite à ses vaisseaux ; une guerre active déclarée à son commerce ; le roi de Suède, seul allié qui lui restât, chassé de la Poméranie, de l'île de Rügen, et sur le point de perdre la Finlande (province que convoitait la Russie) et bientôt sa couronne, que ses sujets pensaient déjà à placer sur la tête d'un prince plus digne, selon eux, de la porter.

Par la rigueur du blocus continental, Napoléon portait au commerce anglais les coups les plus sensibles, particulièrement sur tout le littoral de la Baltique d'où il allait être exclu. Ju-

geant, avec quelque apparence de raison, que la neutralité du Danemark n'était qu'illusoire, le cabinet britannique méditait depuis longtemps une expédition contre cette puissance, et cherchait un prétexte pour justifier son agression. Le traité de Tilsit, avec ses articles secrets, vint tout à propos lui en fournir un. Aussitôt une flotte de 25 vaisseaux de ligne, 12 frégates, 4 cutters, et un nombreux convoi de transports, aux ordres des amiraux Gambier et Effington, sortit les 3 et 4 août 1807 des ports de la Grande-Bretagne et se dirigea sur l'île de Seeland qu'elle bloqua. La légation anglaise se rendit le 8 auprès du prince royal de Danemark et lui proposa, au nom du roi d'Angleterre, de conclure avec la Grande-Bretagne une alliance offensive et défensive, garantie par la remise immédiate de la flotte danoise, de la forteresse de Cronenborg et de la ville de Copenhague aux troupes britanniques. Le prince royal rejeta avec indignation cette proposition insultante, et fit sur-le-champ toutes les dispositions nécessaires pour une vigoureuse défense. Du 15 au 16 la flotte anglaise débarqua 12,000 hommes non loin de Copenhague ; et, après diverses tentatives infructueuses pour enlever cette capitale par un coup de main, lord Cathkart, qui commandait les troupes de débarquement, fut réduit à attendre son artillerie de siége pour commencer une attaque régulière.

1807.

Le 18, il somma le général Peymann, gouverneur de la place, de la rendre s'il ne voulait pas lui faire éprouver les horreurs d'un siége. Celui-ci répondit qu'il ferait son devoir. Cependant quelques succès partiels obtenus par les troupes danoises ne pouvaient retarder que momentanément les préparatifs d'une attaque combinée par terre et par mer qui furent terminés le 1er septembre. L'artillerie de siége étant arrivée, lord Cathkart renouvela sa sommation, qui fut repoussée comme la première fois. Alors vingt pièces de 24, quarante-huit mortiers et obusiers ouvrirent leur feu sur la ville en même temps que celui de la flotte. Ce premier bombardement dura pendant onze heures ; il recommença le 3 septembre et fut continué avec fureur jusqu'au 5 à onze heures du matin. S'il eût duré pendant quelques heures de plus, Copenhague eût été entièrement détruit. Dans cette cruelle situation, le général Peymann dut songer à entrer en arrange-

1807. ment avec les généraux ennemis. D'après une convention signée le 7, et renfermant les conditions qu'il plut aux Anglais de dicter, la citadelle, l'arsenal et les chantiers de la marine furent remis aux troupes assiégeantes ; tous les vaisseaux et bâtiments de guerre avec leurs équipements furent également remis aux commandants de la flotte britannique. Le général Peymann fit connaître aux habitants, par une proclamation, les dures conditions auxquelles la nécessité l'avait forcé de souscrire pour préserver la capitale d'un incendie général et des suites incalculables d'une prise d'assaut.

Mais le prince royal, qui s'était retiré sur le continent avec sa famille et la cour, refusa de ratifier la convention de Copenhague, repoussa toutes propositions d'alliance, aussi dérisoires qu'injurieuses, et déclara qu'il resterait en guerre avec l'Angleterre jusqu'à ce qu'il eût repris par la force des armes ce qui lui avait été arraché par la surprise et la trahison. A la nouvelle du barbare triomphe du gouvernement britannique sur une puissance neutre et inoffensive, toutes relations cessèrent entre les cabinets de Saint-Pétersbourg, de Berlin et celui de Londres. Le Danemark et la Prusse, suivant l'impulsion de la Russie, adhérèrent au système continental et fermèrent leurs ports aux Anglais, résultat entièrement opposé à celui que ces insulaires avaient voulu prévenir par leur honteuse expédition de Copenhague. L'empereur Napoléon saisit cette occasion d'exciter les souverains du Nord à s'allier avec lui pour venger une injure qui leur était commune. Le prince de Ponte-Corvo, dont le quartier général était à Hambourg, reçut l'ordre d'entrer dans le Holstein pour y remplacer les troupes danoises et se préparer à porter la guerre en Suède. Telle était à la fin de 1807 la situation des affaires dans le Nord.

Au midi, le général Junot achevait l'entière occupation du Portugal. Le roi d'Espagne, vassal de la couronne impériale, était prêt à sacrifier ses forces de terre pour son suzerain, comme il lui avait déjà fait le sacrifice de sa marine ; une armée castillane, portée au fond de l'Allemagne, bravait les glaces du nord, en gardant, sous les ordres du prince de Ponte-Corvo, les côtes du Holstein. L'Italie ne présentait plus, pour ainsi dire, qu'une seule masse de sujets préparés à exécuter aveu-

glément les ordres de son dominateur. Dans un voyage fait, vers la fin de 1807, à Milan, Napoléon venait de donner à son royaume une constitution plus robuste et plus convenable à ses vues ultérieures ; le traité de Fontainebleau [1] enlevant la Toscane au prince espagnol qui l'avait reçue en échange du duché de Parme, ce beau pays allait encore augmenter le nombre des départements de l'empire au delà des Alpes ; le souverain pontife, déjà presque réduit à la simple condition d'évêque de Rome, devait être bientôt arraché de la chaire de Saint-Pierre, pour voir ses États subir le sort de ceux de la reine d'Étrurie ; enfin, la prise de Reggio et celle de Scylla, dont nous rendrons compte plus bas, assuraient à Joseph Bonaparte l'entière possession du royaume de Naples, gardé par une armée française.

1807.

A l'est, les souverains de Bavière et de Würtemberg, redevables de la couronne royale au vainqueur de l'Autriche, avaient ajouté aux liens de la reconnaissance ceux du sang, en mariant leurs filles aux princes Eugène et Jérôme.

Moins humiliée que la Prusse, l'Autriche, après une année de paix, commençait à la vérité à supporter avec quelque impatience le joug imposé par le traité de Presburg ; mais ses plaies n'étaient point encore assez cicatrisées pour qu'elle pût reprendre les armes ; et Napoléon, peu inquiet des dispositions secrètes de cette puissance, paraissait croire à la sincérité de ses démonstrations, se réservant peut-être de la faire repentir plus tard de son penchant vers l'Angleterre, dont elle croyait que l'appui seul pouvait lui rendre son influence première. La Porte Ottomane, craignant également l'Angleterre et la Russie, ne voyait dans l'empereur des Français, dans le vainqueur de l'Europe coalisée, qu'un ami sincère, intéressé à prévenir sa ruine.

De grands événements avaient eu lieu dans l'empire turc, et nous croyons d'autant moins inutile d'en donner ici une esquisse rapide, qu'ils se lient, en quelque sorte, avec ceux que nous avons déjà rapportés, et que l'influence de Napoléon n'y fut point étrangère. En l'absence d'un ministre français à Cons-

[1] Voir page 241.

1807. tantinople, les ambassadeurs d'Angleterre et de Russie s'étaient flattés d'entraîner la Porte Ottomane dans la nouvelle coalition, en présentant au divan, comme un acte d'hostilité, l'occupation de la ville et du territoire de Raguse par le général Marmont, l'État de Raguse étant tributaire et sous la protection du Grand Seigneur. Napoléon, de son côté, représentait au gouvernement ottoman le danger qu'il y aurait pour la Turquie de s'allier à ses ennemis naturels qu'il avait vaincus et divisés dans les champs d'Austerlitz, et que lui seul pouvait contenir; qu'il importait davantage à la Porte de rétablir l'ancienne alliance qui seule lui offrait une garantie basée sur un intérêt commun. Tel fut l'esprit des instructions qu'il donna à son ambassadeur, le général Sébastiani. Celui-ci partit de Paris à la fin de juin 1806, et arriva à Constantinople le 10 août. Il avait pour mission d'effacer les préventions et les ressentiments que les Turcs conservaient depuis l'expédition d'Égypte, de flatter le sultan Sélim III, qui avait la noble ambition de civiliser sa nation, et de l'engager à déclarer la guerre aux puissances coalisées contre la France. Doué d'un esprit vif et pénétrant, d'un caractère ferme et audacieux, sous des formes séduisantes, le général Sébastiani réussit facilement à se concilier la confiance du ministère ottoman et la faveur du sultan Sélim, auquel il fit sentir l'avantage du renouvellement de l'ancienne alliance avec la France et toute l'importance de l'appui que lui offrait l'empereur Napoléon.

En apprenant, dans les premiers jours de septembre, que l'empereur de Russie avait refusé de ratifier le traité signé à Paris par son plénipotentiaire M. d'Oubril, et que la mort de Fox avait fait évanouir tout espoir de paix avec l'Angleterre, le général Sébastiani déclara au reis-effendi que le traité de Paris n'avait pas été ratifié parce que l'indépendance de l'empire ottoman et l'intégrité de son territoire y étaient formellement stipulés; que l'occupation des bouches de Cattaro par les Russes et leur alliance avec les Monténégrins et les Serviens étaient des actes d'hostilité contre la Porte, et que si elle continuait de les tolérer, l'empereur Napoléon exigerait que le Bosphore fût fermé aux vaisseaux de guerre et de transports des puissances en hostilité avec la France; et que, dans le cas

contraire, il ferait traverser par son armée le territoire de l'empire ottoman pour aller combattre l'armée russe sur les rives du Dniester; enfin que le renouvellement ou la continuation de l'alliance avec l'Angleterre et la Russie serait considéré comme une accession de la Sublime Porte à la nouvelle coalition. Cette déclaration fut accueillie favorablement par les ministres et par le sultan Sélim, jaloux des suffrages et de l'amitié de Napoléon, et le crédit de l'ambassadeur s'accrut au point qu'il osa demander et qu'il obtint la déposition des hospodars de Moldavie et de Valachie, les princes Ipsilanti et Morousi, qui étaient entièrement dévoués à la Russie, et leur remplacement par les princes Souzzo et Callimachi, non moins dévoués à la France. Cette mesure prise en violation du traité de Jassi, d'après lequel les hospodars régnants de ces deux provinces ne pouvaient être déplacés qu'avec le consentement de la cour de Pétersbourg, devenait une cause légitime de guerre. L'ambassadeur de Russie, M. Italinski, appuyé par M. Arbuthnot, ambassadeur d'Angleterre, réclama contre cette violation du traité, et, n'obtenant pas satisfaction sur-le-champ, il demanda ses passe-ports et s'embarqua. Mais l'ambassadeur anglais ayant déclaré au divan qu'une escadre allait franchir les Dardanelles et brûler Constantinople si les princes Ipsilanti et Morousi n'étaient pas rétablis à l'instant dans leurs gouvernements, les ministres effrayés conseillèrent au sultan de céder, et les deux princes furent rétablis avec autant de précipitation qu'on en avait mis à les déposséder.

1807.

Le divan croyait, par cette condescendance, avoir ôté tout prétexte de guerre à la Russie, lorsque, vers la fin de novembre, une escadre anglaise de trois vaisseaux de ligne et quatre frégates, commandée par l'amiral Louis, parut à Ténédos. Deux de ces vaisseaux passèrent sans opposition le détroit des Dardanelles, et vinrent mouiller devant Constantinople; à la même époque une armée russe de 40 à 50,000 hommes, commandée par le général Michelson, entra en Moldavie, et s'empara de Choczim, de Bender et de Jassi. La proclamation du général russe, basée sur des griefs déjà redressés, produisit un effet tout contraire à celui qu'en avait espéré la cour de Russie, et servit à souhait la cause des Français, bien qu'il y fût dit que

1807. l'entrée d'une armée russe en Moldavie avait pour objet « de préserver la cour et les États du sultan du danger de devenir la proie de l'ambition démesurée de Bonaparte, et pour acquérir la possibilité de faire concevoir à la Sublime Porte la nécessité où elle était de se tenir en alliance avec les cours de Russie et d'Angleterre [1]. »

Aussitôt que la nouvelle de cette invasion fut répandue à Constantinople, le peuple, au lieu de s'effrayer de l'approche des Russes, poussa des cris de fureur et d'indignation. Enfin, pressé par l'ambassadeur français, le sultan Sélim, qui hésitait encore, se décida, le 27 décembre, à déclarer la guerre à l'empereur de Russie. On fit des apprêts considérables sur terre et sur mer. Mustapha-Baraycktar, pacha de Roustchouk, rassembla sur le Danube une armée où furent appelés tous les pachas de la Romélie. On leva de nombreuses troupes asiatiques à la tête desquelles le grand vizir devait marcher avec l'étendard sacré.

Cette agression, contre laquelle le gouvernement turc ne se trouvait point en mesure, aurait peut-être conduit l'armée russe aux portes de Constantinople, sans l'invasion de la Pologne par l'armée française. Privé des 25,000 hommes que l'empereur Alexandre rappela tout à coup au secours de ses frontières menacées [2], le général Michelson, qui déjà avait occupé Bukharest, ne dépassa point cette capitale de la Valachie. Ce retard forcé dans les opérations du général moscovite donna le temps au grand vizir de former son armée, dont l'avant-garde fut bientôt en présence des Russes, et acheva de paralyser leurs desseins.

Le territoire ottoman avait été violé sans déclaration préalable de guerre; la proclamation faite par le général Michelson en entrant en Moldavie avait eu pour but direct de compromettre le gouvernement turc vis-à-vis de ses sujets, et d'ailleurs le divan, éclairé par l'ambassadeur français, savait à quoi s'en tenir sur les intentions et les vues de la Russie et de sa complaisante alliée, l'Angleterre.

[1] Expressions du manifeste adressé par le général Michelson aux autorités constituées des provinces ottomanes.

[2] Voir page 90.

1807.

L'ambassadeur d'Angleterre, M. Arbuthnot, reçut, vers le 15 janvier 1807, l'ordre d'insister sur le rétablissement de l'alliance offensive et défensive entre la Sublime Porte et la Grande-Bretagne, d'exiger l'expulsion du général Sébastiani, la remise aux troupes anglaises des forts et des batteries des Dardanelles, celle de la flotte ottomane, et la cession des provinces de Moldavie et de Valachie à la Russie. Ces propositions furent rejetées avec indignation. M. Arbuthnot, qui avait reçu de sa cour l'ordre de se retirer si ses propositions n'étaient pas acceptées, fit en secret ses préparatifs de départ, se rendit le 29 janvier avec sa légation à bord d'une frégate mouillée dans le port de Constantinople, fit couper les câbles à huit heures du soir, et sortit du port sans être aperçu. Il eut le bonheur d'atteindre sans difficulté la rade de Ténédos, où il attendit l'arrivée d'une nouvelle escadre anglaise commandée par l'amiral sir Thomas Duckworth. Celle-ci arriva le 15 février et se rallia à l'escadre de l'amiral Louis dans la rade de Ténédos. Cette flotte se trouva ainsi composée de sept vaisseaux de ligne, deux frégates, deux corvettes et deux galiotes à bombes. Malgré l'imminence du danger, le général Sébastiani ne put vaincre l'apathie des Turcs, qui n'avaient fait encore aucun préparatif pour défendre l'entrée du canal des Dardanelles. Le 19 février, la flotte anglaise mit sous voile, portant le cap au nord et s'élevant au vent pour embouquer le détroit. Secondés par un vent frais de sud-ouest, les vaisseaux anglais, en tête desquels était le vaisseau amiral, dépassèrent rapidement les batteries des châteaux extérieurs, sans répondre au feu des Turcs, presque insignifiant à cette entrée; mais, arrivés à la hauteur des châteaux d'Europe et d'Asie sur les deux rives du détroit de Gallipoli, la canonnade s'engagea vivement. Défilant entre les feux croisés de l'énorme artillerie des deux châteaux, les vaisseaux anglais y répondaient par leurs bordées de bâbord et de tribord, et portèrent la terreur et le plus grand désordre dans les batteries des Turcs, qui abandonnèrent ainsi que le capitan-pacha ce poste périlleux où restèrent presque seuls les officiers français. Après avoir foudroyé les châteaux, la flotte anglaise s'engagea dans le canal, sans y rencontrer d'obstacle. Le vaisseau du capitan-pacha, sur lequel celui-ci avait évité

1807. de se rembarquer, fut attaqué, pris et brûlé par l'amiral Sidney-Smith, commandant en second de l'expédition. Quatre frégates, des cinq dont se composait l'escadre turque mouillée à la pointe de Nagara, se rendirent, s'échouèrent et furent incendiées; la cinquième, qui osa combattre contre trois vaisseaux, n'amena son pavillon qu'après avoir perdu les deux tiers de son équipage. Un seul brick s'échappa, et alla porter à Constantinople la nouvelle de ces désastres et de l'entrée de la flotte anglaise dans la mer de Marmara.

Le 20 février, à quatre heures du soir, la flotte anglaise vint mouiller aux îles des Princes, à trois lieues de l'entrée du port de Constantinople. La consternation était générale et la plus grande confusion régnait dans le sérail : on s'indignait de la lâcheté du capitan-pacha, qui avait occupé le château d'Europe, on accusait de trahison Feyzy-Effendi, favori du sultan, qui avait occupé le château d'Asie; le premier fut destitué sur-le-champ, le second paya de sa tête. Les esprits étaient diversement agités : le divan avait peur, tandis que le peuple, qui ne partageait pas les frayeurs des habitants du sérail, poussait des cris de fureur et de vengeance contre les Anglais. Il fallut toute la noble énergie du général Sébastiani pour arrêter les premières résolutions du Grand Seigneur, qui était près d'accepter les conditions imposées par l'ennemi. Cependant le tumulte allait croissant dans la ville et dans les faubourgs : les canonniers couraient aux batteries encore désarmées; les janissaires prenaient les armes; enfin les ministres qui venaient de conseiller à leur maître une honteuse soumission, entraînés par le mouvement populaire et craignant d'en devenir les victimes, changèrent promptement de résolution, et représentèrent au Grand Seigneur qu'il fallait profiter de cet enthousiasme. Enfin le sultan se détermina à rejeter les propositions des Anglais et à repousser leur injuste agression. Les dispositions proposées par le général Sébastiani furent adoptées, et l'offre des services des officiers français qui se trouvaient à Constantinople fut acceptée avec reconnaissance.

Cependant l'amiral Duckworth et l'ambassadeur d'Angleterre adressèrent, des îles des Princes, au reis-effendi un parlementaire chargé de lui remettre des lettres renfermant les mêmes

sommations que celles que le divan avait repoussées un mois auparavant. L'amiral n'accordait au divan qu'une demi-heure pour délibérer et répondre à sa note; mais le parlementaire fut si brutalement accueilli par le ministre de la marine, que, craignant pour sa vie, il retourna vers la flotte sans avoir rempli sa mission. Un second parlementaire dépêché avec une note particulière de M. Arbuthnot ne fut pas plus écouté que le premier. Pendant cette négociation, que l'ambassadeur de France faisait habilement prolonger, les travaux de défense avançaient avec une incroyable rapidité. On élevait et armait des batteries, une immense population portait les terres, les fascines et trainait les canons. Le général Sebastiani, ses aides de camp et tous les Français qui se trouvaient à Constantinople, l'ambassadeur d'Espagne Almenara, les ministres et le sultan Sélim lui-même, à pied et sans escorte au milieu des travailleurs, parcouraient ces nombreux ateliers, les dirigeaient, les encourageaient et excitaient le zèle de ceux qui travaillaient par des éloges et des largesses. Dès le troisième jour, la défense de Constantinople était assurée, lorsque les Anglais feignirent de se mettre en mouvement et de commencer leur attaque; mais l'amiral Duckworth put juger, par la contenance des Turcs, de l'impossibilité d'obtenir le moindre succès, devant des batteries formidables armées de six cents pièces de canon, cinquante mortiers et seize grilles à rougir les boulets; d'un autre côté, la crainte de trouver le passage du détroit plus difficile et mieux défendu que lorsqu'il l'avait surpris et forcé décida l'amiral Duckworth à renoncer à cette téméraire entreprise. Le 2 mars au matin, la flotte anglaise mit à la voile, s'éloigna et disparut aux yeux des habitants de Constantinople. Les fortes batteries des forts intérieurs des Dardanelles, mieux disposées cette fois par des officiers français, et servies par de bons canonniers, firent beaucoup de mal aux vaisseaux anglais. Quoique leur passage à la faveur du vent et des courants fût extrêmement rapide, plusieurs furent atteints par des boulets de granit du poids de sept à huit cents livres, lancés au hasard par d'énormes pièces de bronze sans affûts et dont le tir ne peut être dirigé. Une de ces masses rencontra le vaisseau à trois ponts le *Windsor-Castle*, entr'ouvrit le bordage et coupa le grand mât

1807.

1807. dans l'entre-pont; une autre enfila par la poupe le *Standart*, détruisit une partie du pont, et mit soixante hommes hors de combat. Après être sorti du canal, l'amiral anglais jeta l'ancre dans la rade de Ténédos, et fit voile pour Malte. L'amiral russe Siniawin, avec dix vaisseaux de ligne et quelques frégates, vint relever la croisière anglaise dans l'Archipel; il s'empara des îles de Lemnos et de Ténédos, et ferma étroitement le canal des Dardanelles. Dans cette position, il bloquait Constantinople et observait la flotte ottomane en dedans des châteaux. Le capitan-pacha Seïd-Ali, qui commandait cette flotte, résolut d'attaquer l'escadre russe qu'il aborda le 1er juillet; mais, mal secondé par ses capitaines, et après un combat acharné entre les deux flottes, à peu près d'égale force, deux vaisseaux turcs furent pris, et le reste de la flotte très-maltraité se retira sous le canon des châteaux. Malgré cet échec, Saïd-Ali débloqua réellement le canal, puisque l'escadre russe avait tellement souffert que la plupart des vaisseaux étaient hors d'état de tenir la mer. L'amiral Siniawin fut obligé de faire route pour les îles Ioniennes, afin d'y réparer ses avaries [1].

Ainsi se termina, à la honte de l'Angleterre, une expédition maritime dont le but était moins d'entraîner le Grand Seigneur dans la coalition contre la France que d'exercer à Constantinople les mêmes pirateries qui avaient signalé les expéditions contre la Hollande et le Danemark.

Les Russes n'avaient pas obtenu plus de succès sur terre. Depuis l'occupation de Bukharest par le général Michelson, ils avaient eu avec les Turcs, commandés par Mustapha-Barayctar, un grand nombre d'engagements dans lesquels ceux-ci avaient presque toujours obtenu des avantages marqués. Une révolution eut lieu à Constantinople vers la fin du mois de mai : elle fit descendre le sultan Sélim III du trône; mais elle ne changea rien aux dispositions du gouvernement turc; cependant le général Michelson se maintint dans la haute Valachie et en Moldavie, par suite du peu d'ensemble que les différents corps de l'armée turque apportèrent dans leurs opérations; car cette

[1] Mathieu Dumas, *Précis des événements militaires*, vol. 17 et 19. Juchereau Saint Denis, *Révolutions de Constantinople en* 1807 *et* 1808.

révolution éclata aussi à l'armée du Danube où se trouvaient le grand vizir et les ministres qui suivent toujours l'étendard sacré. L'aga des janissaires, dévoué à Sélim, avait été massacré par sa troupe. Cet événement causa le plus grand désordre dans l'armée, rompit l'accord entre les chefs et arrêta les opérations concertées pour attaquer et chasser de la Valachie l'armée russe déjà fort affaiblie par les détachements que Michelson avait fait marcher en Pologne. Le grand visir devait concentrer son corps d'armée à Choumla, passer le Danube à Galatz et à Ismaïl et se porter sur le Seret, tandis que Mustapha-Baraycktar, partant de Roustchouk, se serait porté sur Bukharest. Ces mouvements, ceux des pachas qui avaient ordre d'amener de puissants renforts à l'armée du grand vizir étaient paralysés par les conséquences de la révolution de Constantinople, lorsque le général Guilleminot, dépêché de Tilsit par Napoléon, après la signature de la paix, apporta d'abord au quartier général russe à Bukharest, et ensuite à celui du grand vizir à Choumla, l'armistice stipulé par l'article 21 du traité de paix conclu entre la Russie et la France.

1807.

Aux termes de l'article 22 du traité, les troupes russes devaient se retirer des provinces de Valachie et de Moldavie; mais ces provinces ne pouvaient être occupées par les troupes du Grand Seigneur jusqu'à l'échange des ratifications du traité de paix définitif entre la Russie et la Porte Ottomane, traité qui devait se négocier de suite, en conformité des articles 21 et 22 de celui de Tilsit. Toutefois, dans les fréquentes conversations que Napoléon et Alexandre avaient eues ensemble pendant leur séjour à Tilsit, ces deux monarques étaient presque convenus qu'on traînerait en longueur l'évacuation (par les troupes russes) des provinces dont nous parlons; Napoléon laissa même entrevoir à l'empereur de Russie le projet de jeter les Turcs en Asie, attendu, disait-il, que c'était une espèce de honte pour les puissances chrétiennes de souffrir plus longtemps ces barbares en Europe [1].

[1] Rapport du général Savary à l'empereur Napoléon, daté de Saint-Pétersbourg, le 18 novembre 1807. (Voyez *la Correspondance inédite de Napoléon Bonaparte*, tome VII.)

1807. D'après cette espèce de convention secrète, Alexandre, en envoyant au général Michelson les instructions et les pouvoirs nécessaires pour traiter d'un armistice avec les Turcs, et pour le ratifier, lui ordonna de prolonger, le plus qu'il pourrait, les négociations qui devaient avoir lieu à ce sujet. Le général obéit, et mourut pendant la durée de ces négociations. Son successeur provisoire les termina, en concluant l'armistice sans attendre les ordres directs du cabinet de Saint-Pétersbourg.

Les troupes russes avaient déjà commencé leur mouvement rétrograde pour évacuer les deux provinces, lorsque des détachements turcs repassèrent le Danube, rentrèrent dans Galatz, qu'ils avaient évacué conformément à l'armistice, tuèrent des officiers et des membres du gouvernement moldave, se livrèrent à tous les désordres ordinaires à cette nation, et s'avancèrent à la poursuite de leurs adversaires. Le général russe, effrayé de cette infraction, s'arrêta d'abord, puis, revenant sur ses pas, chassa les Osmanlis de Galatz, et les força de repasser le Danube. Sur ces entrefaites, il reçut des dépêches de l'empereur Alexandre, qui lui notifiait le refus d'accepter l'armistice conclu, et lui donnait l'ordre de demander sur-le-champ au grand vizir de changer ou d'annuler deux articles de cette transaction, qui compromettaient la dignité des armes russes. Le vizir refusa positivement de rien changer à l'armistice que les Turcs venaient de rompre eux-mêmes en repassant le Danube et en rentrant dans Galatz. En conséquence, le cabinet russe considéra les choses comme rétablies dans leur premier état, et ne crut pas devoir ordonner l'évacuation convenue par un acte qui, de fait, n'avait plus de valeur.

Cependant Napoléon, feignant d'oublier la convention verbale de Tilsit, fit demander officiellement à l'empereur Alexandre, par le général Savary, qui se trouvait alors à Saint-Pétersbourg en qualité d'envoyé extraordinaire, les motifs du retard qu'éprouvait l'évacuation stipulée par l'article 22 du traité de paix avec la Russie. L'envoyé français représenta au monarque russe que la paix ne pouvait pas être rétablie entre la Russie et la Porte Ottomane que préalablement cette opération n'eût eu lieu, puisqu'elle était la base du traité de paix et celle de l'armistice qui avait été conclu, lequel armistice

était lui-même le préliminaire de la paix définitive que l'on voulait établir. Il ajouta que l'évacuation ne s'effectuant pas, l'armistice se trouvait par cela même annulé, et que conséquemment les négociations de paix ne pouvaient pas s'entamer.

Alexandre répondit à ces observations par l'exposé des faits qu'on vient de lire plus haut.

Le résultat de la démarche du général Savary fut que l'on temporiserait encore, jusqu'à ce que Napoléon eût pris une résolution définitive sur le sort des deux provinces turques dont le gouvernement russe réclamait toujours la possession, d'après la promesse faite à Tilsit.

Dans l'ignorance absolue de ces intrigues diplomatiques, la cour de Constantinople continuait de se reposer entièrement sur l'empereur des Français du soin d'amener la Russie à conclure avec elle une paix honorable.

Quelque rassurant que paraisse ce tableau de la situation de l'Europe pour les intérêts futurs de la France, nous voici cependant parvenus à l'époque où Napoléon fut entraîné, par la fatalité, dans la plus impolitique et la plus injuste des guerres qu'un monarque ambitieux, mais adroit, ait pu jamais entreprendre; mais, avant de commencer le récit des événements qui précédèrent la lutte mémorable de l'Espagne avec la France, nous devons consigner ici ce qui nous reste à dire de la dernière campagne des Français dans le royaume de Naples.

Italie.
17 février.

Fin des opérations militaires dans le royaume de Naples. Prise des places de Reggio et de Scylla. — Le général Reynier, après la reddition de Cotrone et quelques expéditions partielles dans les montagnes de Calabre, s'était occupé avec activité des préparatifs nécessaires pour la reprise des forts de Reggio et de Scylla, seuls points qui restassent encore au roi Ferdinand sur le continent. Une grande route fut ouverte de Lagonegro au camp de la Corona, au-dessus de Seminara, pour faire venir l'artillerie et les munitions; une partie de ces dernières, venant par mer, furent débarquées au port d'il Pizzo[1],

[1] Petit village sur la côte de la Méditerranée, devenu célèbre par la catastrophe du roi Joachim Murat, qui y débarqua en 1815, et fut immédiatement fusillé par jugement d'une commission militaire.

1808. Italie.

à six milles de Monteleone; et, comme il était important que le corps du général Reynier, qui devait faire le siége des deux places ci-dessus, fût échelonné, le roi Joseph envoya de Naples une brigade de sa garde avec les deux régiments nouvellement formés, Latour d'Auvergne et Isenbourg, sous le commandement du général Saligny, pour occuper les postes de Monteleone, Nicastro et Cosenza.

Cette précaution était d'autant plus urgente, qu'un corps de dix mille hommes, Anglais et Siciliens, était rassemblé aux environs de Messine, et menaçait de s'embarquer incessamment pour venir contrarier les opérations des siéges, soit en jetant des troupes fraîches dans les places dont les Français voulaient s'emparer, soit en venant se placer sur les derrières du corps assiégeant.

Le roi Joseph, pour appuyer le général Reynier, qui donnait la main au général Saligny, rassembla ce qui lui restait encore de troupes disponibles, et se chargea de veiller lui-même sur Policastro et sur Salerne.

Le 31 décembre 1807, les troupes du général Reynier s'avancèrent vers Scylla, et s'établirent sur les hauteurs qui dominent cette place, qui fut bientôt investie. Il n'y eut à cette occasion que quelques engagements peu sérieux entre les voltigeurs français et quelques bandes qui rôdaient aux environs.

De nouvelles difficultés se présentèrent pour le transport de l'artillerie de Seminara à Amelia. Indépendamment du terrain qu'il fallait aplanir, des torrents larges et rapides, descendant d'une montagne connue sous le nom d'*Aspro-Monte*, faisaient regarder cette opération comme impraticable. Le commandant proposa de remonter l'*Aspro-Monte*, de manière à n'avoir à traverser les torrents que vers leur naissance, et par conséquent où ils étaient guéables.

Un mois s'écoula pendant les travaux qu'on fut obligé de faire en cette circonstance, et, pendant ce temps, il ne se passa rien de remarquable.

Le 30 janvier 1808, le général Reynier, ayant laissé des forces suffisantes devant Scylla, marcha sur Reggio. Une partie des troupes, avec l'artillerie nécessaire au siége de cette dernière place, suivit le bord de la mer, et se trouva exposé au feu de

[illegible]
Italie.

plusieurs chaloupes canonnières siciliennes qui côtoyaient le rivage; quelques-unes s'étaient même embossées très-près de terre, vis-à-vis de Pimpinello, point le plus favorable pour arrêter la marche de la colonne française. Elles tirèrent d'abord avec tant de vivacité, que le général Reynier se vit forcé de mettre ses pièces de 12 en batterie. Le feu de ces dernières, parfaitement dirigé, fit taire celui des bâtiments ennemis, balaya leurs ponts, et, comme ils ne faisaient aucune manœuvre pour s'éloigner du rivage, on leur cria de se rendre. Personne ne se montrant pour répondre à cette sommation, un grenadier du 62e régiment de ligne se jeta à la mer pour aller annoncer au commandant de ces chaloupes qu'elles allaient être coulées bas, si elles n'amenaient pas sur-le-champ; ce qu'elles firent. Elles étaient au nombre de quatre, portant chacune un canon du calibre de 24. Les Français arrivèrent devant Reggio et l'investirent.

Dans l'après-midi du lendemain, un brick anglais, qui n'avait point cessé depuis le matin d'inquiéter par son feu les troupes assiégeantes dans leur établissement autour de la place, poussé par une brise très-forte et entraîné par les courants, vint se jeter à la côte. Des tirailleurs accoururent aussitôt sur le rivage, et firent sur ce bâtiment un feu si bien dirigé, que l'équipage abandonna les manœuvres et le tillac, et ferma jusqu'aux sabords, pour se mettre à l'abri des balles. Vainement les matelots voulurent-ils mettre les embarcations à la mer : tous ceux qui se montraient étaient tués à l'instant. Le capitaine du brick, nommé Glaston, ne vit plus d'autre parti à prendre que celui de se rendre à discrétion, après avoir perdu dix-neuf hommes : les prisonniers étaient au nombre de cinquante-six, officiers compris.

Le 1er février, une trentaine de barques sortirent du port de Messine; elles avaient à bord 7 à 800 hommes de troupes, et le but de cette expédition paraissait être de reprendre le brick qui était resté engravé sur la côte. Le général Reynier ordonna qu'on y mît le feu; une seule barque osa s'approcher pour arrêter les progrès de l'incendie; mais on lui tua quelques hommes, et elle s'éloigna. Les autres bateaux, après s'être avancés vers le port de Reggio, où on pensait qu'ils allaient entrer, retournèrent à Messine.

1806. Italie.

Dès la veille, les Français avaient pénétré dans la ville de Reggio, qui est ouverte; mais ils n'avaient pu s'en rendre entièrement maîtres, parce que les bandits napolitains et les Siciliens avaient élevé des retranchements dans les rues pour défendre les approches du fort, qui avait en outre une garnison de troupes de ligne anglo-siciliennes.

Le général Reynier fit avancer son artillerie pour renverser toutes ces traverses, derrière lesquelles l'ennemi faisait un feu assez vif. L'infanterie française se précipita ensuite à la baïonnette sur ses adversaires, et, les poussant jusqu'à la mer, elle les força de se jeter à la hâte et en désordre dans des barques qui les conduisirent en Sicile. Le 2, à la première sommation qui lui fut faite, la garnison du fort en ouvrit les portes, et se rendit prisonnière de guerre au nombre de 780 hommes, dont 67 officiers. On trouva dans ce château une vingtaine de pièces d'artillerie, beaucoup de munitions et de vivres.

Le 7 février, les compagnies de voltigeurs du 23e régiment d'infanterie légère et du 67e de ligne entrèrent de vive force dans la petite ville de Scylla; les bandits qui la défendaient s'embarquèrent presque tous sous la protection du fort, où se trouvait une garnison du 62e régiment de ligne anglais.

Maîtres de la ville, les Français eurent plus de facilité pour battre en brèche le château. Des batteries furent élevées à cet effet, et bientôt mises en état d'agir. Le 15 février, la garnison du fort n'avait déjà plus aucun moyen de résistance; cependant, comme elle refusait de se rendre, le feu des assiégeants continua jusqu'au 17. Ce jour-là, une flottille de petits bateaux vint de la côte de Sicile pour chercher le détachement anglais qui, à l'aide d'un escalier taillé dans le roc sur lequel est bâti le fort de Scylla, réussit à s'embarquer, malgré le feu de l'artillerie assiégeante : un seul bâtiment, chargé de cinquante hommes, fut coulé bas. La prise du fort valut aux Français dix-neuf pièces de canon de 12 et de 24, deux mortiers, deux obusiers, une caronade, beaucoup de munitions, et quatre cent cinquante barils de biscuit.

La prise de Scylla mit fin à la longue campagne de l'armée française dans les Calabres. Peu de temps après ces dernières opérations, le général Reynier, que l'empereur appela à un


C. Ortegal
Ferrol
C. St. Adrien
C. Finisterre
Santiago
Padron
Vigo
Bayona
Braga
Bragança
Porto ou Oporto
Lamego
Viseu
Guarda
Coimbra
Peniche
Lisbonne
Evora
C. St. Vincent
Golfe de Lyon
Montpellier
Cap de Creux
Majorque
Cabrera
C. Rocas
Setubal
Setubal
Détroit de Gib
Lieues Communes de France
Pto. de la Estaca
C. Spartel
C. Trafalgar
Cadix
TE GÉNÉRALE
ESPAGNE
et de
ORTUGAL
1820.

autre poste, fut remplacé par le général Maurice Matthieu, qui fut chargé, dans le courant du mois de mars, de réunir ses troupes sur la côte vis-à-vis de Messine, et de rassembler toutes les barques du pays, pour donner aux Anglo-Siciliens l'inquiétude d'un prochain débarquement en Sicile; mais cette démonstration avait pour but réel de faire prendre le change aux Anglais sur la direction d'une escadre de dix à douze vaisseaux de ligne, qui sortirent à cette époque du port de Toulon pour se rendre dans l'Adriatique et mettre les îles Ioniennes à l'abri des entreprises que l'Angleterre pourrait former contre elles: elle n'eut d'ailleurs aucune autre suite.

Espagne.

Détails sur l'origine de la guerre d'Espagne; événements politiques dans ce royaume, etc. — L'alliance de l'Espagne avec la France, si longtemps entretenue par l'ambition du favori et premier ministre Manuel Godoï, prince de la Paix, avait mis cette monarchie dans la situation la plus critique. Sa marine était presque anéantie; la guerre avec l'Angleterre fermait les ports de la Péninsule, et lui enlevait toute communication avec ses possessions d'outre-mer. Toutefois, il n'en fallait pas moins payer le subside de 6 millions de francs, que Napoléon avait exigé pendant la durée de la guerre, pour tenir lieu des engagements stipulés par le traité conclu à Saint-Ildefonse le 18 août 1796 [1].

Les ressources étaient épuisées, et, quel que fût l'ascendant obtenu par Napoléon sur la cour de Madrid, celle-ci commençait à reculer devant l'abîme ouvert à ses pieds. C'est alors que la Prusse, excitée par l'Angleterre et soutenue par la Russie, déclara la guerre à la France. Godoï, qui n'ignorait point les dispositions secrètes de l'Autriche, crut voir l'Europe entière

[1] Par ce traité, la France et l'Espagne s'engageaient à se secourir mutuellement en cas d'attaque, par une escadre de cinq vaisseaux, six frégates et quatre corvettes, et une armée de vingt-quatre mille combattants, avec l'artillerie correspondante (*N. B.* Ces forces devaient être augmentées dans le cas où on le croirait nécessaire); à ne faire la paix que d'un commun accord, etc., etc.

1806. Espagne.

coalisée une seconde fois contre un ennemi commun, et, presque persuadé de la ruine prochaine de l'homme au char duquel il s'était attaché dans le cours de ses prospérités, ce ministre, au lieu de se préparer dans le secret à se joindre à la cause qu'il présumait devoir triompher, adressa, au nom du roi, aux Espagnols une proclamation véhémente, qui manqua son effet précisément parce qu'il l'avait rédigée lui-même.

Napoléon fut instruit à Berlin de cette démarche inconsidérée, et parut n'y donner aucune importance. Peut-être n'était-il pas fâché que le prince de la Paix lui eût fourni ce prétexte de ravir plus tard à la famille des Bourbons la couronne d'Espagne comme il lui avait enlevé celle de Naples.

Cette proclamation, qui fut publiée le 5 octobre, commençait à peine à se répandre en Espagne, lorsqu'on apprit la victoire d'Iéna. Godoï sentit alors toute son imprudence, et crut la réparer en envoyant un ambassadeur extraordinaire à Napoléon pour le féliciter sur son nouveau triomphe. L'appel fait au courage et au patriotisme des Espagnols par le premier ministre, au nom du roi son maître, avait été rédigé dans des termes assez obscurs pour qu'on pût, au besoin, essayer de donner le change sur son but. Lorsque le ministre de France à Madrid demanda une explication à ce sujet, Godoï répondit que la crainte d'une attaque prochaine des côtes d'Espagne par l'empereur de Maroc, qui devait être secondé par les Anglais, avait provoqué cet appel et l'armement extraordinaire qui devait en résulter. Il fallait toute la crédulité de l'inhabile ministre pour penser que Napoléon admettrait une excuse aussi ridicule.

Toutefois celui-ci, dissimulant son ressentiment, profita de la fausse position où venait de se placer Godoï vis-à-vis de lui, pour assurer, après la paix de Tilsit, le succès de l'expédition qu'il méditait contre le Portugal, en négociant le traité de Fontainebleau, dont nous avons rapporté précédemment les stipulations.

Au moment même où le gouvernement espagnol s'occupait, avec le plus d'activité, de seconder les desseins de Napoléon sur le Portugal, et lorsque l'avant-garde du général Junot avait déjà franchi la Bidassoa, un événement extraordinaire,

et qui devait avoir la plus grande influence sur la destinée de l'Espagne, attira les regards de tous les habitants de ce royaume et de l'Europe sur la résidence royale de l'Escurial.

Une mésintelligence très-prononcée existait depuis longtemps entre Godoï et l'héritier présomptif de la couronne. On en a attribué la cause à l'indignation qu'avaient excitée, dans le cœur du jeune Ferdinand, l'élévation scandaleuse d'un favori sans talents et sans vertu, l'ascendant despotique que celui-ci exerçait sur le roi et sur la reine, la partialité qu'il avait montrée pour la France lors du traité de Saint-Ildefonse. Le prince des Asturies, qui avait épousé en premières noces une fille de la reine Caroline de Naples, si connue par sa haine contre la France républicaine, partageait l'opinion de sa belle-mère, et s'était opposé à tout projet d'alliance avec une nation ennemie déclarée de la royauté. On prétend que les deux jeunes époux n'avaient laissé échapper aucune occasion d'accabler le prince de la Paix de leurs dédains; mais celui-ci, fort de son empire sur l'esprit de Charles IV et de la reine, s'en vengeait en tenant constamment éloigné des affaires l'héritier du trône.

La princesse des Asturies, Marie-Antoinette de Naples, mourut le 21 mai 1806, et le favori, qui lui attribuait avec raison la conduite que son époux avait tenue jusqu'alors envers lui, chercha à s'en rapprocher. Le prince, éclairé, par des serviteurs zélés, sur les motifs de la démarche du premier ministre, repoussa ses avances.

Sur ces entrefaites, le roi Charles IV tomba malade, et donna quelque inquiétude sur son existence. Godoï, justement alarmé d'un accident qui pouvait le livrer à tout le ressentiment du successeur du monarque, voulut prévenir ses dangers futurs; mais le secret et les précautions manquèrent. On répandit le bruit qu'il avait obtenu la promesse du roi pour la régence du royaume; et la malignité de ses nombreux ennemis alla jusqu'à faire entrevoir que l'assassinat du prince héréditaire ne répugnerait point à un ambitieux, qui voulait, à tout prix, usurper la couronne et la transmettre à sa famille. Un certain nombre d'individus de différentes classes, surtout ceux qui entouraient plus particulièrement Ferdinand, et qui avaient tant à redouter de l'exécution du projet réel ou supposé du prince

1808. Espagne.

de la Paix, jugèrent convenable et prudent de garantir la personne et les droits de l'héritier du trône contre tout attentat projeté. Une ligue secrète se forma, et le jeune prince, pressé par ses alentours intimes de prendre fermement un parti décisif, expédia, de sa propre main, un brevet sans date, qui conférait le commandement des troupes au duc de l'Infantado, dans le cas où le roi viendrait à mourir.

Le rétablissement de la santé de ce monarque, sans rien changer aux mesures prises de part et d'autre, fournit de plus à Godoï l'occasion de tenter une nouvelle démarche pour s'assurer l'impunité, même après la mort de Charles IV. Il forma le projet de marier sa belle-sœur, Marie-Louise de Bourbon, cousine du roi[1], avec le prince des Asturies. Le débonnaire Charles IV consentit à ce mariage, et en fit lui-même la proposition à son fils. Ferdinand, sans avoir d'ailleurs aucun autre motif de refuser la main de la princesse Marie-Louise, haïssait trop le favori pour ne pas montrer une grande répugnance à resserrer avec lui les liens de parenté. Ses confidents désapprouvèrent une alliance contraire aux intérêts du prince, et qui ne pouvait pas être agréable à la nation. Fort de ce conseil, Ferdinand eut assez de fermeté pour demander à son père quelque temps pour se décider à contracter un nouvel hymen. Godoï devina facilement l'intention du prince, ou plutôt celle de ses conseillers, et parut renoncer à son premier dessein.

Mais cette dernière circonstance redoubla le zèle des serviteurs de Ferdinand. Après de mûres réflexions, ils crurent avoir trouvé le moyen de soustraire leur maître à la dépendance humiliante de son adversaire, de balancer la toute-puissance de celui-ci, et de déjouer ses intrigues : il s'agissait de faire indirectement à Napoléon la demande d'une de ses nièces en mariage pour le prince des Asturies. On ne doutait point que la proposition ne fût accueillie par l'empereur français; il devait en résulter une protection éclatante pour Ferdinand, et peut-être la chute de l'homme qui voulait au moins se perpétuer dans le *vizirat* d'Espagne, s'il n'avait pas le dessein formel d'envahir le trône.

[1] Le prince de la Paix avait épousé, en 1795, Marie-Thérèse de Bourbon, fille d'un frère du roi Charles III, et sœur de la princesse Marie-Louise.

1808.
Espagne.

Les confidents du prince des Asturies commencèrent par sonder les dispositions de l'ambassadeur français à Madrid, M. de Beauharnais, et, comme elles se trouvèrent favorables, on lui confia le plan tout entier.

M. de Beauharnais, pensant que le mariage de l'héritier de la couronne d'Espagne avec une nièce de l'empereur des Français, quels que fussent d'ailleurs les projets de ce monarque, était une négociation dans les intérêts de la France, s'y prêta de bonne foi. Il fut convenu que le prince écrirait à Napoléon et lui exposerait franchement la situation où il était réduit, l'abus que Godoï faisait de la confiance du roi, et son désir de s'unir, par les liens du sang, *au grand homme du siècle* [1]. Cette lettre fut envoyée à l'empereur, qui ne vit, dans une pareille démarche, qu'une intrigue de cour, et ne répondit point à Ferdinand.

Le silence de l'empereur déconcerta le parti du prince des Asturies. Le secret de l'intrigue perça, malgré les précautions qu'on avait prises, et Godoï en apprit presque tous les détails. Pour porter à son imprudent ennemi un coup dont l'effet fût plus sûr, le favori fit parvenir au roi une lettre anonyme, dans laquelle on lui dénonçait une conspiration tramée contre sa couronne et son existence, et dont le prince son fils était le chef. Charles IV, disposé d'avance à accueillir une aussi grave accusation, entra dans une fureur difficile à exprimer ; il se transporta sur-le-champ dans le cabinet du prince, fit ouvrir son secrétaire, prit tous les papiers qui s'y trouvaient, les examina lui-même, et les remit ensuite au marquis de Caballero, ministre de la justice.

Le 29 octobre, le roi fit appeler tous les ministres et le président du conseil de Castille : le prince fut amené, et son père l'interrogea lui-même sur les écrits chiffrés qui avaient été trouvés dans son secrétaire. Les réponses du prince ayant paru embarrassées, le roi se leva, suivi de ses ministres et escorté d'un détachement de gardes du corps, il conduisit le prince dans ses appartements, lui demanda son épée, le déclara prisonnier d'État, et lui interdit toute espèce de communication.

[1] Expressions du prince dans sa lettre.

1808. Espagne.

Tous les individus attachés au service de Ferdinand, depuis son précepteur le chanoine Escoiquiz, principal artisan de l'intrigue dévoilée, jusqu'au dernier de ses écuyers, furent arrêtés. Les postes du château furent doublés, et on expédia des ordres pour que les troupes de la garnison de Madrid, parties depuis peu pour joindre l'armée auxiliaire en Portugal, revinssent à marches forcées.

Un décret du roi, inséré le lendemain 30 dans la Gazette officielle de Madrid, dénonça au peuple espagnol le crime du prince des Asturies, et annonça que l'héritier présomptif de la couronne allait être jugé par une commission spéciale de onze membres du conseil suprême de Castille.

Cette étrange nouvelle causa la plus vive sensation dans toutes les provinces : elle devint l'objet de tous les entretiens et déjà l'on s'attendait à voir renouveler la scène tragique de l'infortuné don Carlos, sous Philippe II. En effet, cette malheureuse affaire aurait eu peut-être un pareil dénoûment, si le favori, satisfait de la tournure qu'elle avait prise, et se croyant assez vengé par l'humiliation de Ferdinand, ne se fût pas servi de son ascendant sur l'esprit du monarque pour mettre fin à la procédure commencée. Il joua le rôle de médiateur, et, le 4 novembre (jour de la fête du roi), il obtint que le père irrité pardonnerait, pourvu que le fils s'avouât coupable et implorât la clémence de ses parents. Il se rendit auprès du prince avec le modèle des deux lettres à écrire, l'une au roi et l'autre à la reine. Ferdinand, qui avait déjà commencé sa justification auprès du tribunal chargé de juger son délit, en donnant une explication franche sur les pièces les plus probantes contre lui, en faisant connaître la clef des chiffres trouvés dans son secrétaire, et les motifs qui l'avaient conduit à rechercher l'alliance de l'empereur Napoléon, ne voulut point courir les chances de la procédure, et souscrivit à ce que Godoï exigeait de lui pour s'y soustraire.

Le favori retourna auprès du roi avec les deux lettres, qui furent insérées le lendemain 5, ainsi que le décret de grâce de Ferdinand. Ce prince fut remis en liberté; mais tous ses conseillers, déclarés innocents par la procédure que con-

tinua d'instruire (contre eux seulement) la commission spéciale, furent exilés. Le précepteur don Escoiquiz fut enfermé dans un couvent à cent lieues de Madrid.

Charles IV instruisit officiellement Napoléon de tous ces événements, sans lui cacher les soupçons qu'il avait de la complicité de l'ambassadeur Beauharnais dans cette affaire. Le monarque français se borna, pour toute réponse, à réclamer fortement la prompte exécution du traité de Fontainebleau. Godoi, plus que jamais intéressé à cette exécution qui lui donnait un état indépendant et un appui contre les suites de l'inimitié du prince des Asturies, donna tous ses soins à remplir les désirs de Napoléon, qui exigea en outre que l'on ne fît plus mention dans le procès de la part que semblait y avoir prise son ambassadeur, et que l'on n'attentât, sous aucun prétexte, à l'inviolabilité de sa personne et de sa maison. Cette espèce d'ordre fut accompagné de la menace d'une guerre immédiate, s'il n'était scrupuleusement observé.

Sur ces entrefaites, le corps d'armée sous les ordres du général Junot traversa le nord et l'ouest de l'Espagne pour se rendre en Portugal, et occupa ce royaume conjointement avec les troupes espagnoles, ainsi que nous l'avons déjà dit. Un second *corps d'observation de la Gironde* fut réuni à Bayonne immédiatement après le départ du premier; ce supplément de forces était destiné à entrer aussi sur le territoire espagnol; il se composait de trois divisions commandées par les généraux Barbou, Malher et Vedel. Ce corps, fort de 24,000 hommes, fut mis sous les ordres du général Dupont.

Dans l'état de perplexité où se trouvait le prince de la Paix sur les dispositions de l'empereur Napoléon à son égard, il crut devoir adopter le même système qu'un mois auparavant il avait si fortement combattu, et il engagea le roi à écrire lui-même à Napoléon pour lui demander une princesse de la famille impériale pour Ferdinand. L'empereur répondit de Milan, où il était alors, qu'il consentait à cette alliance, et cette détermination combla de joie, mais dans des vues différentes, le roi, son fils et le favori.

A cette même époque, le second corps d'observation de la

1808. Espagne.

Gironde, commandé par le général Dupont, franchit la frontière espagnole et s'avança sur Valladolid, annonçant sa direction vers le Portugal, afin de ne donner aucun sujet de plainte à la cour de Madrid, puisque ce mouvement était stipulé dans l'article 6 de la convention secrète relative au traité de Fontainebleau [1].

Un troisième corps d'armée, sous les ordres du maréchal Moncey, fort de 24,000 hommes et formé de 3 divisions commandées par les généraux Musnier, Gobert et Morlot, prit le nom de *corps d'observation des côtes de l'Océan*. Il traversa encore la Bidassoa le 20 janvier; une division se dirigea sur la Navarre, le gros s'avança sur Burgos, quelques troupes restèrent cantonnées en Biscaye. Le 2 février, d'autres troupes, rassemblées dans le département des Pyrénées-Orientales au nombre de 12,000, et commandées par le général Duhesme, pénétrèrent en Catalogne par la Junquera. Vers le même temps, le prince Masserano, ambassadeur d'Espagne à Paris, et l'envoyé extraordinaire Izquierdo, négociateur du traité de Fontainebleau, écrivirent à leur cour qu'il existait une grande réserve dans les relations diplomatiques du cabinet des Tuileries avec eux.

Il n'est pas permis de douter que les événements de l'Escurial n'eussent déjà déterminé Napoléon à profiter des dissensions de la famille royale et de la position critique où l'ambition de Godoï avait mis le gouvernement, pour enlever à la maison de Bourbon le seul trône qu'elle possédât encore,

[1] « Un autre corps de quarante mille hommes de troupes françaises sera réuni à Bayonne le 20 novembre prochain, ou avant ce temps-là, et il devra être prêt à marcher sur le Portugal, en passant par l'Espagne, *si les Anglais envoient des renforts* et menacent d'attaquer les premiers. Cependant ce nouveau corps n'entrera que quand les hautes parties contractantes se seront mises d'accord pour cet effet. » (Article 6 de la convention secrète conclue à Fontainebleau le 27 octobre 1807.)

A la vérité, le gouvernement anglais n'avait point encore envoyé de troupes en Portugal; mais une expédition se préparait à cet effet dans les ports de la Grande-Bretagne, et une escadre croisait à l'embouchure du Tage; la démarche que le roi venait de faire auprès de Napoléon prouvait assez à celui-ci qu'il ne s'élèverait aucune difficulté sur l'entrée prématurée du corps de Dupont en Espagne.

et pour ranger ce vaste pays sous sa propre domination, en lui donnant un roi qui ne fût que l'humble exécuteur de ses ordres, comme celui qu'il avait imposé aux Napolitains; mais avant d'exécuter ouvertement ce projet, qui devait avoir de si funestes conséquences, il pensa qu'il lui convenait d'attendre que les affaires s'embrouillassent au point que son intervention fût réclamée par les deux parties, et il prit d'ailleurs toutes les mesures préparatoires.

Les troupes du général Dupont s'étaient arrêtées dans la province de Valladolid; le maréchal Moncey, parvenu avec une partie des siennes à Burgos, avait établi son quartier général dans cette ville; le général Darmagnac occupait Pampelune, dont les troupes espagnoles gardaient exclusivement la citadelle, et le général Duhesme, après avoir laissé 800 hommes au bourg de Figuières, où se trouve le fort de Saint-Ferdinand, qui avait également garnison espagnole, était entré dans Barcelone, en laissant le gros de ses troupes cantonné autour de cette ville. Le but avoué de la marche de ce petit corps d'armée par la Catalogne était Cadix, d'où il devait se rendre ensuite dans le midi du Portugal; il était censé faire partie du grand corps de 40,000 hommes, qui, aux termes de l'article 6 de la convention secrète mentionnée plus haut, devait traverser l'Espagne pour se rendre en Portugal, et dans lequel les troupes de Dupont et de Moncey étaient aussi comprises.

Le général Darmagnac reçut bientôt du maréchal Moncey l'ordre de s'emparer de la citadelle de Pampelune à quelque prix que ce fût : cette opération était délicate; il fallait éviter une agression qui eût donné intempestivement l'éveil au gouvernement espagnol, et dérangé l'ensemble du plan arrêté. Le général Darmagnac demanda au marquis de Vallesantoro, capitaine général de la Navarre, la permission d'enfermer dans la citadelle deux bataillons suisses, de la conduite desquels il avait, disait-il, à se plaindre; mais le capitaine général, n'osant point prendre sur lui d'accorder une autorisation de cette nature, répondit au général français qu'il ne pouvait permettre l'entrée de la citadelle à des troupes étrangères sans un ordre exprès du roi ou du généralissime. D'a-

1808. Espagne.

près ce refus, Darmagnac eut recours à une ruse que l'exemple donné par les Espagnols eux-mêmes à Amiens en 1597[1] ne peut pas justifier, puisque la circonstance n'était pas la même. Tous les jours les portes de la citadelle étaient ouvertes à des soldats de corvées, qui venaient chercher les distributions de vivres pour les troupes françaises, et le commandant espagnol ne prenait à cet égard aucune précaution. Le général Darmagnac était logé dans une maison de la ville qui faisait face à la porte principale de la citadelle. Dans la nuit du 16 au 17 février, 200 grenadiers furent cachés dans cette maison; les hommes de corvée furent choisis parmi les voltigeurs les plus déterminés: ils portaient leur sabre sous leur capote. Quelques-uns, feignant de jouer, s'arrêtèrent sur le pont-levis, afin qu'on ne pût le fermer. A un signal convenu, les uns se jetèrent sur le faisceau d'armes de la garde espagnole, les autres mirent le sabre à la main pour retenir celle-ci, les grenadiers cachés dans la maison du général Darmagnac en sortirent précipitamment, et s'emparèrent de la porte de la citadelle. Pendant ce temps, la division entière, qui avait pris les armes, se présenta et pénétra dans l'intérieur. C'est ainsi que la citadelle de Pampelune fut occupée par les Français le 17 février à huit heures du matin.

Pendant que ceci se passait en Navarre, le général Duhesme exécutait à Barcelone l'ordre qu'il avait de se rendre maître de cette ville. Dès le jour même qu'il y était entré de sa personne, il demanda au capitaine général comte d'Espeleta que ses troupes gardassent, conjointement avec la garnison, les portes principales, autant pour sa propre sûreté que pour prévenir, disait-il, toute rixe, par l'accord et l'harmonie qui devaient régner entre les soldats et les chefs des deux nations. Le vice-roi ne crut pas devoir refuser une proposition aussi spécieuse, les troupes françaises entrèrent dans Barcelone et partagèrent le service avec la garnison. Une compagnie de voltigeurs fut placée à la porte principale de la citadelle, au lieu de 20 hommes, qui devaient y être, proportionnellement à la garde espagnole.

[1] On sait de quelle manière les Espagnols se rendirent maîtres d'Amiens, sous le règne de Henri IV

Le 28 février, le général Duhesme annonça qu'il passerait le lendemain une revue générale de ses troupes, attendu qu'il venait de recevoir l'ordre de se préparer à continuer sa marche sur Cadix : les différents corps prirent en effet les armes le 29. Le général de brigade Lecchi, après avoir passé l'inspection du bataillon des vélites de la garde italienne, dont la droite, dans l'ordre de bataille, s'appuyait à la palissade de la porte d'entrée de la citadelle, s'avança vers cette porte, comme pour visiter l'intérieur, accompagné des officiers de son état-major et de quelques ordonnances : les deux gardes française et espagnole se mirent sous les armes pour rendre les honneurs. Pendant que le général Lecchi, resté avec sa suite sur le pont-levis, feignait de donner quelques ordres au capitaine des voltigeurs français qui étaient de garde, le bataillon de vélites défila, couvert par le ravelin qui défend la porte, enleva la première sentinelle espagnole, dont le commandant du poste ne put entendre la voix à cause du bruit des tambours qui résonnaient sous la voûte d'entrée, en même temps que le groupe du général Lecchi, qui était à cheval ainsi que sa suite, masquait la marche de l'infanterie qui s'avançait par derrière. Lecchi pénétra alors dans l'intérieur, et fut suivi par les vélites; la garde espagnole, contenue par la garde française, ne put s'opposer à ce mouvement; quatre autres bataillons entrèrent après les vélites et achevèrent l'invasion de la place.

Le général Duhesme chercha à pallier cette surprise odieuse en disant que son gouvernement, dont il n'avait fait qu'exécuter les instructions, en expliquerait les motifs au cabinet de Madrid, et il eut assez d'ascendant sur l'esprit du capitaine général pour obtenir l'ordre au gouverneur du château de Montjuch d'ouvrir les portes de cette place, dépendante de Barcelone, aux troupes françaises, qui se présentèrent pour l'occuper. Il convient de remarquer que, au moment même de l'arrivée du général Duhesme à Barcelone, un officier de l'état-major du prince de la Paix, don Joaquin Osma, était venu de Madrid pour prévenir verbalement le capitaine général de laisser les Français prendre leurs quartiers dans la province, et d'éviter à l'empereur Napoléon le plus léger pré-

1808. Espagne.

texte de plainte. Cet officier avait aussi mission de chercher à découvrir, d'après les conversations et la conduite des généraux français, le véritable objet de leur entrée en Catalogne.

Nous avons dit que le général Duhesme avait laissé 800 hommes à Figuières. Le colonel Pio, qui les commandait, voulut se servir, pour s'emparer du fort San-Fernando, d'après les instructions qu'il reçut, du même moyen employé à Barcelone. Il assembla sa troupe pour la passer en revue sur l'esplanade, et tenta de faire filer un détachement dans le château; mais le commandant espagnol soupçonna ce dessein et fit lever le pont-levis. Toutefois, le colonel Pio obtint, deux jours après, de renfermer 200 conscrits dans la place, et, au lieu de ceux-ci, il envoya 200 soldats d'élite, qui lui assurèrent la possession du fort.

Dans les premiers jours de mars, le général Thouvenot, suivant les instructions du maréchal Moncey, s'était servi du prétexte de placer les hôpitaux du corps d'armée et quelques dépôts de cavalerie qui étaient confiés à ses soins dans un local plus sûr, pour demander au gouverneur de Saint-Sébastien l'entrée de cette place importante, située au fond du golfe de Gascogne, dans la province de Guipuscoa. Le gouverneur, ayant consulté le ministère espagnol à ce sujet, reçut pour réponse qu'il n'y avait pas d'inconvénient, et le général français obtint la permission de faire entrer ses troupes dans la place, qu'il occupa bientôt militairement, ainsi que le château de Santa-Cruz, qui en est comme la citadelle..

Cette occupation frauduleuse de quatre des principales forteresses du nord du royaume augmenta les craintes que l'entrée prématurée des troupes du maréchal Moncey et du général Duhesme avait déjà données au prince de la Paix, et que ne fit point évanouir la mission confiée au conseiller d'État Izquierdo par Napoléon. Cet agent espagnol arriva à Madrid vers le commencement du mois de mars avec des instructions secrètes sur la nature desquelles il n'a jamais été fait de révélations bien authentiques. On a conjecturé que l'empereur français informait le cabinet de Madrid qu'à cause des divisions qui existaient entre le favori et le prince des Asturies, il avait

cru devoir prendre des garanties pour l'exécution du traité de Fontainebleau, dans le cas où le prince de la Paix succombant dans cette lutte quitterait la direction des affaires publiques.

Le ministre d'État don Pedro Cevallos, dans un ouvrage qu'il a publié sur la révolution d'Espagne [1], assure que Napoléon n'eut pas d'autre dessein que de communiquer au roi Charles IV et à sa famille la terreur qu'il avait lui-même imprimée à l'agent Izquierdo, et de provoquer, par ce moyen, l'émigration de la cour de Madrid, comme il avait obtenu celle de la cour de Lisbonne. Quoi qu'il en soit, la mission d'Izquierdo produisit cet effet; et, quoiqu'il repartit le 10 mars pour Paris avec de nouvelles instructions et une lettre de Charles IV, tout espoir était déjà perdu d'éviter le sort qui menaçait la famille royale.

Quelle qu'ait été la mission du conseiller d'État espagnol auprès de son gouvernement, ce fut à cette époque que le roi prit la résolution de transporter sa cour à Séville, de former un camp à Talavera, de mettre ainsi le fleuve du Tage entre lui et les troupes françaises, et d'envoyer un officier au général Dupont pour lui demander une explication positive et officielle sur les ordres qu'il avait reçus. Le général Solano, marquis del Socorro, commandant une des divisions espagnoles placées sous les ordres de Junot en Portugal, reçut en même temps l'ordre d'évacuer la province de l'Alentejo, où il était cantonné, et de se replier sur Badajoz. On fit venir des troupes à Aranjuez, où le roi se trouvait, et on proposa au général Junot de retirer la division Caraffa de Lisbonne, sous prétexte de garnir les côtes méridionales, que l'on supposait menacées par une expédition anglaise.

Lorsque la nouvelle du prochain départ du roi pour Séville fut connue à Aranjuez et dans la capitale, elle y répandit la consternation. Le peuple, sourdement excité par des agents secrets, fit éclater son indignation par des murmures violents contre le prince de la Paix, qu'il accusait d'être le seul auteur

[1] *Exposé des faits et machinations qui préparèrent l'usurpation du trône d'Espagne.*

1808. Espagne.

des calamités qui affligeaient l'Espagne depuis si longtemps. La population d'Aranjuez, augmentée par un grand nombre de mécontents qui s'étaient rendus de Madrid dans cette résidence royale, s'attroupa tumultueusement, et prit une attitude telle, que le roi, dans la soirée du 16 mars, crut devoir faire afficher un décret signé de lui, par lequel il démentait le bruit de son départ, et cherchait même à rassurer les esprits sur les alarmes causées par la marche des troupes de l'empereur Napoléon, qu'il appelait son *intime allié*. Cette déclaration royale parut calmer les esprits, et le monarque, s'étant présenté au balcon du palais, fut, suivant les relations espagnoles, « salué par les acclamations unanimes de ses fidèles sujets, reconnaissants, jusqu'à l'enthousiasme, de sa détermination à rester parmi eux. »

Cependant, l'arrivée inattendue des troupes que le prince de la Paix avait fait venir de Madrid pour la sûreté du roi renouvela bientôt l'inquiétude générale. Les attroupements recommencèrent : ce n'étaient plus des cris d'amour pour le souverain, mais des vociférations et des menaces contre le favori, qui se firent entendre dans les groupes; les soldats, sortis de leurs casernes, vinrent ajouter au désordre; une partie du peuple, armée, surveilla les issues du palais, et parut disposée à employer la force pour empêcher le voyage, dont le bruit venait de se répandre encore plus fortement, attendu que, pour lui donner du crédit, on se servit du nom du prince royal, qui s'opposait, disait-on, à cette mesure désastreuse. Le 18, à minuit, deux coups de fusil tirés par des mains inconnues devinrent comme le signal de tous les excès qui allaient suivre; des agitateurs persuadèrent au peuple, qui était toujours devant le palais, que l'ordre de faire feu sur lui venait d'être donné : dès ce moment, il ne connut plus de frein. Les plus furieux attaquèrent la force armée et la dispersèrent; sourds à la voix des officiers et des magistrats, un grand nombre de soldats et de peuple réunis se portent au palais du prince de la Paix, culbutent ses gardes, se répandent dans les appartements, et cherchent partout le favori pour l'immoler à leur ressentiment: celui-ci, au premier bruit qu'il avait entendu, s'était caché dans un asile où il fut impossible de le découvrir; mais ses

meubles les plus précieux furent brisés et livrés aux flammes, ainsi que ses bijoux et décorations, et toutes les marques distinctives des nombreuses dignités dont il était revêtu ; on craignait à chaque instant que cette troupe de furieux, se jetant sur le palais du roi, ne renouvelât aux yeux de l'Europe l'exemple d'un horrible attentat.

A cinq heures du matin, le prince des Asturies, dont le nom avait été constamment invoqué pendant le tumulte, parut sur le balcon du palais, et fit annoncer que le roi partageait l'indignation du peuple contre l'odieux ministre; la présence du prince, les promesses faites en son nom, firent cesser l'agitation générale. Les relations espagnoles ne font point connaître la situation d'esprit du roi Charles IV et de la reine pendant cette nuit terrible; elles se bornent à affirmer que le monarque se détermina sans peine à rendre le décret publié à sept heures, par lequel S. M. destituait le prince de la Paix de toutes ses fonctions.

Un mystère impénétrable couvre, au surplus, ce qui nous reste à exposer de la révolution d'Aranjuez, et cette époque de l'histoire d'Espagne sera une de celles qui offriront le plus de difficultés à l'écrivain qui entreprendra de la retracer d'après des documents aussi incohérents et aussi contradictoires que ceux qui existent.

La journée du 18 mars et la nuit suivante ne furent troublées par aucun événement extraordinaire; le roi fit seulement les mutations qui lui furent indiquées par les amis secrets de son fils dans les commandements du palais; mais le tumulte recommença dans la matinée du 19, lorsque Godoï, exténué de besoin, se vit forcé de quitter l'endroit où il s'était caché, et fut aperçu par ceux qui surveillaient son palais : heureusement il fut entouré par les troupes avant que le peuple se jetât sur lui; toutefois, comme on le conduisait prisonnier, la foule devint si considérable, que l'escorte ne put empêcher qu'il ne fût insulté et blessé à la tête. Le roi, informé du péril où se trouvait son favori, ordonna au prince des Asturies de se rendre auprès du prisonnier et de le prendre sous sa protection. Ferdinand accompagna Godoï jusqu'à la caserne des gardes, et ne le quitta que quand il le vit à l'abri de tout danger ; ha-

1808. Espagne.

ranguant ensuite la multitude qui inondait là place où est située la caserne, il donna au nom du roi l'assurance que le prévenu serait jugé et puni suivant les lois.

Le peuple, satisfait de cette promesse, paraissait apaisé, lorsque, dans l'après-midi, une voiture attelée de six mules fut amenée à la porte de la caserne : le bruit se répandit aussitôt que le prisonnier allait être transféré à Grenade.

Alors le désordre recommença : les plus déterminés se jetèrent sur la voiture, en coupèrent les traits, et la mirent en pièces; le prince des Asturies vint encore une fois prendre Godoï sous sa protection, et la populace, docile à sa voix, se dispersa en criant : *Vive Ferdinand! Vive notre prince bien-aimé!*

L'héritier du trône était rentré dans le palais, lorsque le roi, fortement affecté de tous les événements orageux qui venaient de se passer, et cédant peut-être aux insinuations ou plutôt aux sollicitations pressantes de ceux qui l'entouraient dans ce moment difficile, abdiqua la couronne en faveur de son fils [1].

Un garde du corps vint annoncer cette nouvelle aux rassemblements qui se trouvaient encore sur la place du palais, et elle se répandit à l'instant avec une étonnante rapidité.

Cependant Murat, grand-duc de Berg, qui était arrivé à Bayonne dans les premiers jours du mois de mars, se dirigea sur Burgos, où il entra le 13. Il venait prendre le commandement en chef de toutes les troupes que l'empereur avait envoyées en Espagne postérieurement à celles qui formaient l'armée du général Junot. Il y avait déjà, à cette époque, dans le cœur de la Péninsule, sans comprendre l'armée de Portugal, 100,000 Français, sans que l'on connût encore ouvertement l'objet véritable de leur présence. Aussitôt que la cour de Madrid avait été informée de l'arrivée du beau-frère de Napoléon, elle avait envoyé le capitaine d'artillerie Velarde pour aller au-devant de lui et le complimenter au nom du roi. Cet officier

[1] Suivant plusieurs relations espagnoles, cette abdication fut spontanée, et le vieux monarque déclara que jamais il n'avait rien fait de plus agréable ni de plus conforme à ses intentions; mais on verra bientôt quelle confiance on doit avoir dans cette assertion.

avait en outre la mission d'accompagner le nouveau général en chef, et de veiller à la subsistance de ses troupes. Murat, parti de Burgos le 15 mars, continuait sa marche par la route de Somosierra. La garde impériale, suivie d'une nombreuse artillerie, précédait le corps d'armée du maréchal Moncey, qui était remplacé dans les positions qu'il quittait par celui du maréchal Bessières, fort de 19,000 hommes. Dupont s'avançait également, en appuyant sur Guadarrama. Murat était à Aranda, lorsqu'il apprit les premiers troubles qui avaient eu lieu à Aranjuez. Présumant avec raison que l'autorité du roi Charles IV était menacée, il se dirigea sur-le-champ sur Madrid; le 23, il fit son entrée dans cette capitale à la tête d'un détachement de troupes qui l'avait suivi, et il fut reçu, au nom du nouveau roi, avec tous les égards que l'on devait à son rang et à sa dignité.

Le dernier acte de la révolution d'Aranjuez, c'est-à-dire l'abdication du roi Charles IV en faveur d'un fils qu'il voulait livrer, quelques mois auparavant, à toute la sévérité des tribunaux, avait surpris le prince Murat, placé d'ailleurs dans une position assez équivoque. En effet, ne sachant pas de quelle manière l'empereur envisagerait les derniers événements, il ne voulait point se prononcer pour le père ou pour le fils, avant d'avoir reçu, à cet égard, les ordres de son beau-frère.

Dans cette perplexité, et le jour même de son arrivée à Madrid, il dépêcha à Aranjuez le général Monthion, de l'état-major du prince Berthier, afin de complimenter la famille royale, et de savoir du roi Charles IV lui-même quelle confiance il devait accorder à ce que la renommée publiait de son abdication spontanée et volontaire.

Deux versions absolument contradictoires résultent de l'examen des documents que nous avons recueillis sur cette mission du général Monthion à Aranjuez, et, dans l'impossibilité où nous nous trouvons d'indiquer celle qui mérite le plus de créance, nous croyons devoir les soumettre l'une et l'autre à la sagacité de nos lecteurs.

Au dire des historiens espagnols, Monthion fut chargé « de sonder les dispositions de Charles IV et de la reine mère, et de connaître le parti qu'on pourrait en tirer, en employant, pour

1808. Espagne.

les actes qui leur répugneraient, soit la promesse de mettre Godoï sous la protection de l'empereur, soit la menace de ne point reconnaître leur fils Ferdinand VII et de lui déclarer sur-le-champ la guerre [1]. » Mais l'envoyé de Murat trouva le roi peu disposé à entrer dans les vues de ce dernier, et revint sans avoir rien obtenu.

Selon d'autres relations, Monthion, de retour à Madrid, remit au grand-duc de Berg, avec une protestation de Charles IV contre l'acte qu'on l'avait forcé de signer, une lettre de la reine, dans laquelle elle suppliait le prince de faire tous ses efforts pour sauver la vie à Godoï, que, disait-elle, son fils Ferdinand voulait sacrifier à la haine qu'il lui portait depuis longtemps. Ces communications, et le rapport que fit Monthion des détails qu'il avait recueillis d'ailleurs, affermirent Murat dans le parti d'attendre, pour se prononcer et pour agir, les instructions de l'empereur, dont il fit espérer le très-prochain voyage en Espagne; l'ambassadeur de France, M. de Beauharnais, tint la même conduite, et ces deux personnages ne reconnurent et ne complimentèrent point officiellement Ferdinand VII lorsque celui-ci crut devoir se rendre au vif désir que le peuple témoignait de le voir, et ils éludèrent les qualifications, pour ne point irriter les esprits en traitant comme prince celui qui venait d'être proclamé roi et en donnant le titre de majesté à celui que Napoléon leur maître n'avait point encore reconnu.

Quelques jours avant les événements que nous venons de rapporter, le conseiller d'État Izquierdo était retourné en France comme on l'a déjà dit; il était chargé de faire de vives représentations sur l'occupation des forts et des places frontières, sur l'infraction du texte littéral du traité de Fontainebleau et sur la conduite hostile de plusieurs des généraux français : le ministère français éluda ces plaintes, et le prince Talleyrand remit à l'envoyé espagnol une note qui contenait quatre bases préliminaires d'un nouveau traité que l'empereur croyait devoir proposer à la cour de Madrid.

Ces bases étaient : 1° que les Français pourraient faire le

[1] *Histoire de la guerre d'Espagne contre Napoléon*, par une commission d'officiers établie à Madrid auprès du ministre de la guerre.

commerce des colonies espagnoles comme les Espagnols eux-mêmes, et réciproquement les Espagnols dans les colonies françaises; 2° que la conservation et la sûreté du Portugal exigeant l'entretien de troupes françaises dans ce royaume, actuellement à la disposition de la France, et nécessitant en conséquence le tracé, à travers les provinces espagnoles, d'une route militaire, incommode, fâcheuse, et qui pourrait par la suite, et malgré toutes les précautions, occasionner des vexations, des plaintes, des réclamations et même des différends entre les deux cours, l'intention de l'empereur était de céder le Portugal entier à l'Espagne, si le roi voulait l'indemniser par une égale extension de territoire des provinces contiguës aux Pyrénées; 3° que la succession au trône d'Espagne serait définitivement réglée, et que le roi prendrait le titre d'empereur des Amériques (on ne devait point faire mention dans le traité du mariage de l'héritier de la couronne avec une princesse française, et cette affaire était réservée pour une convention particulière); 4° et enfin que l'alliance offensive et défensive des deux États serait cimentée de nouveau en stipulant les subsides qu'ils devraient se prêter réciproquement en cas de guerre.

En remettant cette note, le prince Talleyrand recommanda à M. Izquierdo d'insister pour que la réponse du cabinet de Madrid ne se fît point attendre, et l'assura que, si le roi acceptait les bases prescrites, l'ordre serait donné sur-le-champ au grand-duc de Berg de retirer les troupes de la province où S. M. Charles IV voudrait fixer sa résidence.

Au moment même de cette négociation préliminaire, Napoléon reçut, le 26 mars, la lettre par laquelle le roi Charles IV lui annonçait le parti qu'il venait de prendre de supprimer les places de généralissime et de grand amiral, exercées toutes deux par le prince de la Paix, et de commander lui-même en chef ses forces de terre et de mer. L'empereur parut étonné d'une résolution aussi prompte et si peu en rapport avec le caractère connu du monarque, ses infirmités et son âge; mais lorsque, deux jours après, une seconde lettre lui apprit l'abdication du roi et l'avénement de Ferdinand, son mécontentement se manifesta aux yeux des ministres et des courtisans. Une troisième lettre, écrite par Murat, lui fit connaître les dé-

1808. Espagne.

tails de cette étrange résolution, et l'intention vraie ou supposée du vieux souverain de revenir sur une abdication forcée. Les circonstances étaient si graves et pouvaient avoir une telle influence sur ses projets ultérieurs, que Napoléon jugea sa présence nécessaire sur les lieux, et partit enfin pour Bayonne le 3 avril. Il rencontra entre Toulouse et Poitiers les ducs de Medina-Celi et de Frias et le comte Fernan-Nuñes, qui venaient en députation auprès de lui pour le féliciter au nom du roi Ferdinand. Napoléon s'excusa de ne pas les recevoir, étant en voyage, et les engagea à se rendre à Bayonne, où il arriva dans la nuit du 14 au 15.

D'après tout ce que nous avons rapporté jusqu'à présent de la conduite de Napoléon dans les affaires d'Espagne, il paraît que ce n'est véritablement qu'à cette époque qu'il se fixa à l'idée d'expulser la famille des Bourbons du trône d'Espagne, en tirant parti de la révolution d'Aranjuez. On peut croire qu'avant ces derniers événements il balançait encore à s'emparer d'un royaume que les traités déjà conclus et ceux qu'il se proposait encore de faire mettaient entièrement dans sa dépendance : Charles IV n'était-il pas pour lui un vassal plutôt qu'un allié? Les troupes françaises répandues dans les provinces de la Péninsule ne lui répondaient-elles pas de la fidélité de ce vassal? N'avait-il pas d'ailleurs l'espoir fondé que l'échange du Portugal contre la portion du territoire espagnol située entre les Pyrénées et l'Èbre ne souffrirait pas plus de difficultés que tout ce qu'il avait déjà exigé d'un gouvernement sans énergie? Cette cession d'une partie des provinces du Nord suffisait alors à sa politique, et lui épargnait les chances d'une occupation générale, dont il ne pouvait pas se dissimuler les difficultés. Nous le répétons, on doit raisonnablement supposer, d'après sa conduite à Presbourg et à Tilsit envers l'empereur d'Autriche et le roi de Prusse, et celle qu'il avait tenue à l'égard des cours de Naples et de Lisbonne, dont la ruine n'avait été consommée que parce que le roi Ferdinand IV et le prince du Brésil avaient tergiversé dans leur résolution déjà prise de rester les alliés de la France; on doit supposer que l'empereur, dans une autre situation des affaires d'Espagne, aurait longtemps hésité à se compromettre aux yeux de l'Europe et de la France

elle-même, en traitant un allié fidèle avec moins de ménagements que ses ennemis déclarés; mais les derniers événements contrariaient les combinaisons qu'il avait pu former pour être le dominateur de l'Espagne sans courir les hasards d'une guerre avec la nation. Il connaissait les sentiments que Ferdinand et ses conseillers avaient manifestés depuis longtemps, et la tendance de ce prince à se rapprocher des Anglais; d'un autre côté, il savait dans quelles dispositions se trouvait la majorité du peuple espagnol à l'égard de l'ancien gouvernement, et il dut penser qu'en remettant le vieux roi sur le trône, les mêmes inconvénients se reproduiraient à sa mort. Napoléon ayant arrêté le plan de s'emparer de l'Espagne pour y placer un souverain qui ne fût qu'un instrument docile de ses volontés, l'exécution dut en être aussi rapide que la pensée qui l'y avait porté : les moyens à employer devaient être aussi déloyaux et aussi injustes que le projet; c'est une des plus grandes taches de la vie de Napoléon, et certes nous ne cherchons point à la dissimuler. La trame odieuse ourdie à Bayonne va donner à cet homme extraordinaire un aspect historique tout différent de celui sous lequel on a pu le considérer jusqu'ici.

Napoléon résolut de faire servir la confiance même que lui montraient les princes espagnols, pour les attirer à Bayonne, leur faire signer de gré ou de force une renonciation au trône, qu'ils paraissaient se disputer, et s'en faire remettre la disposition.

En conséquence, le grand-duc de Berg reçut des instructions secrètes, d'après lesquelles, en annonçant à Ferdinand le voyage de l'empereur à Bayonne, il fit entrevoir à ce prince que Napoléon pourrait venir jusqu'à Madrid; quelques jours après, il assura positivement que Napoléon serait le 7 avril à Burgos. En même temps il fit insinuer au prince et chercha à lui persuader que l'empereur des Français serait singulièrement flatté de le voir venir à sa rencontre, et que ce serait un sûr moyen de se le rendre favorable.

Ferdinand, à peine monté sur un trône chancelant et entouré de troupes françaises, sentit qu'il avait besoin de la bienveillance de Napoléon pour s'y maintenir, et, quoique la démarche proposée fût combattue par quelques-uns de ses

1808. Espagne.

conseillers intimes, le jeune monarque, dans l'impatience de se faire reconnaître par l'empereur des Français, qui semblait ne mettre à son approbation que la seule condition d'une prévenance pour ainsi dire d'étiquette, cédant d'ailleurs à l'avis de son ancien précepteur, le chanoine don Juan Escoiquiz, se détermina à faire le voyage de Burgos; mais il jugea convenable de se faire précéder par le prince don Carlos, son frère. Parti le 5 de Madrid, don Carlos arriva le lendemain à Burgos, le 7 à Vitoria et le 8 à Tolosa, sans avoir rencontré l'empereur, et même sans en avoir eu la moindre nouvelle. Le prince résolut alors de séjourner dans cette dernière ville, pour attendre les ordres de son frère.

Cette circonstance aurait pu produire le plus fâcheux effet sur l'esprit de Ferdinand, et nuire singulièrement au succès de l'intrigue, sans l'arrivée du général Savary à Madrid dans la journée du 7; ce dernier était accompagné de don José Martinez de Hervas, fils du marquis d'Almenara et beau-frère du général Duroc, grand maréchal du palais de l'empereur: il demanda et obtint immédiatement une audience du jeune roi.

Après avoir débuté par annoncer qu'il était chargé par l'empereur de complimenter Ferdinand, et de s'assurer si les dispositions du nouveau cabinet relativement à l'étroite alliance avec la France étaient les mêmes que celles du règne précédent, Savary dit que Napoléon ne tarderait pas à arriver à Madrid, pour avoir une entrevue avec le roi et rétablir la plus parfaite union entre les deux gouvernements, ajoutant que, au moment où le monarque français serait convaincu que les vues de Ferdinand VII étaient les mêmes à son égard que celles de Charles IV, rien ne s'opposait à ce qu'il le reconnût comme roi d'Espagne et des Indes.

Ces paroles d'un général qu'on savait investi de l'intime confiance de l'empereur aplanirent toutes les difficultés, et, le 10 avril, le jeune roi, quittant Madrid, prit la route de Burgos, où il arriva le 12[1]. Comme rien n'annonçait encore l'arrivée

[1] Ferdinand était accompagné du ministre secrétaire d'État don Pédro Cevallos; du duc de l'Infantado, président du conseil de Castille; du duc de San-Carlos, grand majordome; du marquis de Musquiz, ancien ambassadeur

1808. Espagne.

prochaine de Napoléon dans cette ville, quelques-uns des conseillers du prince lui mirent sous les yeux, pour la seconde fois, les dangers de sa démarche; mais les instances du général Savary firent évanouir derechef les craintes de Ferdinand, qui s'avança jusqu'à Vitoria. Savary se détacha alors du cortége royal, sous prétexte d'aller savoir les motifs du retard qu'éprouvait l'entrée de l'empereur en Espagne, et pour supplier, disait-il, le monarque de presser son voyage. Il revint trois jours après avec une lettre datée du 16 avril, et conçue en ces termes :

« Mon frère, j'ai reçu la lettre de Votre Altesse Royale : elle doit avoir acquis la preuve, dans les papiers qu'elle a eus du roi son père, de l'intérêt que je lui ai toujours porté; elle me permettra, dans la circonstance actuelle, de lui parler avec franchise et loyauté. En arrivant à Madrid, j'espérais porter mon illustre ami à quelques réformes nécessaires dans ses États, et à donner quelque satisfaction à l'opinion publique; le renvoi du prince de la Paix me semblait nécessaire pour son bonheur et celui de ses sujets; les affaires du Nord ont retardé mon voyage. Les événements d'Aranjuez ont eu lieu : je ne suis point juge de ce qui s'est passé et de la conduite du prince de la Paix; mais, ce que je sais bien, c'est qu'il est dangereux pour les rois d'accoutumer les peuples à répandre le sang et à se faire justice eux-mêmes : je prie Dieu que Votre Altesse Royale n'en fasse pas elle-même un jour l'expérience. Il n'est pas de l'intérêt de l'Espagne de faire du mal à un prince qui a épousé une princesse du sang royal, et qui a si longtemps régi le royaume : il n'a plus d'amis; Votre Altesse Royale n'en aura plus si jamais elle est malheureuse. Les peuples se vengent volontiers des hommages qu'ils nous rendent. Comment d'ailleurs pourrait-on faire le procès au prince de la Paix sans le faire à la reine et au roi votre père ? Ce procès alimentera les haines et les passions factieuses ; le résultat en sera funeste pour votre cou-

à Paris; de don Pédro Labrador, ex-ministre d'Espagne auprès du roi d'Étrurie; du chanoine Escoiquiz; du comte de Villariezo, capitaine des gardes; et de plusieurs gentilshommes de la chambre. L'infant don Carlos avait avec lui le duc de Hijar et trois autres gentilshommes.

1808. Espagne.

ronne; Votre Altesse Royale n'y a de droit que ceux que lui a transmis sa mère[1]. Si le procès la déshonore, Votre Altesse Royale déchire par là ses droits. Qu'elle ferme donc l'oreille à des conseils faibles et perfides !

« Elle n'a pas le droit de juger le prince de la Paix : ses crimes, si on lui en reproche, se perdent dans les droits du trône. J'ai souvent manifesté le désir que le prince de la Paix fût éloigné des affaires; l'amitié du roi Charles m'a souvent porté à me taire et à détourner les yeux des faiblesses de son attachement. Misérables hommes que nous sommes! faiblesse et erreur, c'est notre devise !

« Mais tout cela peut se concilier; que le prince de la Paix soit exilé d'Espagne, et je lui offre un refuge en France. Quant à l'abdication de Charles IV, elle a eu lieu dans un moment où mes armées couvraient les Espagnes, et, aux yeux de l'Europe et de la postérité, je paraîtrais n'avoir envoyé tant de troupes que pour précipiter du trône mon allié et mon ami. Comme souverain voisin, il m'est permis de vouloir en *connaître* les motifs avant de *reconnaître* cette abdication. Je le dis à Votre Altesse Royale, à l'Espagne, au monde entier, si l'abdication du roi Charles est de pur mouvement, s'il n'y a pas été forcé par l'insurrection et l'émeute d'Aranjuez, je ne fais aucune difficulté de l'admettre, et je reconnais Votre Altesse Royale comme roi d'Espagne; je désire donc causer avec elle sur cet objet. La circonspection que je porte depuis un mois dans ces affaires doit lui être garant de l'appui qu'elle trouvera en moi, si, à son tour, des factions, de quelque nature qu'elles soient, venaient à l'inquiéter sur son trône. Quand le roi Charles me fit part de l'événement du mois d'octobre dernier[2], j'en fus douloureusement affecté, et je pense avoir contribué, par les insinuations que j'ai faites, à la bonne issue de l'affaire de l'Escurial. Votre Altesse Royale

[1] Injurieuse assertion, dit M. de Toréno, « parole flétrissante pour l'honneur de la reine, et non moins honteuse pour celui qui l'écrivait qu'offensante pour celui à qui elle était adressée. » Nous ajouterons qu'un tel langage était indigne d'un souverain puissant qui gouvernait une nation grande et généreuse.

[2] L'affaire de l'Escurial, que nous avons rapportée plus haut.

avait bien des torts : je n'en veux pour preuve que la lettre qu'elle m'a écrite, et que j'ai constamment voulu ignorer : roi, à son tour, elle saura combien les droits du trône sont sacrés ; toute démarche près d'un souverain étranger de la part d'un prince héréditaire est criminelle. Votre Altesse Royale doit se méfier des écarts, des émotions populaires. On pourra commettre quelques meurtres sur mes soldats isolés, mais la ruine de l'Espagne en serait le résultat. J'ai déjà vu avec peine qu'à Madrid on avait répandu des lettres du capitaine général de la Catalogne, et fait tout ce qui pouvait donner du mouvement aux têtes. Votre Altesse Royale connaît ma pensée tout entière ; elle voit que je flotte entre diverses idées qui ont besoin d'être fixées. Elle peut être certaine que, dans tous les cas, je me comporterai avec elle comme envers le roi son père. Qu'elle croie à mon désir de tout concilier et trouver des occasions de lui donner des preuves de mon affection et de ma parfaite estime. Sur ce, je prie Dieu, mon frère, qu'il vous ait en sa sainte et digne garde. »

Un pareil écrit n'a pas besoin de commentaires : Napoléon manifestait assez ouvertement sa pensée pour que Ferdinand ne prît plus le change sur la démarche imprudente dans laquelle on l'avait entraîné ; mais il lui était impossible de revenir sur ses pas, et il se trouvait à la merci d'un ennemi dont il aurait pu peut-être obtenir une meilleure composition en se plaçant dans une situation moins fâcheuse, lorsqu'il en avait encore la faculté au milieu des nombreux partisans qui venaient de le faire monter sur le trône de son père. Dans la circonstance présente, la démonstration du retour à Madrid eût suffi sans doute pour provoquer les mesures les plus hostiles à son égard : l'empereur n'était pas homme à souffrir que sa volonté fût contrariée, et il faisait assez connaître, par sa lettre, que ses précautions étaient déjà prises. Ferdinand pensa avec raison que le zèle de quelques individus qui voulurent se dévouer pour le soustraire au piége dans lequel on le faisait tomber ne pouvait, dans aucune hypothèse, amener des résultats heureux ; il osa même se flatter qu'en se remettant volontairement entre les mains de Napoléon, il pourrait désarmer sa rigueur, et obtenir du généreux vainqueur de

1808. Espagne.

l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse une couronne qu'il n'aurait pas entrepris de défendre les armes à la main.

D'un autre côté, le général Savary fit tous ses efforts pour compléter le succès de la mission qui lui était confiée : on dit qu'il triompha enfin de l'irrésolution du prince en lui répondant sur sa tête des intentions bienveillantes de l'empereur [1]. Ferdinand déclara donc à tous ceux qui l'accompagnaient qu'il voulait poursuivre son voyage jusqu'à Bayonne. Après avoir écrit lui-même à l'empereur pour l'informer de cette détermination, il franchit la frontière des Espagnes, le 20 avril, et arriva à Bayonne à dix heures du matin, ainsi que l'infant don Carlos, qui l'avait précédé à Vitoria, comme nous l'avons déjà dit.

La veille du départ de Vitoria, où tous les soupçons s'étaient fortifiés par suite de l'arrivée de 300 grenadiers à cheval de la garde, qui venaient augmenter la garnison de cette ville, déjà forte de 4,000 hommes, plusieurs Espagnols, plus méfiants ou mieux avisés, qui n'ajoutaient pas foi aux promesses de Savary, avaient proposé divers moyens pour sauver le roi du piége qu'on lui tendait, et en dépit de l'active surveillance de Savary l'évasion était facile si Ferdinand l'eût voulu, et surtout si le chanoine Escoiquiz ne s'y fût aveuglément opposé. Parti le 19 de Vitoria, le roi arriva le même jour, presque seul, à Irun; l'occasion était favorable et facile à saisir : les moyens de salut s'offraient d'eux-mêmes; mais une cruelle fatalité poussait ce malheureux prince vers le précipice : le lendemain il passa la Bidassoa. Personne n'alla au-devant de lui le recevoir au nom de Napoléon.

La présence de Ferdinand et de son frère à Bayonne ne suffit point à l'empereur pour l'exécution de ses desseins; il avait fait inviter le vieux roi et la reine mère à se rendre

[1] Pour vaincre la répugnance de Ferdinand, Savary alla jusqu'à lui dire : *Je me laisserai couper la tête, si, un quart d'heure après l'arrivée de V. M. à Bayonne, l'empereur ne vous a pas reconnu pour roi d'Espagne et des Indes : il commencera peut-être par vous donner le titre d'altesse; mais bientôt après il vous traitera de majesté, et dans trois jours tout sera fini.* (*Histoire de la guerre d'Espagne,* par une commission de militaires attachés au ministère de la guerre à Madrid.)

également auprès de lui, en envoyant en même temps au grand-duc de Berg l'ordre de réclamer don Manuel Godoï, de s'emparer de la personne de ce favori à tel prix que ce fût, pour le faire conduire en France, et de préparer le prochain départ de la reine d'Étrurie ainsi que celui de l'infant don Francisco de Paule, second frère de Ferdinand.

Charles IV et son épouse se déterminèrent sans peine au voyage de Bayonne. Ils partirent d'Aranjuez, où ils étaient restés après les derniers événements; mais, avant de quitter le royaume, l'ancien monarque crut devoir adresser à la junte de gouvernement, que son fils avait nommée au moment de se mettre en route pour aller au-devant de Napoléon, une protestation, datée du 21 mars, contre l'acte d'abdication auquel il avait été forcé, avec une lettre dans laquelle il déclarait sa volonté de reprendre sa couronne, approuvant d'ailleurs tout ce que son fils avait fait depuis le 19 mars jusqu'au 10 avril, et confirmant les pouvoirs de la junte et la nomination de ses membres pendant son absence. Le roi et la reine mère arrivèrent le 30 avril à Bayonne, où don Manuel Godoï les avait précédés de quatre jours.

Nous devons dire maintenant comment ce dernier avait été remis entre les mains des Français.

Murat, après plusieurs démarches faites par lui-même pour obtenir que Godoï fût mis à sa disposition, chargea le général Belliard, chef de l'état-major général de l'armée française en Espagne, de notifier à la junte de gouvernement[1] que Ferdinand ayant écrit à l'empereur qu'il le rendait arbitre du sort du prince de la Paix, le grand-duc de Berg demandait la remise de ce prisonnier, pour le faire conduire à Bayonne.

La junte, qui aurait pu différer encore d'obtempérer à une pareille demande, en alléguant que les intentions du prince dont elle tenait ses pouvoirs ne lui étaient point *officiellement* connues, alarmée sans doute des fâcheuses conséquences qu'entraînerait l'apparence d'un refus pour chacun de ses membres; la junte signa unanimement l'ordre qui enjoignait au marquis de Castellar, chargé de la garde de don Manuel Godoï dans le

[1] Cette junte était présidée par l'infant don Antonio, frère du roi Charles IV.

1808. Espagne.

château de Villa-Viciosa [1], de remettre son prisonnier à la disposition du prince Murat.

Cette remise eut lieu, malgré les représentations que fit le marquis à l'infant don Antonio, président de la junte, et le favori fut conduit à Bayonne par un aide de camp de Murat.

Cependant Ferdinand n'avait point tardé à connaître les intentions de l'empereur à son égard. Napoléon déclara au prince, dès la seconde audience qu'il lui accorda, que l'abdication de Charles IV ayant eu lieu à la suite d'une émeute populaire, et ce monarque ayant protesté contre un pareil acte, obtenu de lui par la violence, le souverain des Français ne pouvait en reconnaître la validité, ni donner au prince des Asturies un titre illégal. Cette déclaration consterna tous les Espagnols qui accompagnaient le prince, et lui-même se repentit de n'avoir pas suivi l'avis de ceux qui lui conseillaient, à Burgos, de ne pas aller se mettre entre les mains de l'ennemi de la maison de Bourbon [2]. L'abattement du prince et de ses amis fut extrême lorsque, peu de temps après, Napoléon fit connaître, en effet, qu'il ne lui convenait plus que des Bourbons régnassent en Espagne, et offrit à Ferdinand le trône d'Étrurie en échange de celui qu'il allait perdre.

Peu de souverains se sont trouvés dans une situation semblable à celle de Ferdinand. Il était venu trouver avec confiance un monarque qui s'était annoncé comme son protecteur, et ce prétendu protecteur lui proposait impérieusement de

[1] Maison de plaisance royale, à trois lieues de Madrid. Le prince de la Paix y avait été conduit le 23 mars, et il y restait détenu, sous la responsabilité du marquis de Castellar, capitaine de la compagnie des hallebardiers de la garde royale.

[2] Le fils du marquis d'Almenara, M. Hervas, beau-frère du général Duroc, avait fait connaître les dangers auxquels s'exposait le prince en se mettant à la discrétion de l'empereur, qui avait décidé dans son esprit, disait ce fidèle Espagnol, l'usurpation du trône d'Espagne et la proscription de tous les Bourbons. Cette détermination de l'empereur était connue de tous ceux qui l'approchaient, avant même qu'il l'eût manifestée publiquement. Il était naturel de croire qu'en donnant un pareil avis, M. Hervas, plus à même qu'aucun autre d'être bien informé, en raison de son alliance avec le grand maréchal du palais impérial, n'avait en vue que le véritable intérêt de son pays, et n'était guidé que par attachement à la famille de ses rois; il ne fut cependant pas écouté.

descendre du trône de ses ancêtres pour monter sur un de ces siéges éphémères, que la politique d'un conquérant élève et renverse à son gré. Il faut le dire, Ferdinand montra, dans cette circonstance difficile, un caractère et une fermeté dignes du rang où il était placé. Plusieurs des serviteurs qu'il avait avec lui, et notamment le chanoine Escoiquiz, lui conseillaient d'accepter l'échange proposé, parce que, disaient-ils, il valait encore mieux régner en Étrurie que supporter une captivité peut-être perpétuelle en France. Ils ajoutaient que les stipulations de cet échange démontrant assez qu'un pareil acte était le résultat de la violence exercée par l'un des deux contractants envers l'autre, il ne serait pas impossible d'en faire valoir la nullité dans des temps plus favorables.

Ces raisons étaient spécieuses, et un prince plus initié dans les mystères de la politique les eût peut-être accueillies; mais Ferdinand, tenu si longtemps éloigné des affaires d'État, ne suivit que sa propre impulsion, et rejeta, avec toute la fierté d'un Castillan, la proposition qui lui était faite. Il répondit à Napoléon que, maître de son sort, de sa vie, ce monarque pouvait agir envers lui comme il le trouverait convenable; mais qu'il ne renoncerait jamais à ses droits sur la couronne d'Espagne, et qu'il voulait *tout ou rien*. Tel fut l'*ultimatum* dans lequel le prince se renferma constamment. Il fut soutenu dans son opinion par l'infant don Carlos, son frère, et par le ministre d'État don Pedro Cevallos, qui s'offraient généreusement, l'un et l'autre, à partager sa captivité, si Napoléon voulait en effet le retenir prisonnier. Ce que nous venons de rapporter avait eu lieu avant l'arrivée du roi Charles IV et de la reine mère à Bayonne. L'empereur, ayant échoué dans ses premiers desseins sur Ferdinand, se tourna vers le vieux roi, et résolut de mettre en jeu la protestation que ce prince avait faite contre son abdication.

Ramenons maintenant l'attention de nos lecteurs sur ce qui se passait à Madrid vers le même temps.

7 mai.

Insurrection à Madrid; Murat est nommé, par décret du roi Charles IV, lieutenant général du royaume. — Le peuple de la capitale des Espagnes, par un instinct qui se trompe rarement, n'avait pas vu partir Ferdinand sans concevoir les

1808. Espagne.

plus vives alarmes sur le sort de ce prince, qui semblait courir à sa perte, et, par conséquent, sur celui de toute la famille royale. Dès lors, une fermentation générale avait agité tous les esprits : le voyage entrepris par Charles IV et la reine mère; la délivrance du prince de la Paix, objet de la haine publique, achevèrent d'exaspérer la multitude. Les Français perdirent la confiance de ceux d'entre les Espagnols qui les avaient attendus comme des libérateurs; on comparait les résultats avec les espérances précédemment conçues; on voyait le vieux roi, la reine mère, et surtout Manuel Godoï, protégés, accueillis par Napoléon; le prince des Asturies, regardé jusqu'alors comme une victime intéressante, réunissait tous les vœux, et il était enlevé à son peuple! Une lâche perfidie semblait avoir dirigé toute cette intrigue. Déjà ces nouvelles se répandaient dans toute la Péninsule; les salons, les tribunaux, les places publiques, les églises, les confessionnaux mêmes, retentissaient d'imprécations : on parlait hautement de révolte contre des étrangers qui venaient sous le manteau de l'amitié opprimer une nation surprise sans défense.

Murat ne connaissait pas toute la pensée de Napoléon; l'ambassadeur Beauharnais venait d'être remplacé par M. Laforêt, et c'était ce nouveau ministre qui avait le secret politique. Le général et le diplomate n'étaient point d'accord : Murat, fier de son rang et de son autorité militaire; Laforêt, fort de ses instructions et cousu de mystères; l'un et l'autre manquant des premières notions sur les hommes et sur les choses dans le pays qui leur était livré; ces deux personnages, d'un caractère si opposé et d'un amour-propre également irascible, ne pouvaient que ruiner l'entreprise dont ils étaient les instruments.

Cependant la ville entière conspirait, chaque maison devenait un arsenal; Murat, entouré de troupes, n'avait aucune inquiétude [1]; il voyait même, dans un mouvement populaire, le seul prétexte qu'il pût mettre en avant pour s'emparer de

[1] Vingt à vingt-cinq mille Français étaient alors réunis à Madrid et dans les environs. Il y avait encore de forts détachements à l'Escurial, Aranjuez et Tolède.

l'autorité et dicter des lois à la junte de gouvernement; des amis de la paix, des Espagnols de bonne foi, l'avertissaient journellement de l'exaspération, des projets de la populace. Les ministres des finances (*de hacienda*) et de la guerre, Azanza et O'Farril [1], ne cessaient de se présenter chez lui pour le supplier de prendre des mesures de vigilance et de bon ordre, puisque la junte se trouvait, pour ainsi dire, sans pouvoirs, et n'avait point d'ailleurs les moyens nécessaires de répression à sa disposition; le grand-duc feignait de n'en pas voir la nécessité. C'est au milieu de ces angoisses d'une part, et de cette astucieuse indifférence de l'autre, que s'écoula la dernière quinzaine du mois d'avril; les troupes françaises seules étaient étrangères à tout ce qui se passait : on insultait les soldats isolés, plusieurs assassinats eurent lieu, aucune mesure répressive ne fut prise. Murat comptait même sur le ressentiment que ces actes d'agression inspireraient aux troupes; il prévoyait qu'elles en seraient mieux disposées dans l'occasion. En attendant, quelques bataillons d'élite et une compagnie de chasseurs basques gardaient son palais; le reste de l'armée environnait la ville, prêt à s'y jeter, la baïonnette au bout du fusil ou le sabre à la main, au premier signal.

Sur ces entrefaites, le grand-duc de Berg reçut une dépêche de l'empereur et une lettre de Charles IV. Par la première, Napoléon ordonnait à son lieutenant de faire connaître à la junte le désir qu'il avait de voir réunies à Bayonne un certain nombre des personnes les plus notables d'Espagne pour fixer solennellement le sort de ce royaume, en consultant les vœux et les intérêts des différentes classes de la nation. Murat fit cette communication, et, pendant que la junte délibérait encore sur une proposition aussi importante, il choisit, de sa propre autorité, les personnes que des avis secrets lui désignèrent, et demanda pour elles des passe-ports, que la junte fut forcée de délivrer. Elle ne put qu'enjoindre à ces députés d'attendre sur la frontière les ordres de Ferdinand, auquel elle fit part de cette nomination arbitraire.

[1] Nommés l'un et l'autre par Ferdinand, à son avénement au trône, et proscrits en 1814 pour avoir suivi le parti du roi Joseph.

1808. Espagne.

Le 30 avril, le grand-duc se rendit au palais à l'heure des séances de la junte, avec la lettre du roi Charles IV adressée à l'infant don Antonio, afin que ce prince, président du gouvernement, permît le départ de la reine d'Étrurie et de l'infant don Francisco de Paule pour Bayonne. La junte objecta vainement qu'il convenait d'informer préalablement le jeune roi de cette demande, et d'attendre ses ordres; le grand-duc insista, en disant que la reine étant maîtresse de ses volontés, c'était elle seule qu'il fallait consulter; et, quant à l'infant don Francisco, il fit observer que la minorité de ce prince le mettait entièrement dans la dépendance de l'autorité paternelle. La junte répondit qu'elle s'adresserait à la reine d'Étrurie pour connaître la détermination de cette princesse; mais qu'aucun des membres qui la composaient ne donneraient leur assentiment au départ du jeune infant.

La reine déclara qu'elle était dans l'intention de partir. Quelques heures après, des officiers envoyés par Murat, en renouvelant la demande du départ du prince don Francisco, donnèrent à entendre que le grand-duc était prêt à employer la force, s'il était nécessaire, pour l'obtenir. La junte répondit qu'elle allait délibérer sur cette injonction, et, après s'être associé les présidents ou doyens du conseil suprême de Castille, des Indes, de la guerre, de la marine, des finances et des ordres, elle envoya déclarer au grand-duc de Berg qu'elle persistait dans sa résolution de ne point consentir au voyage de l'infant.

Le 2 mai était le jour destiné au départ de la reine d'Étrurie, et même à celui de l'infant, que Murat se proposait de faire enlever de vive force : les voitures étaient déjà préparées dans la place du palais. A neuf heures du matin la reine d'Étrurie partit sans obstacle; mais le peuple était accouru en foule pour s'opposer au départ de l'infant, qu'il regardait comme un acte de trahison. A onze heures de la matinée, un aide de camp du grand-duc, M. Auguste Lagrange, arriva au palais; on se persuada qu'il venait apporter l'ordre du voyage. En entrant sur la place du palais, cet officier se vit accueilli par des cris et des menaces. Il courait de grands dangers et allait être massacré; mais le poste de la garde vint à son secours. Murat, informé de ce qui se passait, se hâta d'envoyer un bataillon avec

deux pièces de canon sur le lieu de la scène. A peine arrivée, cette troupe fut insultée par la populace en fureur, et un coup de feu parti de la foule fut le signal d'une décharge sur les groupes assemblés, qui aussitôt se dispersèrent. Les fuyards, se répandant rapidement jusque dans les quartiers les plus éloignés, appelèrent la population aux armes, et, dans un moment, toute la ville fut en insurrection.

Les troupes françaises n'avaient point d'ordres positifs : une foule de soldats sans armes et d'autres Français attachés à l'armée parcouraient, à ce moment, les différents quartiers. Ils furent assaillis, outragés, égorgés sans distinction; la fureur du peuple était au comble.

Murat, entouré de sa garde, monta à cheval devant le palais qu'il occupait, et envoya à toutes les troupes environnantes l'ordre d'entrer dans la ville au pas de charge.

En attendant leur arrivée, le massacre des Français isolés continuait toujours; plusieurs des membres de la junte, et notamment les ministres Azanza et O'Farril, s'exposèrent à tous les dangers pour arrêter les excès de la populace égarée.

Vers midi, des colonnes françaises entrèrent dans la capitale par les portes du nord et du levant; le résultat de ce mouvement ne pouvait être douteux : au bout de quelques minutes, toute la population devint tremblante et soumise.

Quelques escadrons de la garde impériale avaient pénétré par la porte d'Alcala. Ils s'élancèrent au galop et par les deux grandes rues qui aboutissent à la *Puerta del Sol,* celle d'Alcala et celle de la carrera San-Geronimo, et vinrent s'établir sur cette place, qui est au centre de Madrid. Les rassemblements furent culbutés et dissipés en un moment.

Une colonne d'infanterie entrait en même temps par la porte de *Fuencarral*, et inondait la large rue de San-Bernardo, pour se joindre, sur la place de San-Domingo, aux bataillons qui défendaient l'approche du palais du grand-duc de Berg.

De forts détachements de cavalerie balayaient les avenues de la capitale, et empêchaient l'entrée des paysans des villages voisins.

Deux mameloucks, égorgés dès le commencement de l'é-

1808. Espagne.

meute, excitèrent la fureur de la garde impériale. La vue de leurs cadavres étendus à la porte d'un habitant paisible causa la mort de cet individu et de plusieurs membres de sa famille. Les mameloucks se précipitèrent dans sa maison, qui fut dévastée, ainsi que celle du duc de Hijar, dont le portier eut la témérité de faire feu sur la troupe.

Soixante hommes, pris les armes à la main du côté de la *Puerta del Sol*, furent traînés au Prado, et fusillés vers six heures du soir.

Deux officiers d'artillerie espagnols, nommés Velarde et Daoiz, furent tués dans le dépôt d'artillerie, improprement appelé arsenal, du côté de la porte de Fuencarral, avec quelques soldats de leur arme, qui s'obstinèrent à faire feu sur la colonne d'infanterie entrée par cette porte.

Les relations espagnoles ont présenté ces deux officiers comme des victimes généreuses immolées sur l'autel de la patrie. Ils étaient braves et généralement estimés; mais leur fatale imprudence était sans motifs et sans excuse; leur démarche offensive n'avait aucun but : ils n'avaient avec eux que quelques canonniers invalides, et ils s'opiniâtrèrent à tirer sur une colonne de près de 1,500 hommes, déjà maîtresse de tout le quartier [1], parce qu'on vint leur dire qu'un régiment espagnol était attaqué dans sa caserne par les Français; ce qu'ils ne prirent pas la peine de vérifier.

Toute résistance avait cessé. Les autorités se rendirent auprès du grand-duc de Berg; des patrouilles françaises et espagnoles, accompagnées des généraux des deux nations et des

[1] Quelques témoins de cet événement ont assuré que ces officiers avaient la tête égarée par tout ce qui se passait autour d'eux. Peut-être a-t-on essayé d'immortaliser leur dévouement, parce que, entre toutes les victimes qui périrent le 2 mai, les noms de Velarde et de Daoiz sont les seuls qui ne fussent pas inconnus avant cette catastrophe. Du reste, ces officiers étaient d'autant moins excusables, aux yeux mêmes des partisans de Ferdinand, que toute la garnison avait l'ordre de ses chefs de ne point prendre part à une querelle dont il était aisé de deviner l'issue. Si les soldats espagnols, au nombre de trois à quatre mille qu'ils étaient dans Madrid, se fussent joints à la populace, la ville eût été livrée à une dévastation universelle; mais le résultat du combat eût toujours été favorable aux Français, qui étaient au nombre de près de vingt-cinq mille hommes.

principaux magistrats, parcoururent les rues et achevèrent de rétablir la tranquillité et le bon ordre. La proclamation suivante fut affichée au coin des rues :

1808. Espagne.

Soldats ! la population de Madrid s'est soulevée, et l'insurrection est arrivée jusqu'à l'assassinat. Je sais que les bons Espagnols ont gémi de ces désordres. Je suis bien loin de les confondre avec ces misérables qui ne veulent que le crime et le pillage. Mais le sang français a été versé ; il crie vengeance ; en conséquence j'ai arrêté ce qui suit :

Le général Grouchy convoquera cette nuit la commission militaire. Tous ceux qui auront été pris dans les troubles et les armes à la main seront fusillés. La junte est chargée de faire opérer le désarmement des habitants de Madrid. Quiconque, après l'exécution de cet ordre, serait trouvé armé ou conserverait des armes sans une permission spéciale, sera fusillé. Tout lieu où sera commis un assassinat sur la personne d'un Français sera brûlé. Toute réunion de plus de huit personnes sera considérée comme une association séditieuse et dispersée à coups de fusil. Les auteurs, vendeurs et distributeurs de libelles imprimés ou manuscrits provoquant à la sédition, seront considérés comme agents de l'Angleterre et fusillés.

Fait en notre quartier général de Madrid, le 2 mai 1808. — Signé Joachim.

Comme dans toutes les émeutes populaires, beaucoup de victimes innocentes furent envoyées à la mort sans avoir été jugées, sans avoir été défendues. Murat était loin de prévoir que, sept ans plus tard, il serait aussi fusillé sans jugement et sans l'assistance d'un défenseur.

On devait toutefois s'attendre à ce que des mesures d'indulgence seraient prises pour éviter de réveiller l'irritation d'une populace qui avait cédé à la force et non à la conviction de l'erreur où elle avait été entraînée ; cependant plusieurs Espagnols, rencontrés munis d'une arme offensive quelconque, même d'un simple couteau de poche, furent fusillés sans autre examen. Environ quarante individus, arrêtés dans la matinée et conduits au quartier de l'infanterie de la garde impériale, à côté du palais de Murat, furent fusillés à la pointe du jour, le

1808. Espagne.

3 mai. L'ordre de les épargner n'arriva que quelques minutes après l'exécution.

Il résulte des renseignements pris par des Espagnols, qui n'avaient aucun intérêt à diminuer le nombre de ceux qu'ils regardaient comme les véritables victimes de cette journée, que le nombre des tués parmi les insurgés ne fut que de cent quatre, et celui des blessés de cinquante-quatre. Il n'est pas moins certain que la perte des Français, qui presque tous furent surpris et égorgés sans défense dans les rues, s'éleva à plus de 500 morts ou blessés grièvement [1]. L'affaire du dépôt d'artillerie fut celle qui coûta le plus de sang aux Français, et où il y eut la résistance la plus opiniâtre et la mieux ordonnée [2].

Les propriétés furent respectées généralement, malgré la provocation, qui appartient tout entière au peuple de Madrid. Les troupes réglées ne firent que ce qu'il fallait faire pour dissiper une multitude aussi imprévoyante que furieuse. Si le grand-duc de Berg eût songé plus tôt à prévenir l'assassinat de quelques malheureux, sacrifiés pendant la nuit, et surtout des quarante prisonniers dont nous avons parlé, l'histoire, en le plaignant d'avoir été l'instrument de l'ambition de Napoléon, aurait peu d'autres reproches à lui faire en cette circonstance. Les troupes, en général, ne commencèrent point à tirer sur le peuple, et les Espagnols furent bien évidemment les agresseurs. Le soldat, étranger aux secrets des cabinets, ne voit son ennemi que dans celui qui lui est désigné comme tel; et si l'empereur était coupable envers la nation qu'il voulait opprimer, l'armée, loin d'être responsable de l'erreur de son chef, eut le mérite de repousser l'attaque des insurgés, sans abuser des avantages de son incontestable supériorité [3].

[1] Voyez le Manifeste du conseil de Castille.

[2] Le comte de Toreno dit que, d'après ce qu'il a vu et d'après ses recherches, la perte des Espagnols et des Français peut être élevée jusqu'à 1,200 hommes.

[3] Le rapport inséré dans le *Moniteur* est faux dans presque tous ses détails. Le rédacteur de ce bulletin a eu la maladresse de tracer un récit ridiculement exagéré, au lieu d'adoucir, comme il le devait, les teintes d'un tableau déjà bien assez effrayant au simple trait. Cette narration, imprudemment publiée dans le journal officiel, a été désavouée par deux cent mille témoins oculaires.

L'infant don Francisco de Paule partit pour Bayonne dans la matinée du 3 mai ; et, dans la soirée du même jour, l'ambassadeur Laforêt et son secrétaire Fréville firent demander au prince don Antonio et obtinrent de lui une conférence secrète, à la suite de laquelle ce président de la junte annonça aux ministres espagnols sa résolution de partir le lendemain matin pour rejoindre le jeune roi son neveu et les autres membres de sa famille. C'est en vain que la junte représenta au respectable infant que sa présence en Espagne serait infiniment plus utile qu'à Bayonne pour la défense des droits de Ferdinand et pour les intérêts de sa famille; le prince répondit qu'il s'était engagé à faire le voyage, et que sa détermination était invariable. Il monta effectivement en voiture dans la matinée du 4 mai, après avoir fait remettre au ministre de la marine, don Francisco Gil y Lemus, un écrit par lequel il annonçait à ce doyen des membres de la junte son départ pour Bayonne, et invitait cette assemblée à continuer ses fonctions comme par le passé.

Il faut remarquer que la junte perdait, dans la personne du prince don Antonio, le seul de ses membres qui pût imposer au grand-duc de Berg dans ses empiétements journaliers sur l'autorité nationale, et que dès lors cette assemblée devait être regardée par les Espagnols et par les Français eux-mêmes, non comme un conseil suprême représentant une souveraineté indépendante, mais comme une commission exécutrice passive de tous les décrets que Napoléon arrachait aux deux rois, ses prisonniers à Bayonne.

Immédiatement après le départ de l'infant don Antonio, Murat avait appelé près de lui les ministres espagnols, pour leur dire qu'il croyait convenable au maintien du bon ordre et de la tranquillité publique de prendre part aux délibérations de la junte de gouvernement. Les ministres lui représentèrent qu'une pareille mesure était incompatible avec les pouvoirs de cette assemblée et avec le caractère légal dont il était alors lui-même revêtu aux yeux de la nation espagnole : ces observations n'arrêtèrent point le grand-duc, et, dans la soirée du même jour, il entra, sans autre formalité, dans le lieu des séances de la junte alors réunie, et renouvela sa prétention. Elle fut accueillie par la majorité des membres, malgré la vive

1808. Espagne.

opposition que manifestèrent les ministres D. Gil y Lemus, Azanza, O'Farril et plusieurs autres.

Cette démarche de Murat n'était, au surplus, que le résultat de son impatience naturelle. Il aurait pu, politiquement, la retarder de quelques jours, puisqu'il reçut le 7 mai, comme il s'y attendait bien, le décret de Charles IV, qui le nommait lieutenant général du royaume, et lui conférait, en cette qualité, la présidence de la junte de gouvernement.

Nous allons dire comment la couronne d'Espagne se trouvait alors momentanément replacée sur la tête de Charles IV.

Juillet.

Charles IV et Ferdinand renoncent à la couronne; Joseph Bonaparte est proclamé roi des Espagnes et des Indes; réunion à Bayonne d'une junte extraordinaire pour rédiger une nouvelle constitution du royaume, etc. — Charles IV, accueilli par Napoléon comme monarque régnant, ne tarda pas à être enveloppé dans les filets vers lesquels on l'avait attiré. Après sa première entrevue avec l'empereur, il se vit vivement sollicité par les agents de celui-ci, et surtout par le prince de la Paix, de mettre sa couronne à la disposition de son *fidèle* allié. La reine elle-même, entraînée par l'attachement aveugle qu'elle avait pour l'odieux favori, cause de tous les malheurs de la famille royale, et n'espérant plus pouvoir le conserver près d'elle ailleurs qu'en France, où l'empereur lui offrait un asile, se joignit à Godoï pour déterminer son époux à une démarche qui, de sa part, ne devait pas être un sacrifice.

Sexagénaire, accablé par les infirmités et les chagrins, Charles était parvenu à cette époque de la vie où, chez les princes sans énergie, le besoin du repos commence à dissiper les illusions de la grandeur, et, dans sa situation vis-à-vis de Ferdinand, il ne fut pas difficile à la reine et au prince de la Paix de lui persuader que ses intérêts et ceux de l'Espagne demandaient qu'il déposât sa couronne entre les mains de celui qui pouvait seul en conserver la splendeur. Le monarque débonnaire céda sans répugnance aux conseils de deux personnes qui, malgré les derniers événements, n'avaient rien perdu de leur ascendant sur son esprit, et reconnut tout à la fois la nécessité et l'utilité de la cession qu'on lui proposait. C'est dans ces dispositions qu'il écrivit à Ferdinand une lettre dont nous croyons

devoir consigner ici quelques passages véritablement historiques. « Votre conduite envers moi, disait le père irrité, vos lettres interceptées *ont mis une barrière d'airain* entre vous et le trône d'Espagne ; il n'est ni de votre intérêt ni de celui de la pâtrie que vous vous y présentiez ; gardez-vous d'allumer un feu dont votre ruine totale et le malheur de l'Espagne seraient le seul et inévitable effet. Je suis roi du droit de mes pères, mon abdication est le résultat de la violence : je n'ai donc rien à recevoir de vous. En m'arrachant la couronne, c'est la vôtre que vous avez brisée ! Vous lui avez ôté ce qu'elle avait d'auguste, ce qui la rendait sacrée aux yeux des hommes... ! »

Charles IV écrivait ainsi à son fils le 2 mai, et, trois jours après, le prince de la Paix, au nom de son maître, et le général Duroc, comme plénipotentiaire de l'empereur, signèrent le traité qu'on va lire.

« S. M. l'empereur des Français, etc., M. le général de division Duroc, grand maréchal du palais ;

« Et S. M. le roi d'Espagne, etc., S. A. S. M. Manuel Godoï, prince de la Paix, comte d'Evora-Monti :

« Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, sont convenus de ce qui suit :

« Art. 1er. S. M. le roi Charles, n'ayant eu en vue toute sa vie que le bonheur de ses sujets, et constant dans le principe que tous les actes d'un souverain ne doivent être faits que pour arriver à ce but ; les circonstances actuelles ne pouvant être qu'une source de dissensions d'autant plus funestes, que les factions ont divisé sa propre famille, a résolu de céder, comme il cède par le présent, à S. M. l'empereur Napoléon tous ses droits sur le trône des Espagnes et des Indes, comme le seul qui, au point où sont arrivées les choses, peut rétablir l'ordre, entendant que ladite cession n'aura lieu qu'afin de faire jouir ses sujets des deux conditions suivantes :

« 1° L'intégrité du royaume sera maintenue ; le prince que S. M. l'empereur Napoléon jugera convenable de placer sur le trône d'Espagne sera indépendant, et les limites de l'Espagne ne souffriront aucune altération.

« 2° La religion catholique, apostolique et romaine sera la seule en Espagne ; il ne pourra y être toléré aucune religion

1808. Espagne.

réformée, et encore moins infidèle, suivant l'usage établi aujourd'hui.

« 2. Tous les actes faits contre ceux de nos fidèles sujets depuis la révolution d'Aranjuez sont nuls et de nulle valeur, et leurs propriétés leur seront rendues.

« 3. S. M. le roi Charles, ayant ainsi assuré la prospérité, l'intégrité et l'indépendance de ses sujets, S. M. l'empereur s'engage à donner refuge dans ses États au roi Charles, à la reine, à sa famille, au prince de la Paix, ainsi qu'à ceux de leurs serviteurs qui voudront les suivre, lesquels jouiront en France d'un rang équivalent à celui qu'ils possédaient en Espagne.

« 4. Le palais impérial de Compiègne, les parcs et forêts qui en dépendent, seront à la disposition du roi Charles, sa vie durant.

« 5. S. M. l'empereur donne et garantit à S. M. le roi Charles une liste civile de trente millions de réaux, que S. M. l'empereur Napoléon lui fera payer directement tous les mois par le trésor de la couronne. A la mort du roi Charles, deux millions de réaux formeront le douaire de la reine.

« 6. S. M. l'empereur Napoléon s'engage à accorder à tous les infants d'Espagne une rente annuelle de quatre cent mille francs, pour en jouir à perpétuité eux et leurs descendants, sauf la réversibilité de ladite rente d'une branche à l'autre, en cas de l'extinction de l'une d'elles, et en suivant les lois civiles. En cas de l'extinction de toutes les branches, lesdites rentes seront réversibles à la couronne de France.

« 7. S. M. l'empereur Napoléon fera tel arrangement qu'il jugera convenable avec le futur roi d'Espagne pour le payement de la liste civile et des rentes comprises dans les articles précédents; mais S. M. le roi Charles IV n'entend avoir de relation, pour cet objet, qu'avec le trésor de France.

« 8 S. M. l'empereur Napoléon donne en échange à S. M. le roi Charles le château de Chambord avec les parcs, forêts et fermes qui en dépendent, pour en jouir en toute propriété et en disposer comme bon lui semblera.

« 9. En conséquence, S. M. le roi Charles renonce en faveur de S. M. l'empereur Napoléon à toutes les propriétés al-

lodiales et particulières appartenantes à la couronne d'Espagne, mais qu'il possède en propre. Les infants d'Espagne continueront à jouir du revenu des commanderies qu'ils possèdent en Espagne.

« 10. La présente convention sera ratifiée, et les ratifications en seront échangées dans huit jours, ou le plus tôt qu'il sera possible.

« Bayonne, 5 mai 1808. »

Ce même jour, 5 mai, le roi fit venir son fils [1], et lui ordonna, en présence de la reine et de Napoléon, qui avait voulu assister à cette entrevue, de renoncer à la couronne par un acte simple, signé du prince et des infants, oncle et frères; il ajouta qu'il voulait que cet acte lui fût remis le lendemain dans la matinée, menaçant de faire traiter Ferdinand et tous ceux de son parti comme *des émigrés rebelles*. Le prince prit la parole pour faire quelques observations respectueuses; mais son père, s'élançant du siége où il était alors, redoubla de menaces, et lui reprocha, dans les termes les plus amers, d'avoir voulu lui arracher le trône et la vie à l'Escurial et à Aranjuez. La reine se réunit à son époux pour accabler le malheureux Ferdinand sous le poids des plus véhémentes récriminations. Les spectateurs de cette scène extraordinaire, Napoléon lui-même (bien qu'il l'eût sourdement préparée), étaient stupéfaits.

Ferdinand, qui avait montré tant de résolution dans sa lutte avec Napoléon, se trouva désarmé et sans force aux accents de la voix paternelle [2].

La menace faite par le roi à son fils et à ses adhérents du châtiment réservé aux *émigrés rebelles* dut sans doute, dans l'esprit du prince, l'emporter sur toute autre considération, et ses conseillers intimes, peut-être plus épouvantés que lui, se réunirent pour le déterminer à signer une renonciation si impé-

[1] Ferdinand n'avait point encore paru devant son père depuis l'arrivée de ce dernier à Bayonne.

[2] Quelques écrivains ont inféré de ce contraste dans la conduite du prince que sa conscience n'était peut-être pas sans remords sur les événements d'Aranjuez : c'est ce que l'histoire expliquera sans doute un jour mieux qu'il ne nous est possible de le faire.

1808. Espagne.

rieusement réclamée par le vieux monarque. Le chanoine Escoiquiz fut chargé de négocier les stipulations du traité suivant.

« Art. 1er. S. A. R. le prince des Asturies adhère à la cession faite par le roi Charles de ses droits au trône d'Espagne et des Indes en faveur de S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, et renonce, autant que le roi, aux droits qui lui sont acquis, comme prince des Asturies, à la couronne des Espagnes et des Indes.

« 2. S. M. l'empereur des Français et roi d'Italie accorde en France à S. A. R. le prince des Asturies le titre d'altesse royale, avec tous les honneurs et prérogatives dont jouissent les princes de son sang.

« Les descendants de S. A. R. le prince des Asturies conserveront le titre de prince, celui d'altesse sérénissime, et auront toujours le même rang en France que les princes dignitaires de l'empire.

« 3. S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, cède et donne, par les présentes, en toute propriété, à S. A. R. le prince des Asturies et à ses descendants, les palais, parcs, fermes de Navarre, et les bois qui en dépendent, jusqu'à la concurrence de cinquante mille arpents, le tout dégrevé d'hypothèques, et pour en jouir en toute propriété, à dater de la signature du présent traité.

« 4. Ladite propriété passera aux enfants et héritiers de S. A. R. le prince des Asturies, à leur défaut aux enfants et héritiers de l'infant D. Carlos, à défaut de ceux-ci aux descendants et héritiers de l'infant D. Francisco, et enfin, à leur défaut, aux enfants et héritiers de l'infant D. Antonio. Il sera expédié des lettres patentes et particulières des princes à celui de ces héritiers auquel reviendra ladite propriété.

« 5. S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, accorde à S. A. R. le prince des Asturies quatre cent mille fr. de rente apanagère sur le trésor de France, et payables par douzième chaque mois, pour en jouir lui et ses descendants, et, venant à manquer la descendance directe de S. A. R. le prince des Asturies, cette rente apanagère passera à l'infant D. Carlos, à ses enfants et héritiers, et, à leur défaut, à

l'infant D. Francisco de Paule, à ses descendants et héritiers.

« 6. Indépendamment de ce qui est stipulé dans les articles précédents, S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, accorde à S. A. R. le prince des Asturies une rente de six cent mille fr. sa vie durant. La moitié de ladite rente sera réversible sur la tête de la princesse son épouse, si elle lui survit.

« 7. S. M. l'empereur des Français, roi d'Italie, accorde et garantit aux infants D. Antonio, oncle de S. A. R. le prince des Asturies, Carlos et D. Francisco de Paule, frères dudit prince :

« 1° Le titre d'altesse royale avec tous les honneurs et prérogatives dont jouissent les princes de son sang; les descendants de LL. AA. RR. conserveront le titre de prince, celui d'altesse sérénissime, et auront toujours le même rang en France que les princes dignitaires de l'empire;

« 2° La jouissance du revenu de toutes leurs commanderies en Espagne, leur vie durant;

« 3° Une rente apanagère de quatre cent mille fr. pour en jouir eux et leurs héritiers à perpétuité, entendant S. M. impériale que les infants D. Antonio, D. Carlos et D. Francisco, venant à mourir sans laisser d'héritiers, ou leur postérité venant à s'éteindre, lesdites rentes apanagères appartiendront à S. A. R. le prince des Asturies ou à ses descendants et héritiers, le tout aux conditions que LL. AA. RR. D. Carlos, D. Antonio et D. Francisco adhèrent au présent traité.

« 8. Le présent traité sera ratifié, et les ratifications en seront échangées dans huit jours, ou plus tôt si faire se peut.

« Bayonne 10 mai 1808. »

Cet acte complémentaire n'était pas encore signé par les négociateurs Duroc et Escoiquiz, lorsque l'empereur fit partir Ferdinand pour la résidence qui lui était assignée, et ce ne fut qu'à son passage à Bordeaux que le prince ratifia les engagements pris en son nom. Il était naturel de croire, aux termes du traité, que Ferdinand allait habiter la belle terre de Navarre, devenue sa propriété; mais Napoléon

1808. Espagne.

avait changé d'idée à ce sujet. Le prince et son frère D. Carlos furent conduits au château de Valençay, appartenant à M. de Talleyrand, et situé dans le département de l'Indre (Berri). On a prétendu que l'empereur avait fait choix de cette habitation pour les princes espagnols afin de tirer une espèce de vengeance de l'opposition manifestée par le ministre dont nous parlons pendant tout le cours de cette ténébreuse intrigue, trouvant sans doute plaisant de montrer à l'Europe le défenseur des victimes d'une ambition déplorable, travesti en geôlier de ses clients.

Charles IV, la reine son épouse, les autres membres de la famille royale, et D. Manuel Godoï quittèrent également Bayonne quelques jours après pour se rendre au château de Compiègne.

Voyons maintenant ce qui s'était passé à Madrid depuis le départ de l'infant don Antonio. Le même jour don Evaristo Perez de Castro arrivait à Bayonne dépêché par la junte suprême de Madrid, pour demander au roi Ferdinand l'autorisation de se transporter là où elle pût être libre dans ses opérations, si elle venait à cesser de l'être à Madrid; si la volonté de S. M. était qu'on commençât les hostilités, quand et comment on devait agir; si l'on devait empêcher l'entrée de nouvelles troupes françaises en Espagne en fermant les passages à la frontière; si S. M. jugeait à propos de convoquer les cortès, et que, dans ce cas, elle voulût bien adresser son décret royal au conseil de Castille.

En conséquence de ces propositions de la junte de Madrid, deux décrets furent rendus le 5 mai. Dans le premier, adressé à la junte suprême, le roi disait « qu'il n'était pas libre, « qu'il lui était par conséquent impossible de prendre par lui-« même aucune mesure, tant dans l'intérêt de sa propre « sûreté que pour le salut de la monarchie; que, dans cet « état de choses, il investissait la junte des pouvoirs « les plus étendus pour que, soit en corps, soit représentée « par une ou plusieurs personnes de son choix, elle se trans-« portât dans l'endroit qui lui semblerait le plus convenable, « et qu'au nom de S. M. qu'elle remplacerait en personne, « elle exerçât toutes les fonctions de la souveraineté; que

« les hostilités devraient commencer dès le moment qu'on « ferait passer S. M. dans l'intérieur de la France, ce qui « ne se ferait que par la violence; et qu'enfin, si ce cas arri- « vait, la junte devait empêcher par tous les moyens l'entrée « de nouvelles troupes dans la Péninsule. »

Dans le second décret, adressé au conseil, il était dit « que, dans la situation où se trouvait le roi, n'étant pas « libre d'agir par lui-même, sa volonté royale était que les « cortès fussent convoquées dans le lieu qu'on croirait le « plus avantageux ; qu'aussitôt réunies, elles s'occupassent « uniquement de procurer les moyens et les fonds nécessaires « pour pourvoir à la défense du royaume, et qu'elles demeu- « rassent en permanence pour faire face aux circonstances « qui pourraient survenir. »

Mais la junte suprême de Madrid, au lieu d'user des pouvoirs étendus qu'elle avait elle-même sollicités, ne voulut plus en faire usage dès qu'elle les eut obtenus, alléguant qu'il était trop tard, et ne se souciant pas de se compromettre davantage. Elle refusa même de communiquer au conseil de Castille le décret qui ordonnait la convocation des cortès, dont la promulgation et l'exécution étaient particulièrement recommandées à ses soins. Les membres de la junte avaient décidé unanimement que ces décrets ayant été rendus le 5, et l'abdication de Ferdinand étant survenue le lendemain 6, ils devaient être considérés comme non avenus.

Au reste, la junte de gouvernement, depuis que le grand-duc de Berg la présidait en sa qualité de lieutenant général du royaume, n'était plus que consultative, et comme le conseil privé du nouveau chef du gouvernement. Les membres qui la composaient s'attendaient d'un moment à l'autre au grand changement que la situation présente des choses faisait aisément prévoir. En effet, Murat ne tarda point à leur communiquer les deux traités signés par le roi Charles et par Ferdinand, ainsi qu'une proclamation de ce dernier, datée de Bordeaux, et adressée à la nation. Le prince des Asturies, conjointement avec les infants don Carlos et don Antonio, exposaient, dans cet écrit, la nécessité et l'utilité, pour les Espagnols, d'unir leurs intérêts à ceux de la France. « L'em-

pereur des Français, disaient-ils, s'obligeant à conserver l'indépendance absolue et l'intégrité de la monarchie espagnole, de toutes ses possessions d'outre-mer, sans en réserver ni démembrer aucune partie, à maintenir l'unité de la religion catholique, les propriétés, les lois, les coutumes : ce qui assure pour longtemps, et d'une manière incontestable, la puissance et la prospérité de la nation ; les princes ne pensent pas pouvoir donner une plus grande preuve de leur générosité, de leur affection pour cette même nation, et de leur reconnaissance pour l'attachement dont elle leur a donné tant de témoignages, qu'en lui sacrifiant leurs intérêts personnels, par leur adhésion au traité de cession du roi Charles, et par l'abandon de leurs droits au trône. »

Déliant ensuite les Espagnols de leurs obligations à cet égard, LL. AA. RR. les exhortent à n'avoir en vue que les intérêts *de la patrie*, à rester unis et paisibles, à confier le soin de leur bonheur aux sages dispositions et à la puissance de l'empereur Napoléon. Cette conduite, ajoutent-ils, sera la meilleure démonstration que la nation puisse faire de sa fidélité et de son loyal attachement à son prince et aux deux infants, qui, de leur côté, font assez connaître leurs sentiments envers elle, en abandonnant leurs droits, en oubliant leurs intérêts propres pour la rendre fortunée[1].

Cette proclamation, rédigée par le chanoine Escoiquiz, et dont une partie n'était point un document nécessaire pour donner plus de valeur à l'acte de renonciation, dut être regardée par un certain nombre d'Espagnols comme une preuve manifeste que Ferdinand, tout en cédant à la violence ou à la nécessité des circonstances, ne voulait point que l'espoir de le rétablir sur le trône entraînât la nation dans une guerre ruineuse et qui compromît son indépendance. En effet, l'écrit dont nous parlons était rédigé dans des termes nullement équivoques, avec toute la sincérité et la bonne foi de langage que l'on puisse employer pour inspirer la persuasion, et les cabinets de l'Europe pensèrent sans doute de même, puisque aucun d'eux ne se déclara alors pour la cause personnelle des princes espagnols.

[1] *Por hacerla dichosa.*

L'empereur, de son côté, avait adressé à la nation une autre proclamation conçue en ces termes :

« Vos princes m'ont cédé tous leurs droits à la couronne des Espagnes : je ne veux point régner sur vos provinces ; mais je veux acquérir des titres éternels à l'amour et à la reconnaissance de votre postérité.

« Votre monarchie est vieille, ma mission est de la rajeunir ; j'améliorerai toutes vos institutions, et je vous ferai jouir, si vous me secondez, des bienfaits d'une réforme sans froissements, sans désordres, sans convulsions.

« Espagnols, j'ai fait convoquer une assemblée générale des députations des provinces et des villes. Je veux m'assurer par moi-même de vos désirs et de vos besoins.

« Je déposerai alors tous mes droits, et je placerai votre glorieuse couronne sur la tête d'un autre moi-même, en vous garantissant une constitution qui concilie la sainte et salutaire autorité du souverain avec les libertés et les priviléges du peuple.

« Espagnols, souvenez-vous de ce qu'ont été vos pères, voyez ce que vous êtes devenus : la faute n'en est pas à vous, mais à la mauvaise administration qui vous a régis. Soyez pleins d'espérance et de confiance dans les circonstances actuelles ; car je veux que vos derniers neveux conservent mon souvenir et disent : *Il est le régénérateur de notre patrie !* »

Après avoir reçu communication de ces différents actes, plusieurs membres de la junte proposèrent au grand-duc de Berg et à l'ambassadeur Laforêt de donner à la nation le libre exercice de ses droits en convoquant les *cortès* [1] ; mais une pareille proposition ne pouvait pas être accueillie par les deux agents de Napoléon ; ceux-ci connaissaient trop bien les intentions de leur maître pour oser la lui soumettre.

[1] Les cortès sont en Espagne ce qu'étaient les états généraux en France avant la révolution ; mais, à l'époque dont nous parlons, on ne convoquait plus, depuis bien longtemps, ces assemblées nationales que pour la forme. Les cortès avaient été réunies pour la dernière fois en 1789 ; encore ne furent-elles composées que de cent députés tout au plus. Leur mission se borna à prêter au roi Charles IV (nouvellement monté sur le trône) serment au nom de la nation, et à recevoir celui de ce prince.

1808. Espagne.

L'empereur avait déjà fait choix de celui qu'il se proposait de placer sur le trône des Espagnes. Toutefois, il chargea, pour la forme, le grand-duc de Berg de faire désigner par la junte de gouvernement, par le conseil de Castille et par la ville de Madrid, Joseph, roi de Naples, comme celui des membres de la famille impériale que les Espagnols accepteraient avec le plus d'empressement pour souverain. Ce vœu forcé, qu'une députation du conseil fut porter à Bayonne, suffit à Napoléon pour proclamer son frère aîné roi des Espagnes et des Indes.

Quelques jours avant que l'empereur des Français eût fait connaître à l'Europe ce nouveau roi imposé par lui aux Espagnols, il avait, par un décret en date du 25 mai, convoqué à Bayonne une junte extraordinaire des notables du royaume, dont la session devait s'ouvrir le 15 juin, pour délibérer sur une nouvelle constitution à donner à l'Espagne. Une partie des membres de cette assemblée avait déjà été nommée, comme on l'a vu, par le grand-duc de Berg, dès la fin d'avril. Ce furent ces mêmes députés qui les premiers présentèrent foi et hommage à Joseph Napoléon [1]. Celui-ci était arrivé le 7 juin au soir au château de Marrac près de Bayonne, et résidence de la cour impériale.

Les grands d'Espagne, parmi lesquels on remarquait les ducs d'Ossuna, de l'Infantado, de Hijar, del Parque, le marquis de Santa-Cruz, les comtes de Fernan-Nuñez, Santa-Coloma, de Orgaz, et plusieurs autres, tous des premières familles du royaume, dirent au nouveau monarque : « Sire, les grands d'Espagne ont été célèbres dans tous les temps pour leur loyale fidélité à leur souverain; V. M. trouvera dans nous la même fidélité et le même dévouement. »

Voici quelques fragments du discours que tint l'orateur de Castille : « Sire, V. M. est le principal rameau d'une famille que le ciel appelle à régner...... Que le ciel exauce nos vœux, et que V. M. soit la plus heureuse de l'univers, comme nous le souhaitons au nom de la cour suprême dont nous sommes

[1] L'empereur avait voulu que les membres de sa famille prissent ce nom patronymique : son frère Lucien fut le seul qui s'obstina à garder le nom de ses pères.

les députés. » Tel fut à peu près le langage des autres députations [1].

La première séance de la junte extraordinaire s'ouvrit le 15 juin, à l'époque indiquée d'avance, sous la présidence de don Miguel de Azanza, conseiller d'État et ministre des finances. Elle commença par la lecture du décret impérial qui proclamait Joseph roi d'Espagne et des Indes, et garantissait au nouveau souverain l'indépendance et l'intégrité de ses États d'Europe, d'Asie, d'Afrique et d'Amérique : après quoi le président prononça le discours d'ouverture, dont nous avons cru devoir extraire le passage suivant :

« ... Depuis des siècles nous étions entièrement séparés du gouvernement, et il était confié tantôt à des hommes astucieux, qui ne songeaient qu'à asservir le peuple avec adresse, tantôt à des souverains faibles et sans caractère, pour qui régner n'était autre chose que se livrer à leurs plaisirs, en abandonnant le sceptre à leurs favoris. Voilà par quels degrés la nation espagnole est tombée du faîte de la gloire où elle s'était élevée dans les quinzième et seizième siècles jusqu'à l'abîme où elle était plongée, quand le dernier de nos rois a cédé le droit de la gouverner à un prince qui, pour notre bonheur, réunit tous les talents et toutes les ressources nécessaires pour lui rendre la vie dans l'état critique où elle lui est confiée. Dans cette vue, le premier usage qu'il a fait de sa nouvelle autorité a été de la

[1] On dira peut-être que ce langage est d'étiquette obligée dans les discours qui se prononcent en semblables occasions ; mais ce n'est point ainsi que les souverains envisagent la chose. Ils connaissent fort bien toute l'influence que peut exercer sur l'opinion publique l'exemple des premiers personnages de l'État, et peu leur importe le plus ou moins de sincérité des hommages officiels qu'ils reçoivent, pourvu que ces démonstrations entraînent la soumission des peuples. Il paraît d'ailleurs que les sentiments exprimés par le plus grand nombre des députés étaient sincères. Entre les nombreuses preuves que nous pourrions donner de cette assertion, nous nous bornerons à citer ce passage d'une lettre confidentielle que don Pedro Cevallos (l'un des ministres choisis par le roi Ferdinand VII, à son retour en Espagne, en 1814) écrivait à l'un de ses amis, le 8 juin 1808 : « J'ai eu l'honneur de me présenter devant le roi, arrivé hier de Naples ; j'ose espérer que sa présence, sa bonté, et la noblesse de son cœur, qui se dévoile à la première vue, suffiront, sans le concours des armées, pour calmer l'agitation de nos provinces. »

1808. Espagne.

transmettre à son auguste frère..... Il a voulu ensuite que, dans le lieu de sa résidence et en sa présence même, se rassemblassent les députés des principales villes et autres personnes autorisées de notre pays, pour conférer en commun sur les maux que nous avons soufferts, et sanctionner la constitution que notre régénérateur daigne lui-même proposer, afin qu'elle soit la règle invariable de notre gouvernement. Tel est le but noble et glorieux pour lequel nous sommes assemblés. Il est donc nécessaire d'y fixer uniquement notre attention, et, nous dépouillant de toute partialité et des préjugés de province, de classe et d'états, de consacrer toutes nos facultés à la félicité commune de l'Espagne; personne ne doit plus avoir d'intérêt séparé de ceux de la mère patrie : les membres d'une même famille doivent jouir également de ses avantages, et supporter avec égalité les charges nécessaires au soutien de sa splendeur; à ses yeux comme aux yeux de la loi, les moins favorisés de la fortune ne perdent rien de l'estime qu'ils méritent et de leurs droits à être protégés. Sacrifions, chacun en ce qui nous concerne, les avantages dont nous jouissons hors de la règle commune, et dont plusieurs sont purement imaginaires; sacrifions-les sur l'autel de la patrie pour élever un monument simple et grand, au lieu de l'édifice gothique et compliqué de notre gouvernement antérieur. Examinons-la bien, et nous trouverons que c'est la constitution qui convient le mieux à l'universalité de la nation, sur laquelle doivent se fixer nos regards, et non sur des portions isolées et séparées. Peut-être cette union défectueuse, qui portait précédemment nos provinces à rivaliser entre elles au lieu de se rapprocher par les mêmes liens, cause-t-elle aujourd'hui la division dont nous gémissons, etc. »

Après plusieurs séances employées à la discussion d'un projet de constitution, la junte vota dans le court intervalle de douze séances, et rendit obligatoire pour tout le royaume, un acte en 146 articles, à peu près calqué sur les constitutions de l'empire français. Le gouvernement se composait du roi, de ses ministres, du sénat, du conseil d'État, des cortès ou assemblée des députés de la nation, et de l'ordre judiciaire. La principale différence entre les deux constitutions se remarquait

dans la formation des cortès ou chambre des députés. En effet, au lieu d'être choisis indifféremment parmi les nationaux, les députés, au nombre total de 172, devaient être tirés des trois ordres du clergé, de la noblesse et du peuple; le clergé devait envoyer vingt-cinq députés, la noblesse vingt-cinq, et le peuple cent vingt-deux, savoir : soixante-douze députés des provinces, tant d'Espagne que des Indes, trente des principales villes, quinze négociants ou commerçants, et quinze députés des universités, savants ou hommes distingués par leur mérite personnel, soit dans les sciences, soit dans les arts; mais le système électoral admis pour la nomination de ces députés de diverses classes était loin de présenter à la nation les garanties nécessaires. Les députés du banc de la noblesse et du clergé étaient nommés par le roi, qui choisissait également les députés des principales villes, du commerce et des universités, sur la présentation du conseil municipal des villes, des tribunaux de commerce et des universités. Les soixante-douze membres formant spécialement la députation des provinces étaient seuls nommés par le peuple, divisé en conséquence par arrondissements d'élection, de manière qu'il y eût un député pour trois cent mille âmes.

Mais l'essentiel, dans cette constitution, c'est qu'elle proclamait et consacrait les droits de la nation espagnole pour l'avenir. La liberté individuelle et la liberté de la presse étaient, comme en France, placées sous la protection spéciale de deux commissions du sénat. Tous les Espagnols étaient déclarés aptes aux emplois publics, et aucun impôt ne pouvait être ordonné et réparti sans avoir été consenti librement par les cortès. Enfin, l'ordre judiciaire était déclaré indépendant, et tous les juges inamovibles. Avec les défectuosités que nous avons fait remarquer, la constitution espagnole était loin d'être parfaite; mais n'était-ce pas déjà beaucoup pour une nation qui, la veille encore, ne voyait plus dans les anciennes chartes du royaume aucune digue capable de contenir les irruptions du despotisme? Et, comme si Napoléon eût voulu se montrer plus libéral envers ce peuple qu'envers celui qui l'avait élu pour monarque, il y avait, dans ce même acte, un article qui donnait aux cortès le droit de s'assembler extraordinairement en 1820, afin

1808. Espagne.

d'apporter à la charte les changements et améliorations que le temps et l'expérience auraient fait juger nécessaires.

Enfin, le 7 juillet, l'assemblée s'étant réunie de nouveau, le roi Joseph Ier prêta, entre les mains de l'archevêque de Burgos, le serment d'observer la constitution, ce que firent également les députés présents, au nombre de 91, au lieu de 150, chiffre fixé par les lettres de convocation. Dès le 4 juillet, Joseph avait définitivement composé son ministère avec des députés présents à Bayonne. Il distribua ensuite les emplois de cour parmi les grands d'Espagne qui l'entouraient; et, après avoir réglé tout ce qui concernait l'installation du nouveau gouvernement, il se décida à entrer en Espagne le 9 juillet.

Il est presque inutile de rapporter que tous les actes de Napoléon en ces étonnantes circonstances, communiqués au sénat français, furent unanimement approuvés par ce premier corps de l'empire; il ne vint à la pensée d'aucun de ses membres de soulever le voile qui couvrait une intrigue politique aussi déplorable, ni de provoquer l'examen le plus léger des moyens qui en avaient assuré le succès.

Tels furent les événements préparatoires de la guerre funeste dont nous commencerons le récit après avoir terminé ce qui nous reste à dire de la campagne de Portugal.

CHAPITRE II.

Suite de la campagne de Portugal; le général Junot est nommé gouverneur général du royaume; défection d'une partie du corps d'armée auxiliaire espagnol; désarmement de l'autre partie; débarquement des Anglais dans la province des Algarves; insurrection générale en Portugal; situation critique de l'armée française; combats divers avec les insurgés, etc. — Expédition dans la province d'Alentejo; combat et prise d'Evora; débarquement d'une armée anglaise; combat de Roliça; bataille de Vimeiro; convention de Cintra; évacuation entière du Portugal par l'armée française.

1808. Portugal.

Suite de la campagne de Portugal; le général Junot est nommé gouverneur général du royaume. **— Le général Junot, devenu sans coup férir maître du Portugal, avait voulu donner à l'administration de ce pays le mouvement qui convenait aux circonstances; mais il ne tarda pas à éprouver de grands obstacles de la part de la junte ou conseil de gouvernement, créé par le prince-régent du royaume, au moment du départ de la cour pour le Brésil. Ce conseil opposait aux desseins du général français cette force d'inertie, plus fâcheuse souvent qu'une mauvaise volonté prononcée ou une résistance ouverte. Afin d'éviter toute la responsabilité des mesures violentes qu'il se voyait dans la nécessité de prendre incessamment, Junot rendit compte à l'empereur de l'état des choses, et reçut en réponse les pouvoirs et le titre de gouverneur général du Portugal.**

La cérémonie de son installation en cette qualité se fit le 1er février 1808, avec autant de solennité que la démarche préliminaire avait été tenue secrète. Le conseil de régence avait été convoqué extraordinairement au palais de l'inquisition. Le général s'y rendit accompagné de tous les officiers de son état-major et de toutes les personnes qu'il avait déjà choisies pour administrer le Portugal sous ses ordres directs. Il donna connaissance à la fois et des ordres qu'il avait reçus et des dispositions qu'il avait prises pour leur exécution. Prononçant

1808. Portugal.

ensuite la dissolution du conseil de régence, il fit connaître le choix des membres du nouveau ministère qu'il instituait au nom de l'empereur [1].

Ce changement dans l'administration du royaume fut vu avec indifférence par la capitale et par les provinces. Toutefois, il en résulta bientôt un ordre de choses préférable à la situation précédente des administrés. Le nouveau gouvernement avait la volonté et le pouvoir d'assurer la tranquillité publique; il y réussit, et prévint, momentanément à la vérité, les désordres que d'autres circonstances devaient ramener plus tard. Mais cette tranquillité n'était qu'apparente; le pays, accablé sous le poids de contributions extraordinaires, ne désirait qu'une occasion favorable pour secouer le joug qui l'opprimait.

Le choix du prince que l'empereur des Français allait sans doute mettre sur le trône vacant fut d'abord l'objet qui occupa le plus les esprits portugais. Le général Junot tira parti de cette inquiétude pour envoyer en France une grande députation, dont le prétexte était d'obtenir de Napoléon que le sort du royaume fût promptement fixé, mais qui n'avait pour objet direct, de la part du gouverneur général, que d'éloigner de Lisbonne plusieurs personnages distingués par leur naissance ou par leur crédit, regardés comme suspects, et qui, sous le titre honorable de députés de la nation, ne devaient réellement être que des otages mis entre les mains de l'arbitre des destinées du Portugal [2].

[1] Ce ministère se composait mi-partie de Français et de Portugais. Les premiers étaient MM. Hermann, pour les finances; le commissaire-ordonnateur Luuyt, pour la guerre; Lagarde, pour la police; l'inspecteur aux revues Vienot-Vaublanc, comme secrétaire d'État (parent de celui qui depuis fut ministre de l'intérieur en France, après le second retour du roi). Les ministres portugais étaient MM. Petro de Mello, pour l'intérieur; le comte de Sampajo, pour la marine; et de Castro, pour la justice et les cultes.

[2] Ces députés restèrent en France jusqu'après la chute du trône impérial, en 1814 : la plupart négligés et presque sans moyens d'existence, objets innocents de la haine de leurs compatriotes, et abandonnés par le gouvernement, qui, après en avoir employé quelques-uns comme instruments d'oppression, les rejeta ensuite dès qu'ils lui devinrent inutiles. Ils étaient au nombre de treize, savoir : les archevêques de Lisbonne et de Coimbre, députés pour le clergé; les marquis de Penhalva, de Marialva, de Valença, d'Abrantès (père et fils), le comte de Sabugal, le vicomte de Barbaçena,

1808. Portugal.

Quelque temps après, Junot reçut le titre de duc d'Abrantès, comme récompense de son zèle et comme encouragement à la défense du pays qu'il était chargé d'administrer. Il dut se contenter de ce titre, lui qui avait cru pouvoir placer sur sa tête la couronne de Portugal, comme l'ont prouvé depuis de secrètes insinuations, de sourdes intrigues et des projets de constitution.

Les premiers mois qui suivirent le changement dont nous venons de parler ne furent troublés par aucun événement fâcheux, et le Portugal jouit d'une paix presque inespérée. Une partie des bras que le commerce ne pouvait plus occuper étaient rendus à l'agriculture; le licenciement des deux tiers de l'armée portugaise avait produit le même effet, et le ciel semblait avoir protégé ce genre d'industrie, en couvrant le territoire lusitanien de la plus belle récolte que l'on eût encore vue. Les titres, les charges avaient été maintenus; presque tous les traitements de l'ancien gouvernement étaient payés avec exactitude; rien ne donnait au royaume l'aspect d'un pays conquis; les envoyés des puissances alliées de la France étaient restés dans la capitale; l'amour-propre national se trouvait ménagé, et la légèreté du joug imposé provisoirement faisait attendre avec résignation, par le plus grand nombre, l'époque incertaine où le sort du Portugal devait être définitivement fixé.

Il est à présumer que cet ordre de choses eût pu se prolonger jusqu'au moment où Napoléon aurait pris le parti de mettre à exécution les clauses du traité de Fontainebleau, si les premiers événements de la guerre d'Espagne, que nous rapporterons plus tard, n'avaient pas secondé les efforts incessamment faits par les Anglais, restés en communication avec le pays, pour exciter les habitants à l'insurrection. Le soulèvement des provinces espagnoles isola l'armée de Portugal, en lui enlevant ses communications avec la France et avec les corps d'armée qui étaient dans la Péninsule, et donna pour auxiliaires aux mécontents portugais ces mêmes Espagnols, disposés, en toute autre circonstance, à agir avec eux en ennemis.

MM. Alvarès Pereyra de Mello, Lorenzo de Lima, pour la noblesse; les conseillers d'État Alberto Forge et Tomaso de Silva-Leitao, pour le commerce et la bourgeoisie.

1808. Portugal.

Les causes que nous venons d'exposer rallièrent les nationaux dont les intérêts restaient froissés, quels que fussent d'ailleurs les lénitifs apportés par le nouveau gouvernement, et dont malheureusement encore l'application ne pouvait pas être générale. Ainsi une partie de la noblesse, les prêtres, les officiers licenciés et non payés de leur solde, un certain nombre de soldats et de marins, pour lesquels le travail de la terre n'avait point d'attraits; cette foule d'aventuriers et de gens sans aveu, que les gouvernements les plus réguliers ont tant de peine à contenir, et qui sont toujours prêts pour les grands désordres : tous ces individus formèrent bientôt une masse insurrectionnelle, que l'Angleterre mit en mouvement et n'eut pas de peine à diriger selon ses vues.

Une certaine agitation, produite par les nouvelles reçues d'Espagne dans les premiers jours du mois de mai, commençait à se manifester parmi les troupes espagnoles qui faisaient partie de l'armée d'occupation, lorsque le général Junot reçut des ordres formels et précis pour faire deux détachements des troupes françaises, chacun d'à peu près 4,000 hommes, commandés par les généraux Loison et Avril : le premier, dirigé sur Almeida, place forte du Portugal, sur la frontière de la province espagnole de Salamanque, et le second sur Cadix. Ces forces étaient tout ce que l'armée avait de disponible; le reste suffisait à peine pour les garnisons indispensables.

Dans cette situation critique, le général en chef français envoya des officiers d'état-major pour visiter les cantonnements occupés par les troupes espagnoles sous son commandement. Il fit pourvoir à tous leurs besoins, recommanda qu'elles fussent traitées partout à l'égal des troupes françaises, et ordonna aux généraux de redoubler vis-à-vis d'elles de prévenances, et de chercher à les convaincre qu'elles étaient heureuses de n'avoir point à prendre part aux malheureuses dissensions qui déjà ensanglantaient leur patrie; mais l'impulsion contre laquelle voulait lutter Junot était trop puissante pour que cette dernière considération, toute personnelle, pût balancer celle que des agents secrets, et peut-être même un sentiment patriotique et irrésistible, mettaient alors sous les yeux des chefs et des soldats espagnols.

Le général français avait judicieusement pensé qu'il convenait de disséminer autant que possible ce corps auxiliaire, pour être plus à même de le surveiller, de le contenir et d'empêcher la contagion politique de faire de plus dangereux progrès. En conséquence, divers mouvements de régiments avaient été ordonnés ; mais les chasseurs de Valence, en garnison à Alcacer-do-Sal, refusèrent de se rendre à Setubal, ainsi qu'ils en avaient reçu l'ordre.

Junot dépêcha le major Dulong (commandant d'un régiment provisoire faisant partie de l'armée) avec ce même corps et le régiment espagnol de Murcie, pour forcer les chasseurs à l'obéissance. En arrivant à Alcacer-do-Sal, le major trouva la garnison en bataille, et se déploya devant elle. On allait en venir aux mains ; mais la prudente fermeté de l'envoyé du général en chef prévint ce malheur : il s'aboucha avec le colonel du corps insubordonné, et réussit non-seulement à faire exécuter l'ordre du départ, mais il changea entièrement les dispositions des chasseurs espagnols, qui le promenèrent en triomphe dans leur quartier aux cris de *vivat !*

Malgré ce succès, 200 hommes du même corps, détachés à Césimbre, se débandèrent ; on en fit revenir une centaine par force ou par persuasion : le reste échappa. Quelques autres mouvements semblables eurent encore lieu dans les cantonnements sur la rive gauche du Tage ; enfin, le 9 juin au matin, Junot reçut la nouvelle de la défection des seize bataillons espagnols qui étaient à Oporto : le général de division Quesnel, placé par le général en chef à la tête de ce corps de troupes, venait d'être enlevé par les révoltés, ainsi que les officiers de son état-major et les autorités civiles et militaires. C'est alors que le désarmement général de tout ce qui restait d'Espagnols en Portugal fut résolu.

Une pareille opération était extrêmement difficile : les troupes de cette nation se trouvaient alors réparties depuis Sinès jusqu'au-dessus de Peniche ; elles se composaient presque toutes de grenadiers et de chasseurs ; et, par suite des deux détachements dont nous avons parlé plus haut, le général en chef n'avait pas 2,000 Français sous sa main ; toutefois, le général Thiébault, chef de l'état-major général, proposa des

1808. Portugal.

mesures qui eurent un plein succès. Les régiments des différentes armes, morcelés et enveloppés, furent désarmés sans résistance en vingt-quatre heures. Ce résultat était d'autant plus inespéré, que les Espagnols, pressentant leur désarmement, se trouvaient presque partout sur leurs gardes et avaient chargé leurs armes.

Pendant que ceci se passait, Junot apprit que des officiers et des courriers qu'il avait envoyés par Badajoz venaient d'être arrêtés : il en dirigea sur-le-champ de nouveaux par Almeida et Ciudad-Rodrigo, qui eurent le même sort. Dès lors, toute communication par terre avec la France fut coupée, et la situation de l'armée de Portugal devint extrêmement critique.

Le général en chef crut devoir prendre alors les dispositions suivantes :

Le général Loison, dirigé comme on l'a vu sur Almeida avec une colonne de 4,000 hommes, reçut ordre de se rendre à Oporto, que la défection des troupes espagnoles avait laissé sans gouverneur, sans administration et sans troupes, et d'exécuter ce mouvement avec un régiment d'infanterie légère et six pièces de canon; on le prévint qu'un autre bataillon partait de Torres-Vedras pour arriver en même temps que lui au lieu désigné. Le général Charlot dut rester à Almeida avec deux bataillons; et un régiment de dragons, faisant partie de la même colonne, fut rappelé à Elvas.

Le général Avril, commandant l'autre colonne, dont la direction était sur Cadix, eut ordre d'arrêter sa marche, et d'occuper provisoirement les villes d'Estremoz et d'Evora dans l'Alentejo avec un bataillon et le 4e régiment provisoire de dragons, de détacher un autre bataillon à Elvas, et de charger le colonel Maransin de tenir, avec la légion du Midi, qu'il commandait, les postes de Mertola et d'Alcoutim, vers l'embouchure de la Guadiana, dont cet officier devait défendre le cours, ainsi que le rivage de la mer depuis Villa-Real jusqu'à Faro.

Ce mouvement était exécuté lorsqu'on reçut la nouvelle que les insurgés espagnols des provinces de l'Andalousie et de l'Estramadure menaçaient de passer la Guadiana pour faire soulever la province portugaise des Algarves. En effet, des chaloupes

canonnières venues de Cadix entrèrent dans la Guadiana, se montrèrent en face de Villa-Real et d'Alcoutim, et débarquèrent deux mille fusils avec les munitions nécessaires pour servir à l'armement des Portugais déterminés à s'insurger. Peu de temps après, seize bâtiments de guerre anglais et quarante transports, portant 5,000 hommes de troupes de la même nation, parurent à l'embouchure de la Guadiana, débarquèrent ensuite quelques bataillons à Faro, et firent soulever toute la partie orientale des Algarves. Le détachement français qui se trouvait à Faro se défendit avec vigueur; mais il dut céder au nombre, et fut fait prisonnier. Une compagnie de la légion du Midi, placée à Alcoutim, fit une pareille résistance et eut le même sort. Le colonel Maransin, cerné, pressé de toutes parts par les Anglais, par les insurgés espagnols, qui traversèrent la Guadiana et vinrent s'unir aux habitants du pays, par tout ce que le général Junot avait conservé des garnisons portugaises, qui se tournèrent tout à coup contre lui, Maransin parvint cependant à rallier sa troupe à Mertola.

Cet officier distingué donna dans cette occasion de nouvelles preuves de son courage, de son activité et de ses talents; mais il n'avait pu prévenir la perte que nous venons de signaler, ainsi que celle des magasins, des caisses et de tous les papiers d'administration de la légion du Midi et du deuxième bataillon du 26e régiment de ligne, que la brusque attaque des Anglais ne permit point de faire évacuer de Faro. Le colonel Maransin ne se trouvait commandant dans cette partie du Portugal que par suite de la maladie du général Maurin. Ce dernier, étant dans son lit lors de la prise de Faro, fut transporté par les Anglais à bord de leur flotte et demeura leur prisonnier [1].

Le débarquement des Anglais dans les Algarves, et l'insurrection de cette province, furent le signal d'un soulèvement général dans le royaume. L'époque en était assignée au 15 juin, jour de la fête du Saint-Sacrement. L'insurrection éclata ce même jour à Lisbonne, à Oporto, Braga, Chavès, dans les autres villes principales des provinces Tras-os-Montès, Entre-

[1] L'armée, dit le général Thiébault dans sa relation, perdit, en la personne de ce général, un de ses chefs distingués.

1808. Portugal.

Duero-et-Minho, et partie du Beira. L'ordre fut promptement rétabli dans la capitale par la fermeté et la présence d'esprit du général en chef et des principaux officiers; mais il n'en fut pas de même dans les provinces dont nous venons de parler : tous les Français qui se trouvaient isolés y furent arrêtés ou assassinés.

Bientôt les communications de l'armée française se resserrèrent de jour en jour. Au 20 juin, l'insurrection du nord, après avoir gagné toute la rive droite du Mondégo, s'étendait déjà jusqu'à Leiria, qui n'est qu'à vingt lieues de Lisbonne; Abrantès était menacé; les insurgés espagnols occupaient Jurumenha et Campo-Mayor. Le général Kellermann avait devant lui à Elvas des forces huit fois plus nombreuses que les siennes; le général Avril, commandant la division du général de Laborde [1], ne contenait qu'avec beaucoup de peine les deux villes d'Estremoz et d'Evora, occupées par ses troupes; le colonel Maransin, retiré vers Mertola, n'avait point encore donné de ses nouvelles au quartier général, où l'on connaissait d'ailleurs sa position critique; enfin Lisbonne même se ressentait toujours de la dernière commotion, et la garnison qui s'y trouvait était à peine suffisante au service de la place. Telle était la position de l'armée française, lorsqu'une flotte anglaise, portant 10,000 hommes de troupes de cette nation, parut à l'embouchure du Tage.

A cette nouvelle, le général Junot crut devoir réunir les principaux chefs de l'armée pour connaître leur avis sur le parti le plus avantageux à prendre dans des circonstances aussi critiques. En conséquence, le 26 juin il appela chez lui les généraux de division Laborde et Travot; les généraux de brigade Thiébault, chef de l'état-major général; Taviel, commandant le génie; Margaron; les colonels Vincent, du génie; Douence, directeur général des parcs, et le commissaire ordonnateur en chef Trousset. Il leur exposa, dans une première séance, la situation de l'armée, « et leur demanda de lui apporter le surlendemain leur opinion écrite et motivée sur ce qu'il y avait de

[1] On doit se rappeler que ce dernier avait été nommé gouverneur de Lisbonne.

de mieux à faire, leur déclarant, au surplus, qu'ils pouvaient l'émettre d'autant plus librement qu'il voulait des lumières, non des conseils; qu'il les consultait, mais qu'il n'exécuterait que d'après lui seul, et qu'il entendait être seul responsable de tout ce qu'il faisait [1]. »

L'ensemble des divers avis communiqués dans la seconde conférence, qui eut lieu le 28, fut de rassembler sans délai l'armée, et de la réunir sous Lisbonne, en ne laissant de garnison qu'à Elvas, Almeida et Péniche, de garder Sétubal et la gauche du Tage le plus longtemps possible, afin de pouvoir manœuvrer sur les deux rives; de faire reconnaître et de garder successivement : 1° les positions de Leiria, Ourem et Thomar; 2° de Santarem, Rio-Mayor, Obidos et Péniche; 3° de Sacavem et de Cintra; de garder Lisbonne jusqu'à la dernière extrémité, et de ne quitter cette ville que pour se rendre à Elvas, où l'on ferait reposer les troupes, et d'où l'on partirait ensuite pour faire une trouée sur Madrid, Ségovie ou Valladolid; enfin de s'occuper sur-le-champ et avec la dernière activité de toutes les mesures administratives les plus urgentes, comme la confection d'une grande quantité de biscuit, l'armement et l'approvisionnement des forts et châteaux, la réunion des malades dans des hôpitaux placés de manière à communiquer avec la mer et à pouvoir être défendus par les bâtiments armés.

Junot adopta ces dispositions et fit expédier des ordres pour rappeler à Lisbonne le général Loison et les troupes qui marchaient avec lui sur Oporto, ainsi que le général Kellermann et tout ce qu'il avait de troupes sous son commandement, à l'exception toutefois d'un bataillon du 2ᵉ régiment suisse et d'un demi-bataillon du 86ᵉ de ligne, destinés à former la garnison d'Elvas. Ces mouvements ne pouvaient pas s'exéuter avec promptitude; les communications avec le général Loison étaient déjà presque interceptées, et le général Kellermann avait besoin, pour évacuer l'Alentéjo, d'attendre le colonel Maransin, dont on n'avait plus de nouvelles depuis huit jours; mais fort heureusement la flotte anglaise, ayant quitté la barre du Tage

[1] Relation du général Thiébault.

1808. Portugal.

et s'étant dirigée vers le sud, donna au général français le temps d'achever ses préparatifs de défense.

Sur ces entrefaites, les habitants de Villa-Viciosa, encouragés par le voisinage des insurgés espagnols occupant Jurumenha, se révoltèrent contre une compagnie du 86e régiment, qui formait la garnison de leur ville. Surprise à l'improviste, cette petite troupe parvint cependant, après avoir perdu quelques hommes, à se jeter dans un vieux fort et à s'y maintenir, malgré deux assauts essayés par les rebelles, sous la protection d'un feu terrible, partant des toits et des clochers, qui de tous les côtés dominaient le château.

Informé de ce dernier événement, le général Kellermann fit partir sur-le-champ d'Estremoz le général Avril avec trois compagnies du 86e, 50 dragons et une pièce d'artillerie, avec ordre de châtier la ville rebelle, pendant que lui, Kellermann, se porterait du même point d'Estremoz sur Évora avec le reste des troupes de ce général, pour favoriser la retraite du colonel Maransin.

A l'approche de la petite colonne du général Avril, les habitants de Villa-Viciosa, embusqués dans les premières maisons, commencèrent un feu qui ne fut pas de longue durée; les Français, croisant la baïonnette, s'emparèrent de la ville au pas de charge. Les Portugais, culbutés en un instant, laissèrent 150 hommes dans les rues ; un plus grand nombre furent tués dans la poursuite hors des murs. Il faut dire ici à la louange des Français qu'ils n'abusèrent point de leur triomphe; malgré l'odieuse agression des habitants de Villa-Viciosa, aucune maison de cette ville ne fut pillée.

Cependant le colonel Maransin avait opéré sa retraite sur Mertola, comme nous l'avons rapporté plus haut. Son premier soin, pour connaître l'état de ses communications, avait été d'envoyer un détachement de 100 hommes d'infanterie et 30 dragons à Beja, sur la grande route des Algarves.

Cette reconnaissance trouva la ville de Beja en insurrection, et fut obligée de prendre position sur le chemin qu'elle venait de suivre. Le commandant ayant prévenu le colonel Maransin, celui-ci se mit en marche sur-le-champ avec les 950 hommes qu'il avait encore sous ses ordres. Il aurait pu rappeler

son détachement et éviter Beja; mais il crut devoir intimider le pays par un grand exemple. Il s'avança donc avec sa colonne et sans artillerie contre une ville enceinte de hautes murailles, dont toutes les portes étaient barricadées, les remparts et les tours défendus par des forces quintuples des siennes.

Le colonel Maransin sut triompher de ces obstacles et pénétra dans Beja, malgré la plus vive résistance; tout ce qui fut pris les armes à la main fut passé au fil de l'épée; les maisons, défendues opiniâtrément par les révoltés, devinrent la proie des flammes, la ville fut livrée au pillage, et douze cents cadavres portugais attestèrent à la fois et la valeur des attaquants et le courage désespéré des attaqués. La perte des Français ne s'éleva pas au-delà de 80 hommes tués et 50 blessés; parmi les premiers se trouvait le chef de bataillon Berthier, de la légion du Midi, officier distingué.

Le châtiment de Beja, ainsi que l'avait pensé le colonel Maransin, apaisa momentanément l'effervescence insurrectionnelle dans l'Alentejo; cet officier vint se réunir ensuite à Évora au général Kellermann. Ce dernier, après avoir fait sabrer par ses reconnaissances quelques détachements des garnisons espagnoles de Jurumenha et de Badajoz, et ordonné la destruction des armes et des munitions qui pouvaient servir aux insurgés, se replia avec ses troupes sur Lisbonne, en laissant les forts d'Elvas armés, approvisionnés et gardés.

Mais à peine les Français avaient-ils quitté Évora que les habitants de Beja reprirent les armes; quelques insurgés espagnols y arrivèrent, annonçant la prochaine arrivée du corps de 5,000 Anglais précédemment débarqués dans les Algarves. Il ne fut plus possible de tirer de l'Alentejo aucune subsistance pour l'armée, et le général Graindorge, commandant à Sétubal, annonça au général en chef que de fortes colonnes s'avançaient par la route de la mer et par Alcacer-do-Sal.

Junot envoya sur-le-champ quelques renfort à Sétubal, et ordonna d'abord au général Kellermann de diriger une colonne sur Alcacer; mais la situation des choses à Lisbonne ne permit point l'exécution de cette dernière disposition, et Kellermann dut continuer sa marche vers la capitale avec la totalité de ses troupes.

1808.
Portugal.

Le général Loison, dont les communications avec le quartier général s'étaient trouvées interceptées par les insurgés quelque temps après son départ pour Almeida, était arrivé dans cette dernière ville le 5 juin; les instructions qu'il avait reçues, d'après l'ordre envoyé au général Junot par le prince major général A. Berthier, portaient qu'il observerait Ciudad-Rodrigo et Salamanque, et qu'il se tiendrait prêt à agir de concert avec un corps français commandé par le maréchal Bessières, qui devait arriver sur ce point. En conséquence, il crut devoir s'avancer sur les limites de la frontière portugaise, à une lieue au-delà d'Almeida, vis-à-vis du fort espagnol de la Conception, et il y fit camper ses troupes, consistant en quatre bataillons des 2e, 4e d'infanterie légère, 32e de ligne, 4e suisse, et le 5e régiment provisoire de dragons, avec six pièces d'artillerie, ne gardant Almeida que par quelques dépôts d'infanterie.

Dans cette position, le général français écrivit au commandant de la Conception pour lui offrir d'occuper ce fort; il justifiait cette proposition en supposant que l'officier espagnol était étranger aux mouvements insurrectionnels de sa patrie, et ne s'opposerait point à ce que des *alliés* relevassent sa garnison, évidemment trop faible pour garder ce poste important.

Le commandant s'étant refusé à la sommation indirecte qui lui était faite, le général Loison cerna le fort, et fit des démonstrations d'attaque qui suffirent pour déterminer les Espagnols à sortir pendant la nuit par une poterne et à se retirer sur Ciudad-Rodrigo.

Le lendemain les Français prirent possession du fort évacué, et le général y mit en garnison deux compagnies du 32e régiment, en appuyant la gauche de la ligne qu'il forma sur la frontière espagnole.

Quelques jours après cette occupation du fort de la Conception, le général reçut la dépêche du duc d'Abrantès (Junot) qui lui ordonnait d'aller prendre le commandement des provinces de Tras-os-Montes et d'Entre-Duero-et-Minho, que la défection des troupes espagnoles laissait, comme on l'a vu plus haut, sans aucune défense. D'après cette nouvelle disposition, Loison laissa les bataillons du 32e de ligne et 4e régiment suisse à Almeida, sous les ordres du général Charlot, et lui donna pour

instructions de continuer à tenir le fort de la Conception tant qu'il le pourrait, d'en faire sauter les fortifications s'il était obligé de l'évacuer, et, en attendant, de se hâter de faire transporter à Almeida l'artillerie de ce fort (à l'exception de douze pièces), ainsi que les palissades, les bois et les fers qui s'y trouvaient. Il se mit ensuite en marche sur Oporto, le 17, avec les deux bataillons des 2e et 4e régiments d'infanterie légère, six pièces de canon, et 50 dragons du cinquième provisoire, renvoyant le reste de ce dernier régiment à Elvas, ainsi que le portait l'ordre du général en chef Junot.

L'insurrection était déjà organisée dans le nord du Portugal, et, dès les premiers jours de marche, le général Loison eut à combattre plusieurs rassemblements qui attaquèrent son arrière-garde, et qu'il défit sans peine; mais, à mesure qu'il s'avançait, les engagements devinrent plus sérieux. Il apprit bientôt que la ville d'Oporto était en pleine révolte; que les régiments portugais d'Oporto, Viana, Braga et Chavès, précédemment licenciés, étaient réorganisés, et que, réunis aux milices du pays, ils marchaient contre lui avec toute la masse des habitants insurgés. Le général Loison, jugeant alors que les circonstances ne lui permettaient plus de continuer sa route sur Oporto, repassa le Duero, et vint coucher le 22 à Lamego.

Le 23 il marcha sur Castro-Dayro, et fut encore attaqué pendant ce mouvement par une colonne d'insurgés, à laquelle il tua 400 hommes. Cet échec ralentit pendant quelques jours l'ardeur des Portugais, et les Français continuèrent leur marche rétrograde jusqu'à Celorico, sans rencontrer d'ennemi. Le général Loison reçut en ce dernier endroit une des vingt-cinq dépêches qui lui portaient l'ordre de se rapprocher de Lisbonne. Il vint coucher le 30 juin à Pinel, et le 1er juillet à Almeida.

Son premier soin, à son retour dans cette dernière place, fut d'en assurer la défense, et il résolut d'y laisser, avec ses malades, les soldats de ses quatre bataillons les moins propres à supporter les fatigues d'une guerre active : le tout formait une garnison de 1,250 hommes. Il fit rentrer ensuite les deux compagnies du 32e placées dans le fort de la Conception, dont on fit sauter la demi-lune, ainsi que les deux bastions du nord.

1808. Portugal.

Ces mesures prises, le général quitta Almeida avec 2,600 hommes qui lui restaient encore dans ses quatre bataillons, et les 50 dragons du cinquième provisoire, et se dirigea sur Guarda. Il comptait être reçu en ami dans cette ville, et une députation lui avait été envoyée pour lui en donner l'assurance; mais quelle fut sa surprise lorsque les officiers qui s'étaient portés en avant, pour faire le logement et régler les subsistances de sa colonne, revinrent lui annoncer que les portes de la ville s'étaient fermées à leur approche, et qu'on avait même tiré sur eux. Loison acheva sa marche, et trouva les insurgés placés en bataille sur deux lignes en avant de Guarda, ayant leurs ailes bien appuyées, et deux pièces de canon en batterie sur le front de leur centre.

Attaquer la première ligne, s'emparer des deux pièces et culbuter toute cette masse formidable, fut, pour la colonne française, l'affaire de quelques minutes; Guarda fut emporté au pas de charge, quoi qu'en aient dit les relations portugaises et anglaises. Les vainqueurs ne traitèrent point cette ville rebelle avec la rigueur que méritait la conduite de ses habitants; mais la perte des insurgés s'éleva dans cette affaire à plus de 1,000 hommes tués sur le lieu du combat ou dans la poursuite.

Le général Loison arriva le 11 juillet à Santarem, après avoir encore eu un engagement assez vif avec un corps d'insurgés retranchés dans des espèces de redoutes qu'ils avaient élevées à moitié de la hauteur sur laquelle est situé le bourg d'Alperdrinha, entre les villages d'Atalaya et de Sebola. Dans les différents combats que la colonne française avait eus à soutenir ainsi avant et depuis son départ d'Almeida, elle avait éprouvé une perte de 60 hommes tués et de 140 blessés; mais les insurgés comptaient au moins 4,000 morts ou blessés. Ce mouvement rétrograde fut exécuté d'ailleurs par le général Loison avec fermeté et prévoyance; évitant, quand il le pouvait, d'en venir aux mains avec les Portugais, il ne les combattit que quand il le fallut absolument pour assurer sa marche.

Le général en chef Junot n'avait encore aucune nouvelle positive de cette colonne d'Almeida, lorsqu'il fut informé qu'un corps de 20,000 insurgés s'avançait des rives du Mondégo sur

Lisbonne, et que les chefs de ce rassemblement annonçaient hautement qu'ils allaient détruire la poignée de Français qui défendaient la capitale du Portugal.

Quelque ridicule que fût cette fanfaronnade, il n'en était pas moins urgent d'arrêter une masse aussi considérable, et qui ne pouvait que s'augmenter à chaque instant; le général en chef fit donc partir de suite le général Margaron avec une colonne composée de quatre compagnies d'élite des 47ᵉ et 58ᵉ régiments, de deux bataillons des 12ᵉ léger et 82ᵉ de ligne, et de deux escadrons (chasseurs et dragons), avec six pièces d'artillerie, pour repousser ces insurgés et tâcher en même temps d'avoir quelques nouvelles de la marche du général Loison.

Le général Margaron rencontra le rassemblement ennemi à Leiria, le battit et le dispersa, après lui avoir tué 8 à 900 hommes. Tous les drapeaux de ces rebelles furent enlevés et envoyés à Lisbonne. La même colonne française marcha ensuite sur Thomar, que les insurgés évacuèrent à son approche.

Mais, pendant que ceci se passait sur la rive droite du Tage, 10,000 Anglais étaient sur le point de débarquer à l'embouchure du Mondégo, pour donner la main à un corps de 15,000 Portugais, formé et organisé à Coimbre, et qui déjà avait forcé les détachements français placés à Alcobaça et à San-Martinho, sur les bords de l'Océan, à évacuer ces deux postes.

Fort heureusement le général Kellermann venait alors d'entrer à Lisbonne avec les troupes qu'il ramenait des Algarves et de l'Alentéjo; Junot le chargea de marcher sur les points que nous venons d'indiquer, avec le 2ᵉ régiment provisoire de dragons, la brigade du général Brénier, composée d'un bataillon du 15ᵉ et de deux bataillons du 70ᵉ de ligne, un bataillon du 58ᵉ, avec lequel le général Thomières gardait et couvrait Péniche, et deux pièces de canon. La colonne du général Margaron fut également mise à la disposition du général Kellermann. Celui-ci partit de Lisbonne, avec les troupes que nous venons de désigner plus haut, le 10 juillet, et se dirigea sur Alcobaça, en remontant d'abord le Tage jusqu'à Villa-Franca de Xira, et en se rabattant ensuite par Alcoentre, Rio-Mayor et Candieiros.

1808. Portugal.

Sur ces entrefaites, le général en chef reçut du magistrat d'Abrantès la nouvelle que le général Loison allait arriver dans cette dernière ville avec un corps de 20,000 hommes, dont 16,000 détachés, disait la dépêche, de l'armée française que le maréchal Bessières commandait dans la province de Salamanque. La joie qu'inspira d'abord à Junot une annonce aussi consolante, bien qu'un peu douteuse, s'évanouit bientôt; on sut officiellement, le lendemain, au quartier général, que ce bruit était une ruse dont le général Loison s'était servi pour assurer sa marche, et que les troupes qu'il amenait se bornaient à 3,200 hommes de celles qu'il avait eues sous ses ordres.

Toutefois le général en chef, voulant profiter de ce renfort pour frapper un coup décisif, envoya au général Loison l'ordre de marcher de Santarem sur Alcobaça avec sa colonne, et d'y réunir toutes les troupes qui s'étaient portées sur ce point avec les généraux Kellermann et Margaron; de détruire les rassemblements qu'il trouverait à Alcobaça, de s'avancer ensuite avec la totalité de ses forces sur Coimbre, de soumettre cette ville, de la châtier, d'y éteindre un des principaux foyers de l'insurrection, et de rentrer immédiatement après à Lisbonne.

La première partie de ce mouvement fut exécutée; mais, le débarquement des Anglais n'ayant pas encore eu lieu, le rassemblement était moins considérable qu'on ne l'avait annoncé, et le général Kellermann l'avait déjà dispersé lorsque le général Loison arriva.

Celui-ci porta de suite ses colonnes sur Leiria, pour marcher de là sur Coimbre, où les derniers échecs éprouvés par les rebelles et le développement des troupes françaises avaient déjà jeté la terreur ; mais cette marche fut tout à coup arrêtée par l'effet de plusieurs événements qui se succédèrent avec une grande rapidité. La flotte anglaise et son convoi venaient de reparaître à la barre du Tage; à cette vue les troupes portugaises qui gardaient les forts et les batteries de la côte, et les corps qui étaient dans Lisbonne, désertèrent en masse; l'Alentéjo achevait de se soulever tout entier, et plusieurs régiments espagnols sortis de Badajoz venaient de se

réunir aux insurgés de cette province; enfin le général Graindorge annonçait que l'ennemi continuait à marcher par Alcacer-do-Sal sur Sétubal.

Dans cette situation éminemment critique, le duc d'Abrantès crut devoir rappeler le général Loison et ses troupes, à l'exception du bataillon du 4ᵉ régiment suisse, qui fut laissé à Péniche, du 2ᵉ d'infanterie légère, qui resta à Obidos avec deux pièces de canon et 50 dragons, le tout sous les ordres du général Thomières; du 4ᵉ d'infanterie légère, qui occupa Rio-Mayor et Santarem, et du 32ᵉ de ligne, qui, avec deux pièces de canon et 50 dragons, se rendit à Abrantès sous les ordres du général Charlot.

Août et septembre.

Expédition dans la province d'Alentéjo; combat et prise d'Évora; débarquement d'une armée anglaise; combat de Roliça; bataille de Vimeiro; convention de Cintra; évacuation entière du Portugal par l'armée française. — Les progrès des insurgés portugais, réunis aux Espagnols dans la province de l'Alentéjo, avaient appelé toute l'attention du général en chef français. Organisés en plusieurs corps d'armée, les rebelles s'avançaient d'un côté vers Sétubal, pour s'établir sur les hauteurs d'Almada (d'où l'on paralyse la défense de toutes les batteries de la rive gauche du Tage), et de l'autre se disposaient à longer le Tage par la même rive gauche, pour lier leurs opérations avec celles des insurgés de la rive droite.

Comme il était urgent de prévenir ce double mouvement, le duc d'Abrantès, indépendamment des troupes du général Loison, appela à Lisbonne la légion hanovrienne, qui occupait Cascaés; réunissant encore quelques autres bataillons avec les 4ᵉ et 5ᵉ régiments provisoires de dragons et huit pièces d'artillerie, il forma une nouvelle division, dont le général Loison prit encore le commandement, ayant sous ses ordres les généraux de brigade Solignac et Margaron.

Le général Loison passa le Tage le 25 juillet, et s'avança dans la direction d'Évora, capitale de l'Alentéjo. Son avant-garde rencontra à Montemor-o-Novo une arrière-garde ou parti ennemi qu'elle culbuta, avec perte de 50 hommes tués et d'une centaine de prisonniers, qui, se trouvant tous des pay-

1808. Portugal.

sans, furent renvoyés chez eux après avoir été désarmés.

Continuant ensuite sa marche offensive, la division française se porta le 30 sur Évora, où les insurgés, réunis à des troupes espagnoles, avaient leurs plus fortes masses. Dès que l'avant-garde parut devant les hauteurs qui couvrent Évora, elle fut assaillie par une nuée de tirailleurs que protégeait une batterie de cinq pièces de canon; le général Loison fit arrêter ses troupes pour reconnaître la position de l'ennemi et préparer son attaque.

Les insurgés étaient rangés en bataille en avant d'Évora, ayant leur droite sur les hauteurs qui sont à demi-lieue de cette ville, et leur gauche adossée au vieux château d'Évora; ils avaient sur leur front douze pièces d'artillerie réparties en trois batteries, à la droite, au centre et vers la gauche de la ligne qu'ils occupaient.

Cette reconnaissance achevée, le général Loison, après avoir fait les dispositions nécessaires, fit commencer le combat. Le général Solignac s'avança au pas de charge sur la gauche des insurgés, la culbuta, et vint s'appuyer par sa droite à la route d'Estremoz. Le bataillon du 58e régiment, forçant la droite, enleva deux obusiers et deux pièces de canon, culbuta les masses d'infanterie et de cavalerie qui les soutenaient, et vint s'appuyer à la droite du général Solignac, pour couper la retraite à l'ennemi. Dans le même temps le général Margaron, à la tête du 86e régiment, attaquait le centre avec un égal succès, et s'emparait de trois pièces de canon.

Les Portugais perdirent ainsi leurs positions, et se replièrent sur Évora, en laissant 4 à 500 morts sur le terrain et sept de leurs pièces au pouvoir des vainqueurs. Le général Loison avait placé en réserve sa cavalerie et 2 bataillons de grenadiers; mais la coopération de ces troupes ne fut point nécessaire.

Ce combat fit beaucoup d'honneur aux bataillons qui y prirent part et aux généraux qui les conduisaient[1].

[1] *Les plus jeunes ont mérité le titre de vieux soldats*, dit le général Loison dans son rapport au duc d'Abrantès; *les généraux Solignac et*

Évora se trouvait entièrement cernée ; mais le corps qui en avait défendu les approches s'y était jeté ou s'était rallié sous ses murs. Dans cet état de choses, et pour épargner le sang portugais, le général Loison fit sommer cette place.

Les insurgés portugais, découragés par l'issue du combat de la journée, auraient consenti à capituler ; mais les Espagnols s'y refusèrent, et fusillèrent même quelques-uns de ceux qui paraissaient les plus disposés à entrer en accommodement. Ces troupes auxiliaires étaient nombreuses ; elles consistaient dans les régiments de ligne de Burgos et de Badajoz, un bataillon de volontaires de Ciudad-Rodrigo, le régiment de royal étranger, et les hussards de la reine. Il fallut donc se résoudre à une attaque de vive force.

Pendant que l'ennemi faisait ses préparatifs de défense tant au dehors que sur les remparts, les bastions et les tours qui forment l'enceinte d'Évora, le général Solignac, ayant reçu l'ordre d'attaquer du côté du vieux château et des portes qui conduisent à Elvas, Estremoz et Arrayolos, culbuta tout ce qui se trouvait devant lui. L'impétuosité de ce choc fut telle qu'elle détermina une partie des troupes espagnoles à se jeter sur la route d'Estremoz pour effectuer leur retraite vers Badajoz ; elles furent poursuivies par le général, qui, avec un seul de ses bataillons, les atteignit, leur tua 300 hommes et leur fit un plus grand nombre de prisonniers. Cette défaite aurait été complète si la cavalerie française se fût trouvée à portée d'agir ; mais le terrain qu'elle avait à parcourir laissa à la cavalerie ennemie le temps d'échapper et d'emmener avec elle les cinq pièces d'artillerie qui étaient restées du combat du matin ; le 4e régiment de dragons arriva cependant assez à temps pour charger l'arrière-garde, à laquelle il fit 150 prisonniers.

Tandis que le général Solignac battait ainsi les Espagnols, le reste de son infanterie, que conduisait le major Petit, était parvenu au pied des murs de la ville ; les soldats, encouragés par l'exemple de leurs officiers, escaladèrent les remparts en

Margaron se sont conduits comme ils l'avaient fait dans les campagnes précédentes, c'est-à-dire avec talent, sang-froid et intrépidité, et ont encore ajouté à leurs anciens titres.

1808. Portugal.

s'aidant de leurs baïonnettes, tandis que d'autres gravissaient au moyen de quelques échelles, et que quelques-uns des plus intrépides s'étaient glissés dans la place à travers les égouts.

De son côté le général Margaron, qui avait attaqué du côté de Béja, Montemor et de l'Aqueduc, était également arrivé, en chassant devant lui tout ce qui avait voulu s'opposer à son mouvement, jusqu'aux portes de la ville ; n'ayant pu les enfoncer, même à coups de canon, il fit démolir la muraille à droite et à gauche, ce qui s'exécuta sous le feu le plus meurtrier. Dès que les sapeurs eurent pratiqué un trou assez grand pour qu'un homme pût passer, le général Margaron, le chef d'escadron Simmer[1], de l'état-major du prince de Neufchâtel, le capitaine Auguste de Forbin, de l'état-major du général en chef Junot, et le capitaine Peyre-Ferry, du 86e régiment, se précipitèrent les premiers par cette ouverture. Un combat terrible s'engagea alors dans l'intérieur de la place; les Français eurent à essuyer le feu des troupes qui défendaient à la fois les rues, les maisons, les tours et les remparts. L'acharnement des insurgés mit le comble à la fureur des soldats victorieux; tout ce qui fut pris les armes à la main fut massacré sans pitié, et la ville livrée au pillage[2].

Le combat et le sac d'Évora eurent pour résultats la dispersion du rassemblement de la plus grande partie des insurgés portugais et espagnols réunis dans l'Alentéjo, l'anéantissement de presque toute la garnison de Badajoz, la prise de sept pièces d'artillerie, celle de huit drapeaux, la destruction de toutes les munitions et des armes qui se trouvaient dans cette ville, que les révoltés regardaient comme leur principal boulevard ; enfin, la soumission d'Estremoz et de la plupart des autres

[1] Depuis maréchal de camp.

[2] « Les officiers généraux supérieurs et autres parvinrent cependant à faire respecter les églises, où les femmes, les vieillards et les habitants paisibles s'étaient réfugiés avec ce qu'ils avaient de plus précieux. Ils firent plus ; ils allèrent rassurer eux-mêmes tous ceux qui s'y trouvaient, et, dès que l'ordre commença à se rétablir, ils firent escorter les femmes jusque chez elles, afin de les préserver de toute insulte. » (Général Thiébault, *Relation de l'expédition du Portugal.*)

villes de la province, qui envoyèrent au général Loison des députés chargés de protester de leur fidélité, et d'offrir des contingents contre l'Espagne.

1808. Portugal.

La perte des Français n'avait pas été à beaucoup près en proportion avec celle de leurs adversaires. Les premiers eurent à regretter une centaine de tués, parmi lesquels se trouvaient le capitaine Cotteret, aide de camp du général Solignac, et l'officier du génie Spinola, jeune homme d'une grande espérance. Le nombre des blessés ne s'élevait pas au-delà de 200; mais les Portugais et les Espagnols réunis comptèrent 7 à 8,000 hommes tués ou blessés, et 4,000 prisonniers. Parmi les morts étaient un général portugais nommé Loti, plusieurs officiers supérieurs espagnols, un grand nombre d'autres, et presque toute l'infanterie castillane présente à l'affaire. Les prisonniers, au nombre desquels se trouvaient trois colonels ou lieutenants-colonels blessés et abandonnés sur le champ de bataille, se composaient de presque tout le régiment portugais d'Estremoz, outre 3,600 paysans, qui maudissaient les Espagnols, auteurs de leurs désastres, et que le général Loison renvoya dans leurs foyers.

La division française séjourna à Évora les 30 et 31 juillet; ces deux jours furent employés par le général Loison à se procurer des vivres, à rétablir l'ordre, à recevoir les autorités, et à organiser pour la province une administration centrale à la tête de laquelle il plaça l'archevêque d'Évora, vieillard respectable, dont le premier acte fut de répandre une instruction pastorale qui parut faire un grand effet dans le pays.

Le général Loison se porta le 1er août sur Estremoz, ramenant avec lui le régiment de milice de cette ville, auquel il avait fait grâce; la vue de cette troupe, que l'on croyait passée par les armes, fit une grande sensation. Le général en profita pour ramener les esprits à des sentiments plus pacifiques, et il le fit avec un succès tel que, de son propre mouvement, le peuple ferma deux couvents de moines dont les prédications l'avaient excité à s'insurger [1].

[1] Quatre jours après le départ du général Loison, le peuple d'Estremoz n'avait pas encore permis aux moines, dont les couvents avaient été fermés ainsi, de rentrer dans la ville.

D'après les rapports qui lui furent faits à Estremoz, le général Loison crut devoir marcher de cette ville sur Badajoz, où s'était rassemblé, disait-on, un nouveau corps espagnol de 15,000 hommes. Il arriva le 3 à Elvas, dont il trouva les forts dans le meilleur état; le commandant supérieur Miquel venait d'y mourir des blessures qu'il avait reçues peu de jours auparavant, en se rendant au fort de la Lyppe. Le général Loison remplaça cet officier par le chef de bataillon du génie Girod, digne d'occuper ce poste de confiance.

Le 4, le major Théron fut envoyé en reconnaissance sur Badajoz, avec deux bataillons et le 4e régiment de dragons; il était accompagné du chef d'escadron Simmer et du capitaine Trentinian, aide de camp du général Thiébault, qui avaient ordre de chercher à entrer comme parlementaires dans la place.

A la vue du détachement français, les postes avancés des Espagnols se retirèrent sur Badajoz, où même l'arrivée du général Loison à Elvas avait déjà fait replier la garnison de Jurumenha. Le major Théron jugea qu'il y avait fort peu de troupes dans la place, et, d'après quelques renseignements qu'il se procura il fut fondé à croire que le rassemblement dont on avait parlé au général Loison avait en partie rejoint l'armée espagnole d'Andalousie, et que l'autre partie avait été détruite à Evora. Les officiers parlementaires Simmer et Trentinian ne furent point reçus dans Badajoz; on leur fit remettre leurs dépêches au commandant des postes avancés de cette place.

Rassuré sur ce point, le général Loison se disposait à marcher sur la ville de Béja, devenue le centre d'un nouveau rassemblement; mais, pendant cette expédition de l'Alentéjo, un convoi de deux cents voiles anglaises avait paru à l'embouchure du Mondégo, et, bientôt après, un corps de troupes britanniques ayant débarqué à Figuiera, près de cette embouchure, avec de l'artillerie et des munitions, le duc d'Abrantès crut devoir rappeler en toute hâte la division détachée.

En conséquence de l'ordre qui lui fut expédié, le général Loison se mit sur-le-champ en marche sur Abrantès, où il arriva le 9 août.

Cependant le corps anglais débarqué le 3 à Figuiera s'était

mis de suite en mouvement, avait traversé le Mondégo à Coimbre, s'était joint aux 5,000 hommes précédemment débarqués dans les Algarves, sous les ordres du major-général Spencer, et s'avançait déjà sur Lisbonne, appuyant, dans cette marche, sa droite à la mer, et ayant sa gauche flanquée par des bataillons de milice portugaise organisés, et par la levée en masse de la province de Beira.[1]

En attendant l'arrivée de la divison Loison, le général en chef fit partir de suite le général de Laborde (qui fut remplacé dans le commandement supérieur de Lisbonne par le général Travot) avec les deux bataillons du 70ᵉ régiment, 150 chasseurs du 26ᵉ régiment et cinq pièces de canon. Ces troupes, renforcées par les deux bataillons qui se trouvaient à Obidos et à Péniche sous les ordres du général Thomières, étaient destinées à ralentir les progrès de l'ennemi et à reconnaître le terrain où l'on pourrait avoir un engagement général.

Le général de Laborde vint d'abord camper avec sa première brigade, commandée par le général Brenier, les chasseurs du 26ᵉ et ses cinq pièces d'artillerie, au village de Candieiros, sur la route de Leiria; mais, apprenant que le général Loison, dont il avait cherché par ce mouvement à assurer la jonction, passait le Tage sans obstacle, et que d'ailleurs l'armée anglaise appuyait sur la droite pour marcher sur Péniche, il quitta cette position pour se rendre à Alcobaça, où il trouva le général Thomières et ses deux bataillons.

Le 11, il fit éclairer la route qui conduit d'Alcobaça à Leiria, et la position de bataille qui lui avait été indiquée par le général en chef.

Informé que l'ennemi était arrivé à Leiria et s'avançait sur lui, le général de Laborde quitta Alcobaça le 12 et se porta sur Obidos; mais, comme il ne vit aucune position qu'il pût occuper militairement, il partit presque aussitôt de ce dernier village, et, renvoyant à Péniche le bataillon du 4ᵉ régiment suisse, à l'exception des grenadiers et des voltigeurs, qu'il garda avec lui, il continua sa marche rétrograde jusqu'au village de Roliça, où il arriva le 14, et en avant duquel il prit position, détachant quelques compagnies à Bombaral, à Cadaval et à Ségura, pour éclairer sa droite et assurer ses com-

1808. Portugal.

munications avec le général Loison, qu'il supposait près de le rejoindre.

Le lendemain, sir Arthur Wellesley[1], commandant en chef l'armée anglaise, fit reconnaître les forces qu'il avait devant lui ; l'avant-garde anglaise, qui fut chargée de cette reconnaissance, s'avança jusqu'à un moulin qui est à une demi-lieue en avant de Roliça, et où se trouvait postée l'avant-garde du général de Laborde, composée de quatre compagnies du 2e léger, de deux autres du 70e et des deux compagnies d'élite du bataillon suisse.

Les Anglais commencèrent l'attaque et la poussèrent avec vigueur ; mais les Français et les Suisses, quoique en nombre bien inférieur, se battirent avec une telle intrépidité qu'au bout d'une heure d'engagement ils repoussèrent leurs adversaires avec une perte considérable.

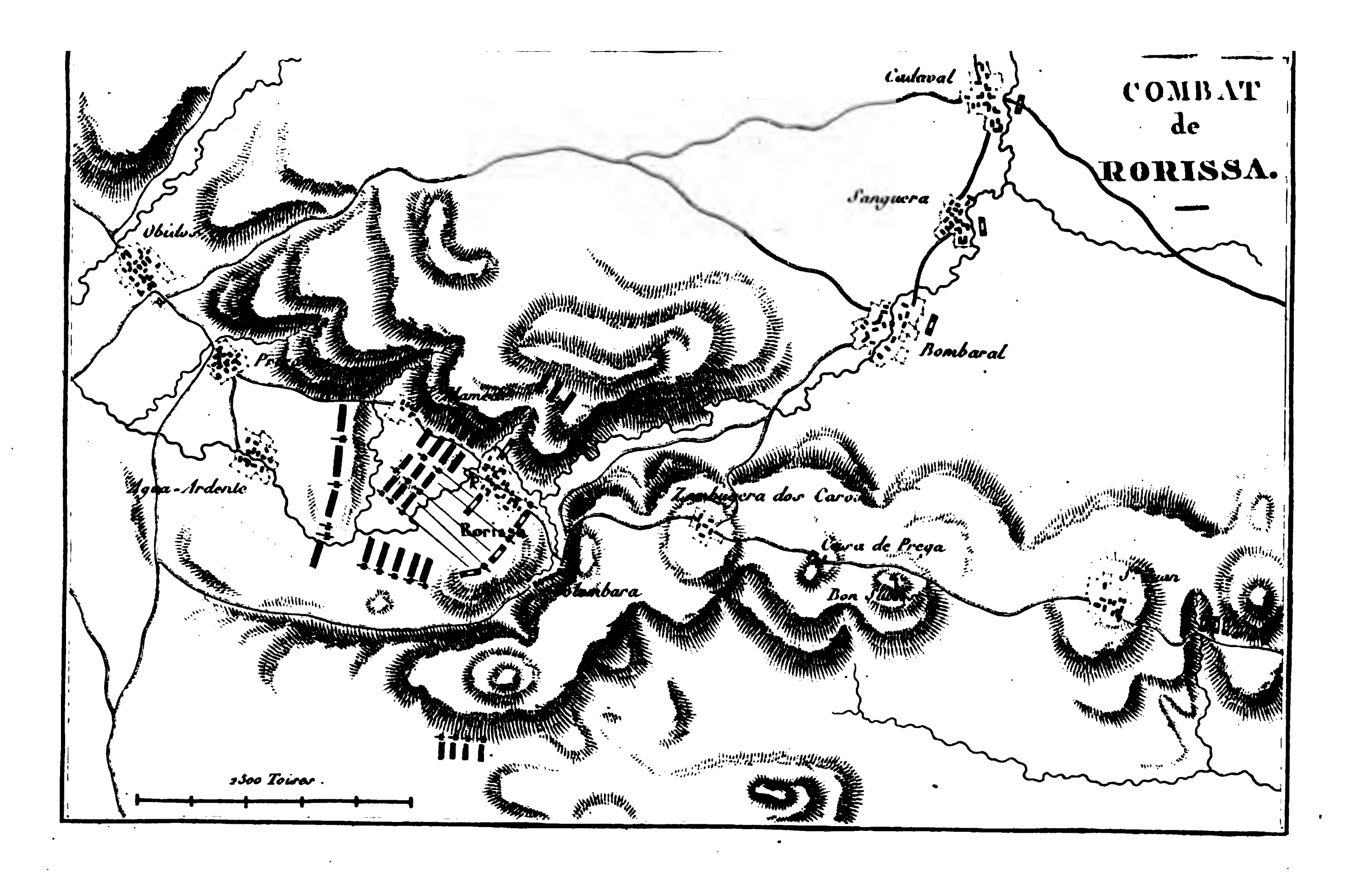
Toutefois, le général ennemi, ayant appris qu'il n'avait affaire qu'à un détachement de l'armée française, continua son mouvement offensif, et, le 17, l'armée anglaise, partagée en six colonnes, s'avança sur Roliça.

Le général de Laborde fit de suite ses dispositions pour soutenir cette attaque, quoiqu'il n'eût pas plus de 2,000 hommes à opposer aux 13,500 dont se composait le corps ennemi.

La colonne de droite de celui-ci déborda d'abord le flanc gauche de la division française, pour essayer de la tourner, tandis que les quatre colonnes du centre s'avançaient directement sur le front, et que la colonne de gauche s'emparait successivement des hauteurs qui dominaient le flanc droit.

L'action s'engagea à neuf heures du matin et dura jusqu'à cinq heures après-midi. L'emploi du terrain et l'habileté des manœuvres que fit le général de Laborde, qui sut toujours opposer des têtes de colonne aux masses dirigées contre lui, suppléèrent, autant que cela fut possible, à la faiblesse des moyens qu'il avait pour résister à des forces aussi supérieures. Chacune des attaques que fit l'ennemi lui coûta beaucoup de monde, et principalement celle des défilés de Roliça, de Zambugiera-dos-Carros, de Casa de Prega, de San-Joao, positions

[1] Depuis lord duc de Wellington.


COMBAT
de
RORISSA.
Cadaval
Sanguera
Bombaral
Obidos
Agua-Ardente
Rorissa
Cara de Prega
2300 Toises.

successives que prit la division française dans cette journée. Plusieurs charges, conduites par le général de Laborde, blessé d'un coup de feu au commencement de l'action; par le général Brenier, l'adjudant-commandant Arnault, et le major Weiss, du 26[e] de chasseurs, eurent du succès et ébranlèrent les assaillants. Dans celle qui fut faite en avant de Zambugiera par le général Brenier, à la tête de deux compagnies du 70[e] régiment de ligne, le 29[e] régiment anglais, ayant perdu son colonel, plusieurs officiers et un grand nombre de soldats, et se voyant pressé, allait se rendre tout entier, quand l'approche d'un bataillon lui rendit assez d'énergie pour se sauver, en laissant le terrain jonché de ses morts, et, entre les mains de ses adversaires, son major, 8 officiers et 50 soldats prisonniers.

Le général de Laborde se retira ainsi, toujours en combattant avec gloire, jusqu'à la Quinta-de-Bugagliera; il avait espéré pouvoir être rejoint, dans la journée, par la division du général Loison. Si cette réunion se fût effectuée, les chances du combat auraient été, sans doute, à l'avantage des troupes françaises.

Cette affaire coûta à la division de Laborde près de 600 hommes tués; mais l'ennemi perdit plus du double. Les Anglais, dans leurs rapports, rendirent hommage à la valeur de leurs adversaires, tout en portant à 6,000 hommes le total des forces du général français, qui avait à peine 1,900 combattants [1], ainsi que nous l'avons dit plus haut. Il convient d'observer que, si les deux colonnes destinées à tourner la division eussent commencé leur mouvement plus tôt, ou si même elles avaient marché avec plus de résolution, le général de Laborde se serait trouvé dans la situation la plus difficile.

La division française quitta la Quinta-de-Bugagliera pendant la nuit, pour se rendre à Runa, faisant filer son artillerie sur Torrès-Védras; le 18 elle prit position à Montachique, pour couvrir Lisbonne.

Le général Wellesley n'osa point suivre ce mouvement, qui

[1] Le général Brenier, l'adjudant-commandant Arnaut, les majors Weiss et Merlier, le chef de bataillon Bennet et le capitaine Bardinet se distinguèrent particulièrement.

1808. Portugal.

l'aurait trop éloigné de la mer, et il appuya de nouveau à droite pour se mettre en communication avec la flotte anglaise, et couvrir le débarquement des renforts attendus de la Grande-Bretagne.

Cependant le général Junot s'était convaincu de la nécessité de tenter les chances d'une bataille, moins sans doute dans l'espoir de se maintenir en Portugal que pour sauver l'honneur de l'armée qu'il commandait.

Résolu de se mettre lui-même à la tête de toutes les troupes disponibles pour combattre l'armée anglaise, il prit les mesures qu'il jugea convenables pour contenir la capitale et pour défendre ce point important.

Il ajouta donc aux précautions déjà ordonnées pour la garde des Espagnols retenus prisonniers. Le château fut approvisionné pour un mois, et on y porta toutes les armes éparses dans plusieurs arsenaux ou dépôts de la ville ; on répara et on remplit toutes les citernes. Le général Avril fut nommé commandant de ce poste, dont la garnison se composa de tous les dépôts et convalescents des corps de l'armée, organisés à cet effet en bataillon provisoire. Tous les forts de la côte furent également approvisionnés et mis dans le meilleur état de défense possible. On augmenta la garnison des vaisseaux à bord desquels se trouvaient les prisonniers portugais. Des dépôts de vivres, de munitions furent formés à Villa-Franca et à Santarem ; le matériel de l'artillerie fut augmenté et le personnel complété.

Le général Travot, qui avait remplacé, comme nous l'avons dit, le général de Laborde dans le commandement supérieur de Lisbonne, eut à sa disposition et sous ses ordres directs la marine portugaise, les bataillons des 31e et 32e d'infanterie légère, qui étaient sur la rive gauche du Tage, sous les ordres du général Graindorge ; le 47e, formant la garnison des vaisseaux, des forts Bugio et Trafaria ; le bataillon du 66e à Cascaès, la légion du Midi à Saint-Julien ; le bataillon du 26e de ligne à Belem, Bon-Succès et Ériceira ; le bataillon du 15e de ligne à Lisbonne, aux poudrières et à Sacavem ; la légion hanovrienne à Santarem ; enfin, un bataillon de 1,200 hommes formé de tous les dépôts et des convalescents, au château de Lisbonne.

Toutes ces dispositions étant faites, le duc d'Abrantès quitta la capitale du Portugal le 16 août, emmenant avec lui 2 bataillons de grenadiers, le bataillon du 82ᵉ, le 3ᵉ régiment provisoire de dragons, dix pièces de canon, avec de nombreuses munitions, et un million en numéraire pour la solde de l'armée.

Cette réserve arriva le 20 à Torrès-Védras, tandis que le général en chef avait été rejoindre la division du général Loison, alors parvenue à Alcoentre.

Nous devons rendre compte de la marche de ces dernières troupes depuis Abrantès, où nous les avons laissées après leur expédition dans l'Alentéjo.

Le général Loison était parti le 11 de cette ville (Abrantès); il s'était rendu le même jour à Thomar, le 12 à Torrès-Novas, et le 13 à Santarem, où il fut obligé de séjourner jusqu'au 15, pour attendre les hommes qu'il avait en arrière. Le 16 il se porta sur Alcoentre, laissant à Santarem la légion hanovrienne, conformément aux ordres du général en chef, emmenant à sa place le bataillon du 4ᵉ d'infanterie légère

Le général en chef fit marcher la division Loison d'Alcoentre à Torrès-Védras, où elle prit position le 18; le général de Laborde reçut l'ordre de quitter Montachique avec ses troupes, pour se rendre à la même destination.

Le 20 août, le duc d'Abrantès, ayant ainsi réuni toutes les forces dont il pouvait disposer pour combattre l'armée anglaise, s'occupa de leur donner une nouvelle organisation qui fût en rapport avec le but qu'il se proposait.

En conséquence il partagea les 9,200 hommes, qui formaient le total des différents corps présents à Torrès-Védras, en deux divisions d'infanterie, une division de cavalerie et une division de réserve.

Les bataillons des 2ᵉ et 4ᵉ régiments d'infanterie légère, des 70ᵉ et 86ᵉ de ligne, composèrent la première division, forte de 3,200 hommes, et commandée par le général de Laborde, ayant sous ses ordres les généraux Brenier et Thomières.

La deuxième division, aux ordres du général Loison, fut formée par les bataillons des 12ᵉ, 15ᵉ régiments d'infanterie légère, 32ᵉ, 58ᵉ et 82ᵉ de ligne, divisés en deux brigades, à la tête des-

1808. Portugal.

quelles étaient les généraux Solignac et Charlot, et dont l'effectif total présentait 2,700 combattants.

La division de cavalerie, commandée par le général Margaron, et forte de 1,200 chevaux, se composait d'un escadron du 26e de chasseurs et des régiments provisoires 3e, 4e et 5e de dragons.

Le général Kellermann fut placé à la tête de la réserve, formée par quatre bataillons de grenadiers, au total de 2,100 hommes [1].

Quant à l'artillerie, commandée par le général Taviel, elle fut répartie entre les divisions d'infanterie et la réserve, savoir : huit pièces à la divisoin de Laborde, dirigées par le colonel Prost; huit autres, sous les ordres du colonel Daboville, à la division Loison; sept pièces, commandées par le colonel Foy, à la division de réserve.

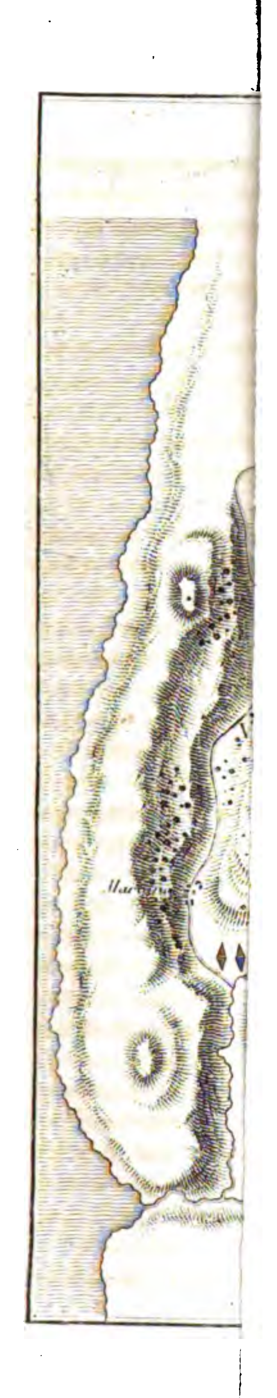
Les reconnaissances envoyées dans la matinée du 20 vers la mer et dans les directions d'Obidos et de Thomar, rapportèrent que l'armée anglaise venait de prendre position à Vimeiro; qu'une avant-garde occupait Lourinha, et que les forces de l'ennemi paraissaient encore plus considérables que celles qu'il avait montrées à Roliça.

En effet, un nouveau débarquement de 4,000 Anglais, sous les ordres du général Anstruther, s'était effectué dans la même matinée sur la côte, près de Vimeiro.

Ce dernier village est situé non loin du rivage de la mer, au fond d'une vallée à l'extrémité de laquelle est une colline élevée, qui s'étend à l'ouest vers la mer; à l'est sont d'autres hauteurs qu'il faut traverser pour se rendre à Lourinha; en avant de Vimeiro est un plateau qui se trouve entièrement commandé par les hauteurs de droite et de gauche.

Le général Wellesley n'avait eu d'autre but, en s'approchant de Vimeiro, que de faciliter le nouveau débarquement qui venait d'avoir lieu sur ce point. Décidé à aller le lendemain audevant de l'armée française, il avait fait faire à ses troupes une simple halte, sans prendre, à proprement parler, une posi-

[1] Ces quatre bataillons étaient formés de la réunion des compagnies de grenadiers d'une partie des bataillons des l'armée.



tion militaire. Six brigades d'infanterie occupaient la colline à l'ouest du village ; un bataillon et quelques troupes légères étaient postés sur le plateau ; la cavalerie et le parc d'artillerie étaient campés dans la vallée ; quelques piquets d'observation se trouvaient seulement placés sur les hauteurs de l'est.

D'après les rapports qu'il venait de recevoir, le duc d'Abrantès fit sur-le-champ les dispositions nécessaires pour prendre l'initiative de l'attaque. Dès quatre heures du soir il donna l'ordre au général Margaron de mettre en mouvement la division de cavalerie, pour passer la première le défilé qui se trouve en sortant de Torrès-Védras. Les autres divisions suivirent dans leur ordre naturel ; mais cette marche éprouva des retards inséparables d'un mouvement d'artillerie et de chariots, lequel se ralentit encore par l'effet de plusieurs accidents. La nuit entière du 20 au 21 fut employée à faire un trajet d'une lieue et demie, de sorte que l'armée ne fut hors du défilé qu'à six heures du matin.

A neuf heures, la division de cavalerie vint couronner les hauteurs de l'est de la vallée de Vimeiro, tandis que l'infanterie continuait à s'avancer avec l'artillerie sur la route qui conduit de Torrès-Védras à Lourinha.

Cependant le général Wellesley, informé par ses patrouilles et par ses grand'gardes que l'armée française marchait sur lui, venait d'ordonner à quatre brigades, placées, comme nous l'avons dit, sur la colline qui est à l'ouest de Vimeiro, de traverser la vallée et de se porter sur les hauteurs de l'est pour aller au-devant de l'ennemi. Des renforts avaient été envoyés sur le plateau, et le reste des brigades était disposé pour soutenir au besoin cette dernière position.

Tel fut, au surplus, l'ordre de bataille de l'armée anglaise : la droite appuyée à la mer et flanquée par la flotte, qui, de plus, protégeait ses derrières ; le centre, sur le plateau que nous avons indiqué, et la gauche sur les collines de l'est.

Le général de Laborde, dont la blessure était encore ouverte, commença l'action en se portant avec la brigade du général Thomières sur le centre ennemi, pendant que la brigade Brenier marchait pour attaquer la gauche. Cette dernière at-

1808.
Portugal.

taque, qui devait coïncider avec la première, fut très-malheureusement retardée par des accidents de terrain, en sorte qu'elle ne commença qu'une heure plus tard, ce qui entraîna, comme on va le voir, les conséquences les plus graves.

La brigade conduite par le général de Laborde aborda avec intrépidité la ligne anglaise, et fut reçue par un feu de mousqueterie à demi-portée et bien nourri. Le combat s'engagea alors très-vivement; mais les Français, malgré tous leurs efforts, ne purent ébranler les troupes qui leur étaient opposées, et que le général ennemi se trouvait à même de soutenir par de nouveaux renforts. Une brigade anglaise, détachée de la droite, qui n'était point encore attaquée par le général Brenier, s'avança sur le flanc de la brigade Thomières et jeta quelque désordre dans les rangs. Le général en chef Junot, qui s'en aperçut, ordonna sur-le-champ au général Loison de marcher avec sa seconde brigade (celle du général Charlot) au soutien du général de Laborde, et fit suivre par la première, que commandait le général Solignac, le mouvement du général Brenier sur la gauche de l'ennemi.

L'arrivée du général Loison avec la brigade Charlot fit continuer l'attaque du centre avec un nouvel acharnement; le colonel Prost, commandant l'artillerie de la division de Laborde, se porta avec deux de ses pièces sur la ligne des tirailleurs, tandis que les colonels Daboville et Foy, avec l'artillerie de la division Loison et de la réserve, cherchaient à profiter de tous les avantages que le terrain pouvait leur offrir pour foudroyer la ligne ennemie, et particulièrement ce centre redoutable, que les attaques réitérées des deux faibles brigades Thomières et Charlot ne pouvaient renverser; car à peine l'ennemi avait-il cédé aux efforts presque surnaturels faits contre lui que des troupes fraîches regagnaient de suite le terrain momentanément cédé.

Vers midi, la gauche des Français, dans cette attaque du centre ennemi, commençait à plier; le général en chef Junot, détachant alors deux des quatre bataillons de grenadiers de la réserve, leur ordonna de se porter au pas de charge sur la partie de la ligne anglaise qui débordait la droite des troupes employées à l'attaque de gauche, c'est-à-dire les brigades

Brenier et Solignac; mais cette colonne n'eut pas le temps de se déployer. Reçus à portée de mitraille, les grenadiers eurent en moins de quatre minutes 200 hommes hors de combat. La cavalerie ennemie, mettant ce moment à profit, chargea la colonne et la mit en désordre; plusieurs grenadiers et le commandant de l'un des deux bataillons, M. Palamède de Forbin, furent faits prisonniers. Ce nouvel échec décida tout à fait le mouvement rétrograde des brigades Thomières et Chariot. C'est alors que le général Kellermann, avec les deux bataillons de la réserve, se porta en avant pour essayer de rétablir le combat de ce côté; il ne put qu'arrêter l'ennemi dans sa poursuite. Tout l'avantage de la position était pour les Anglais, postés sur un plateau élevé, dont l'escarpement aussi long que rapide doublait leurs moyens, et qui était couronné par une artillerie bien supérieure à celle des Français, en raison du nombre et du calibre des pièces.

Le lieutenant d'artillerie Boileau, aide de camp du général Taviel, se fit remarquer en cette circonstance par un sang-froid et une fermeté dignes des plus grands éloges. Quelques pièces françaises, n'ayant plus de chef, se retiraient en désordre; Boileau en prend le commandement, les remet en batterie, anime les canonniers, encourage les soldats du train, et facilite ainsi, par un feu bien dirigé, le ralliement de l'infanterie.

La cavalerie, tenue jusqu'alors en dernière réserve par le général en chef Junot, s'ébranla pour couvrir la retraite de cette gauche de l'armée, et exécuta plusieurs belles charges, qui furent conduites successivement par le chef d'escadron du 26ᵉ régiment de chasseurs, prince de Salm-Salm, le général Margaron et les majors Leclerc et Théron, des 4ᵉ et 5ᵉ régiments provisoires de dragons.

Le général Junot avait couru quelques dangers au commencement de cette retraite; s'étant porté en avant pour rallier l'infanterie, il allait être enveloppé par la cavalerie ennemie, lorsque son premier aide de camp, le colonel Grandseigne, accourut avec quelques officiers et quelques cavaliers d'ordonnance, et parvint à le dégager.

Pendant que ceci se passait au centre de la ligne ennemie,

1808. Portugal.

la brigade du général Brenier, suivie, comme on l'a vu, par celle du général Solignac, était arrivée à son point d'attaque, c'est-à-dire devant la gauche des Anglais, après un long détour, que la difficulté du terrain l'avait forcée à prendre. Les généraux Brenier et Solignac commençaient à pousser vivement l'ennemi, qui s'était un peu dégarni sur ce point pour soutenir son centre, lorsque la retraite des deux autres brigades françaises permit au général Wellesley de reporter sur sa gauche une partie des troupes qu'il en avait tirées. Par suite de ce mouvement, un fort détachement vint se placer entre les deux brigades françaises, en morcela les opérations, les prit à revers et les obligea à abandonner le terrain. Cette retraite fut soutenue par le major Contant, à la tête du 2e régiment provisoire de dragons, qui avait suivi, par ordre du général en chef, le mouvement de la brigade Solignac. Le général Brenier avait été blessé et fait prisonnier, et le général Solignac, aussi blessé grièvement, s'était trouvé forcé de quitter le champ de bataille.

Le général Thiébault, instruit de ce dernier fait, accourut prendre le commandement des deux brigades privées de leur chef, les rallia et leur fit continuer par échelons leur mouvement rétrograde.

Ainsi toute l'armée française était en retraite à deux heures du soir; mais ce mouvement s'effectua en ordre par la rapidité avec laquelle les corps et les divisions d'infanterie se reformèrent, par l'attitude imposante que conservèrent les deux bataillons de grenadiers avec lesquels le général Kellermann avait arrêté la poursuite du centre ennemi, et auxquels vinrent se réunir les débris des deux autres bataillons; enfin, par les charges des quatre régiments de cavalerie, qui, vers la fin de l'action, rassemblés sous les ordres du général Margaron, concoururent efficacement à contenir les troupes anglaises.

L'armée française s'arrêta, non loin du champ de bataille, en avant du défilé de Torrès-Védras; elle avait perdu dix pièces de canon, mille hommes tués ou faits prisonniers, et elle comptait près de 900 blessés, qui tous furent pansés sur le terrain et dirigés de suite sur Torrès-Védras. Le général Brenier, l'adjudant-commandant Pillet, le chef de bataillon de grena-

diers Palamède de Forbin, étaient au nombre des prisonniers. Au nombre des blessés se trouvaient les généraux Solignac, Charlot, les colonels d'artillerie Foy et Prost. La perte des Anglais fut évaluée à 500 morts et 1,200 blessés ; on leur avait fait cinquante prisonniers.

Le soir même de la bataille, le général en chef Junot réunit les généraux de Laborde, Loison, Kellermann et Thiébault, et leur demanda leur opinion motivée sur les trois questions suivantes :

Peut-on tenter encore une fois le sort des armes ? Dans l'affirmative, quel est le plan à suivre ? Dans la négative, quel est le parti à prendre ?

Les généraux conclurent que l'on n'était point en mesure de livrer, ni même de recevoir une nouvelle bataille, et qu'il n'y avait point à hésiter sur le retour de l'armée à Lisbonne. « Ils firent observer que les troupes étaient mécontentes et harassées ; que la position de l'ennemi était inattaquable sur son front ; que les pertes éprouvées par l'armée ne permettaient plus de manœuvrer sur sa gauche et de couvrir de cette manière le défilé de Torrès-Védras et Lisbonne ; que les forces des Anglais étaient doubles de celles des Français, et le nombre de leurs pièces triple, indépendamment de la supériorité de leur calibre ; que les vivres allaient manquer ; que la cavalerie n'avait point de fourrage ; enfin que l'ennemi connaissait au juste les forces qu'il avait à combattre, et que ses soldats avaient gagné ce que les nôtres avaient perdu d'énergie et d'enthousiasme ; qu'il attendait à chaque moment des renforts certains, tandis que les pertes éprouvées par l'armée française étaient irréparables, et que le moindre revers mettait cette dernière à l'entière discrétion des Anglais et des Portugais [1]. »

La nécessité du retour de l'armée à Lisbonne fut démontrée par des raisonnements non moins péremptoires.

Le résultat de cette conférence des généraux français fut donc, pour premier mouvement, la marche des troupes sur Torrès-Védras.

Le lendemain, le duc d'Abrantès réunit encore en conseil de

[1] Relation du général Thiébault.

1808. Portugal.

guerre les mêmes généraux, auxquels il adjoignit le général Taviel, le colonel du génie Vincent et l'ordonnateur en chef Trousset.

On examina dans ce conseil la situation de l'armée et celle du Portugal; les considérations de la veille furent reproduites; on constata même l'impossibilité de tenir devant Lisbonne ni dans cette capitale, où la fermentation était extrême en ce moment, d'après les rapports qu'on venait de recevoir. On évalua qu'indépendamment des 30,000 Anglais arrivés ou attendus d'Angleterre [1], et de 17,000 Espagnols qui occupaient déjà les places des Algarves et de l'Alentéjo, la force des ennemis dépassait 80,000 hommes de milices portugaises déjà organisées, auxquels rien ne manquait. On discuta sur la possibilité d'une retraite, ou sur l'existence d'un point en Portugal où l'armée pût du moins, avec quelques probabilités d'avantages, retarder sa perte totale. Relativement à cette dernière question, la majorité des membres du conseil considéra comme inexécutable le projet de conserver un point du Portugal quand ce royaume était soulevé en entier, et celui d'une retraite jusque sur le territoire espagnol, également en insurrection. Enfin, comme il n'y a, en pareil cas, de parti honorable que celui qui peut se justifier par la probabilité des chances heureuses, on arriva, par la force des choses, à l'idée de tenter une négociation avec les Anglais, mais avec la résolution d'obtenir un traité honorable ou de s'ensevelir sous les ruines de Lisbonne.

En conséquence, le général en chef dicta au général Kellermann les articles d'un projet de suspension d'armes et d'évacuation. Pour en faire la proposition, on prit le prétexte d'une conférence relative aux prisonniers et aux blessés.

Pendant que le général Kellermann remplissait cette importante mission, la division du général Loison, avec le 5e de dragons, se porta à Mafra pour couvrir la gauche de l'armée, et vérifier en quoi consistaient les débarquements que l'on annonçait avoir été effectués le 21 sur cette côte. Les blessés et le parc

[1] Le 24 août, l'armée anglaise était forte de trente-deux mille hommes, au moyen des nouveaux débarquements qui avaient eu lieu après la bataille de Vimeiro; le général sir H. Dalrymple en avait pris le commandement en chef.

d'artillerie partirent, sous l'escorte des grenadiers de la réserve, de l'escadron du 26e de chasseurs et du 3e régiment de dragons, pour Montachique, où la division du général de Laborde appuya sa gauche, ayant son centre à Sant-Antonio de Tojal et portant sa droite à Sacavem. La légion hanovrienne reçut ordre de revenir de Santarem pour se réunir à cette droite.

Le 28, le général Kellermann revint du quartier général anglais et trouva le duc d'Abrantès à Montachique. Il annonça qu'il avait été reçu par les généraux ennemis avec la plus grande distinction; qu'il avait eu l'adresse de leur faire prendre l'initiative de la proposition qu'il était chargé de leur faire; que, malgré leur victoire, les Anglais n'étaient point entièrement rassurés sur leur position; enfin, qu'il était parvenu à conclure une suspension d'armes et à arrêter les bases d'un traité dont les principaux articles devaient être :

« Que l'armée évacuerait le Portugal;

« Qu'elle serait transportée par mer en France, avec ses armes, ses chevaux, ses munitions et ses bagages, et par les moyens de l'armée anglaise;

« Qu'à aucun titre elle ne serait considérée comme prisonnière de guerre;

« Que tous les Portugais ou Français établis en Portugal pourraient suivre l'armée et emporter leur fortune;

« Que les vaisseaux russes qui étaient à Lisbonne y resteraient comme dans un port ami, et ne seraient, lors de leur sortie, poursuivis que quarante-huit heures après leur départ;

« Que les autres vaisseaux de guerre qui se trouvaient dans la rade de Lisbonne seraient conduits en France en même temps que l'armée. »

La suspension d'armes stipulait :

« Que l'armée anglaise ne dépasserait pas le défilé en avant de Torrès-Védras, et que les Portugais armés n'approcheraient pas de Lisbonne plus près que Leiria et Thomar; que les hostilités ne pourraient recommencer qu'en se prévenant réciproquement quarante-huit heures d'avance. »

D'après ce dernier acte, le général en chef français crut pouvoir rentrer à Lisbonne le même jour, emmenant avec lui les chasseurs du 26e, le 3e de dragons, la réserve de grenadiers et

1808. Portugal.

ce qui restait d'artillerie. Sa présence et celle de ces troupes dans la capitale du Portugal calmèrent un peu la fermentation qu'y avaient excitée les nouvelles reçues, presqu'en même temps, de l'arrivée d'une colonne formidable d'Espagnols et de Portugais insurgés à Setubal, et de la fâcheuse issue de la bataille de Vimeiro.

Le 24 deux bataillons passèrent le Tage pour aller renforcer les troupes que le général Graindorge commandait sur la rive gauche de ce fleuve, et qui occupaient les hauteurs d'Almada et le camp de Morfacem [1].

La convention préliminaire que l'on a vue plus haut fut portée le 25 à sir Cotton, commandant les forces navales britanniques. On proposa à cet amiral de se réunir le 26 aux deux généraux en chef français et anglais, pour traiter définitivement, à Mafra ou à Cascaès; mais le premier de ces endroits éloignant trop l'amiral de sa flotte, et le général Dalrymple trouvant de son côté que Cascaès était à une trop grande distance de l'armée anglaise, l'entrevue n'eut pas lieu. Le colonel Georges Murray, quartier-maître général de l'armée anglaise, fut envoyé par sir Dalrymple à Lisbonne, et c'est dans cette ville que les négociations continuèrent. Les communications avec l'amiral et le général en chef anglais s'établirent par l'entremise d'officiers des deux armées.

Une première difficulté s'éleva entre les parties contractantes relativement à la flotte russe ; le général Junot voulait la comprendre dans le traité définitif, ainsi qu'il avait été convenu

[1] Le major Dulong commandait, sous les ordres du général Graindorge, les bataillons des 31e et 32e d'infanterie légère. Pour mettre fin aux intrigues des habitants de Trafaria, qui, entièrement dévoués aux Anglais, fomentaient la désertion parmi ses soldats, cet officier supérieur prit la résolution de se rendre lui-même dans ce village, avec quarante grenadiers, déguisés ainsi que lui, et portant la cocarde noire à leurs schakos. Il se présente et est accueilli comme Anglais par les habitants. Quelques instants après, une péniche, chargée de soldats de cette nation, arrive dans le port et en débarque une partie, qui sont faits prisonniers sur-le-champ ; ceux qui restent dans la chaloupe font feu sur le détachement français; mais le major, sans leur répondre, s'élance dans l'eau, suivi de quelque-uns des siens, saute le premier dans la péniche, et s'en empare avec tout ce qu'elle contenait.

d'abord, le 22, au quartier général anglais; mais l'amiral Cotton s'y refusa [1]. Cet article aurait pu faire rompre la négociation; mais l'amiral russe, qui jusqu'alors n'avait point voulu se prononcer, déclara qu'il n'avait pas besoin de l'intercession des Français, et qu'il traiterait séparément.

En effet il fit, peu de temps après, un arrangement particulier, d'après lequel les équipages de son escadre retournèrent en Russie, et les vaisseaux furent conduits en Angleterre, pour y rester jusqu'à la paix.

Cette difficulté levée, il s'en présenta de nouvelles; la négociation devint plus épineuse. On borna à six cents le nombre des chevaux de cavalerie et d'artillerie qui devaient être embarqués, bien qu'il fût déjà convenu qu'ils le seraient tous. A plusieurs reprises le général Junot, qui déclarait n'agir que pour l'intérêt de son armée, et non pour lui-même, offrit d'annuler et de déchirer tout ce qui avait été déjà écrit [2].

[1] On ne saurait trop faire remarquer le machiavélisme anglais dans ces sortes de circonstance. Les lecteurs se rappelleront que c'est une semblable opposition de la part de l'amiral Keith qui paralysa la convention d'El-Arisch. Le gouvernement britannique prenait soin de donner à ses généraux de terre et de mer des instrutions contradictoires, afin de violer, à son gré, toute convention par laquelle la bonne foi et la confiauce des généraux français pouvaient se trouver assez compromises, pour mettre ceux-ci dans la nécessité de recevoir ensuite des conditions plus dures et plus onéreuses que les premières.

[2] Le général Thiébault rapporte que, dans une des dernières conférences, le duc d'Abrantès tint le discours suivant au colonel Murray, plénipotentiaire anglais : « Ne pensez pas, monsieur, qu'en signant le traité vous me fassiez une grâce; à ce titre je n'accepterais rien de vous, ni de personne au monde. Il s'en faut d'ailleurs que vous soyez moins intéressé que moi à le signer; ainsi, dites un mot, et mon parti est pris : je déchire le traité, je brûle la flotte, je brûle la marine, les arsenaux, la douane et tous les magasins; je fais sauter les forts et tous les ouvrages; je détruis l'artillerie, je défends Lisbonne pied à pied, je brûle tout ce que je suis forcé d'abandonner; je vous fais payer chaque rue de la ville par des flots de sang, et je me fais encore jour à travers votre armée; ou bien, en comprenant dans cette destruction tout ce qui est ou pourra se trouver en ma puissance, je m'ensevelis avec les débris de mon armée sous les ruines du dernier quartier de la ville, et nous verrons alors ce que vous et vos alliés les Portugais aurez gagné à me réduire à cette extrémité. Examinez bien si la partie n'est pas au moins égale, lorsqu'en échange de mon armée je vous laisse une des premières

1808. Portugal.

Enfin, après de nombreuses rédactions, le général Kellermann et le colonel Georges Murray signèrent, le 30 août, la convention et les articles additionnels qu'on va lire :

Convention définitive pour l'évacuation du Portugal par l'armée française.

« Les généraux commandant en chef, etc.

« Art. 1er. Toutes les places et forts du royaume de Portugal, occupés par les troupes françaises, seront remis à l'armée anglaise dans l'état où ils se trouvent au moment de la signature de la présente convention.

« 2. Les troupes françaises évacueront le Portugal avec leurs armes et bagages; elles ne seront point considérées comme prisonnières de guerre, et, à leur arrivée en France, elles auront la liberté de servir.

« 3. Le gouvernement anglais fournira des moyens de transport à l'armée française, qui sera débarquée dans un des ports de France, entre Rochefort et Lorient inclusivement.

« 4. L'armée française emportera toute son artillerie de calibre, ainsi que les chevaux qui en dépendent, et les caissons renfermant soixante charges par canon. Toute autre artillerie, armes et munitions, comme aussi les arsenaux de terre et de mer, seront remis à l'armée et à la flotte anglaises, dans l'état où ils seront au moment de la ratification de la convention.

« 5. L'armée française emportera tout son équipement et tout ce qui est compris sous le nom de propriété de l'armée, c'est-à-dire la caisse militaire et les voitures attachées au service des commissariats et des hôpitaux, ou il lui sera permis de disposer pour son compte de telle partie de ces effets que le commandant en chef jugerait inutile d'embarquer. De même, tous les individus de l'armée auront la liberté de disposer de leurs propriétés particulières de toute espèce, et l'on garantit pleine sécurité aux acheteurs.

capitales de l'Europe, des établissements du premier ordre, une flotte, un trésor et toutes les richesses du Portugal. »

« 6. La cavalerie embarquera ses chevaux ; les généraux et officiers de tout grade embarqueront aussi les leurs. Il est bien entendu cependant que les commandants anglais n'ont pour le transport de la cavalerie que des moyens très-bornés ; on pourra s'en procurer quelqu'autre dans le port de Lisbonne. Le nombre des chevaux à embarquer par la troupe n'excédera pas six cents, et celui des chevaux à embarquer par l'état-major n'excédera pas deux cents. Dans tous les cas, on fournira à l'armée française les facilités nécessaires pour disposer des chevaux qu'il ne sera pas possible d'embarquer.

« 7. (Cet article détermine la division et l'époque des embarquements.)

« 8. Les garnisons d'Elvas et de ses forts, de Péniche et de Palmela, seront embarquées à Lisbonne, celle d'Almeida à Porto, ou dans le port le plus voisin. Elles seront accompagnées dans leur marche par des commissaires anglais, chargés de pourvoir à leur subsistance, etc.

« 9. (Cet article est relatif aux malades et blessés de l'armée française, qu'on ne peut embarquer, et qui restent confiés à l'armée anglaise.)

« 10. (Relatif au retour en Angleterre des bâtiments qui auront transporté l'armée française.)

« 11. L'armée française sera concentrée à Lisbonne et à deux lieues à la ronde. L'armée anglaise s'avancera jusqu'à trois lieues de la capitale, et se placera de manière à laisser entre les deux armées une distance d'environ une lieue.

« 12. (Cet article stipule l'époque de la remise des places, forts et batteries occupés par les troupes françaises, et l'article 13, la nomination de commissaires pour régler et accélérer l'exécution des arrangements convenus.)

« 14. S'il s'élevait des doutes sur le sens d'un article quelconque, il serait interprété en faveur de l'armée française.

« 15. A dater de la ratification de la présente convention, tous arrérages de contributions, réquisitions ou réclamations quelconques du gouvernement français envers des sujets portugais, ou tous autres individus résidant en Portugal, fondées sur l'occupation de ce pays en décembre 1807, contributions ou réquisitions qui peuvent n'avoir pas été payées, sont annulées,

1808. Portugal.

et tout séquestre mis sur les propriétés, meubles et immeubles, est levé. Lesdites propriétés seront remises à la disposition des anciens possesseurs.

« 16. Tous les sujets de la France, ou des puissances amies ou alliées de la France, domiciliés en Portugal, ou se trouvant accidentellement dans le pays, seront protégés; leurs propriétés de toute espèce, meubles ou immeubles, seront respectées, et ils auront la liberté, soit de suivre l'armée française, soit de rester en Portugal. Dans l'un et l'autre cas, leurs propriétés leur seront garanties, avec la liberté de les conserver ou de les aliéner, et de faire passer le produit de la vente d'icelles en France, ou dans tout autre pays qu'ils voudraient habiter : la durée d'un an leur est accordée à cet effet. Il est bien entendu que les navires sont exceptés de cet arrangement, mais seulement en ce qui concerne la sortie du port, et qu'on ne peut, à la faveur des stipulations ci-dessus, faire aucunes spéculations commerciales.

« 17. Aucun naturel du Portugal ne sera rendu responsable de sa conduite politique pendant la durée de l'occupation de ces pays par l'armée française, et tous ceux qui ont été continués dans l'exercice de leurs fonctions, ou qui ont accepté des places sous le gouvernement français, sont mis sous la protection des commandants anglais. Ils n'éprouveront aucune injure dans leurs personnes ou dans leurs propriétés, n'ayant pas eu le choix d'obéir ou de ne pas obéir au gouvernement français. Ils jouiront aussi des stipulations contenues dans l'article 16.

« 18. Les troupes espagnoles détenues à bord des bâtiments dans le port de Lisbonne seront remises au commandant en chef de l'armée anglaise, qui s'engage à obtenir des Espagnols qu'ils rendent, de leur côté, tous sujets de la France, militaires ou civils, qui peuvent être retenus en Espagne sans avoir été pris dans une bataille ou à la suite d'opérations militaires, mais à l'occasion des événements du 29 mai dernier et jours suivants. »

Les articles 19, 20, 21 et 22 sont relatifs à l'échange des officiers prisonniers, aux ôtages à livrer de part et d'autre pour la garantie de la convention, à l'envoi d'un officier français pour porter cet acte à l'empereur Napoléon, enfin, au transport

particulier du général en chef et des autres généraux français.

1808. Portugal.

Dans les articles additionnels, au nombre de trois, on stipulait que les employés civils de l'armée, faits prisonniers par les Anglais ou par les Portugais, seraient rendus sans échange; que l'armée française tirerait ses subsistances de ses propres moyens jusqu'au jour de l'embarquement, et serait nourrie ensuite, pendant la traversée, par le gouvernement anglais; sous la condition que celui-ci serait remboursé par le gouvernement français; que le général en chef anglais prendrait les mesures nécessaires pour rétablir la libre circulation des moyens de subsistance entre le pays et la capitale.

Cette convention fut ratifiée le même jour par le général en chef français, l'amiral et le commandant de l'armée anglaise, elle porte le nom de *Cintra*, parce que ce fut dans ce village, à 6 lieues N.-O. de Lisbonne, que les deux chefs anglais la signèrent.

L'échange des ratifications se fit le 1er septembre, ainsi que celui des ôtages, qui furent, pour les Français, l'adjudant-commandant Desroches; pour les Anglais, le colonel Duncan.

Les forts de Cascaès, Saint-Julien et Bugio, furent remis le lendemain aux troupes anglaises, et des ordres furent expédiés pour la prompte remise des places d'Elvas, d'Almeïda et de Péniche.

Quelques désordres eurent lieu de la part de la populace de Lisbonne avant le départ de l'armée française, et ils étaient inévitables dans la situation où se trouvait cette dernière. Toutefois la présence des généraux anglais Hope et Beresford permit de concerter les mesures propres à prévenir des événements plus fâcheux.

L'embarquement des troupes commença à Lisbonne le 11 septembre, et fut terminé le 30 du même mois; celui des garnisons d'Elvas et d'Almeïda, par suite de divers incidents, n'eut lieu que beaucoup plus tard [1].

[1] La garnison d'Almeïda, mal commandée, se laissa désarmer et piller par les Portugais à Oporto, et, après avoir couru de grands dangers, elle fut conduite à Lisbonne en fort mauvais état, pour s'y embarquer le 7 octobre avec la garnison d'Elvas. Le commandant de cette dernière, M. Girod de

1808. Portugal.

« Ainsi se termina, dit le général Thiébault, une expédition qui a eu tout l'effet que les événements qui l'ont suivie ont rendu possible, qui a duré au delà du terme que l'on pouvait prévoir; qui, proportion gardée, et malgré le climat, la saison, les marches et les combats, n'a pas coûté le nombre d'hommes que consomment les expéditions les plus ordinaires; qui rappellera à l'armée des souvenirs glorieux, et que le général en chef Junot est parvenu à terminer par un traité que, dans sa position, il n'était plus possible d'espérer; traité au moyen duquel il a eu l'air de céder ce qu'il n'était plus au pouvoir des hommes de conserver; traité qui, en Angleterre, en Espagne et en Portugal, a été l'objet d'une désapprobation qui le rend aussi glorieux pour le général qui l'a obtenu qu'honorable pour la France; traité enfin par lequel l'armée, ayant également fait son devoir pendant la conquête, l'occupation et l'évacuation du Portugal, a conservé ses armes, ses munitions, ses bagages; est rentrée tout entière en Espagne un mois après son débarquement à Quiberon; a contribué la première à faire évacuer la Galice à cette même armée anglaise que, deux mois auparavant, elle avait combattue en Portugal, et a fini par la faire à son tour rembarquer à la Corogne [1]. »

Novilard, chef de bataillon du génie et officier très-distingué, eut à soutenir un siége de plusieurs jours contre le général Galluzo, commandant l'armée espagnole dite d'Estramadure, jusqu'à l'arrivée de l'officier anglais chargé de donner connaissance à la garnison de la convention de Cintra, et il sut se tirer avec beaucoup de fermeté et de prudence de la position difficile où il se trouvait, au milieu de toute une population insurgée.

[1] Qu'il nous soit permis de faire observer, toutefois, sans attaquer en rien la bonne volonté, la bravoure et les autres qualités du général Junot, que, si le commandement d'une expédition aussi importante avait été confié à un chef plus habile et plus expérimenté, la bataille de Vimeiro aurait eu sans doute un tout autre résultat que l'évacuation du Portugal qui s'en suivit. Nous nous étayons en cela de l'opinion émise par Napoléon lui-même, qui blâma fortement les dispositions qu'avait faites son ancien aide de camp pour attaquer l'armée anglaise. « Si Junot, dit l'empereur au général Thiébault en lui parlant de cette expédition, eût marché avec 12,000 hommes qu'il pouvait réunir à la rigueur, au lieu de 9,200; s'il eût laissé entre le défilé de Torrès-Védras un bon bataillon d'infanterie et six cents chevaux, et se fût porté rapidement, avec le reste de son armée, pour attaquer son adversaire en flanc et à revers, tandis que le détachement dont je viens de

1808.
Portugal.

parler aurait fait une démonstration sur le front de la ligne anglaise; si toutes ces dispositions eussent été faites pendant la nuit, et qu'une attaque ferme, vigoureuse, eût commencé avec le jour, la victoire couronnait alors les efforts de l'armée française, et les Anglais pouvaient être jetés dans la mer. » Napoléon justifiait son assertion par des exemples et des principes tirés de ses propres campagnes.

CHAPITRE III.

Insurrection générale en Espagne; opérations des différents corps de l'armée française; catastrophe de Baylen; bataille de Medina de Rio-Secco; premier siége de Saragosse, etc.

1808. Août. Espagne.

Insurrection générale en Espagne; opérations des différents corps de l'armée française, etc. — On a vu, dans le premier chapitre de ce 5e livre, que le royaume d'Espagne était déjà préparé au grand mouvement insurrectionel dont le dénouement de l'odieuse intrigue de Bayonne hâta la manifestation dans toutes les provinces de cette Péninsule. La révolte du peuple de Madrid au 2 mai avait été comme un signal donné, et la principauté des Asturies y répondit la première.

Outre l'illustre souvenir du temps où leur sol âpre et montueux avait offert un asile sûr aux restes des vaillants compagnons de Pélage [1], les habitants de cette province puisaient aussi de la confiance dans sa position avantageuse et naturellement défendue. Baignées au nord par l'Océan, entourées sur leurs flancs de chemins souvent impraticables, les Asturies étaient ceintes au midi par de hautes et inaccessibles montagnes. Les séances de la junte provinciale s'étaient ouvertes le 1er mai, et peu de jours après on avait reçu à Oviédo la nouvelle des événements du 2 mai, ainsi que la proclamation publiée le 3 par Murat. Les esprits s'aigrirent et s'enflammèrent de plus en

[1] On sait que, lorsque le comte Julien, l'archevêque Opaz, fils de l'usurpateur Vitiza, et l'évêque Torizo, appelèrent les Musulmans d'Afrique en Espagne, l'an 714, cette même province fut l'asile du prince Pélage Teudomer, parent du dernier roi Rodrigue, et sauva ainsi les débris de la monarchie des Goths. Ce souvenir enflamma sans doute le zèle des Asturiens, lorsqu'on leur fit voir la couronne castillane en péril par la trahison d'un nouveau Julien (Manuel Godoï, prince de la Paix), auquel, depuis les événements de l'Escurial, on attribuait généralement l'invasion du nord de l'Espagne par les troupes françaises.

plus ; le peuple, poussé par les étudiants de l'université, s'ameuta aux cris de *vive Ferdinand VII et mort à Murat*. Les autorités locales ne furent plus respectées ni écoutées. Murat et la junte suprême de Madrid, effrayés de ce qui se passait dans les Asturies, voulurent prendre des mesures qui, au lieu de calmer les esprits, ne firent que les irriter davantage, surtout lorsqu'on apprit ce qui venait de se passer à Bayonne. Le marquis de Santa-Cruz, grand propriétaire, tenant aux plus illustres familles du pays et président de la junte, s'opposa énergiquement à toute résolution tendant à prêter obéissance aux ordres de Murat et de la junte de Madrid. Les meneurs, qui se composaient des hommes les plus influents du pays par leurs richesses, leur naissance et leur réputation, fixèrent pour le 24 un mouvement général qui devait commencer à 11 heures du soir, au tocsin que sonneraient les cloches des églises de la ville et des villages environnants. A minuit, l'arsenal, où se trouvaient en dépôt cent mille fusils, fut enlevé sans coup férir. L'attaque fut favorisée par les officiers d'artillerie eux-mêmes, qui avaient été mis dans le secret. La junte s'assembla immédiatement, et, reprenant le pouvoir suprême, sanctionna la révolution et confia le commandement militaire à son président, le marquis de Santa-Cruz. Le lendemain 25, la guerre fut solennellement déclarée à Napoléon.

1808.
Espagne

Comme il n'était intervenu, dans le soulèvement des Asturies, que les personnes les plus notables du pays, nul excès de la populace n'en avait souillé la pureté par des violences ou des assassinats, comme cela eut malheureusement lieu dans la plupart des autres provinces. Du moment que la junte des Asturies se déclara souveraine, elle chercha à ouvrir des négociations avec l'Angleterre, et expédia à Londres deux députés qui mirent à la voile de Gijon le 3 mai. Ces deux députés, don Andrès Angel de la Véga et le vicomte de Matarosa, furent favorablement accueillis par le ministre Canning, qui vit tout de suite les avantages que l'Angleterre pouvait retirer de l'insurrection de la Péninsule. Le roi de la Grande-Bretagne chargea son ministre de déclarer officiellement aux députés asturiens que S. M. était prête à étendre son appui à toutes les autres parties de la monarchie espagnole qui se montreraient animées du même esprit

1808. Espagne.

que les habitants de leur province. Cette déclaration fut suivie immédiatement d'un envoi considérable de vivres, de munitions, d'armes et d'équipements de toute nature.

La Galice, la province de Santander et partie du royaume de Léon, ne tardèrent pas à suivre cette impulsion.

La Galice s'était soulevée le 30 mai, jour de la Saint-Ferdinand. L'étendue de ses côtes, le grand nombre de ses ports, les inégalités de son sol montueux, ses arsenaux, ses abondantes ressources augmentaient l'importance du soulèvement de cette province. Au milieu de l'agitation des esprits à la Corogne, la nouvelle de l'insurrection des Asturies vint accélérer le mouvement. Le capitaine général, don Antonio Filangieri, fut assailli dans son palais, s'échappa par une porte dérobée et se réfugia dans un couvent. La multitude assaillit en même temps le dépôt d'armes et y prit plus de quarante mille fusils. Une junte s'assembla et prit des dispositions promptes et vigoureuses qui furent couronnées de succès. Elle envoya de tous côtés des commissaires pour faire mettre à exécution les mesures de défense et d'armement qu'elle avait décrétées. Partout ces mesures trouvèrent une obéissance empressée, et la jeunesse courut s'enrôler avec le plus grand enthousiasme. Malgré les forces détachées sur Oporto en vertu du traité de Fontainebleau, la garnison de la Corogne se composait encore du régiment d'infanterie de Navarre, des bataillons provinciaux de Betanzos, Ségovie et Compostelle, du second bataillon des volontaires de Catalogne, et du régiment d'artillerie du département. De nombreuses recrues furent incorporées dans les régiments anciens, et l'on forma de nouveaux corps. Ces forces, réunies à celles qui vinrent s'y joindre postérieurement d'Oporto, s'élevaient à environ 40,000 hommes. Dans cette province, ce furent les militaires, soutenus par la population, qui commencèrent l'insurrection. Le 24 juin, quelques soldats, mécontents de la discipline sévère qu'il faisait observer dans les rangs de l'armée, assassinèrent perfidement le capitaine général Filangieri, dans les rues de Villa-Franca del Vierzo, où il avait fixé son quartier général. C'était un homme modéré, doux, affable, chéri des officiers; il emporta dans la tombe les regrets de tous les honnêtes gens du royaume. Don Joaquin Blake, major général de

l'armée, lui succéda dans son commandement. Celui-ci avait la réputation d'un militaire instruit et d'un profond tacticien; la junte, qui avait pris le titre de *junte souveraine de Galice*, l'éleva au grade de lieutenant général.

La ville de Santander, située à l'arrière-garde d'une partie considérable des troupes françaises, pouvait, en s'insurgeant, couper facilement leurs communications entre elles et propager l'insurrection dans les provinces basques; aussi le maréchal Bessières, qui était à Burgos, s'empressa-t-il d'avertir la municipalité de Santander qu'au moindre mouvement séditieux il ferait occuper cette ville par une division de son corps d'armée. Cette menace ne fit qu'accroître le mécontentement et la fermentation. Le peuple, s'échauffant par degrés, finit par éclater, et, sur le plus léger prétexte, demanda l'arrestation de tous les Français établis dans la ville. Aussitôt les cloches sonnent le tocsin, les tambours battent la générale, et l'on n'entend plus dans les rues que les cris de *vive Ferdinand VII! mort à Napoléon!* Les habitants, armés à l'improviste, arrêtèrent les Français dans leurs maisons et les conduisirent au château de San-Felipe. Le 27 mai, une junte fut assemblée sous la présidence de l'évêque du diocèse. Bientôt après on apprit l'insurrection des Asturies, ce qui décida le mouvement de toute la montagne de Santander. On procéda immédiatement à un enrôlement général, et ces troupes sans discipline s'avancèrent, sans plus de délai, sur les confins de la province pour en garder les passages.

L'exemple des Asturies et de la Galice fut immédiatement suivi dans toutes les provinces qui n'étaient pas contenues par la présence ou la proximité des troupes françaises. Des juntes d'insurrection se formèrent de toutes parts. Des villes, des bourgs mêmes du plat pays de Castille, sans considérer l'inégalité de leurs forces et les dangers de leur position, eurent l'imprudente hardiesse de se soulever. Logroño et Ségovie furent attaquées dès l'instant où ces villes levèrent le drapeau de l'insurrection; mais Valladolid et Léon, villes de ressources plus étendues et comptant sur les secours qu'elles attendaient de la Galice et des Asturies, avaient proclamé Ferdinand et déclaré la guerre aux Français dès les 23 et 24 mai. 800 hommes venant des Asturies

1808. Espagne.

arrivèrent à Léon, et le 1er juin on forma une junte à la tête de laquelle fut placé don Antonio Valdès, ancien ministre de la marine. Des fusils et des munitions de toutes espèces arrivèrent des Asturies, et l'on commença l'armement de la province.

Le général don Gregorio de la Cuesta, vieux militaire d'humeur dure, et très-obstiné dans ses opinions, était alors capitaine général des royaumes de Léon et de la Vieille-Castille, et résidait à Valladolid. Dans les derniers jours de mai, le peuple ameuté voulut exiger du capitaine général qu'il prît les armes et déclarât la guerre à Napoléon. Cuesta, bon Espagnol, s'affligeait de l'invasion française; mais il refusa de souscrire aux volontés de la populace, qui, selon son opinion, n'avait pas le droit de se mêler d'affaires qui ne la regardaient pas. Alors, les mutins l'ayant menacé de le pendre comme traître à son pays, le général se vit obligé de suivre le torrent de l'insurrection. Il convoqua sans délai une junte, et Valladolid, ainsi que les autres villes éloignées du voisinage des troupes impériales, se hâtèrent de faire des levées d'hommes qui reçurent des armes et des munitions de guerre des arsenaux de Zamora et de Ciudad-Rodrigo. Le soulèvement de Valladolid fut souillé par les excès de la populace et de la soldatesque. A Palencia, un citoyen estimable, nommé Ordoñez, mourut sous leurs coups. Don Luis Martinez de Ariza, gouverneur de Ciudad-Rodrigo, éprouva le même sort, parce qu'il avait joui de la faveur du prince de la Paix. Le corrégidor de Madrigal, ainsi que quelques alguazils, furent assassinés par haine de la populace. Don Miguel de Cévallos, directeur du collége militaire de Ségovie, qui s'était éloigné de cette ville quand les Français l'occupèrent, fut arrêté et conduit prisonnier à Valladolid. Accusé, sans fondement, de trahison, il fut assassiné sous les yeux de sa femme et de sa famille, traîné par la ville et ensuite jeté à l'eau.

A la nouvelle de l'événement du 2 mai, le mécontentement devint général à Séville; il s'accrut encore quand on y connut les changements survenus à Bayonne. Le 26 mai, le peuple, poussé par quelques meneurs, s'empara du dépôt royal d'artillerie et des magasins à poudre, et enleva toutes les armes. Le lendemain matin, s'étant emparé de l'hôtel de ville, il y convoqua une junte qui s'institua *junte suprême d'Espagne et des*

Indes. Celle-ci, devenue depuis si célèbre par l'influence qu'elle sut exercer sur les juntes des autres provinces, prit sur-le-champ de promptes et énergiques mesures pour la défense et l'armement de la province. Elle ordonna l'enrôlement, sans distinction, de tous les hommes de 16 à 45 ans. Tout jusqu'alors s'était passé sans meurtre, sans excès notable ; mais, le 27 au soir, le comte del Aguila, gentilhomme dont la probité et la noble conduite étaient appréciées de la ville entière, fut tué à coups de carabine par une bande de meurtriers. On attribua sa mort à quelque vengeance particulière, comme on en vit tant d'exemples dans ces époques de déchaînement populaire. Le général don Francisco-Xavier Castaños, qui commandait au camp de Saint-Roch 9,000 hommes de troupes réglées, se déclara disposé à obéir à tout ce que lui prescrirait la junte de Séville. Il n'en fut pas de même à Cadix, où le capitaine général don Francisco Solano, marquis del Socorro, refusa de prendre parti pour la junte. Il y avait peu de temps qu'il était de retour de l'expédition de Portugal, dans laquelle nous l'avons vu figurer à la tête d'un corps espagnol. Depuis le 2 mai, sollicité et flatté par les Français, il se montrait leur partisan, et, examinant militairement la situation de l'Espagne, il traitait de folie toute tentative de résistance. Un ordre du jour publié à peu près dans ce sens mécontenta la multitude, et le 29, à quatre heures du soir, elle se porta sur l'hôtel du capitaine général, dont les portes furent barricadées. Une pièce de 24 les enfonça, et Solano s'enfuit par une terrasse dans une maison voisine, où il fut découvert par la foule qui le poursuivait. On l'emmenait pour l'attacher à une potence, lorsqu'en chemin il reçut une blessure qui mit fin à ses jours et à ses tourments.

Solano fut remplacé par don Tomas de Morla, gouverneur de Cadix, et l'on fit immédiatement partir pour l'intérieur du royaume une partie des troupes qui se trouvaient dans cette ville et aux environs. Le 31 on proclama solennellement Ferdinand VII, et le 6 juin la junte suprême déclara la guerre à la France. Jaen et Cordoue suivirent l'exemple de Séville et créèrent des juntes subalternes, relevant de la junte suprême. A Jaen les paysans de la Sierra-Moréna forcèrent les principaux habitants d'abandonner leurs maisons pour se soustraire à la

1808.
Espagne.

mort. Une partie de la ville fut dévastée par les insurgés, qui arrêtèrent leur corrégidor et l'envoyèrent prisonnier à Valdepeñas de la Sierra, où le peuple mutiné le tua à coups de fusil. Cordoue fit occuper le pont d'Alcoléa par une foule de paysans armés sous le commandement de don Pedro-Augustin de Echavarri. La junte de Séville confia le commandement de l'armée d'Andalousie au général Castaños.

L'escadre française commandée par l'amiral Rosily, qui était mouillée dans la rade de Cadix, se composait de cinq vaisseaux et une frégate. A la demande du peuple, le général Morla intima à l'amiral français l'ordre de se rendre. Les pourparlers s'étaient prolongés jusqu'au 9 juin, lorsque le feu commença par la batterie basse du Trocadéro. Le vaisseau français *l'Algésiras*, incommodé par la batterie de mortiers de la carrière, la démonta; une chaloupe canonnière et un mistic espagnols furent coulés bas. Le feu continua le lendemain 10; mais, vers trois heures, on ouvrit de nouvelles conférences à la suite desquelles l'amiral Rosily se rendit le 14, ne pouvant échapper à la flotte de l'amiral anglais Collingwood, mouillée à peu de distance.

Ce fut le 29 mai que l'insurrection commença à Grenade. Aussitôt que le peuple connut les événements de Séville, il s'amoncela sur la place neuve, en face de la résidence du capitaine général don Ventura Escalante, homme faible et de caractère irrésolu, et demanda à grands cris qu'on proclamât Ferdinand VII, et qu'on formât une junte qui armerait les citoyens. Escalante dut céder aux vœux du peuple; une junte fut assemblée sous sa présidence; les enrôlements commencèrent, et la guerre fut déclarée à Napoléon. On fit venir de Malaga le gouverneur de cette ville, don Teodoro Reding, pour prendre le commandement des troupes qui se formaient. La junte envoya un commissaire au gouverneur de Gibraltar, sir Hugh Dalrymple, qui consentit à fournir des fusils et des munitions de guerre pour l'armement des troupes formées à Grenade. Toutes les communes de la province imitèrent l'exemple de la capitale; mais des excès atroces souillèrent cette révolution, surtout à Malaga, où périrent, le 20 juin, le vice-consul français, M. d'Agand, et un citoyen appelé don Juan Croharé, qui,

pour leur sûreté, étaient détenus au fort de Gibralfaro, d'où la populace les arracha de force et les massacra. Don Pedro Truxillo, ancien gouverneur de Malaga, résidait à Grenade. Accusé par quelques ennemis personnels d'être venu dans cette ville avec une mission de Murat, on résolut de l'enfermer pour le protéger contre la fureur du peuple; mais dans le trajet des furieux se jetèrent sur lui et le massacrèrent à la porte de la prison où on le conduisait. Son corps, traîné par les rues, et coupé ensuite en morceaux, fut brûlé sur la place publique. L'assassinat du général Truxillo fut suivi de celui du corrégidor de Velez-Malaga et de celui de don Barnabé Portillo, savant distingué, et digne d'estime pour avoir introduit la culture du coton sur la côte de Grenade. Arrêtés tous deux et déposés à la Chartreuse, hors des murs de la ville, pour les soustraire aux fureurs du peuple qui les accusait de trahison, un moine, indigne du nom de ministre d'un Dieu de paix, introduisit dans le couvent, le 23 juin, des hommes ivres qui poignardèrent ces deux hommes innocents du crime qu'on leur imputait et les traînèrent en triomphe par les rues de la ville.

Ce fut le 4 mai que l'effervescence populaire commença dans la province d'Estrémadure, à la nouvelle des événements de Madrid, du 2 mai. Le 30, jour de la Saint-Ferdinand, le peuple de Badajoz se rassembla devant la maison du gouverneur et commandant général, comte de la Torre del Fresno, homme faible et sans énergie, qui, sans répondre au cri général de *vive Ferdinand VII! mort aux Français!* se contenta de recommander le repos et la tranquillité. La foule, impatientée de ces paroles timides, l'insulta en lui donnant le nom de traître. Les plus furieux grimpèrent contre les murs et pénétrèrent dans l'hôtel par les balcons. Dans son effroi, Torre del Fresno s'enfuit par une porte dérobée. Les assaillants, ne le trouvant pas, se mirent sur ses traces, l'atteignirent et le massacrèrent. Son cadavre fut traîné jusqu'à la porte de son hôtel, où ses meurtriers l'abandonnèrent. Ses derniers moments furent injustement affligés par l'épithète de traître, qu'il ne méritait pas. Les soldats avaient été ses premiers assassins. Ce fut une honte pour l'armée d'Estrémadure, qui, à la fin de juin, comptait déjà 20,000 hommes, par suite de la désertion des Espagnols entrés en Por-

1808. Espagne.

tugal avec l'armée du général Junot. L'insurrection de cette province coupait les communications des Français de l'Alentéjo et de la Manche et les empêchait de combiner leurs opérations et de se donner la main pour éteindre le foyer d'insurrection générale allumé par la junte de Séville. Après le meurtre de Torre del Frésno, le brigadier d'artillerie don José Galluzo fut élevé au commandement en chef. Une junte se forma à Badajoz, où l'ordre commença à régner; mais dans les villes de Plasencia et de Los Santos le soulèvement fut ensanglanté par le meurtre le deux personnes.

Les cinq provinces dont se compose la Nouvelle-Castille, occupées par les troupes françaises, ne purent former des juntes insurrectionnelles; mais leurs habitants envoyaient des recrues et des secours aux provinces qui s'étaient déjà soulevées, provoquaient et favorisaient la défection des régiments espagnols qui étaient cantonnés sur leurs territoires. Ces troupes purent facilement aller rejoindre les armées qui se levaient de toutes parts. Des régiments entiers partaient en plein jour, même de Madrid. Les habitants des provinces de la Nouvelle-Castille, surveillés de près par les troupes françaises, ne purent pas s'insurger et se livrer aux excès qui signalèrent les soulèvements populaires dans les autres provinces; cependant le corrégidor de la ville et l'intendant de la province de Cuença périrent victimes de la fureur de la populace; leurs maisons furent pillées et leurs familles furent persécutées.

Dans la partie orientale de l'Espagne, Carthagène donna le premier signal de l'insurrection, en poussant Murcie et les autres communes de la banlieue à lever l'étendard de l'indépendance. Place d'armes et département de la marine, cette ville réunissait une foule d'avantages qui fomentaient le désir de ses habitants de résister à l'invasion française. Le 22 mai on reçut la nouvelle des abdications de Bayonne, qui causa une effrayante explosion. Le consul de France se réfugia sur un bâtiment danois. Le capitaine-général, don Francisco de Borja, investi depuis longtemps de la considération générale, fut remplacé par don Baltazar Hidalgo de Cisneros, et assassiné le 10 juin par la populace, ameutée à l'occasion d'un article de la gazette de Valence qui le faisait considérer comme un traître. Une

junte se forma et arrêta le départ d'une escadre espagnole, commandée par le général don Justo Salcedo, et mouillée dans le port de Mahon, à laquelle Murat venait d'envoyer l'ordre de se rendre à Toulon. Le 24 mai, Ferdinand VII fut solennellement proclamé à Murcie, où aucun malheur n'arriva; mais à Villéna le corrégidor fut tué avec un de ses commis. Une junte fut assemblée à Murcie, et le commandement des troupes fut confié au général don Pedro Gonzalez de Llamas.

Dans la matinée du 23 mai, la gazette de Madrid du 20 ayant fait connaître à Valence les abdications faites à Bayonne par la famille royale en faveur de Napoléon, des milliers de personnes se portèrent en masse à l'hôtel du capitaine général, comte de la Conquista, aux cris de *vive Ferdinand VII! mort aux Français!* En vain le comte essaya-t-il d'apaiser les plus mutins par de bons propos et de sages raisons; le tumulte ne fit que s'accroître. Il fallait un chef à la multitude; elle choisit le P. Juan Rico, religieux franciscain, homme ardent, résolu, doué d'une certaine éloquence populaire, et protégé par sa robe, qui le sanctifiait aux yeux de la population. On nomma pour chef militaire le comte de Cervellon, grand d'Espagne et riche propriétaire. Les autorités avaient refusé de délivrer des armes aux insurgés; mais, le 24, ceux-ci, conduits par Rico et des officiers du régiment de Savoie, s'emparèrent par surprise de la citadelle et des armes qu'elle renfermait, et, le 25, sans que l'autorité fît la moindre résistance, on déclara la guerre aux Français et l'on créa une junte très-nombreuse. Cependant ce qui avait été enlevé de la citadelle ne suffisait pas pour l'armement de la province, si Carthagène n'eût pas fourni des armes et des munitions. On manquait même de plomb; mais un vaisseau français, chargé de quatre mille quintaux de ce métal, ignorant ce qui venait de se passer à Valence, vint se mettre à l'abri sous les batteries du port, pour échapper à un corsaire anglais qui lui donnait la chasse. A son entrée en rade, ce vaisseau fut surpris et saisi, et son équipage fut enfermé à la citadelle.

Jusqu'alors la révolution valencienne n'avait été souillée par aucun assassinat; mais bientôt elle fut ensanglantée d'une horrible manière. Don Miguel de Saavedra, baron d'Albalat, re-

1808. Espagne.

présentant de la junte pour la noblesse, ayant refusé d'assister aux séances de cette assemblée, fut accusé faussement et sans fondement de trahir la cause de la révolution, parce qu'il avait quitté Valence. La junte lui enjoignit d'y revenir; à son retour, des groupes de peuple le saisirent et l'emmenèrent prisonnier. Le P. Rico, pour le soustraire à une mort certaine, ordonna qu'il fût conduit à la citadelle, au milieu d'un carré de soldats commandés par un officier qu'il désigna; mais le peuple, qui suivait en masses compactes le cortége, força le carré, y pénétra de toutes parts, et, sourd aux supplications de Rico, frappa dans ses bras, à coups de poignard, le malheureux Saavedra, dont la tête, plantée au bout d'une pique, fut promenée dans toute la ville. Don Baltazar Calvo, chanoine d'une paroisse de Madrid, et arrivé le 1er juin à Valence, conçut l'infâme projet d'assassiner tous les Français établis dans cette ville, que la junte avait fait réfugier dans la citadelle, pour les préserver des insultes de la populace. Le 5 juin, à l'entrée de la nuit, Calvo, à la tête de ses sicaires, pénétra sans obstacles dans la citadelle, gardée par quelques invalides, et mit à exécution son horrible projet. 330 Français périrent dans cette affreuse nuit, sans compter ceux qui s'étaient réfugiés dans quelques maisons où ils furent assassinés par la bande de Calvo. Ce monstre eut l'audace de traîner huit de ces malheureux Français devant la junte, où ils furent impitoyablement massacrés sous les yeux des membres de cette assemblée, qui s'enfuirent épouvantés à la vue de cette exécrable fureur. Le 7 juin, la junte décréta l'arrestation de Calvo, qui fut d'abord transporté à Mayorque, où il resta jusqu'à la fin de juin. Ramené à Valence pour y être jugé, il fut condamné à la peine du *garrotte* et étranglé dans la prison, le 3 juillet, à minuit, et son cadavre fut exposé publiquement le lendemain matin. Deux mois après, plus de 200 complices de Calvo avaient été pendus ou étranglés. Ces exécutions réprimèrent l'anarchie à Valence et dans d'autres villes de la province, parmi lesquelles Castellon de la Plana et Ayora avaient vu périr, l'une son gouverneur et l'autre son premier alcalde. La junte s'occupa ensuite de l'enrôlement et de l'organisation de son armée. Elle dirigea sur Almansa un corps de 15,000 hommes, sous les ordres du comte de Cervellon, auquel

vint se réunir de Murcie don Pedro Gonzalez de Llamas, et un autre corps de 8,000 hommes, commandé par don Pedro Adorno, prit position à las Cabrillas. Telle était la situation du royaume de Valence lorsqu'il fut attaqué par le maréchal Moncey.

Le 24 mai, lorsqu'on apprit à Saragosse l'abdication de la famille de Bourbon en faveur de Napoléon, une émeute éclata, et la foule se précipita vers l'hôtel du capitaine général, don Jorge-Juan de Guillermi, et exigea qu'il donnât sa démission du commandement. Forcé de se soumettre à cette injonction, il fut conduit prisonnier à la Aljaféria, dite Château de l'Inquisition, et remplacé provisoirement par le général Mori, qui, le lendemain, convoqua une junte, et envoya l'ordre à don José Palafox y Melci de se rendre à Saragosse, où le 26 il fut élu capitaine général par le peuple. Le soulèvement se fit à Saragosse sans qu'une goutte de sang fût versée.

Dans la Catalogne, il n'y eut que les villes qui n'étaient pas occupées par les troupes françaises qui se prononcèrent formellement. Les premières furent Lérida et Manresa. La ville de Tortose imita l'exemple de Valence et aussi ses désordres; le gouverneur, don Santiago de Guzman, y périt misérablement. Celui de Villafranca de Panadès, don Juan de Toda, eut le même sort. Une junte générale pour toute la principauté de Catalogne fut réunie à Lérida.

La Navarre et les provinces basques, confinant à la France, privées de leurs plus importantes places de guerre, entourées de toutes parts par les armées françaises, ne purent ni s'agiter ni établir leurs juntes d'insurrection; mais elles aidèrent de tous leurs moyens les provinces déjà engagées dans la lutte.

Les îles Baléares suivirent l'impulsion donnée par Valence et par les autres villes du littoral. Les îles Canaries suivirent l'exemple de Séville, et, au mois de juillet, proclamèrent Ferdinand VII.

La résistance de l'Espagne naquit uniquement de sa haine contre la domination étrangère. Ce fut un sublime et imposant spectacle que celui qu'offrit alors cette nation aux regards de l'univers. Trompée dans ses plus chères et plus légitimes espérances, veuve de ses princes que lui enlevaient les perfidies de

1808. Espagne.

Bayonne, elle poussa un cri général d'indignation et de vengeance, qui, ainsi que celui de la France en 1792, alla se répéter comme un écho dans les cités, les villages et les hameaux les plus éloignés de la capitale. Au 15 juin le soulèvement était universel. La junte de Séville était devenue comme la régulatrice des autres assemblées provinciales; ses proclamations se répandirent par tout le royaume : elle appelait toute la nation aux armes, en revêtant cet appel des formes les plus religieuses et les plus sacramentelles. Bientôt il n'exista pas un seul canton qui n'eût sa junte insurrectionnelle, et l'Espagne offrit un spectacle semblable à celui de la France, lorsqu'en 1793 on voyait dans chaque village un comité révolutionnaire et une société populaire. Aux troupes de ligne nationales et étrangères, qui toutes embrassèrent la cause commune, se joignirent de nouvelles levées, chez lesquelles l'exaltation patriotique et religieuse, la soif de la vengeance tenaient lieu d'expérience et d'aptitude au métier des armes.

Des armées s'organisèrent sur divers points, effrayant par leur indiscipline et leurs excès tous ceux que l'âge, les infirmités ou leur insouciance retenaient encore dans leurs foyers. Ce fut à travers ce terrible incendie que le nouveau roi Joseph Napoléon s'avança vers la capitale des Espagnes.

Voici quelle était, au 30 mai, la situation des différents corps de l'armée française entrés en Espagne depuis le 1er janvier, et alors réunis sous les ordres de Joachim Murat, grand duc de Berg.

1° Deuxième corps d'observation de la Gironde, commandé par le général Dupont, 22,950 hommes;

2° Corps d'observation des côtes de l'Océan, aux ordres du maréchal Moncey, 24,650 hommes;

3° Corps des Pyrénées-Orientales, commandé par le général Duhesme, 12,400 hommes;

4° Corps aux ordres du maréchal Bessières, et dont faisaient partie 3,000 et quelques hommes des différentes armes de la garde impériale, 18,110 hommes.

Toutes ces troupes, stationnées sur les différents points de la Biscaye, de la Navarre, de la Catalogne, du royaume de Léon, de la Vieille et de la Nouvelle-Castille, de l'Aragon,

s'étaient mises en mouvement aux premiers symptômes du soulèvement général pour en arrêter les progrès; mais, à l'exception des corps de la garde impériale, de la garde de Paris, et d'une vingtaine de bataillons polonais, italiens, suisses, etc., ces troupes ne se composaient presque toutes que de conscrits levés pendant l'hiver de 1807, instruits à la hâte dans les dépôts des régiments auxquels ils appartenaient, à peine vêtus, et commandés par des officiers dont la plupart venaient d'être récemment rappelés au service après une longue retraite, ou sortaient des écoles militaires; braves d'ailleurs, et remplis de bonne volonté, mais qui n'avaient plus ou n'avaient pas encore cette expérience du champ de bataille si nécessaire pour la guerre difficile, opiniâtre, qu'ils allaient faire. De pareils moyens de répression étaient insuffisants contre une population insurgée en masse, et excitée par deux mobiles aussi puissants que la religion et la défense du sol. Rien ne démontre mieux combien Napoléon avait erré dans ses idées sur le peuple espagnol; il croyait, avec ces forces, asservir une nation dégénérée et disposée à subir patiemment le joug qu'on voudrait lui imposer : illusion funeste, et qui devait commencer sa propre ruine! En rompant les obligations de la nation envers ses derniers souverains, il ne s'aperçut point qu'il la rappelait par cela même à l'exercice de ses droits primitifs et naturels, ou bien que, suivant avec docilité la direction qui lui serait donnée par les hommes dont les intérêts particuliers se trouvaient compromis, cette nation n'hésiterait point entre l'alternative de combattre pour l'ancienne monarchie, ou de reconnaître un roi intronisé par des baïonnettes étrangères, et scellant du sang de ses sujets une charte nouvelle.

Le maréchal Bessières, dont le quartier général était à Burgos, fut le premier qui fit marcher des troupes contre les soulèvements partiels. Des détachements envoyés à Logroño, Saragosse, Valladolid et Santander, réussirent à dissiper quelques rassemblements encore mal organisés; mais il arriva alors ce qui fit depuis le caractère distinctif de cette guerre : les insurgés, battus, se dispersèrent dans les montagnes, d'où, réunis de nouveau et en plus grand nombre, ils se disposèrent à recommencer leurs entreprises.

1808. Espagne.

Les insurgés de Logroño avaient à leur tête un tailleur de pierres connu par sa force prodigieuse et quelques brigandages. Le général Verdier, ayant reçu ordre de combattre cette bande, partit de Vittoria avec deux bataillons, et arriva le 5 juin devant Logroño, où il rencontra les révoltés rangés en bataille. Ces Espagnols, mal armés pour la plupart, n'étaient guère en état de tenir tête à des troupes régulières ; aussi furent-ils d'abord culbutés. Le général Verdier leur prit six mauvaises pièces d'artillerie et quelques centaines d'hommes, dont quelques-uns furent fusillés pour l'exemple. Il remit ensuite en place les autorités qui avaient été chassées ou emprisonnées par les rebelles.

Le 6 juin, une autre colonne, commandée par le général Frère, du corps du général Dupont, marcha sur Ségovie, où venait de s'organiser un rassemblement de paysans avec une trentaine de pièces de canon appartenant à l'école d'artillerie établie dans le vieux château fort de cette ville. Le chef de cette troupe répondit par des coups de canon à la sommation qui lui fut faite de mettre bas les armes ; il fallut attaquer la ville, qui fut emportée de vive force. Les insurgés se défendirent avec résolution, et perdirent beaucoup de monde, ainsi que toute leur artillerie; dans cette affaire, les Français firent 6 à 700 prisonniers. Le directeur de l'école, don Miguel de Cevallos, et ses élèves parvinrent seuls à s'enfuir.

Le général Lasalle partit directement de Burgos le 5 juin avec quelques escadrons de chasseurs, et se porta sur Torquemada, point de rassemblement de 6,000 insurgés environ de la Vieille-Castille. La résistance de ceux-ci fut vive et opiniâtre; ils ne prirent la fuite qu'après avoir laissé plus de 1,200 des leurs sur le champ de bataille. Cette action avait été une véritable boucherie. Les chasseurs français étaient fatigués d'avoir sabré des furieux, que la mort de leurs camarades tombant sous les premiers coups animait encore davantage. Les Espagnols, dans leur retraite, incendièrent le village de Torquemada.

Le général Lasalle marcha ensuite sur Palencia, déjà abandonné par les insurgés. A l'approche des troupes françaises, une députation, conduite par l'évêque, vint offrir la soumission

de la ville. Après avoir fait désarmer les habitants de tout ce canton, Lasalle vint joindre à Dueñas une colonne d'infanterie commandée par le général Merle, pour marcher avec elle sur Valladolid. Cette dernière ville, une des plus considérables de la Vieille-Castille, était en pleine insurrection ; un corps espagnol commandé par le général Cuesta avait pris position à Cabezon, village à trois lieues en avant de Valladolid, sur la route de Palencia, avec six pièces de canon, et au nombre de 7,000 hommes, en partie de troupes de ligne.

Le 12 au matin, le général Merle fit avancer au pas de charge trois bataillons, commandés par le général Sabathier, pour attaquer de front, tandis que, avec le reste de sa colonne, il cherchait à couper la retraite aux Espagnols du côté de Valladolid ; le général Lasalle soutint avec sa cavalerie l'attaque du général Sabathier. L'action ne dura pas longtemps ; l'ennemi, culbuté presqu'au premier choc, se dispersa de toutes parts, abandonnant ses six pièces de canon, et jetant ses fusils, dont on ramassa près de quatre mille ; les chasseurs à cheval s'attachèrent à la poursuite des fuyards et en sabrèrent un bon nombre. Les insurgés perdirent un millier des leurs, tués sur le champ de bataille ou dans la retraite. Les Français entrèrent dans Valladolid, et le général Lasalle, cédant aux supplications de l'évêque et de son clergé, accorda un pardon général aux habitants, qu'il se contenta de faire désarmer. Une députation du conseil municipal (*ayuntamiento*) se rendit à Bayonne auprès du roi Joseph, qui était alors dans cette ville, pour implorer sa clémence et lui offrir l'hommage de la fidélité de leurs concitoyens.

De Valladolid le général Merle remonta avec sa colonne vers Santander, où se portait dans le même temps le général Ducos avec sa brigade, pour réduire le corps d'insurgés qui s'était organisé dans cette partie de la province, appelée la Montaña, que défend naturellement la partie orientale de la chaîne des Asturies. L'évêque de Santander s'était mis à la tête du rassemblement que ses prédications avaient formé. Le général Merle atteignit les insurgés au village de Lantuéno, le 21 juin à trois heures du matin, les culbuta et les déposta successivement de tous les endroits où ils tentèrent de se rallier ; il leur

1808. Espagne.

fit bon nombre de prisonniers, et leur enleva deux pièces de 18, qu'ils n'avaient eu le temps de tirer que deux fois à mitraille. De son côté le général Ducos, après avoir attaqué une autre bande à Soncillo et l'avoir mise en déroute, venait de forcer le défilé de la Venta de l'Escudo, position militaire excellente, défendue par 3,000 hommes et quatre pièces de canon, et où 300 hommes de troupes régulières auraient pu se maintenir facilement contre une colonne de 12,000 hommes.

Le 23 juin, les deux généraux Merle et Ducos entrèrent presqu'en même temps dans Santander, le premier par la route de Torre de la Vega, et le second par le chemin de la Venta de l'Escudo. L'évêque, épouvanté, venait de prendre la fuite avec la plupart des prêtres et des moines de la ville. Le général Merle engagea les habitants à imiter la conduite de ceux de Valladolid, en envoyant une députation au roi Joseph pour lui prêter serment de fidélité.

Telles furent les premières opérations du corps d'armée du maréchal Bessières ; en moins d'un mois ces troupes dissipèrent quatre grands rassemblements, enlevèrent une artillerie nombreuse, s'emparèrent de cinquante mille fusils, et soumirent plusieurs provinces.

Tandis que ceci se passait dans la Vieille-Castille et vers les côtes du golfe de Gascogne, le général Duhesme, commandant le corps d'armée dit des Pyrénées-Orientales, se trouvait aux prises avec les insurgés de la province de Catalogne. De tous les généraux français alors employés en Espagne, aucun n'était plus propre que le général Duhesme au genre de guerre qui se préparait dans ce pays, puisqu'il l'avait longtemps faite avec succès dans le royaume de Naples, à l'époque du commandement des généraux Championnet et Macdonald. Ayant appris que l'insurrection qui avait éclaté à Valence à la fin de mai commençait à se propager en Catalogne, il fit marcher la division du général Chabran sur Tarragone, où des symptômes de soulèvements venaient de se manifester, ainsi qu'à Manresa. La première de ces villes rentra dans le devoir à l'approche des Français; mais le général Schwarz, envoyé sur Manresa avec une autre colonne, fut attaqué au pied du Montserrat, auprès du petit village de Bruch, par un rassemblement

1808. Espagne.

de *Somatènes* [1] qu'il ne put parvenir à disperser. Comme le tocsin sonnait dans tout le pays et que les insurgés s'augmentaient à chaque instant, le général Schwarz ne crut pas devoir pousser plus loin et revint sur Barcelone; trouvant tout en armes sur son passage, il fut obligé d'enlever de vive force les petites villes d'Esparraguera et de Martorell, pour pouvoir effectuer son mouvement rétrograde, et rentra le 8 juin à Barcelone, après avoir essuyé des pertes notables.

Le général Duhesme résolut de prévenir les suites d'une levée aussi inquiétante en marchant lui-même sur la principale masse des insurgés, qui s'était avancée sur le Llobregat, à quelque distance de Barcelone, et s'y était retranchée. En conséquence il se mit à la tête de quatre bataillons d'infanterie et de deux régiments de cavalerie napolitains, qui faisaient partie de son corps d'armée, et força, le 10 juin, le passage du Llobregat. Les retranchements, l'artillerie des insurgés, tout fut emporté de vive force; l'ennemi, dispersé, fut poursuivi jusque dans les montagnes; les villages de San-Boy et de Molinos del Rey furent livrés au pillage.

Le général Chabran, après avoir rétabli le 7 juin la tranquillité dans Tarragone, revenait le 9 sur Barcelone, lorsqu'il trouva le village d'Arbos occupé par une partie des révoltés que le général Duhesme venait de battre sur le Llobregat; hommes, femmes, enfants, vieillards avaient pris les armes pour se joindre à eux. Le général Chabran fut obligé de mettre le feu au village pour en chasser ce rassemblement, qui s'obstinait à lui refuser passage. Un grand nombre périrent dans cet incendie; le reste chercha son salut dans les montagnes. Poursuivant sa marche, Chabran arriva à Villafranca de Panadès, qu'il brûla pour venger l'assassinat du général espagnol Toda, dont nous avons parlé.

Le colonel du 1er régiment de ligne napolitain, Pégot, enveloppa, le 11 juin, un fort détachement d'insurgés dans l'ermitage de Moncada, et, sur son refus de se rendre, le passa au fil de l'épée.

[1] Le *Somaten* est connu de temps immémorial en Catalogne; il consiste dans l'obligation pour tous les hommes en état de porter les armes d'accourir au son de la cloche municipale.

1808. Espagne.

Les insurges, battus sur le Llobregat, se rallièrent bientôt et se portèrent du côté du Bezos, autre rivière à l'est de Barcelone. Le général Duhesme les fit attaquer dans leur position retranchée de Mongat par la division italienne; le château de Mongat fut pris d'assaut par le régiment du colonel Pégot, et quinze pièces de canon restèrent au pouvoir des vainqueurs. Le 17, la petite ville de Mataro subit le même sort.

Le 18, le général en chef força les défilés de Santo-Paolo de Mar, dispersa un corps considérable de Catalans qui les défendaient, et s'empara encore de douze pièces d'artillerie.

On voit, par ces détails, que toute la Catalogne était soulevée; les troupes de ligne espagnoles avaient pris parti pour les insurgés, et les places où il n'y avait point de garnison française avaient fermé leurs portes; Gironne (*Gerona*) était de ce nombre; don Julien Bolivar y remplissait les fonctions de gouverneur de la place. Le général Duhesme arriva devant cette ville le 20 juin. Après avoir, par une fausse attaque sur la ville haute, attiré l'attention de l'ennemi de ce côté, les troupes italiennes et napolitaines s'avancèrent avec intrépidité jusque dans les fossés de la ville basse pour tenter l'escalade. Quelques braves, à la tête desquels se trouvaient le capitaine du génie Lafaille, le lieutenant de cuirassiers Pouilly et le chef de bataillon napolitain Ambrosio, parvinrent sur le rempart en appliquant des échelles contre la muraille; mais les Espagnols s'étant portés en force sur ce point, le général Duhesme, qui ne voulait pas sacrifier inutilement cette poignée d'hommes, leur envoya l'ordre de se retirer.

Gironne ne pouvait plus être enlevé par un coup de main, et le général français, n'ayant point réuni les moyens nécessaires pour en commencer le siége régulier, reprit le 21 le chemin de Barcelone, où de nouveaux rassemblements sur le Llobregat réclamaient sa présence et ses dispositions.

Pendant ces dernières opérations, l'insurrection avait également éclaté en Navarre et dans l'Aragon; le général Lefebvre-Desnouettes, qui se trouvait à Pampelune avec les chevau-légers polonais et le 1er régiment de la Vistule, marcha le 7 juin, par l'ordre du maréchal Bessières, sur Tudéla, où un rassemblement de 4,000 hommes, venu de Saragosse sous les ordres

du marquis de Lazan, frère du général Palafox, avait pris position. Aussitôt dispersés qu'attaqués, les Espagnols perdirent 450 hommes et six pièces de canon. Ils avaient brûlé, en se retirant, le pont sur l'Ebre; le général Lefebvre le fit rétablir pour marcher sur Mallen, où il trouva, avec les débris de la bande qu'il venait de culbuter, un renfort envoyé de Saragosse au secours des vaincus. Une seule charge des chevau-légers polonais suffit pour mettre en fuite les Espagnols, qui abandonnèrent encore dans cette affaire cinq pièces de canon. La colonne du général Lefebvre balaya ainsi la route de Tudéla à Saragosse jusqu'aux faubourgs de cette dernière ville. Divers engagements eurent lieu, entre autres à Alagon, le 14; partout les Espagnols furent battus et se virent enlever leurs canons. Le général Palafox, qui les commandait en personne, rentra plus tard dans Saragosse avec 250 hommes qui lui restaient du nombreux détachement à la tête duquel il était sorti de cette ville le 14, pour venger la défaite de son frère.

Tout le royaume de Valence était en armes. La junte n'avait rien négligé de tout ce qui pouvait donner une attitude formidable à l'insurrection; elle avait formé des régiments, leur avait donné des armes et des uniformes, et les faisait exercer journellement aux manœuvres et aux évolutions des troupes de ligne. On se rappelle qu'elle avait dirigé sur Almansa un corps de 15,000 hommes, sous les ordres du comte de Cervellon, auquel s'était réuni, de Murcie, don Pédro Gonzalez de Llamas, et qu'un corps de 8,000 hommes, commandé par don Pédro Adorno, avait pris position aux défilés de las Cabrillas.

Le grand-duc de Berg, voulant réprimer l'insurrection qui se propageait autour de lui, dirigea sur Valence le corps d'armée du maréchal Moncey. Le maréchal, à la tête de 8,000 hommes de troupes françaises, s'étant mis en mouvement de la province de Tolède, où ces troupes étaient cantonnées, s'avança, par la province de Cuenca, sur las Cabrillas, que le maréchal de camp Adorno gardait, avec quatre pièces d'artillerie, à la tête du pont de la rivière de Cabriel et à l'entrée du défilé. Le pont fut forcé et enlevé à la baïonnette; les Espagnols perdirent leurs canons et ne purent tenir dans le défilé. Un bataillon suisse et quelques gardes wallones abandonnèrent les vaincus et pas-

sèrent du côté des Français. L'avant-garde ennemie se replia sur un autre corps d'environ 3,000 hommes, posté en arrière du village de Siète-Aguas, dans le royaume de Valence, à huit lieues et sur la grande route de la ville capitale de ce nom; cette position, déjà très-forte de sa nature, avait été soigneusement retranchée, et les insurgés semblaient y défier l'attaque de leurs adversaires. Le maréchal Moncey, triomphant de ces obstacles, chassa les Espagnols de mamelon en mamelon, et finit par les mettre dans une déroute complète, avec perte de 600 hommes, de douze pièces de canon, de leurs munitions et de leurs bagages. L'armée française continua sa marche sur Valence, suivant la retraite des troupes battues; celles-ci vinrent se réunir au gros des leurs, que le général Caro, accouru en toute hâte d'Almansa, avait mis en position à une lieue et demie en avant de Valence, derrière un canal, et défendant, avec une batterie de cinq pièces de canon, le pont jeté sur le Guadalaviar, qui traverse la grande route au bourg de Cuarte; les Espagnols avaient même coupé ce pont, pour plus de sûreté. Le 27, le maréchal Moncey fit avancer son artillerie, qui démonta les pièces ennemies; ayant ensuite formé plusieurs colonnes d'attaque, il les dirigea sur différents points de la ligne espagnole, qui fut forcée partout. La batterie fut enlevée; les troupes du général Caro, dispersées, ne purent se rallier, et le pont, rétabli pendant la nuit, permit au maréchal Moncey de se porter, le lendemain 28 juin, à une demi-lieue de Valence. Là il écrivit au capitaine général, comte de la Conquista, pour le sommer de rendre la place; mais le peuple ameuté força la junte à répondre négativement. L'attaque de cette ville présentait de grandes difficultés. Défendue par une population fanatisée, qui venait de jurer de mettre le feu à ses maisons plutôt que de se rendre aux Français, Valence était, en outre de ses murailles, couverte par une grande quantité de canaux qui coupent la campagne en divers sens. Les faubourgs, qui s'étendent jusqu'aux portes de la ville, avaient été retranchés. Le maréchal Moncey, après avoir reconnu lui-même ces dehors, en ordonna l'attaque. Tous les obstacles furent franchis, les faubourgs enlevés et jonchés de morts. Vingt pièces de canon tombèrent au pouvoir des Fran-

çais; mais les remparts, entourés de fossés pleins d'eau, étaient à l'abri d'un coup de main. Le maréchal, obligé d'attendre l'arrivée de quelques pièces de grosse artillerie, fit prendre position à ses troupes dans les faubourgs et autour de la place.

Deux jours après il fut informé qu'un rassemblement de 5 à 6,000 insurgés se montrait sur la rive droite du Jucar, dans l'intention de faire une diversion en faveur de ceux de Valence. Le maréchal marcha aussitôt dans cette direction, et rencontra l'ennemi retranché sur des hauteurs. Il le culbuta, et le mena battant jusqu'au col d'Almansa, sur la frontière du royaume de Murcie. Les Espagnols furent encore forcés dans cette position le 3 juillet, et éprouvèrent une perte très-considérable. Cette expédition ayant procuré à l'armée française les pièces d'artillerie dont elle avait besoin pour attaquer Valence, le maréchal se disposait à marcher de nouveau sur cette place; mais il en fut empêché par les événements arrivés à cette époque en Andalousie, et que nous allons rapporter bientôt. Au reste, la courte campagne qu'il venait de faire n'avait pas été sans gloire: les Espagnols avaient perdu près de 5,000 hommes, cinquante canons et trois drapeaux.

Au milieu de ces divers mouvements des troupes françaises, la province de Cuenca, n'étant point occupée par ces dernières, offrait un développement facile aux menées insurrectionnelles. La populace de Cuenca assassina un officier et plusieurs soldats français qui passaient en détachement par cette ville. Le général de brigade Caulaincourt jeune, ayant reçu l'ordre d'aller punir cet attentat, partit de Tarancon, et arriva le 3 juillet devant Cuenca; il y trouva 4,000 Espagnols disposés à défendre l'approche de cette ville avec quatre pièces de canon; mais cette démonstration fut de courte durée: la colonne française attaqua immédiatement les insurgés, les culbuta, s'empara de leurs canons, et tua 7 à 800 hommes. Le reste, après avoir jeté ses armes, se sauva dans les montagnes.

Le corps d'armée commandé par le général Dupont, après avoir occupé Valladolid, Zamora et autres villes situées sur la rive droite du Duéro, pendant les premiers mois de l'année 1808, avait reçu, dans le courant d'avril, l'ordre de se diriger

1808. Espagne.

vers Madrid. Il se composait de trois divisions d'infanterie, aux ordres des généraux Barbou, Vedel et Leval, et d'une division de cavalerie, commandée par le général Frésia.

La première division d'infanterie et celle de cavalerie vinrent s'établir à Tolède et dans les environs ; la deuxième fut placée à l'Escurial, et la troisième à Ségovie.

Le général Dupont, qui avait alors son quartier général à Tolède, reçut vers la fin de mai un ordre du grand-duc de Berg, qui lui prescrivait de se mettre en mouvement sur Cadix, avec la première division et la cavalerie du général Frésia. La deuxième division, qui de Ségovie s'était portée sur Aranjuez, vint remplacer la première à Tolède ; la troisième resta à l'Escurial.

Les troupes détachées sur Cadix traversèrent, dans les premiers jours de juin, la province de la Manche et la Sierra-Moréna, sans rencontrer d'obstacles ; mais, à son arrivée à Andujar, sur le Guadalquivir, le général Dupont apprit que toute l'Andalousie était soulevée; qu'une junte, formée à Séville, venait de se déclarer junte suprême de gouvernement pour toute l'Espagne ; que des corps d'insurgés s'organisaient de toutes parts; que toutes les troupes de ligne formant le camp de Saint-Roch, devant Gibraltar, celles qui composaient le corps d'armée du marquis del Socorro (général Solano), récemment de retour du Portugal, enfin tous les régiments de milice des provinces méridionales, étaient réunis et organisés en armée régulière, dont la force s'élevait déjà à plus de 45,000 hommes. Ces nouvelles, dont l'authenticité fut constatée par des reconnaissances envoyées par le général Pryvé, commandant l'avant-garde des troupes du général Dupont, plaçaient celui-ci dans une situation singulièrement difficile. Ses forces, composées de la division Barbou, d'une brigade de deux régiments suisses précédemment au service d'Espagne (Preux et Reding), des deux faibles brigades de cavalerie qui formaient la division du général Frésia, et d'un bataillon de marine de la garde impériale, ne s'élevaient pas au delà de 7,300 hommes. D'après le plan arrêté par le grand-duc de Berg, le général Dupont devait être renforcé en Andalousie par trois autres régiments suisses au service d'Espagne, qui se trouvaient dans

cette province; mais ces corps faisaient déjà partie de l'armée insurgée.

Nous avons dit, dans le chapitre précédent, que le général Avril avait été détaché, avec une brigade, de l'armée de Portugal, dans le même but, c'est-à-dire pour se réunir à Cadix aux troupes du général Dupont; mais on a vu que ce détachement, fort de 4,000 hommes environ, retenu par les événements qui eurent lieu à cette époque en Portugal, ne put dépasser la frontière de ce royaume pour suivre sa destination première.

Le général Dupont, tout en rendant compte au grand-duc de Berg des circonstances présentes et de la position critique où il se trouvait, prit cependant la résolution de continuer sa marche et de se porter sur Cordoue. Il venait d'être informé qu'un corps de 3,000 hommes de troupes de ligne avec un rassemblement de paysans, commandé par le général Echavarri, avait pris position au pont d'Alcoléa, pour lui disputer le passage. Les troupes françaises, qui avaient marché jusqu'alors sur plusieurs colonnes pour la facilité des vivres, et comme dans un pays ami, furent réunies à Andujar sur le Guadalquivir, d'où elles partirent le 6 juin pour venir prendre position à el Carpio. Le lendemain, à la pointe du jour, elles se presentèrent devant le pont d'Alcoléa. Le général Echavarri avait fait élever une tête de pont garnie de douze pièces d'artillerie et défendue par la moitié de son monde; le reste était en réserve sur la rive droite du Guadalquivir. La cavalerie espagnole était restée sur la rive gauche de ce fleuve, pour se porter sur le flanc et sur les derrières de l'ennemi dès qu'il aurait commencé son attaque de front.

L'action s'engagea par une forte canonnade et une fusillade de tirailleurs. Le général Dupont fit ensuite former la division Barbou en colonne d'attaque. La brigade du général Pannetier, dont faisait partie le 2e régiment de la garde de Paris, s'avança la première au pas de charge sur les retranchements ennemis, sans répondre au feu meurtrier qui en partait, et, malgré la profondeur du fossé, les Français escaladèrent l'épaulement. Les Espagnols furent culbutés, égorgés dans les ouvrages, poursuivis jusqu'au delà du pont, et les ventas d'Alcoléa res-

1808. Espagne.

tèrent au pouvoir des vainqueurs. Pendant cette attaque, une colonne de cavalerie ennemie ayant paru sur les derrières des troupes françaises, le général Frésia envoya à sa rencontre la brigade de dragons commandée par le général Pryvé; celui-ci chargea vigoureusement cette colonne, la sabra et la mit en fuite.

Maître d'Alcoléa, le général Dupont porta toutes ses troupes sur la rive droite du Guadalquivir, et, confiant la défense de ce passage au bataillon des marins de la garde impériale, il s'avança à la poursuite du corps ennemi qui avait pris position en avant de Cordoue. A l'approche des Français, les Espagnols abandonnèrent leur camp, où l'on trouva des fusils anglais, des munitions et des vivres, et se jetèrent dans la ville, qu'Echavarri abandonna et dont les habitants fermèrent les portes. Le général, voulant éviter aux habitants de Cordoue les suites terribles d'une prise de vive force, fit sommer le corrégidor d'ouvrir les portes, en lui faisant observer que, la ville n'étant défendue que par une simple enceinte en mauvais état, et nullement à l'abri d'un coup de main, toute résistance devenait inutile; le général français donnait en outre l'assurance que les personnes et les propriétés seraient respectées. Les Espagnols répondirent à ces paroles de paix par des coups de fusils; alors l'ordre d'enfoncer la Porte-Neuve à coups de canon fut donné, et les troupes françaises s'élancèrent dans Cordoue au pas de charge, à travers une grêle de balles qui partaient de toutes les maisons. Il fut impossible d'arrêter le premier effet de la fureur et de l'avidité du soldat, à la suite d'un engagement de cette nature; toutefois on parvint à ramener l'ordre peu à peu. Le pillage fut défendu sous peine de mort, des sauvegardes furent données aux couvents, aux églises, aux établissements publics et aux particuliers qui en demandèrent. Le maintien de la police fut confié à des compagnies d'élite, et le général Laplane nommé au commandement supérieur de la ville.

Le général Dupont fit camper ses troupes, une partie en avant de Cordoue, sur la route de Séville, et l'autre en arrière, sur la route de Madrid. Il ne tarda pas à être informé, par des rapports qui lui arrivaient de tous les côtés, que les officiers et soldats français voyageant isolément étaient égorgés sur ses

derrières par des paysans espagnols, qui se portaient jusque dans les hôpitaux des villes pour y massacrer impitoyablement les blessés et les malades; que tous les courriers éprouvaient le même sort, et que ses communications avec Madrid étaient entièrement interceptées. Il apprenait en même temps que la junte suprême de Séville, loin de se laisser abattre par la défaite des troupes commandées par le général Echavarri, réorganisait son armée, dont elle venait de confier le commandement en chef au général Castaños, qui se préparait à s'avancer sur Cordoue à la tête de 40,000 hommes.

Ces nouvelles fâcheuses suspendirent la marche du corps d'armée français sur Séville. En effet, le général Dupont, avec les faibles moyens qu'il avait à sa disposition, dut nécessairement renoncer à l'espoir de soumettre ce principal foyer de l'insurrection dans le midi de l'Espagne. Toutefois il attendit pendant dix jours les renforts qu'il avait demandés au grand-duc de Berg par ses rapports précédents. Les Espagnols, enhardis par cette inaction forcée, s'avançaient déjà pour reprendre l'offensive, lorsque le général Dupont prit le parti de quitter Cordoue pour venir s'appuyer au pied des arêtes de la Sierra-Moréna, vers Andujar et Baylen. Ce mouvement rétrograde s'effectua le 16 juin, à sept heures du soir, et le 18 le corps d'armée prit position à Andujar.

Depuis le passage des Français dans cette ville, il s'y était commis des excès déplorables; les insurgés de Jaen s'y étaient portés en masse et avaient massacré le commandant et le détachement que le général Dupont y avait laissés. Les troupes avaient déjà trouvé, au surplus, dans la marche rétrograde qu'elles venaient de faire, les traces récentes de la férocité de leurs adversaires. Un détachement avait été surpris, enveloppé dans le bourg de Montoro, et égorgé avec une barbarie digne des hordes de cannibales. Des bandes de contrebandiers et de paysans, commandées par des officiers de la ligne, infestaient les gorges de la Sierra-Moréna; tous les courriers, officiers en mission, soldats isolés, étaient arrêtés dans ces défilés, et y trouvaient une mort affreuse. Le général René, ancien sous-chef de l'état-major général de l'armée d'Égypte, et qui venait rejoindre le corps du général Dupont, avait été brûlé vif, ainsi que plusieurs autres

1808. Espagne.

officiers d'état-major, près de la Caroline. Plus de 400 malades déposés dans les hôpitaux ou dans des ambulances sur la grande route d'Andalousie, à travers la Sierra-Moréna, avaient été également massacrés.

Deux jours après le retour de ses troupes à Andujar, le général Dupont fit un détachement de 5 à 600 hommes d'infanterie et de cavalerie, dont il confia le commandement au capitaine de frégate Baste, second chef du bataillon des marins de la garde, qu'il dirigea sur Jaen dans le double but de punir cette ville insurgée et de se procurer des vivres dont le corps d'armée commençait à manquer, les communications étant interceptées.

Le capitaine Baste s'acquitta de sa mission avec autant de bravoure et d'intelligence que de succès; il battit et dispersa les insurgés, soumit la ville de Jaen et rentra à Andujar avec un convoi de vivres. Quelques jours après, ce même officier se porta avec un nouveau détachement dans la Sierra-Moréna, afin de chasser les rebelles de la Caroline et de favoriser les opérations du général Vedel, qui était en marche avec sa division pour se réunir au corps d'armée dont il faisait partie.

A cette époque, le général Dupont reçut enfin des nouvelles du grand quartier général. Murat, étant tombé malade à Madrid, venait d'être provisoirement remplacé dans la direction d'une partie des opérations militaires en Espagne par le général Savary. Cet aide de camp de l'empereur écrivait au général Dupont pour lui accuser réception de ses dernières dépêches, et pour lui annoncer que, sur ses demandes instantes, il s'empressait de lui envoyer des secours, consistant en deux bataillons déjà en route, et la division Vedel (deuxième du corps de Dupont), à laquelle il venait de faire expédier l'ordre de se porter à marches forcées sur la Sierra-Moréna. Savary donnait également avis qu'un convoi de farine et de biscuit ne tarderait pas à suivre la même direction. Cette dernière annonce fut d'autant plus agréable au général Dupont que ses troupes, campées à Andujar, ne recevaient alors que trois ou quatre onces de pain par homme.

Le général Vedel, arrivé le 26 juin devant les gorges de Despeña-Perros, y rencontra un rassemblement de 8,000 hommes

qui voulut lui disputer le passage. La brigade du général Poinsot marcha sur les insurgés, les culbuta, s'empara de leur artillerie, de leurs munitions de guerre et de bouche, et fraya ainsi le chemin au reste de la division, qui vint prendre position au bourg de Baylen, après avoir laissé dans le Sierra-Moréna les postes nécessaires pour entretenir la correspondance avec la Manche.

Sur ces entrefaites, un corps d'insurgés du royaume de Grenade s'étant porté de nouveau sur Jaen après le départ de la colonne commandée par la capitaine Baste, le général Dupont profita de l'arrivée de la division Vedel pour ordonner à ce dernier de diriger une de ses brigades sur ce point. Le général Vedel y envoya la brigade du général Cassagne, qui, partie de Baylen le 1er juillet, arriva le lendemain à Jaen et en chassa les Grenadins. Ceux-ci, revenus à la charge le jour suivant, furent complétement battus avec perte de plus de 500 hommes. Le général Cassagne cita le major Molard et le capitaine Baste comme les officiers qui s'étaient plus particulièrement distingués dans ces deux combats successifs.

On pouvait espérer que ces différentes opérations donneraient de la confiance à des troupes nouvelles, qu'il fallait aguerrir, et qu'elles imposeraient à l'ennemi, qu'il était surtout essentiel de contenir en attendant de nouveaux renforts, sans cesse demandés et devenant de jour en jour plus urgents.

Le général Dupont était forcé, d'après ses nouvelles instructions, de tenir la position d'Andujar; il lui était prescrit de ne rien entreprendre d'offensif jusqu'au moment où les places de Valence et de Saragosse seraient réduites, et surtout de ne point repasser la Sierra-Moréna, mouvement rétrograde qui aurait pu déterminer l'insurrection dans la province de la Manche, jusqu'alors contenue, en y attirant, à la suite du corps d'armée, les troupes insurgées de l'Andalousie et du royaume de Grenade.

Pendant le séjour du général Dupont à Cordoue, le soulèvement des habitants de la Sierra-Moréna avait provoqué celui des habitants de la Manche. Ceux de Santa-Cruz-de-Mudéia avaient attaqué, le 5 juin, 400 Français qui se trouvaient dans ce bourg, et les avaient forcés de se retirer sur Valdepeñas, bourg fort riche et célèbre par ses vins. Le général Liger-Belair, ve-

1808. Espagne.

nant de Manzanarès avec 600 chevaux, les rallia au delà de ce bourg, qui leur avait refusé le passage et dont la rue principale avait été barricadée ; mais Liger-Belair, entrant par les rues latérales, força les habitants de capituler, après leur avoir fait éprouver de grandes pertes et avoir fait incendier les maisons des plus récalcitrants. Il se retira ensuite sur Madrilejos. Les détachements des généraux Boize et Liger-Belair, qui s'étaient retirés à Madrilejos à cause de l'insurrection générale de la Manche, se réunirent à la division du général Vedel, lorsque celui-ci entra dans la Manche pour aller renforcer le corps de Dupont.

Cependant l'armée espagnôle d'Andalousie, commandée par le général Castaños, s'était concentrée vers Séville, après les combats d'Alcoléa et de Cordoue. Castaños établit son quartier général à Utréra, et ce fut dans cette ville et à Carmona que se réunirent successivement toutes ses forces, composées de celles qui venaient du camp de Saint-Roch, de Cadix et de Séville, et auxquelles se réunirent celles d'Echavarri, et plus tard celles de Grenade. Cette armée fut répartie en trois divisions et une réserve. L'effectif s'élevait à 28,000 hommes d'infanterie et 2,000 chevaux, dont les deux tiers appartenaient à l'ancienne armée de ligne. La 1re division était commandée par le général suisse Reding, au service d'Espagne, qui avait sous ses ordres les troupes de Grenade ; la 2e par le marquis de Coupigny, et la 3e par don Félix Jones. La réserve était commandée par don Manuel de la Peña. Don Juan de la Cruz était à la tête d'un détachement de 1,000 hommes, formé de quelques compagnies de chasseurs tirés des régiments de ligne, de paysans, et de quelques pelotons de cavalerie. Enfin don Pédro Valdecañas, le même qui, à la tête d'un rassemblement de paysans, de contrebandiers et d'autres ramassis de gens sans aveu, avait cherché à arrêter la division Vedel à Despeña-Perros, comptait aussi dans les rangs de cette armée d'Andalousie; celle-ci atteignit, le 1er juillet, le bourg del Carpis, sur la rive gauche du Guadalquivir. Suivant le plan d'attaque arrêté le 11 juillet à Porcuna par les généraux espagnols, Reding devait traverser le Guadalquivir à Mengibar et marcher sur Baylen. Coupigny devait passer le fleuve à Villanueva et se porter au soutien de Reding. En même temps Castaños, avec




Molino
Despeña Perros
S. Elena
Venta nueva
Linares
Guadalimar
Baeza
Conde
Ximena

la 3e divison et la réserve, marcherait en avant pour attaquer l'ennemi de front, soutenu par les troupes légères de don Juan de la Cruz, qui prendrait position sur les hauteurs de Sementera, après avoir passé le pont de Marmoléjo. Le général Castaños, continuant à remonter le Guadalquivir par la rive gauche, s'était avancé, en présence de la petite armée française, jusque sur les hauteurs qui sont entre cette ville et le village d'Arjonilla. Le 15 juillet, il établit sur deux mamelons des batteries contre la tête de pont que le colonel Dabadie, commandant le génie du corps d'armée, avait élevé sur la rive gauche du Guadalquivir. Cet ouvrage était gardé par quatre compagnies du régiment de la garde de Paris et de la troisième légion, sous le commandement du général de brigade Pannetier. Une compagnie de grenadiers était postée dans une ancienne tour, qui se trouve à l'entrée du pont, et que le colonel Dabadie avait renfermée dans l'ouvrage. Le reste de la première brigade de la division Barbou, bordant la rive droite à la gauche du pont, et la deuxième brigade, aux ordres du général Chabert, s'étendant à droite, formaient la première ligne de défense; le bataillon des marins de la garde, commandé par le capitaine de vaisseau Daugier[1], occupait Andujar; la brigade suisse, sous les ordres des généraux Rouyer et Schramm, était en réserve. La division de cavalerie du général Frésia était formée dans la plaine en arrière de la ville, éclairant par des détachements le cours du Guadalquivir; enfin un détachement de 7 à 800 hommes, sous les ordres du général Lefranc, gardait le pied des montagnes qui dominent Andujar du côté du nord.

Tout en prenant les dispositions qu'on vient de lire, le général Dupont avait envoyé un officier d'état-major au général Vedel, à Baylen, pour le prévenir du mouvement de l'ennemi, et lui demander une de ses brigades, pour renforcer les troupes du camp d'Andujar.

L'attaque des Espagnols commença dès que leurs pièces furent en position, et s'engagea par une canonnade très-vive, mais de peu d'effet, soit que la bonne contenance des troupes françaises et les dispositions prises par le général Dupont im-

[1] Depuis contre-amiral, comte, membre de la chambre des députés, etc.

1808. Espagne.

passassent à l'ennemi, soit (ce qui nous paraît encore plus vraisemblable) que le mouvement de celui-ci ne fût qu'une démonstration pour couvrir une autre attaque dont nous allons parler bientôt. Le général Castaños se borna à cette canonnade et à quelques tirailleries sur les bords du Guadalquivir. Toutefois, pendant ce temps, un corps de 7 à 8,000 insurgés de la Sierra-Moréna, débouchant des montagnes au nord d'Andujar, étant venu attaquer le général Lefranc dans la position que nous avons indiquée plus haut, fut repoussé avec perte, et rejeté dans la Sierra, malgré l'extrême disproportion du détachement français.

A la réception de la dépêche du général Dupont, le général Vedel, au lieu de n'envoyer qu'une brigade comme il en avait l'ordre, s'était mis en marche avec sa division, moins deux bataillons détachés au gué de Mengibar, sur le Guadalquivir, dans la direction de Jaen, aux ordres du général Liger-Belair. Il laissait à Baylen le général Gobert, venu depuis quelques jours de Madrid par la Caroline, avec une colonne de 1,500 hommes, faisant partie de la division sous ses ordres. Savary avait dirigé le général Gobert sur Manzanarès pour faciliter à Dupont le mouvement de retraite qu'il lui ordonnait d'opérer ; mais celui-ci, au lieu d'obéir à cet ordre, avait attiré à lui le général Gobert, qui le joignit après avoir laissé un bataillon à Manzanarès et un autre à Puerto-del-Rey.

La division Vedel arriva à Andujar le 16 juillet, à midi.

Nous venons de dire que l'attaque des Espagnols sur ce dernier point avait pour but de couvrir un autre mouvement.

En effet, ce même jour, 16 juillet, pendant que le général Vedel était en marche pour joindre le général Dupont, et que Castaños renouvelait sa canonnade et sa démonstration de la veille sur Andujar, Reding, tout en menaçant le poste de Mengibar, traverse le Guadalquivir à quatre heures du matin, avec sa division, à une demi-lieue plus loin, au gué nommé *del Rincon*, attaque le général Liger-Belair à Mengibar et culbute les deux bataillons français, qui se retirent en toute hâte sur Baylen. Le général Gobert venait de sortir de ce bourg, à la première nouvelle de l'attaque ennemie, et s'avançait avec vivacité pour soutenir le général Belair, avec deux bataillons d'infanterie et un régiment provisoire de cuirassiers.

Route de Villarcayo

Route de Reynosa

ESPINOSA
de los Monteros

Route de Sant-Ander

BATA
D'ESP
LOS MO

Le combat se renouvela entre le Guadalquivir et Baylen. Les cuirassiers français firent des charges très-heureuses, qui arrêtèrent d'abord les Espagnols, et peut-être l'avantage eût-il été complet, sans la blessure que reçut le général Gobert. Frappé d'une balle à la tête au moment où il imprimait à ses troupes un nouvel élan, il fut oblige de quitter le champ de bataille pour être transporté à Baylen, où il mourut le lendemain. Le général de brigade Dufour, qui prit alors le commandement, ramena les troupes dans une position en avant de Baylen, afin de couvrir ce point important; mais Reding s'était arrêté, et repassa le fleuve, le soir, pour attendre Coupigny qui devait le renforcer.

Par une déplorable fatalité, Dufour, ne se voyant point suivi par les Espagnols, se persuada que l'ennemi manœuvrait par sa droite, pour le tourner en prenant le chemin de Linarès, et, dans cette croyance, qui lui fut suggérée par de faux avis, il abandonna la position qu'il venait de prendre et se retira au village de Guarroman, à trois lieues de Baylen; mais ne se trouvant pas encore en sûreté et craignant que les bandes de Valdecañas ne se fussent emparées des passages des montagnes, il poussa jusqu'à la Caroline, et même au delà.

Pendant que ceci se passait à la gauche du général Dupont, le général Castaños faisait, ainsi que nous l'avons dit, une nouvelle démonstration sur Andujar. Une colonne, forte d'environ 10,000 hommes, descendit des hauteurs sur la rive gauche du Guadalquivir, et parut vouloir forcer le passage de ce fleuve, au-dessus de la ville; mais quelques coups de canon tirés de la rive droite suffirent pour arrêter ce mouvement. La colonne ennemie prit ensuite une nouvelle direction en remontant le fleuve, comme pour se porter vers Mengibar.

Le général Dupont avait vu avec surprise et mécontentement l'arrivée de la division Vedel à Andujar, lorsqu'il ne demandait à ce général qu'un renfort de quelques bataillons; l'échec que venait d'éprouver le général Liger-Belair au gué de Mengibar lui fit remarquer, avec plus d'amertume encore, les suites fâcheuses d'un mouvement aussi intempestif. En conséquence, il donna l'ordre au général Vedel de se reporter sur-le-champ à Baylen, de repousser l'ennemi, et, après avoir mis ce poste en sûreté, de revenir sur Andujar. Son intention était de pro-

1808. Espagne. fiter de la séparation de l'armée ennemie en deux parties pour tomber avec le gros de ses forces sur celle qui était devant Andujar, la rejeter sur Cordoue ou sur Montilla, et accourir ensuite combattre la seconde, en tâchant de l'éloigner de plus en plus jusque sur les confins du royaume de Grenade. Le général Vedel se remit en marche le 16 dans la soirée. Arrivé le lendemain à Baylen, il trouva ce bourg évacué par le général Dufour, qui venait de se porter, comme nous l'avons dit plus haut, sur la Caroline. Vedel, sans s'assurer de la position de l'ennemi, crut devoir suivre la direction qu'avaient prise les troupes du général Gobert, et laissa ainsi, par la plus inconcevable imprévoyance, la faculté à l'ennemi de s'établir dans ce même poste de Baylen, si essentiel à conserver, et de couper, par conséquent, les communications du général Dupont. Cette faute grave, que le général Vedel ne pouvait pas même excuser en alléguant le mouvement précipité du général Dufour sur la Caroline, donna aux Espagnols un avantage dont ils se hâtèrent de profiter. Le corps de Reding, qui avait chassé le général Liger-Belair du gué de Mengibar, repassa de nouveau le fleuve dans l'après-midi du 17, et ayant opéré, le lendemain, sa jonction avec la division du marquis de Coupigny, ils occupèrent ensemble Baylen, le même jour, et se mirent sur-le-champ en marche pour enfermer Dupont entre leurs divisions et celles de Castaños qui occupaient les hauteurs.

Informé de la marche des généraux Dufour et Vedel sur la Caroline, le général Dupont prévit les funestes résultats de ce faux mouvement. Déjà, dans la matinée du 17, il avait conçu de vives inquiétudes sur la destination de la colonne qui avait longé le Guadalquivir dans la direction de Mengibar, et il avait ordonné au général Frésia d'envoyer une forte reconnaissance de cavalerie sur ce point. Le major Bessart, commandant le 2ᵉ régiment provisoire de dragons, fut chargé de cette exploration, et fit le rapport qu'il avait trouvé les Espagnols bivouaqués sur une hauteur près du village de Villanueva; que, s'étant approché assez près de cette position, on lui avait tiré quelques coups de canon, à la suite desquels l'ennemi s'était formé en bataille; qu'alors il avait pu compter ses forces, qu'il évaluait à 9 ou 10,000 hommes. Le général Dupont, ne dou-

tant plus du projet des Espagnols, et reconnaissant l'urgence d'arriver à Baylen avant eux, donna l'ordre aux troupes qu'il avait avec lui de se tenir prêtes à partir le soir même.

Toutefois, par des motifs que nous ne cherchons pas à apprécier, et que l'ennemi a attribués, vraisemblablement à tort, au désir de sauver l'immense bagage provenant du sac de Cordoue et de Jaen, ce mouvement fut retardé par le général lui-même. Les troupes passèrent la nuit du 17 au 18 dans leur camp d'Andujar. La matinée du lendemain fut employée à observer l'ennemi, dont on vit les positions se dégarnir successivement. Dans l'après-midi, l'ordre de départ fut renouvelé, et le camp d'Andujar définitivement levé. Les troupes se mirent en marche un peu avant la nuit, et arrivèrent le 19, à la pointe du jour, sur les bords de la petite rivière de Rumblar, à trois quarts de lieue de Baylen. Les avant-postes de Reding étaient déjà établis sur la rive gauche, et défendaient le pont qui est sur la grande route. Le général Dupré, dont la brigade de cavalerie légère formait l'avant-garde française, ne balança point à charger ce qui se trouvait devant lui, et il enleva d'abord trois pièces de canon; mais, n'étant point encore soutenu par le gros des troupes, et les Espagnols s'avançant sur lui en force, il fut obligé d'abandonner ces pièces pour attendre l'infanterie, qui ne tarda point à le joindre.

Le général Dupont marchait avec 2,600 combattants et le général Barbou commandait la colonne d'arrière-garde. Dans la position où se trouvait le corps d'armée français, il n'y avait pas à délibérer : il fallait attaquer sur-le-camp les troupes nombreuses qui se développaient devant Baylen. C'était l'élite de l'armée espagnole, au nombre de 15 à 16,000 hommes, commandée par les généraux Reding et Coupigny. Le général Dupont, ayant fait former sur-le-champ la brigade du général Chabert, composée de la quatrième légion, aux ordres du major Teulet, et d'un bataillon suisse, aux ordres du colonel Freuler, lui donna l'ordre de marcher sur l'ennemi. Ce mouvement fut soutenu par la brigade suisse, ci-devant au service d'Espagne, formée, comme nous l'avons déjà dit, des régiments de Preux et de Reding n° 2. Le général Barbou avec son autre brigade (celle du général Pannetier) prit position sur les hau-

1808.
Espagne.

teurs qui dominent le pont pour en défendre le passage contre les troupes qui pourraient venir d'Andujar. Le bataillon des marins de la garde fut placé en réserve, et la cavalerie disposée selon la nature du terrain, difficile pour l'emploi de cette arme, étant coupé par des ravins et planté d'oliviers.

Le général Chabert ayant abordé l'ennemi gagna d'abord du terrain; mais le général Reding, étendant de plus en plus son front, débordait la droite des Français, et menaçait de les faire attaquer en flanc par deux bataillons qui venaient de couronner une colline élevée et couverte d'oliviers. Le général Dupont ordonna au général Pryvé de se porter sur ce point avec sa brigade de dragons, de charger l'ennemi et de le déposter. Pour atteindre ce but, le général Pryvé avait à traverser un terrain garni de broussailles, et qui ne permettait aucun ordre de bataille; il fait avancer en tirailleurs le 1er régiment provisoire de dragons, et marche ensuite avec le 2e, tandis qu'un escadron de cuirassiers se porte en colonne sur son flanc droit, à la hauteur des tirailleurs. La brigade française arrive dans cet ordre au pied de la colline, dont elle gagne bientôt le sommet. Le général fait sonner la charge; le 1er régiment de dragons et l'escadron de cuirassiers s'élancent sur les deux bataillons ennemis, les enfoncent et sabrent tous ceux qui ne cherchent pas leur salut dans la fuite. Cette charge était conduite par le major Baron, commandant le 1er régiment provisoire de dragons, et le chef d'escadron Verneret, des cuirassiers, qui déployèrent en cette occasion autant de bravoure que d'intelligence. Le sous-lieutenant de cuirassiers Castait enleva le drapeau de l'un des bataillons espagnols. Le général Pryvé, ne pouvant pas rester dans la position dont il venait de s'emparer, à cause du feu violent auquel il se trouvait exposé, ramena sa brigade sur le terrain d'où elle était partie; mais à peine eut-il évacué la hauteur que deux autres bataillons vinrent prendre la place des premiers. Le général Dupont ordonna aussitôt une seconde charge, qui fut exécutée de la même manière et avec un égal succès. L'ennemi, enfoncé de nouveau, fut sabré et dispersé, et perdit, comme la première fois, un drapeau qui fut pris par le lieutenant de dragons Ancelin, après que ce brave eut tué l'officier qui le portait et quelques soldats qui

l'entouraient. La brigade française ayant repris sa première position, par le motif que nous avons exposé plus haut, le général Pryvé fit présenter au général Dupont les trophées que sa digne troupe venait de conquérir ; celui-ci ordonna que les deux drapeaux fussent portés de suite sur le front de l'infanterie, pour exciter l'ardeur et l'émulation des autres corps. En effet, à la vue de ces enseignes espagnoles, les officiers et les soldats témoignèrent leur enthousiasme par des cris de *vive l'Empereur!* Toutefois la ligne française ne faisait plus de progrès ; si le feu de son artillerie et de sa mousqueterie causait quelques ravages dans les rangs espagnols, ceux-ci se resserraient aussitôt et présentaient toujours un front menaçant, garni d'une artillerie supérieure en nombre et en calibre de pièces. La position de l'ennemi lui donnait de grands avantages, et sa ligne était formée de ses meilleures troupes régulières ; celles du camp de Saint-Roch et de la garnison de Cadix s'y trouvaient réunies. Trois fois le général Dupont ordonna une charge générale à la baïonnette, où tous les bataillons, et notamment celui des intrépides marins de la garde impériale, montrèrent la plus grande résolution, et trois fois cette tentative fut sans succès. Déjà ces charges de front, tant de fois réitérés et dans lesquelles persistait le général Dupont, avaient considérablement éclairci la ligne française. C'est alors que le général Dupré, à la tête de ses chasseurs, s'élance à travers les intervalles de la première ligne ennemie, et arrive sur une seconde ligne, où, accueilli par un feu dévorant d'artillerie et de mousqueterie, il tombe frappé d'un biscaïen.

Déjà la moitié de la journée s'était écoulée, et le combat durait depuis trois heures du matin; le découragement commençait à s'introduire parmi les troupes françaises, exténuées d'ailleurs de fatigue et de faim, et accablées sous le poids d'une chaleur excessive. Le général Dupont perdit l'espoir de percer les lignes redoutables qu'il avait devant lui, et, par conséquent d'échapper au corps ennemi qui venait sur ses derrières par Andujar. Jusqu'alors il s'était attendu à ce que le général Vedel, revenant sur ses pas au bruit du canon de la bataille, attaquerait les derrières du général Reding, et faciliterait, par cette diversion, un dernier effort pour ouvrir le passage

1808. Espagne.

de Baylen; mais, au moment dont nous parlons, la brigade suisse, ci-devant au service d'Espagne, et qui d'abord avait combattu avec courage, était passée presque tout entière du côté de l'ennemi, malgré tous les efforts des généraux Rouyer et Schramm pour la retenir; ce dernier général venait d'être blessé. Cet exemple gagnait le bataillon du colonel Freuler; plus d'un tiers des autres troupes en ligne était hors de combat, et ce qui restait, à l'exception peut-être de la cavalerie, encouragée par le succès qu'elle venait d'obtenir, n'avait plus cette force morale qui détermine le guerrier à vaincre ou à mourir les armes à la main.

Dans cette situation désespérée, le général Dupont, cédant trop facilement à l'abattement général, prit la résolution d'entrer en pourparlers avec l'ennemi, pour obtenir une suspension d'armes et négocier un arrangement qui, s'il ne sauvait pas l'honneur de ses troupes et sa propre réputation, épargnerait du moins aux soldats l'humiliation de mettre bas les armes sur le champ de bataille.

Parmi les officiers qui étaient alors auprès du général Dupont se trouvaient le lieutenant général Marescot et l'officier d'ordonnance Villoutreys, écuyer de l'empereur. Le premier, chargé par Napoléon de la mission assez bizarre d'inspecter les fortifications de Cadix et les côtes méridionales de l'Espagne, était venu joindre le corps d'armée d'Andalousie, et suivait le quartier général, ayant attendu jusqu'à ce jour l'occasion de remplir les intentions de l'empereur. L'écuyer Villoutreys avait apporté des dépêches au général Dupont, et ce fut lui que ce commandant en chef envoya en parlementaire au général Reding. Cette première démarche du général Dupont suspendit d'abord le feu des Espagnols, et bientôt il fut convenu que les hostilités cesseraient provisoirement de part et d'autre, les deux armées conservant leurs positions respectives.

Pendant que les généraux du corps d'armée français gardaient le silence sur une détermination aussi affligeante de la part de leur chef, parce qu'ils la croyaient sans doute inévitable, un d'entre eux, dont la brigade de cavalerie, quoique composée en grande partie d'hommes de nouvelle levée, avait combattu avec gloire depuis le commencement de l'action, le

général Pryvé, se rend auprès du général Dupont; il lui représente que rien n'est encore désespéré et qu'il est un moyen de s'ouvrir un passage; qu'il faut d'abord abandonner toute espèce de voitures qui pourraient entraver la marche des troupes, et à la garde ou défense desquelles sont employés dans ce moment plus de 1,500 hommes, qui deviennent alors disponibles pour le combat; réunir ensuite toute l'infanterie devant l'aile droite de l'ennemi, et la faire marcher en plusieurs colonnes d'attaque sur cette aile, en flanquant leur gauche par la cavalerie. Le général Pryvé ajoute : que les Espagnols, en raison de leur position actuelle, ne pourront pas résister à cet effort, surtout lorsqu'ils verront leur aile droite débordée par la cavalerie française, qui la prendra en flanc; que, cette droite ainsi culbutée, les troupes françaises continueront leur marche en avant et par échelons, toujours en combattant, et parviendront sans doute à donner la main au général Vedel, qui ne peut pas être très-éloigné de Baylen; que les dispositions pour cette attaque sont d'autant plus faciles à faire qu'elles seront masquées par le bois qui se trouve entre la gauche des Espagnols et la droite des Français, accident qui empêchera les Espagnols d'apercevoir les mouvements de la formation des premières colonnes. « Le général Dupont, absorbé dans les plus pénibles réflexions, dit la relation où nous avons puisé les détails qu'on vient de lire, ne répondit rien à ces judicieuses observations, et le général Pryvé rejoignit sa brigade. »

Sur ces entrefaites (vers trois heures après midi), le général Barbou, placé, comme on l'a vu plus haut, en arrière-garde, pour défendre le passage du pont et de la rivière de Rumblar, vit arriver sur lui la partie de l'armée espagnole que les Français avaient laissée sur les hauteurs vis-à-vis d'Andujar. Aussitôt que le général Castaños s'était aperçu du départ du général Dupont, il avait envoyé le général don Manuel de la Peña pour suivre le mouvement de celui-ci. Le général Barbou se hâta d'envoyer un officier au devant du général ennemi, pour le prévenir de la suspension d'armes arrêtée entre le commandant en chef français et le général Reding.

Nous allons rapporter maintenant ce qui se qui se passait de l'autre côté de Baylen.

1808. Espagne.

Le général Vedel était arrivé le 17 juillet, dans la soirée, à la Caroline, et il y resta le 18, pour bien s'assurer que l'ennemi n'effectuait point le mouvement qu'avait paru craindre le général Dufour. Le 19 au matin, ayant entendu tirer le canon dans la direction de Baylen, Vedel ne douta point que le général Dupont ne fût aux prises avec le corps espagnol qu'il avait supposé manœuvrant sur la Caroline, et il se mit en marche pour arriver sur le champ de bataille, dont il n'était éloigné que de quatre lieues. Mais ce mouvement ne se fit point avec la promptitude qu'exigaient les circonstances. Nous avons dit que la chaleur du jour était excessive ; le général Vedel crut devoir faire reposer quelque temps sa division près du village de Guarroman, à trois lieues de Baylen. Ayant ensuite continué sa marche, il arriva devant Baylen à quatre heures après midi, et se trouva en présence des troupes du général Reding. Celles-ci, sur la foi de l'armistice, prenaient en ce moment un repos dont elles n'avaient pas moins besoin que les troupes françaises. Attaquées à l'improviste, elles perdent en un moment deux pièces de canon, et la division fait 800 prisonniers. Le général Reding, effrayé des conséquences d'un pareil incident, se hâte de faire prévenir le général Vedel qu'une suspension d'armes existe entre les troupes espagnoles et le général Dupont, et il réclame l'intervention de ce dernier pour faire cesser l'attaque de son lieutenant. L'explication a bientôt lieu, et le général Vedel prend position au-dessus de Baylen.

Ainsi, par un concours bien remarquable de circonstances bizarres, une partie des deux armées française et espagnole, séparées sur le même champ de bataille, s'y trouvait enfermée par ses adversaires : le général Dupont était placé entre les troupes du général la Peña et celles du général Reding, et ce dernier entre le général Dupont et le général Vedel. Dans cette position des deux armées, et malgré l'infériorité numérique des troupes françaises, il est permis de croire que l'avantage eût été au mois longtemps disputé par celles-ci, si le général Dupont ne se fût pas si fort pressé de demander au général Reding une suspension d'armes, ou si le général Vedel eût mis plus de célérité dans sa marche sur Baylen.

Quoi qu'il en soit, le mal était fait, et les Espagnols en pro-

fitèrent avec latitude. Les pourpalers continuaient depuis midi, au quartier général de Reding, et l'on ne tombait d'accord sur aucun article ; enfin, dans la soirée, les généraux espagnols firent dire au général Dupont qu'ils ne pouvaient rien conclure touchant une capitulation sans l'aveu de leur commandant en chef. Cette observation, un peu tardive, décida le général Dupont à envoyer les généraux Marescot et Chabert au grand quartier général espagnol, à Andujar, pour traiter directement avec le général Castaños.

Nous devons expliquer comment le général Marescot, étranger, pour ainsi dire, au corps d'armé du général Dupont, se trouvait immiscé dans la négociation qui allait avoir lieu.

Après la paix conclue entre la France et l'Espagne en 1795, le comité de salut public avait chargé le général Marescot de faire la remise du territoire conquis par l'armée française dans la dernière campagne, et de régler, conjointement avec les commissaires nommés par le roi Charles IV, les limites des deux États.

L'habile ingénieur français, dont la réputation avait depuis deux ans franchi les Pyrénées, fut plus particulièrement accueilli et fêté par le général Castaños, l'un des commissaires espagnols, et il s'établit entre ces deux officiers une liaison d'amitié qui ne se borna point à la durée de leur mission temporaire.

Dans la conjoncture présente, le général Marescot pensa qu'en offrant sa médiation auprès d'un homme qui n'avait point sans doute oublié ses relations précédentes avec lui, malgré la la position hostile des deux nations, il pourrait servir les intérêts du corps d'armée, et obtenir de son ancien ami des conditions moins fâcheuses que celles que faisaient craindre l'animosité des Espagnols et les tergiversations des généraux Reding et la Peña, avec lesquels on venait de s'aboucher en premier lieu.

Il fit donc la proposition d'accompagner à Andujar l'officier chargé de négocier la capitulation des troupes françaises ; mais il ne voulut être investi d'aucun caractère officiel à ce sujet, se bornant au rôle de témoin, et, pour ainsi dire, d'arbitre officieux.

1808. Espagne.

Cependant une grande agitation s'était manifestée dans le camp de la division Vedel ; ces troupes, qui venaient de battre les Espagnols devant Baylen, arrêtées tout à coup dans leur élan victorieux par la nouvelle d'une suspension d'armes dont la nécessité ne leur était pas démontrée, et à laquelle leur belle contenance n'aurait certainement pas donné lieu trois heures auparavant ; ces troupes demandaient hautement à se frayer un passage jusqu'au camp du général Dupont, pour délier leurs camarades d'un engagement honteux qu'elles ne voulaient point souscrire. Dans cette situation des choses, le général Vedel réunit, le 20 au matin, ses généraux de brigade et ses officiers supérieurs, et tous furent d'avis de profiter de la bonne disposition des soldats pour attaquer de nouveau l'ennemi ; mais, comme il n'eût pas été convenable d'agir sans l'aveu du général en chef, Vedel le fit prévenir, par quelques officiers envoyés à cet effet, de la résolution qui venait d'être arrêtée. Dupont objecta qu'il n'était plus en son pouvoir de rompre l'armistice, que les négociations pour obtenir une capitulation honorable étaient entamées, et qu'il fallait en attendre l'issue. Sur cette réponse le général Vedel leva son camp dans la soirée, et dirigea aussitôt sa division sur la Caroline.

Les Espagnols ne tardèrent pas à s'apercevoir de ce mouvement, et le général Reding envoya un officier au général Dupont pour lui dire qu'il allait faire passer au fil de l'épée les troupes qu'il tenait bloquées, si la division Vedel ne venait sur le champ reprendre sa première position. Le général Dupont dépêcha l'adjudant commandant Martial Thomas, sous-chef de son état-major, pour arrêter la marche de cette division ; mais, dans l'après-midi du même jour (21 juillet), le général espagnol, impartient de ne pas voir arriver les troupes dont il réclamait le retour, renouvela sa menace, et exigea que le général Dupont envoyât un officier général avec l'ordre formel de ramener la division fugitive à Baylen.

Le général Pryvé, chargé de cette mission délicate, partit avec un officier espagnol, et se rendit à la Caroline, que le général Vedel venait de quitter pour continuer son mouvement rétrograde. A une demi-lieue de ce dernier bourg, le général Pryvé recontra l'adjudant commandant Martial Thomas, qui re-

venait sur Baylen, accompagné par le général de brigade Cassagne. Ce dernier se trouvait muni des pleins pouvoirs pour adhérer à la capitulation qui se négociait. Informé que la division française était arrêtée à Santa-Elena, qui n'est qu'à trois petites lieues de la Caroline, le général Pryvé crut devoir pousser jusqu'à ce village. Il y trouva les troupes du général Vedel sous les armes et en insurrection ; une partie voulait se retirer sur Madrid, l'autre demandait à marcher sur Baylen pour y combattre les Espagnols et délivrer les troupes du général Dupont. Les officiers généraux et supérieurs parvinrent cependant à calmer cette effervescence, et la division entière se résigna à revenir prendre sa position du 19 devant Baylen.

Pendant que ceci se passait à Santa-Elena, le général Reding avait dirigé une forte colonne sur la Caroline, pour suivre les mouvements de la division. Les Espagnols, à leur entrée dans ce bourg, y massacrèrent tous les blessés français et les traîneurs qui s'y trouvaient, et préludèrent ainsi à l'exécution de la capitulation *honorable* que leur général en chef accordait presque dans le même moment au général Dupont. Le général Chabert, muni des pouvoirs nécessaires pour conclure cette capitulation, était arrivé à Andujar le 20 juillet au matin, accompagné, ainsi que nous l'avons dit, du général Marescot.

Un commissaire extraordinaire de la junte suprême de Séville se trouvait alors au grand quartier du général espagnol. Cet individu, qui portait le nom de comte de Tilly, intervint, en sa qualité de mandataire du gouvernement insurrectionnel, dans la négociation des généraux français avec le général Castaños.

Les premiers demandèrent d'abord que le corps d'armée eût la liberté de se retirer sur Madrid, en prenant d'ailleurs l'engagement de ne point servir pendant un temps donné contre les troupes espagnoles, et peut-être auraient-ils obtenu cette condition sans un incident fâcheux qui vint paralyser la bonne volonté que le général Castaños avait de répondre à l'attente du général Marescot. Un parti ennemi avait intercepté dans la Sierra-Moréna une dépêche du général Savary, duc de Rovigo, dont un officier français, M. de Fénelon, était porteur. Savary ordonnait au général Dupont de rétrograder promptement sur la capitale des Espagnes, où se concentrait alors une

1808. Espagne.

partie de la grande armée française, pour coopérer au mouvement dirigé contre les troupes des généraux Cuesta et Blake, qui s'avançaient par la Vieille-Castille. Cette dépêche fut transmise, dans la journée du 21, au général en chef espagnol. Tilly, qui, dans une première conférence, avait déjà exprimé un avis contraire à celui du général Castaños, parce que celui-ci penchait à laisser l'ennemi repasser la Sierra-Moréna, saisit cette occasion pour détourner le général de traiter à une condition qui annulait les succès remportés à Baylen, en favorisant le retour des troupes françaises à Madrid, d'où elles iraient rejoindre celles qui se disposaient à combattre les troupes nationales. L'opinion du comte de Tilly était d'un grand poids dans cette circonstance, comme venant d'un homme chargé d'exprimer les intentions de la junte suprême de Séville dont il était membre. Aussi Castaños, voyant les inquiétudes que l'on avait à Madrid, et informé d'ailleurs des progrès que faisaient dans la Nouvelle-Castille les armées de Valence et de Murcie, refusa formellement de souscrire à la demande du retour des troupes de Dupont sur ce point. Après deux jours de dicussion, les articles suivants furent arrêtés et signés de part et d'autre.

Capitulation.

« LL. EE. le comte de Casa-Tilly et le général Castaños, commandant en chef l'armée d'Espagne en Andalousie, voulant donner un preuve de leur haute estime à S. E. M. le général Dupont, grand-aigle de la Légion d'honneur, commandant en chef le corps d'observation de la Gironde, ainsi qu'à l'armée sous ses ordres, pour la belle et glorieuse défense qu'ils ont faite contre une armée infiniment supérieure en nombre, et qui l'enveloppait de toutes parts, sur la demande de M. le général Chabert, commandant de la Légion d'honneur, et chargé des pleins pouvoirs de S. E. le général en chef de l'armée française, en présence de S. E. M. le général Marescot, grand-aigle de la Légion d'honneur et premier inspecteur du génie sont convenus des articles suivants :

« ART. 1er. Les troupes françaises sous les ordres de S. E. M. le général Dupont sont prisonnières de guerre, la division Vedel exceptée.

« 2. La division de M. le général Vedel, et les autres troupes qui ne sont pas dans la position de celles comprises dans l'article 1er, évacueront l'Andalousie.

« 3. Les troupes comprises dans l'article précédent conserveront généralement tous leurs bagages, et, pour éviter tout sujet de trouble pendant la marche, elles remettront leur artillerie, train et autres armes à l'armée espagnole, qui s'engage à les leur rendre au moment de l'embarquement.

« 4. Les troupes comprises dans l'article 1er du traité sortiront de leur camp avec les honneurs de la guerre, chaque bataillon ayant deux canons en tête, les soldats armés de leurs fusils, qui seront déposés à quatre cents toises du camp.

« 5. Les troupes de M. le général Vedel et autres, ne devant pas déposer les armes, les placeront en faisceaux sur leur front de bandière ; elles y laisseront aussi leur artillerie et leur train ; il en sera dressé procès-verbal par des officiers des deux armées, et le tout leur sera remis, ainsi qu'il est convenu dans l'article 3.

« 6. Toutes les troupes françaises en Andalousie se rendront à San-Lucar et à Rota par journées d'étape, qui ne pourront excéder quatre lieues de poste, avec les séjours nécessaires, pour être embarquées sur des vaisseaux avec équipages espagnols, et transportées en France au port de Rochefort.

« 7. Les troupes françaises seront embarquées selon leur arrivée, et l'armée espagnole assure leur traversée contre toute expédition hostile.

« 8. MM. les officiers généraux, supérieurs et autres conserveront leurs armes, et les soldats leur sac.

« 9. Les logements, vivres et fourrages, pendant la marche et la traversée, seront fournis à MM. les officiers généraux et autres ayants droit, ainsi qu'à la troupe, dans la proportion de leur garde, et sur le pied des troupes espagnoles en temps de guerre.

« 10. Les chevaux de MM. les officiers généraux, supérieurs et d'état-major, dans la proportion de leur grade, seront transportés en France, et nourris sur le pied de guerre.

« 11. MM. les officiers généraux conserveront chacun une voiture et un fourgon; MM. les officiers supérieurs et d'é-

1808. Espagne. tat-major une voiture seulement, sans être soumis à aucun examen.

« 12. Sont exceptées de l'article précédent les voitures prises en Andalousie, et dont l'examen sera fait par M. le général Chabert.

« 13. Pour éviter la difficulté d'embarquer les chevaux des corps de cavalerie et d'artillerie compris dans l'article 2, lesdits chevaux seront laissés en Espagne d'après l'estimation de deux commissaires français et espagnol, et acquittée par le commissaire espagnol.

« 14. Les blessés et les malades de l'armée française laissés dans les hôpitaux seront traités avec le plus grand soin, et seront transportés en France sous bonne et sûre escorte, aussitôt leur guérison.

« 15. Comme, dans plusieurs endroits, et notamment à l'assaut de Cordoue, plusieurs soldats, malgré les ordres de MM. les officiers généraux et les soins de MM. les officiers, se sont portés à des excès qui sont une suite inévitable des villes prises d'assaut, MM. les officiers généraux et autres officiers prendront toutes les mesures nécessaires pour découvrir les vases sacrés qui peuvent avoir été enlevés, et les rendre s'ils existent.

« 16. Tous les employés civils attachés à l'armée française ne sont pas considérés comme prisonniers de guerre, et jouiront cependant, durant leur transport en France, de tous les avantages de la troupe, dans la proportion de leur grade.

« 17. Les troupes françaises commenceront à évacuer l'Andalousie le 23 juillet, à quatre heures du matin. Pour éviter la grande chaleur, la marche des troupes s'effectuera de nuit, et se conformera aux journées d'étape qui seront réglées par MM. les officiers d'état-major français et espagnols, en évitant le passage des villes de Cordoue et de Séville.

« 18. Les troupes françaises, pendant leur marche, seront escortées par la troupe de ligne espagnole, à raison de 300 hommes par colonne de 3,000 hommes, et MM. les officiers généraux seront escortés par des détachements de cavalerie de ligne.

« 19. Les troupes, dans leur marche, seront toujours pré-

cédées par des commissaires français et espagnols, qui devront assurer les logements et vivres nécessaires, d'après les états qui leur seront fournis.

« 20. La présente capitulation sera portée de suite à S. E. M. le duc de Rovigo, commandant en chef les troupes françaises en Espagne, par un officier français qui devra être escorté par des troupes de ligne espagnoles.

Articles supplémentaires.

« Art. 1er. Il sera fourni deux charrettes par bataillon pour servir au transport des effets de MM. les officiers.

« 2. MM. les officiers de cavalerie conserveront leurs chevaux pour la route seulement, et les laisseront à Rota, lieu d'embarquement, au commissaire espagnol, qui sera chargé de les recevoir; la gendarmerie formant la garde de S. E. M. le général en chef Dupont jouira de la même faculté.

« 3. Les malades qui sont dans la Manche, ainsi que ceux qui pourraient se trouver en Andalousie, seront conduits dans les hôpitaux d'Andujar et autres, qui paraîtront plus convenables à la convalescence. A mesure de guérison, ils seront conduits à Rota, où ils seront embarqués pour être transportés en France sous la même garantie mentionnée dans l'article 14 de la capitulation.

« 4. Leurs Excellences M. le comte de Tilly et M. le général Castaños, commandant en chef l'armée d'Espagne en Andalousie, promettent d'employer leurs bons offices pour que M. le général Exelmans, M. le colonel Lagrange et M. le lieutenant-colonel Rozetti, prisonniers de guerre à Valence, soient mis en liberté et transportés en France sous la même garantie mentionnée dans l'article précédent.

« Fait à Andujar le 22 juillet 1808.

Signé le comte de Tilly; le général Castanos, *commandant en chef l'armée d'Espagne en Andalousie; le général* Marescot, *comme témoin, et le général* Chabert, *chargé de pleins pouvoirs.* »

Les troupes du général Dupont, composées de 8,248 hommes,

1808. Espagne.

défilèrent le 23 juillet devant l'armée espagnole avec les honneurs de la guerre, et déposèrent leurs armes à 400 toises du camp. Les divisions Vedel et Dufour, composées de 9,393 hommes, déposèrent, le 24, leurs armes en faisceaux sur le front de bandière. En ajoutant à ces 17,641 prisonniers les hommes morts sur le champ de bataille et ceux qui se rendirent ensuite isolément dans les montagnes et dans la Manche, la perte totale des Français montait à plus de 21,000 hommes. Les Espagnols ne déclarèrent que 243 morts et 700 blessés. Les troupes comprises dans la capitulation se mirent ensuite en marche sur deux colonnes pour gagner les ports de Rota et de San-Lucar, où elles devaient être embarquées. C'est alors que commença cette série d'injustices, d'actes de mauvaise foi et d'iniquités, qui annulèrent une capitulation librement contractée par les généraux espagnols. La junte de Séville, qui l'avait approuvée, savait d'avance qu'elle n'était pas en état d'exécuter la stipulation des art. 6 et 7, suivant lesquelles les troupes françaises devaient être embarquées sur des vaisseaux avec équipages espagnols, et transportées en France, puisqu'elle était dénuée d'équipages et de tous moyens de transport. En outre l'armée espagnole promettait de garantir la traversée de ces troupes contre toute expédition hostile, sachant bien que les Anglais ne tiendraient pas compte de cette garantie. La junte prit d'abord le prétexte d'attendre des passe-ports du roi d'Angleterre pour la sûreté du passage des troupes françaises; mais l'amirauté anglaise, parfaitement d'accord avec le gouvernement insurrectionnel de Séville, refusa les passe-ports demandés pour la forme.

D'un autre côté, la junte, contre l'opinion de Castaños, qui demandait le fidèle accomplissement de la convention stipulée, et de l'avis déloyal de Morla [1], se prévalut du vague et de l'am-

[1] Nous croyons devoir consigner ici, comme un document historique du plus haut intérêt, une lettre du lieutenant général Morla, gouverneur de Cadix, en réponse aux reproches que lui adressait le général Dupont sur la lenteur apportée dans l'exécution pleine et entière de la capitulation.

« Cadix, le 10 août 1808.

« Monsieur le général Dupont,

« Je n'ai jamais eu ni de mauvaise foi, ni de fausse dissimulation ; de là

biguité des premiers articles de la capitulation pour la violer dans son ensemble. Ainsi, suivant l'art. 1er, les troupes de Dupont devaient seules rester prisonnières de guerre et rendre les armes, tandis que, d'après les art. 2 et 3, la division du général Vedel devait être embarquée pour rentrer en France

vient ce que j'écrivis à V. E., sous la date du 8, dicté, d'après mon caractère, par la plus grande candeur, et je suis fâché de me voir obligé, par votre réponse en date d'hier, de répéter en abrégé ce que j'eus l'honneur de dire alors à V. E., et ce qui certainement ne peut manquer de se vérifier.

« Ni la capitulation, ni l'approbation de la junte, ni un ordre exprès de notre souverain chéri, ne peuvent rendre possible ce qui ne l'est pas; il n'y a point de bâtiments, ni de moyen de s'en procurer pour le transport de votre armée. Quelle plus grande preuve que celle de retenir ici très-dispendieusement les prisonniers de votre escadre, pour n'avoir point de quoi les transporter sur d'autres points hors du continent?

« Lorsque le général Castaños promit d'obtenir des Anglais des passe-ports pour le passage de votre armée, il ne put s'obliger à autre chose qu'à les demander avec instance, et c'est ce qu'il a fait. Mais comment V. E. put-elle croire que la nation britannique accéderait à la laisser passer, certaine qu'elle allait lui faire la guerre sur un autre point, ou peut-être sur le même?

« Je me persuade que ni le général Castaños, ni V. E. ne crurent que ladite capitulation pût être exécutée. Le but du premier fut de sortir d'embarras, et celui de V. E. d'obtenir des conditions qui, quoique impossibles, honorassent sa reddition indispensable. Chacun de vous obtint ce qu'il désirait, et maintenant il est nécessaire que la loi impérieuse de la nécessité commande.

« Le caractère national ne permet d'en user avec les Français que d'après cette loi, et non d'après celle des représailles. V. E. m'oblige de lui exprimer des vérités qui doivent lui être amères. Quel droit a-t-elle d'exiger l'exécution impossible d'une capitulation avec une armée *qui est entrée en Espagne sous le voile de l'alliance intime et de l'union, qui a emprisonné notre roi et sa famille royale, saccagé ses palais, assassiné et volé ses sujets, détruit ses campagnes, et arraché sa couronne?* Si V. E. ne veut s'attirer de plus en plus la juste indignation des peuples que je travaille tant à réprimer, qu'elle cesse de semblables et d'aussi intolérables réclamations, et qu'elle cherche, par sa conduite et sa résignation, à affaiblir la vive sensation des horreurs qu'elle a commises récemment à Cordoue. V. E. croit bien assurément que mon but, en lui faisant cet avertissement, n'a d'autre objet que son propre bien; le vulgaire irréfléchi ne pense qu'à payer le mal par le mal, sans apprécier les circonstances, et je ne peux m'empêcher de rendre V. E. responsable des résultats funestes que peut entraîner sa répugnance à ce qui ne peut manquer d'être.

« Les dispositions que j'ai données à don Juan Greagh, et qui ont été communiquées à V. E., sont les mêmes que celles de la junte suprême, et sont,

1808.
Espagne.

avec armes et bagages; mais comme il était dit à l'art. 6 que toutes les troupes françaises en Andalousie se rendraient à San-Lucar et à Rota pour s'embarquer et être transportées en France, les troupes de Dupont pouvaient se considérer comme n'étant pas prisonnières. Que d'obsurité ! que de contradictions dans un acte aussi important ! Enfin, suivant l'art. 8, les soldats devaient conserver leurs sacs. On va voir comment cette convention fut accomplie.

Les troupes marchaient de nuit et par petites étapes, pour éviter la chaleur accablante du jour dans cette saison. A leur passage à travers les villes et les villages, les soldats, peu ou point protégés par leurs escortes, étaient insultés et maltraités par les populations. A Lebrija, ville à neuf lieues de Séville, sur la route de San-Lucar, le peuple s'ameuta à la vue de ceux qui lui étaient désignés comme des brigands encore nantis des richesses provenant du pillage de Cordoue et d'autres villes, comme des profanateurs de lieux et d'objets sacrés. Des rixes, des voies de fait suivirent ces provocations adressées à une multitude fanatisée, ignorante et superstitieuse. Plusieurs soldats sur lesquels la populace s'acharna furent massacrés; beaucoup d'autres périrent assassinés par les paysans avant l'arrivée des colonnes à Puerto-Santa-Maria, où, le 4 août, on visita de force tous les équipages. Le peuple tua, blessa et maltraita plu-

en outre, indispensables dans les circonstances actuelles. Le retard de leur exécution alarme lès peuples et attire des inconvénients. Déjà ledit Creagh m'a fait part d'un accident qui me donne les plus grandes craintes. Quel stimulant pour la populace de savoir qu'un seul soldat était porteur de 2,180 livr. tournois?

« C'est tout ce que j'ai à répondre à la dépêche de V. E., et j'espère que celle-ci sera la dernière réponse relative à ces objets, demeurant, sur toute autre chose, dans le désir de lui être agréable, étant son affectionné et sincère serviteur. MORLA. »

N. B. On verra plus tard ce Morla, si impérieux, et si fier d'un succès auquel il était étranger, implorer humblement la clémence de Napoléon, et obtenir de lui une capitulation qui fut exécutée avec plus de loyauté que celle de Baylen, par cette même armée *entrée en Espagne sous le voile de l'alliance intime et de l'union, saccageant les palais du roi, assassinant et volant ses sujets, détruisant ses campagnes et arrachant sa couronne.*

sieurs prisonniers, et les dépouilla généralement de tout ce qu'ils possédaient. Ceux qui résistèrent à ses affreux traitements furent jetés dans des forteresses ou dans des cachots. Une partie fut placée sur des pontons dans le port de Cadix ; le plus grand nombre de ces malheureuses victimes de la perfidie anglaise et espagnole périrent de misère et de faim. Ceux qui survécurent furent ensuite transportés dans la petite île de Cabréra, à quelques lieues au sud de Mayorque, où, manquant des choses les plus nécessaires à l'existence, ils se trouvaient encore livrés aux persécutions et aux mauvais traitements d'une population à demi sauvage, et à laquelle on avait fait croire que leurs hôtes étaient des hérétiques et des scélérats dignes des plus grands supplices. Enfin, par un dernier trait de l'atroce politique anglaise, qui avait dirigé les Espagnols dans cette monstrueuse violation des lois de la guerre et de l'humanité, les tristes débris de Baylen furent déclarés prisonniers de S. M. Britannique, et transférés en Angleterre pour y partager, sur les pontons, la condition des autres Français que le sort des armes avait déjà fait tomber, plus légitimement du moins (qu'on nous pardonne cette expression), entre les mains de leurs implacables ennemis [1].

Telle fut la déplorable issue de l'expédition du général Dupont en Andalousie, qui devint, pour les Espagnols, un heureux présage des succès promis à leurs armes par les grands moteurs de l'insurrection générale.

Nous avons dit plus haut que les progrès que faisaient dans la Nouvelle-Castille les armées de Valence et de Murcie avaient contribué à rendre plus fâcheuses les conditions imposées au corps

[1] Les généraux Dupont, Vedel, Marescot, Chabert, et tous les autres chefs du corps d'armée (à l'exception toutefois du brave général Pryvé, que le général en chef laissa en Andalousie pour veiller aux intérêts des troupes prisonnières, dont il partagea ensuite toutes les infortunes); un certain nombre d'officiers supérieurs et d'état-major, les employés de l'administration militaire, s'étaient embarqués vers la fin du mois d'août, ou dans le courant de septembre 1808, pour être transportés en France.

Napoléon ordonna l'arrestation des généraux Dupont, Marescot, Chabert et Vedel, à leur arrivée, et ces officiers généraux, sans avoir été d'ailleurs mis en jugement, restèrent détenus ou exilés dans l'intérieur de la France jusqu'à la chute du trône impérial, en 1814.

1808. Espagne.

d'armée française d'Andalousie dans la capitulation de Baylen.

En effet, la défaite d'une partie des insurgés du royaume de Valence au défilé d'Almanza, le 8 juillet, avait été le terme des succès du corps d'armée commandée par le maréchal Moncey.

Attaquées à l'improviste, quelques-unes des troupes françaises, saisies d'une terreur panique, ne combattirent point avec leur résolution accoutumée. Vainement les généraux firent-ils les plus grands efforts pour ramener l'ordre dans les rangs désorganisés; il leur fut impossible de rétablir le combat : plus de 1,000 hommes de toutes les armes perdirent la vie dans cette échauffourée. La populace de Valence, qui avait suivi l'armée dans son mouvement, exerça les plus grandes indignités sur les cadavres de ces malheureux Français. A son retour à Valence, cette populace continua ses excès en assassinant non-seulement tous les Français qui y étaient détenus, mais encore tous ceux des Espagnols que leur conduite antérieure avaient rendus suspects aux chefs de l'insurrection.

Le maréchal Moncey, ayant rallié ses troupes dans la position de San-Clemente, attendait l'occasion de prendre sa revanche, lorsqu'il reçut l'ordre de se rapprocher de Madrid.

Nous avons fait connaître les premiers succès remportés par le corps du maréchal Bessières vers le nord de l'Espagne; après l'affaire de Cabezon, le général Cuesta s'était retiré de Rioseco à Benavente, où il rallia ses troupes dispersées, fit des enrôlements et reçut quelques renforts de Léon et des Asturies; mais son corps d'armée s'élevant au plus à 7,000 hommes, il demanda à la junte d'Oviédo de lui envoyer son armée, ce que cette junte refusa. Celle de la Corogne, qui d'abord ne voulut pas céder aux instances de ce général, céda à la volonté de la multitude, qui exigea que l'armée de Galice, commandée par le général Blake, se réunît à celle de Castille. Forcé d'obéir aux ordres de la junte, Blake, contre son gré, se rendit à Benavente à la tête de 20,000 hommes formés en trois divisions, et de là à Medina-de-Rioseco, où il ne conduisit que 15,000 hommes, qui, réunis le 12 juillet aux 7,000 de Cuesta, formèrent une armée régulière d'environ 22,000 combattants, sans compter un grand nombre de paysans armés. Cuesta, comme plus ancien général, prit le commandement en chef et se disposa à marcher à l'en-

nemi. Cette armée, où se trouvaient un commissaire et des officiers anglais envoyés par le ministère britannique, menaçait de se porter sur Valladolid et sur Burgos, pour couper les communications de Madrid avec la France. Quoique le maréchal Bessières n'eût alors avec lui que 13 ou 14,000 hommes de troupes disponibles, il ne balança point à marcher au-devant des forces ennemies, dont il était urgent d'arrêter les progrès. En conséquence, les divisions d'infanterie des généraux Merle et Mouton, et la division de cavalerie aux ordres du général Lasalle, reçurent l'ordre de se mettre en mouvement des divers points où elles étaient cantonnées.

La mésintelligence et la désunion qui régnaient entre les deux généraux espagnols avaient empêché qu'ils ne prissent à l'avance et de concert toutes les mesures convenables, et même qu'ils connussent avec quelque certitude les mouvements de l'ennemi. Cuesta, convaincu que les Français attaqueraient par le chemin qui conduit de Rioseco à Valladolid, fit ses dispositions en conséquence, et, le 14 juillet, à quatre heures du matin, il mit ses troupes en mouvement dans cette direction ; mais apprenant plus tard que l'ennemi s'avançait du côté de Palacios, à la gauche du chemin de Valladolid, ce général changea de direction, s'achemina sur Palacios, et fut suivi par Blake, qui se rangea en bataille sur une colline à droite du chemin de Rioseco à Palacios. Cuesta prit position en arrière sur l'autre côté du chemin, laissant entre ses divisions et celles de Blake un vide tellement large et spacieux que ces deux corps semblaient plutôt deux armées distinctes que le corps échelonné d'une même armée.

Le 12 juillet le maréchal Bessières partit de Burgos avec la division Merle, la moitié de la division Mouton, la division de cavalerie Lasalle, en tout 11,000 hommes d'infanterie et 1,500 chevaux, tant chasseurs et dragons que cavalerie de la garde.

Le 14 juillet au matin, l'armée française se trouva en présence de l'armée espagnole, rangée sur les hauteurs qui dominent la ville de Medina-de-Rioseco, et ayant sur son front quarante pièces d'artillerie attelées et en batterie. Le maréchal hésitait d'attaquer une armée deux fois plus nombreuse que la sienne ;

1808. Espagne.

mais, après avoir reconnu l'étrange disposition des généraux espagnols, il résolut de se jeter dans l'intervalle qui les séparait, et fit aussitôt ses dispositions pour le combat. La division du général Mouton formait la droite de la ligne française, la division Merle la gauche, et la cavalerie du général Lasalle était en réserve sur le centre.

La division du général Merle, composée des brigades Ducos et Sabathier, devait attaquer l'aile gauche et le centre de Blake, tandis que le général Mouton s'élancerait dans l'intervalle laissé entre les deux lignes espagnoles. Cette disposition réussit complétement; la ligne de Blake, attaquée résolûment à la baïonnette par sa gauche, malgré un violent feu d'artillerie, fut culbutée; une charge des chasseurs à cheval du général Lasalle acheva d'y jeter la plus grande confusion. Toutes les positions occupées par cette première ligne de l'armée espagnole furent enlevées successivement par les brigades Ducos et Sabathier, soutenues par la cavalerie du général Lasalle. Le général Merle, débarrassé des troupes de Blake qui fuyaient en désordre, et se trouvant plus libre dans ses mouvements, se porta à l'attaque de la droite de la ligne de Cuesta, que le général Mouton attaquait déjà par son centre et par sa gauche. Avant l'arrivée de Merle, les gardes du corps et les carabiniers royaux chargèrent vaillamment les premières troupes qui se présentèrent devant cette seconde ligne, et enlevèrent quatre pièces de canon; mais trois cents chevaux des grenadiers et des chasseurs de la garde, chargeant au galop, culbutèrent cette cavalerie, qui alla se reformer derrière l'infanterie. Alors les généraux Merle et Mouton abordèrent ensemble la ligne ennemie, qui ne résista pas à cette double attaque, s'enfuit en désordre vers Rioseco, poursuivie et sabrée par toute la cavalerie française, et abandonnant sur le champ de bataille son artillerie, ses drapeaux et ses armes. Les régiments de ligne et quelques bataillons provinciaux avaient combattu avec résolution; mais il n'en fut pas de même des troupes de nouvelle levée et d'une partie des bourgeois et des paysans armés, qui lâchèrent pied aux premières attaques et mirent la confusion parmi les autres troupes. Arrivés à Rioseco, une partie des fuyards tentèrent encore de résister; mais chargés à la baïonnette par le 4ᵉ régiment d'infanterie légère et le 15ᵉ de

ligne, ils furent chassés de la ville, que les troupes françaises pillèrent comme une ville prise d'assaut. Cette journée, si fatale aux Espagnols et due en partie à l'ignorance et à l'aveugle présomption de Cuesta, coûta aux troupes de Galice et de Castille 8 à 900 hommes restés sur le champ de bataille, près de 6,000 prisonniers, leurs bagages, leur artillerie et leurs munitions. Les Français n'eurent qu'une centaine de morts et 400 blessés. La brigade de cavalerie légère du général Colbert se distingua particulièrement par ses charges vigoureuses et réitérées ; elle était composée des 10e et 22e de chasseurs ; le colonel Picton, de ce dernier régiment, officier d'une grande espérance, fut tué dans une des charges ; le général Darmagnac et plusieurs autres officiers reçurent des blessures plus ou moins graves. Le maréchal Bessières signala l'adjudant commandant Guilleminot [1] comme ayant donné dans cette journée les preuves d'un talent distingué et de la plus grande activité.

Les Espagnols firent leur retraite en désordre sur Villalpando et Benavente, d'où ils se portèrent ensuite sur la Bañeza, Astorga et Léon. Blake gagna les montagnes des Asturies, et Cuesta s'arrêta à Léon jusqu'à l'arrivée du maréchal Bessières dans cette ville. Dans leur poursuite, les Français trouvèrent à Villalpando un dépôt de cinq milliers de poudre et un million de cartouches. Le commissaire anglais s'était retiré dès le commencement de la bataille. Le maréchal Bessières prit à Benavente dix mille fusils, presque tous de fabrique anglaise, vingt-six milliers de poudre, une quantité de cartouches que l'ennemi avait abandonnées. Les villes de Zamora, Mayorga et Léon se soumirent successivement.

On rapporte qu'en apprenant la nouvelle de la victoire de Medina Napoléon s'écria dans un premier mouvement de joie : « C'est une seconde bataille de Villaviciosa [2]. Bessières a mis mon frère Joseph sur le trône d'Espagne. » Mais cette prophétie ne

[1] Depuis lieutenant général, inspecteur général du corps des ingénieurs géographes, directeur du dépôt général de la guerre, ambassadeur près de la Porte ottomane, etc.

[2] Bataille gagnée, en 1710, par le duc de Vendôme sur l'armée de l'archiduc Charles d'Autriche, compétiteur de Philippe V, et qui affermit l'arrière-petit-fils de Louis XIV sur le trône d'Espagne.

1808. Espagne.

devait jamais s'accomplir, et des milliers de Français allaient encore verser leur sang sans pouvoir consolider un trône qui n'avait pour appui que des baïonnettes étrangères.

Cependant le roi Joseph avait franchi les Pyrénées, le 9 juillet, pour venir s'asseoir sur ce trône chancelant. La victoire de Medina-de-Rioseco, qu'il apprit à Burgos, lui ayant frayé le chemin de la capitale, il y entra le 20 juillet, sans être accueilli par aucune de ces démonstrations, souvent factices, que le peuple prodigue libéralement dans ces sortes d'occasions; mais la noblesse de Madrid et toutes les autorités furent à la rencontre du nouveau monarque pour le complimenter, à l'exception du conseil de Castille, qui refusa même de prêter le serment prescrit par la constitution rédigée à Bayonne. Joseph fut intronisé le 24 avec toutes les cérémonies usitées en pareil cas; toutefois l'illusion qui dut alors frapper ses yeux fut bientôt dissipée.

On se rappelle l'officier d'ordonnance Villoutreys, cet écuyer de l'empereur que le général Dupont avait envoyé en parlementaire au général Reding; c'est ce même officier qui fut chargé d'apporter au gouvernement de Madrid la triste nouvelle du désastre de Baylen. Il avait en outre la pénible mission, dans son passage par la Sierra-Moréna et la Manche, d'ordonner aux détachements français échelonnés sur la route, et qui faisaient partie des divisions prisonnières de guerre, d'aller les rejoindre et de partager leur sort. Tous ces détachements obéirent, excepté celui de Madrilejos, qui refusa le premier de se soumettre à un pareil ordre. Villoutreys arriva à Madrid le 29 juillet, et l'on apprit en même temps que l'armée du général Castaños était déjà arrivée sur les confins de la Manche. D'après l'avis de Savary, Joseph prit le parti de se retirer sur l'Èbre, et quitta Madrid le 30, suivi des Espagnols qui s'étaient le plus compromis pour sa cause. Le maréchal Moncey forma l'arrière-garde, et le 9 août le roi entra à Burgos en même temps que le maréchal Bessières, qui avait reçu l'ordre d'évacuer la province de Léon. De Burgos le roi Joseph se rendit à Miranda-de-Ebro, où il établit son quartier général, et ensuite à Vitoria, d'où il envoya à toutes les troupes françaises l'ordre de se replier et de se concentrer sur les bords de l'Èbre. Cette mesure fit discon-

tinuer les opérations du premier siége de Saragosse, dont il nous reste maintenant à rapporter les détails.

1808. Espagne.

Saragosse, capitale de l'Aragon, est située sur la rive droite de l'Èbre, près du confluent de deux petites rivières dont l'une, le Galliégo, vient des Pyrénées, et l'autre, l'Huerba, prend sa source au midi près du bourg de Cutanda. A gauche de l'Èbre est un faubourg qui communique avec la ville par un pont de pierre. Saragosse n'avait alors aucun ouvrage de fortification ; mais cette ville était entourée d'un mur de dix à douze pieds de hauteur et de trois pieds d'épaisseur, coupé et formé en plusieurs endroits par des maisons et des couvents, et percé de huit portes. Hors des murs et près de la porte appelée *del Portillo* se trouve l'*Aljaferia*, antique résidence des rois d'Aragon, entourée d'un fossé et d'une muraille dont quatre bastions défendent les quatre angles. Les rues de Saragosse sont généralement étroites, excepté celle du *Coso*, qui est large et longue, presque au centre de la ville, et qui s'étend de la porte appelée *del Sol* à la place dite *del Merçado*.

Saragosse s'était déclarée contre les Français dès le 25 mai. Nous avons dit que l'insurrection de cette ville, qui comptait près de 60,000 habitants, suscitée, comme partout ailleurs, par les prédications des prêtres et des moines, avait été suivie des mêmes excès qu'à Valence, Séville, Cadix, Badajoz, etc. Don José Palafox, garde du corps du roi Charles IV, âgé de 28 ans, avait pris le commandement général des insurgés, au nom du roi Ferdinand VII, auprès duquel il s'était rendu à Bayonne dans les premiers jours de mai, et dont il avait reçu des instructions pour faire soulever l'Aragon contre les attentats de l'empereur français.

Palafox, cadet de trois frères, aimant le luxe et la représentation, avait saisi avec empressement l'occasion qui lui était offerte d'acquérir à la fois des richesses et un grand crédit. Choisi par les révoltés pour remplacer le capitaine général de la province, son premier soin fut d'en organiser la défense générale; mais il fut prévenu dans ce dessein par les Français.

On a vu plus haut que le général Lefebvre-Desnouettes était parti de Pampelune avec une colonne, pour s'avancer sur Tudela, que Palafox avait fait occuper par un corps de 4 à 5,000

1808. Espagne.

insurgés, et qu'après avoir battu les Espagnols en plusieurs rencontres différentes, à Mallen et à Alagon, ce général était parvenu jusqu'à une petite distance de Saragosse. Il s'arrêta dans une vallée du côté opposé à la partie de la ville située sur l'Ebre, et qui est dominée par un terrain couvert d'oliviers.

Dans la nuit du 14 juin, on apprit à Saragosse la défaite de don José Palafox aux environs d'Alagon. Celui-ci, suivi de près, fut sommé de se rendre par le général Lefebvre-Desnouettes; mais, résolu de battre en retraite, Palafox, marchant par Longarès, gagna le col del Frasno, près de Calatayud, pour se réunir à la division que le baron de Versages organisait dans cette ville. Ce fut pendant ce mouvement, qui découvrait entièrement Saragosse, que le général Lefebvre-Desnouettes se présenta devant cette ville, où il arriva le 15 à neuf heures du matin, à la tête de 6,000 hommes d'infanterie et 800 chevaux. Saragosse ne renfermait alors que 300 hommes de troupes de ligne de différentes armes. Quelques-uns de ces soldats, réunis à des gens du peuple et à des paysans, engagèrent la fusillade avec les premières troupes françaises qui se présentèrent aux portes de la ville et les repoussèrent. Ce frêle avantage monta la tête aux habitants, dont un grand nombre prirent les armes, et amenèrent, à bras, du canon aux portes. Ils organisèrent des postes qui gardèrent toutes les issues, et prirent la ferme résolution d'empêcher les Français d'entrer dans la ville. Le général Lefebvre-Desnouettes, étonné de tant d'audace, résolut de diriger une attaque en règle contre les portes del Carmen et del Portillo; mais tous les efforts de ses troupes échouèrent devant la résistance opiniâtre des habitants, dont l'enthousiasme et la résolution croissaient en raison de leurs succès. La nuit seule mit fin à ces combats acharnés.

Les défenseurs de Saragosse, ne voyant pas revenir le général Palafox, et ignorant même ce qu'il était devenu, nommèrent pour leur chef, jusqu'au retour du général, le corrégidor don Lorenzo Calvo de Rozas, homme d'un caractère ferme et résolu. Sous sa direction, on travailla avec ardeur et activité à élever des batteries devant les portes de Sancho, del Portillo, del Carmen et de Santa-Engracia; on creusa des fossés et on éleva un parapet à l'intérieur du mur d'enceinte. En at-

tendant de Pampelune des renforts et de l'artillerie de siége, le général Lefebvre-Desnouettes somma la ville de capituler; mais toute négociation à ce sujet fut repoussée avec fierté. Pendant ce temps le général Palafox, ayant sous ses ordres 6,000 hommes avec quatre pièces d'artillerie, et voulant harceler l'ennemi, se porta, le 23 juin, sur Epila, où les Français l'attaquèrent à neuf heures du soir. Surpris à l'improviste, les Espagnols furent mis en déroute et rejetés avec perte sur Calatayud. Palafox, convaincu de l'impossibilité de tenir la campagne avec des recrues, résolut de tout tenter pour rentrer à Saragosse avec ses troupes. En attendant il les laissa se refaire à Calatayud.

Le 27 juin les assiégeants se rapprochèrent de l'enceinte de la ville, et, comme ils menaçaient le mamelon du Monte-Torrero, situé sur la rive droite de l'Ebre, et l'un des points extérieurs les plus importants pour la défense de la place, les assiégés firent rentrer à la hâte les vivres et les munitions renfermés dans les magasins de cet endroit, pour les transporter dans un séminaire situé au centre de la ville. Par la négligence des conducteurs, le feu prit à trois heures du soir à 80 quintaux de poudre dont l'explosion ébranla toute la ville et détruisit un grand nombre de maisons contiguës au lieu du sinistre. Le lendemain 28, le 1er régiment de la Vistule enleva à la baïonnette le Monte-Torrero. Un grand nombre de prisonniers et toute l'artillerie de l'ennemi tombèrent entre les mains des Polonais. La perte du Monte-Torrero parut si fâcheuse au peuple de Saragosse qu'après avoir fait déclarer traître à la patrie l'officier nommé Falcon, qui commandait ce poste, il le fit juger par une commission militaire et fusiller ensuite sur la grande place, afin d'épouvanter tous ceux qui seraient tentés d'imiter son exemple. L'occupation de cette position par les troupes françaises coupait les communications de la ville avec le pays sur la rive droite de l'Ebre. Le général Verdier, à la tête de sa division d'infanterie, fit sa jonction avec le général Lefebvre-Desnouettes le 29 juin, et prit le commandement de toutes les troupes. Il était accompagné du général du génie Lacoste, pour diriger les travaux du siége.

Tandis que les Français resserraient ainsi Saragosse sur la rive

1808 Espagne.

droite, les habitants s'empressaient de mettre cette ville dans le meilleur état de défense possible. Ils firent des sacs avec le coutil des tendelets qui servaient de jalousies aux croisées de leurs maisons, les remplirent de sable, et en formèrent les embrasures des batteries qui furent élevées; ils crénelèrent les murs et les bâtiments pour le feu de la mousqueterie; les maisons à l'extérieur de la ville furent démolies ou brûlées, les oliviers coupés ou déracinés. Avant l'arrivée des troupes du général Verdier, il était entré dans la ville quelques détachements ou débris de différents régiments de ligne espagnols et quelques soldats d'artillerie. On donna pour auxiliaires à ces derniers 200 hommes de la milice de Logroño, qui rivalisèrent bientôt de zèle et d'instruction avec leurs maîtres. Un convoi de bouches à feu et de projectiles arriva vers la même époque de la place de Lérida et de Jaca.

Les Français, de leur côté, reçurent de la citadelle de Pampelune un petit parc de siége et des munitions qui les mirent à même de commencer leur attaque. Maîtres des hauteurs de Torrero, ils y établirent une forte batterie de canons et de mortiers, et une autre à l'endroit appelé la Bernardona, en face de l'Aljaferia, et le 30 juin, à minuit, ils commencèrent le bombardement de la place et ruinèrent beaucoup de maisons. Dans la matinée du 1er juillet, la batterie de la Bernardona tira sur l'Aljaferia et sur la porte del Portillo en même temps qu'une attaque était dirigée sur les portes del Carmen et de Sancho. Plus de douze cents bombes, obus ou boulets creux tombèrent dans la ville, qui ne renfermait pas un seul bâtiment à l'épreuve du canon, et dont les habitants avaient négligé de construire des blindages. L'ennemi répondit avec 40 bouches à feu.

L'attaque des Français se dirigea plus spécialement contre le Portillo [1] et contre l'Aljaferia, appelé alors le château de l'Inquisition. Calvo de Rozas avait fait élever une batterie devant le Portillo. L'épaulement, détruit plusieurs fois, fut aussitôt relevé sous le feu des assiégeants. Le carnage qui eut lieu

[1] Quartier de la ville près des remparts, et qui donne son nom à l'une des portes.

dans la journée sous cette batterie fut horrible. Une jeune fille de la classe du peuple, nommée Agustina Zaragoza, âgée de vingt-deux ans, qui était venue apporter des provisions aux canonniers et aux soldats espagnols au moment le plus critique, les voyant hésiter à recommencer le feu, s'élança au milieu des morts et des blessés, arracha une mèche des mains d'un canonnier expirant, mit le feu à une pièce de 24, et, sautant ensuite sur ce canon, elle jura solennellement de ne le quitter qu'avec la vie. Entraînés par l'exemple d'une telle intrépidité, les Espagnols recommencèrent sur les Français le feu le plus violent. Cette démonstration était faite pour masquer l'attaque d'une autre colonne que le général Verdier dirigeait vers la porte de la ville dite del Carmen, à la gauche du Portillo, et qui fut également repoussée.

Le lendemain 2 juillet, à quatre heures du soir, don José Palafox arriva à Saragosse pendant le bombardement; il se montra tout à coup sur le lieu du combat, et à sa vue les assiégés furent transportés de joie et d'enthousiasme; mais sa présence n'empêcha pas les Français de s'emparer des couvents de San-José et des Capucins, et de quelques autres points hors des murs qui les rapprochaient des portes de la ville. Le général Habert, en s'emparant du couvent de San-José, s'était ouvert une issue pour entrer dans la ville, mais quand il voulut y pénétrer il trouva les rues barricadées; les murs et les maisons, percés d'une quantité innombrable d'ouvertures, vomissaient sur ses troupes une grêle de balles. Dans cette attaque les Français perdirent 4 à 500 hommes.

Du 2 au 11 juillet, le général Verdier, n'ayant point assez de troupes pour renouveler ses attaques de vive force sur une place qui renfermait des défenseurs aussi déterminés, se borna à surveiller les postes extérieurs, et fit rassembler les matériaux nécessaires à la construction d'un pont de radeaux sur l'Èbre, à San-Lamberto, pour investir la ville par la rive gauche du fleuve et lui couper la communication restée libre de ce côté. Le 11, le passage de ce fleuve fut effectué, malgré les efforts des assiégés, et un détachement d'infanterie s'établit sur la rive gauche, pour protéger l'établissement du pont, qui fut terminé le 12 à midi. Pendant ce temps, divers corps

1808.
Espagne.

d'insurgés, qui s'étaient rassemblés pour gêner cette opération et couper la communication des assiégeants, furent repoussés sur tous les points où ils se présentèrent. Des détachements de cavalerie détruisirent les moulins qui servaient à l'approvisionnement de la ville, et enlevèrent à Palafox les moyens de pouvoir se procurer des secours en vivres et en munitions.

Dans cette situation critique, ce général, dont il convient de reconnaître l'activité et l'intelligence, fit établir des moulins conduits par des chevaux, et employa les moines, sous la direction de plusieurs officiers d'artillerie, à la fabrication de la poudre à canon. Tout le soufre qui pouvait se trouver dans la ville fut mis en réquisition; la terre des rues fut lavée afin d'en recueillir le salpêtre, et on fit du charbon avec des tiges de chanvre, qui en Espagne sont d'une grande hauteur.

Vers la fin de juillet, les Français reçurent quelques renforts, entre autres deux vieux régiments venus d'Allemagne, le 14e et le 44e de ligne, et un convoi de grosse artillerie. Ils se trouvèrent alors en état de cerner entièrement la ville, dont la population, augmentée de celle des campagnes qui y était venue chercher un refuge, commençait à éprouver la disette de subsistances et se trouvait presque sans espoir de secours.

Après plus d'un mois de travail sans relâche, les habitants de Saragosse sentaient leurs esprits abattus et leurs forces physiques épuisées. Les rues étaient jonchées de malades et de blessés, dont le nombre augmentait tous les jours, après les combats partiels que Palafox livrait dans le dessein de s'ouvrir quelque communication avec les insurgés du dehors. Une sortie nombreuse qu'il fit faire à ses meilleures troupes, pour recouvrer le poste du Monte-Torrero, fut repoussée avec une grande perte. Convaincu de l'inutilité de pareilles tentatives, il se borna ensuite à défendre les approches de la ville.

Dans la nuit du 2 août et tout le jour suivant, les Français firent un feu continuel de plusieurs batteries qu'ils avaient élevées en face de la porte del Carmen. Le feu prit dans un hôpital d'enfants trouvés, où l'on avait transporté un certain nombre de malades et de blessés; ce bâtiment fut entièrement consumé, mais le zèle des habitants et de la garnison sauva en grande partie les malheureux qu'il renfermait.

Le même jour, 3 août, l'artillerie assiégeante termina les batteries dont le général Verdier avait ordonné la construction sur la rive droite de l'Huerba, petite rivière qui se jette dans l'Èbre un peu au-dessous des murs de Saragosse. Le colonel du génie Lacoste avait fait des dispositions pour pratiquer de larges brèches dans le mur d'enceinte et renverser les bâtiments qui lui servaient d'appui. Le 4 au matin, 60 bouches à feu battirent la ville et le couvent de Santa-Ingracia. En peu d'instants les retranchements que l'ennemi avait élevés pour se couvrir furent renversés; le couvent de Santa-Ingracia, incendié par les obus, n'offrit plus qu'un monceau de ruines. Dans l'après-midi, le général Verdier fit avancer deux colonnes d'infanterie : celle de droite, commandée par le général Habert, franchit le mur d'enceinte par les brèches, qui, depuis midi, étaient praticables, et, malgré une grêle de balles, pénétra jusqu'au Coso par la rue Santa-Ingracia. Trois grandes barricades, armées de canons, furent enlevées par cette colonne en débouchant sur le Coso, mais sans être maîtresse des maisons laissées derrière elle, qu'il fallut prendre l'une après l'autre. La colonne de gauche, conduite par le général Grandjean, s'empara du Carmen, dont la prise lui coûta beaucoup de monde. En enlevant les maisons, les soldats se livrèrent au pillage, et il fut dès lors impossible aux généraux de continuer l'attaque, qu'il fallut remettre au lendemain. Parvenus, après un combat opiniâtre et meurtrier, jusqu'au Coso[1], situé presqu'au centre de la ville, les Français se virent, à sept heures du soir, en possession de la moitié de Saragosse.

Le général Verdier, croyant avoir suffisamment prouvé aux assiégés que leur résistance ne pouvait plus se prolonger, envoya un parlementaire au général Palafox, avec cette sommation laconique :

Quartier général de Santa-Ingracia.

« UNE CAPITULATION. »

Le général espagnol transmit sur-le-champ la réponse suivante :

Quartier général de Saragosse.

« GUERRE A MORT (*guerra a cuchillo*). »

[1] Grande rue qui enveloppe une partie de Saragosse, dans le genre des vieux boulevards de Paris.

1808. Espagne.

Le général Verdier, qui avait été blessé d'une balle à la cuisse, ne put continuer de commander et fut remplacé par le général Lefebvre-Desnouettes. Un des côtés du Coso était occupé par les Français; les Espagnols avaient conservé le côté opposé, qu'ils retranchèrent à la hâte, et où ils placèrent du canon pour répondre à celui de leurs adversaires. L'espace fut bientôt comblé par des monceaux de cadavres jetés du haut des maisons où ils venaient de périr, ou tués en bas dans la mêlée. Les deux partis restèrent ainsi en présence, mais toujours en combattant, le 5 août et les jours suivants. Cet entassement de cadavres fit craindre au général espagnol la contagion qui devait en être le résultat. Toutefois, telle était l'exaspération des Aragonais qu'ils ne voulurent pas demander une trêve de quelques heures pour se délivrer de ce foyer de destruction. Le général Palafox ne trouva point d'autre expédient que de faire conduire les prisonniers français, liés avec une corde, au milieu des morts, pour en retirer les corps de leurs compatriotes et leur donner la sépulture, tandis que les Espagnols rendaient le même devoir aux leurs. Le soin dont ces prisonniers étaient chargés et la pitié de leurs compagnons d'armes empêchaient ceux-ci de tirer sur eux, et par conséquent, sur les Espagnols; on parvint ainsi à diminer le danger de la corruption des cadavres.

Dans l'après-midi du 5, les assiégés reçurent un renfort de 3,000 hommes de troupes espagnoles, suisses, et de volontaires d'Aragon, commandé par don Francisco Palafox, frère du général, et escortant un convoi de vivres et de munitions. L'occupation d'une partie de la ville n'avait point permis au général Verdier, trop faible en troupes, de fermer exactement le passage à tout secours du dehors, et don Francisco Palafox avait profité de cette circonstance.

Le 8, un conseil de guerre réuni par le général espagnol décida, à l'unanimité, que l'on continuerait de défendre les quartiers de la ville où l'on s'était maintenu; que, si les Français finissaient par triompher, la population se retirerait immédiatement, en traversant le pont de l'Èbre, dans les faubourgs de la rive gauche, et qu'après avoir rompu le pont on se défendrait dans cette position jusqu'à la dernière extrémité.

Pendant huit jours consécutifs, le plus sanglant engagement se prolongea de rue en rue, de maison en maison. Le peuple de Saragosse, combattant en désespéré pour conserver ou reconquérir ses foyers, réduisit enfin l'espace qu'occupaient les Français à une huitième partie de la ville.

Tous les moyens qui pouvaient imprimer aux Aragonais cet élan extraordinaire furent d'ailleurs employés par le général Palafox, homme du caractère le plus ferme et le plus déterminé. Les prêtres et les moines, sous sa direction, faisaient, dans les églises et sur toutes les places, des prédications à la fois religieuses et patriotiques; ils ordonnaient, au nom du Dieu des armées, à tous leurs auditeurs, de sacrifier leur fortune et leur vie pour la cause sacrée qu'ils avaient embrassée. Le plus grand nombre de ces ministres de la religion, armés d'un fusil et du signe de la rédemption des hommes, guidaient des détachements, et rivalisaient de courage et de fureur avec les autres combattants. Don Santiago Sas, curé de l'une des paroisses de la ville, se fit particulièrement remarquer : c'est lui que Palafox choisissait toujours pour les entreprises les plus difficiles et les plus hasardeuses. Ce prêtre guerrier, à la tête de 40 hommes dévoués, effectua de la manière la plus complète l'introduction d'un convoi de poudre venu de Lérida. Il fut nommé à la fois capitaine dans l'armée et chapelain du général en chef, en récompense des services qu'il avait rendus comme prêtre et comme soldat.

Le dévouement des femmes contribuait encore à rendre celui des hommes plus entier et plus énergique. Doña Maria de Azlor, comtesse de Bureta, appartenant à l'une des familles les plus distinguées de l'Aragon, avait formé une compagnie de femmes destinées à secourir les blessés et à porter des vivres aux soldats dans les postes les plus dangereux. On vit cette dame, belle, jeune et délicate, remplir dès lors, avec la plus rare intrépidité, comme elle le fit dans le second siége dont nous parlerons bientôt, au milieu du feu le plus terrible de bombes, d'obus et de mousqueterie, les devoirs qu'elle s'était imposés : sa conduite fut imitée par toutes ses compagnes. Les Français, habitués à la résignation des peuples de l'Allemagne, ne voyaient point sans surprise ces étonnantes preuves du fa-

1808. Espagne.

natisme patriotique, dont eux-mêmes avaient pourtant donné l'exemple en 1792 et en 1793.

Les assiégeants firent un feu assez vif pendant la nuit du 13 au 14. L'incendie se déclara dans plusieurs édifices, même dans ceux qu'occupaient encore les Français. Les Espagnols redoutaient de voir se renouveler les horreurs du bombardement du 2; mais, le lendemain, quand déjà ils s'apprêtaient de toutes parts à repousser l'attaque qu'ils supposaient devoir suivre un feu aussi violent, ils aperçurent avec surprise, du haut des postes les plus dominants, les colonnes françaises en mouvement rétrograde sur la route de Mallen. Les plus déterminés voulaient s'élancer à la poursuite des troupes fugitives; mais Palafox crut devoir arrêter cette ardeur inconsidérée : il avait su apprécier la valeur de ses adversaires, et, satisfait d'avoir atteint le but de ses efforts en conservant la ville qu'il avait entrepris de défendre, il ne voulut pas exposer ses troupes, indisciplinées et mal exercées, aux résultats d'un combat en rase campagne avec un ennemi dont la retraite, commandée par les circonstances, n'avait point, à ses yeux, l'aspect d'une fuite.

La levée du siége de Saragosse était, en effet, ainsi que nous l'avons déjà dit, l'une des conséquences forcées des événements de Baylen. L'ordre de se replier en Navarre arriva au camp français dans le moment même où le général Verdier faisait ses dispositions pour renouveler une attaque qui eût été peut-être décisive. Au départ des assiégeants, la ville offrait un affreux spectacle de désolation : une partie était ruinée de fond en comble, et celle qui restait debout était ébranlée par la chute des bombes et des obus qui en avaient détruit la majeure partie des toitures et des charpentes.

On a déjà vu que le général Duhesme, ayant échoué devant Gironne, qu'il avait investi le 20 juin, avait repris le chemin de Barcelone, où de nombreux rassemblements sur le Llobregat réclamaient sa présence. Les défaites essuyées par les insurgés dans cette province semblaient avoir fortifié leur constance au lieu de l'ébranler. Battus précédemment sur tous les points de la rive droite du Llobregat, après avoir perdu leur artillerie, ils étaient revenus avec de nouveaux renforts se pos-

ter sur cette rivière, à la fin du mois de juin. Ils avaient établi une batterie de trois pièces de gros calibre au pont de Molins del Rey, qu'ils avaient coupé. Tous les gués, depuis ce pont jusqu'à l'embouchure du Llobregat, avaient été fortifiés. Le général Duhesme fit marcher ses troupes sur cette position, le 30 juin, à la pointe du jour. La cavalerie, commandée par le général de brigade Bessières (frère du maréchal), força le passage près de San-Boy, remonta la rivière et prit à revers tous les postes de l'ennemi, tandis que le général Lecchi l'attaquait de front et menaçait sa gauche. Ces dispositions eurent un plein succès. Les insurgés furent mis en déroute, et laissèrent sur le champ de bataille un grand nombre de tués et de blessés, quatre mille fusils, leur artillerie et leurs bagages. Le général Lecchi les suivit l'épée dans les reins jusqu'à Martorell; mais il ne put rester dans cette petite ville, qui touche au défilé du Mont-Serrat, et il fut contraint de l'évacuer sans le moindre retard, pour éviter d'être coupé de Barcelone.

Cependant le général Duhesme avait résolu de faire une nouvelle tentative sur Gironne, centre de nombreux rassemblements d'insurgés. Les Somatènes et les Miquelets, dont l'affluence croissait journellement, avaient eu l'audace de bloquer étroitement le fort de Figuières, défendu par 400 Français, qui furent secourus à temps par le général Reille, venu de Perpignan, le 5 juillet, avec quelques troupes réunies à la hâte. Le 10, le général Duhesme sortit de Barcelone à la tête de la majeure partie de ses troupes, avec un petit parc de siége, et se dirigea sur Gironne par Mataro, qu'il fut obligé d'enlever de vive force, et par Hostalrich, qui refusa d'ouvrir ses portes. Le 24, Duhesme fut joint par le général Reille, qui lui amenait quelques renforts venant de Figuières. La veille, le marquis del Palacio était arrivé de Mahon, à la tête de 4 à 5,000 hommes qu'il avait fait débarquer à Tarragone. Ces forces, réunies à plus de 10,000 Somatènes, se portèrent au secours de Gironne, sous les ordres du comte de Caldaguès. La place renfermait, en outre, 2,000 hommes de vieilles troupes. Les Français, trop lents dans leurs préparatifs, ne terminèrent leurs travaux que le 12 août. Le feu commença le lendemain à minuit contre le fort de Montjuich et fut continué avec vi-

1808. Espagne.

vacité le 14 et le 15. La brèche allait être praticable, lorsque le comte de Caldaguès arriva devant la place. Assaillies par des forces supérieures dans la matinée du 16, les batteries des assiégeants furent enlevées et détruites, et il ne resta aux Français, découragés par cet échec, que le parti d'une prompte retraite qui commença le lendemain. Le général Reille retourna à Figuières et Duhesme à Barcelone, après avoir échoué une seconde fois dans son attaque contre Gironne.

Toute la province était sous les armes; au nord, du côté de Figuières, de nombreuses bandes interceptaient les communications, et faisaient main basse sur les convois destinés pour la forteresse de San-Fernando (ou fort de Figuières). Les escortes étaient impitoyablement massacrées; les cadavres mutilés des Français couvraient les chemins. Le général Reille, qui commandait dans cette partie, n'avait pu parvenir à battre et à dissiper ces rassemblements de Miquelets et de Somatènes, dont les sanglantes incursions portaient la terreur jusque sur les frontières de France.

Sur ces entrefaites, la junte centrale, pour soutenir le dévouement des Catalans, prit la résolution de leur envoyer des munitions de toute espèce, des officiers de ligne pour organiser les milices, et en dernier lieu un renfort de troupes régulières d'infanterie, de cavalerie et d'artillerie, détachées de l'armée d'Andalousie et commandées par ce même général Reding qui avait coopéré d'une manière si efficace aux manœuvres et aux combats qui avaient précédé la capitulation de Baylen. Les places de Rosas, de Gironne, Hostalrich, Tarragone, Lérida, Cardone, Tortose, le fort de Balaguer, etc., furent mis en état complet de défense. Les Anglais détruisirent, près de Mataro, la grande route de France à Barcelone, de telle sorte qu'elle était non-seulement impraticable, mais qu'elle exigeait encore, pour sa reconstruction, des travaux immenses et des frais considérables.

Affaibli par les combats qu'il avait eu à soutenir contre des forces quadruples des siennes, dans une province entièrement soulevée et désormais défendue par une armée régulière, le général Duhesme était bloqué dans Barcelone, d'où il n'osait presque plus faire de sortie, et où ses troupes commençaient à éprouver des privations de plus d'un genre.

Telle était la situation des affaires en Espagne, vers la fin du mois d'août. On a pu remarquer qu'à l'exception de la bataille de Medina-de-Rioseco, et de quelques autres avantages sans résultats bien déterminés, la fortune avait presque partout favorisé les efforts des insurgés et entretenu leur espoir de secouer le joug des Français. L'issue de la campagne de Portugal promit encore aux Espagnols une continuité de succès, en leur présentant l'appui immédiat des armes anglaises, victorieuses à Vimeiro; et il ne faut point se dissimuler que cet appui ne fût d'une importance majeure dans les circonstances où se trouvaient les défenseurs de la cause de Ferdinand et de la patrie. L'anarchie régnait au milieu de ce grand mouvement insurrectionnel, qui avait forcé les Français à se retirer sur la rive droite de l'Èbre. Les juntes formées dans les différentes provinces affectaient une autorité indépendante, sans reconnaître encore la nécessité de centraliser l'action révolutionnaire dans une assemblée ou conseil suprême, ainsi que l'avaient fait les Français en 1793. Chaque province avait son armée; mais, comme les juntes nommaient les chefs et les officiers, et retenaient pour elles la direction de leurs levées respectives, il n'y avait point d'ensemble dans le système général de guerre. Cependant l'intérêt du pays réclamait l'établissement d'une autorité unique et stable. La population de Madrid aurait dû la créer elle-même, pour que cette autorité servît de lien et de centre commun aux volontés des autres juntes; mais le conseil de Castille, jaloux de ses anciennes prérogatives, voulait étendre sur tout le royaume son influence et son pouvoir, prétendant être le dépositaire de la puissance suprême en l'absence du monarque. Toutefois les juntes provinciales, qui ne considéraient ce conseil que comme une autorité nulle et illégale, reçurent avec dédain les ordres qu'il leur adressa, l'accusant d'avoir été partisan dévoué des Français et d'avoir reconnu et publié les actes du gouvernement de Joseph. Depuis le mois de juin, l'attention des diverses juntes du royaume s'était portée sur la formation d'un gouvernement central et sur l'adoption d'un plan général pour chasser plus promptement les Français du sol de la patrie. Il s'agissait de la nomination d'une junte centrale, formée de deux membres

1808. Espagne.

pris dans chaque junte de province. Toutes les juntes du royaume approuvèrent ce projet, à l'exception de celle de Séville, qui, fière de sa hautaine suprématie, répugnait à descendre du faîte où elle s'était placée; mais, contrainte par l'opinion publique, elle finit par adhérer à ce qu'elle ne pouvait plus empêcher. Enfin, le 25 septembre, le nouveau gouvernement fut solennellement installé dans le palais d'Aranjuez, sous la dénomination de junte suprême et gouvernementale du royaume. Elle élut pour président le vieux comte de Floridablanca, ancien ministre de Charles III.

Le premier des généraux espagnols qui entra dans Madrid, après la sortie de Joseph, fut don Pédro Gonzalez de Llamas, avec les troupes de Valence et de Murcie, dans le commandement desquelles il avait remplacé Cervellon. Il y arriva le 13 août, à dix heures du matin, à la tête de 8,000 hommes. Le 23, il fut suivi par Castaños avec la réserve de l'armée d'Andalousie. A l'enthousiasme produit par l'arrivée de ces troupes victorieuses dans la capitale succéda la proclamation solennelle de Ferdinand VII; mais la nouvelle des événements survenus alors en Biscaye et en Navarre mit bientôt un terme aux réjouissances dans lesquelles se complaisaient les habitants de Madrid, qui croyaient sérieusement en avoir fini avec les envahisseurs du sol de la patrie.

Bilbao s'était soulevé aux premiers bruits de la victoire de Baylen, et cette insurrection, inquiétante pour les troupes françaises établies sur les rives de l'Èbre, provoqua le départ du général Merlin, qui, avec sa division, se porta sur la ville insurgée, et, le 16 août, dispersa les bandes indisciplinées qui vinrent au-devant de lui jusqu'à une demi-lieue de la ville, dans laquelle il pénétra. Des mutineries et des révoltes qui éclatèrent à Tolosa et dans d'autres communes du Guipuzcoa furent également réprimées, ainsi que des courses faites par des partisans de la Navarre qui cherchaient à soulever cette province et portaient l'épouvante jusque dans la ville française de Saint-Jean-Pied-de-Port.

CHAPITRE IV.

ANNÉES 1808 ET 1809.

Suite des opérations militaires en Espagne. Napoléon franchit les Pyrénées avec de nouvelles troupes; défaites successives des Espagnols à Burgos, Espinosa et Tudela; les Français rentrent dans Madrid; opérations en Catalogne; siége de Rosas, etc. — L'armée anglaise, entrée en campagne, se retire devant l'armée impériale; retour de l'empereur en France; le maréchal Soult poursuit l'armée britannique jusqu'à la mer; combat de la Corogne et embarquement des troupes anglaises; combats d'Almaraz, d'Uclès, etc. — Second siége de Saragosse.

1808. Espagne. Septembre.

Suite des opérations militaires en Espagne. — L'insurrection générale des provinces espagnoles, la catastrophe de Baylen, et la nécessité, pour l'armée française, de prendre une position défensive sur la rive droite de l'Èbre, après avoir eu l'espoir d'une occupation facile ou peu disputée, venaient de dessiller les yeux de Napoléon et de faire évanouir en grande partie les illusions qu'il s'était formées sur le caractère de la nation à laquelle il voulait imposer le joug de sa puissance. Il reconnut trop tard qu'il avait entrepris une guerre imprudente, et que c'était surtout une grande faute de l'avoir commencée avec des forces trop peu nombreuses ou trop disséminées pour assurer les succès qui seuls pouvaient la justifier. On rapporte qu'après avoir reçu la nouvelle de la capitulation des troupes du général Dupont il dit, dans un de ces moments d'expansion involontaire où ses paroles dévoilaient toute sa pensée : « Godoï et Murat m'ont trompé : la nation espagnole montre une énergie à laquelle j'étais loin de m'attendre. J'eusse mieux fait de déclarer franchement la guerre à son roi; j'aurais eu à combattre des troupes réglées, peu nombreuses, faciles à vaincre et difficiles à recruter, tandis que, si la lutte continue comme elle a commencé, avec des prédications, des croix et des bannières, les prêtres et les moines feront marcher contre mes armées jusqu'au dernier Espagnol. »

1808. Espagne.

Il eût été digne sans doute du vainqueur modéré des Autrichiens et des Russes de revenir alors sur une détermination trop légèrement prise, de prêter l'oreille aux conseils de la prudence, et de réparer une erreur aussi grave en cédant aux vœux du peuple espagnol, en lui rendant des princes et une dynastie réclamés d'une manière si spontanée et si instante; mais Napoléon s'était trop avancé pour revenir brusquement sur ses pas. Il crut éteindre par des flots de sang l'incendie qu'il avait allumé, et démontrer à l'Europe que la cause des peuples pouvait être vaincue par lui, comme l'avait été celle des rois. Il se persuada que, pour soumettre la nation levée tout entière contre ses soldats, il lui suffisait d'augmenter le nombre de ceux-ci dans la Péninsule. 80,000 hommes de vieilles troupes, instruments de sa gloire et de sa fortune en Italie et en Allemagne, furent dirigés sur les Pyrénées; les contingents de la confédération du Rhin furent mis également en mouvement, et un sénatus-consulte ordonna la levée de 160,000 conscrits.

Décidé à marcher lui-même à la tête de cette nouvelle armée pour faire la conquête de l'Espagne, Napoléon voulut auparavant sonder la politique des cours d'Allemagne, et s'assurer qu'elles n'apporteraient point d'obstacle à son entreprise. Les efforts heureusement tentés par l'Angleterre pour arracher le Portugal à la domination française, et les secours d'armes et de munitions déjà fournis par cette puissance aux insurgés espagnols, faisaient assez connaître que la guerre de la Péninsule serait fortement soutenue par le cabinet britannique, et qu'aucun sacrifice ne coûterait à celui-ci pour empêcher l'Espagne de devenir une annexe du grand empire.

Napoléon fit demander une entrevue à l'empereur Alexandre, et il fut convenu qu'elle aurait lieu le 27 septembre dans la ville d'Erfurt; tous les princes de la confédération vinrent assister à cette espèce de congrès.

Au milieu des fêtes multipliées qu'occasionna une réunion aussi imposante, les deux puissants monarques s'entretinrent avec franchise de leurs mutuels intérêts. On dit qu'Alexandre promit positivement de ne point s'opposer à l'établissement de Joseph en Espagne, et prit l'engagement de se ranger du côté de la France, dans le cas où l'Autriche et la Prusse seraient

tentées de se coaliser encore une fois avec l'Angleterre, pour recommencer la guerre en Allemagne, en profitant de l'emploi de la plus grande partie des forces impériales dans la Péninsule. La coopération, bien qu'un peu tardive, des troupes russes dans la campagne de 1809 contre l'Autriche, et la continuation de l'état de guerre de la Russie avec la Grande-Bretagne, confirment cette assertion. Tout porte à croire, en effet, qu'Alexandre avait garanti à son illustre allié, dans les conférences d'Erfurt, l'usurpation du trône espagnol. Cependant, pour avoir l'air de manifester quelques désirs de paix, malgré toutes ces dispositions à la guerre, les deux empereurs écrivirent ensemble au roi d'Angleterre une lettre qui donna lieu à une correspondance sans résultat entre M. Canning et les ministres de France et de Russie, S. M. B. étant résolue à maintenir les droits de la monarchie légitime d'Espagne.

L'empereur des Français, certain de rester en paix avec le nord de l'Europe, se hâta de revenir à Paris, le 18 octobre, pour s'y occuper sans relâche des préparatifs de la nouvelle campagne qu'il allait entreprendre. Nous avons déjà dit que, dès les premiers jours de septembre, il avait rappelé d'Allemagne, où elles étaient cantonnées, les troupes qu'il voulait porter dans la Péninsule. Le 11 du même mois, il avait passé en revue dans la cour du palais des Tuileries l'avant-garde de cette armée, et, s'adressant aux officiers, qu'il fit réunir en cercle autour de lui, il leur avait tenu le discours suivant, mis le jour même à l'ordre de tous les corps.

« Soldats! après avoir triomphé sur les bords du Danube et de la Vistule, vous avez traversé l'Allemagne à marches forcées; je vous fais aujourd'hui traverser la France sans vous donner un instant de repos.

« Soldats, J'AI BESOIN DE VOUS : la présence hideuse du léopard souille les continents d'Espagne et du Portugal; qu'à votre aspect il fuie épouvanté. Portons nos aigles triomphantes jusqu'aux colonnes d'Hercule : LA AUSSI NOUS AVONS DES OUTRAGES A VENGER.

« Soldats, vous avez surpassé la renommée des armées modernes, mais avez-vous égalé la gloire des armées de Rome,

1808. Espagne.

qui, dans une même campagne, triomphèrent sur le Rhin et sur l'Euphrate, en Illyrie et sur le Tage?

« Une longue paix, une prospérité durable seront le prix de vos travaux. Un vrai Français ne peut, ne doit prendre de repos jusqu'à ce que les mers soient ouvertes et affranchies.

« Soldats, tout ce que vous avez fait, tout ce que vous ferez encore pour le bonheur du peuple français et pour ma gloire, sera éternellement gravé dans mon cœur. »

La ville de Paris accueillit par des fêtes triomphales les soldats de la grande armée à leur passage dans cette capitale. Toutes les autorités civiles et militaires avaient ordre de se porter au-devant de ces belles phalanges, accourant du nord de l'Europe pour venger au midi la honte de la capitulation de Baylen. Les discours prononcés en ces occasions ne furent que les commentaires de la proclamation de Napoléon. Ils avaient pour but de justifier la guerre que la nation allait soutenir, d'en rejeter tout l'odieux sur l'Angleterre, et d'augmenter l'animosité du soldat contre cette puissance.

Ces réceptions brillantes furent répétées dans toutes les villes de l'empire que les troupes traversèrent pour se rendre à leur destination. A l'époque où l'empereur revint d'Erfurt, presque tous les corps appelés à faire partie de l'armée d'Espagne avaient passé la Bidassoa ou se trouvaient près de cette frontière. Napoléon les suivit bientôt : il était le 3 novembre au château de Marrac, près de Bayonne, et c'est de ce quartier général qu'il donna les premiers ordres pour recommencer activement les hostilités sur les bords de l'Èbre.

Cependant, l'espèce de trêve qui avait eu lieu dans la Péninsule, depuis que les Français s'étaient concentrés sur la rive droite de ce fleuve, avait été mise à profit par les Espagnols pour augmenter leurs moyens de résistance. D'après un article de la convention d'union entre les provinces insurgées, chacune d'elles devait lever, organiser et équiper un corps d'armée; en moins de six semaines, à dater de la victoire de Baylen, l'Espagne eut 180,000 hommes de troupes sous les armes, et tous disposés à verser la dernière goutte de leur sang afin d'assurer l'indépendance de leur pays.

C'était assurément une force assez respectable pour qu'on

pût l'opposer, avec quelque espoir de succès, à l'invasion qui se préparait, si l'Espagne eût eu à sa disposition une partie des ressources qui avaient si puissamment aidé la France dans ses premières campagnes contre les rois coalisés; mais ce royaume se trouvait alors presque sans armes, sans munitions dans ses arsenaux, sans administrations, sans magasins, sans généraux expérimentés, sans officiers capables d'instruire et de discipliner le plus grand nombre de ses soldats. L'armée nationale n'était, à proprement parler, qu'une réunion de bandes, dont les deux tiers étaient mal armés, avec une artillerie peu nombreuse et mal servie, et presque point de cavalerie. Les différents chefs, animés sans doute des sentiments les plus patriotiques, étaient incapables d'agir avec ensemble et de concert dans les grandes opérations, pour lesquelles il n'existait point, d'ailleurs, d'autre direction suprême que la junte centrale, qui s'était réunie à Aranjuez vers la fin de septembre.

Jusqu'au moment où les troupes françaises s'étaient retirées sur la rive gauche de l'Èbre, le gouvernement anglais, occupé de l'expédition de Portugal, n'avait que faiblement secouru les insurgés espagnols; mais, aussitôt que la convention de Cintra eut rendu disponible une partie des troupes britanniques, 20,000 hommes commandés par sir John Moore eurent ordre de marcher sur Valladolid, tandis qu'un autre corps de 15,000 hommes, venant directement des ports de la Grande-Bretagne, devait débarquer à la Corogne, sous les ordres du général sir David Baird.

En attendant l'arrivée un peu tardive de ces secours importants, les Espagnols reçurent un renfort sur lequel ils étaient loin de compter.

On se rappelle qu'en vertu du traité d'alliance offensive et défensive entre la France et l'Espagne, signé à Saint-Ildephonse en 1796, Charles IV, sur la demande de Napoléon, avait fourni, à la fin de 1807, un contingent de troupes, dont partie avait été envoyée en Italie, et l'autre à la grande armée en Allemagne. Ce dernier corps, commandé par le marquis de la Romana et composé de troupes d'élite de l'armée espagnole, au nombre de 15 à 16,000 hommes, avait été chargé, par l'empereur français, de la défense des côtes du Holstein, sous les or-

1808. Espagne.

dres directs du maréchal Bernadotte, prince de Ponte-Corvo; il s'y trouvait encore lorsque la révolution d'Espagne éclata. Informé par l'amiral qui commandait les forces navales anglaises dans la Baltique des événements qui se passaient dans sa patrie, le marquis de la Romana prit la résolution de se soustraire à la surveillance du maréchal auquel il était subordonné, et d'aller avec ses troupes se réunir aux défenseurs de son pays envahi par un perfide allié. Il se concerta, à cet effet, avec l'amiral anglais, qui s'empressa de favoriser de tous ses moyens un dessein aussi louable. A l'époque convenue, le général espagnol supposa des ordres, et mit sa division en mouvement : ceux qui étaient à Langeland se rendirent maîtres de cette île. Le 9 août, le marquis de la Romana s'empara de Nyborg, port de l'île de Fionie, dans laquelle était son quartier général, où le rejoignirent les troupes de Langeland et celles qui occupaient Swendborg et Faaborg. Le 13, avant que Bernadotte se fût aperçu de leur évasion, toutes ces troupes s'embarquèrent à Nyborg et firent voile pour Gœtheborg en Suède, où elles attendirent des bâtiments de transport. Peu de temps après elles se dirigèrent vers les côtes d'Espagne et débarquèrent le 20 à Santander. Le général jugea à propos de se rendre en Angleterre pour se concerter avec le gouvernement et accélérer l'envoi des secours promis aux insurgés.

La division espagnole n'était forte que de 9,000 hommes, parce que tous les détachements n'avaient pu joindre la Romana au lieu d'embarquement; 5,000 hommes environ furent enveloppés et désarmés par les troupes françaises et danoises. La présence inespérée de ces troupes aguerries et disciplinées fit la plus grande sensation sur l'esprit du peuple espagnol. Le général la Romana fut regardé comme un ange protecteur, et l'on demandait de toutes parts qu'il fût mis à la tête de l'armée; mais la junte centrale craignit de compromettre son pouvoir en confiant à un seul homme toutes les forces de la nation. Le vœu public ne fut point écouté; la Romana resta commandant de son corps d'armée, qui fut, dans la suite, renforcé par une partie des milices des Asturies et de la Galice.

Une dépêche du général commandant à Bayonne, adressée au roi Joseph à Vitoria, fut interceptée par un parti, dans les

premiers jours d'octobre, et apprit aux Espagnols l'arrivée prochaine des nombreux renforts que l'empereur envoyait à son frère. Cette nouvelle, au lieu de déterminer les généraux ennemis à concentrer leurs troupes pour opposer une plus forte résistance au choc violent dont ils étaient menacés, leur suggéra l'idée de s'étendre encore plus en avant sans lier les différents corps d'armée entre eux, et de former comme un grand arc à l'effet d'envelopper l'armée qui allait s'avancer sur l'Èbre. Fiers des succès obtenus en Andalousie sur la petite armée de Dupont, ces généraux osaient se flatter de réussir à cerner encore une fois l'armée française, et de la contraindre à une capitulation honteuse.

Voici quelles étaient la position et la force de l'armée espagnole, à la fin du mois d'octobre.

Trois corps principaux, ou plutôt trois armées séparées et distinctes, occupaient une espèce de ligne qui, partant des côtes des Asturies vers Santander, s'avançait en pointe sur la Biscaye, et, suivant ensuite le cours de l'Èbre jusque vers Tudela, remontait un peu dans la Navarre et l'Aragon, et redescendait encore sur l'Èbre vers Saragosse. Le corps de gauche, qui s'était avancé jusque vis-à-vis des hauteurs de Durango, en avant de Bilbao, dans la Biscaye, était fort de 50,000 hommes et commandé par le général Blake. Ce dernier avait remplacé le général Cuesta après la bataille de Medina-de-Rio-seco. Le général Castaños, à la tête des troupes réglées et des levées d'Andalousie, de Valence et de Castille, au nombre de 40,000 combattants, venait de traverser l'Èbre, près de Tudela, pour avancer sa droite dans la direction de Sanguesa et Pampelune; sa gauche était à trois fortes journées de marche de l'extrême droite du général Blake. 20,000 Aragonais, sous les ordres de don José Palafox, se trouvaient entre les routes de Tudela et de Jaca à Saragosse, en avant de cette dernière ville.

D'autres corps séparés, sous la dénomination d'armées de réserve et d'Estramadure, formaient comme une seconde ligne pour couvrir Madrid; mais ils étaient beaucoup trop éloignés des troupes dont nous venons de parler pour les soutenir au besoin. Le corps d'armée de Catalogne, fort de 25 à 30,000

1808. Espagne.

hommes, presque tous de nouvelle levée, sans compter quelques bandes disséminées dans les Pyrénées-Orientales, s'occupait alors de resserrer les troupes françaises dans les places de Barcelone et de Figuières. Le marquis de la Romana étant encore en Angleterre, sa division avait été laissée aux environs de Santander pour attendre son arrivée.

A cette même époque, les différents corps français qui avaient repassé l'Èbre dans les derniers jours d'août occupaient les positions suivantes

Les troupes du maréchal Moncey, formant la gauche de la ligne, bordaient la rive droite de la rivière Aragon, qui se jette dans l'Èbre au-dessous de Milagro; le maréchal avait son quartier général à Tafalla. Le maréchal Ney commandait un autre corps cantonné aux environs de Guardia, faisant face à l'Èbre. Les troupes du maréchal Bessières occupaient Miranda, et, sur la rive droite de l'Èbre, l'important défilé de Pancorbo. Une division sous les ordres du général Merlin était postée sur les hauteurs de Durango, pour couvrir la grande route de Vitoria à Bayonne, que les troupes du général Blake paraissaient menacer vers Mondragon. A l'arrivée d'un nouveau corps d'armée commandé par le maréchal Lefebvre, et composé de trois divisions aux ordres des généraux Leval, Sébastiani et Villatte, le roi Joseph rappela à Vitoria la division Merlin.

Les deux partis étaient en présence, et, sur plusieurs points, les avant-postes n'étaient séparés que par de faibles ruisseaux, sans toutefois qu'aucun engagement sérieux eût encore eu lieu. Les troupes du corps d'armée de Castaños, fières du succès de Baylen, témoignaient la plus grande impatience d'en venir aux mains avec des adversaires qu'on leur avait malheureusement appris à ne plus craindre. Le 25 octobre, des détachements de ces troupes occupèrent les postes de Viana et de Lérin. Le maréchal Moncey, voyant quelques-unes de ses positions menacées, fit avancer les brigades des généraux Habert et Razout, et la brigade de cavalerie du général Wathier, pour arrêter les Espagnols dans ce mouvement offensif et reprendre les postes occupés. L'ennemi, attaqué vigoureusement, fut culbuté et mis en déroute, 1,200 hommes entourés dans Lérin voulurent s'y défendre; mais le général Granjean, qui avait marche à l'appui du général Wa-

thier, leur fit mettre bas les armes. Un colonel, deux lieutenants-colonels, quarante officiers et douze cents vieux soldats, appartenant aux troupes de ligne qui avaient été tirées du camp de Saint-Roch devant Gibraltar, tombèrent ainsi au pouvoir des Français.

1808. Espagne

Dans le même temps, le maréchal Ney s'était porté sur Logroño, poste important de la rive droite de l'Ebre, et dont les Espagnols étaient maîtres. Après une résistance assez opiniâtre, ces derniers abandonnèrent la ville, avec perte de quelques centaines des leurs. Le maréchal, ayant fait rétablir le pont, auquel ils avaient mis le feu, traversa l'Ebre, poursuivit l'ennemi à plusieurs lieues au delà, et ramassa un grand nombre de prisonniers.

Ces troupes espagnoles, qui faisaient partie de l'armée de Castaños, massacrèrent dans leur retraite le général Pignatelli, qui les commandait, et qu'elles accusaient de trahison.

Le maréchal Lefebvre, duc de Dantzig, était entré en Espagne le 11 octobre, et nous avons dit plus haut qu'il avait pris poste avec son corps d'armée, composé de trois divisions, dont une de cavalerie, sur les hauteurs de Durango, pour contenir la gauche de la grande armée espagnole. De son côté le général Blake, qui commandait cette partie de troupes désignée sous le nom d'armée de Galice, s'était avancé jusqu'à Zornoza, dans l'intention de descendre sur Mondragon, dont il n'était éloigné que d'une marche, ce qui l'aurait placé entre Vittoria et Tolosa, sur la grande route de France à Madrid, et à trois journées derrière l'avant-garde de l'armée française. Dans cette situation, le maréchal Lefebvre, voyant que des partis inquiétaient déjà ses flancs, crut convenable de marcher sur son adversaire pour l'éloigner des communications qu'il voulait couper. En conséquence, les deux divisions d'infanterie Leval et Villatte, cette dernière composée de troupes de la confédération du Rhin, et la division de cavalerie aux ordres du général Sébastiani, se mirent en mouvement le 31 octobre, attaquèrent et culbutèrent les avant-postes du général Blake, et forcèrent celui-ci à se retirer en désordre par la route de Bilbao. Les troupes françaises entrèrent dans cette ville en même temps que les dernières colonnes espagnoles en sortaient, abandonnant

1808. Espagne.

une partie des magasins de leur armée et une grande quantité de fusils anglais nouvellement débarqués. La cavalerie harcela l'arrière-garde ennemie jusqu'à Güeñés.

Sur ces entrefaites, le premier corps de la grande armée française, commandé par le maréchal Victor, étant entré en Espagne, s'était avancé de Vittoria sur Orduña, et couvrait ainsi le flanc gauche du duc de Dantzig. Celui-ci se décida alors à renouveler son attaque contre le général Blake, qui s'était fortifié sur les hauteurs de Güeñés. Le 7 octobre, les trois divisions françaises s'avancèrent sur les positions ennemies, et, ayant percé le centre par un vigoureux effort, elles forcèrent les ailes à se replier et à se jeter en désordre dans les montagnes. Les difficultés du terrain empêchèrent le maréchal Lefebvre de poursuivre les Espagnols au delà de Valmaseda. La cavalerie française ne pouvait pas agir, et l'infanterie était trop fatiguée pour continuer à suivre la marche accélérée de l'ennemi. Ce combat de Güeñés coûta au corps d'armée de Blake plus de 4,000 hommes tués, blessés ou faits prisonniers. Les généraux de division Leval et Sébastiani, le général de brigade hollandais Chassé, le colonel Bacon, du 63ᵉ régiment d'infanterie de ligne, et le commandant du 27ᵉ d'infanterie légère s'étaient particulièrement distingués. Le maréchal cita avec éloge les différents régiments français et les deux régiments d'infanterie allemande, Bade et Nassau.

Cependant Napoléon, parti de Bayonne le 4 novembre, était arrivé le 5 au quartier général de Vittoria. Sa présence imprima aussitôt une grande activité aux opérations. Le maréchal Soult prit le commandement des troupes précédemment aux ordres du maréchal Bessières, et celui-ci fut mis par l'empereur à la tête de la cavalerie, qui devait former un corps à part. Au moyen des renforts que l'armée française venait de recevoir, son aile droite, appuyée au golfe de Gascogne, était formée des corps des maréchaux Lefebvre et Victor; le centre, à Vittoria et à cheval sur la grande route de Madrid, se composait des corps du maréchal Soult, de la réserve de cavalerie aux ordres du maréchal Bessières, et de la garde impériale. Les corps des maréchaux Ney et Moncey formaient l'aile gauche, dont l'extrémité s'appuyait aux montagnes de l'Aragon, vers Tudela.

Le 8 novembre, l'empereur, dirigeant lui-même le centre de sa grande armée, porta son quartier général de Vittoria à Miranda, sur l'Èbre. Son intention était de se porter rapidement sur Burgos, afin d'empêcher les corps de Blake et de Castaños de se concentrer sur Madrid, s'ils se retiraient, ou de les couper des troupes de réserve qui étaient en Castille, s'ils essayaient de résister.

D'après ce plan, les maréchaux Lefebvre et Victor, à l'aile droite, devaient pousser vigoureusement l'armée de Blake, déjà affaiblie par suite des deux combats de Bilbao et Güeñés, tandis qu'à la gauche les maréchaux Ney et Moncey, faisant tête aux troupes des généraux Castaños et Palafox à Logroño et sur les frontières de l'Aragon, avaient ordre d'attendre, pour s'ébranler et descendre l'Èbre vers Saragosse, le résultat de l'attaque que le centre de l'armée française allait faire sur la réserve espagnole, dite armée d'Estramadure, qui occupait Burgos.

Le 9 novembre, dans la soirée, l'empereur porta son quartier général à Briviesca, et l'armée du centre campa autour de cette petite ville. Le lendemain, à la pointe du jour, le maréchal Soult s'avança avec la division du général Mouton, pour reconnaître les positions de l'ennemi en avant de Burgos. Il trouva l'armée ennemie rangée en bataille au village de Gamonal, où se trouvait son centre, et prolongeant ses ailes à droite et à gauche de la grande route de Madrid, pour couvrir Burgos. Trente pièces de canon, qui étaient en batterie devant le village, firent feu aussitôt que la tête de la colonne française fut à portée. Quoique ses autres troupes, qui le suivaient, ainsi que le reste de l'armée du centre, fussent encore éloignées, le maréchal Soult ne balança point à donner l'ordre d'attaque. La division Mouton s'avança impétueusement sur le village de Gamonal, et y culbuta les gardes wallones et espagnoles qui le défendaient, et qui étaient les principales forces de l'armée ennemie. Le maréchal Bessières, étant ensuite accouru avec sa cavalerie, déborda les ailes, qui tenaient encore, les fit charger en flanc, acheva de les mettre en pleine déroute, et entra dans Burgos pêle-mêle avec les fuyards. Cette brusque attaque avait jeté l'ennemi dans une telle épouvante qu'il ne pensa même

1808. Espagne.

pas à défendre le château de cette ville, qui eût pu tenir quelques jours, et qui fut occupé sur-le-champ par les troupes françaises.

L'armée d'Estramadure perdit dans ce combat 3,000 tués ou blessés, 5,000 prisonniers, dont plusieurs généraux et officiers supérieurs, douze drapeaux et la plus grande partie de son artillerie. Ce beau succès était dû aux vigoureuses dispositions du maréchal Soult, à l'extrême valeur des troupes de la division du général Mouton[1], et aux charges brillantes de la cavalerie aux ordres du maréchal Bessières.

Les habitants de Burgos avaient abandonné leurs maisons pendant la bataille, par un pressentiment que l'issue de l'engagement ne serait point favorable aux armes espagnoles, et pour se soustraire à la vengeance du vainqueur, dont les généraux ennemis, et surtout les prêtres, exagéraient à dessein les excès. Les Français trouvèrent dans la ville des approvisionnements considérables en vin, blé et farine.

Napoléon fixa son quartier général à Burgos, où il séjourna jusqu'au 22. Cette ville étant au centre des opérations, l'empereur s'y trouvait à même de communiquer facilement avec ses deux ailes, et de les soutenir au besoin.

Dès le lendemain du combat de Burgos, l'empereur envoya des détachements dans plusieurs directions, à la poursuite de l'ennemi, afin de compléter l'anéantissement de l'armée d'Estramadure, qui, à la vérité, venait d'être promptement dispersée, mais qui pouvait se rallier plus loin et recevoir des renforts. Les trois divisions de cavalerie des généraux Lasalle, Latour-Maubourg et Milhaud, se mirent en marche avec vingt pièces d'artillerie légère pour se porter rapidement, par Lerma et par Palencia et Zamora, sur les flancs et sur les derrières de l'armée anglaise de sir John Moore, que l'empereur croyait déjà réunie autour de Valladolid. Le maréchal Soult marcha sur Reynosa, afin de déborder le flanc gauche de l'armée de Galice; mais, malgré la rapidité de son mouvement, il ne devait plus y rencontrer l'ennemi : une autre bataille, gagnée presqu'au

[1] Le Bulletin officiel, après avoir fait l'éloge du général Mouton, ajoutait : « Il est vrai que cette division est composée de corps dont le nom seul est « depuis longtemps un titre d'honneur. »

même moment où l'armée du centre entrait dans Burgos, venait de disperser l'armée du général Blake.

Le maréchal Victor avait reçu l'ordre de marcher, ainsi que nous l'avons dit, par Murguia et Amurrio sur Valmaseda. Toutefois, les troupes de l'armée de Galice s'étant retirées sur Espinosa de los Monteros, le duc de Bellune dut alors se porter de ce côté.

Le but du général ennemi, en prenant la direction que nous venons d'indiquer, était de couvrir l'évacuation du parc d'artillerie et des magasins qui étaient à Reynosa, et de retarder, en tentant le sort des armes sur un terrain qui lui était favorable, l'entrée des troupes françaises dans la province de la Montaña, où se trouvaient encore des magasins et des dépôts d'objets précieux, à Santander, Santillana, Cumillas et autres villes. Espinosa est l'intersection des routes de Santander et Reynosa à Villarcayo.

L'armée espagnole couronnait les montagnes qui sont en avant d'Espinosa; par sa gauche elle couvrait la route de Santander; par sa droite elle s'appuyait à des précipices et à une hauteur sur laquelle était placée une batterie de six pièces d'artillerie. Le général Blake avait fait occuper un plateau en avant par les troupes de ligne du corps de la Romana, que des bâtiments anglais avaient ramené du Holstein, ainsi qu'on l'a vu plus haut.

Le maréchal Victor, arrivé devant Espinosa le 10 novembre à deux heures de l'après-midi, se décida à faire attaquer sur-le-champ le plateau dont nous venons de parler. Le général Pacthod s'avança en conséquence avec sa brigade, composée des 94e et 95e de ligne, pour enlever cette position à la baïonnette. Le 63e régiment fut placé au centre, directement vis-à-vis d'Espinosa, tandis que le 27e d'infanterie légère, disposé en échelons sur la droite, surveillait la gauche de l'ennemi, qui occupait les hauteurs.

Après une résistance de deux heures, les troupes qui défendaient le plateau avancé furent culbutées dans les ravins et les précipices qui l'environnaient; les deux régiments de *la Principessa* et de *Zamora* y perdirent presque tout leur monde.

Les troupes françaises s'étaient portées avec d'autant plus

1808. Espagne.

d'ardeur à cette attaque que, considérant leurs adversaires comme des parjures pour avoir déserté les rangs de l'armée française, et être accourus des bords de la Baltique au secours de leur patrie, odieusement envahie, elles voulaient tirer une vengeance éclatante de cette prétendue félonie.

Les six pièces d'artillerie ennemie placées sur la hauteur de droite battaient le plateau à bout portant; les Français n'avaient point de canons par la difficulté de les conduire dans ce pays montagneux : ceux du général Blake venaient de ses derrières. Toutefois, les efforts réitérés de l'ennemi pour reprendre la position enlevée furent inutiles : le général Pacthod s'y maintint avec ses troupes, et la chute du jour mit fin au combat.

Pendant la nuit, le maréchal Victor fit relever les 94e et 95e régiments sur le plateau par le 9e d'infanterie légère et le 24e de ligne; le 54e occupa les bois qui se trouvent à gauche de cette position; le reste des troupes du corps d'armée bivouaqua en arrière.

De son côté le général Blake fit ses dispositions pour recevoir l'attaque du lendemain. Supposant que les efforts des Français se porteraient plus particulièrement sur sa droite, il y concentra ses meilleures troupes, vis-à-vis d'un coude formé par la petite rivière de la Trueba, près d'Espinosa.

Le 11, au matin, le duc de Bellune s'aperçut avec satisfaction qu'il avait réussi à attirer l'attention de l'ennemi sur ce point; mais, au lieu de faire attaquer immédiatement, comme Blake s'y attendait, l'épais bataillon carré qui était au pied du plateau enlevé la veille par le général Pacthod, le maréchal dirigea le général Maison avec les deux régiments de sa brigade (16e léger et 45e de ligne) sur les hauteurs où se trouvait placée la gauche des Espagnols.

Le général Maison remplit parfaitement sa mission, qui était de débusquer l'ennemi de ce côté. Le 16e d'infanterie légère se précipita sur la hauteur dominante, clef de cette position, et l'enleva à la baïonnette; dans le même moment, les troupes du plateau et le centre de l'armée française marchèrent en avant; le 27e d'infanterie légère s'empara des six pièces de canon de l'ennemi; le 16e poussa droit sur le pont d'Espinosa, où il se fit un grand carnage; le grand bataillon carré, acculé

dans le coude de la Trueba, passa cette rivière dans le plus grand désordre et avec une perte immense; les Espagnols, en fuyant, jetaient leurs armes, se dépouillaient des habits rouges que leur avait donnés le gouvernement anglais, et se couvraient de leurs capotes brunes, pour mieux échapper à l'œil du vainqueur.

Telle fut l'issue de la bataille d'Espinosa. Des 45,000 hommes dont se composait l'armée ennemie, plus de la moitié avaient été tués, noyés ou faits prisonniers; le reste s'échappait dans différentes directions. Pendant le combat, le maréchal Lefebvre, qui avait suivi d'assez près le mouvement du maréchal Victor, avait dirigé la division Sébastiani sur Villarcayo; la droite des Espagnols se trouva ainsi débordée, et le général Sébastiani sabra et prit un grand nombre de fuyards.

Blake espérait rallier ses troupes et se reposer quelque temps à Reynosa; il pouvait fortifier cette position avec les soixante pièces de canon qui s'y trouvaient parquées; mais la marche accélérée du maréchal Soult sur ce point ne lui en donna pas le temps. Informé de ce dernier mouvement, le général espagnol se sauva précipitamment à travers les montagnes, avec ses débris. Le maréchal Soult entra dans Reynosa le 12, et s'y empara des canons, des magasins de vivres et de munitions, et du grand dépôt d'habillements fournis par l'Angleterre.

Le marquis de la Romana, récemment de retour en Espagne, accourait en toute hâte pour prendre le commandement en chef de l'armée de Galice, que venait de lui conférer la junte suprême d'Oviedo; mais, parvenu à Renedo, dans la vallée de la Saja, il ne rencontra plus que des soldats débandés, mourant de faim, et ne se fiant, pour leur sûreté, qu'à leurs efforts individuels. Il réussit pourtant à les rallier, et à en former un corps de 10 à 12,000 hommes, qu'il conduisit ensuite, à travers la chaîne des Asturies, dans un pays plus abondant en ressources, aux environs de la ville de Léon, où il espérait d'ailleurs pouvoir se mettre en communication avec l'armée anglaise, qu'il savait être en marche sur le Duero par Salamanque.

Le maréchal Soult ne s'arrêta point à Reynosa, et, poursuivant toujours les débris de l'armée de Galice, il entra dans la

1808. Espagne.

province de Santander, en faisant explorer les montagnes par la division du général Boudet, qui battit encore et dispersa plusieurs rassemblements ou partis ennemis. Les troupes françaises, entrées à Santander le 16 novembre, y trouvèrent une immense quantité de coton, de denrées coloniales et de marchandises anglaises. Tout fut vendu au profit des Espagnols que les juntes avaient dépouillés de leurs biens pour avoir embrassé le parti de Joseph. Différentes colonnes parcoururent ensuite la province, pour en réduire les habitants et achever la destruction de l'armée de Galice. Le colonel Tascher rencontra à Cumillas un détachement isolé, le sabra en grande partie, et lui prit trois pièces de canon. Le général Franceschi obtint un pareil avantage aux environs de Sahagun, sur un autre parti qui escortait un convoi de bagages et de malades. Le 20 novembre, le général Sarrut, côtoyant le bord de la mer, vers la frontière de la province des Asturies, fut tout à coup arrêté dans sa marche par un corps de 5,000 hommes qui était en position sur des hauteurs en avant de San-Vicente de la Barquiera. La force de la colonne française ne s'élevait pas à 1,000 hommes; mais le général n'hésita point à prendre l'initiative de l'attaque sur ses nombreux adversaires : il marcha droit à eux avec 700 hommes, tandis que le colonel Tascher, avec 150 chasseurs à cheval et deux compagnies d'infanterie, se portait sur la droite des hauteurs, pour les tourner et couper la retraite de l'ennemi. Ces deux mouvements réussirent complétement : les Espagnols furent culbutés et contraints pour la plupart à se jeter dans la mer, le colonel Tascher leur fermant le seul passage par lequel ils auraient pu se sauver. Les Français firent 2,000 prisonniers dans cette affaire.

Les troupes du maréchal Soult balayèrent ainsi tout le pays à trente lieues en avant de Santander. Au 22 novembre, il ne restait plus d'ennemis apparents à combattre. On a vu que la Romana avait pris avec ses 12,000 hommes le chemin de Léon: c'était tout ce qui restait réuni de l'armée dont on venait de lui donner le commandement; les autres avaient été tués, pris ou dispersés de manière à ne pouvoir se réunir de longtemps. Partout on désarmait les habitants, en employant d'ailleurs tous les moyens possibles de douceur pour les engager à se sou-

1808. Espagne.

mettre volontairement; mais, dans le temps même qu'ils paraissaient disposés à supporter la domination du vainqueur, ils assassinaient les Français isolés et les petits détachements qui ne se tenaient point sur leurs gardes. Le désir de la vengeance s'était encore accru chez ces Espagnols montagnards, depuis que des défaites multipliées avaient humilié l'orgueil national.

Deux des principales armées espagnoles étaient détruites, celles d'Estramadure et de Galice; il ne restait plus que les corps de droite, désignés sous les noms d'armées d'Andalousie et d'Aragon. La première était fière du succès obtenu à Bayllen; la seconde, de sa première défense dans Saragosse: l'une et l'autre étaient regardées par les Espagnols comme les plus puissants moyens de résistance qu'ils eussent à opposer à l'invasion française. Mais l'empereur, dans le vaste plan de ses premières opérations en Espagne, avait arrêté la prompte défaite de ces troupes si renommées. Il n'attendit que la nouvelle de l'entière dispersion de l'armée de Galice pour ordonner les dispositions du mouvement décisif que les corps de gauche de l'armée française devaient faire sur les forces réunies des généraux Castaños et Palafox. La direction principale de cette attaque fut confiée au maréchal Lannes [1], qui partit à cet effet, le 19 novembre, du quartier général impérial, pour se rendre à Lodosa, où se trouvait le maréchal Moncey. Le maréchal Ney avait ordre de se diriger avec une partie de ses troupes vers Soria, pour couper la retraite de l'ennemi sur Madrid ou sur le royaume de Valence.

Le 21, la division du général Lagrange, la brigade de cavalerie légère du général Colbert, et celle de dragons aux ordres du général Digeon, partirent de Logroño par la rive droite de l'Èbre. Le même jour, les divisions qui formaient le corps d'armée du maréchal Moncey passèrent l'Èbre à Lodosa, abandonnant tout le pays entre ce fleuve et Pampelune. Le 22, ces troupes continuèrent leur mouvement en se dirigeant sur Calahorra. Cette ville, où Castaños avait précédemment établi son quartier général, venait d'être évacuée, et l'on apprit que

[1] Ce maréchal venait d'arriver récemment de Naples.

1808. Espagne.

les généraux ennemis, prévoyant l'attaque des Français, concentraient leurs troupes sur Tudela. De Calahorra, le corps d'armée français s'avança jusqu'à Alfaro, également abandonné par l'ennemi. Le jour suivant, le général Lefebvre-Desnouettes, qui marchait à l'avant-garde avec sa division de cavalerie, appuyée par celle d'infanterie aux ordres du général Morlot, rencontra les premiers postes ennemis et en donna avis au maréchal Lannes. Celui-ci, s'étant porté sur-le-champ en avant pour reconnaître la position des Espagnols, trouva leur armée forte de 45,000 combattants, partagée en sept divisions, rangée en bataille en avant de Tudela, et se prolongeant sur une ligne d'une lieue et demie d'étendue.

Les troupes aragonaises du général Palafox occupaient la droite, celles de Valence et de Castille étaient au centre, et les trois divisions d'Andalousie formaient la gauche. Quarante pièces de canon étaient en batterie sur ce front immense. Il est facile de remarquer le vice d'une pareille disposition et d'en prévoir le résultat. Castaños avait le commandement en chef.

A neuf heures du matin, l'armée française commença son déploiement avec l'ordre, la régularité et la précision qui caractérisent des troupes exercées, tandis que le tumulte et l'agitation régnaient dans les rangs presque partout indisciplinés de l'armée ennemie. Soixante pièces d'artillerie furent mises en batterie sur les emplacements les plus convenables.

L'ardeur qui animait les troupes françaises fit précipiter l'ordre de l'attaque. La division du général Maurice Mathieu s'avança la première sur le centre de l'armée espagnole, qu'elle enfonça. Le général Lefebvre-Desnouettes passa aussitôt avec sa cavalerie par cette trouée, et, par un quart de conversion à gauche, enveloppa les divisions aragonaises qui formaient la droite de l'ennemi, et que pressait de front la division du général Morlot. Dans le même moment, le général Lagrange attaquait avec sa division les troupes d'Andalousie, appuyées au bourg de Cascante. Celles-ci, quoique les meilleures et les plus aguerries de l'armée espagnole, ne tinrent pas plus longtemps que les autres, et abandonnèrent, dans le plus grand désordre, le champ de bataille, avec leur artillerie et un grand

nombre de prisonniers. Le général Lagrange avait fait avancer sa division par échelons, et s'était mis à la tête du premier, formé par le 25e régiment d'infanterie légère. Cette troupe aborda l'ennemi avec une telle impétuosité que 200 Espagnols eurent le corps traversé par les baïonnettes à la première charge. Un pareil choc n'avait pas peu contribué à jeter l'épouvante dans les rangs des valeureuses troupes de Castaños.

La cavalerie française poursuivit les fuyards jusqu'à Mallen, dans la direction de Saragosse, et jusqu'à Tarazona, dans la direction de Soria.

Sept drapeaux, trente pièces de canon avec leurs attelages et leurs caissons, douze colonels, 300 officiers et 3,000 soldats prisonniers furent les trophées de cette victoire; plus de 4,000 hommes avaient été tués ou noyés dans l'Èbre [1].

Si le duc d'Elchingen eût pu s'avancer à temps par Agreda (village situé à moitié chemin de Cascante à Soria), comme le lui prescrivaient les instructions de l'empereur, l'armée de Castaños presque tout entière eût été forcée à mettre bas les armes; mais ce maréchal avait eu, dans sa longue marche, plusieurs combats à soutenir. Parvenu le 22 à Soria, il crut devoir donner deux jours de repos à ses troupes fatiguées, et n'arriva que le 25 au lieu indiqué [2].

Le général Palafox, avec les troupes d'Aragon, s'était retiré sur Saragosse, où, par une des plus belles défenses dont l'histoire fasse mention, ses soldats et lui devaient bientôt réparer, aux yeux de la nation espagnole, leur conduite sur le champ

[1] Le maréchal Lannes, dans son rapport à l'empereur sur cette bataille, fit une mention particulière des généraux de division Maurice Mathieu, Lefebvre-Desnouettes et Lagrange; des généraux de brigade Couin (de l'artillerie) et Augereau, frère du maréchal de ce nom; des colonels Pepin et Kasiesowski, du major Kliski, de l'aide de camp Guéhéneuc, et des lieutenants Viry et Labédoyère (condamné à mort et fusillé en 1815); ces deux officiers avaient enlevé chacun une pièce de canon, et Labédoyère, quoique blessé grièvement, avait longtemps défendu sa conquête avec la plus rare valeur.

[2] On a dit que le maréchal Ney, jaloux du choix que l'empereur avait fait du maréchal Lannes pour diriger l'expédition contre l'armée de Castaños, apporta exprès une grande lenteur dans le mouvement qui lui était prescrit, afin de rendre le succès de son rival moins complet : le caractère franc et loyal du maréchal repousse une pareille inculpation.

1808. Espagne.

de bataille de Tudela. Les troupes de Valence, de Castille, et partie de celles d'Andalousie, prirent la direction de Valence; 10,000 hommes de l'armée de Castaños se jetèrent sur la grande route de Saragosse à Madrid, et essayèrent de gagner cette capitale par Siguenza, Guadalajara et Alcala.

Nous avons dit que les colonnes de l'armée ennemie avaient été poursuivies dans les deux principales directions qu'elles avaient prises. Le général Maurice Mathieu marcha avec sa division sur Borja, ramassant sur sa route un grand nombre de traîneurs, presque tous des troupes de ligne. Les paysans insurgés, sans habits d'uniforme et jetant leurs armes, échappaient plus facilement aux recherches et à la poursuite des vainqueurs. Le maréchal Ney se porta d'Agreda sur Tarazona, que les Espagnols venaient d'évacuer après avoir fait sauter un parc de soixante caissons d'artillerie, et fit sa jonction avec le général Maurice Mathieu à Borja.

L'empereur avait quitté Burgos le 22, pour se porter sur Lerma, et de là sur Aranda, où il s'arrêta quelque temps pour attendre des nouvelles de sa gauche.

A cette époque, le maréchal Victor, duc de Bellune, était venu avec ses troupes remplacer au centre le corps du maréchal Soult, chargé spécialement de poursuivre, ainsi qu'on l'a vu, les débris de l'armée de Galice dans les Asturies; les troupes du maréchal Moncey se préparaient à faire le siége de Saragosse, et le maréchal Ney était parti de Tarazona pour suivre à marches forcées les colonnes du général Castaños, qui continuaient leur retraite sur Valence et sur Madrid. Le 28, l'avant-garde du corps français avait atteint et battu une arrière-garde ennemie au défilé de Buvierca, sur le Jalon, près de Medinaceli.

Le succès obtenu à Tudela détermina l'empereur à marcher rapidement sur Madrid, pendant que ses armées de droite et de gauche achevaient la dispersion des troupes vaincues, pour empêcher la jonction de leurs débris avec le corps d'armée qui couvrait la capitale.

Le 29, le quartier impérial fut placé au village de Boceguíllas. Le maréchal Victor, dont le corps d'armée marchait en tête des troupes du centre, arriva le 30 devant le défilé du

Somosierra, qui fait partie de la chaîne des monts *Carpetanos*, que traverse la grande route de Castille. Un corps de 13,000 hommes, formé en partie des débris de l'armée battue à Burgos et des autres troupes restées en réserve dans la Nouvelle-Castille, défendait cette importante position, sous les ordres de don Benito San-Juan; les Espagnols avaient fortifié le col, et seize pièces de canon s'y trouvaient en batterie. Les premières troupes du maréchal Victor, c'est-à-dire le 9e d'infanterie légère, qui marcha sur les hauteurs de droite, le 96e de ligne, qui suivait la chaussée, et le 24e, qui se dirigea sur les hauteurs de gauche, après avoir culbuté les avant-postes ennemis, s'engagèrent dans le défilé en les pourchassant. Le général Senarmont, avec six pièces de canon, s'avançait en tête du 96e régiment sur la chaussée. L'ennemi avait garni de tirailleurs les hauteurs de droite et de gauche; ses meilleures troupes, rangées en amphithéâtre dans les rochers les plus rapprochés du col, prolongeaient, par un feu croisé, la pente rapide de la chaussée, qui était d'ailleurs enfilée par l'artillerie placée sur le sommet : aucune autre issue ne conduisait à cette position inexpugnable.

1808. Espagne.

Tandis que l'intrépide infanterie française faisait de pénibles efforts pour gravir à droite et à gauche, et soutenait avec sa fermeté ordinaire le double feu de l'artillerie et de la mousqueterie espagnoles, l'empereur survint : la cavalerie de sa garde, dont le régiment de chevau-légers polonais tenait la tête, était derrière lui, en colonne dans le défilé.

Napoléon s'arrêta près de l'artillerie, dans le fond du défilé, au bas de la montagne, pendant que le 9e léger, les 24e et 96e de ligne commençaient à gravir les hauteurs. Il examina attentivement la position de l'ennemi, dont le feu redoublait d'intensité à ce moment : plusieurs boulets tombèrent à côté de l'empereur ou passèrent sur sa tête.

Le régiment de chevau-légers polonais venait d'être placé par son major, le colonel Dautancourt, en colonne serrée par escadrons, au delà du fossé, à droite de la route, dans une pente adoucie de la montagne [1].

[1] Le régiment des chevau-légers polonais avait pour colonel-commandant

1808.
Espagne.

Cependant le feu continuait, sans que l'infanterie française fit des progrès sensibles, lorsque l'empereur, impatienté de cette résistance, donna à l'escadron des chevau-légers polonais de service auprès de sa personne l'ordre de charger sur la batterie ennemie qui, du sommet du col, enfilait la route. Cette brave troupe, conduite par le chef d'escadron Kozictulski et le major Philippe de Ségur, s'élança aussitôt en colonne par quatre, la chaussée ne permettant pas un plus grand déploiement. Cette colonne fut ramenée par le feu violent de la batterie et des tirailleurs espagnols; mais le comte Krasinski et le colonel Dautancourt, qui la suivaient à la tête des autres escadrons du régiment, la rallièrent par leur seule présence, et se précipitèrent de nouveau avec elle en avant. Gravir la montagne au galop, malgré une pluie de mitraille et un feu croisé de mousqueterie des plus épouvantables; renverser tout ce qui voulut s'opposer au choc, emporter l'inaccessible position de l'ennemi, fut l'affaire d'un instant : tout, artillerie et infanterie, fut enlevé, sabré, dispersé, coupé ou pris. Cette seconde charge, qui eut un succès si prodigieux, fut efficacement appuyée par les colonnes d'infanterie de droite et de gauche, qui s'étaient glissées, à la faveur du brouillard, jusque sur les flancs de l'ennemi, en atteignant les sommets des parois latérales de la gorge du Somosierra.

Cette charge brillante doit être regardée, à juste titre, comme le plus étonnant et le plus audacieux des faits d'armes dont la cavalerie ait fourni l'exemple; aussi couvrit-elle de gloire le régiment qui l'exécuta, et qui dès lors fut irrévocablement associé à l'élite des vieux soldats français.

Les avantages d'une action aussi mémorable furent décisifs. Le corps espagnol était dispersé et anéanti; il avait perdu dix drapeaux, toute son artillerie, trente caissons, tous ses baga-

le général comte Krasinski, et, pour majors, les deux colonels français Dautancourt et Delaitre. Le comte Krasinski, quoique malade, n'avait point voulu quitter sa troupe; toutefois, il laissait momentanément la direction des mouvements au colonel-major Dautancourt. Dans la position que celui-ci venait de faire prendre au régiment, les Polonais étaient presque tout à fait à l'abri du canon ennemi, mais non du feu des tirailleurs, qui en blessèrent plusieurs.

ges, les caisses des régiments, un grand nombre d'hommes tués ou prisonniers. Parmi ces derniers se trouvaient plusieurs colonels et autres officiers supérieurs. San-Juan, blessé à la tête, fut enveloppé par les lanciers polonais, et ne parvint qu'avec peine à se dégager et à gagner, par des sentiers détournés, Ségovie, où se rallièrent les fuyards.

Le régiment polonais avait eu 57 hommes tués ou blessés [1].

Des hauteurs de Somosierra, le régiment des chevau-légers, conduit par le colonel-major Dautancourt, et celui des chasseurs à cheval de la garde, commandé par le général Lefebvre-Desnouettes, poursuivirent les débris espagnols jusqu'au delà de Buitrago, bourg situé sur la rive droite de la Lozoya, qui traverse la route de Madrid : le reste des troupes suivit ce mouvement.

Le désastre de Somosierra laissait Madrid à découvert, et mettait le gouvernement suprême en péril s'il ne se hâtait de quitter Aranjuez. Il fut décidé qu'il se retirerait à Badajoz, et, dans la nuit du 1er au 2 décembre, tous ses membres partirent d'Aranjuez les uns après les autres. Arrivés sans malencontre à Talavera de la Reyna, ils résolurent, au lieu d'aller à Badajoz, de se transporter à Séville, où ils firent leur entrée le 17, et, dès le lendemain, la junte centrale ouvrit ses séances dans le palais de l'Alcazar.

Le 1er décembre, le corps entier du maréchal Ney [2] fit sa jonction avec l'armée du centre par Guadalajara et Alcala. Le quartier impérial fut placé ce même jour au village de Sant-Augustino. Le lendemain, l'empereur partit, dès l'aurore, pour se porter, avec la cavalerie de sa garde et les deux divisions de dragons des généraux Latour-Maubourg et Lahous-

[1] Les lieutenants Krzyzanowski, Rowicki et Radowski furent tués sur le champ de bataille ; le capitaine Dziewanowski, blessé mortellement, mourut quelques jours après ; le capitaine Pierre Krasinski, parent du colonel, et le lieutenant Niegolewski furent également blessés. Le chef d'escadron Kozictulski, renversé de son cheval tué sous lui, fut foulé aux pieds et couvert de contusions. Le major Philippe de Ségur fut blessé de trois coups de feu dans la première charge.

[2] La division du général Lagrange, qui avait si vaillamment coopéré au succès de la bataille de Tudela, faisait partie de ce corps, dont elle n'avait été distraite que momentanément.

1808. Espagne.

saie, sur les hauteurs d'où l'on découvre Madrid, en arrivant par la grande route de Castille. A la vue de la capitale des Espagnes, les troupes se rappelèrent que ce jour était le double anniversaire du couronnement et de la glorieuse bataille d'Austerlitz, et témoignèrent leur ardeur et leur enthousiasme par des acclamations réitérées.

Cependant Madrid était dans la plus grande fermentation; depuis huit jours on s'y occupait du soin de barricader les portes et les rues; les cloches des nombreuses églises que renferme cette cité sonnaient toutes à la fois; les prêtres appelaient la population entière sous les armes; plus de 40,000 paysans s'y étaient réunis, des campagnes environnantes, aux 8,000 hommes de troupes réglées spécialement chargées de la défense, sous les ordres du général Morla, capitaine général de l'Andalousie, et membre d'une junte centrale militaire, que présidait le marquis de Castelar; cent pièces de canon étaient distribuées sur les points principaux. Mais, par suite du conflit des opinions qui divisent nécessairement les grandes cités dans des circonstances aussi difficiles, les moyens de défense dont nous parlons se trouvaient comme paralysés. Une rivalité funeste s'était élevée entre les autorités civiles et militaires, et avait donné lieu à de longs débats, pendant lesquels les précautions d'urgence avaient été en partie négligées. Deux factions partageaient Madrid : l'une était formée des militaires, des levées de l'extérieur introduites dans la ville pour sa défense, de la classe pauvre du peuple, qui, soumise à toute l'influence des prêtres, et n'ayant rien à perdre, voulait résister jusqu'à la dernière extrémité; la seconde comprenait la classe des marchands et principaux artisans, et tous les habitants riches et aisés : ceux-ci, dans l'intérêt de leur fortune et de leurs propriétés, prétendaient qu'une capitale ne doit jamais soutenir de siége contre un ennemi qu'une suite de succès a conduit devant ses murs. Toutefois, le parti militaire et du peuple se trouvait le plus fort et le plus nombreux; il était maître du château royal du Retiro, bâti sur une hauteur qui domine la ville, et fortifié avec quelque soin.

Le maréchal Bessières envoya, par ordre de l'empereur, un de ses aides de camp dans la ville, pour sommer les autorités

d'en ouvrir les portes ; mais cet officier faillit devenir victime de l'exaspération de la populace, et ne dut son salut qu'à la protection d'un détachement de troupes de ligne, qui le reconduisit aux avant-postes français. De son côté, la junte militaire chargea un officier général de porter la réponse qu'elle croyait devoir faire à la sommation, et qu'elle venait de rédiger au bruit des vociférations de la multitude réunie sur la place du palais. Trente hommes des plus déterminés de la milice servirent d'escorte au général espagnol, et l'accompagnèrent dans sa mission, afin de le surveiller en quelque sorte, et de rendre au peuple un compte exact de l'entrevue qui allait avoir lieu aux avant-postes. On ne put douter de l'influence qu'exerçait la faction dominante, lorsqu'après avoir remis la réponse dont il était porteur, et par laquelle la junte déclarait que la population entière de Madrid était résolue à s'ensevelir sous les ruines de cette ville plutôt que d'en permettre l'entrée aux Français, le général ennemi dressa lui-même le procès-verbal de sa mission, et prit la précaution d'en faire certifier le contenu par son escorte, qui ne l'avait point quitté d'un seul pas. La figure sinistre, le regard farouche et le langage menaçant de ces hommes, tout présageait aux Français la résistence la plus sanglante et la plus opiniâtre.

Quelques déserteurs des gardes wallones, parvenus à s'échapper et à gagner les avant-postes français, donnèrent bientôt quelques détails sur la situation intérieure de la ville. On apprit que l'un des régidors de Madrid, le marquis de Peralès, se trouvait au nombre des victimes de la fureur populaire. Accusé d'avoir fait mettre du sable dans les cartouches, ce gentilhomme, qui avait joui jusqu'alors de la confiance publique, avait été assassiné par la populace, son corps mis en pièces, ses membres dispersés, et portés dans tous les quartiers de la ville, comme les trophées d'une victoire remportée sur la trahison. Il avait été résolu et arrêté ensuite de refaire toutes les cartouches, et 4,000 moines étaient chargés de ce travail dans l'intérieur du *Retiro*. Toutes les milices et les réfugiés des environs étaient nourris à discrétion dans les palais et dans les principales maisons, que le peuple avait fait tenir ouverts à cet effet.

Sur ces entrefaites, les troupes de l'armée du centre s'étaient

1808. Espagne.

approchées successivement, et l'infanterie n'était plus qu'à un myriamètre (environ deux lieues et demie) de Madrid. L'empereur employa le reste du jour à reconnaître une partie des environs de cette place, pour faire ses dispositions d'attaque. Une des divisions du corps du maréchal Victor étant arrivée à sept heures du soir, l'empereur dirigea la brigade du général Maison sur les faubourgs situés du côté de la route de France, pour s'en emparer, et ordonna au général Lauriston, son aide de camp, de soutenir et de protéger cette attaque avec quelques escadrons et quatre pièces d'artillerie légère de la garde.

Le feu s'engagea bientôt, à l'entrée des faubourgs, et devint très-vif. Les voltigeurs du 16e régiment d'infanterie légère s'emparèrent des premières maisons et d'un grand cimetière. Pendant la nuit, le reste des troupes du corps du maréchal Victor prit position, et tous les points désignés par l'empereur furent garnis d'artillerie.

A minuit, le major général Berthier, prince de Neuchâtel, envoya dans la place un lieutenant-colonel d'artillerie, fait prisonnier à Somosierra, pour remettre au marquis de Castelar une lettre conçue en ces termes :

A monsieur le commandant de la ville de Madrid.

« Les circonstances de la guerre ayant conduit l'armée française aux portes de Madrid, et toutes les dispositions étant faites pour s'emparer de la ville de vive force, je crois convenable, et conforme à l'usage de toutes les nations, de vous sommer, monsieur le général, de ne pas exposer une ville aussi importante à toutes les horreurs d'un assaut, et de ne pas rendre tant d'habitants paisibles victimes des maux de la guerre. Voulant ne rien épargner pour vous éclairer sur votre véritable situation, je vous envoie la présente sommation par l'un de vos officiers, fait prisonnier, et qui a été à portée de voir les moyens qu'a l'armée pour réduire la ville. »

Le 3, à neuf heures du matin, le même parlementaire rapporta au quartier général français la réponse suivante :

« Monseigneur, avant de répondre catégoriquement à V. A., je ne puis me dispenser de consulter les autorités constituées de cette ville, et de connaître les dispositions du peuple en lui

donnant avis des circonstances présentes. A ces fins, je prie V. A. de m'accorder cette journée de suspension, pour m'acquitter de ces obligations, vous promettant que demain, de bonne heure, ou même cette nuit, j'enverrai ma réponse à V. A. par un officier général.

1808. Espagne.

« Je prie V. A. S., etc.

« *Signé* le marquis de CASTELAR. »

Mais, au moment même de la réception de cette réponse, trente pièces d'artillerie française, en batterie devant le Retiro, foudroyaient les murs de cet établissement royal. Une brèche ayant été rendue praticable, des voltigeurs de la division du général Villatte y passèrent et furent suivis par leur bataillon. En quelques minutes tout l'intérieur fut inondé de soldats français, qui culbutèrent la garnison chargée de le défendre; l'observatoire, la manufacture de porcelaine, bâtis dans l'enceinte du Retiro, la grande caserne, l'hôtel de Medina-Celi, ainsi que tous les débouchés, qui avaient été retranchés, furent successivement emportés par les assaillants. Pendant ce temps, une fausse attaque était dirigée contre un autre côté de la ville, pour y attirer la principale attention de l'ennemi; vingt pièces, tant canons qu'obusiers, étaient en batterie sur ce dernier point et faisaient un feu terrible.

Il est impossible de rendre le désordre et la confusion que ces deux attaques répandirent dans la ville. On vit arriver encore de nombreux déserteurs de la ligne, et principalement des Wallons et des Suisses. Ils rapportèrent qu'un grand nombre de maisons étaient crénelées, qu'on avait élevé des traverses dans les principales rues et formé des barricades dans plusieurs autres, et que les fenêtres étaient matelassées. Maîtres du Retiro, d'où l'on peut foudroyer toute la ville, et de l'entrée de la grande rue d'Alcala, les Français ne s'avancèrent qu'avec précaution et en petit nombre. L'empereur avait défendu qu'on pénétrât dans les maisons et que le soldat se livrât au pillage.

A onze heures du matin le feu cessa sur tous les points, et le major général Berthier envoya un nouveau parlementaire au marquis de Castelar, avec une seconde sommation, rédigée de manière à épouvanter les Espagnols sur les suites de l'atta-

1808.
Espagne.

que déjà commencée si heureusement, en ménageant toutefois leur orgueil national. « Défendre Madrid, disait le prince de Neuchâtel, est contraire aux principes de la guerre, et inhumain pour les habitants. S. M. m'autorise à vous envoyer une troisième sommation. Une artillerie immense est en batterie; des mineurs sont prêts à faire sauter ses principaux édifices; des colonnes sont à l'entrée des débouchés de la ville, dont quelques compagnies de voltigeurs se sont rendus maîtres; mais l'empereur, toujours généreux dans le cours de ses victoires, suspend l'attaque jusqu'à deux heures. La ville de Madrid doit espérer protection et sûreté pour ses habitans paisibles, pour le culte, pour ses ministres, enfin l'oubli du passé. Arborez un pavillon blanc avant deux heures, et envoyez des commissaires pour traiter de la reddition de la ville. »

A cinq heures, le général Morla, membre de la junte militaire, et D. Bernardo Yriarte, député de la ville, arrivèrent au quartier général, accompagnant le parlementaire français; ils étaient chargés de demander au prince major général une suspension d'armes pendant tout le restant de la journée, afin, disaient-ils, que les autorités eussent le temps de disposer le peuple à se rendre. Le major général crut devoir alors présenter ces commissaires à l'empereur.

Napoléon, en voyant paraître devant lui ce même Morla qui n'avait pas craint de livrer cinq vaisseaux de guerre français à la rapacité anglaise, avant même que la nation espagnole n'eût déclaré la guerre à la France, ne put se défendre d'un mouvement d'indignation, et, s'adressant aux députés, il leur dit avec l'accent de la colère : « C'est vainement que vous mettez en avant le nom du peuple; si vous ne pouvez parvenir à calmer son irritation, c'est parce que vous l'avez excitée, parce que, vous-mêmes, vous l'avez préparée par des mensonges. Rassemblez les curés, les chefs des couvents, les alcades, les propriétaires: que d'ici à six heures du matin la ville soit soumise, ou elle aura cessé d'exister. Je ne veux ni ne dois retirer mes troupes. Vous avez massacré les malheureux prisonniers français tombés entre vos mains; vous avez, il y a peu de jours, laissé traîner et mettre à mort dans les rues deux domestiques de l'ambassadeur de Russie, parce qu'ils étaient nés

Français. L'inhabileté et la lâcheté d'un général avaient mis en vos mains des troupes qui avaient capitulé sur le champ de bataille, et la capitulation a été violée. Vous, monsieur Morla, quelle lettre avez-vous écrite à ce général[1] ? Il vous convenait bien de parler de pillage, vous qui, étant entré en Roussillon, avez enlevé toutes les femmes et les avez partagées comme un butin entre vos soldats ! Quels droits aviez-vous d'ailleurs de tenir un pareil langage ? La capitulation vous l'interdisait. Voyez quelle a été la conduite des Anglais, qui sont bien loin de se piquer d'être rigides observateurs du droit des nations : ils se sont plaints de la convention du Portugal, mais ils l'ont exécutée. Violer un traité militaire, c'est renoncer à toute civilisation ; c'est se mettre sur la même ligne que les Bédouins du désert. Comment donc osez-vous demander une capitulation, vous qui avez violé celle de Baylen ? Voilà comme l'injustice et la mauvaise foi tournent toujours au préjudice de ceux qui s'en sont rendus coupables. J'avais une flotte à Cadix ; elle était l'alliée de l'Espagne, et vous avez dirigé contre elle les mortiers de la ville où vous commandiez ; j'avais une armée espagnole dans mes rangs : j'ai mieux aimé la voir passer sur les vaisseaux anglais, et être obligé de la précipiter du haut des rochers d'Espinosa, que de la désarmer ; j'ai préféré avoir 7,000 hommes de plus à combattre que de manquer à la bonne foi et à l'honneur. Retournez à Madrid ; je vous donne jusqu'à demain six heures du matin. Revenez alors, si vous n'avez à me parler du peuple que pour m'apprendre qu'il s'est soumis ; sinon, vous et vos troupes, vous serez tous passés par les armes. »

Ce discours fut prononcé par Napoléon avec un emportement plus simulé que réel. Il voulait effrayer les envoyés ennemis, afin qu'à leur retour ils communiquassent plus fortement à la multitude l'impression qu'ils venaient de recevoir. Au fond, l'empereur désirait ardemment que la reddition de Madrid eût les apparences d'une soumission volontaire ; il croyait que l'Espagne entière ne tarderait pas à suivre l'exemple donné par la capitale

[1] Celle que nous avons rapportée plus haut, page 450 de ce volume.

1808. Espagne.

Cependant les milices et le peuple refusaient non-seulement de déposer leurs armes, mais continuaient encore de faire un feu très-vif par les fenêtres des habitations qui bordent la belle promenade du Prado. Le général Maison fut blessé, et le général Bruyères fut tué pour s'être trop imprudemment avancé dans la rue d'Alcala. Les déserteurs, qui ne cessaient point d'arriver, annonçaient que plus de quarante mille furieux parcouraient les rues en demandant qu'on les menât au combat, et en accusant les chefs de lâcheté et de trahison. Le marquis de Castelar et le plus grand nombre des autres officiers généraux, ne croyant point que cet élan fût capable d'arrêter les progrès de l'armée française, profitèrent des ténèbres de la nuit pour sortir de la ville avec les troupes de ligne et seize pièces de canon. Cette retraite entraîna la dispersion du plus grand nombre des mutins. Ils prirent la fuite et laissèrent le champ libre au parti disposé à se rendre.

Le 4, à six heures du matin, le général Morla et don Fernando de la Vera revinrent au quartier du prince de Neuchâtel pour lui annoncer que les habitants paisibles acceptaient avec reconnaissance les généreuses propositions de l'empereur, mais qu'il était nécessaire de prendre de grandes mesures contre l'effervescence toujours subsistante des basses classes du peuple. A dix heures, le général Belliard entra avec un corps de troupes dans la capitale, dont il venait d'être nommé gouverneur. Tous les postes furent occupés au même instant. Napoléon, voulant d'abord arrêter les effets de tout ressentiment et calmer l'irritation d'une grande majorité des habitants, fit proclamer un pardon général. La modération du vainqueur et la discipline rigoureuse que les chefs firent observer aux troupes ramenèrent bientôt la sécurité; la population se répandit dans les places et dans les rues; les boutiques se rouvrirent et ne furent fermées qu'à onze heures du soir. Les habitans, qui avaient travaillé avec tant de peine et de soin à fortifier leurs maisons, à barricader et à dépaver les rues, mirent la plus grande célérité à rétablir chaque chose comme auparavant, et à faire disparaître ces préparatifs d'une défense opiniâtre, à laquelle ils renonçaient avec une espèce de satisfaction. Les pièces de canon qu'on avait d'abord essayé de soustraire à la vue des Fran-

çais furent livées et conduites au Retiro. Toutefois, dans cette journée et pendant les suivantes, la cavalerie française eut ordre de se tenir prête à agir; les chevaux restèrent constamment sellés comme si l'on eût été en présence de l'ennemi. Ces précautions étaient commandées par le souvenir de l'insurrection du 2 mai; on avait d'ailleurs répandu le bruit que 1,200 hommes déterminés étaient restés cachés dans la ville pour en soulever de nouveau la population et pour la diriger dans l'exécution d'un massacre général des vainqueurs, à la première occasion favorable.

Les troupes ,ne furent point logées chez l'habitant : on les caserna dans des couvents sur divers points de la capitale, et l'on n'exigea pas même les fournitures nécessaires pour ce casernement extraordinaire, dans l'intention sans doute de ménager les citoyens et de les attacher au roi Joseph.

L'empereur ne voulut point entrer dans Madrid; campé avec sa garde sur les hauteurs de Chamartin, à une lieue de la ville, il continuait à faire toutes les dispositions qu'il jugeait convenables pour décider l'entière soumission de l'Espagne.

Pendant le mouvement de l'armée du centre sur Madrid, le corps du maréchal Lefebvre s'était également approché de la Nouvelle-Castille par Valladolid; le 2 décembre il occupait Ségovie.

Nous avons dit que le maréchal Ney, en rétrogradant de Tarasona pour venir joindre l'armée du centre, s'était attaché à la poursuite de la colonne des troupes d'Andalousie, qui avait pris la direction de Guadalajara. Ce corps ennemi, commandé par le général la Peña, avait heureusement évité de s'engager avec le maréchal, qui n'avait atteint, comme on l'a vu, qu'une arrière-garde au défilé de Burvierca; mais lorsque les Français eurent dépassé Guadalajara, le général espagnol tenta de se rapprocher de cette ville. Le chef d'escadron Lubienski, envoyé dans la journée du 2 dans la même direction, ayant fait le rapport de ce mouvement au quartier impérial, le maréchal Bessières reçut ordre de marcher aussitôt sur ces débris de l'armée de Castaños avec seize escadrons de cavalerie, que l'empereur fit soutenir par une des divisions du maréchal Victor. A son arrivée à Guadalajara, le duc d'Istrie (Bessières) trouva l'ar-

1808. Espagne.

rière-garde de l'ennemi, qui, ayant brusquement changé de direction, cherchait à gagner par les montagnes la grande route de la Manche pour se retirer sur l'Andalousie. Cette troupe fut culbutée et perdit 500 prisonniers. Quelques jours après, le maréchal porta la brigade de dragons du général Bordesoulle et la brigade du général Ruffin sur Aranjuez, pour en chasser les troupes du général la Peña, qui occupaient déjà cette résidence royale, d'où elles se retirèrent à l'approche des colonnes françaises, pour continuer leur mouvement rétrograde.

A l'ouest de Madrid, 6 à 700 hommes de milices, qui voulurent défendre le monastère royal de l'Escurial, en furent chassés de vive force, le 5, par les dragons de la division Lahoussaie.

L'occupation de la capitale des Espagnes ne produisit point, dans les provinces de cette monarchie, l'effet qu'en attendait Napoléon; aucune ne s'empressa de faire séparément des démarches pour détourner la vengeance d'un vainqueur irrité. Les députations de Madrid et quelques alcades envoyés des lieux occupés par les troupes françaises vinrent seuls offrir des soumissions dictées par la crainte. Ce fut le 9 décembre que 1,200 des principaux habitants de Madrid, composant les diverses députations municipales, du clergé régulier et séculier, du corps de la noblesse, des cinq corporations supérieures, des dix quartiers de la ville, des notables des paroisses, enfin des corporations inférieures, ayant à leur tête D. Pédro de Mora-y-Lomas, corrégidor de la ville, furent appelés au quartier général de Chamartin, pour présenter leurs hommages à l'empereur et prêter serment de fidélité au roi Joseph.

Napoléon répondit à l'orateur de cette grande députation dans les termes suivants :

« J'agrée les sentiments de la ville de Madrid. Je regrette le mal qu'elle a essuyé, et je tiens à bonheur particulier d'avoir pu, dans ces circonstances, la sauver et lui épargner de plus grands maux.

« Je me suis empressé de prendre des mesures qui tranquillisent toutes les classes de citoyens, sachant combien l'incertitude est pénible pour tous les peuples et pour tous les hommes.

« J'ai conservé les ordres religieux en restreignant le nombre des moines. Il n'est pas un homme sensé qui ne jugeât qu'ils étaient trop nombreux. Ceux qui sont appelés par une vocation qui vient de Dieu resteront dans leurs couvents ; quant à ceux dont la vocation était peu solide et déterminée par des considérations mondaines, j'ai assuré leur existence dans l'ordre des ecclésiastiques séculiers. Du surplus des biens des couvents j'ai pourvu aux besoins des curés, de cette classe la plus intéressante et la plus utile parmi le clergé.

« J'ai aboli ce tribunal contre lequel le siècle et l'Europe réclamaient. Les prêtres doivent guider les consciences, mais ne doivent exercer aucune juridiction extérieure et corporelle sur les citoyens.

« J'ai satisfait à ce que je devais à moi et à ma nation ; la part de la vengeance est faite : elle est tombée sur dix des principaux coupables ; le pardon est entier et absolu pour tous les autres.

« J'ai supprimé des droits usurpés par les seigneurs, dans le temps des guerres civiles, où les rois ont trop souvent été obligés d'abandonner leurs droits pour acheter leur tranquillité et le repos des peuples.

« J'ai supprimé les droits féodaux, et chacun pourra établir des hôtelleries, des fours, des madragues, des pêcheries, et donner un libre essor à son industrie, en observant seulement les lois et les règlements de la police. L'égoïsme, la richesse et la prospérité d'un petit nombre d'hommes nuisaient plus à votre agriculture que les chaleurs de la canicule.

« Comme il n'y a qu'un Dieu, il ne doit y avoir, dans un Etat, qu'une justice. Toutes les justices particulières avaient été usurpées et étaient contraires aux droits de la nation ; je les ai détruites.

« J'ai aussi fait connaître à chacun ce qu'il pouvait avoir à craindre, ce qu'il avait à espérer.

« Les armées anglaises, je les chasserai de la Péninsule.

« Saragosse, Valence, Séville seront soumises, ou par la persuasion, ou par la force des armes.

« Il n'est aucun obstacle capable de retarder longtemps l'exécution de mes volontés.

1808. Espagne.

« Mais ce qui est au-dessus de mon pouvoir, c'est de constituer les Espagnols en corps de nation, sous les ordres du roi, s'ils continuaient à être imbus des principes de scission et de haine envers la France que les partisans des Anglais et les ennemis du continent ont répandus au sein de l'Espagne. Je ne puis établir une nation, un roi et l'indépendance des Espagnols, si ce roi n'est pas sûr de leur affection et de leur fidélité.

« Les Bourbons ne peuvent plus régner en Europe. Les divisions dans la famille royale avaient été fomentées par les Anglais. Ce n'était pas le roi Charles et le favori que le duc de l'Infantado, instrument de l'Angleterre, comme le prouvent les papiers récemment trouvés dans sa maison, voulait renverser du trône ; c'était la prépondérance de l'Angleterre qu'on voulait établir en Espagne : projet insensé, dont le résultat aurait été une guerre de terre sans fin, et qui aurait fait couler des flots de sang. Aucune puissance ne peut exister sur le continent, influencée par l'Angleterre. S'il en est qui le désirent, leur désir est insensé, et produira tôt ou tard leur ruine.

« Il me serait facile, et je serais obligé de gouverner l'Espagne, en y établissant autant de vice-rois qu'il y a de provinces ; cependant, je ne me refuse point à céder mes droits de conquête au roi, et à l'établir dans Madrid, lorsque les 30,000 citoyens que renferme cette capitale, ecclésiastiques, nobles, négociants, hommes de loi, auront manifesté leurs sentiments et leur fidélité, donné l'exemple aux provinces, éclairé le peuple, et fait connaître à la nation que son existence et son bonheur dépendent d'un roi et d'une constitution libérale, favorable aux peuples et contraire seulement à l'égoïsme et aux passions orgueilleuses des grands.

« Si tels sont les sentiments des habitants de la ville de Madrid, que ses 30,000 citoyens se rassemblent dans les églises ; qu'ils prêtent devant le saint sacrement un serment qui sorte non-seulement de la bouche, mais du cœur, et qui soit sans restriction jésuitique ; qu'ils jurent appui, amour et fidélité au roi ; que les prêtres au confessionnal et dans la chaire, les négociants dans leurs correspondances, les hommes de loi dans leurs écrits et leurs discours, inculquent ces sentiments au peuple. Alors je me dessaisirai du droit de conquête, je

placerai le roi sur le trône, et je me ferai une douce tâche de me conduire envers les Espagnols en ami fidèle. La génération présente pourra varier dans ses opinions : trop de passions ont été mises en jeu ; mais vos neveux me béniront comme votre régénérateur ; ils placeront au nombre des jours mémorables, ceux où j'ai paru parmi vous, et de ces jours datera la prospérité de l'Espagne. »

1808. Espagne.

Opérations militaires en Catalogne; siége et prise de Rosas par le corps d'armée aux ordres du général Saint-Cyr; défaite de l'armée espagnole à Cardadeu et au pont de Moulins-del-Rey, sur le Llobregat, etc. — On a vu dans le chapitre précédent que le général Duhesme, après avoir échoué dans sa seconde tentative sur Gironne, avait été obligé de s'enfermer dans Barcelone. Le général Vivés, qui avait succédé au marquis del Palacio, tenait Duhesme étroitement bloqué. Le général espagnol, en prenant, le 28 octobre, le commandement du corps de blocus, lui avait donné une nouvelle organisation, et la junte centrale appliqua à ce corps la dénomination d'armée de Catalogne ou de la droite. Elle se composait de 19,500 hommes d'infanterie, 800 chevaux et dix-sept pièces d'artillerie. Le quartier général était établi à Martorell.

Nov. et déc.

Dès le mois de septembre, l'empereur avait changé l'organisation de l'armée de Joseph, qui fut incorporée à celle qui venait la renforcer. Cette armée fut divisée en huit corps : le 1er, commandé par le maréchal Victor; le 2e, par le maréchal Bessières, qui fut remplacé plus tard par le maréchal Soult; le 3e, par le maréchal Moncey; le 4e, par le maréchal Lefebvre; le 5e, par le maréchal Mortier; le 6e, par le maréchal Ney; le 7e, par le général Gouvion Saint-Cyr, et le 8e, par le général Junot, duc d'Abrantès. Ces huit corps d'armée présentaient un effectif de 200,000 hommes d'infanterie et 50,000 de cavalerie. Le 7e corps était destiné à entrer en Catalogne; il avait été réuni sur les frontières des Pyrénées orientales, dans le courant de septembre. L'empereur avait compté sur l'expérience et l'habileté du général Gouvion Saint-Cyr pour lui confier une entreprise aussi délicate que difficile. Trois divisions formaient ce corps d'armée : la première, aux ordres du général Souham, était composée de huit bataillons d'infanterie et du 24e régiment

1808. Espagne.

de dragons; la seconde, composée de régiments italiens, était commandée par le général Pino; le général Chabot était à la tête de la troisième, formée de régiments napolitains. Ces troupes avaient été tirées de l'armée que le prince Eugène commandait en Italie.

La difficulté des communications entre Perpignan et Figuières, le manque d'approvisionnements, la rareté des vivres et la difficulté d'en trouver en pays ennemi, dans des plaines fertiles, mais entièrement ravagées, retinrent quelque temps les troupes du général Saint-Cyr dans les cantonnements qu'elles occupaient autour de Perpignan. Des émissaires espagnols voulurent profiter de ce retard pour essayer de débaucher les soldats soit par des promesses pécuniaires, soit en leur faisant une peinture effrayante des obstacles, des privations, des dangers et du sort inévitable qui les attendaient en Catalogne ; et, comme les habitants de la frontière française renchérissaient eux-mêmes sur ces détails, les chefs et les officiers eurent besoin des plus grands efforts pour en effacer la funeste impression produite sur l'esprit des jeunes conscrits.

Les troupes de la grande armée étaient déjà sur la rive droite de l'Èbre lorsque le septième corps (celui de Saint-Cyr), destiné à agir de concert avec elle, traversa les Pyrénées orientales et investit, le 6 novembre, la place de Rosas. La division du général Reille (du corps de Duhesme), qui était restée cantonnée dans les environs de Figuières, se réunit alors aux troupes du général Saint-Cyr, et fut chargée, conjointement avec la division italienne du général Pino, de faire le siége de Rosas. Les Italiens emportèrent, le 8 novembre, les hauteurs de San-Pedro, et rejetèrent l'ennemi dans la place. Le général Fontana, à la tête de trois bataillons d'infanterie légère italienne et des voltigeurs du 7e de ligne, se porta sur Selva, chargea à la baïonnette les miquelets et quelques soldats anglais qui défendaient ce poste, les culbuta dans la mer, et s'empara de dix pièces de 24, que les Anglais avaient précédemment débarquées. La brigade du général Mazzuchelli emporta, quelques jours après, avec la même intrépidité, les faubourgs de Rosas.

L'ennemi voulut tenter une sortie, pour reprendre ces faubourgs, dans la journée du 12; mais il fut reçu vigoureuse-

ment par la même brigade italienne, qui lui tua une centaine d'hommes.

Dans la journée du 18 novembre, les officiers du génie et de l'artillerie française firent la reconnaissance de la place et déterminèrent les points d'attaque, ainsi que l'emplacement des différentes batteries. La tranchée fut ouverte à huit heures du soir, sur le plateau situé vis-à-vis du bastion de droite de l'attaque. Au jour les travailleurs furent couverts. La parallèle avait de quatorze à quinze cents mètres de développement, et se trouvait à cinq cents mètres de la place. Elle enveloppait un des bastions du front d'attaque, et se terminait, à droite, par un retour le long du talus formé par le terrain, en cet endroit à peu près parallèlement à la mer, et à gauche d'un grand ruisseau [1]. L'artillerie avait établi en arrière de la parallèle, et sur la capitale du bastion du front d'attaque, une batterie destinée à recevoir six mortiers.

Le travail de cette première nuit avait été conduit avec tant de prudence que l'ennemi n'en eut pas le moindre soupçon. Deux jours auparavant, les sapeurs italiens, aidés par un détachement d'infanterie de la division Pino, avaient mis le chemin de Cadaques en état de servir au passage de l'artillerie, en sorte que celle-ci se trouva prête à armer les batteries. On commença également les travaux de l'attaque du fort de la Trinité ou du Bouton, et ils suivirent les progrès de l'attaque principale.

Sans entrer dans tous les détails de ce second siége de Rosas et du fort de la Trinité, nous nous bornerons à dire que les troupes françaises et italiennes qui s'y trouvèrent employées égalèrent en bravoure et en constance l'armée républicaine qui avait été chargée de la même opération dans l'hiver de 1794 à 1795.

Le général Vivés, alors tout entier au soin de tenir le général Duhesme bloqué dans Barcelone, n'avait pas plus tôt appris l'entrée du 7e corps d'armée français en Espagne qu'il s'était hâté de porter une de ses divisions sur la Fluvia, pour arrêter les progrès du général Saint-Cyr. Le 24 novembre, cette avant-garde ennemie, forte de 5,000 hommes, et commandée

[1] Voyez le plan ci-contre.

1808. Espagne.

par le général Alvarez, s'avança sur plusieurs colonnes pour attaquer les postes de Navata, Pontos et Armadas, occupés par les troupes de la division Souham, qui était chargée de couvrir les opérations du siége. Cette tentative fut promptement repoussée. Les Espagnols, culbutés sur tous les points et rejetés au delà de la Fluvia, laissèrent entre les mains de leurs adversaires 1 colonel, 1 major, 10 officiers et 115 prisonniers. Trois bataillons d'infanterie légère et la compagnie d'élite du 24e régiment de dragons suffirent pour mettre en fuite un corps de 5,000 hommes de troupes exercées.

La place de Rosas et le fort de la Trinité se rendirent aux Français le 5 décembre. La garnison, forte de 3,000 hommes, resta prisonnière de guerre et fut conduite en France. L'occupation de Rosas devenait aussi utile à l'armée française qu'elle était fâcheuse pour les Anglais, en les privant d'un entrepôt facile et commode pour fournir aux insurgés des vivres et des munitions, et pour jeter, à leur gré, des partis sur les derrières.

Cependant le général Vivés persistait à vouloir s'emparer de Barcelone, qui souffrait depuis longtemps de la disette des vivres. Profitant de cet état de détresse, il tenta par toutes sortes de voies de corrompre la fidélité des Italiens et des Napolitains, dont se composait, en grande partie, le corps de Duhesme. Il fit même au général Lecchi, gouverneur de la ville et des forts de Barcelone, des offres magnifiques, qui furent repoussées avec indignation [1]. Sans se rebuter, et comptant sur les intelligences secrètes qu'il avait dans la place, il continuait de la resserrer, et formait des projets et des plans d'attaque, contre l'avis des hommes du métier, qui voulaient qu'il marchât

[1] « Général Lecchi, votre grade, les appointements dont vous jouissez, une propriété, un million de piastres, un asile perpétuel en Espagne, votre transport en Angleterre ou en Amérique, si vous craignez de tomber entre les mains des Français, voilà ce que je vous promets, si vous livrez la forteresse de Montjuich et la rendez à la nation outragée. Vos troupes le désirent, elles vous suivront. Il dépend de vous d'être un héros, et en même temps de vous enrichir. Si vous acceptez, vous êtes assuré d'une fortune perpétuelle, et vous êtes délivré des périls qui vous environnent. Si vous désirez traiter ou faire des propositions, instruisez-moi par le porteur de la présente, en m'indiquant le lieu, la forme et la personne à laquelle vous donnerez votre confiance. La loyauté de la nation espagnole, et, en son

à la rencontre de Saint-Cyr avec la majeure partie de ses forces, réunies à celles de Reding et à 4,000 Aragonais commandés par le marquis de Lazan, frère de Palafox, et qu'il attaquât les Français à propos et avec avantage dans quelqu'une des positions difficiles qu'ils devaient traverser pour arriver au secours de Barcelone. Ce judicieux avis reçut bientôt sa confirmation des événements.

Immédiatement après la reddition de Rosas, le général Gouvion Saint-Cyr se prépara à marcher sur Barcelone, qu'il était urgent de secourir ; mais il lui fallut auparavant disperser quelques bandes qui infestaient les environs. Une de ces dernières, commandée par un capucin, fut tellement serrée par les voltigeurs français qu'elle fut forcée de se réfugier dans une vieille tour bâtie près du village de San-Miguel, sur la rive gauche de la Fluvia. Le moine intrépide défendit ce poste pendant trois jours, bravant le feu de l'artillerie et de la mousqueterie et l'épaisse fumée d'un bûcher qu'on alluma au pied de la tour pour étouffer la garnison. Les Français et les Italiens perdirent une quarantaine d'hommes et eurent beaucoup de blessés dans l'attaque de cette bicoque. Le manque de vivres et de munitions put seul déterminer le commandant enfroqué à accepter une espèce de capitulation, d'après laquelle il descendit du sommet de la tour à l'aide de cordes, tous les planchers intérieurs ayant été dévorés par les flammes. Il fut conduit prisonnier en France avec une cinquantaine de miquelets non moins résolus que lui.

La marche du 7ᵉ corps sur Barcelone présentait de grands obstacles. En cas d'échec, toute retraite était presque impossible, car il fallait franchir de hautes montagnes couvertes de neige; passer de longs et étroits défilés semés de coupures et

nom, le général en chef, vous garantissent l'effet de ces promesses. *Signé* le général Vivès. »

Réponse du général Lecchi.

« J'ai reçu, monsieur le général, une lettre portant votre signature. Il est indigne d'un militaire de chercher des coupables et des traîtres parmi des hommes d'honneur. S'il arrive un jour où nous puissions nous rencontrer, vous me rendrez raison de cette insulte, si la lettre est véritablement de vous. »

1808. Espagne.

d'abatis, en s'emparant des hauteurs qui les dominent, et qui étaient garnies, dans toute leur longueur, de nombreux miquelets; contenir les garnisons des deux places de Gironne et Hostalrich; enfin, écraser une armée qui, placée sur le terrain le plus avantageux et pourvue d'artillerie, devait disputer opiniâtrément le passage. Les bonnes dispositions du général Saint-Cyr et la bravoure de ses troupes triomphèrent de ces difficultés.

Le 8 décembre, le général français fit camper son armée sur la rive gauche de la Fluvia, s'étendant depuis San-Perés del Pescador jusqu'à Pontos et Armadas, sur les hauteurs qui dominent la rivière vis-à-vis de Bascara. Le lendemain, il prit position sur la rivière du Ter, depuis Vergés jusqu'à Sarria, petite ville située à une demi-lieue de la place de Gironne. Ses avant-postes sur la rive droite du Ter poussèrent devant eux quelques détachements ennemis. Par ce mouvement Saint-Cyr donnait le change à la garnison de Gironne, en lui faisant craindre l'investissement de cette place.

Le 11 l'armée se dirigea sur la Bisbal et se concentra autour de cette ville. Là le général en chef fit prendre des cartouches, des vivres pour six jours, renvoya à Figuières l'artillerie, les bagages et toutes les voitures, et ne garda que les mulets de bât strictement indispensables.

Le 12, la division italienne du général Pino s'établit à Santa-Christina de Aro, et la division Souham prit poste à Castel de Aro.

Les défilés entre la Bisbal et Calonja, couverts d'abatis et de coupures, étaient défendus par 1,200 miquelets, sous les ordres de leur chef don Juan Claros, qui se rendit célèbre dans cette guerre; mais tous ces obstacles ne purent arrêter la marche des colonnes. La division italienne, qui par sa belle conduite au siége de Rosas avait mérité l'honneur de marcher à l'avant-garde, suffit pour disperser et mettre en fuite les partisans ennemis.

Continuellement harcelée en avant, sur ses flancs et sur ses derrières, l'armée vint camper le 13 à Massanet, sur les hauteurs de Vidréras, et fut couverte par l'étang de Sils.

Le 14, le général Pino prit poste en avant de San-Celoni, petite ville à moitié chemin de Gironne à Barcelone, à l'entrée

du défilé connu sous le nom de Trenta-Passos. Le général Saint-Cyr fut obligé, pour éviter le fort d'Hostalrich, de faire ouvrir un chemin à travers des montagnes escarpées. La division Souham se dirigea en même temps par Sils et Las Mallorquinas sur le chemin de Gironne à Hostalrich, dans le double but de couvrir la division italienne au passage du défilé, et de contenir la garnison de Gironne. Celle d'Hostalrich fit une sortie, au moment où elle vit descendre le 24e de dragons conduisant ses chevaux par la bride; mais ce corps, également exercé à combattre à pied et à cheval, détacha sa compagnie d'élite, qui, s'élançant sur les Espagnols avec la célérité des voltigeurs les plus lestes, leur tua ou blessa quelques hommes, et contraignit ces assaillants à rentrer dans la place. Le fort ne cessa point de tirer sur les troupes françaises pendant leur passage.

1808. Espagne.

Le 15, les formidables positions autour de San-Celoni, défendues par deux régiments suisses commandés par le général Reding en personne, furent emportées, ainsi que le défilé de Trenta-Passos, avec la plus grande intrépidité, par les brigades italiennes des généraux Fontana et Mazzuchelli. L'armée campa le même jour sur les hauteurs de Trenta-Passos.

Le lendemain, dans la matinée, les colonnes françaises rencontrèrent le gros de l'armée espagnole, au nombre de 15,000 hommes, que le général en chef, marquis de Vivés, avait rangé en bataille sur le plateau de Cardadeu, la droite appuyée à une montagne escarpée et couronnée par des miquelets, le centre couvert par un ravin profond, et la gauche flanquée par une épaisse forêt. L'ennemi avait en outre sur son front deux obusiers et dix canons en batterie. Le feu de ces pièces arrêta l'avant-garde française; mais bientôt la fusillade s'engagea sur toute la ligne. Dans une situation aussi critique, sans artillerie, avec des troupes harassées par huit jours de marches et de combats continuels à travers des chemins affreux, le général Saint-Cyr sentit qu'il fallait déconcerter l'ennemi par une attaque brusque et audacieuse, qui ne lui donnât pas le temps de profiter de tous ses avantages. Les divisions se formèrent en colonnes d'attaque, et le général Pino se précipita sur le centre et la gauche des Espagnols, tandis que le général Souham attaquait leur droite avec le même élan. L'ennemi ne put soute-

1808. Espagne.

nir un choc aussi impétueux, et fut chassé de ses positions après deux heures de combat. Les dragons italiens du régiment Napoléon, les chasseurs royaux et une compagnie du 24ᵉ de dragons achevèrent la déroute des Espagnols, qui abandonnèrent les douze pièces d'artillerie et 1,200 prisonniers, presque tous Suisses ; ils avaient eu, en outre, 7 à 800 hommes tués sur le champ de bataille. Le 1ᵉʳ régiment d'infanterie légère avait pris deux drapeaux, et le capitaine Adam, capitaine au 24ᵉ de dragons, avait mérité, par sa belle conduite, d'être promu au grade de chef d'escadron.

Le général Saint-Cyr continua à s'avancer le même jour jusqu'à Granollers et entra le lendemain dans Barcelone. Il est juste de dire que la garnison de cette dernière place avait secondé la belle marche de l'armée qui venait la secourir, en ne laissant point aux Espagnols la faculté de se trop dégarnir devant elle. Le général Duhesme avait fait attaquer ses adversaires pendant la journée du 16, et les avait débusqués des postes retranchés qu'ils occupaient sur toute la ligne de circonvallation, et notamment à Sarria, Hospitalet et Esplugas.

Les Espagnols, ainsi battus sur tous les points, vinrent se rallier dans le camp retranché qu'ils avaient établi au pont de Molins-del-Rey, sur la rive droite du Llobregat, et presque sur le même terrain qu'ils occupaient dans la journée du 30 juin, lorsque le général Duhesme les battit. Le passage du fleuve était défendu par une tête de pont garnie d'artillerie de gros calibre, qui balayait le grand chemin en face et près du village de San-Feliu. Les troupes ennemies garnirent de suite les retranchements élevés à droite et à gauche du pont. Leur droite, menacée d'être tournée comme dans l'attaque du 30 juin, était alors renforcée par quelques pièces de position et par des miquelets, qui couronnaient par échelons toutes les montagnes environnantes ; leur gauche s'étendait vers Paleja, en s'adossant à des montagnes également couvertes de miquelets. La cavalerie espagnole, forte de douze escadrons, était rangée en bataille sur deux lignes, traversant la grande route et joignant par sa gauche le Llobregat. C'était le seul terrain où elle pût manœuvrer.

Le général Saint-Cyr, après avoir fait reposer ses troupes

pendant deux jours, se remit en marche, le 20 décembre, pour se porter sur la position que nous venons d'indiquer ; il s'était renforcé de la division du général Chabran, qui faisait partie de la garnison de Barcelone.

Au point du jour, les deux divisions Souham et Pino passèrent simultanément le Llobregat, un peu en avant du village de San-Boy, aux gués que le général en chef avait fait reconnaître la veille, tandis que le général Chabran menaçait de front l'ennemi, canonnait vivement la tête de pont, et dirigeait un détachement d'infanterie et de cavalerie vers Paléja, pour empêcher les Espagnols de dégarnir leur gauche et de porter des renforts sur le véritable point d'attaque. Les Espagnols, vivement attaqués sur leur droite par les deux divisions Souham et Pino, et déjà ébranlés par le souvenir de leur récente défaite à Cardadeu, ne tinrent pas une heure dans leur formidable position et se retirèrent en désordre vers les montagnes. Le 24e de dragons, fort de neuf escadrons, marcha déployé en bataille contre la cavalerie ennemie, dans un ordre parallèle au sien ; mais cette troupe n'attendit pas le choc, et se sauva à toute bride vers Martorell et de là dans les défilés du Mont-Serrat. L'infanterie française et italienne s'était déjà emparée des redoutes, du camp retranché, de toute l'artillerie qui les garnissait, et s'avançait rapidement vers le col d'Ordal, excellente position où l'ennemi avait placé une réserve et de l'artillerie. Le 24e de dragons, après avoir sabré et fait prisonniers une centaine de cavaliers espagnols, quitta la route de Martorell, gravit rapidement les montagnes, dépassa les colonnes, et atteignit l'ennemi en descendant les hauteurs d'Ordal. La compagnie d'élite du régiment, conduite par le colonel Delort, se précipita sur les fuyards, et, franchissant au galop et sans s'arrêter un espace de plusieurs lieues, enleva vingt-cinq pièces d'artillerie, toutes les voitures, les bagages et les munitions, et fit un grand nombre de prisonniers, parmi lesquels se trouvèrent plusieurs officiers supérieurs, et notamment le colonel Silva, commandant l'artillerie. Il y a peu d'exemples d'une charge aussi hardie, aussi rapide et aussi efficace. Les différents corps ennemis se trouvèrent tellement dispersés qu'il fut impossible au général Vivés d'en rallier deux ou trois à son escorte

1808. Espagne.

pendant la nuit. Le lendemain 22, le général Caldagués, chef de l'état-major de l'armée ennemie, fut pris dans le village de Vendrell, au moment où il allait se mettre à table. Il se croyait assez loin des vainqueurs pour prendre quelque repos, et il comptait d'ailleurs sur la résistance d'une forte arrière-garde qui couvrait le village; mais cette arrière-garde, surprise par un escadron du 24ᵉ de dragons et par les voltigeurs du 1ᵉʳ régiment léger, fut menée battant au delà de Vendrell, et ne cessa d'être poursuivie que lorsqu'elle fut tuée ou sabrée en totalité.

Le général Gouvion Saint-Cyr, après cette victoire signalée, s'avança jusque sous les murs de Tarragone. Le désordre et la consternation régnaient dans cette ville, qui alors avait à peine une vingtaine de pièces en batterie sur ses remparts. Les débris de l'armée espagnole venaient s'y réfugier de toute part. Le marquis de Vivés, en y arrivant, fut destitué de son commandement en chef et jeté dans un cachot, pour expier le tort d'avoir été vaincu à Cardadeu et sur le Llobregat ; il courut mille fois les risques d'être massacré par la populace en fureur. Les uns l'accusaient d'impéritie, les autres de trahison. Tel est le sort des chefs dans une guerre où tout le peuple prend une part active; celui-ci pardonne rarement les revers qui retardent sa délivrance et blessent l'orgueil national. Les Espagnols surtout, dans la haute idée qu'ils ont de leur valeur, devaient attribuer leurs défaites à l'ignorance ou à la trahison de leurs généraux. Le marquis de Vivés avait cependant commandé avec distinction l'avant-garde de l'armée royale espagnole aux Pyrénées orientales, sous les ordres du général Urrutia, dans la campagne de 1795.

Le général Reding, qui, depuis le défilé de Trenta-Passos jusqu'à sa rentrée dans Tarragone, s'était personnellement exposé avec sa brigade suisse aux plus grands dangers, qui avait donné des preuves de talent, de vigueur et de persévérance; Reding, enfin, que les Espagnols considéraient comme le principal vainqueur du général Dupont aux champs de Baylen, fut nommé général en chef et capitaine général de la Catalogne, par les suffrages unanimes du peuple et des troupes. Ce changement seul calma l'irritation des esprits : tout fut réorganisé avec promptitude; on prit des mesures énergiques et efficaces.

1808. Espagne.

Les Anglais, toujours en mesure d'appuyer les insurgés, débarquaient des armes, des vivres et des munitions de toute espèce; et l'on commença, pour ne plus les interrompre, ces longs et importants travaux qui devaient rendre Tarragone une des plus redoutables places de l'Europe, et préparer tant de difficultés au général pour qui la fortune réservait la gloire de les surmonter [1].

Le général Saint-Cyr n'était point en mesure d'entreprendre le siége de Tarragone; ses troupes, déjà insuffisantes pour la conservation des places au pouvoir des Français, ne pouvaient pas être arrêtées devant une place disposée à se défendre longtemps, malgré le mauvais état où elle se trouvait à cette époque. Il leur fit prendre des cantonnements entre Tarragone et Barcelone, et les étendit jusqu'à Villanueva, au bord de la mer. Le manque de vivres dans un pays partout ravagé; l'impossibilité d'en tirer de Barcelone, à qui l'approvisionnement de siége était nécessaire, et qui même dévorait déjà ses environs pour ménager ses magasins; le défaut de moyens de transport; la difficulté des communications, même entre la capitale de la Catalogne et Villa-Franca, où le quartier général était établi, tout forçait le général Saint-Cyr à rester sur la défensive [2].

1809. Janvier.

L'armée anglaise, entrée en campagne, se retire devant l'armée impériale; retour de l'empereur en France; le maréchal Soult poursuit l'armée britannique jusqu'à la mer; combat de la Corogne et embarquement des troupes anglaises; combats d'Almaraz, d'Uclès, etc. — Nous avons dit, au commencement de ce chapitre, que l'armée anglaise destinée à seconder les efforts des Espagnols dans la Péninsule devait se composer de 20,000 hommes tirés de l'armée du Portugal, et de 15,000 hommes venant directement d'Angleterre, pour débarquer à la Corogne, dans la province de Galice. Ces dernières troupes, commandées par sir David Baird, arrivèrent en Espagne vers le 15 octobre; mais celles qui venaient du Portugal, sous les ordres du lieutenant général sir John Moore, ne se mirent en mouvement que dans les derniers jours du même mois.

[1] Le maréchal Suchet, duc d'Albuféra.

[2] Nous avons dû entrer dans ces détails pour justifier le général Saint-Cyr du reproche injuste qu'on lui a fait, assez légèrement, d'avoir, par la lenteur de ses opérations, retardé la conquête de la Catalogne.

1808. Espagne.

L'infanterie se porta, par la route directe, à travers le Portugal, sur Salamanque. La cavalerie et tous les parcs d'artillerie, escortés par un détachement de 3,000 hommes d'infanterie, prirent la grande route de Lisbonne à Elvas et Badajoz, et de là marchèrent, par Merida, Truxillo, Arzobispo et Talavera, sur l'Escurial, pour gagner la grande route de Madrid à Valladolid. La difficulté des chemins pour le transport de l'artillerie par la route du Beira fut, selon les relations anglaises, la cause du long circuit dont nous venons de parler; mais selon nous, cette disposition, qui créait une troisième division de forces, et qui ajoutait près de cent cinquante lieues à leur marche sur le point où elles devaient êtres réunies, n'était qu'une conséquence du système de lenteur et de temporisation suivi constamment par les généraux anglais, et que nous avons déjà fait remarquer en rapportant les événements de la campagne de 1801 en Égypte [1].

Quoi qu'il en soit, le général en chef John Moore arriva, le 17 ou le 18 novembre, à Salamanque, avec ses colonnes d'infanterie. A cette époque le maréchal Soult était, comme on l'a vu, dans les Asturies, avec son corps d'armée; l'empereur, avec sa garde et la réserve de cavalerie, n'avait point encore quitté Burgos. Sir John Moore, qui pouvait être promptement rejoint par les troupes de sir David Baird, alors en Galice, et par les débris de l'armée espagnole que le général la Romana avait rassemblés aux environs de Léon, n'osa point s'aventurer avec ces forces, dont la réunion eût présenté un effectif de 45,000 combattants, en continuant son mouvement sur Valladolid, bien qu'il eût été toujours à même de se retirer en toute sûreté dans le double cas où le maréchal Soult, descendant des Asturies, eût menacé son flanc gauche, et où l'empereur eût marché directement sur lui. Le prudent général, trouvant même sa position à Salamanque trop hasardée, envoya à son lieutenant sir David Baird, qui déjà s'avançait par Astorga, l'ordre de rétrograder sur la Corogne, et lui-même se préparait à reprendre le chemin de Lisbonne, dès que la jonction de sa cavalerie et de son artillerie, fourvoyées si ridiculement, serait effectuée.

Toutefois, dans les premiers jours de décembre, le général

[1] Voyez tome VII, pages 345 et suivantes.

anglais, abusé par les faux rapports que la junte centrale de gouvernement, réfugiée à Séville, répandit à dessein sur la résistance de cette capitale aux attaques de l'armée impériale, « et animé par les récits qu'on lui faisait de l'enthousiasme qui éclatait dans toute l'Espagne [1], » sir John Moore prit la résolution de contremander le mouvement rétrograde des troupes du général Baird, et de s'avancer avec les siennes sur Valladolid, aussitôt après avoir rallié à lui sa cavalerie et son artillerie. Son dessein était de faire une diversion en faveur des défenseurs de Madrid, en menaçant les communications de l'armée française; mais il fut promptement tiré de l'erreur où on l'avait entraîné par une dépêche interceptée du quartier impérial de Chamartin. Elle lui apprit que les Français étaient réellement maîtres de Madrid, et qu'un corps considérable de leurs troupes marchait, par Talavera-de-la-Reina, sur la haute Estramadure.

En effet, Napoléon, présumant, d'après l'hésitation du général anglais, que celui-ci songeait à rentrer en Portugal, avait formé le projet de porter le corps d'armée du maréchal Lefebvre sur Badajoz, en même temps que le maréchal Soult, qui se trouvait alors sur les frontières du royaume de Léon, marcherait sur la Galice, autant pour en chasser les troupes espagnoles que pour couper aux Anglais le chemin de la Corogne. L'empereur, s'avançant ensuite avec le corps du maréchal Ney, la cavalerie du maréchal Bessières et une partie de sa garde, par la route de Madrid à Valladolid, devait manœuvrer selon les circonstances, soit pour rejeter tout à fait les Anglais en Portugal, soit même pour cerner entièrement leur armée et la forcer à mettre bas les armes.

De nouveaux renforts étaient arrivés à l'armée française dans les derniers jours de novembre; ils se composaient (indépendamment du 7e corps d'armée aux ordres du général Gouvion Saint-Cyr, et destiné, ainsi qu'on l'a vu, à agir en Catalogne) du 5e corps de la grande armée, commandée par le maréchal Mortier, et d'un 8e corps, formé des troupes de l'ancienne armée de Portugal, qui avait été dirigé sur Bayonne

[1] Histoire de la guerre d'Espagne et de Portugal, par le colonel sir John Jones.

1808. Espagne.

immédiatement après son débarquement en France. Ce dernier était sous les ordres du général Junot, duc d'Abrantès. Le 5e corps, formé des divisions des généraux Gazan et Suchet, avait reçu l'ordre de se porter sur Saragosse, pour faire le siége de cette place conjointement avec les troupes du maréchal Moncey, et les deux divisions Laborde et Loison, composant le 8e corps, devaient provisoirement renforcer le corps d'armée du maréchal Soult, tandis que Junot allait remplacer momentanément, dans le commandement du 3e corps, le maréchal Moncey, auquel l'empereur se proposait de donner une autre destination.

La dépêche française interceptée, en démontrant à sir John Moore l'inutilité ou plutôt le danger de sa marche sur Valladolid, lui révélait en même temps le mouvement que le maréchal Soult allait faire sur la Galice.

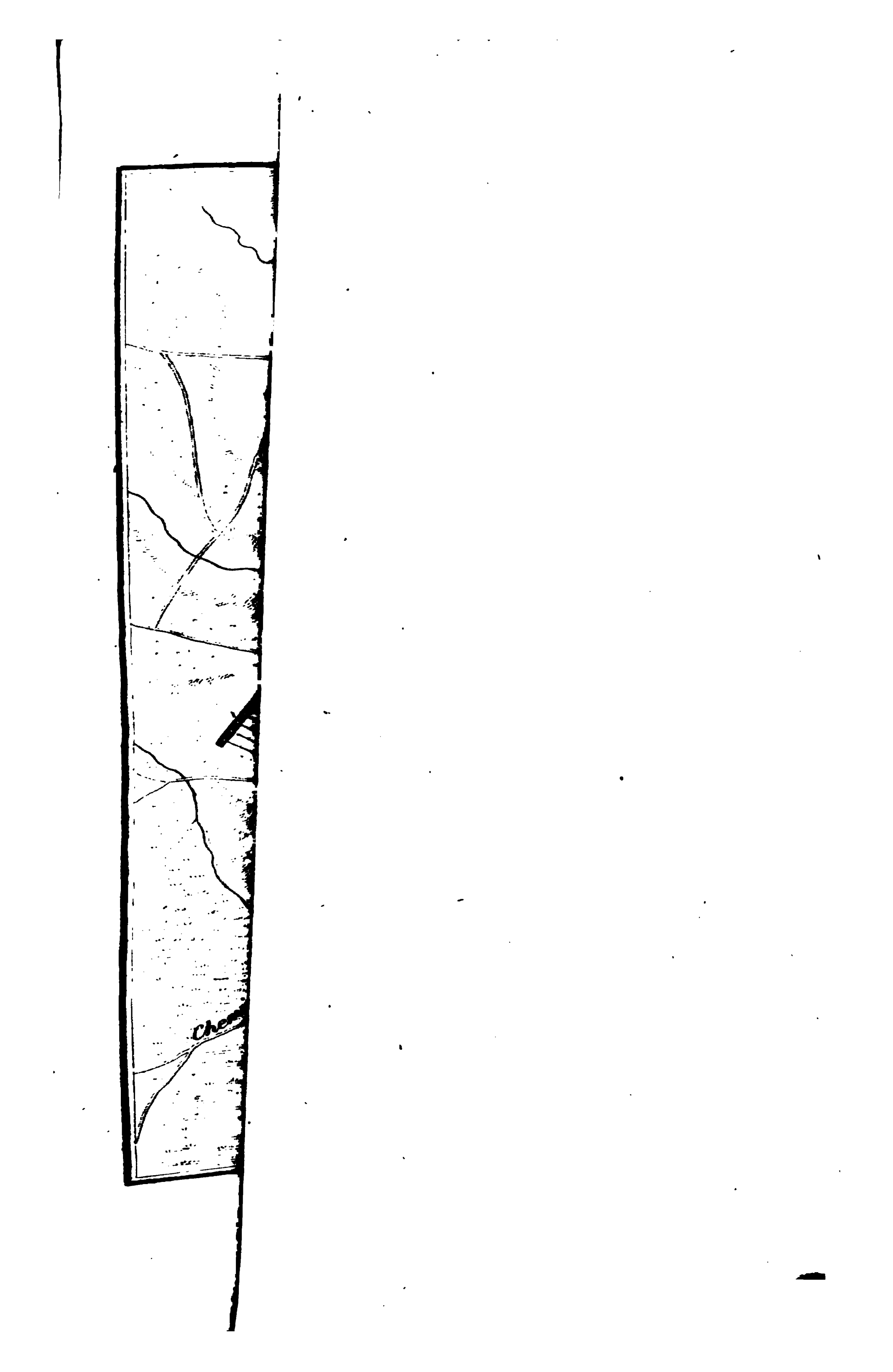
Dans cette conjoncture, le général anglais, pressé d'ailleurs par les instances des Espagnols et par les remontrances de l'envoyé du gouvernement britannique[1], crut pouvoir écraser facilement le corps d'armée qui lui paraissait se trouver, en raison de sa position présente, sans soutien immédiat. Il marcha en conséquence par sa gauche sur Toro, où il fit sa jonction avec les troupes de sir David Baird le 21 décembre. L'armée anglaise ainsi réunie formait une masse de 30,000 combattants.

L'empereur, informé de ce dernier mouvement de l'ennemi, quitta son quartier général de Chamartin le 22 décembre, et s'avança, ainsi que nous l'avons dit, avec sa garde, le corps du maréchal Ney et la cavalerie du maréchal Bessières, dans la direction de Valladolid. L'ordre du jour annonça à l'armée que le moment était enfin arrivé où le léopard anglais allait fuir devant les aigles françaises.

Le 25, le quartier impérial était à Tordesillas; mais déjà l'armée anglaise effectuait rapidement sa retraite, afin d'éviter le sort que lui préparait Napoléon.

Le général en chef Moore, après s'être concerté avec le marquis de la Romana, dont les troupes devaient agir simultanément, était en marche par Villada sur Carrion, lorsqu'il apprit

[1] C'était ce même commissaire anglais dont nous avons parlé en rendant compte de la bataille d'Espinosa. Il se nommait Frère.





que le maréchal Soult, renforcé par les divisions[1] du 8e corps (celui de Junot), s'avançait par sa droite sur Léon et sur Astorga, conformément à ses instructions, et qu'un autre corps, conduit par l'empereur en personne, arrivait à marches forcées par la grande route de Madrid à Valladolid. Reconnaissant alors tout le danger de sa position, le général anglais donna sur-le-champ l'ordre à ses colonnes de rétrograder par les chemins de Mayorga et de Palencia sur Benavente, où elles furent réunies dès le 26.

Quelle que fût la rapidité de la marche des colonnes française, l'arrière-garde ennemie ne put être atteinte que le 26 sur les rives de l'Esla, devant Benavente, à Castro-Gonzalo.

Le général Lefebvre-Desnouettes, à la tête de trois escadrons des chasseurs de la garde, ayant passé à gué cette rivière, dont les Anglais avaient détruit le pont, se trouva en présence de toute la cavalerie anglaise, aux ordres des généraux lord Paget et Stewart. Entourés par cette troupe nombreuse, les chasseurs français se défendirent avec toute la valeur qu'on devait attendre d'eux; mais ils furent forcés de repasser l'Esla. Près de 60 hommes blessés ou démontés, parmi lesquels se trouvait le général Lefebvre lui-même, restèrent entre les mains des Anglais. Les trois escadrons de la garde, promptement reformés sur la rive droite de l'Esla, se préparaient à tenter une charge désespérée pour délivrer leur colonel, quand l'ennemi fit avancer près du pont rompu deux pièces d'artillerie légère, qui tirèrent à mitraille et contraignirent les chasseurs à abandonner leur généreux dessein.

Sir John Moore fut informé par les prisonniers que l'empereur avait la veille son quartier général au village de Valderas, qui n'est qu'à six lieues de Benavente. Cette proximité de l'armée française, en redoublant les alarmes de l'ennemi, lui fit accélérer sa retraite. Les colonnes anglaises prirent la direction de Villafranca, après avoir rompu les ponts sur l'Orbigo. Cette marche s'effectuait par le temps le plus rigoureux, sur des routes montueuses, couvertes de neige et abîmées en plusieurs endroits par des torrents grossis et débordés.

L'empereur, arrivé le 30 décembre à Benavente, ordonna au maréchal Bessières de continuer la poursuite de l'armée an-

1809. Espagne.

glaise, tandis que le maréchal Soult marchait de son côté sur Astorga, où le marquis de la Romana se retirait précipitamment avec son corps d'armée.

Le général Franceschi, commandant l'avant-garde du 2e corps (celui de Soult), atteignit, le 30, l'arrière-garde espagnole, au village de Mansilla, la mit en déroute, lui prit deux drapeaux et 1,500 hommes, parmi lesquels se trouvaient plusieurs officiers supérieurs. Le maréchal Soult entra le lendemain dans la ville de Léon, où les Espagnols avaient abandonné leurs blessés et leurs malades, et détruit une grande partie de leurs munitions.

Le 1er janvier 1809, Napoléon, qui avait suivi avec quelques escadrons de sa garde le mouvement du maréchal Bessières, vint établir son quartier général à Astorga, où l'ennemi ne s'était point arrêté. Le maréchal Soult y arriva dans la soirée, et reçut exclusivement de l'empereur la mission de poursuivre l'armée anglaise dans sa retraite sur la Galice, et d'empêcher, s'il était possible, son embarquement à la Corogne.

Cependant les colonnes françaises semblaient rivaliser d'efforts pour atteindre celles de l'ennemi sur les deux routes qui conduisent d'Astorga à Ponferrada. Dans leur marche précipitée, les Anglais abandonnaient leurs malades, coupaient les jarrets des chevaux qui ne pouvaient plus suivre, et détruisaient en grande partie leurs bagages et leurs munitions. Le 3 janvier les têtes de colonnes françaises arrivèrent en présence de l'arrière-garde anglaise, au défilé de Cacabellos, entre le village de ce nom et celui de Pierros. Le corps ennemi était fort d'à peu près 6,000 hommes, dont 700 de cavalerie. Quoique la position occupée par cette troupe fût belle et d'un accès difficile, le général Merle ne balança point à l'attaquer. L'infanterie française s'avança au pas de charge et culbuta les Anglais, qui perdirent plus de 300 hommes tant tués que prisonniers. Au moment de cette attaque, le général Auguste Colbert s'était porté en avant de sa brigade de cavalerie légère au milieu des tirailleurs fantassins, pour voir si le terrain s'élargissait et s'il pouvait former ses escadrons pour charger l'ennemi ; il reçut dans le front une balle qui le renversa de cheval. Revenu un moment à lui, il se fit mettre sur son séant, et, apercevant

les Anglais en déroute, il dit aux personnes qui l'entouraient : « Mes amis, je suis bien jeune encore pour mourir; mais ma mort est digne d'un soldat de la grande armée, puisqu'en expirant je vois fuir les derniers et les éternels ennemis de ma patrie. »

Ce brave officier, dont les yeux se fermèrent quelques minutes après pour ne plus se rouvrir, emporta dans la tombe les regrets de ses compagnons d'armes, et de tous ceux qui l'avaient connu et apprécié, au sein de la société comme sur le champ de bataille [1].

La défaite de leur arrière-garde augmenta encore le désordre qui régnait parmi les troupes anglaises; elles secouèrent, en cette occasion le joug de leur discipline tant vantée à la guerre. Villafranca devint le théâtre de scènes honteuses d'ivrognerie et de pillage. Cette ville fut entièrement saccagée par les soldats, ivres de vin et de luxure; on eût dit une place prise d'assaut par des ennemis acharnés, et non occupée par des troupes alliées et amies. Quelques efforts que fissent les généraux pour mettre fin aux excès de leurs troupes, il leur fut impossible de les arrêter, et leur voix était méconnue des officiers comme des soldats [2].

L'armée britannique parcourut en quarante-huit heures les vingt-cinq lieues qui séparent Villafranca de la ville de Lugo, en Galice, où elle arriva le 5 dans la soirée; mais, pour faire

[1] Deux jours avant (le 1er janvier), l'empereur, passant en revue la brigade Colbert à Astorga, avait dit à ce général : « Vous m'avez prouvé, en Égypte, en Italie et en Allemagne, que vous étiez l'un de mes plus braves guerriers; dans peu vous recevrez la récompense due à vos brillants services. — Dépêchez-vous, sire, répondit Colbert avec une noble vivacité; car, bien que je n'aie encore que trente ans, je sens que je suis déjà vieux. » Il était loin de penser, toutefois, que sa fin fût si prochaine.

[2] Nous n'exagérons rien. Voici un passage de l'historien sir John Jones, témoin oculaire de ces désordres :

« Alors le pillage devint général. Les ressources que les troupes anglaises obtenaient par ce moyen étant insuffisantes, leur fureur éclata en mauvais traitements contre les habitants, qui, alarmés pour leur sûreté personnelle, et tout à fait dans l'impossibilité de satisfaire aux demandes impératives qu'on leur adressait, barricadèrent leurs portes et s'enfuirent dans les montagnes. Ainsi, pour obtenir un asile, il fallut employer la violence, et toute subordination cessa. Un effroyable désordre suivit, et se répandit avec une telle rapidité que l'armée fut menacée d'une prompte dissolution. »

1809. Espagne.

un tel effort, il fallut abandonner une partie du trésor, les gros bagages, des canons, et plusieurs munitions précieuses, qui ne pouvaient plus suivre une marche si précipitée. Malheureusement les colonnes françaises n'étaient point en mesure de profiter de la confusion des troupes ennemies, dont l'arrière-garde seule marchait réunie sous la direction spéciale du général en chef sir John Moore. Le maréchal Soult était retardé par les mêmes obstacles qui avaient désorganisé les rangs de ses adversaires : ses troupes ne trouvaient aucune ressource en vivres. Les Galiciens, déjà épouvantés de la conduite odieuse de leurs alliés, et s'attendant à des excès encore plus grands de la part de leurs ennemis, avaient tous pris la fuite dans les montagnes. Des villages incendiés, des femmes expirantes par suite de la brutalité des soldats, des fusils, des sacs, des canons, des munitions, des chevaux tués ou mutilés par leurs cavaliers et conducteurs, couvraient la route ; des cadavres revêtus de l'uniforme anglais attestaient aussi la vengeance des paysans espagnols. A quelques lieues de Villafranca, les Français s'emparèrent d'un convoi d'argent évalué à près d'un million, laissé dans des voitures dont les conducteurs avaient emmené les chevaux.

Le même jour où les Anglais entraient dans Lugo, l'avant-garde du maréchal Soult arrivait à Ferreira ; elle y rencontra une arrière-garde ennemie qui, en se retirant, voulut faire sauter un pont jeté sur la petite rivière qui coule en avant du village. Une charge de cavalerie suffit pour rendre inutile cette tentative, qui fut renouvelée plus loin, avec aussi peu de succès, au pont de Cruciel. Dans la soirée, les divisions des généraux Lorge et Lahoussaie bivouaquèrent auprès de Constantine.

Dans l'état de désorganisation où se trouvait la plus grande partie de ses troupes, le général en chef anglais jugea qu'une halte d'un ou deux jours devenait indispensable, avant de continuer son mouvement sur la Corogne, autant pour rétablir un peu de discipline dans l'armée que pour essayer, par une démonstration inattendue, d'arrêter les troupes françaises dans leur poursuite trop instante.

Une circonstance que sir John Moore ne pouvait cependant

point connaître encore le servit merveilleusement dans la résolution qu'il venait de prendre.

1809. Espagne

L'empereur avait espéré, comme nous l'avons dit, que l'occupation de Madrid entraînerait bientôt la soumission moins disputée des autres parties de l'Espagne, alors qu'il aurait mis lui-même les troupes anglaises dans la nécessité d'abandonner la Péninsule, ou de se réfugier en Portugal, en attendant qu'une nouvelle expédition française, dirigée sur ce royaume, réparât complétement l'échec décisif de Vimeiro. La fuite précipitée de l'armée de sir John Moore sur la Galice ne pouvait qu'augmenter cet espoir. Mais, d'un autre côté le cabinet de Saint-James préparait alors, par ses intrigues, une diversion bien autrement puissante que le concours des armes anglaises en Espagne, afin d'empêcher l'entière conquête de ce royaume ou du moins pour la retarder le plus longtemps possible. Napoléon venait d'être informé que la cour de Vienne, cédant aux conseils et aux séductions du ministère britannique, se disposait sourdement à reprendre les armes, et à profiter de l'emploi de la plus grande partie des forces françaises au delà des Pyrénées, ainsi que de l'absence de leur redoutable chef, pour tenter encore une fois le sort des combats et venger l'humiliation des campagnes précédentes.

Cette dernière nouvelle, et la situation présente de l'armée anglaise, qui ne pouvait plus être forcée qu'à se rembarquer à la Corogne, avaient déterminé l'empereur à remettre au maréchal Soult le soin de suivre le général sir John Moore dans sa retraite, tandis que le maréchal Ney contiendrait avec son corps d'armée les troupes espagnoles du marquis de la Romana, dispersées dans les montagnes des Asturies, et à rétrograder avec sa garde sur Valladolid, d'où il partit le 7 janvier pour la France avec une précipitation remarquable [1].

En voyant le général anglais arrêté à Lugo et disposé à recevoir le choc des troupes qui le poursuivaient si vivement, le

[1] Napoléon parcourut en six heures, à franc étrier, et suivi seulement d'une trentaine de ses chasseurs à cheval les mieux montés, la route de Valladolid à Burgos, c'est-à-dire un espace de vingt-cinq lieues de poste. Le 23 janvier il recevait à Paris l'hommage et les félicitations des grands corps de l'État.

1809. Espagne.

maréchal Soult, dont les forces ne s'élevaient pas à plus de 24,000 hommes, crut devoir réunir ses colonnes avant de commencer une attaque décisive. Les Anglais avaient pris position en arrière de Lugo, leur droite appuyée au Minho, et leur gauche à des montagnes; et, pendant la journée du 6, l'avant-garde française se borna à escarmoucher avec leurs postes avancés.

Le gros des troupes arriva dans la nuit du 6 au 7 février; au point du jour, le maréchal Soult forma son armée en bataille, et plaça une partie de la cavalerie à l'aile droite, dans le dessein de tourner la gauche de l'ennemi, seulement accessible sur ce point; une division d'infanterie et une batterie d'artillerie légère devaient soutenir la cavalerie dans son mouvement; mais la journée s'écoula sans qu'il y eût d'engagement sérieux entre les deux partis.

Cependant le général anglais, convaincu, par les dispositions de son habile adversaire, qu'il ne pouvait pas échapper à une défaite certaine en gardant la position qu'il avait prise, se décida à continuer sa retraite sur la Corogne, dont il était encore éloigné de quinze lieues par le chemin le plus direct. Il fit mettre à l'ordre « que, l'armée devait rappeler toute sa constance pour effectuer cette marche; que, l'arrière-garde ne s'arrêtant point, les soldats qui resteraient en arrière subiraient le sort d'être massacrés ou faits prisonniers par les Français. »

Le 9, à quatre heures du matin, l'armée française était sous les armes; mais l'ennemi avait eu la précaution d'allumer de grands feux, et le bruit prolongé de son mouvement de retraite semblait indiquer qu'il se préparait de son côté à recevoir le combat. Le jour dévoila la vérité. Les Français, entrés dans Lugo à la pointe du jour, y trouvèrent quinze pièces de canon, et 400 chevaux que les Anglais avaient tués sur les glacis; la route était embarrassée de débris de voitures d'artillerie et de bagages détruites de manière à ce qu'on ne pût en tirer aucun partie. A chaque pas on ramassait des soldats sans chaussure et à demi morts de faim. L'ennemi, faute de moyens, ne pouvait pas détruire les ponts, et aucun obstacle partiel n'arrêtait la poursuite aussi active que la retraite. Toutefois, comme l'armée, en se retirant la veille dès neuf heures du soir, avait

dix heures de marche sur les colonnes du maréchal Soult, il fut impossible à ces dernières de regagner une pareille avance. La tête de l'avant-garde n'atteignit que quelques traîneurs, qui continuaient de jalonner la route.

Enfin, après des fatigues inouïes, l'armée anglaise parvint au terme de tous ses efforts. Le 11 janvier, l'avant-garde poussa des cris de joie en apercevant les murs de la Corogne, où toutes les troupes, au nombre de 15,000 hommes, se trouvèrent réunies dans l'après-midi [1].

Les Anglais, dans cette retraite désastreuse, avaient perdu 8 à 9,000 hommes, presque sans engagement, et par le seul effet des fatigues et de la misère auxquelles ils avaient été en proie. La cavalerie était démontée; 6,000 chevaux, tant de troupe que du train d'artillerie, avaient péri de lassitude ou de la main même de leurs conducteurs; les magasins, les équipements, la caisse de l'armée étaient perdus.

Le port de la Corogne (en espagnol *Coruña*) est situé à l'extrémité d'un long et étroit promontoire qui forme, avec celui sur lequel est bâti le Ferrol, une vaste baie. Défendu par une forte citadelle, il offrait aux Anglais un point d'embarquement sûr; mais, par une fatalité qui semblait assurer la ruine totale de leur armée, les vaisseaux qui avaient transporté d'Angleterre en Galice les troupes sous les ordres du général Baird avaient été envoyés à Vigo dès le commencement de la retraite, et quand on ignorait encore quelle serait sa direction. Comme le retour de ces bâtiments pouvait être longtemps retardé par les vents contraires, sir John Moore fit travailler à la défense du front étroit par lequel seul les Français pouvaient approcher de la place. Les habitants, hommes, femmes et enfants, aidèrent à l'ouvrage, sans être découragés par l'idée qu'ils seraient abandonnés par les Anglais à l'arrivée des vaisseaux, et par conséquent livrés à toute la vengeance des troupes auxquelles ils opposaient ces obstacles. La place fut bientôt en état de résister à des forces dépourvues de grosse artillerie.

[1] Le général en chef anglais, avant d'arriver à Astorga, avait détaché, le 27 décembre, un corps de troupes légères, fort de 3 à 4,000 hommes, sur Orensé. Cette colonne ne fut pas poursuivie, et gagna sans perte le port de Vigo.

1809. Espagne.

Les Français avaient bivouaqué à Betanzos pendant la nuit du 11 au 12. Arrivés sur la rivière de Mero, ils trouvèrent le pont de Castroburgo rompu, et cet incident arrêta leur marche. Quelques partis ennemis voulurent inquiéter les hommes qui travaillaient à rétablir le passage ; mais ils furent éloignés par deux ou trois volées d'artillerie légère. Le maréchal Soult, informé que l'ennemi n'avait point détruit le pont de Sela, à deux lieues au-dessus de Castroburgo, y envoya le général Franceschi, qui s'avança alors par la route de Santiago de Compostella à la Corogne, s'empara d'un convoi de vivres destiné pour les Anglais et fit l'escorte prisonnière.

Le 13, le général Moore fit sauter deux magasins à poudre situés sur les hauteurs de Santa-Margarita, à une demi-lieue de la Corogne. Cette détonation fut terrible et se fit entendre à plus de trois lieues dans les terres.

Le 14, le pont de Castroburgo fut entièrement rétabli, et le maréchal y fit passer sur-le-champ l'artillerie et l'infanterie, qui vint prendre position devant l'armée anglaise. Celle-ci occupait sur deux lignes les hauteurs qui couvrent la grande route à trois quarts de lieue environ de la Corogne. La gauche était appuyée aux bords escarpés de la rivière de Mero, et la droite au petit village d'Elviña, situé au bas de l'extrémité du rang de collines sur lequel le front de l'armée était formé. Ce dernier appui présentait peu d'avantages naturels ; aussi, pour obvier à cet inconvénient, sir John Moore plaça une de ses divisions en échelons sur un point plus favorable, à quelques centaines de toises en arrière de cette droite. Une réserve était placée en arrière du centre de la ligne générale.

Le maréchal Soult employa le reste de la journée du 14 à reconnaître cette position des Anglais, et donna des ordres pour accélérer la marche de celles de ses colonnes qui étaient encore en arrière. Le 15, les bâtiments de transport arrivèrent de Vigo, et les Français purent voir l'ennemi embarquer ses malades, ses blessés, une partie de son artillerie et ce qui lui restait de cavalerie, et détruire les batteries de la côte.

Les divisions des généraux Merle et Mermet eurent ordre d'occuper les hauteurs de Villaboa, où se trouvait une avant-garde ennemie, qui fut culbutée. La droite de l'armée fran-

çaise fut appuyée au point d'intersection des routes de la Corogne à Lugo et à Santiago de Compostella ; la gauche était en arrière du village d'Elviña. Le restant de la journée fut employé à élever une batterie de douze pièces de canon, destinée à riposter à celle qui couvrait le front de la ligne ennemie. Les troupes eurent ordre de se tenir prêtes à l'attaque générale qui devait avoir lieu le lendemain.

Le 16, le maréchal Soult, ayant été rejoint par les dernières colonnes qu'il attendait impatiemment, fit commencer le combat vers deux heures de l'après-midi. Les Anglais furent abordés franchement par la première brigade de la division Mermet, qui les délogea du village d'Elviña. Le général Jardon, à la tête du 2e régiment d'infanterie légère, culbuta tout ce qui se présentait sur son passage. La division du général Merle obtint d'abord un succès semblable, et débusqua l'ennemi d'une partie des hauteurs qu'il occupait. Le combat devint très-vif sur toute la ligne, et se prolongea sans avantage marqué pour les Français, dont le principal effort était dirigé contre la droite de l'ennemi ; mais les réserves que sir John Moore avait placées sur ce point, plus faible que sa gauche, arrêtèrent les progrès de l'infanterie et paralysèrent les belles charges de la cavalerie du maréchal Soult. Les 17e et 27e de dragons firent de généreux efforts pour essayer de culbuter les échelons du général Frazer ; mais ils ne purent réussir à leur faire abandonner le terrain sur lequel ils étaient avantageusement postés.

Le lieutenant général sir David Baird eut le bras emporté par un boulet, et peu de temps après le général en chef sir John Moore, ayant reçu une blessure mortelle, fut remplacé dans le commandement par le lieutenant général sir John Hope. Ces pertes ne découragèrent point les troupes ennemies ; elles continuèrent à se maintenir avec avantage, tant à la droite qu'au centre et à la gauche.

Au moment de l'arrivée des bâtiments de transport, les généraux anglais avaient décidé que l'embarquement de leurs troupes aurait lieu dans la soirée du 16, et il se serait effectué si l'attaque du maréchal Soult n'eût forcé le général sir John Moore à combattre. La nuit ayant mis fin à cet engagement, le général Hope crut devoir profiter de l'obscurité pour quitter

1809. Espagne.

ses positions et rentrer dans la Corogne. Ce mouvement de dernière retraite se fit avec tant d'ordre et de silence que les Français, malgré l'extrême proximité, restèrent jusqu'au matin dans l'incertitude. Le maréchal Soult jeta alors quelques bataillons d'infanterie légère dans les faubourgs de la Corogne, et une batterie, qui fut avantageusement placée, commença à tirer sur la flotte anglaise. Celle-ci leva l'ancre et gagna le large. Une arrière-garde occupait encore les faubourgs du côté du port, et avait coupé le pont qui les sépare de la ville; elle s'embarqua dans l'après-midi sur quelques bâtiments restés pour la recevoir.

Le 17 au soir, la majeure partie de la flotte ennemie était hors de vue, et il ne restait plus en rade que quelques bâtiments, qui se disposaient à appareiller. Les Français trouvèrent dans le camp anglais plus de trois mille fusils abandonnés, des munitions, des habillements et autres effets. Ils ramassèrent dans les faubourgs de la place un grand nombre de blessés, d'après le rapport desquels on sut que la perte éprouvée la veille par l'armée anglaise pouvait s'élever à 2,500 hommes hors de combat.

C'est ainsi que se termina une expédition dont les Anglais se promettaient sans doute une tout autre issue. Des 30 et quelques mille hommes entrés en Espagne, 20,000 hommes à peine venaient de se rembarquer, 5 ou 6,000 étaient prisonniers; le reste avait succombé de fatigue et de misère. On eût dit qu'ils ne s'étaient mis en campagne que pour défier en quelque sorte les Français de les atteindre à la course.

Quelques écrivains militaires anglais ont fait de vains efforts pour expliquer les motifs qui engagèrent sir John Moore à compromettre la sûreté de son armée en se jetant tout à coup sur le maréchal Soult au moment le plus défavorable, et après être resté plus d'un mois à Salamanque dans une inaction complète. Si les événements d'Europe n'eussent pas forcé l'empereur de revenir sur ses pas lorsqu'il était déjà à Astorga, il n'est pas douteux que l'armée anglaise, poursuivie avec encore plus de vigueur sous les yeux de ce souverain, dont la volonté était si ferme, se serait vue dans la nécessité de mettre bas les armes ou eût été anéantie. Les Anglais conviennent eux-mêmes que le devoir du général Moore était, au lieu de faire son mouvement in-

tempestif sur Toro, de se porter, à marches forcées, derrière le pont d'Almaraz, sur le Tage, dans une position presque inexpugnable, et de s'y occuper de la réunion et de la réorganisation des troupes espagnoles. C'était là le seul service qu'il fût en mesure de rendre aux alliés de l'Angleterre, et le plus grand mal qu'il pût faire alors aux Français.

Il est difficile de concevoir ensuite pourquoi le général anglais, décidé à fuir devant les aigles françaises, ne fit point sa retraite sur le Portugal, au lieu de chercher à gagner si péniblement la Corogne. Qui l'empêchait, étant à Benavente, de descendre la rive droite de l'Esla et de gagner la province de Tra-os-Montes, où il devait supposer que le général Beresford, commandant les troupes anglaises restées dans ce royaume, aurait tout disposé pour protéger sa retraite? Ce parti eût été beaucoup plus conforme aux intérêts de l'Angleterre et de ses alliés qu'un embarquement à la Corogne, qui privait tout à coup le Portugal d'une force de 20,000 hommes si nécessaires à sa défense; car ce général devait croire encore que les Français, dont il connaissait la marche dans la direction de Badajoz, s'empresseraient de mettre à profit cette occasion favorable pour s'avancer sur Lisbonne, et dès lors il devenait urgent pour lui de renforcer le corps qu'il avait laissé devant cette capitale.

Le 18 au matin, le maréchal Soult fit sommer la place de la Corogne d'ouvrir ses portes : la flotte anglaise avait disparu, et il ne restait plus aucun prétexte pour prolonger une résistance au moins inutile; mais deux régiments espagnols s'y trouvaient renfermés, et le maréchal fut obligé de faire une démonstration d'attaque de vive force pour amener le général Alcédo, qui les commandait, à capituler dans la journée du 19.

Le lendemain, l'entrée des Français à la Corogne rendit la liberté au consul de France, Fourcroy, et à 350 autres prisonniers, au nombre desquels se trouvaient le général Quesnel, son état-major, l'officier d'ordonnance Bongars et l'auditeur au conseil d'État Taboureau. Les autres étaient des soldats ou marins pris en Portugal et sur le brick *l'Atlas*, que les Anglais avaient abandonné dans le port. On trouva dans la place deux cents pièces de canon, vingt mille fusils, six mille cartouches, deux cents milliers de poudre, des magasins de vivres et autres

1809 Espagne.

objets militaires, et environ 500 chevaux vivants, dont les jarrets étaient coupés; 1,200 cadavres de ces malheureux animaux étaient en outre épars dans les rues, et commençaient à y répandre une infection dangereuse. L'un des premiers soins du maréchal Soult fut de les faire enlever, et cette précaution, jointe à la bonne discipline qu'observèrent les troupes, ne contribua pas peu à faire revenir les habitants des préventions fâcheuses que les Anglais leur avaient inspirées sur la conduite que les Français tiendraient envers eux.

Le maréchal Soult, maître de la Corogne, porta une partie de ses troupes sur le Ferrol pour soumettre cette place maritime, éloignée de quelques lieues de la Corogne, et défendue par des forts et un môle garni d'une artillerie formidable. Dès le 23 on entra en pourparlers avec les autorités civiles et les officiers de terre et de mer, qui paraissaient assez disposés à se rendre; mais le peuple, excité par les agents de l'Angleterre, se souleva, et les négociations cessèrent. Le 24, le duc de Dalmatie reçut deux émissaires, l'un envoyé par l'amiral qui commandait l'escadre espagnole, et l'autre par le commandant des troupes de terre : ils confirmèrent ce qu'on savait déjà, c'est-à-dire que toutes les autorités étaient sous le joug de la populace, qui menaçait d'égorger quiconque parlerait de se rendre.

Le maréchal se voyait, à regret, dans l'obligation d'employer la force pour réduire cette place intéressante, lorsqu'il apprit bientôt que les insurgés, épouvantés des moyens d'attaque développés contre eux, commençaient à perdre de leur audace. Il se borna alors à faire resserrer la ville et occuper quelques-uns des forts qui la défendent. Dans la journée du 26, trois parlementaires, envoyés par la junte du Ferrol et chargés de ses pleins pouvoirs, arrivèrent au quartier général et signèrent une capitulation. La place fut occupée le lendemain 27 par la division du général Mermet et une brigade de dragons.

Le désarmement de tous les habitants fut ordonné; cette mesure procura sur-le-champ six à sept mille fusils, presque tous de fabrique anglaise. Le port du Ferrol contenait alors trois vaisseaux de 112 canons, deux de 80, un de 74, deux de 64, trois frégates et plusieurs corvettes, bricks et autres bâtiments de guerre. On trouva dans l'arsenal plus de quinze cents pièces de

canon de tout calibre, et des munitions de toute espèce en très-grande quantité.

1809. Espagne.

Vigo fut occupé par deux escadrons du 1[er] régiment de hussards. La possession de cette place complétait la conquête de la Galice, que le corps du maréchal Ney fut chargé de maintenir, tandis que le maréchal duc de Dalmatie, d'après les instructions de l'empereur, allait entreprendre une nouvelle expédition contre le Portugal. Mais, avant d'entrer dans les détails de cette seconde campagne, qui ne fut guère moins malencontreuse que celle du général Junot dans le même pays, nous devons rapporter ce qui s'était passé dans l'intérieur de l'Espagne pendant le temps que le maréchal Soult poursuivait l'armée anglaise sur la Corogne.

Après les trois grandes défaites qui avaient dispersé les armées espagnoles avec autant de célérité que celles-ci en avaient mise à se former, les débris des corps d'Estramadure et de Castille, refoulés par les troupes françaises, s'étaient repliés vers le midi de la Péninsule. Ils avaient traversé plus de cent cinquante lieues de pays par petits détachements, et, soutenus par le fanatisme, au milieu des fatigues les plus accablantes, ils étaient venus se réunir derrière le Tage. Là, le général Galluzo, ayant reformé une espèce d'armée, fit des dispositions pour disputer le passage du fleuve au corps du maréchal Lefebvre, qui s'était avancé, ainsi qu'on l'a vu, sur Talavera de la Reina; mais celui-ci, ayant fait habilement une fausse démonstration de passage à Arzobispo, descendit jusqu'à Almaraz, où le gros des troupes traversa le Tage le 24 décembre. Les divisions espagnoles, disséminées sur une ligne beaucoup trop étendue, furent battues en détail par plusieurs colonnes, et poursuivies avec vigueur d'abord sur Truxillo et ensuite jusqu'à Mérida, sur les bords de la Guadiana.

Dans le même temps que le général Galluzo tentait aussi infructueusement d'arrêter les progrès des Français dans la haute Estramadure, le duc de l'Infantado, à la tête des débris de l'armée d'Andalousie, renforcés par de nouvelles levées, s'était porté en avant des frontières de la province de Cuenca[1], et pa-

[1] On a vu, page 503, que les troupes d'Andalousie, poursuivies successi-

1809. Espagne.

raissait, par ses mouvements, vouloir s'avancer sur Madrid. Le maréchal duc de Bellune, qui se trouvait alors à Tolède avec ses troupes (1[er] corps), en partit, le 10 janvier, pour marcher à la rencontre de cette nouvelle armée. Il s'avança d'abord avec précaution jusqu'à Ocaña sans avoir de nouvelles positives de l'ennemi; mais, le 13 au matin, soit par l'effet du hasard, soit par l'erreur des guides qui dirigeaient la marche des divisions françaises, celles-ci se trouvèrent tout à coup au milieu de l'avant-garde de l'armée espagnole, commandée par le général Venegas, et dans la situation la plus heureuse pour la vaincre.

La division du général Villatte rencontra, la première, un gros de troupes ennemies, rangé en bataille sur la crête d'une colline escarpée, auprès de la petite ville d'Uclès. Gravir les rochers, se précipiter la baïonnette en avant sur leurs adversaires et les mettre en fuite, fut pour les Français l'affaire de quelques instants. Les troupes espagnoles, presque toutes de nouvelles levées, se retiraient dans le plus grand désordre sur l'Alcazar, lorsqu'elles furent attaquées de nouveau et de front par la division aux ordres du général Ruffin, qui, égaré dans sa marche, avait tourné la ville d'Uclès et se trouvait, sans s'en douter, sur les derrières de l'ennemi. Pris ainsi entre deux feux et déjà culbutés par le général Villatte, plusieurs milliers d'Espagnols furent forcés à mettre bas les armes. Le reste de leur armée s'enfuit épouvanté dans toutes les directions. Une colonne vint se jeter, sur la route d'Uclès, dans le parc d'artillerie du corps d'armée français, et y fut reçue par des décharges à mitraille qui la contraignirent à changer de direction. Telle était la terreur des Espagnols qu'une autre de leurs colonnes, composée de cavalerie, livra passage à une pièce d'artillerie française, restée en arrière parce que ses chevaux étaient fatigués, et défila en silence des deux côtés de la route.

Dans cette journée remarquable, où le hasard fit plus pour la victoire que les dispositions du maréchal duc de Bellune, 10,000 prisonniers restèrent entre les mains des Français, qui s'emparèrent en outre de quarante pièces de canons. Si la divi-

vement par les maréchaux Ney et Bessières, s'étaient retirées de ce côté. Le duc de l'Infantado avait succédé au général la Peña.

sion de dragons du général Latour-Maubourg, en marche depuis la pointe du jour, n'avait pas été trop fatiguée pour suivre l'ennemi dans sa fuite, pas un bataillon de l'armée du duc de l'Infantado n'eût échappé.

Immédiatement après la défaite des Espagnols à Uclès, le corps d'armée du maréchal Victor entra dans la province de Cuenca, et se dirigea ensuite sur Madriléjos et Consuégra, dans la province de Tolède, où il prit des cantonnements.

Napoléon, en se rendant en France, avait nommé son frère Joseph généralissime des armées qu'il laissait dans la Péninsule, et celui-ci, qui jusqu'alors avait continué de tenir sa cour à Vittoria, sans prendre à la conquête de son royaume d'autre part que de rendre des décrets administratifs insignifiants et presque tous inexécutés, prit, du consentement de l'empereur, la résolution de rentrer dans sa capitale. Des députations de la ville de Madrid, du conseil d'État, des Indes, des finances, de la guerre, de la marine, du corps des alcades, de la junte du commerce, du clergé et de la noblesse, étant venus trouver l'empereur à Valladolid pour le supplier d'accorder enfin à leurs vœux empressés et sincères un monarque dont le peuple espagnol devait attendre sa félicité et sa prospérité futures, Napoléon avait paru céder à ces instances plus qu'aux considérations de son intérêt personnel.

Le roi Joseph fit donc sa rentrée solennelle dans Madrid le 22 janvier, avec toute la pompe et le cérémonial convenables. Il pouvait croire, à cette époque, que son règne s'affermirait; car les événements présents étaient loin de présager l'avenir qui lui était réservé. Entouré de flatteurs et d'un petit nombre d'Espagnols qui le trompaient, rien n'empêchait ce prince de se livrer à de folles espérances. Au lieu de suivre les armées et de vivre habituellement dans les camps, à l'exemple de son frère, il restait dans son palais au sein de la mollesse et de l'oisiveté. Peu respecté des généraux français et souvent dédaigné par son frère, il ne gagnait point en estime aux yeux de la majorité des Espagnols, qui ne voyaient en lui qu'une espèce de vice-roi, jouet des volontés et des caprices du cabinet de Paris; et si les victoires des Français lui gagnaient quelques partisans intéressés, d'un autre côté elles lui suscitaient d'in-

1809. Espagne.

nombrables ennemis. La nation, blessée au cœur, s'indignait à la vue d'un souverain qui lui était imposé par la puissance des armes étrangères, et ne voulait reconnaître comme autorité légitime que celle de la junte suprême.

21 février.

Second siége et prise de Saragosse. — On a vu que le 3e corps d'armée, aux ordres du maréchal Moncey, s'était avancé dans la direction de Saragosse après la bataille de Tudéla. Arrivé à Alagon, sur la rivière de Jalon ou Jiloca, en cet endroit le maréchal avait été contraint de s'arrêter pour rassembler des subsistances et attendre les renforts qui lui étaient indispensables pour assiéger de nouveau la capitale de l'Aragon, défendue par une garnison nombreuse et par la presque totalité de sa population.

Le général Palafox avait mis ce temps à profit pour réunir et réorganiser ses troupes vaincues, faire de nouvelles levées, et ranimer l'énergie et le dévouement des Aragonais. De nombreux renforts lui arrivaient aussi des provinces voisines; d'abondants magasins de subsistances étaient formés dans Saragosse, dont les fortifications se relevaient et s'augmentaient avec une extrême activité; les villages autour de cette place, dépouillés et abandonnés par leurs habitants pour l'approvisionner et concourir à sa défense, ne devaient bientôt plus offrir aux troupes assiégeantes aucune ressource en vivres et en travailleurs.

Mais les Français de leur côté avaient tiré parti du retard de leur marche. Le général Dedon[1], nommé par l'empereur commandant de l'artillerie de siége, réunit un équipage de soixante bouches à feu, prises, ainsi que les projectiles, à Pampelune, voiturées par terre jusqu'à Tudéla, et embarquées ensuite sur le canal d'Aragon. Le général Lacoste, aide de camp de l'empereur et commandant l'arme du génie, rassembla vingt mille outils, cent mille sacs à terre, et fit confectionner par les sapeurs quatre mille gabions, ainsi qu'un grand nombre de fascines. Les magasins, les manutentions et les hôpitaux de l'armée de siége furent établis à Alagon.

Les deux divisions qui formaient le corps du maréchal Mor-

[1] Nous avons omis de citer le nom de cet officier, très-distingué dans son arme, en rendant compte du siége de Gaëte, auquel il eut une part très-active.

tier, destiné, comme nous l'avons déjà dit, à renforcer les troupes du maréchal Moncey, arrivèrent sur le Jiloca le 19 décembre. L'armée de siége fut jugée alors assez nombreuse pour investir Saragosse sur les deux rives, et pour commencer les travaux aussitôt qu'on aurait enlevé de vive force les postes avancés de la place.

Les deux corps d'armée se mirent en marche le 20 décembre. La division Gazan, après avoir passé l'Èbre vis-à-vis de Tauste, se rendit, par le chemin de Castejon, à Zuéra et Villanueva, où elle arriva dans la soirée sans rencontrer l'ennemi. Le même jour, la division du général Suchet prit position sur la rive droite du fleuve, près d'un couvent, à une lieue de Saragosse, après avoir fait replier les avant-postes espagnols. Le 3e corps suivit la rive droite du canal royal, et le maréchal Moncey plaça une de ses divisions sur un plateau, à gauche de la Huerba, en face des grandes écluses; les deux autres divisions se postèrent à la droite de cette rivière.

La place de Saragosse était l'espoir des Espagnols, au milieu des revers qu'ils venaient d'éprouver depuis la seconde irruption des armées impériales dans l'intérieur du royaume. Le peu de succès de la première entreprise sur cette capitale de l'Aragon, les fortifications dont elle était enceinte, l'énergie de ses habitants, les troupes nombreuses qui s'y trouvaient rassemblées et organisées, la confiance absolue de celles-ci dans leurs chefs, tout concourait à entretenir les peuples d'Espagne dans l'opinion que Saragosse était un boulevard contre lequel viendrait se briser l'impétuosité française.

Nous avons déjà dit que, depuis le moment de la première retraite des Français, les Aragonais avaient travaillé aux fortifications de cette place avec une ardeur extraordinaire. Quoique les ouvrages fussent exécutés avec plus de zèle que d'art, ils n'en étaient pas moins imposants. Le château de l'Aljaféria, dit de l'Inquisition, situé en dehors de la ville, près de la porte del *Portillo*, flanqué de quatre tours bastionnées et entouré d'un bon fossé revêtu, avait été mis en état de défense, et ses communications avec la ville avaient été assurées par une double caponnière; la partie de la ville en face de ce château était défendue par un mur d'enceinte, par plusieurs batteries, et par

1809. Espagne.

quelques petits ouvrages en terre. Palafox avait fait établir une enceinte terrassée, revêtue en pierres sèches, avec un fossé, creusé à pic, de quinze pieds de profondeur, depuis le couvent des capucins déchaussés jusqu'au pont de la Huerba. Les deux couvents des capucins, qui avaient été fortifiés et armés de batteries, faisaient partie de cette enceinte, et formaient des espèces de bastions pour flanquer cette longue ligne.

Le pont de la Huerba était couvert par une tête de pont en forme de lunette, avec un très-bon fossé, dont la contrescarpe était défendue par des galeries de mines.

A partir de ce pont jusqu'au couvent de Santa-Ingracia, dont les ingénieurs espagnols avaient fait une espèce de citadelle bien armée, régnait un double retranchement, et, pour fermer la ville depuis Santa-Ingracia jusqu'au bas Èbre, on s'était servi d'un ancien mur d'enceinte, qu'on avait terrassé en plusieurs endroits. Toute cette partie de la place était d'ailleurs couverte par le ravin escarpé de la Huerba, qui l'enveloppe, et par le couvent de San-José, fortifié avec soin, pour servir comme tête de pont, qui pût protéger les sorties des assiégés au delà du ravin, sur la grande route de Valence. Palafox avait fait construire sur la hauteur du Monte-Torrero (position qui, comme on l'a vu dans la relation du premier siége, domine la plaine à huit ou neuf cents toises de la place) un grand ouvrage dont le front était couvert par le canal royal. Toutefois, ce fortin était trop éloigné de la place pour servir à sa défense. Enfin il avait été élevé une tête de pont sur le canal royal, aux grandes écluses, sur la route de Madrid.

L'accès du faubourg situé sur la rive gauche de l'Èbre était défendu par plusieurs redoutes armées de canons, et derrière lesquelles était une enceinte de maisons crénelées, avec des batteries et des traverses aux débouchés des rues.

Les habitants avaient fait le sacrifice des arbres, des jardins et des maisons qui auraient pu favoriser l'attaque des assiégeants : tout était rasé autour de la place. Dans l'intérieur, les principales maisons et les nombreux couvents étaient transformés en autant de citadelles ou places d'armes; les rues étaient barrées par des traverses armées de batteries; les portes et les

fenêtres étaient fermées et barricadées, les murailles crénelées[1].

La garnison, ou, pour mieux dire, l'armée aux ordres du général Palafox, était de 35 à 40,000 hommes, dont 8 à 10,000 d'anciens régiments de ligne et 2,000 de cavalerie. Il faut ajouter à ce nombre 15,000 paysans bien armés, qui concouraient à la défense de la ville avec encore plus d'ardeur que les troupes réglées, et beaucoup d'habitants, parmi lesquels se faisaient remarquer particulièrement tous les moines et prêtres valides. Plus de cent cinquante bouches à feu étaient en batterie.

C'est avec de tels moyens de résistance que la ville de Saragosse se préparait à soutenir le choc des forces qui se présentaient pour la réduire.

Nous avons dit que l'armée assiégeante se composait des 3e et 5e corps de la grande armée française. Le premier, formé de trois divisions d'infanterie, commandées par les généraux Morlot, Grandjean et Meusnier-la-Converserie, et d'une brigade de cavalerie aux ordres du général Wathier, présentait un effectif de 14 à 15,000 combattants, répartis en 6 régiments de ligne français (14e, 44e, 115e, 116e, 117e et 121e), deux régiments polonais (1er et 2e de la Vistule), et quelques escadrons de cavalerie : il était destiné à exécuter à peu près tous les travaux de siége sur la rive droite de l'Èbre. Le 5e corps, formé des deux divisions Suchet et Gazan, fort de 16 à 17,000 hommes, était chargé de bloquer la ville sur la rive gauche, et de couvrir les opérations du siége, sur la rive droite, contre les entreprises que pourraient tenter les insurgés de l'extérieur. Six compagnies d'artillerie, huit compagnies de sapeurs, trois compagnies de mineurs, 40 officiers du génie et un équipage de soixante bouches à feu complétaient la force de l'armée assiégeante.

[1] Le genre de construction des maisons de Saragosse est très-favorable à leur défense; les murs en sont fort épais, les appartements sont voûtés, et par conséquent à l'abri de l'incendie. Chaque maison, préparée d'avance avec des créneaux à l'extérieur et des communication dans l'intérieur, pour la prompte circulation des défenseurs, était comme un petit fort susceptible de résister à un coup de main : chacune d'elles nécessitait en quelque sorte un siége à part.

1809.
Espagne.

La première opération à faire par les Français, avant de commencer les travaux de siége, était d'occuper le Monte-Torrero. Le général du génie Lacoste régla les dispositions de l'attaque. Pendant la nuit du 20 au 21 décembre, on établit à la hâte une batterie sur une hauteur qui dominait le fortin de cette position, et, dans la matinée du lendemain, cette batterie ouvrit avec succès son feu sur l'ouvrage. Pendant qu'une des brigades de la division Grandjean faisait quelques démonstrations d'attaque sur le fort, dont elle était séparée par le canal, le général Habert, à la tête de la première brigade de cette division, passa le canal sous un aqueduc dont il s'était emparé la veille, s'avança sur la rive gauche, et se plaça entre la ville et l'ouvrage, qu'il attaqua par la gorge. Ce mouvement, exécuté avec audace et soutenu par un feu très-vif d'artillerie, détermina la fuite de l'ennemi, qui abandonna trois pièces de canon et une centaine de prisonniers.

Dans le même temps, une brigade de la division Morlot suivait le ravin de la Huerba, passait le canal sous l'aqueduc sur lequel il traverse cette rivière, et prenait de revers la tête de pont des grandes écluses. Ce dernier ouvrage fut également enlevé et l'on y prit deux pièces de canon.

Le même jour, le géneral Gazan, dont les troupes avaient couché la veille à Zuéra et Villanueva, s'avança sur le faubourg de la rive gauche de l'Èbre. Il trouva l'ennemi, au nombre de 4,000 hommes, posté dans les bois et les jardins en avant du faubourg; il le chassa sans difficulté, et 500 Suisses, qui s'étaient enfermés dans une grande maison sur la route de Villamayor, à trois cents toises du faubourg, furent égorgés ou faits prisonniers. Le général Gazan avait ordre d'enlever le faubourg par un coup de main. Cette opération, dont le succès eût été fort utile pour abréger les travaux du siége, ne réussit point. On commit la double faute de ne point reconnaître les ouvrages de l'ennemi et d'attaquer sur un seul point. La première brigade de la division (21e régiment léger et 100e de ligne) fut presque seule engagée et perdit beaucoup de monde; enfin cette attaque, qui devait être combinée avec celle de Monte-Torrero, ne commença qu'après la prise de cette dernière position; de sorte que l'ennemi, qu'on avait cessé d'inquiéter sur

la rive droite, put porter des forces considérables sur la rive gauche.

Deux jours après cette fâcheuse tentative, le général Gazan acheva de former le blocus du faubourg; une de ses brigades s'étendait à droite de la route de Zuéra, et l'autre à gauche, avec deux bataillons au pont du Gallego, sur la route de Barcelone. La nature du terrain lui permit de former sur presque tout son front des inondations qui le couvraient des sorties de l'ennemi. La division Suchet occupa, sur la rive droite, l'espace compris entre le haut Èbre et la vallée de la Huerba; la division Morlot, après l'attaque dont nous avons parlé, s'était placée dans cette même vallée. La division Meusnier campait sur les hauteurs du Monte-Torrero, et la division Grandjean fermait le reste de l'espace jusqu'au bas Èbre; sa droite se liait avec les postes du général Gazan sur la rive gauche.

Le général d'artillerie Dedon s'occupa, dès le 22, de la construction d'un pont de bateaux sur le haut Èbre, pour les communications des différents quartiers de l'armée. Le général Lacoste fit la reconnaissance exacte des ouvrages de l'ennemi, et proposa trois attaques : l'une, sur le château dit de l'Inquisition, dont l'objet serait seulement de resserrer et d'inquiéter l'ennemi de ce côté, l'un des plus forts de la place; une seconde, sur la tête de pont de la Huerba; la troisième, sur le couvent ou fort de San-José, que le général avait jugé le point le plus faible, puisque l'ennemi n'avait pas d'enceinte terrassée derrière cet ouvrage détaché; et, d'ailleurs, on pouvait rattacher cette attaque à celle du faubourg, dans le cas où on ouvrirait les travaux sur ce point, comme le désirait le général Lacoste. Le maréchal Moncey adopta l'ensemble de ce plan.

Tout se trouvant prêt pour l'ouverture de la tranchée, les travaux furent commencés dans la nuit du 29 au 30 décembre. La parallèle de l'attaque de droite fut ouverte à cent soixante toises du fort San-José; celle du centre s'ouvrit à cent quarante toises de la tête de pont, et elle dut s'étendre sur la rive gauche de la Huerba, afin de resserrer l'ennemi sur cette rive d'où il aurait pu inquiéter les cheminements par des sorties. Deux compagnies de sapeurs commencèrent la parallèle contre

1809. Espagne.

le château de l'Inquisition. Des communications furent pratiquées derrière ces trois parallèles.

Le 31, celles de droite et du centre étaient à peu près terminées lorsque l'ennemi fit, sur toute la ligne, une sortie qu'il prépara et soutint par un feu d'artillerie très-vif. Une de ses colonnes déboucha près de l'endroit où la Huerba se jette dans l'Èbre, par le chemin couvert du fort San-José, entre le fleuve et la parallède de droite; cette attaque fut vigoureusement repoussée par six compagnies de voltigeurs postées dans cet intervalle. Une autre colonne se porta sur la gauche de la même parallèle, et fut culbutée par la garde de tranchée, qui s'élançant à la baïonnette, hors de la parralèle, tua une cinquantaine d'Espagnols et en fit plusieurs prisonniers. L'ennemi ne put réussir à déboucher de la tête de pont sur la parallèle du centre, et fut repoussé dans ses tentatives sur la parallèle à peine ébauchée contre le château de l'Inquisition. Depuis cette dernière jusqu'à l'Èbre s'étend une plaine entrecoupée de canaux d'irrigation, où l'on avait jeté quelques postes de voltigeurs pour éclairer cette partie; deux escadrons ennemis, en défilant le long du fleuve, parvinrent à surprendre et à sabrer un de ces postes, qui avait négligé de se retrancher. Le général Palafox, attentif à profiter de ses moindres avantages pour animer ses troupes, exagéra ce succès aux yeux des Aragonais, et distribua solennellement des décorations à tous les soldats qui avaient pris part à cette action, d'ailleurs peu importante, et sans autre résultat qu'une trentaine d'hommes égorgés.

Le 1er janvier 1809, les assiégeants débouchèrent des parallèles de droite et du centre pour se porter en avant. Le feu de la place continua à être très-vif. Le lendemain, la seconde parallèle à l'attaque de droite fut amorcée par 500 travailleurs. L'ennemi tira beaucoup sur cette partie et fit même une sortie qui fut repoussée.

Ce même jour, 2 janvier, le général Junot, duc d'Abrantès, vint remplacer le maréchal Moncey dans le commandement du 3e corps.

L'ennemi fit aussi une sortie du faubourg de la rive gauche, avec de l'infanterie; de la cavalerie et de l'artillerie, pour forcer la ligne du général Gazan et tâcher de rendre libre la grande

route de Catalogne. La baisse des eaux dans la rivière du Gallego, qui se jette dans l'Èbre au-dessous de Saragosse, permit même à la cavalerie aragonaise de tomber à l'improviste sur un des postes avancés et de sabrer quelques hommes; mais les autres troupes de la division furent promptement en mesure, et l'ennemi fut ramené en désordre dans ses ouvrages.

Le général Junot avait apporté au maréchal Mortier l'ordre de se porter avec une de ses divisions (celle du général Suchet) sur Calatayud, afin d'établir la communication avec Madrid. Ce départ inattendu affaiblit les forces assiégeantes de 9,000 hommes et faillit entraîner la levée du siége, lorsque, quelque temps après, une armée de secours, contre laquelle il était impossible de détacher aucune troupe, s'organisa dans l'Aragon.

Le 3e corps se trouva ainsi chargé seul du siége et du blocus de la rive droite. Il était de plus obligé d'envoyer de forts détachements dans les villages voisins, pour approvisionner le camp de vivres et de fourrages, qu'on ne pouvait avoir que les armes à la main. La division Morlot, à peine forte de 4,000 hommes, prit la place qu'occupaient les 9,000 hommes du général Suchet, ce qui força les troupes à s'étendre davantage. Le général Lacoste fit construire trois redoutes de contrevallation devant le front de cette division, afin de suppléer au nombre par des retranchements. Une partie de la division Meusnier fut placée sur la rive gauche de la Huerba.

Du 3 au 6 janvier, la seconde parallèle de l'attaque de droite fut terminée, sous un feu meurtrier, à quarante toises du fort San-José, ainsi que les communications avec la première.

Le général Dedon avait reçu à cette époque trente bouches à feu bien approvisionnées. Cette artillerie était suffisante pour ruiner les défenses du fort San-José et de la tête de pont.

Le 7 et le 8 on construisit contre San-José deux batteries (nos 1 et 2) de huit canons ou obusiers; une autre batterie de brèche (n° 4), de quatre pièces de 24, à la première parallèle, et une troisième batterie (n° 3), de quatre mortiers, à la seconde.

Devant la tête de pont on éleva les batteries nos 5, 6, 7 et 8, renfermant quatre pièces de 24, quatre mortiers, cinq pièces de 12 et trois obusiers.

1809. Espagne.

Toutes ces batteries furent terminées, armées et prêtes à jouer le 9 au soir, malgré le feu soutenu d'artillerie et de mousqueterie que l'ennemi n'avait point cessé de faire, et qui avait tué ou mis hors de combat une centaine d'hommes. Elles furent démasquées le 10, au point du jour. L'ennemi répondit d'abord par un feu vif, des deux ouvrages attaqués et de la place; mais les joues des embrasures et les parapets en maçonnerie furent facilement ruinés par les batteries françaises, et, le soir, l'artillerie de San-José et de la tête de pont était à peu près réduite au silence. Les Espagnols retirèrent, pendant la nuit, la plus grande partie de l'artillerie de ces ouvrages. A minuit, une colonne, sortie par le chemin couvert à gauche de San-José, se porta avec audace sur la batterie n° 1 ; deux pièces de campagne, placées à droite de la seconde parallèle pour s'opposer aux sorties, tirèrent fort à propos contre le flanc de la colonne, tandis que la batterie attaquée lançait la mitraille sur son front. L'ennemi rétrograda en désordre, en laissant plusieurs morts sur le terrain.

Le 11, le feu des batteries assiégeantes fut continué avec vivacité; la brèche de San-José parut praticable; le parapet en maçonnerie était ruiné sur une partie de la face, et tout le couvent était bouleversé. L'assaut fut ordonné pour quatre heures du soir. La batterie de brèche sur la tête de pont avait produit moins d'effet à cause de son éloignement; on différa l'assaut de cet ouvrage, et on se borna à faire de fausses démonstrations sur ce point, afin d'y attirer l'attention de l'ennemi.

Le couvent de San-José, transformé en fort ou citadelle, présentait la forme d'un rectangle dont le grand côté, de soixante toises de longueur, faisant face à la campagne, n'était point flanqué; les deux autres côtés, ayant quarante toises chacun, étaient flanqués par l'enceinte de la ville; la gorge était défendue par un rang de fraises et par l'escarpement très-roide de la Huerba; le fossé, de dix-huit pieds de profondeur, était creusé à pic. La contrescarpe était enveloppée d'un chemin couvert qui se prolongeait au delà des flancs du fort, le long du ravin de la Huerba; la queue du glacis était armée de pieux inclinés. Le général Palafox, sentant toute l'importance de ce poste, qui assurait les sorties de la garnison dans la campagne et protégeait le

côté faible de la place, avait placé près de 4,000 hommes de ses meilleures troupes tant dans le fort que dans le chemin couvert.

L'attaque commença, ainsi qu'il était arrêté, à quatre heures du soir. Le chef de bataillon Haxo, commandant le génie à l'attaque de droite, fit avancer deux pièces d'artillerie, soutenues par quatre compagnies d'infanterie, pour enfiler la branche gauche du chemin couvert qui s'étend le long du ravin. Le feu de ces pièces força les Espagnols d'abandonner le chemin couvert et de se replier derrière la Huerba. Le chef de bataillon Stahl, s'élançant alors de la deuxième parallèle, à la tête de quelques compagnies de voltigeurs, arrive sur le fort pour en tenter l'assaut; mais sa colonne est arrêtée tout à coup par la hauteur d'une contrescarpe de dix-huit pieds. Tandis qu'on applique des échelles sur la contrescarpe et sur l'escarpe du fossé, pour parvenir à la brèche, un capitaine du génie (Daguenet), suivi de quelques mineurs et sapeurs et d'une centaine de voltigeurs, cherche à tourner le fort; il marche sur un pont qui sert de communication pour se rendre du fort au chemin couvert de droite, le passe rapidement, pénètre dans le fort, et y fait une centaine de prisonniers, dont un colonel; le reste de la garnison s'échappe ou est massacré. Pendant ce temps, la brèche est escaladée par la colonne du commandant Stahl, qui entre également dans le fort. Les vainqueurs se logent de suite dans la gorge du fort et établissent des communications avec la seconde parallèle. Cette occupation du fort San-José, exécutée avec autant d'audace que d'intelligence, ne coûta aux Français qu'une trentaine d'hommes hors de combat.

Les journées des 12, 13 et 14 furent employées à terminer le logement à la gorge du fort et les communications de la seconde à la troisième parallèle, qu'on exécutait à droite et à gauche de San-José, en couronnant l'escarpement de la Huerba. L'ennemi fut ainsi resserré dans la place, et les travaux des assiégeants se trouvèrent défendus contre les sorties par le double obstacle d'une rivière et de son escarpement de huit pieds de haut.

Le général Dedon fit commencer, dans la troisième parallèle, à droite de San-José, deux nouvelles batteries (nos 9 et 11) pour éteindre le feu de deux obusiers et de quatre canons, placés

1809. Espagne.

par les assiégés derrière l'enceinte, en face du fort enlevé, et qui incommodaient beaucoup les assiégeants dans ce poste. Les deux batteries dont nous parlons devaient ensuite servir pour ouvrir la brèche sur l'enceinte de la place.

La batterie n° 10 fut consuite en avant de la gauche de la première parallèle de droite, et armée de quatre obusiers de 8 pouces, afin de prendre des revers sur la longue courtine qui s'étend de la gorge de la tête de pont au couvent des Capucins, et de gêner la communication de la place avec cette tête de pont.

Le travail du cheminement jusqu'à la contrescarpe de la tête de pont, entrepris sous le feu de l'artillerie nombreuse que l'ennemi avait dans cette partie, faisait des progrès très-lents; mais le 15, au point du jour, la batterie n° 10 fut démasquée, et commença son feu avec assez de succès pour qu'à huit heures du soir on pût insulter la tête de pont.

Cet ouvrage était formé par quatre faces, dont l'une, perpendiculaire au chemin de Monte-Torrero, n'était point flanquée; son fossé, creusé à pic, avait dix pieds de profondeur. Quarante voltigeurs du premier régiment de la Vistule, précédés par un détachement de mineurs et de sapeurs portant des échelles, s'élancèrent de la tête de sape sur la face non flanquée de l'ouvrage, appliquèrent les échelles, franchirent le fossé, parvinrent sur la berme du parapet, s'y établirent, et firent de là un feu très-vif dans l'intérieur de la tête de pont. L'ennemi, épouvanté de la promptitude de ce mouvement, ne tint pas longtemps, et abandonna le poste pour se retirer par le pont, qu'il fit sauter immédiatement après l'avoir passé.

Cette attaque, que l'ennemi avait essayé de paralyser en faisant jouer un fourneau sous le glacis de l'extrémité du flanc droit et de la face, ne coûta que 3 ou 4 hommes hors de combat. La nuit fut employée à former un logement sur la face de l'ouvrage, en retournant le parapet contre la ville, à faire un passage dans le fossé avec des fascines, et à établir la communication du logement de l'ouvrage à la tête de sape.

Le 16 on commença une parallèle pour soutenir le logement de la tête de pont. Cette place d'armes dut s'étendre par la droite jusqu'au coude de la Huerba, afin de communiquer avec

la 3e parallele de l'attaque de droite. Ce même jour l'ennemi fit un feu très-vif d'artillerie et de mousqueterie sur tous les points de la ligne des Français. Les Espagnols paraissaient célébrer une fête solennelle ou une victoire; car on entendait dans la ville beaucoup de musique, les plus bruyantes acclamations, et toutes les cloches des églises étaient en branle.

Les Français connurent bientôt la cause de ces réjouissances, qui se répétèrent à différentes époques du siége.

Palafox, cherchant, comme nous l'avons déjà dit, à entretenir le courage de ses troupes et à ranimer par tous les moyens possibles les espérances et le dévouement d'une population ignorante et crédule, avait imaginé de composer des bulletins qu'il supposait avoir reçus par des voies extraordinaires, mais sûres. Tantôt « Le général Reding, après avoir anéanti l'armée du général Saint-Cyr, s'avançait à marches forcées pour faire éprouver un pareil sort à l'armée assiégeante et débloquer Saragosse; » tantôt « le marquis de Lazan (frère aîné de Palafox) était entré sur le territoire de France par la vallée d'Aran, » ou bien « les généraux la Romana et Blake avaient battu l'armée que Napoléon commandait en personne; les maréchaux Berthier et Ney étaient tués; toute retraite était coupée aux Français, qui avaient perdu plus de 20,000 hommes dans ce combat mémorable, etc., etc. »

Le 17, les batteries nos 9 et 11 commencèrent leur feu contre celles du mur d'enceinte, en arrière de San-José, démontèrent trois pièces et réduisirent les autres au silence.

Les quatre jours suivants on exécuta à la sape volante un logement à la gorge du pont; la troisième parallèle de droite fut terminée; son extrémité droite s'étendait à quarante toises de l'Èbre, et sa gauche jusqu'au coude de la Huerba; elle communiquait de là avec la parallèle de l'attaque du centre, qui fut également achevée. Les généraux d'artillerie et du génie arrêtèrent définitivement l'emplacement des contre-batteries en batteries de brèche, qui devaient être dirigées contre les points d'attaque de la place. Huit batteries furent ainsi ajoutées à celles qui existaient déjà; mais on ne conserva que deux pièces au no 7, pour prendre des revers sur Santa-Ingracia, et la batterie de mortiers no 6; les batteries nos 1, 2,

1809. Espagne.

3, 4, 5 furent désarmées. On plaça en tout cinquante bouches à feu pour les deux attaques du centre et de droite.

Le 21, l'ennemi fit une sortie vigoureuse pour venir enclouer la batterie de mortiers n° 6, dont les bombes l'incommodaient beaucoup. Un détachement d'une centaine d'Aragonais déterminés, soutenus par une forte réserve, traversa avec la plus grande audace la seconde parallèle, dont la garde était peu nombreuse et peu vigilante, et parvint jusqu'à la première parallèle, où il tenta d'enclouer la batterie. Cette troupe fut promptement repoussée par la réserve française, et, comme elle ne pouvait se retirer qu'en traversant de nouveau la seconde parallèle, dont la garde s'était ralliée, le commandant, deux officiers et une trentaine d'hommes furent faits prisonniers; le reste fut tué. Les assiégés firent encore plusieurs tentatives sur la gauche, en remontant l'Èbre avec deux bateaux armés de canons, et cherchant à les poster de manière à enfiler la parallèle du château; mais le feu de deux pièces de campagne, placées à gauche de cette parallèle, obligea les bateaux ennemis à se retirer.

Le général Palafox faisait jeter aux avant-postes de la rive gauche, et répandre, lors des sorties, dans les tranchées de la rive droite, des proclamations écrites en six langues (française, latine, italienne, allemande, espagnole et basque), pour engager les soldats français à déserter et à se réunir sous les drapeaux de l'indépendance espagnole. On doit croire que cette tentative ne pouvait obtenir aucun succès [1].

A cette époque du siége, tout l'Aragon était en armes; des rassemblements s'étaient formés sur tous les points, et s'ap-

[1] Un prêtre, revêtu des habits sacerdotaux, osa sortir un jour du faubourg de la rive gauche, et s'avancer, le crucifix à la main, sur un des postes de la division Gazan. Parvenu à cinquante pas de la troupe française, il s'arrêta pour prêcher celle-ci avec beaucoup d'onction, en représentant aux soldats, étonnés d'une telle hardiesse, qu'ils soutenaient une mauvaise cause, et en les engageant, au nom du Dieu tout-puissant et du pape, son vicaire sur la terre, à quitter le parti de l'erreur, le sentier de l'enfer, pour suivre avec lui le chemin de la vertu et du paradis. Les sentinelles, ne comprenant point la langue espagnole, et ne voyant d'ailleurs dans cette démarche qu'une bravade d'insensé, tirèrent quelques coups de fusil en l'air pour éloigner le prédicateur, qui se hâta de rentrer dans le faubourg.

prochaient pour cerner et affamer les différents camps de l'armée française. Dès la fin de décembre, le général Wathier avait été détaché à Fuentès de Menegro, sur le bas Èbre, avec 300 chevaux et deux bataillons, pour tenir la campagne, envoyer des vivres aux troupes assiégeantes, et avoir des nouvelles de l'ennemi sur la route de Tortose. Ce général apprit, vers le 15 janvier, qu'un rassemblement de 5,000 paysans s'était avancé jusqu'à Belchite, sur la rivière d'Aguas. Il s'y porta, atteignit le corps ennemi, lui tua 2 ou 300 hommes, et le dispersa. Il s'avança ensuite, par Hijar, jusqu'à Alcañiz, dont il s'empara après une attaque assez vive [1]. Cette petite expédition terminée, le général Wathier s'établit sur la rivière de Guadalope, entre Alcañiz et Caspe, et y resta en observation jusqu'à la fin du siége.

Mais le succès dont nous venons de parler n'avait point empêché le rassemblement de la population des villages sur les derrières de l'armée assiégeante. Des bandes se formaient dans la Sierra de la Muela, du côté d'Epila; un escadron de dragons français, placé à Santa-Fé, était insuffisant pour contenir ces forces ennemies; Alagon, où se trouvaient les hôpitaux et les manutentions, était journellement menacé; les paysans des montagnes de Soria avaient pris les armes, paraissaient en force sur Tarazona, et faisaient craindre pour Tudéla, point bien essentiel sous le double rapport des communications avec Pampelune, place de dépôt, et de la navigation du canal d'Aragon. On n'avait pu laisser à Tudéla que 700 hommes, sous les ordres du général Puget, lequel était encore obligé de s'affaiblir en gardant les défilés de Caparoso et de Tafalla, afin de protéger les convois d'artillerie contre les bandes, ou *guérillas*, qui infestaient la route de Pampelune.

C'est surtout sur la rive gauche de l'Èbre que la position des troupes assiégeantes devenait plus difficile de jour en jour. Les deux frères du général ennemi, le marquis de Lazan et don Francisco Palafox, avaient soulevé les villages du nord

[1] L'adjudant-commandant Carrion-Nizas, qui était à la tête de l'infanterie, s'y distingua particulièrement, ainsi que le colonel du 4e de hussards Burthe, et le chef de bataillon Camus, du 28e régiment d'infanterie légère.

1809. Espagne.

de la province, organisé et armé les paysans, attiré sous leurs drapeaux les anciens soldats des troupes de ligne espagnoles qui n'avaient point encore pris parti dans les autres armées, et formé de tous ces éléments une armée de secours qui s'élevait déjà à plus de 20,000 hommes [1].

Ces forces occupaient tout le pays entre Villafranca de Ebro, Liciñena et Zuéra, poussaient des partis sur Caparoso, pour intercepter les convois et envelopper la division Gazan, qui bientôt se trouva comme assiégée dans son camp.

Les vivres commençaient à manquer, et déjà le soldat avait été réduit à la demi-ration de pain, sans viande; les réquisitions frappées sur les villages restaient sans effet. L'armée française, après le départ de la division Suchet, ne comptant plus que 22,000 hommes pour en assiéger 50,000, se trouvait hors d'état de faire des détachements afin de se procurer des subsistances de vive force, et cependant, à aucune autre époque du siége, les troupes renfermées dans la place n'avaient montré plus de confiance et d'énergie. La persuasion d'être bientôt délivrées par l'armée de secours, dont elles apercevaient les feux de bivouac sur les hauteurs de la rive gauche de l'Èbre, redoublait leur ardeur, qui n'avait point été abattue par la perte des ouvrages avancés dont nous avons parlé (le fort San-José et la tête de pont sur la Huerba); elles se confiaient encore dans la force des nombreux retranchements de l'intérieur de la ville.

Jusqu'alors il n'y avait point eu, dans les opérations des deux corps qui formaient l'armée de siége, cet ensemble qui fait la force des armées. Le général Junot, commandant le troisième corps d'armée, n'avait pu en quelque sorte disposer à son gré de la division Gazan, placée sous les ordres directs du maréchal Mortier; mais, le 22 janvier, le maréchal Lannes vint prendre le commandement en chef des 3ᵉ et 5ᵉ corps, qui, réunis ainsi, furent mus par une volonté ferme et unique, qui les dirigea vers le même but. Le maréchal Mortier, dont

[1] Les Aragonais, surtout ceux qui avoisinent les Pyrénées, sont de très-bons tireurs, fort lestes, et habitués à la vie errante et pénible qu'impose le métier de contrebandier, auquel ils se vouent dès leur enfance.

le séjour à Calatayud ne paraissait point d'une nécessité indispensable, surtout dans la situation critique où se trouvait l'armée de siége, reçut l'ordre de revenir, avec la division Suchet, prendre part aux opérations.

Le maréchal Lannes avait reconnu d'abord combien il était urgent de repousser l'ennemi extérieur, dont la présence autour de la place ranimait toutes les espérances des assiégés et affamait les troupes françaises, en privant celles-ci des ressources du pays. Aussitôt son arrivée, le maréchal Mortier passa sur la rive gauche de l'Èbre, et fit ses dispositions pour attaquer l'armée de secours du marquis de Lazan.

Pendant que l'adjudant-commandant Gasquet, chef d'état-major du général Gazan, se portait sur Zéera et y dispersait un rassemblement de 2,000 hommes d'infanterie et 250 chevaux, le maréchal Mortier marcha sur la Perdiguera, d'où il chassa une avant-garde des troupes de don Francisco Palafox. Cette dernière troupe s'étant repliée sur Nuestra-Señora de Magallor, au-dessus de Liciñena, où se trouvait le gros de l'armée ennemie, au nombre de 10,000 hommes, le maréchal n'hésita point à attaquer ce rassemblement, qui fut promptement culbuté, et poursuivi vigoureusement par le 10ᵉ régiment de hussards, conduit par l'adjudant-commandant Delage. Les Aragonais perdirent, dans ces deux rencontres, 1,000 à 1,200 hommes tués ou prisonniers, deux drapeaux et quatre pièces de canon.

Le maréchal Mortier poussa ensuite des partis sur Huesca, Sangarena et Pina, afin d'achever la dispersion de l'armée ennemie. Le général Suchet, avec une partie de sa division, continua, pendant le reste du siége, à tenir la campagne, pour dissiper les bandes qui cherchaient à inquiéter les trouper assiégeantes et à intercepter les convois de vivres.

Les opérations du siége avaient repris une nouvelle activité.

Dans la nuit du 22 au 23, l'ennemi tenta une sortie générale; plusieurs de ses colonnes se présentèrent à l'attaque de droite, et parvinrent à reprendre une maison carrée, située près du pont San-José, sur la Huerba, et dont on s'était emparé la veille; mais ces troupes furent bientôt repoussées dans la place, sans avoir pu parvenir jusqu'aux batteries. Au centre,

1809. Espagne.

l'ennemi réussit à enclouer deux pièces de canon, qui furent rétablies dans la matinée.

Les travaux continuèrent les jours suivants avec plus de sécurité. On termina deux ponts sur chevalets, avec des épaulements en fascines, sur la Huerba, et l'on forma une demi-place d'armes sur la rive gauche de cette rivière, afin d'avoir un lieu de rassemblement pour les troupes qui devaient donner l'assaut au corps de place.

Au centre on pratiqua une descente jusqu'à la Huerba, sur laquelle on établit un nouveau pont, épaulé avec des gabions et des fascines. L'ennemi fut chassé d'un mur d'enclos, sur la rive gauche, et 100 grenadiers prirent poste derrière un pan de ce mur, à couvert des feux de la place.

Le 26, toutes les batteries contre la ville étaient enfin terminées et armées; cinquante bouches à feu ouvrirent, dès le matin, un feu violent contre les deux points d'attaque, et firent taire en peu d'heures une partie de l'artillerie de la place. Pendant la nuit on parvint à se loger, à l'attaque de droite, dans un moulin à huile qui touchait presque le pied du rempart, et on y établit une communication à la sape volante.

Le feu des batteries continua le 27, et, les brèches ayant été jugées praticables, on se disposa à l'assaut. Sur la droite, l'artillerie avait ouvert deux brèches au mur d'enceinte, en partie terrassé de ce côté, l'une en face de San-José et la seconde à côté de l'huilerie, où les assiégeants s'étaient établis la veille. Une troisième brèche, ouverte au couvent des Augustins, n'était pas praticable; au centre, le couvent de Santa-Ingracia était ouvert et bouleversé par l'artillerie.

Toutes les troupes de siége prirent les armes pour l'assaut, qui fut résolu sur les deux brèches de droite et sur celle de Santa-Ingracia. A midi, une première colonne, rassemblée dans l'huilerie, franchit rapidement le court espace qui la séparait de la brèche de droite, sans être rompue ni même ébranlée par l'explosion de deux fourneaux de mine que l'ennemi fit jouer à ce moment au pied de la brèche. Parvenus au sommet de celle-ci, les Français aperçoivent avec surprise un retranchement intérieur, pratiqué à l'aide d'un ancien mur de rempart, et armé de deux pièces de canon. Quelques grenadiers

et sapeurs s'élancent aussitôt pour surmonter cet obstacle inattendu ; mais ils ne trouvent point d'accès ; un feu épouvantable de mitraille, de mousqueterie, de grenades, partant du retranchement et des maisons voisines, force la colonne à rétrograder. On dut alors se borner à couronner le sommet de la brèche par un logement exécuté difficilement sous un feu aussi meurtrier ; on profita des entonnoirs produits par le jeu des deux fourneaux de l'ennemi pour faire la communication au pied de cette brèche.

La brèche de gauche, en face de San-José, présenta moins d'obstacles à vaincre ; une colonne, rassemblée dans la place d'armes construite sur la rive gauche de la Huerba, s'élança promptement sur l'ouverture pratiquée ; parvenus au sommet, les sapeurs et les voltigeurs s'emparèrent de la maison en face, que l'artillerie avait ouverte en même temps que le mur d'enceinte. Ils s'étendirent ensuite dans les maisons à droite et à gauche, en enfonçant les portes et en sapant les murs extérieurs. A la droite de cette même brèche, on parvint jusqu'à une poterne qui offrit une nouvelle entrée dans la place ; mais il fut impossible de s'avancer plus loin : une batterie ennemie, dirigée sur une cour qui séparait les assiégeants des autres maisons, arrêta leurs progrès de ce côté. A gauche de la brèche, on parvint jusqu'à la première rue transversale. Une ancienne communication de l'ennemi, en double caponnière, pour se rendre à San-José, fut réparée et prolongée jusqu'au pied de la brèche.

Le maréchal Lannes avait fait diriger quatre compagnies sur une maison isolée en avant des batteries de gauche de la place, d'où l'ennemi prenait des revers sur la brèche du couvent des Augustins. Deux fois on s'empara de ce poste, et deux fois il fallut l'abandonner, à cause du feu d'artillerie et de mousqueterie qui partait des batteries et des maisons voisines. Cette attaque infructueuse coûta plus de 40 hommes aux Français, et entre autres le capitaine du génie Reggio.

L'attaque du centre fut plus heureuse ; quatre compagnies polonaises du 1er régiment de la Vistule furent rassemblées au delà de la Huerba, derrière un pan de mur, à couvert des feux de la place ; le reste du régiment resta dans la communication.

1809. Espagne. Deux compagnies de grenadiers, précédées de 60 sapeurs, débouchèrent de derrière le mur, et parcoururent au pas de course un intervalle de cent vingt toises qui séparait la Huerba d'un autre mur d'enclos, sous le feu d'une partie de l'enceinte de la place, qui découvrait ce long trajet. Elles atteignirent la brèche de Santa-Ingracia, s'introduisirent dans le couvent, et furent promptement suivies par deux autres compagnies d'élite, et bientôt après par tout le régiment, ayant en tête son brave colonel.

L'ennemi fut chassé de toutes les parties du couvent, et peu d'instants après de celui del Calzas, qui est attenant. La petite place de Santa-Ingracia servit de place d'armes aux assiégeants; les traverses des rues qui y aboutissent, et une batterie qu'on enleva, furent tournées contre l'ennemi.

Du couvent del Calzas, que les sapeurs crénelèrent, on enfilait la longue courtine qui s'étend de Santa-Ingracia au pont de la Huerba. L'ennemi fut obligé de l'abandonner après avoir fait jouer inutilement six fougasses préparées en avant de la courtine. Il tint encore un moment dans une maison à l'angle de l'enceinte, derrière le pont de la Huerba. Déjà il l'abandonnait, ainsi que toute la partie de l'enceinte jusqu'à la porte del Carmen, qui était prise de revers du couvent del Calzas, lorsque les troupes de garde de tranchée à la parallèle du centre, emportées par une ardeur inconsidérée, s'élancent sans ordre hors de la tranchée sur la partie d'enceinte que quitte l'ennemi. La maison de l'angle est emportée; les Français s'étendent à gauche, d'abord jusqu'à la porte del Carmen, d'où ils essayent de pénétrer dans la ville, et ensuite jusqu'aux Capucins, couvent isolé qui fait partie de l'enceinte. On s'en rend maître après avoir tué les hommes qui le défendent. Plusieurs pièces de canon restent au pouvoir des vainqueurs, qui s'établissent le long du rempart, pour garder les postes qu'ils viennent d'enlever.

Mais bientôt un feu terrible part de toutes les maisons qui ont vue sur le rempart; les Français cherchent en vain quelque abri derrière des murs à moitié démolis : ils sont contraints de se replier vers la porte del Carmen, et l'ennemi va rentrer dans le couvent des Capucins lorsque le général Morlot, qui s'aperçoit du danger, détache deux bataillons de sa division pour oc-

cuper et défendre ce dernier poste. Ce mouvement imprudent des troupes de tranchée leur fit perdre beaucoup de monde bien inutilement, puisque l'ennemi allait être forcé d'abandonner, sans coup férir, toute cette partie de l'enceinte si chèrement conquise, par la position que le premier régiment de la Vistule occupait à Santa-Ingracia, et principalement au couvent del Calzas.

On résolut de se maintenir au couvent des Capucins, et d'appuyer par ce poste la gauche des attaques. Le général Lacoste fit abandonner l'attaque du château de l'Inquisition, que les progrès des deux autres attaques avaient rendue superflue, et les officiers du génie qui y étaient employés furent chargés de fortifier le couvent des Capucins, de fermer avec des sacs à terre les nombreuses ouvertures de ce bâtiment du côté de la ville, de le créneler et d'y faire une communication; car il était presque impossible d'y parvenir à découvert sous le feu des maisons environnantes. Un poste de 200 hommes fut placé dans la maison de l'angle, dont la possession, ainsi que celle des Capucins, devait amener celle du reste de l'enceinte intermédiaire.

L'ennemi essaya, mais en vain, de reprendre, pendant la nuit, le couvent de Santa-Ingracia, et surtout les maisons de droite, où les Français n'étaient établis que dans quelques baraques, dont les communications, de cloison en cloison, étaient un véritable dédale.

Les résultats de la journée du 27 furent la prise de quinze bouches à feu, la perte, pour les Espagnols, de plus de 600 hommes tués et 200 prisonniers, enfin un double établissement dans l'intérieur de la ville; mais ces avantages furent achetés chèrement par les assiégeants, qui eurent plus de 600 hommes hors de combat. Le capitaine du génie Second avait été tué sur la brèche.

Le genre de guerre qu'on allait faire désormais dans l'intérieur de Saragosse présentait un grand avantage aux défenseurs de cette place contre les assaillants. Tous les murs des maisons étaient crénelés d'avance et à tous les étages; les portes et les fenêtres étaient bien barricadées; les rues étaient enfilées dans toute leur longueur par des batteries derrière des traverses, hors de la portée des Français toutes les communications

1809. Espagne.

étaient bien établies. En général, aussitôt que les assiégeants faisaient quelques progrès, les Espagnols sonnaient le tocsin pour rassembler leurs troupes, et, accourant bientôt après réattaquer les maisons enlevées, ils parvenaient à chasser leurs adversaires des parties où ils s'étaient portés, sans avoir eu le temps d'ouvrir les communications des maisons entre elles, de percer des créneaux, et de faire de leur côté de nouvelles traverses pour passer d'une île de maisons dans une autre.

Le maréchal Lannes sentit qu'en continuant une attaque de vive force contre un ennemi ainsi préparé, à couvert derrière ses créneaux, et déterminé à s'y défendre jusqu'à la mort, ce serait perdre inutilement beaucoup de soldats; il arrêta qu'on cheminerait autant que possible à l'abri du feu des assiégés, et qu'on attaquerait ceux-ci lentement, mais à coup sûr, pour ne point rebuter les troupes par des pertes trop considérables et trop multipliées.

Dans les journées du 28 et du 29, à l'attaque de droite, on acheva de se rendre maître des îles de maisons dont on occupait déjà une partie, et ces progrès conduisirent jusqu'auprès de la rue de la Puerta-Quemada; mais la prise de bâtiments petits et mal construits ne donnant pas un établissement assez solide, on résolut de s'emparer de quelques couvents qui pussent servir de place d'armes. L'artillerie continua les brèches déjà commencées au couvent des Augustins et à celui de Sainte-Monique, qui est à droite du premier : un assaut qui fut tenté de ce côté ne réussit point.

Ce ne fut pas sans de grandes difficultés que les assiégeants parvinrent à s'emparer de l'île de maisons contiguë au couvent de Santa-Ingracia. Les sapeurs traversèrent une petite rue à gauche de ce couvent, et s'introduisirent dans un appartement au rez-de-chaussée d'une maison en face. L'ennemi défendit avec tant d'acharnement les autres étages, les caves et les greniers de ce bâtiment, que, ne pouvant l'en chasser, on le fit sauter en plaçant dans la salle occupée deux cents livres de poudre; la maison s'écroula, et, par suite de l'effroi que produisit l'explosion, on fut maître de presque toute l'île.

L'ennemi essaya deux fois de reprendre le couvent des Capucins, mais il fut constamment repoussé par le général Ros-

tolan, qui commandait ce poste, où il fut blessé. Le capitaine du génie Barthélemi, officier distingué, perdit la vie dans la dernière attaque.

Une-maison restait encore à occuper pour que l'on pût déboucher dans la rue de la Puerta-Quemada; les Français l'attaquèrent deux jours de suite sans pouvoir en chasser les Espagnols, qui s'y défendirent avec la dernière opiniâtreté.

Le 31 on pénétra dans le couvent de Sainte-Monique, à la faveur d'une ouverture faite par l'explosion d'un pétard, et l'on s'empara également de quelques maisons voisines. Le soir, les mineurs français s'aperçurent que l'ennemi travaillait pour venir, du couvent des Augustins, faire sauter celui de Sainte-Monique; ils éventèrent cette mine au moment même où le fourneau était déjà chargé.

Vers Santa-Ingracia on fit sauter des maisons à droite et à gauche de la rue de ce nom; ces explosions engloutirent bon nombre d'Espagnols, mais on parvint à retirer des décombres un officier encore vivant. Les assiégeants espéraient vainement que de pareils moyens de destruction produiraient un grand effet motal sur leurs adversaires. Résolus de s'ensevelir sous les ruines de leurs maisons, les habitants de Saragosse voyaient avec impassibilité le jeu des fourneaux; souvent même ils restaient encore au milieu des débris des édifices sautés, et la vivacité de leur feu empêchait les Français de s'y loger.

Ce même jour (31 janvier) les assiégés battirent en brèche la face gauche du couvent des Capucins, où s'appuyait la gauche des attaques des assiégeants, et, le soir, ils attaquèrent ce poste avec beaucoup de résolution. Ne pouvant, à cause du feu des Français, aborder la brèche qu'ils avaient faite, ils se portèrent à la porte de l'église du couvent, qu'ils brisèrent à coups de hache, et ils essayèrent ensuite de renverser un épaulement en sacs à terre qui était établi derrière; ils parvinrent à faire une petite ouverture, par laquelle ils croyaient pouvoir pénétrer dans l'église. Un religieux, le crucifix d'une main et le sabre de l'autre, était à la tête de ces assaillants; on remarquait des femmes circulant au milieu d'une grêle de balles et de grenades, excitant les combattants, leur distribuant des cartouches; mais toute l'ardeur de ces furieux échoua contre la

1809. Espagne.

bravoure froide et intrépide à la fois du soldat français : ils prirent la fuite, laissant devant l'église un monceau de morts et de mourants.

On peut juger, par ce seul trait, du degré d'énergie où étaient parvenus les assiégés. La prise de chaque maison exigeait un assaut. Les Arragonais, mus par le double ressort de la liberté et de la religion, se défendaient d'étage en étage, de chambre en chambre. Les moines parcouraient les rues, les armes à la main, animant les uns au combat, forçant les autres au travail des batteries et des fortifications ; ils mettaient eux-mêmes la main à l'œuvre, et, comme dans le premier siége, ils fabriquaient de la poudre et faisaient des cartouches. Palafox, dans une de ses proclamations, avait engagé les femmes à imiter le courage et l'humeur martiale des anciennes Amazones ; le plus grand nombre avait répondu à cet appel ; plusieurs d'entre elles obtinrent des récompenses et des décorations militaires. Les Français distinguaient, dans les rangs de leurs ennemis, des dames élégantes, armées d'un fusil, de pistolets ou d'un sabre, animant les officiers par l'exemple d'une bravoure extraordinaire, et peut-être aussi par l'espoir de la plus attrayante des récompenses que la beauté puisse offrir au guerrier valeureux.

La journée du 1er février fut signalée par les progrès des assiégeants, qui se rendirent maîtres du couvent des Augustins, ainsi que de plusieurs maisons, et par la perte fâcheuse que fit l'armée française en la personne du général du génie Lacoste. Ce guerrier, d'une haute distinction, reçut un coup mortel en marchant à la tête des troupes pour s'emparer des maisons ouvertes par une mine pratiquée au-dessus de Santa-Ingracia.

Il ne pouvait avoir de plus digne successeur que le colonel Rogniat, auquel le maréchal Lannes confia de suite le commandement en chef de l'arme du génie[1].

Cependant l'expérience apprenait aux assiégeants que les maisons entièrement renversées par l'explosion des fourneaux de mine étaient souvent un obstacle aux progrès des attaques,

[1] Nous avons puisé presque tous les détails de ce siége dans l'excellente relation du général Rogniat.

attendu que, n'ayant plus de couvert, ces ruines ne pouvaient être traversées qu'avec beaucoup de peine et de danger. Le colonel Rogniat fit calculer la charge des fourneaux de manière à faire brèche sans détruire entièrement les maisons, et l'on employa particulièrement les mines pour ouvrir les murs des couvents et autres grands édifices, qui formaient comme autant de citadelles dans l'intérieur de la ville.

Le 2, les Français reprirent quelques maisons dont ils avaient été dépostés la veille. Les mineurs s'avancèrent par trois galeries sous le couvent des Filles de Jérusalem; mais, s'étant aperçus que l'ennemi contre-minait, ils chargèrent à la hâte un de leurs fourneaux avant d'être parvenus au bâtiment. Cette explosion entraîna la chute de quelques baraques, et les mineurs espagnols furent enfouis dans leur trou; les Français commencèrent aussitôt de nouvelles galeries. Le colonel Rogniat fut blessé en cette occasion, mais pas assez grièvement pour quitter le commandement. On répara la brèche faite au couvent des Capucins en y faisant un épaulement en sacs à terre; on construisit une batterie de six pièces à gauche de ce bâtiment, pour contrebattre les batteries ennemies.

Les quatre jours suivants on s'avança, par des galeries et des traverses, jusqu'à la rue *del Medio*. L'ennemi tenait avec opiniâtreté dans un collége appelé les Écoles Pies, parce que cet édifice lui était nécessaire pour conserver quelques traverses qui servaient à la défense de la grande rue *del Coso*. Les maisons voisines étaient en feu, ce qui rendait l'abord du collége presque impossible. Les Espagnols avaient pris le parti de mettre le feu dans les maisons qu'on les contraignait d'abandonner, afin que l'incendie établit une barrière entre eux et les Français, tandis qu'ils disposaient plus loin de nouveaux moyens de défense. La combustion des maisons de la ville, dans la construction desquelles il entre peu de bois, est lente et difficile, et ne se communique pas de proche en proche. Les assiégeants étaient obligés d'éteindre le feu sous une grêle de grenades, ou bien d'attendre quelquefois plusieurs jours que les maisons fussent entièrement consumées avant de pouvoir avancer.

Les Polonais étaient parvenus à se loger dans une maison

1809. Espagne.

sur le Coso; mais une batterie de l'ennemi, établie en face, les en chassa. On prit plusieurs îles de maisons en avant du couvent des Augustins, en ouvrant les murs soit avec des pétards, soit avec la mine, soit à la sape, ou en traversant les rues enfilées par le feu de l'ennemi, derrière des épaulements.

Le général Dedon avait fait entrer dans la ville plusieurs petits mortiers de six pouces, qu'on transportait avec facilité partout où cela était nécessaire. Il établit deux pièces de 12 dans la rue Sainte-Monique, qui battirent en ruine, de l'autre côté du Coso, une tour sur laquelle l'ennemi avait placé une pièce de 4, et enfin il plaça un obusier à l'extrémité de la rue de la Puerta-Quemada, pour balayer une partie du Coso. C'étaient les seuls emplacements où l'artillerie pût avoir de l'action.

L'attaque du centre fit des progrès. Les Espagnols avaient mis le feu aux maisons qui séparaient les Français du couvent des Filles de Jérusalem; mais les sapeurs et les voltigeurs du 115ᵉ régiment ne furent point arrêtés par cet incendie : ils passèrent à travers les flammes et atteignirent l'ennemi avant qu'il se fût bien retranché dans le couvent; ils y entrèrent pêle-mêle avec lui, le poursuivirent vivement dans les corridors, lui tuèrent deux officiers et plusieurs soldats, et se rendirent maîtres de tout l'édifice, dont une partie devint la proie des flammes. Deux fourneaux, établis contre l'hôpital des fous, produisirent une brèche qui permit aux Français de se loger dans les deux tiers de ce bâtiment, qui n'était qu'un monceau de ruines depuis le dernier siége. Ils ne purent toutefois parvenir jusqu'au Coso.

Une nouvelle attaque par la porte del Carmen, dont les assiégeants étaient maîtres, paraissait facile; mais le maréchal Lannes n'avait point assez de troupes pour l'entreprendre. En effet, voici quelles étaient la force et la disposition des divisions avec lesquelles il assiégeait une garnison de 50,000 hommes de troupes réglées. Le général Morlot, qui, avec sa division et le 40ᵉ régiment (de la division Suchet), dont le maréchal Lannes l'avait renforcée, ne comptait pas plus de 5,000 combattants sous ses ordres, bloquait le château de l'Inquisition et la partie de l'enceinte de la place, depuis l'Èbre jusqu'au couvent des Capucins, où il avait un fort détachement; il lui

était impossible de distraire un seul bataillon pour tout autre service. La division Gazan, forte de 8,000 hommes, avait assez à faire de bloquer le faubourg de l'*Arabal*, sur la rive gauche de l'Èbre. On a vu que la division Suchet formait un corps d'observation pour tenir la campagne et dissiper les rassemblements extérieurs. Il ne restait donc plus, pour l'attaque de la ville, que les deux divisions Meusnier et Grandjean, qui, réunies, n'offraient pas plus de 9,000 combattants. Ces troupes étaient de service dans l'intérieur de la place par moitié, de sorte qu'on ne pouvait jamais disposer de plus de 4,500 hommes pour tous les travaux, la garde des maisons enlevées et les attaques continuelles. Nous avons déjà dit que la prise de chaque maison exigeait un assaut, et était toujours achetée par la perte de quelques hommes. Les deux divisions dont nous parlons étaient harassées, et le soldat commençait à se rebuter devant des obstacles sans cesse renaissants, tandis que l'ennemi montrait toujours la même résolution.

Le 7, les Espagnols, dans la crainte d'une explosion prochaine, évacuèrent le bâtiment des Écoles Pies, après y avoir mis le feu; cette évacuation entraîna l'abandon de deux traverses sur le Coso. Les travaux de mine pour parvenir sous le couvent de San-Francisco furent moins heureux; les mineurs furent contraints par les grenades de l'ennemi d'abandonner leurs galeries.

Le 7, le général Gazan attaqua, sur la rive gauche, le couvent de Jésus. Cet édifice considérable est situé en avant du faubourg de l'Arabal, à gauche de la route de Lérida. Dès le commencement du siége, le général Lacoste avait insisté sur l'importance de la possession du faubourg, pour resserrer la garnison dans la ville, et surtout pour étendre à volonté les attaques le long du fleuve jusqu'au pont, en ouvrant successivement toutes les maisons du quai par des batteries de brèche établies sur la rive gauche. On avait, en conséquence, tenté une attaque de vive force sur ce faubourg, le 21 décembre, mais nous avons dit qu'elle n'avait point réussi. Le général Gazan, n'ayant point, avant l'arrivée du maréchal Lannes, l'ordre de coopérer activement aux travaux du siége, s'était borné à un blocus peu resserré jusqu'au 24 décembre; le ma-

1809. Espagne.

réchal commandant en chef fit cesser cet ordre de choses. Le colonel du génie Dode la Brunerie fut envoyé pour ouvrir la tranchée devant le faubourg, dans la nuit du 31 janvier au 1er février; on fit les parallèles et les batteries; le général Dedon fit passer de l'artillerie, et vingt bouches à feu tirèrent, le 7, contre le couvent de Jésus. Deux heures de feu suffirent pour écraser cet édifice isolé, qui n'était défendu par aucun ouvrage en terre, et pour en chasser 400 hommes qui s'y trouvaient.

Les voltigeurs du 28e régiment d'infanterie légère, rassemblés dans la parallèle, marchèrent sur le couvent, pénétrèrent par la brèche, s'emparèrent de tout l'édifice sans grande résistance, et y prirent deux pièces de canon et un drapeau. L'ordre était donné de s'arrêter là; mais, emporté par une ardeur inconsidérée, un officier, à la tête de quelques voltigeurs, marcha sur une redoute établie sous les murs du faubourg. N'étant point soutenus, ces braves furent entourés et presque tous tués ou faits prisonniers : l'officier fut du nombre des premiers. Le couvent dans lequel les Français se retranchèrent fut crénelé du côté de l'ennemi. On fit une communication pour y parvenir à couvert, et l'on établit des logements à droite et à gauche sur la rive droite.

Les 8, 9 et 10, on tenta pendant la nuit un passage du Coso, en double caponnière, vers la pointe de la rue *del Medio*. Ce passage était soutenu par un poste établi dans une maison ruinée de l'autre côté de la rue. Au jour, ce travail parut trop imparfait pour pouvoir s'y maintenir, et on en retira le poste ainsi que les travailleurs. L'ennemi, qui s'aperçut de ce mouvement, s'avança, tua le capitaine du génie Joffrenot, qui avait dirigé l'attaque, et chassa même les assiégeants de plusieurs maisons qui ne furent reprises ensuite qu'avec beaucoup de difficultés.

On s'empara de plusieurs îles de maisons, en cheminant, selon les circonstances, à l'aide de la sape, des pétards ou de la mine.

Le mineur, attaché dans les caves de l'hôpital des fous pour traverser la rue Santa-Ingracia, avait enfin conduit une galerie jusqu'auprès du couvent de San-Francisco, lorsque le major Breuille, qui dirigeait les travaux de mine avec autant d'ac-

tivité que d'intelligence, fit charger promptement le fourneau de trois milliers de poudre. On y mit le feu, après avoir attiré, par des démonstrations d'attaque, un grand nombre d'Espagnols dans la sphère d'activité du fourneau. L'explosion fut terrible et enleva une partie du bâtiment. Une colonne, formée de sapeurs, dirigés par le chef de bataillon du génie Valazé, et d'un bataillon du 115ᵉ régiment, conduit par le colonel Dupéroux, déboucha aussitôt des ruines de l'hôpital et passa la rue Santa-Ingracia, à la faveur d'une traverse abandonnée par l'ennemi. Le couvent fut abordé, et ce qui se trouvait d'Espagnols dans l'intérieur fut poursuivi la baïonnette aux reins. Les Espagnols revinrent pendant la nuit pour essayer de reprendre ce poste si important pour eux. Ils s'emparèrent du clocher de l'église, et firent à la voûte des trous par lesquels ils lancèrent des grenades qui obligèrent les Français d'évacuer l'église; elle ne fut reprise que le lendemain. Cette opération coûta une cinquantaine d'hommes aux assaillants, et notamment les deux capitaines du génie Viervaux et Jencesse. L'ennemi avait perdu bien plus de monde par l'explosion. Une compagnie de grenadiers du régiment de Valence avait sauté en entier.

Les 13, 14, 15, 16 et 17 février, on traversa le Coso par des mineurs, pour faire brèche au bâtiment de l'université, au moyen de deux fourneaux dont on différa le jeu jusqu'à l'attaque projetée du faubourg, afin d'occuper en même temps l'ennemi sur les deux rives.

Le maréchal Lannes eut à lutter, à cette même époque, contre une opposition morale non moins fâcheuse peut-être que celle des Espagnols, s'il n'avait pas développé toute la fermeté de son caractère pour en paralyser les effets. Des obstacles sans cesse renaissants devaient à la fin rebuter les troupes françaises; elles étaient d'ailleurs harassées, et tous ces combats meurtriers, et pour ainsi dire corps à corps, où succombaient journellement des officiers, des sapeurs, des mineurs et les soldats les plus braves, sans faire des progrès bien sensibles (on avait à peine le quart de la ville), avaient enlevé aux soldats presque toute leur énergie. Ils disaient hautement « qu'on les sacrifiait inutilement; qu'ils étaient destinés à périr tous sous les ruines de la place avant d'avoir pu forcer les derniers retran-

1809. Espagne.

chements des 60,000 fanatiques qu'ils combattaient si opiniâtrément, dans la proportion d'un homme contre six; enfin qu'il était juste que les autres corps de l'armée française coopérassent à une entreprise aussi gigantesque. » Le duc de Montebello essayait de ranimer l'esprit de son armée; il représentait aux officiers que l'ennemi perdait infiniment plus de monde que les troupes de siége dans le genre de guerre qu'on lui faisait, et que, ses forces étant épuisées par tous les efforts qu'il avait tentés jusqu'alors, il n'opposerait plus à l'avenir une aussi grande résistance; que les bombes, les mines et les maladies ne tarderaient pas à détruire les défenseurs de Saragosse jusqu'au dernier, s'ils avaient pris, à l'exemple des Numantins, la résolution de s'ensevelir sous les ruines de leur ville. En effet, les maisons et les cours dont on s'emparait journellement étaient encombrées de cadavres, et il semblait que les Français ne combattaient plus que pour la possession d'un cimetière.

Les progrès continuèrent vers le Coso; le 18, les mineurs mirent le feu aux deux fourneaux pratiqués sous l'université, et, l'explosion ayant produit deux brèches énormes, deux colonnes y pénétrèrent et s'emparèrent de presque tout ce grand bâtiment. L'ennemi fut enfin obligé d'abandonner la traverse du Coso.

Ce même jour, la division Gazan enleva le faubourg de la rive gauche.

Les troupes avaient pris les armes dès le point du jour, et s'étaient portées dans la seconde parallèle. Cinquante bouches à feu, mises en batterie à gauche et à droite du couvent de Jésus, commencèrent un feu terrible sur la masse du faubourg. Deux batteries tiraient spécialement sur la célèbre église de Notre-Dame *del Pilar*, regardée comme le *palladium* de Saragosse, sur le quai et sur le pont qui sert de communication entre la ville et le faubourg.

A midi la brèche était praticable au couvent de Saint-Lazare, sur lequel on dirigea la principale attaque, parce que sa position, rapprochée du pont, maîtrisait cette communication.

Déjà l'ennemi était ébranlé par le feu épouvantable sous lequel il se trouvait. Un bataillon du 103ᵉ régiment se logea d'abord dans les maisons voisines du couvent de Saint-Lazare, et

pénétra ensuite dans l'église de cet édifice, que l'ennemi fut forcé d'abandonner.

La possession de ce point capital, qui rendait les assiégeants maîtres du pont, décida la prise du faubourg. On trouva peu de monde dans les maisons; mais, sur le bord de l'Èbre, dans la plaine, des soldats et des habitants, qui n'avaient pu passer le pont à temps, mirent bas les armes et se rendirent au nombre d'environ 3,000. Deux barques encombrées de passagers parvinrent à gagner l'autre bord sous le feu du 100ᵉ régiment.

Cette affaire, très-brillante et très-importante par ses résultats, ne coûta au général Gazan qu'une cinquantaine d'hommes.

Dans la soirée du 19, un aide de camp du général Palafox se présenta en parlementaire aux avant-postes français; les propositions qu'il était chargé de faire ne furent point accueillies par le maréchal Lannes.

Le 20, les assiégeants s'étendirent encore, malgré les incendies; l'ennemi fit un dernier effort pour reprendre deux pièces de canon qu'on lui avait enlevées la veille; mais, chargé à la baïonnette par les Polonais, il fut mis en fuite. Les cinquante pièces qui avaient servi à l'attaque du faubourg furent mises en batterie sur la rive gauche contre les maisons du quai de la ville, qu'elles battirent en ruines. Les six galeries qui traversaient le Coso, à l'attaque du centre, atteignaient déjà les maisons en face des assiégeants; on commençait à charger les fourneaux, chacun de trois milliers de poudre, et on devait les faire jouer simultanément le lendemain matin, ce qui eût produit une explosion énorme, calculée pour achever de jeter la consternation parmi les assiégés; mais ceux-ci n'attendirent pas ce moment.

Vers quatre heures après midi, la junte de Saragosse ayant envoyé une députation au maréchal Lannes pour traiter de la capitulation, le feu cessa à l'instant de part et d'autre. Le maréchal exigea que la ville se rendît à discrétion.

Le 21, les Français occupèrent tous les postes; la garnison défila hors de la place, et mit bas les armes devant l'armée victorieuse.

Ainsi se termina un des siéges les plus mémorables qu'on

1809. Espagne.

puisse lire dans l'histoire ancienne et moderne, après cinquante-deux jours de tranchée ouverte, dont vingt-neuf pour entrer dans la place, et vingt-trois autres de combats de maison en maison.

On trouva dans la partie de la ville qui venait de capituler cent treize bouches à feu (près de soixante avaient été enlevées par les assiégeants dans le cours du siége), très-peu de poudre et de projectiles; mais il restait encore aux habitants une grande quantité de vin et d'huile, et du blé pour plus de six mois.

La ville entière présentait le spectacle le plus hideux : des maisons criblées par les boulets, écrasées par les bombes, ouvertes par des explosions de mines; d'autres encore fumantes; des cadavres en putréfaction dans toutes les rues, encombrant les caves, les escaliers, ou à demi cachés sous les ruines; les rues barrées par des décombres ou des traverses; la malpropreté, l'air infecté, la misère, l'entassement de plus de 100,000 individus dans une ville qui n'en contenait ordinairement que 45,000; les privations inséparables d'un long siége, tous ces fléaux produisirent une épidémie affreuse, qui consumait alors ce que la guerre avait épargné. Au milieu des ruines et des cadavres dont les rues étaient jonchées on voyait errer quelques habitants pâles, décharnés, et prêts à suivre bientôt les morts qu'ils n'avaient plus la force d'enterrer. D'après le tableau des recensements faits avant et après ce siége extraordinaire, il est constant que 50,000 individus de tout âge et de tout sexe, c'est-à-dire les deux tiers de la garnison et la moitié des habitants ou réfugiés, avaient péri dans le cours de cette terrible lutte de cinquante jours de durée. La garnison qui venait de défiler devant l'armée française comptait à peine 16,000 hommes.

La perte des assiégeants ne s'élevait pas au-dessus de 3,000 hommes, savoir : 700 hommes du 5e corps, 2,000 du 3e corps, et 300 hommes des troupes de l'artillerie et du génie. Sur les 27 officiers de cette dernière arme qui avaient été mis hors de combat, 11 étaient morts sur le champ de bataille, ou peu d'instants après en avoir été retirés [1].

[1] Les officiers du génie employés au siége de Saragosse méritent un éloge

Moulin
Parc d'Artillerie
Lerida
EBRE
FL.
ATTAQUE DE LA GAUCHE
Cru. de l'Inquisition
Capucins déchaussés
Rte. d'Aragon
Oliviers
Coupée
Maison rouge

Le 24 février, toute l'armée française prit les armes ; les généraux et les états-majors furent trouver le duc de Montebello à son quartier général des Écluses, et ce maréchal, accompagné du duc de Trévise (maréchal Mortier), fit à leur tête son entrée solennelle dans Saragosse. Il fut reçu, sous le portail de Notre-Dame *del Pilar*, par le clergé de la ville, ayant à sa tête l'évêque d'Huesca, qui remplaçait l'archevêque absent.

Les deux maréchaux prirent place sur des fauteuils disposés en face du maître-autel ; on en avait réservé un pour le général Junot, qui ne voulut point assister à cette cérémonie. La junte et les différentes autorités de la ville prêtèrent, au nom du peuple, serment de fidélité au roi Joseph; puis l'évêque d'Huesca entonna le *Te Deum* en actions de grâce de la victoire remportée par les Français sur les défenseurs de l'ancienne monarchie espagnole [1].

Le clergé de Notre-Dame *del Pilar* avait déployé une partie du trésor de cette église : l'or, l'argent, les pierreries brillaient de toutes parts ; le maître-autel, une grande quantité de candélabres et de vases étaient d'or et d'argent massifs.

Après la cérémonie, le cortége reconduisit le maréchal Lannes au palais qu'on lui avait préparé. Il y trouva un parlementaire du marquis de Lazan, commandant l'armée d'Aragon. Ce général écrivait au duc de Montebello pour le prier de traiter son frère don José Palafox avec les égards que méritait sa

spécial pour les services remarquables qu'ils rendirent, leur intelligence dans la conduite des travaux, leur bravoure dans les attaques, leur intrépidité dans les dangers ; on les vit toujours à la tête des troupes, soit pour ouvrir les maisons, à l'aide des sapeurs et des mineurs, soit pour guider sur les brèches, au milieu des décombres et des ruines. Les chefs de corps se plaisaient à reconnaître que la sagacité et la prudence de ces braves conducteurs, dans la guerre de chicane et de maisons que l'on fit pendant vingt-quatre jours, avaient souvent épargé le sang de leurs soldats.

[1] Il faut dire (d'après la relation d'un témoin oculaire) qu'il y avait fort peu d'habitants dans l'église. On n'y remarqua que quelques dames, chez lesquelles étaient logés des généraux et officiers supérieurs, qui les avaient forcées, en quelque sorte, d'assister à la cérémonie. « Point de foule sur la place ni à la porte de l'église; au contraire, et c'est une chose digne d'être remarquée, les habitants passaient devant ce temple renommé comme s'il n'y avait rien eu qui dût exciter leur curiosité. . . . . » *Journal du siége de Saragosse*, par J. Daudebárd de Férussac.)

1809.
Espagne.

conduite qui ne pouvait qu'être admirée d'un vainqueur généreux. Le défenseur de Saragosse était alors malade. A son rétablissement il fut conduit en France, où il resta prisonnier jusqu'en 1814.

Quelques jours après la prise de Saragosse, le 5ᵉ corps, sous les ordres du maréchal Mortier, se mit en marche sur la Castille, afin de soutenir les opérations des autres corps d'armée dans le midi de l'Espagne et sur les frontières du Portugal. Le général Suchet, ayant remplacé Junot dans le commandement du 3ᵉ corps, resta en Aragon pour achever de soumettre cette province, où l'on ne tardera pas à le voir justifier, par des opérations brillantes et décisives, la bonne opinion que l'empereur avait conçue de ses talents, de son expérience et de son dévouement. Le maréchal Lannes fut rappelé en France pour être employé dans la nouvelle armée que l'empereur préparait en silence contre l'Autriche.

OUVRAGES IMPRIMÉS ET DOCUMENTS MANUSCRITS

CONSULTÉS POUR LA RÉDACTION DES CAMPAGNES DE 1807 à 1809.

Prusse et Pologne.

Moniteur. — *Hist. de France.* — **Mathieu Dumas**, *Précis des Événements militaires.* — *Dict. des Siéges et Batailles.* — **Mémorial du Dépôt de la Guerre**, tome VIII. *Campagnes de 1806 et de 1807.* — **Plotho**, *Journal de la guerre de la Russie et de la Prusse contre la France, de 1806 à 1807.* — **Cölln**, *Campagne des Français et des alliés pendant les années 1806 et 1807.* — **Höpfner**, *Guerre de 1806 et 1807.* — *Histoire des Guerres en Europe.* — **Koch**, *Mémoires de Masséna.*

Both. *Relation de la bataille de Pultusk* — *Relation de la bataille de Prussisch-Eylau* — *Relation de la bataille de Friedland*	(en allemand).	Ces relations contiennent des notices sur les événements qui ont précédé ces batailles. L'auteur, officier prussien, était attaché au quartier général russe.

Précis du siége de Dantzig fait par l'armée française en avril et mai 1807, par le général Kirgener. C'est un aperçu rapide des travaux du génie français devant la place.

Le Siége de Dantzig en 1067, par le feld-maréchal Kalkreuth. Cette relation est extraite des papiers originaux du feld-maréchal.

Lüttwitz, *Mémoire pour servir à l'histoire de la guerre de Silésie pendant les années 1806 et 1807* (en allemand). Ouvrage intéressant et utile à consulter.

Vigier, *Précis historique de la campagne faite, en 1807, dans la Poméranie suédoise, par le corps d'observation de la grande armée commandé par le maréchal Brune.* Cet ouvrage, peu important sous le point de vue de l'histoire militaire de cette époque, mérite cependant d'être consulté.

Haken, *Ferdinand von Schill.* Notice fort étendue sur la vie et sur les entreprises de ce partisan (en allemand).

Italie (Naples).

Moniteur. — **Mathieu Dumas**, *Précis des Événements militaires.* — *Annual Register.* — *Mémoires divers.* — *Pièces officielles.*

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS MARITIMES.

Moniteur. — **Mathieu Dumas**, *Précis des Événements militaires.* — *Annual Register.* — *Naval Chronicle.* — *Journaux nautiques.* — *Mémoires divers.* — *Documents manuscrits.* — *Pièces officielles.*

Espagne et Portugal.

Moniteur. — Histoire de France. — Dict. des Siéges et Batailles. — Annual Register. — Mémoires divers. — Documents manuscrits. — Pièces officielles.

Relation de l'expédition de Portugal par le premier corps d'observation de la Gironde, par le général Thiébault. Acteur ou témoin pour tout savoir et pour tout vérifier, le général Thiébault a écrit sur les lieux à mesure que les événements se succédaient. Cet ouvrage n'est généralement que la copie des bulletins et des rapports que, comme chef d'état-major général, il adressait au ministre de la guerre.

Lettre sur l'Espagne, en 1808, par le général Dupont. C'est la réfutation d'un *Précis de la campagne d'Andalousie*, en 1808, par le général Vedel, présenté par le général Dupont, comme le principal auteur du désastre de Baylen, affaire honteuse et encore inexplicable aujourd'hui.

Notice sur la bataille d'Espinosa de los Monteros, gagnée par l'armée française sur les Espagnols, les 10 et 11 novembre 1808. Relation concise, mais intéressante, de cette bataille, qui décida du sort de l'armée de Galice; par un officier présent à la bataille.

Journal des opérations de l'armée de Catalogne, de 1808 à 1809, sous le commandement du général Gouvion Saint-Cyr. Ouvrage à consulter, mais avec circonspection. Il est cependant écrit par un des généraux les plus distingués de la république et de l'empire. C'est, du reste, un vrai modèle de narration et de critique militaire.

Mémoires sur les opérations militaires des Français en Galice, en Portugal et dans la vallée du Tage, en 1809, sous le commandement du maréchal Soult, duc de Dalmatie, par Lenoble. Cet ouvrage a le mérite de mieux faire apprécier les circonstances et les difficultés de cette campagne qu'on n'avait pu le faire avant sa publication.

Lettres écrites du Portugal et de l'Espagne, contenant le tableau des opérations des armées sous les ordres de LL. EE. sir Arthur Wellesley et sir John Moore, etc., par Adam Neale. Ouvrage manuscrit très-volumineux que possède le Dépôt de la guerre. Bien qu'écrit par un Anglais, il se fait remarquer par une impartialité qui fait honneur au caractère de son auteur. M. Neale se borne, du reste, à décrire avec une exactitude scrupuleuse la position et les opérations des armées en Portugal et en Espagne, sans entrer dans aucune appréciation des motifs qui ont dirigé la conduite des généraux en chef.

Histoire de la guerre d'Espagne contre Napoléon Bonaparte, par une commission d'officiers établie à Madrid, auprès de S. E. le ministre de la guerre (1er vol. seulement, traduit de l'espagnol). Ouvrage peu digne de confiance, renfermant cependant des renseignements historiques utiles à consulter.

Mémoires sur la guerre des Français en Espagne, par de Rocca. Ouvrage peu intéressant sous le rapport de l'histoire militaire. C'est la relation d'un officier du 2e régiment de hussards, qui comprend une partie des événements de la guerre jusqu'à la retraite de l'armée de Portugal en 1811.

Mémoires relatifs aux opérations du 2e corps d'armée, en Espagne et en Portugal, sous les ordres du maréchal Soult, duc de Dalmatie, dans les an-

nées 1808 *à* 1811, par le colonel Tallandier. C'est une relation des principaux événements de la guerre de la Péninsule, jusqu'à la retraite de Portugal en 1811.

Histoire de la guerre d'Espagne et de Portugal pendant les années 1807 *à* 1813; *plus la campagne de* 1814 *dans le midi de la France,* par le colonel sir John Jones. Ouvrage d'un témoin oculaire, consciencieusement écrit, mais mal traduit en français et encore plus mal annoté par le sieur Alphonse de Beauchamp, auteur d'une *Histoire de la guerre de la Vendée,* peu digne de confiance.

Histoire de la guerre de la Péninsule, etc., par le général Foy. Cet ouvrage contient le récit des événements militaires de la guerre de la Péninsule jusqu'à la capitulation de Cintra. Le général Foy, qui a fait pendant sept ans la guerre en Portugal et en Espagne, avait entrepris de présenter un tableau d'ensemble de cette guerre mémorable. Trop tôt ravi aux lettres et à la tribune nationale, ce guerrier, célèbre à tant de titres, n'a pu continuer ce qu'il avait si bien commencé.

Mémoires du maréchal Suchet, duc d'Albuféra, sur ses campagnes en Espagne, depuis 1808 *jusqu'en* 1814. Cet écrit d'un des plus habiles généraux de la république et de l'empire est principalement consacré aux militaires, qui y trouveront toujours d'utiles enseignements. C'est l'histoire la plus complète des campagnes des armées françaises de Catalogne et d'Aragon.

Mémoires sur la campagne du corps d'armée des Pyrénées-Orientales, commandé par le général Duhesme, depuis 1808 *jusqu'en* 1814, par le colonel du génie Lafaille. L'auteur, attaché à l'état-major du général Duhesme, a assisté à presque tous les événements de la campagne de Catalogne, commencée en 1808. Sa relation a été rédigée sur la correspondance du général et sur d'autres documents officiels.

Histoire de la guerre de la Péninsule (années 1808 *et suivantes),* par le lieutenant général Charles William Vane, marquis de Londonderry. Cet ouvrage est rempli d'erreurs, de faits controuvés, de déclamations et d'observations peu judicieuses.

Histoire de la guerre de la Péninsule et dans le midi de la France, depuis l'année 1807 *jusqu'à l'année* 1814, par W.-F.-P. Napier, lieutenant-colonel (en anglais). C'est une relation complète de tous les événements de cette guerre. Elle est écrite avec clarté, avec pureté, avec toute l'impartialité qu'on peut attendre d'un écrivain consciencieux. L'auteur a puisé aux meilleures sources, tant en Angleterre qu'en France. Il en existe une excellente traduction française, enrichie de notes par le savant auteur du *Précis des Événements militaires.*

Histoire du soulèvement, de la guerre et de la révolution d'Espagne, par le comte de Toreno (en espagnol). Le sujet de cet ouvrage n'est pas seulement espagnol; il appartient à l'histoire générale de l'Europe pendant le premier quart du présent siècle, et particulièrement à celle de la grande lutte que Napoléon soutint contre l'Angleterre et les coalitions. L'éloquent auteur de cette histoire l'a écrite avec clarté et précision; mais, trop préoccupé des malheurs de sa patrie pendant cette lutte désastreuse, il ne raconte pas toujours avec impartialité ni avec une parfaite connaissance des faits. Cet ouvrage a été traduit en français par M. Louis Viardot : c'est faire l'éloge de la traduction.

Journaux des Siéges faits ou soutenus par les Français dans la Péninsule de 1807 *à* 1814, par M. Belmas, chef de bataillon du génie. Ce beau travail a été rédigé,

par ordre du gouvernement, sur les rapports et sur la correspondance des généraux en chef, des commandants des armes spéciales, et d'après les plans, états de situation et autres documents conservés aux archives des Dépôts de la guerre et des fortifications.

Relation des siéges de Saragosse et de Tortose par les Français, dans la dernière guerre d'Espagne, par le baron Rogniat, lieutenant général du génie. Ces relations ont été rédigées immédiatement après les événements, dont ce savant ingénieur avait été un des principaux acteurs.

Histoire du Consulat et de l'Empire, faisant suite à l'histoire de la révolution française, par M. A. Thiers.

Dépêches et ordres du jour du feld-maréchal duc de Wellington.

Mémoires et correspondance politique et militaire du roi Joseph, publiés par A. Du Casse. Ces trois ouvrages renferment les documents les plus importants sur l'histoire politique et militaire de la Péninsule, de 1808 à 1814.

TABLE DES MATIÈRES.

LIVRE QUATRIEME.

CHAPITRE II.

ANNÉE 1807.

CHAPITRE III.

SUITE DE L'ANNÉE 1807.

CHAPITRE IV.

SUITE ET FIN DE L'ANNÉE 1807.

CHAPITRE V.

LIVRE CINQUIÈME.

Guerre d'Espagne.

CHAPITRE PREMIER.

ANNÉE 1808.

CHAPITRE II.

CHAPITRE III.

CHAPITRE IV.

ANNÉES 1808 ET 1809.

CARTES ET PLANS

CONTENUS DANS CE VOLUME.

